Annuaire statistique de la France (1953)

Source gallica.bnf.fr / INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques)

{BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

Institut national de la statistique et des études économiques (France). Annuaire statistique de la France (1953). 1999.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

60001403308
Annuaire statistique de la France
1997 (Ed.99)
INSEE-BIBC S FRA 0001 2o

ASF

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

édition 1999

STATISTIQUE PUBLIQUE

INSEE

Source gallica.bnf.fr / INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

I. N. S. E. E.
DOCUMENTATION
11. MAR. 1999
BIBLIOTHÈQUE

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

édition 1999

DONNÉES ÉGALEMENT DISPONIBLES SUR CÉDÉROM *(cf. page V)*

102e VOLUME
Nouvelle série n°44
RÉSULTATS
DE 1997

Remerciements

*L'Institut National de la Statistique et des Études Économiques tient à remercier les Administrations, les Services publics et les Organismes professionnels qui apportent régulièrement leur concours à la préparation de l'*Annuaire statistique de la France.

Directeur de la publication : Paul CHAMPSAUR

Rédaction en chef : Catherine CLUZEAU

Coordination : Jean-Pierre VIETTI

Rédaction : Josiane BRAQUEHAIS, Dominique BOUILLY, Hervé MORIZET, Maryse REGNART

Composition des textes : Karin ICHELMANN

Graphiques : Brigitte DOGUET, Pierre THIBAUDEAU

Couverture, Conception-Réalisation : Jacqueline LOUIS-MARIE-ABSALON (INSEE) CRÉATONE (PARIS)

© INSEE 1999

À nos lecteurs

Cette 102e édition de *l'Annuaire statistique de la France* rassemble, en seize domaines déclinés en soixante-huit chapitres, les principales informations produites par le système statistique français mais également certaines données internationales.

Pour cette nouvelle édition, en dehors des actualisations courantes, les chapitres Communication et Tourisme ont été revus.

L'édition 1999 maintient la présentation traditionnelle des chapitres en deux parties. La première comprend les textes (présentation, méthodologie, définitions et sources de documentation), la seconde présente les graphiques et les tableaux statistiques. Au début de l'ouvrage, un cahier de cartes et graphiques permet de visualiser les grands traits de la France économique et sociale d'aujourd'hui, de même que les indicateurs de quelques pays de l'Union européenne et de l'OCDE. À la fin de l'ouvrage, l'index alphabétique permet d'accéder facilement à l'information recherchée.

Pour la quatrième année consécutive, vous pouvez vous procurer l'ouvrage sur cédérom, en version monoposte; une version réseau est également proposée.

Si vous vous intéressez plutôt aux études sociales, vous trouverez dans la publication « Données Sociales 1999 », éditée par l'INSEE, un panorama complet de la société française et de son évolution.

Par ailleurs, vous pouvez obtenir des résultats régionaux ou départementaux auprès des directions régionales de l'INSEE où les publications régionales sont disponibles ainsi qu'à INSEE Info-Service.

Vos observations et suggestions pourront être transmises à :

INSEE, division Chiffres Clés
Timbre H220
18, boulevard Adolphe-Pinard
75675 Paris Cedex 14

CONSULTEZ

LES DERNIÈRES INFORMATIONS DE L'INSEE...

3615 INSEE ... sur Minitel

1,01 FF la minute

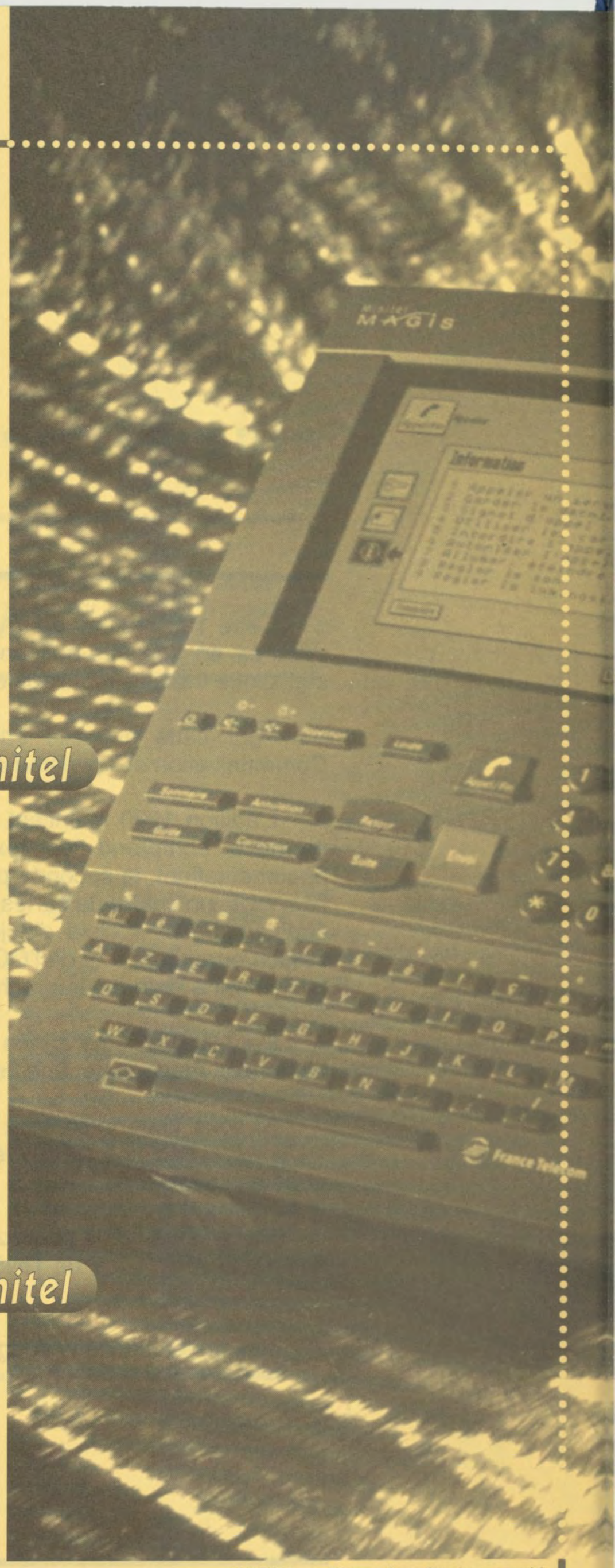
Toutes les informations qui vous sont utiles :

- les indices
- les données statistiques
- les résultats du recensement de la population
- le catalogue de l'INSEE
- l'INSEE dans votre région
- les concours

3617 INSEE ... sur Minitel

5,57 FF la minute

Ce serveur vous offre en plus la possibilité de recevoir par fax les informations statistiques :
indices, résultats du recensement
(tableaux communaux et cartes départementales).



"MAGIS" France Télécom - Paris - Direction commerciale

08 36 68 07 60 ... par téléphone

2,23 FF la minute (accessible France entière hors DOM-TOM)

Ce serveur vocal vous indique pour l'année en cours et les deux années précédentes, les indices courants ainsi que les coordonnées complètes des Directions régionales de l'INSEE.

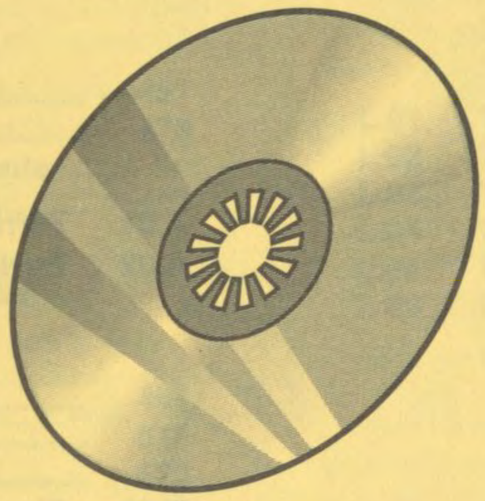
INSEE

Web. http://www.insee.fr

creations

OFFRE PRÉFÉRENTIELLE
À NOS LECTEURS

L'Annuaire Statistique de la France également disponible sur Cédérom



Vous **venez d'acheter** la 102e édition de l'Annuaire Statistique de la France,
vous pouvez donc bénéficier d'une **offre préférentielle** :

L'ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE SUR CÉDÉROM

au prix de 310 FF au lieu de 710 FF (47,26 euros au lieu de 108,24 euros)

Configuration minimum : 486DX, 16 Mo, écran VGA 256 couleurs, lecteur 2X.
Systèmes d'exploitation : Windows 3.1x, 95, 98, NT 4.0

Pour vous le procurer, il vous suffit simplement de remplir le bon de commande ci-dessous :

BON DE COMMANDE

(aucune photocopie de ce bon de commande ne sera acceptée)

À retourner à : Service vente par correspondance
INSEE Info Service - Tour Gamma A
195, rue de Bercy - 75582 Paris Cedex 12

J'ai acheté l'édition papier de l'Annuaire Statistique de la France 1999, et je souhaite commander le cédérom (version Windows® pour PC) au prix préférentiel de 310 FF (47,26 euros)*

**** Frais de mise à disposition : France et DOM + 20 FF (3,05 euros) ; TOM et Étranger + 35 FF (5,34 euros)***

Nom, prénom .....

Société.....Tél.....

Activité.....

Adresse.....

.....

Code postal.....Ville.....

Ci-joint un chèque de.....FF (à l'ordre de l'INSEE)

Date..... Signature

Des informations sur la version cédérom réseau peuvent être obtenues auprès d'INSEE Info Service (tél. : 01 53 17 88 77)

sommaire

Chapitre		Page
	A. POPULATION ET ENVIRONNEMENT	
A.01	Territoire et population	5
A.02	Environnement	23
	B. DÉMOGRAPHIE	
B.01	Structure de la population	41
B.02	Mouvement de la population	69
B.03	Étrangers et immigrés	95
B.04	Ménages	107
	C. EMPLOI, REVENUS ET SALAIRES	
C.01	Population active, emploi	117
C.02	Conditions de travail	143
C.03	Revenus et salaires	163
C.04	Transferts sociaux	193
	D. CONSOMMATION ET CONDITIONS DE VIE	
D.01	Consommation et modes de vie des ménages	225
D.02	Logement	245
D.03	Santé	255
	E. COMMUNICATION, CULTURE ET LOISIRS	
E.01	Communication	277
E.02	Culture	289
E.03	Tourisme	307
E.04	Jeunesse et sports	317
E.05	Loisirs divers	327
	F. ENSEIGNEMENT, FORMATION, RECHERCHE	
F.01	Enseignement et formation	343
F.02	Recherche et développement expérimental	383
F.03	Propriété industrielle	393
	G. DONNÉES ÉCONOMIQUES GÉNERALES	
G.01	Comptabilité nationale	403
G.02	L'appareil productif	421
G.03	Le mouvement économique	449

Chapitre – Page –

H. **PRIX**

H.01 Indices de prix à la consommation 457
H.02 Prix à la consommation 473
H.03 Indices de prix de gros, indices de prix de vente industriels, indice du coût de la construction 481

I. **AGRICULTURE ET INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES**

I.01 Agriculture 491
I.02 Forêt, bois 513
I.03 Pêche maritime 525
I.04 Industries agricoles et alimentaires 531

J. **ÉNERGIE**

J.01 Bilan de l'énergie 555
J.02 Charbon 565
J.03 Pétrole 573
J.04 Électricité 581
J.05 Gaz 589

K. **INDUSTRIE ET CONSTRUCTION**

K.01 Industrie, données générales 599
K.02 Habillement, cuir 617
K.03 Édition, imprimerie, reproduction 625
K.04 Pharmacie, parfumerie et entretien 629
K.05 Industries des équipements du foyer 635
K.06 Industrie automobile 647
K.07 Construction navale, aéronautique et ferroviaire 651
K.08 Industries des équipements mécaniques 659
K.09 Industries des équipements électriques et électroniques 669
K.10 Industrie des produits minéraux 677
K.11 Industrie textile 687
K.12 Industrie du bois et du papier 693
K.13 Chimie, caoutchouc et plastiques 699
K.14 Métallurgie et transformation des métaux 711
K.15 Industries des composants électriques et électroniques 721
K.16 Construction, logement 727

Chapitre – Page –

L. **TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS**

L.01 Transports ferroviaires 743
L.02 Transports routiers 755
L.03 Transports de navigation intérieure 769
L.04 Transports maritimes 775
L.05 Transports aériens 783
L.06 Poste et télécommunications 793

M. **COMMERCE ET SERVICES**

M.01 Commerce intérieur 803
M.02 Services aux entreprises et activités immobilières 829
M.03 Services aux particuliers 841
M.04 Assurances 849

N. **FINANCES**

N.01 Monnaie, crédit, épargne, patrimoine 865
N.02 Marché financier, bourse 897

O. **COMMERCE EXTÉRIEUR, BALANCE DES PAIEMENTS**

O.01 Commerce extérieur 907
O.02 Balance des paiements 931

P. **ADMINISTRATION ET VIE PUBLIQUE**

P.01 Justice et police judiciaire 957
P.02 Finances publiques 973

ANNEXES

Page –

• *SUR FEUILLETS CHAMOIS :*

Avant-propos III
Sommaire VI
Organigramme de la direction générale de l'INSEE VIII
Directions régionales de l'INSEE en métropole et outre-mer et INSEE Info-service X
Principales nomenclatures statistiques utilisées dans cet annuaire XIV
Précisions d'ordre général XXVI
Signes conventionnels XXVI
Recherche d'un renseignement dans l'annuaire XXVI
Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques XXVII

Page –

• *SUR FEUILLETS VERTS :*

Index alphabétique 1*
Principaux organismes publics à compétence statistique nationale 11
Organisations internationales 18
Autres organismes 21
Les publications de l'INSEE 28
Points d'information et vente 30

INSEE

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE)

Direction générale : 18, boulevard A.-Pinard
75675 Paris Cedex 14
Téléphone : 01 41 17 50 50. Télécopie : 01 41 17 66 66
www.insee.fr

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Paul CHAMPSAUR

CABINET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL : Vincent DESTIVAL

Chargé de mission auprès du directeur général : Jean BÉGUÉ

• **INSPECTION GÉNÉRALE**	**François MADINIER**

Membres : Gérard ADER, Jean-Luc BELLIER, Hedda FAUCHEUX, Antoine JEANTET, Pascal MAZODIER, Pierre MONDON, Alain MOTHE, Guy NEYRET, René PADIEU, Michel PÉTRY.

• **SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**	**Georges CONSOLO**
Chargés de mission auprès du Secrétaire Général :	Hubert COSTE, Michel DAPPE.
Conseiller pour les questions juridiques et contentieuses	Antoine BISBAL.
Unité gestion des carrières	**Paul KOEPP**
Chef adjoint de l'UGC	Françoise BALLU
Département de la programmation et de la gestion	**Jean-Marie RUCH**
Chef adjoint du département	Vincent LE CALONNEC
Département du personnel	**Jacques GARAGNON**
Adjoint au chef du département	Henri HÉBRARD
Cellule concours et examens	Maryse DUCOURNAU
Pôle gestion du personnel de la Direction Générale	X...
Cellule mise en valeur des ressources humaines	X...
Division formation	Françoise DUSSERT
Division procédures générales de gestion du personnel	Irène APPLEBY
Division gestion statutaire du personnel	Michel BILLAUDEL
Cellule modernisation de la gestion	Bertrand de KÉRIMEL
Directeur du Centre de Formation de l'INSEE à Libourne (CEFIL)	**Jean-Pierre BEHMOIRAS**
Département des services généraux	**Pierre-Alain GALL**
Chef adjoint du département	Marc TAPIERO
Cellule conditions de travail et actions sociales	Rinaldo PIPARI
Division comptabilité générale	Marc TAPIERO
Division matériel et immobilier	Roger BOËDOT
Division logistique de la Direction Générale	Jacques DUPONT

SPHÈRE INFORMATIQUE

Adjoint au Secrétaire Général pour les questions informatiques	**Alain VIÉNOT**
Cellule stratégie et innovation	Jean-Pierre SIMON
Division gestion des moyens	Chantal MIKAËLIAN
Département production et infrastructure informatiques	**Jean-Louis JESTIN**
Division assistance, information, documentation, exploitation	François MENU
Division production informatique et services aux utilisateurs	Viviane BRINDEJONT
Division infrastructure	Jean BUKIET
Division projets internes et études	Gérard POUGETOUX
Département applications et projets	**Christophe ALVISET**
Cellule coordination des activités d'enquêtes	Didier BLAIZEAU
Division support à l'organisation, aux méthodes et au développement	Colette HARITI
Division projets pour le recensement de la population 1999	Hervé BOUDIER
Division applications et projets pour les statistiques d'entreprises, les études et les synthèses économiques	Daniel DEPARDIEU
Division applications et projets pour les statistiques démographiques et sociales	Michel GAUDEY
Division applications et projets pour la gestion, la coordination statistique et les relations internationales	Gérard BALLAND
Division applications et projets pour la diffusion et l'action régionale	Victor PISANO

• **DIRECTION COORDINATION STATISTIQUE ET RELATIONS INTERNATIONALES**	**Jean-Pierre PUIG**
Département de la coordination statistique	**Alain GODINOT**
Division environnement juridique de la statistique	Gérard LANG
Division relations avec les services statistiques des ministères	Maurice CALVIAC
Secrétariat général adjoint du Conseil National de l'Information Statistique	Marie-Hélène AMIEL
Département des normes statistiques et des méthodes comparées	**Philippe DOMERGUE**
Mission appui statistique et systèmes de référence	X...
Division coordination de la Méta-Information	Dominique CROSNIER
Division méthodes comparées	Alain DESROSIÈRES
Département des relations internationales et de la coopération	**Alain TRANAP**
Adjoint au chef du département	Jean-François DIVAY
Division relations multilatérales et affaires européennes	François ÉLISSALT
Division relations bilatérales et programmes de coopération	Jean-François DIVAY
Division études et méthodes statistiques pour le développement	Christophe LEFRANC

• **DIRECTION DES STATISTIQUES D'ENTREPRISES**	**Michel HÉBERT**
Unité répertoire et démographie des entreprises et des établissements	**Hugues PICARD**
Division administration du répertoire SIRÈNE et démographie des entreprises	Marie-France BOBIN
Division mise à disposition du répertoire SIRÈNE	Antoine SANTOLINI
Département système statistique d'entreprises	**Jean-Pierre GRANDJEAN**
Adjoint au chef du département	Alain BENEDETTI
Division harmonisation d'enquête auprès des entreprises	Pascal RIVIÈRE
Division synthèse des statistiques d'entreprises	Vincent THOLLON-POMMEROL
Division information et travaux pour les entreprises	Claudine KAGAN
Département de l'industrie et de l'agriculture	**Michel EURIAT**
Division prix de vente industriels	Françoise DUPONT
Division indicateurs conjoncturels d'activité	Sylvain MOREAU
Division comptes et études de l'industrie	Jean LIENHARDT
Division agriculture	Philippe BRION
Département des activités tertiaires	**Patrice ROUSSEL**
Division commerce	Maryvonne LEMAIRE
Division services	Chantal CASES

• **DIRECTION STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES**	**Michel GLAUDE**
Division études sociales	Nicole ROTH
Département de la démographie	**Michel JACOD**
Adjoint au chef du département	Michel ISNARD
Cellule statistiques et études sur les populations étrangères	Suzanne THAVE
Pôle infrastructures géographiques	Philippe HOUSSAY
Division recensements de la population	Chantal MADINIER
Division répertoires et mouvement de la population	Dominique MAIRE
Division enquêtes et études démographiques	Laurent TOULEMON
Département emploi et revenus d'activité	**Jean-Louis FAURE**
Adjoint au chef du département	Laurence BLOCH
Division exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus	Sylvie LAGARDE
Division emploi	Marc CHRISTINE
Division salaires et revenus d'activité	Louis DE GIMEL
Département prix à la consommation, ressources et conditions de vie des ménages	**Stéfan LOLLIVIER**
Chef adjoint du département, chargé des prix à la consommation	Thierry LACROIX
Division prix à la consommation	Thierry LACROIX
Division logement	Anne LAFERRÈRE
Division conditions de vie des ménages	Danièle GUILLEMOT
Division revenus et patrimoine des ménages	Jean-Michel HOURRIEZ
Unité méthodes statistiques	**Daniel VERGER**
Division méthodologie d'élaboration et d'analyse des données	X...
Cellule méthodologie de recueil des données	Catherine BERTHIER

• **DIRECTION DES ÉTUDES ET DES SYNTHÈSES ÉCONOMIQUES**	**Guy LAROQUE**
Directeur adjoint	Michel DEVILLIERS
Département de la conjoncture	**Michel DEVILLIERS**
Cellule publications conjoncturelles	Évelyne LERNER
Division enquêtes de conjoncture	Marie REYNAUD
Division synthèse conjoncturelle	Roland LESCURE

Département des études économiques d'ensemble	**Françoise MAUREL**
Division redistribution et politiques sociales	Colette COLIN-SÉDILLOT
Division croissance et politiques macroéconomiques	Bernard SALANIÉ
Division marchés et stratégies d'entreprises	Bruno CREPON
Département des comptes nationaux	**François LEQUILLER**
Cellule rapport sur les comptes	Daniel TEMAM
Division synthèse générale des comptes	X...
Division synthèse des biens et services	Jean-Pierre BERTHIER
Division comptes trimestriels	Guillaume RABAULT
Division échanges extérieurs	Henri TYRMAN
Division concepts et méthodes de la comptabilité nationale	Jacques MAGNIEZ

• **DIRECTION DE LA DIFFUSION ET DE L'ACTION REGIONALE**	**Pierre DELORME**
Département des moyens et méthodes de diffusion	**Daniel LERNER**
Chef adjoint du département	Jean MORIN
Cellule mise à disposition et archivage	Marie-Claude DE LA GODELINAIS
Division des banques de données et systèmes de diffusion	Catherine BEAUME
Cellule composition et impression	Marie-Josèphe GOUËT
Division documentation	Yves ANTHEAUME
Département de l'édition	**Baudouin SEYS**
Cellule coordination de l'édition	Baudouin SEYS
Division chiffres-clés	Catherine CLUZEAU
Cellule rédaction en chef *Économie et Statistique*	Pierre MORIN
Cellule rédaction en chef *Données sociales et Concours et Caractères*	Philippe L'HARDY
Département de l'action régionale	**Jean-François ROYER**
Division statistiques et études régionales	X...
Division coordination et assistance à l'action régionale	Charles DURAND
INSEE INFO-SERVICE	**André DE LOS SANTOS**
Cellule accueil des publics	X...
Division services spécifiques et grands comptes	X...
Division édition des produits électroniques	Jean-Paul FAUR
UNITÉ COMMUNICATION EXTERNE	**Olivier LEFEBVRE**
Cellule communication institutionnelle-relations avec le public	Jacqueline LETELLIER
Bureau de presse	François KOHLER
Division marketing et commercialisation	Mireille MOUTARDIER

• **DIRECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SUPÉRIEURS ET RECHERCHE**	**Alain TROGNON**
École nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE)	**Didier BLANCHET**
Directeur des études ENSAE	Fabienne ROSENWALD
École nationale de la statistique et de l'analyse de l'information (ENSAI)	**Alain BOUVY**
Directeur des études ENSAI	X...
Centre de recherche en économie et statistique (CREST)	**Alain MONFORT**
Directeur du site de Ker Lann - Responsable du Laboratoire de Statistique et Modélisation	Éric RENAULT
Chef du département de la recherche	Francis KRAMARTZ
Laboratoire Finance-Assurance	Christian GOURIEROUX
Laboratoire de Microéconométrie	Denis FOUGÈRE
Laboratoire d'Économie Industrielle	Anne PERROT
Laboratoire de Statistique	Christian ROBERT
Laboratoire Sociologie quantitative	Yannick LEMEL
Laboratoire de Macroéconomie	Stéphane GRÉGOIR
Laboratoire de Statistiques d'Enquêtes	Jean-Claude DEVILLE
Centre d'études des programmes économiques (CEPE)	**Olivier SAUTORY**
Directeur des études CEPE	Patrick PÉTOUR

Directions régionales de l'INSEE en métropole et outre-mer

Direction régionale Service	Directeur ou chef de service	Adresse, téléphone et télécopieur
I. FRANCE MÉTROPOLITAINE		
Direction régionale d'Alsace..... Service Études-Diffusion	**J.-P. Grouthier.** S. Marchand.	Cité administrative Gaujot, 14, rue du Maréchal Juin, 67084 Strasbourg Cedex. Tél. : 03 88 52 40 40. Télécopieur : 03 88 52 40 41.
Direction régionale d'Aquitaine..... Service Études-Diffusion	**M. Schrantz.** P. Ahmed-Michaux.	33, rue de Saget, 33076 Bordeaux Cedex. Tél. : 05 57 95 05 00. Télécopieur : 05 57 95 03 58.
Direction régionale d'Auvergne..... Service Études-Diffusion	**M. Blanc.** D. Brondel.	3, place Charles de Gaulle, BP 120, 63403 Chamalières Cedex. Tél. : 04 73 31 82 82. Télécopieur : 04 73 31 82 92.
Direction régionale de Bourgogne..... Service Études-Diffusion	**A. Ravet.** J.-L. Coster.	2, rue Hoche, BP 1509, 21035 Dijon Cedex. Tél. : 03 80 40 67 67. Télécopieur. : 03 80 40 67 40.
Direction régionale de Bretagne ..... Service Études-Diffusion	**J.-J. Malpot.** P. Oger.	Immeuble « Le Colbert », 36, place du Colombier, 35082 Rennes Cedex. Tél. : 02 99 29 33 33. Télécopieur : 02 99 29 33 90.

Direction régionale Service	Directeur ou chef de service	Adresse, téléphone et télécopieur
Direction régionale du Centre	**C. Basso.**	8, rue Édouard-Branly, BP 6719, 45067 Orléans Cedex 2. Tél. : 02 38 69 52 52. Télécopieur : 02 38 69 52 00.
Service Études-Diffusion	A. Stéphany.	43, avenue de Paris, BP 6719, 45067 Orléans Cedex 2. Tél. : 02 38 69 52 52. Télécopieur : 02 38 69 53 00.
Direction régionale de Champagne - Ardenne.....	**J.-M. Durr.**	10, rue Édouard Mignot, 51079 Reims Cedex. Tél. : 03 26 48 60 00. Télécopieur : 03 26 48 60 60.
Service Études-Diffusion	G. Bourgey.	
Direction régionale de la Corse.....	**F. Perrault.**	BP 907, 20700 Ajaccio Cedex 9. Tél. : 04 95 23 54 54. Télécopieur : 04 95 23 54 79.
Service Études-Diffusion	O. Ribon.	
Direction régionale de Franche-Comté	**B. Le Calvez.**	Immeuble « Le Major », 83, rue de Dole, 25020 Besançon Cedex. Tél. : 03 81 41 61 61. Télécopieur. : 03 81 41 61 99.
Service Études-Diffusion	R. Polette.	
Direction régionale d'Île-de-France.....	**J. Allain.**	7, rue Stephenson, Montigny-le-Bretonneux, 78188 St-Quentin-en-Yvelines, Cedex. Tél. : 01 30 96 90 00. Télécopieur : 01 30 96 90 01.
Service Études-Diffusion	J.-M. Grosbras.	
Direction régionale de Languedoc - Roussillon.....	**P. Joly.**	274, allée Henri-II-de-Montmorency, 34064 Montpellier Cedex 2. Tél. : 04 67 75 70 00. Télécopieur : 04 67 15 70 70. Télécopieur diffusion : 04 67 15 71 71.
Service Études-Diffusion	P. Clairet	
Direction régionale du Limousin.....	**H. Théron**.	50, avenue Garibaldi, 87031 Limoges Cedex. Tél. : 05 55 45 20 07. Télécopieur : 05 55 45 20 00.
Service Études-Diffusion	P. Chataignon	
Direction régionale de Lorraine.....	**E. Traynard**	15, rue du Général-Hulot, BP 3846, 54029 Nancy Cedex. Tél. : 03 83 91 85 85. Télécopieur : 03 83 91 86 82.
Service Études-Diffusion	X.	
Direction régionale de Midi-Pyrénées.....	**B. Camus.**	36, rue des 36 Ponts, 31054 Toulouse Cedex 4. Tél. : 05 61 36 61 36. Télécopieur : 05 61 36 62 00.
Service Études-Diffusion	C. Escapa.	

Direction régionale Service	Directeur ou chef de service	Adresse, téléphone et télécopieur
Direction régionale du Nord - Pas-de-Calais	**J.-C. Hautcoeur.**	130, avenue du Président J.-F.-Kennedy, BP769, 59034 Lille Cedex. Tél. : 03 20 62 86 29. Télécopieur : 03 20 62 86 00.
Service Études-Diffusion	G. Bourgey.	
Direction régionale de Basse-Normandie	**M. Deroin-Thévenin.**	93-95, rue de Geôle, 14052 Caen Cedex 4. Tél. : 02 31 15 11 00.
Service Études-Diffusion	S. Delavelle.	Télécopieur : 02 31 15 11 01.
Direction régionale de Haute-Normandie	**J. Jacob.**	8, quai de la Bourse, 76037 Rouen Cedex. Tél. : 02 35 52 49 11.
Service Études-Diffusion	J. Lemattre.	Télécopieur : 02 35 15 06 32.
Direction régionale des Pays de la Loire	**B. Trégouet.**	105, rue des Français-Libres, BP 67401, 44274 Nantes Cedex 2. Tél. : 02 40 41 75 75. Télécopieur : 02 40 41 79 39.
Service Études-Diffusion	J.-M. Quellec.	
Direction régionale de Picardie	**C. Gabet.**	1, rue Vincent-Auriol, 80040 Amiens Cedex 1. Tél. : 03 22 97 32 00.
Service Études-Diffusion	B. Macrakis.	Télécopieur : 03 22 97 32 01.
Direction régionale de Poitou - Charentes	**J.-P. Lissilour.**	5, rue Sainte-Catherine, BP 557, 86020 Poitiers Cedex. Tél. : 05 49 30 01 01. Télécopieur : 05 49 30 01 02. Télécopieur diffusion : 05 49 30 01 03.
Service Études-Diffusion	M. Bastida.	
Direction régionale de Provence - Alpes-Côte d'Azur	**P. Audibert.**	17, rue Menpenti, 13387 Marseille Cedex 10. Tél. : 04 91 17 57 57. Télécopieur : 04 91 17 59 59. Télécopieur diffusion : 04 91 17 59 58.
Service Études-Diffusion	J. Laganier.	
Direction régionale Rhône-Alpes	**G. Desplanques.**	165, rue Garibaldi, BP 3184, 69401 Lyon Cedex 03. Tél. : 04 78 63 28 15.
Service Études-Diffusion	A. Lopez.	Télécopieur : 04 78 63 25 25.

II. DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, COLLECTIVITÉ TERRITORIALE

Direction interrégionale Antilles - Guyane	**J.-P. Bernard**	INSEE/DIRAG, BP300, 41, rue Bébian, 97158 Pointe-à-Pitre Cedex. Tél. : 05 90 21 47 00. Télécopieur : 05 90 21 4739.
Coordination Etudes-Diffusion	F. Lebeaupin.	

Direction régionale Service	Directeur ou chef de service	Adresse, téléphone et télécopieur
Service régional de la Guadeloupe Département Études-Diffusion	**B. Priou.** C. Cappelluti.	INSEE, BP 96, Avenue Paul-Lacavé, 97102 Basse-Terre Cedex. Tél. : 05 90 99 36 36. Télécopieur : 05 90 99 36 37.
Service régional de la Guyane Département Études-Diffusion	**M. Avi.** D. Jouglet.	INSEE, BP 6017, Avenue Pasteur, 97306 Cayenne Cedex. Tél. : 05 94 29 73 00. Télécopieur : 05 94 29 73 01.
Service régional de la Martinique Département Études-Diffusion	**P. Chevalier.** R. Hardy-Dessources.	Centre DELGRES, Boulevard de la Pointe des Sables, Les Hauts de Dillon, BP 641, 97262 Fort-de-France Cedex. Tél. : 05 96 60 73 73. Télécopieur : 05 96 60 73 50.
Service régional de la Réunion Département Études-Diffusion	**R. Jean.** G. Mordant.	INSEE, 15, rue de l'École, BP 13, 97408 Saint-Denis Messag Cedex 9. Tél. : 0 262 48 89 00. Télécopieur : 0 262 48 89 89.
Antenne de Mayotte	**C. Toulet.**	51 Haut du Jardin des Collèges, BP 1362, 97600 Mamoudzou. Tél. : 0 269 61 36 35. Télécopieur : 0 269 61 15 33.

INSTITUTS STATISTIQUES DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Institut Territorial de la Statistique et des Études Économiques de Nouvelle-Calédonie	**G. Baudchon.**	ITSEE, Immeuble Gallieni, 5, rue Gallieni, BP 823, Nouméa. Tél. : 00 687 28 31 56. Télécopieur : 00 687 28 81 48.
Institut Territorial de la Statistique de Polynésie française	**N. Lévesques.**	ITSAT, BP 395, Papeete Tahiti, Polynésie Française. Tél. : 00 689 54 32 32. Télécopieur : 00 689 42 72 52.
INSEE Info-Service (1)	**A. De Los Santos.**	195, rue de Bercy, Tour Gamma A, 75582 Paris Cedex 12. Tél. : 01 41 17 66 11. Télécopieur : 01 53 17 88 09.

(1) Département de la Direction de la Diffusion et de l'Action régionale de la Direction générale de l'INSEE.

Principales nomenclatures utilisées dans cet annuaire

Quelques informations sur les nomenclatures utilisées dans *l'Annuaire statistique de la France*, ainsi que leurs références bibliographiques sont données ci-après. Les documents cités comportent, pour la plupart, une introduction méthodologique et des notes explicatives qui permettent une interprétation plus précise des données publiées.

A. Anciennes nomenclatures d'activités et de produits

Ces nomenclatures permettent la définition précise des diverses activités économiques et le classement des entreprises et établissements d'après l'activité qu'ils exercent à titre principal. Elles classifient les produits fabriqués (ou les services rendus) par les unités productrices.

1. *Nomenclature d'activités et de produits 1973.* — La « NAP 73 », officialisée par un décret en 1973, permettait de déterminer le code « activité principale » (APE) attribué à chaque entreprise ou établissement par l'INSEE. La comptabilité nationale emploie encore cette nomenclature à la base des statistiques sectorielles (sous des formes abrégées) et pour la dernière fois en 1998 (jusqu'aux résultats de 1997). La NAP était utilisée notamment pour les enquêtes annuelles d'entreprises et les enquêtes de branche. Élaborée principalement dans le but de faciliter l'organisation de l'information économique et sociale, la NAP met en correspondance les activités économiques et les biens et services. En général, à chaque poste de la nomenclature des activités correspond un poste de celle des produits. La NAP comprend environ 650 postes à quatre chiffres, dit « Niveau 600 », regroupés en classe à deux chiffres (« Niveau 100 »).

Le détail des postes de la NAP est publié dans deux brochures, éditées par le *Journal officiel* :

— *Nomenclatures d'activités et de produits 1973,* édition de 1990 : en vente au *Journal officiel*, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, et dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service (voir adresses pages précédentes).

2. *Nomenclatures agrégées pour les comptes nationaux.* — La NAP 1973 est la nomenclature de référence pour l'établissement par les comptables nationaux des résultats par secteurs d'activité[1], branches ou produits. Les résultats des comptes provisoires relatifs à l'année 1997, disponibles en 1998, sont les derniers à être publiés dans cette nomenclature.

À partir de la NAP, sont définis des regroupements en 15, 40 ou 115 secteurs, branches ou produits respectivement appelés niveaux U, T et S : à la fin du présent chapitre un tableau donne l'articulation entre les regroupements de la comptabilité nationale (niveaux U et T) et les classes « niveau 100 » de la NAP.

Cette nomenclature est publiée dans le volume des *Collections de l'INSEE* — C 140-141 « Système élargi de comptabilité nationale » (base 1980) et dans *ETC (Extraits des tableaux des comptes nationaux),* édité chaque année par l'INSEE, dans la collection *INSEE-Résultats* depuis 1992. En vente dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service.

3. *Classification type pour le commerce international* (CTCI) ONU, 1974 (3e révision) :

— en vente à la librairie du Commerce international, 10 avenue d'Iéna, 75116 Paris.

4. *Nomenclature uniforme des marchandises pour les statistiques de transports (NST),* Office statistique des Communautés européennes, 2e révision, 1970 :

— en vente au Centre d'information sur l'Union européenne (Sources d'Europe, le socle de la Grande Arche - 92044 PARIS La Défense Cedex).

5. *Nomenclatures de la consommation des ménages « fonctions » et « durabilité » :*

— Nomenclatures adaptées ou inspirées des catégories de l'ONU,
— Publiées chaque année dans « La consommation des ménages en... » dans la collection *INSEE - Résultats.*

1. Voir au chapitre G.01 « Comptabilité nationale » et au chapitre K.01 : « Industrie, données générales » la définition des secteurs et des branches.

B. Nomenclatures d'activités et de produits

Dans le cadre d'un mouvement international d'harmonisation des nomenclatures d'activités et de produits, le dispositif européen a été refondu et unifié. Trois grands types de nomenclatures font l'objet de modifications, la première de celles-ci datant de 1988.

1. *Nomenclature du commerce extérieur.* — À compter du 1er janvier 1988, le système harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises est la référence internationale ; il se substitue à la nomenclature antérieure du Conseil de coopération douanière (NCCD). Au niveau européen, une variante du système harmonisé, la nomenclature combinée (NC) est applicable. Celle-ci s'emboîte exactement dans le système harmonisé. De la même façon, la nomenclature douanière française ou nomenclature générale des produits (NGP) s'emboîte dans la nomenclature combinée.

Depuis la mise en place du marché unique européen, en 1993, les échanges intra-communautaires sont relevés exclusivement en nomenclature combinée ; la nomenclature générale des produits ne peut plus concerner que des échanges avec les pays tiers.

2. *Nomenclature des activités.* — La nomenclature d'activités française (NAF) est entrée en vigueur en 1993, conformément au décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992, pris en application du règlement européen instaurant la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE révision 1). Ainsi, les activités disposent, comme les marchandises, d'un dispositif emboîté.

La NACE révision 1 détaille la nomenclature internationale dénommée classification internationale type, par industrie (CITI révision 3) et constitue le tronc commun européen ; les nomenclatures nationales, telles la NAF, en sont des déclinaisons.
La nouvelle nomenclature de l'artisanat relève du même principe : la nomenclature d'activités française de l'artisanat (NAFA) s'emboîte dans la NAF.

3. *Nomenclature des produits.* — Au niveau international, les produits (biens et services) sont répertoriés conformément à la classification centrale des produits (CPC). Au niveau européen, ils relèvent de la classification des produits associée aux activités (CPA); une table de passage permet de relier la CPA à la CPC.

Principales nomenclatures utilisées dans cet annuaire

La classification des produits française (CPF) instaurée également par le décret rappelé au paragraphe 2 ci-dessus se substitue au volet « produits » de la nomenclature d'activités et de produits (NAF 73) et à la nomenclature détaillée de produits (NODEP) dont elle reprend le degré de détail. Les classifications CPF et CPA sont quasiment identiques.

En outre, l'INSEE a construit deux niveaux de regroupement en 16 et 36 positions pour les activités et les produits. Ces regroupements économiques constituent un dénominateur commun pour la présentation des statistiques agrégées, valable pour tous les domaines. Ces nouveaux regroupements constituent la *nomenclature économique de synthèse* (NES*);* ils sont complétés par un niveau méso-économique en 114 positions.

Cette nomenclature, détaillée selon les niveaux 16, 36 et 114, est donnée dans le tableau du point H dans sa présentation « Activités ».

Dans le *Bulletin mensuel de statistique* n° 9 du mois de septembre 1995 (erratum dans le BMS n° 10 d'octobre 1995), la nomenclature est donnée dans les deux versions « Activités » et « Produits » avec leur correspondance en NACE/CPA (nomenclatures européennes). Cette nomenclature est également publiée dans le *Bulletin officiel* de l'administration centrale du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, fascicule 95/4).

Les nomenclatures du commerce extérieur, révisées chaque année, sont publiées dans les documents suivants :

— les règlements européens de la Nomenclature combinée (en vente au *Journal officiel*, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15) ;

— la Nomenclature générale des produits (en vente au Centre de renseignements des douanes, pavillon H, 238, quai de Bercy, 75572 Paris Cedex 12).

Trois ouvrages coédités par le *Journal officiel* (26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15) et l'INSEE (cf. adresse des points de vente, pages précédentes) détaillent les postes des nomenclatures d'activités et de produits :

— Nomenclatures d'activités (NAF) et de produits (CPF), volume 1402 (édition octobre 1992 et erratum juin 1993), disponibles aussi sur disquette.

Classification des produits française (CPF), volume 1402-I (édition juin 1993), disponible aussi sur disquette.

— Index alphabétique des nomenclatures d'activités et de produits, volume 1402-II (édition avril 1994).

En outre, le réseau des nouvelles nomenclatures, françaises ou internationales, peut être consulté en langage naturel par minitel sur 3617 NOMENCLA ; la nomenclature d'activités française est également accessible par minitel sur 3617 SIRENE.

Tous les textes juridiques concernant les nomenclatures européennes sont édités par le *Journal officiel* des Communautés européennes (*JOCE*) et vendus au *Journal officiel* (26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15), en particulier :

— le règlement du Conseil 3037/90 du 9 octobre 1990 amendé par le règlement de la Commission 761/93, pour la NACE (disponible également à INSEE Info-Service),

— le règlement du Conseil 3696/93 modifié par le règlement de la Commission 1232/98 du 17 juin 1998, pour la CPA.

C. Nomenclature de métiers, emplois et catégories sociales

Ces nomenclatures permettent le classement des personnes en fonction de caractéristiques professionnelles individuelles :

Nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles (PCS). — Le Code des professions et catégories socioprofessionnelles est utilisé depuis le recensement de 1982. À son niveau le plus fin, les « professions » sont ventilées en 455 postes. Celles-ci sont regroupées à des niveaux plus agrégés, les « catégories socioprofessionnelles » :

— le « niveau 8 » dont 6 groupes d'actifs,

— le « niveau 24 » dont 19 groupes d'actifs (permettant notamment d'avoir une distinction entre salariés/non-salariés, public/privé),

— le « niveau 42 » dont 32 groupes d'actifs.

Les fascicules du Recensement de la population de 1982 (Séries verte et bordeaux) contiennent des notices méthodologiques sur cette nomenclature et des éléments d'information sur les principales modifications intervenues par rapport à l'ancienne nomenclature des CSP (code des catégories socioprofessionnelles).

La correspondance entre les niveaux 8, 24 et 42 de la PCS est donnée dans le tableau du point I.

— *Nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles*, INSEE 2e édition, 1994, disponible sur disquette. Index alphabétique et index analytique. En vente dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service.

D. Découpages géographiques

Code officiel géographique (édition 1985 avec rectificatif 1989, édition 1990 avec rectificatif annuel, édition 1994 avec rectificatif annuel). — Document officiel présentant la dénomination exacte et la codification des découpages administratifs : communes, cantons, arrondissements et départements.
Il comprend :
- un volume France entière ;
- des fascicules départementaux ;
- des fascicules des DOM-TOM ;
- un fascicule « pays étrangers ».

Il est également commercialisé sur support magnétique, bande ou disquette.

— En vente dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service.

E. Nomenclature des maladies et causes de décès

Extrait de la Classification internationale des maladies (10e révision, 1996). — Élaborée par l'Organisation mondiale de la santé :

— en vente à la librairie Arnette, 2, rue Casimir-Delavigne, Paris (6e).

G. Correspondance entre les secteurs « U » et « T » de la comptabilité nationale et les classes « niveau 100 » de la NAP.

Niveau 15	Niveau 40	Niveau 100
U 01 Agriculture, sylviculture, pêche.	T 01 Agriculture, sylviculture, pêche.	01 Agriculture 02 Sylviculture et exploitation forestière. 03 Pêche.
U 02 Industries agricoles et alimentaires.	T 02 Industrie de la viande et du lait.	35 Industrie de la viande. 36 Industrie laitière.
	T 03 Autres industries agricoles et alimentaires.	37 Fabrication de conserves. 38 Boulangerie, pâtisserie. 39 Travail du grain. 40 Fabrication de produits alimentaires divers. 41 Fabrication de boissons et alcools. 42 Transformation de tabac.
U 03 Production et distribution d'énergie.	T 04 Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction.	04 Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction.
	T 05 Production de pétrole et de gaz naturel.	05 Production de pétrole et de gaz naturel.
	T 06 Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau.	06 Production et distribution d'électricité. 07 Distribution de gaz. 08 Distribution d'eau et chauffage urbain.
U 04 Industries des biens intermédiaires.	T 07 Production de minerais et métaux ferreux. Première transformation de l'acier.	09 Extraction et préparation de minerais de fer. 10 Sidérurgie. 11 Première transformation de l'acier.
	T 08 Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux.	12 Extraction et préparation de minerais non ferreux. 13 Métallurgie et première transformation des métaux non ferreux.
	T 09 Production de matériaux de construction et minéraux divers.	14 Production de minéraux divers. 15 Production de matériaux de construction et de céramique.
	T 10 Industrie du verre.	16 Industrie du verre.
	T 11 Chimie de base production de fils et fibres artificiels et synthétiques.	17-1 Chimie minérale. 17-2 Chimie organique. 43 Industrie des fils et fibres artificiels et synthétiques.
	T 13 Fonderie et travail des métaux.	20 Fonderie. 21 Travail des métaux.
	T 21 Industrie du papier et du carton.	50 Industrie du papier et du carton.
	T 23 Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques.	52 Industrie du caoutchouc. 53 Transformation des matières plastiques.
U 05 A Industries des biens d'équipement professionnels.	T 14 Construction mécanique.	22 Fabrication de machines agricoles. 23 Fabrication de machines-outils. 24 Production d'équipement industriel. 25 Fabrication de matériel de manutention, de matériel pour les mines, la sidérurgie, le génie civil. 34 Fabrication d'instruments et de matériels de précision.
	T 15 A Construction de matériels électriques et électroniques professionnels.	27 Fabrication de machines de bureau et de matériel de traitement de l'information. 28 Fabrication de matériel électrique. 29 A Construction de matériel électronique professionnel.
	T 17 Construction navale et aéronautique, armement.	26 Industries de l'armement. 32 Construction navale. 33 Construction aéronautique.

G. Correspondance entre les secteurs « U » et « T » de la comptabilité nationale et les classes « niveau 100 » de la NAP. *(suite)*

U 05 B	Équipement ménager, électronique grand public.	T 15 B	Équipement ménager, électronique grand public.	29 B 30	Construction de matériel électronique ménager. Fabrication d'équipements ménagers.
U 05 C	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre.	T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre.	31-1 31-2	Construction véhicules automobiles, de motocycles et cycles. Construction de matériel ferroviaire roulant.
U 06	Industries des biens de consommation courante.	T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique.	18 19	Parachimie. Industrie pharmaceutique.
		T 18	Industries textiles et de l'habillement.	44 A 47 B 47	Filature, teintures et apprêts. Bonneterie, tissage et industries textiles diverses. Industrie de l'habillement.
		T 19	Industries du cuir et de la chaussure.	45-1 45-2 46	Tannerie, mégisserie. Fabrication d'articles en cuir. Industrie de la chaussure.
		T 20	Industries du bois et de l'ameublement; Industries diverses.	48 49 54	Travail mécanique du bois (à l'exception du 48.01, scierie). Industrie de l'ameublement. Industries diverses.
		T 22	Imprimerie, presse, édition.	51	Imprimerie, presse, édition.
U 07	Bâtiment génie civil et agricole.	T 24	Industrie de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole.	55	Industries de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole.
U 08	Commerces.	T 25	Commerce de gros alimentaire.	57	Commerce de gros alimentaire.
		T 26	Commerce de gros non alimentaire.	58 59 60	Commerce de gros non alimentaire. Commerce de gros interindustriel. Intermédiaires du commerce.
		T 27	Commerce de détail alimentaire.	61 62	Commerce de détail d'alimentation générale de grande surface. Commerce de détail alimentaire de proximité ou spécialisé.
		T 28	Commerce de détail non alimentaire.	63 64	Commerce de détail non alimentaire, non spécialisé. Commerce de détail non alimentaire, spécialisé.
U 09	Transports et télécommunications.	T 31	Transports.	58 69 70 71 72 73 74	Transports ferroviaires. Transports routiers, transports urbains, transports par conduite. Navigation intérieure. Transports maritimes et navigation côtière. Transports aériens. Activités annexes des transports et entrepôts. Auxiliaires de transport et agences de voyages.
		T 32	Télécommunications et postes.	75	Télécommunications et postes.
U 10	Services marchands.	T 29	Réparation et commerce de l'automobile.	65	Réparation et commerce de l'automobile.
		T 30	Hôtels, cafés, restaurants.	67	Hôtels, cafés, restaurants.
		T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises.	56 76 77 78 79 80 82 83	Récupération. Holdings. Activités d'études, de conseil, d'assistance. Auxiliaires financiers et d'assurances. Promoteurs et sociétés immobilières. Locations mobilières. Enseignement (services marchands). Recherche (services marchands).

G. Correspondance entre les secteurs « U » et « T » de la comptabilité nationale et les classes « niveau 100 » de la NAP. *(suite et fin)*

U 10 Services marchands.	T 34 Services marchands rendus principalement aux ménages.	66 Réparations diverses. 84 Santé (services marchands). 85 Action sociale (services marchands). 86 Services récréatifs, culturels et sportifs (marchands). 87 Services divers (marchands).
U 11 Locations immobilières.	T 35 Locations immobilières.	81 Locations immobilières.
U 12 Assurances.	T 36 Assurances.	88 Assurances.
U 13 Organismes financiers.	T 18 Organismes financiers.	89 Organismes financiers.
U 14 Services non marchands.	T 38 Services non marchands.	90 Administration générale. 91 Prévoyance et sécurité sociale. 92 Enseignement (services non marchands). 93 Recherche (services non marchands). 94 Santé (services non marchands). 95 Action sociale (services non marchands). 96 Services récréatifs, culturels et sportifs (non marchands). 97 Services divers fournis à la collectivité (non marchands). 98 Services domestiques.

H. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF).

NES « 16 »	NES « 36 »	NES « 114 »	Divisions, groupes ou classe de la NAF
EA Agriculture, sylviculture, pêche.	A0 Agriculture, sylviculture, pêche.	A01 Agriculture, chasse, services annexes.	01
		A02 Sylviculture, exploitation forestière, services annexes.	02
		A03 Pêche, aquaculture.	05
EB Industries agricoles et alimentaires.	B0 Industries agricoles et alimentaires.	B01 Industrie des viandes.	15.1
		B02 Industrie du lait.	15.5
		B03 Industrie des boissons.	15.9
		B04 Travail du grain; fabrication d'aliments pour animaux.	15.6, 15.7
		B05 Industries alimentaires diverses.	15.2 à 15.4, 15.8
		B06 Industrie du tabac.	16
EC Industries des biens de consommation.	C1 Habillement, cuir.	C11 Industrie de l'habillement et des fourrures.	18
		C12 Industrie du cuir et de la chaussure.	19
	C2 Édition, imprimerie, reproduction.	C20 Édition, imprimerie, reproduction.	22
	C3 Pharmacie, parfumerie, entretien.	C31 Industrie pharmaceutique.	24.4
		C32 Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien.	24.5
	C4 Industries des équipements du foyer.	C41 Fabrication de meubles.	36.1
		C42 Bijouterie et fabrication d'instruments de musique.	36.2, 36.3
		C43 Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses.	36.4 à 36.6
		C44 Fabrication d'appareils domestiques.	29.7
		C45 Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image).	32.3
		C46 Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie.	33.4, 33.5
ED Industrie automobile.	D0 Industrie automobile.	D01 Construction automobile.	34.1, 34.2
		D02 Fabrication d'équipements automobiles.	34.3

H. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF) *(suite).*

EE Industrie des biens d'équipement.	E1 Construction navale, aéronautique, et ferroviaire.	E11 Construction navale.	35.1
		E12 Construction de matériel ferroviaire roulant.	35.2
		E13 Construction aéronautique et spatiale.	35.3
		E14 Fabrication de cycles, motocycles, matériel de transport n.c.a.	35.4, 35.5
	E2 Industries des équipements mécaniques.	E21 Fabrication d'éléments en métal pour la construction.	28.1
		E22 Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières.	28.2, 28.3
		E23 Fabrication d'équipements mécaniques.	29.1
		E24 Fabrication de machines d'usage général.	29.2
		E25 Fabrication de machines agricoles.	29.3
		E26 Fabrication de machines-outils.	29.4
		E27 Fabrication d'autres machines à usage spécifique.	29.5
		E28 Fabrication d'armes et de munitions.	29.6
	E3 Industries des équipements électriques et électroniques.	E31 Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique.	30
		E32 Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques.	31.1
		E33 Fabrication d'appareils d'émission et de transmission.	32.2
		E34 Fabrication de matériel médico-chirurgical et d'orthopédie.	33.1
		E35 Fabrication d'instruments de mesure et de contrôle.	33.2, 33.3
EF Industries des biens intermédiaires.	F1 Industries des produits minéraux.	F11 Extraction de minerais métalliques.	13
		F12 Autres industries extractives.	14
		F13 Fabrication de verre et d'articles en verre.	26.1
		F14 Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction.	26.2 à 16.8
	F2 Industrie textile.	F21 Filature et tissage.	17.1 à 17.3
		F22 Fabrication de produits textiles.	17.4, 17.5
		F23 Fabrication d'étoffes et d'articles à maille.	17.6, 17.7
	F3 Industrie du bois et du papier.	F31 Travail du bois et fabrication d'articles en bois.	20
		F32 Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton.	21.1
		F33 Fabrication d'articles en papier ou en carton.	21.2

H. Correspondances entre la nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la nomenclature d'activités française (NAF) *(suite).*

EF Industrie des biens intermédiaires *(fin)*	F4 Chimie caoutchouc, plastiques.	F41 Industrie chimique minérale.	24.1A à 24.1E et 24.1J
		F42 Industrie chimique organique.	24.1G, 24.1L, 24.1N
		F43 Parachimie.	24.2, 24.3, 24.6
		F44 Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques.	24.7
		F45 Industrie du caoutchouc.	25.1
		F46 Transformation des matières plastiques.	25.2
	F5 Métallurgie et transformation des métaux.	F51 Sidérurgie et première transformation de l'acier.	27.1 à 27.3
		F52 Production de métaux non ferreux.	27.4
		F53 Fonderie.	27.5
		F54 Services industriels du travail des métaux.	28.4, 28.5
		F55 Fabrication de produits métalliques.	28.6, 28.7
		F56 Récupération.	37
	F6 Industries des composants électriques et électroniques.	F61 Fabrication de matériel électrique.	31.2 à 31.6
		F62 Fabrication de composants électroniques.	32.1
EG Énergie.	G1 Production de combustibles et de carburants.	G11 Extraction de houille, de lignite et de tourbe.	10
		G12 Extraction d'hydrocarbures; services annexes.	11
		G13 Extraction de minerais d'uranium.	12
		G14 Cokéfaction et industrie nucléaire.	23.1, 23.3
		G15 Raffinage de pétrole.	23.2
	G2 Eau, gaz, électricité.	G21 Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur.	40
		G22 Captage, traitement et distribution d'eau.	41
EH Construction.	H0 Construction.	H01 Bâtiment.	45.2A à 45.2B, 45.2J à 45.2L, 45.2T, 45.2V, 45.3A à 45.3F, 45.4
		H02 Travaux publics.	45.1, 45.2C à 45.2F, 45.2N, 45.2P, 45.2R, 45.2U, 45.3H, 45.5
EJ Commerce.	J1 Commerce et réparation automobile.	J10 Commerce et réparation automobile.	50
	J2 Commerce de gros.	J20 Commerce de gros, intermédiaires.	51
	J3 Commerce de détail, réparation.	J31 Grandes surfaces à prédominance alimentaire.	52.1D à 52.1F
		J32 Magasins d'alimentation, spécialisés ou non.	52.1A à 52.1C, 52.2
		J33 Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations.	52.1H, 52.1J, 52.3 à 52.7

H. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF) *(suite et fin).*

EK Transports.	K0 Transports.	K01 Transports ferroviaires. K02 Transport routier de voyageurs. K03 Transport routier (ou par conduites) de marchandises. K04 Transports par eau. K05 Transports aériens. K06 Transport spatial. K07 Manutention, entreposage, gestion d'infrastructures. K08 Agence de voyage. K09 Organisation du transport de fret.	60.1 60.2A à 60.2G 60.2L à 60.2P, 60.3 61 62.1, 62.2 62.3 63.1, 63.2 63.3 63.4
EL Activités financières.	L0 Activités financières	L01 Intermédiation financière. L02 Assurance. L03 Auxiliaires financiers et d'assurance.	65 66 67
EM Activités immobilières	M0 Activités immobilières.	M01 Promotion, gestion immobilière. M02 Location immobilière.	70.1, 70.3 70.2
EN Services aux entreprises.	N1 Postes et télécommunications.	N11 Activités de poste et de courrier. N12 Télécommunications.	64.1 64.2
	N2 Conseils et assistance.	N21 Activités informatiques. N22 Services professionnels. N23 Administration d'entreprises. N24 Publicité et études de marché. N25 Architecture, ingénierie, contrôle.	72 74.1A, 74.1C, 74.1G 74.1J 74.1E, 74.4 74.2, 74.3
	N3 Services opérationnels.	N31 Location sans opérateur. N32 Sélection et fourniture de personnel. N33 Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises. N34 Assainissement, voirie et gestion des déchets.	71 74.5 74.6 à 74.8 90
	N4 Recherche et développement.	N40 Recherche et développement.	73
EP Services aux particuliers.	P1 Hôtels et restaurants.	P10 Hôtels et restaurants.	55
	P2 Activités récréatives, culturelles et sportives.	P21 Activités audiovisuelles. P22 Autres activités récréatives, culturelles et sportives.	92.1, 92.2 92.3 à 92.7
	P3 Services personnels et domestiques.	P31 Services personnels. P32 Services domestiques.	93 95
EQ Éducation, santé, action sociale.	Q1 Éducation.	Q10 Éducation.	80
	Q2 Santé, action sociale.	Q21 Activités relatives à la santé. Q22 Action sociale.	85.1, 85.2 85.3
ER Administration.	R1 Administration publique.	R10 Administration publique.	75
	R2 Activités associatives et extra-territoriales.	R21 Activités associatives. R22 Activités extra-territoriales.	91 99

I. Correspondances entre les secteurs 8, 24 et 42 de la nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles (PCS)

Niveau agrégé (8 postes dont 6 pour les actifs occupés)	Niveau de publication courante (24 postes dont 19 pour les actifs)	Niveau détaillé (42 postes dont 32 pour les actifs)
1. Agriculteurs exploitants.	10 Agriculteurs exploitants.	11 Agriculteurs sur petite exploitation. 12 Agriculteurs sur moyenne exploitation. 13 Agriculteurs sur grande exploitation.
2. Artisans, commerçants et chefs d'entreprise.	21 Artisans.	21 Artisans.
	22 Commerçants et assimilés.	22 Commerçants et assimilés.
	23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus.	23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus.
3. Cadres et professions intellectuelles supérieures.	31 Professions libérales.	31 Professions libérales.
	32 Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques.	33 Cadres de la fonction publique. 34 Professeurs, professions scientifiques. 35 Professions de l'information, des arts et des spectacles.
	36 Cadres d'entreprise.	37 Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise. 38 Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise.
4. Professions intermédiaires.	43 Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés.	42 Instituteurs et assimilés. 43 Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et du travail social. 44 Clergé, religieux. 45 Professions intermédiaires administratives de la fonction publique.
	46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises.	46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises.
	47 Techniciens.	47 Techniciens.
	48 Contremaîtres, agents de maîtrise.	48 Contremaître, agents de maîtrise.
5. Employés.	51 Employés de la fonction publique.	52 Employés civils et agents de service de la fonction publique. 53 Policiers et militaires.
	54 Employés administratifs d'entreprise.	54 Employés administratifs d'entreprise.
	55 Employés de commerce.	55 Employés de commerce.
	56 Personnels des services directs aux particuliers.	56 Personnels des services directs aux particuliers.
6. Ouvriers.	61 Ouvriers qualifiés.	62 Ouvriers qualifiés de type industriel. 63 Ouvriers qualifiés de type artisanal. 64 Chauffeurs. 65 Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport.
	66 Ouvriers non qualifiés.	67 Ouvriers non qualifiés de type industriel. 68 Ouvriers non qualifiés de type artisanal.
	69 Ouvriers agricoles.	69 Ouvriers agricoles.
7. Retraités.	71 Anciens agriculteurs exploitants	71 Anciens agriculteurs exploitants.
	72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise.	72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise.
	73 Anciens cadres et professions intermédiaires.	74 Anciens cadres. 75 Anciennes professions intermédiaires.
	76 Anciens employés et ouvriers.	77 Anciens cadres. 78 Anciens ouvriers.
8. Autres personnes sans activité professionnelle.	81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé.	81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé.
	82 Inactifs divers (autres que retraités).	83 Militaires du contingent. 84 Élèves, étudiants. 85 Personnes diverses sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités). 86 Personnes diverses sans activité professionnelle de 60 ans et plus (sauf retraités).

PRÉCISIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

PÉRIODICITÉ DES RÉSULTATS. – Les résultats sont annuels, sauf exceptions expressément indiquées; la simple indication du millésime correspond à l'année civile, sauf mention contraire.

CHAMP GÉOGRAPHIQUE. – Sauf indication contraire, les données statistiques de l'annuaire sont relatives à la France métropolitaine (France continentale, y compris territoires insulaires rattachés).

Les résultats « France entière » incluent toujours les départements d'outre-mer.

PRÉCISION DES RÉSULTATS.

1. Les données chiffrées de cet ouvrage sont éventuellement des valeurs arrondies au plus près de leurs valeurs réelles, compte tenu de l'unité du dernier ordre exprimé.

2. Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées qui fait intervenir leurs valeurs réelles peut être, de ce fait, différent de ce que donnent leurs valeurs arrondies.

SIGNES CONVENTIONNELS

●	Le renseignement ne peut être obtenu ou n'existe pas faute d'enquête.
...	Résultat non disponible.
///	Absence de résultat due à la nature des choses.
_	Résultat rigoureusement nul.
c	Résultat confidentiel (par application des règles sur le secret statistique).
∈	Résultat inférieur à la moitié de l'unité du dernier ordre exprimé.
r	Nombre rectifié par rapport à l'édition précédente de l'annuaire.
p	Nombre provisoire.
e	Évaluation.
»	Indication reportée à la ligne précédente sans modification.
→	Nombre reporté de la colonne précédente sans modification.
■	Séries non comparables de part et d'autre de ce signe.

RECHERCHE D'UN RENSEIGNEMENT DANS L'ANNUAIRE

Elle peut se faire :

- soit à l'aide du *sommaire*;
- soit à l'aide de la *liste des tableaux* (en tête de chaque chapitre);
- soit à l'aide de *l'index alphabétique* (en annexe).

Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques

Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques
Sources des données

Le lecteur trouvera dans les pages suivantes quelques graphiques et cartes qui ont paru les plus représentatifs de cet annuaire. Les indications précises des sources des données utilisées, en particulier les références des chapitres du présent annuaire, sont données ci-dessous.

Page 1. — Carte 1 :

Population de l'Union européenne (données 1997).
Données Eurostat.

Page 2. — Graphiques 1 et 2 :

Pyramide des âges de la population totale au 1er janvier 1998.
Pyramide des âges de la population totale en 2020 selon trois hypothèses de fécondité.
Les données utilisées pour ces graphiques figurent dans cet annuaire (chapitre B.01) et dans *INSEE-Résultats*, série Démographie, n°44, août 1995.

Page 3. — Graphiques 3 et 4 :

Indicateur conjoncturel de fécondité : comparaisons européennes (1967-1997).
Évolution du nombre de naissances légitimes et hors mariage (1975-1996).
Données Eurostat et dans le chapitre B.02.

Page 4. — Graphique 5 et carte 2 :

Les étrangers à divers recensements.
Part des étrangers dans la population totale en 1990.
Données détaillées et définitions au chapitre B.03.

Page 5. — Graphique 6 et carte 3 :

Sorties du système éducatif suivant le niveau des élèves (1990 à 1996).
Proportion d'une génération obtenant le baccalauréat par région en 1997.
Données détaillées (ministère de l'Éducation nationale, de la recherche et de la technologie) et définitions au chapitre F.01.

Page 6. — Graphique 7 et carte 4 :

Taux d'activité par sexe et groupe d'âge en mars 1978 et en mars 1998.
Taux de chômage au sens du BIT par département en 1997.
Données détaillées dans les résultats des enquêtes sur l'emploi de mars 1978 et mars 1998 (collections de l'INSEE, série D, n° 61, 1979, *INSEE-Résultats*, n° 617-618, septembre 1998) et définitions au chapitre C.01.

Page 7. — Graphiques 8 et 9 :

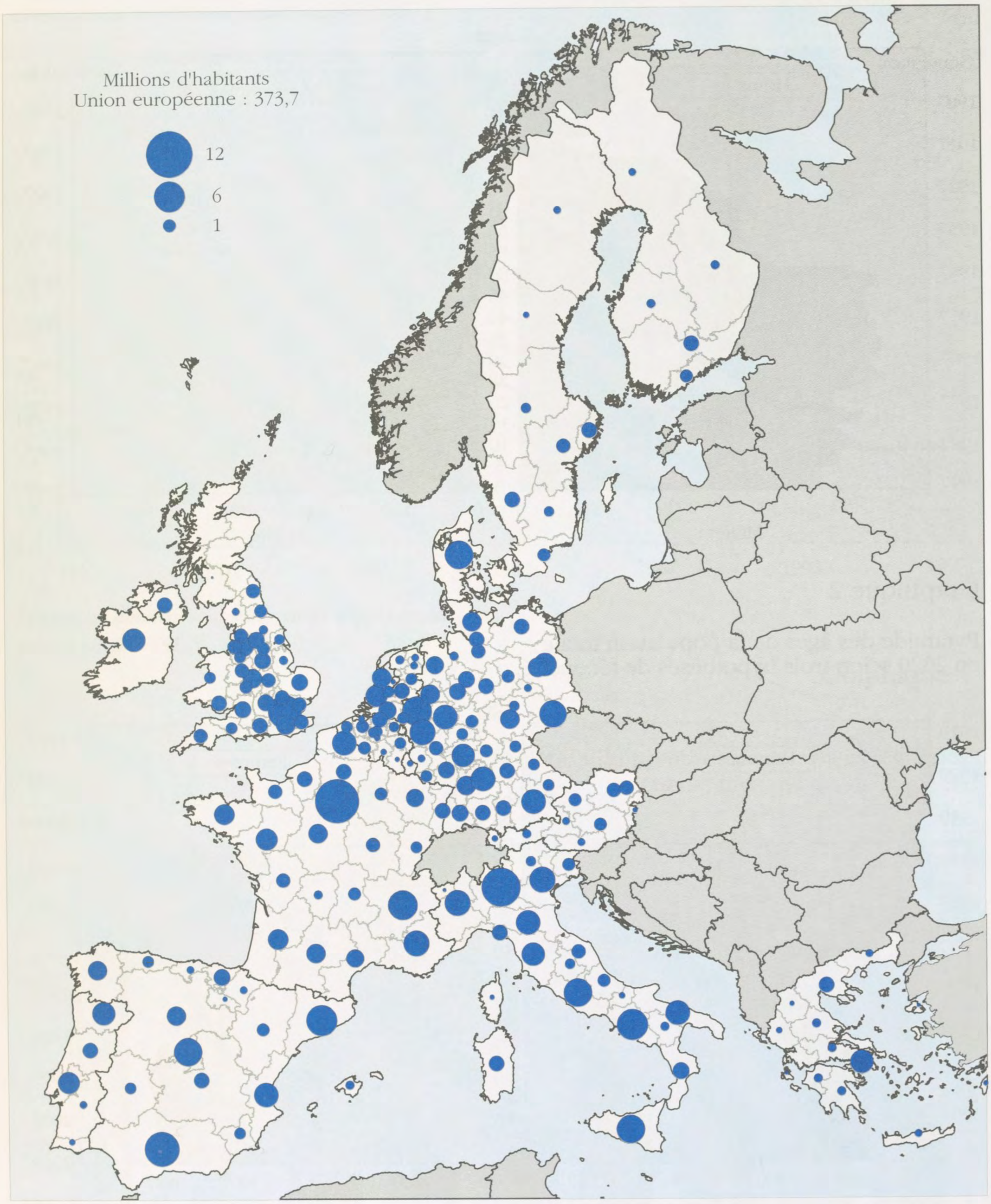
Évolution de la population active occupée par secteur de 1990 à 1997.
Évolution des actifs occupés selon la catégorie socioprofessionnelle de mars 1988 à mars 1998.
Données provenant des estimations annuelles d'emploi (INSEE) et des résultats des enquêtes sur l'emploi de mars 1988 et mars 1998 (collections de l'INSEE, série D, n° 128, 1988, et *INSEE-Résultats*, n° 617-618, septembre 1998) et définitions au chapitre C.01 de cet annuaire.

Page 8. — Graphiques 10 à 13 :

Comparaisons internationales, indicateurs pour divers pays de l'OCDE :
Taux d'évolution du PIB.
Indices de la production industrielle.
Taux de chômage.
Solde des opérations courantes avec le reste du monde rapporté au PIB.
Données et indications méthodologiques dans le chapitre G.01 de cet annuaire et dans « Comptes et indicateurs économiques »; rapport sur les comptes de la nation 1997. Collection *INSEE-Résultats*.

Carte 1

Population de l'Union européenne (données 1997)*



(*) : au 1er janvier.

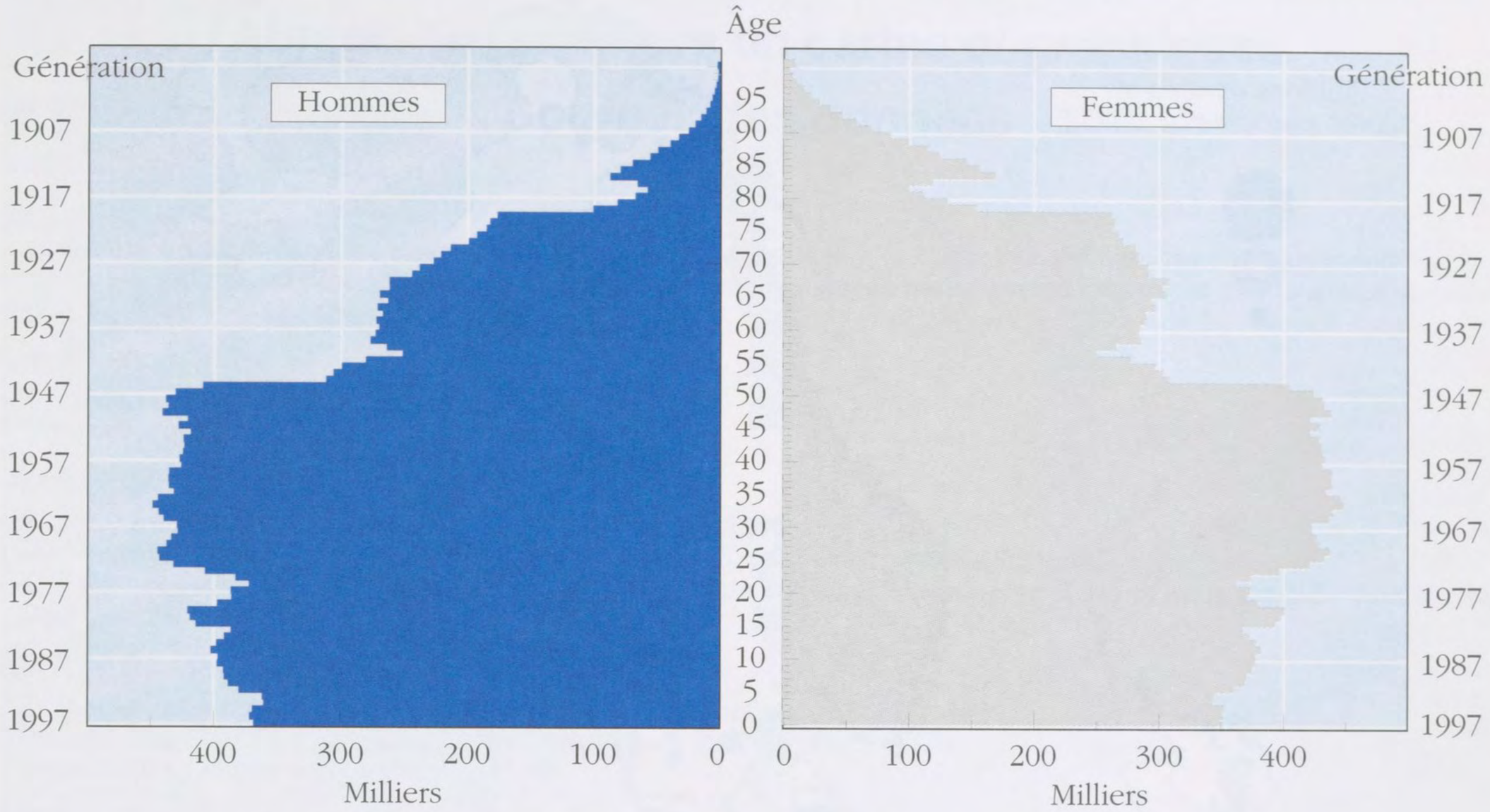
© Megrin 98

Source : EUROSTAT

Structure de la population par âge et sexe

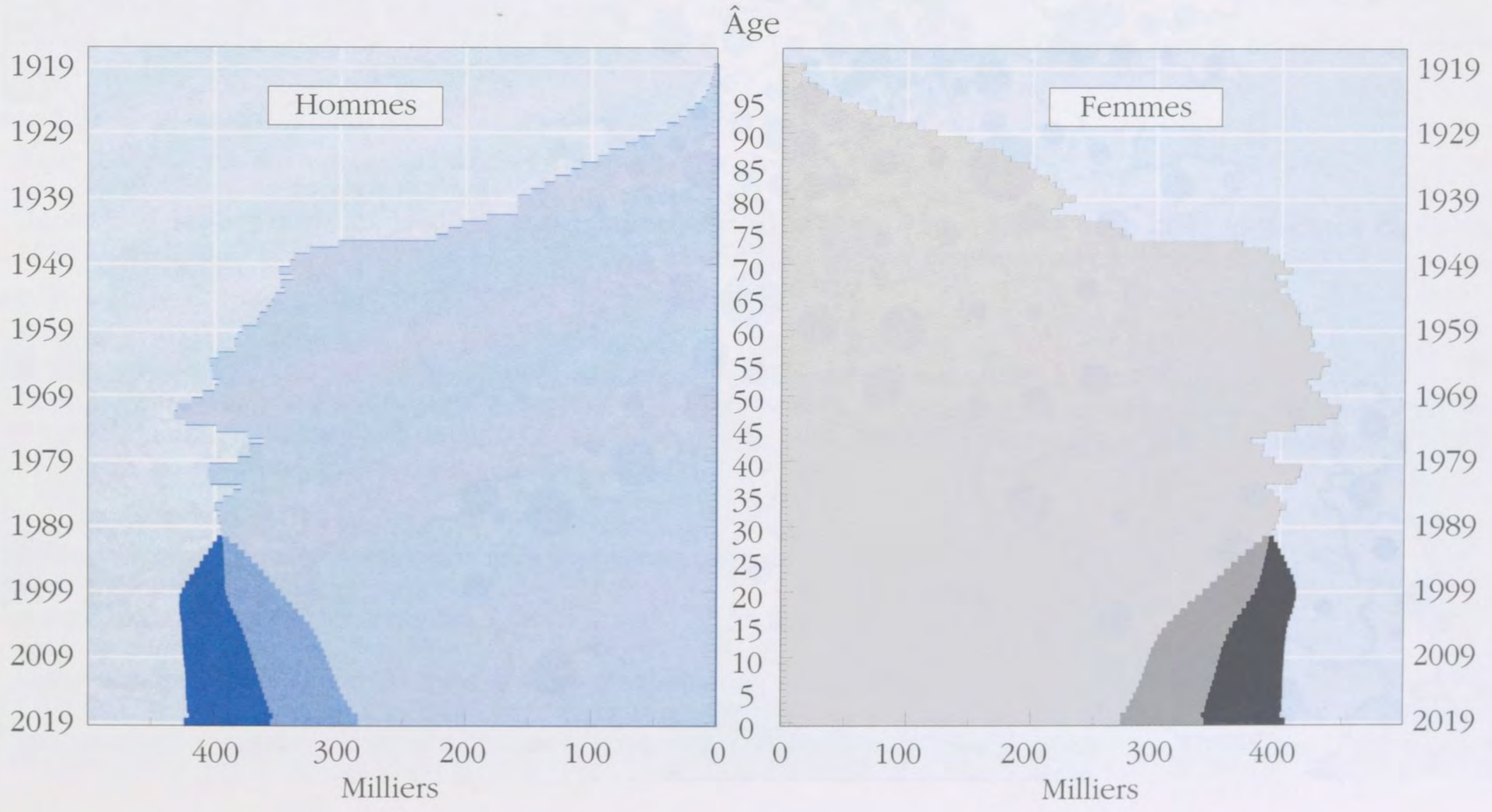
Graphique 1

Pyramide des âges de la population totale au 1er janvier 1998



Graphique 2

Pyramide des âges de la population totale en 2020 selon trois hypothèses de fécondité

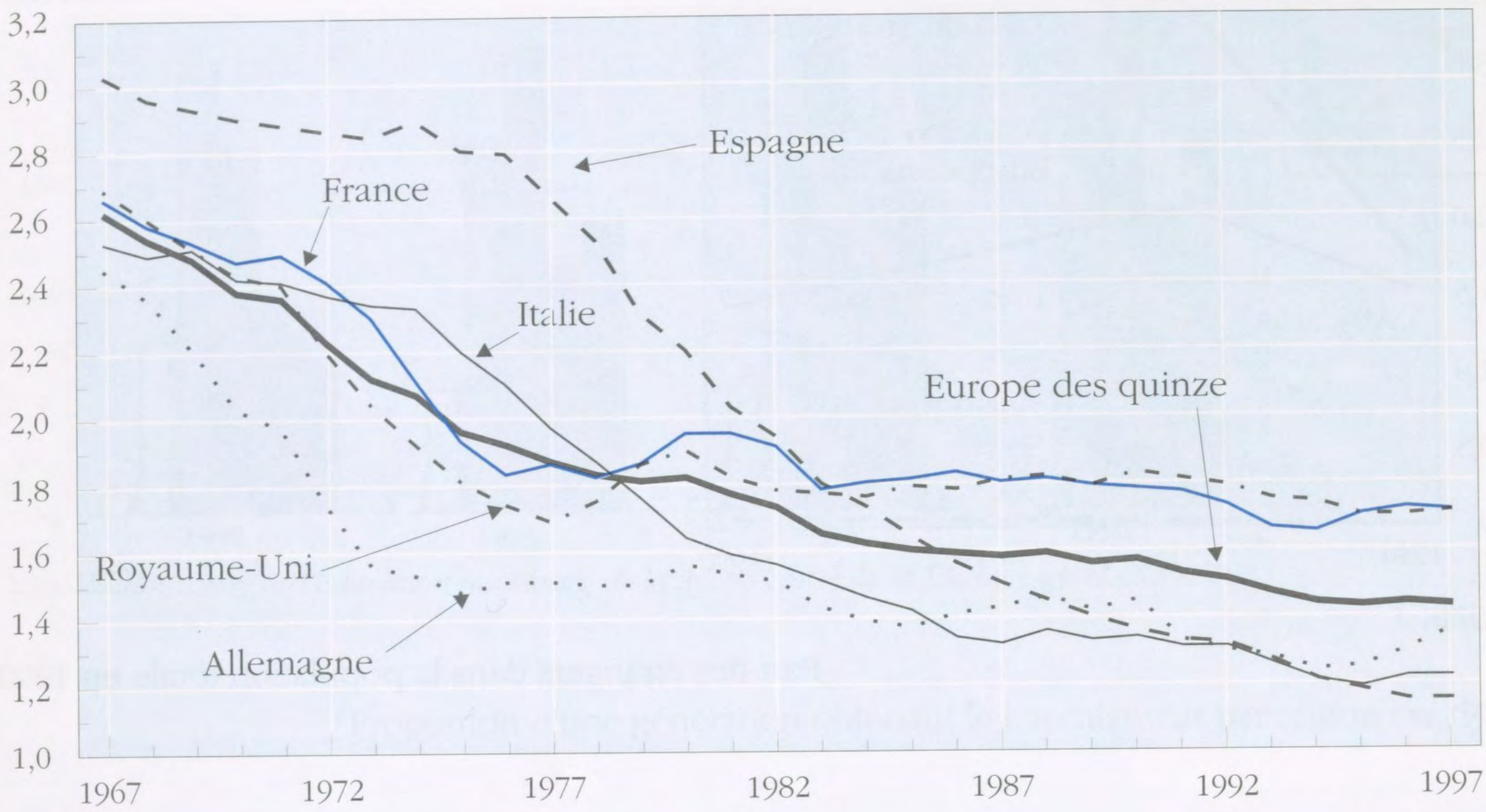


Source : INSEE

Graphique 3

Quelques indicateurs démographiques français et européens

Indicateur conjoncturel de fécondité : comparaisons européennes (1967-1997)*

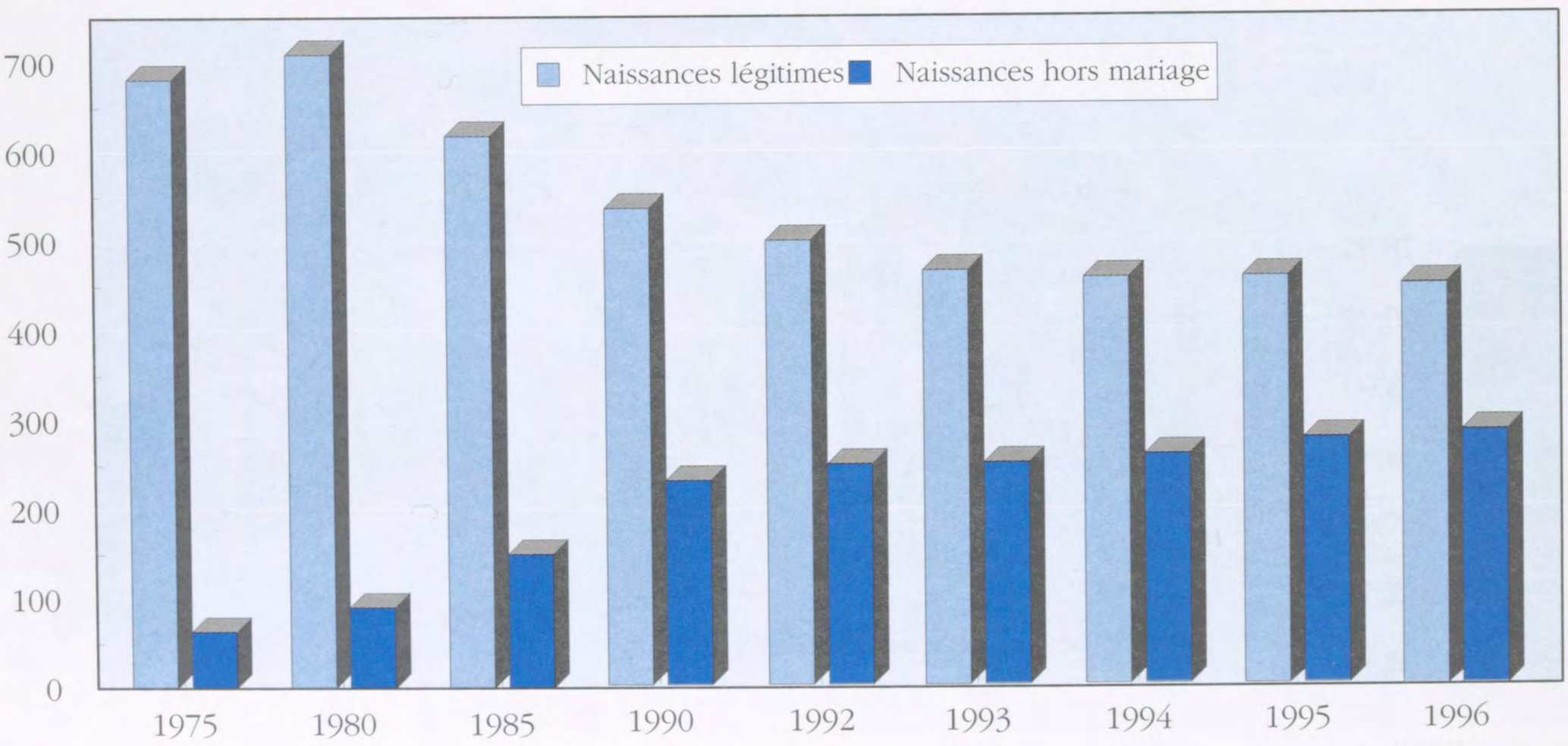


** Certaines données sont susceptibles d'être revisées.*

Source : EUROSTAT

Graphique 4

Évolution du nombre de naissances légitimes et hors mariage de 1975 à 1996

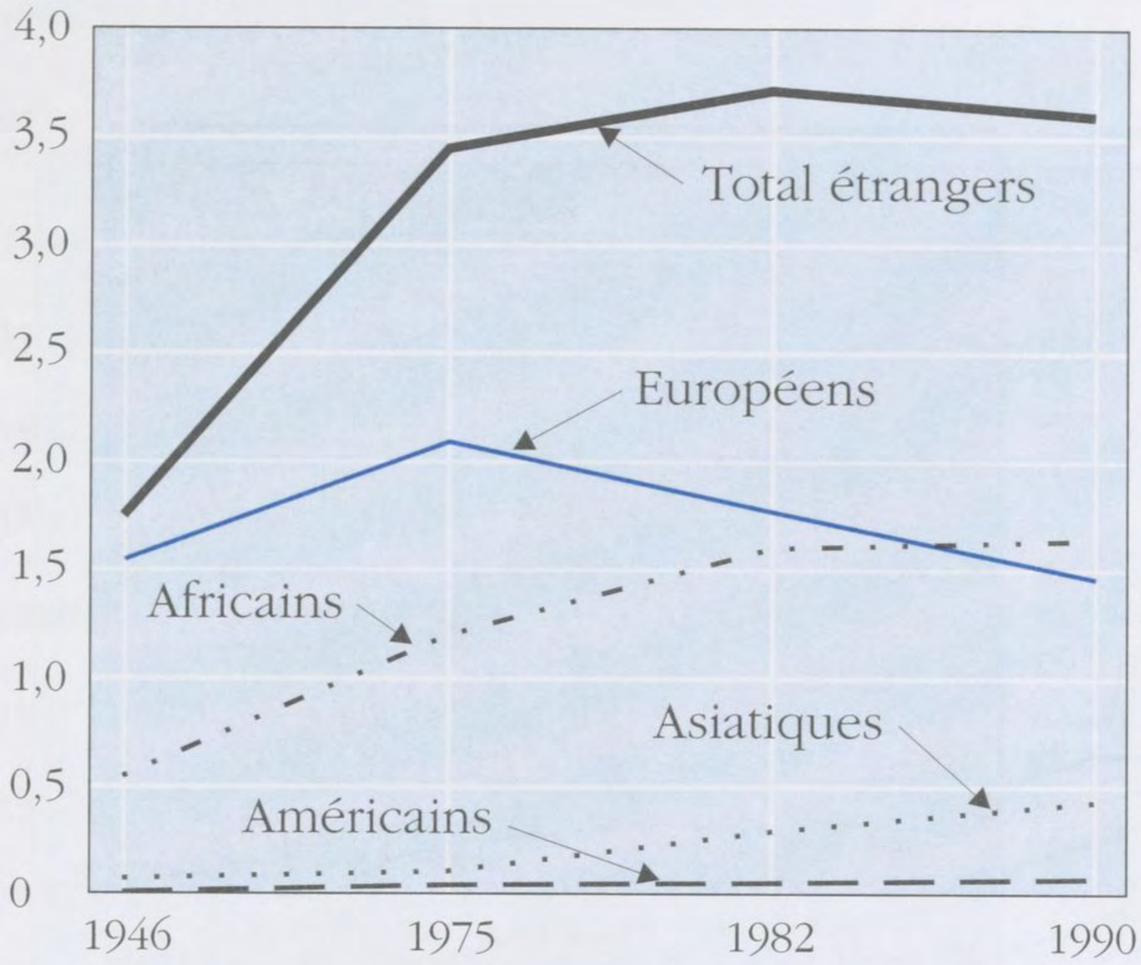


Source : INSEE

La population étrangère à divers recensements

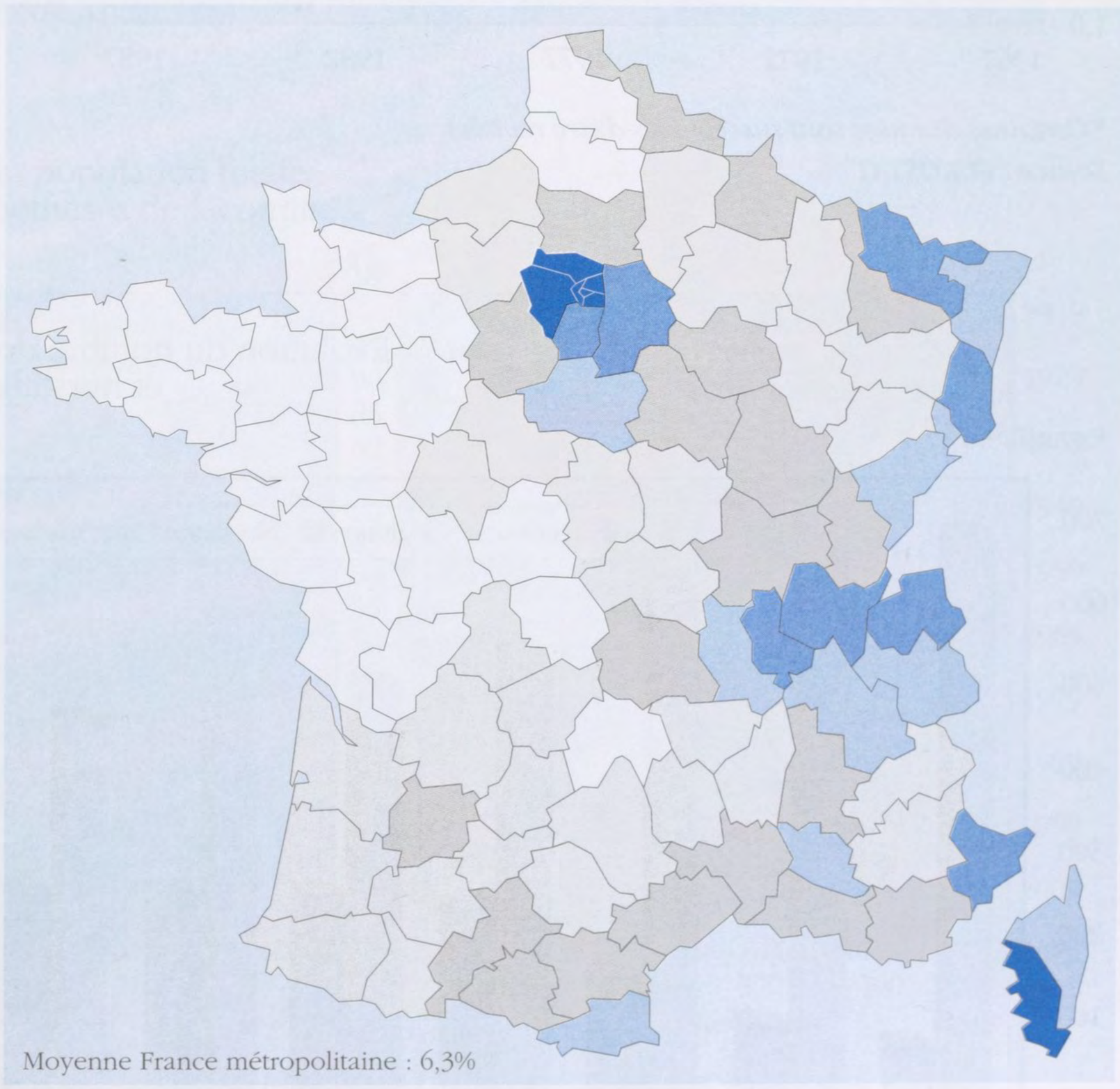
Graphique 5

Les étrangers à divers recensements



Carte 2

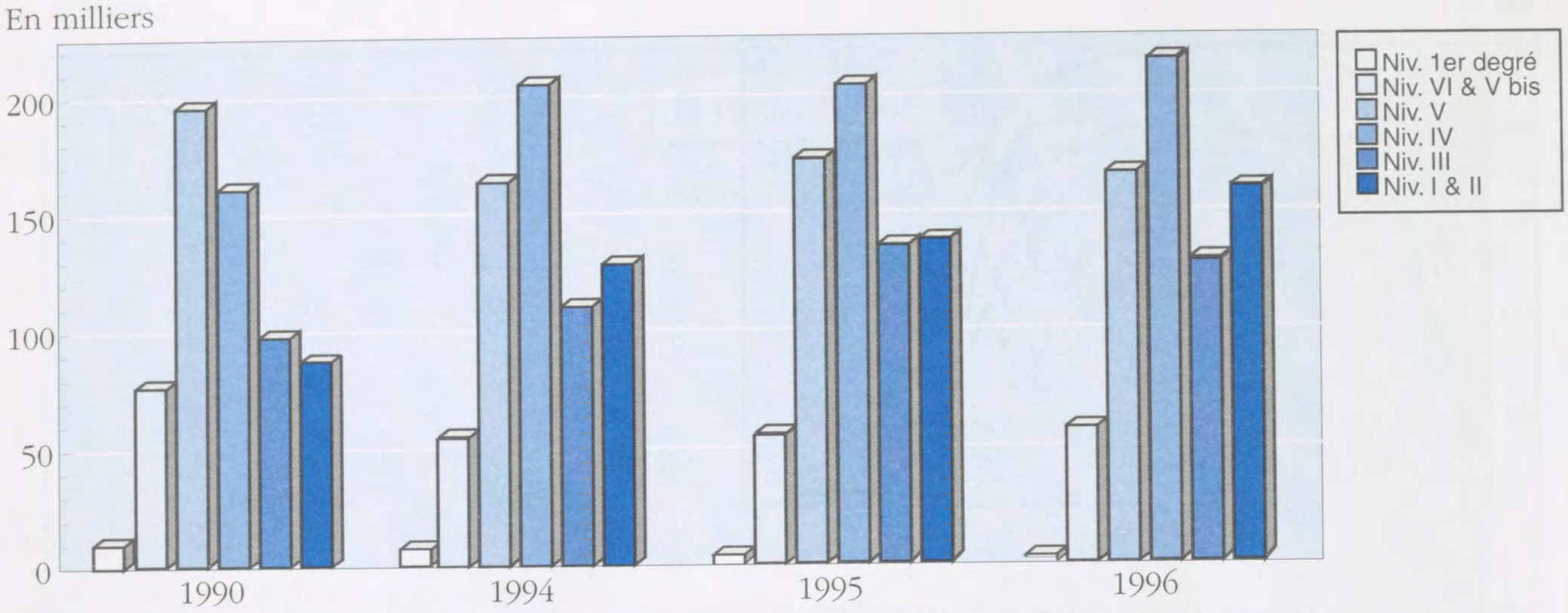
Part des étrangers dans la population totale en 1990



Source : INSEE, recensements de la population

Graphique 6

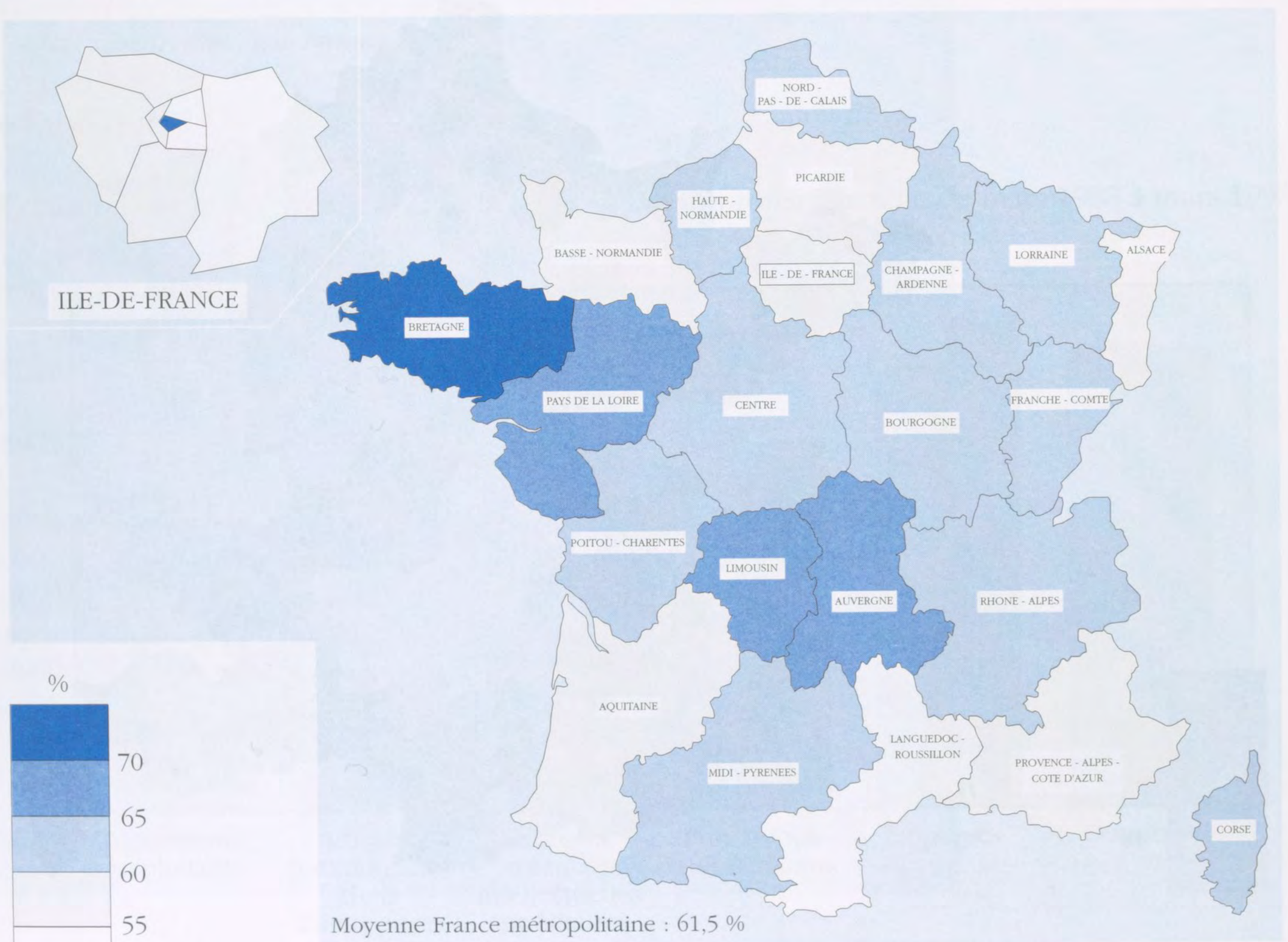
Sorties du système éducatif suivant les niveaux des élèves



Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

Carte 3

Proportion d'une génération obtenant le baccalauréat par région en 1997

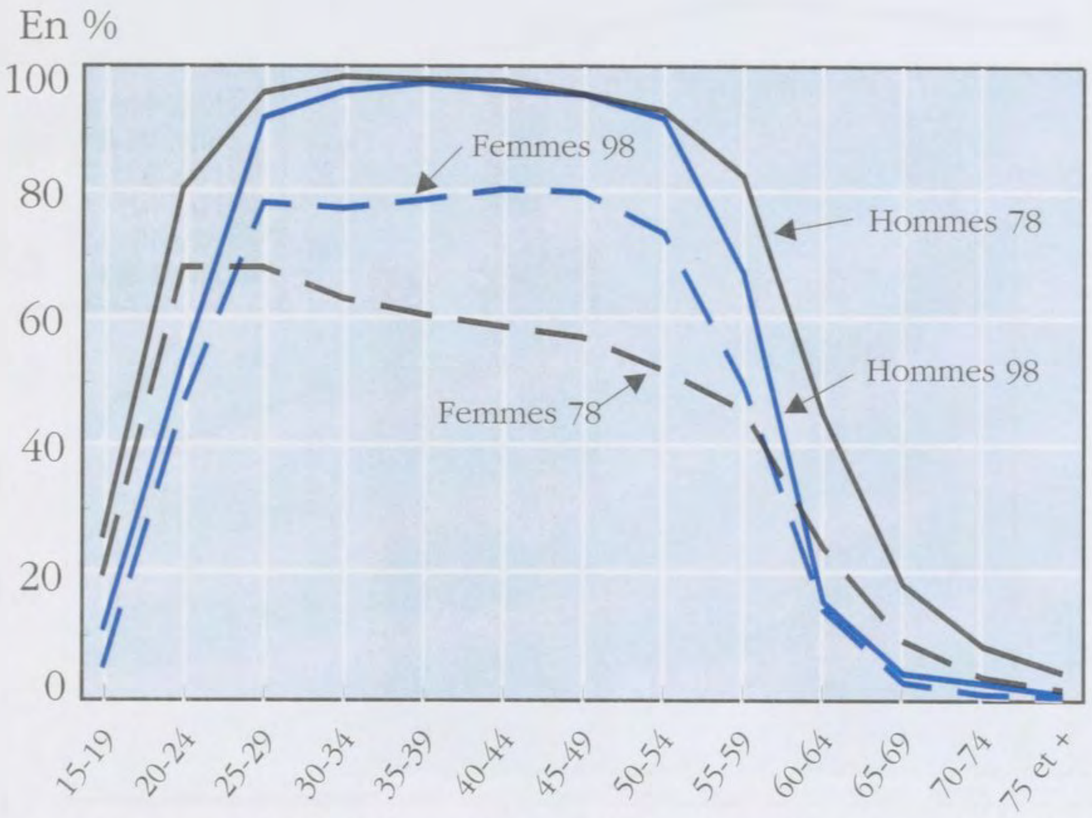


Moyenne France métropolitaine : 61,5 %

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DPD-SDESE)

Graphique 7

Taux d'activité* par sexe et groupe d'âge
en mars 1978 et en mars 1998

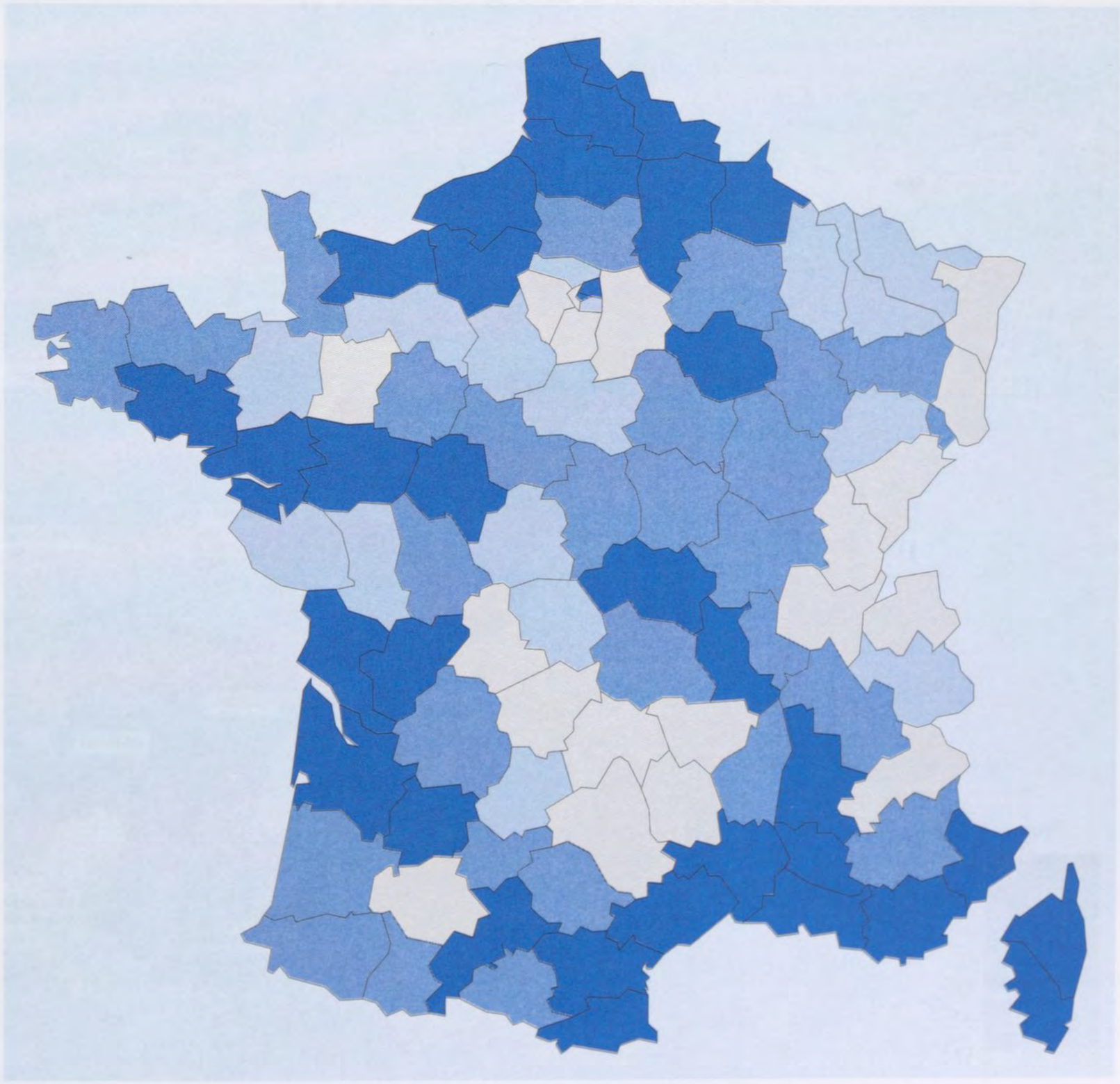


Proportion d'actifs (actifs occupés y compris les appelés et les chômeurs BIT dans l'effectif total)

Source : INSEE (enquête sur l'emploi)

Carte 4

Taux de chômage au sens du BIT
par département en 1997 (moyenne annuelle)



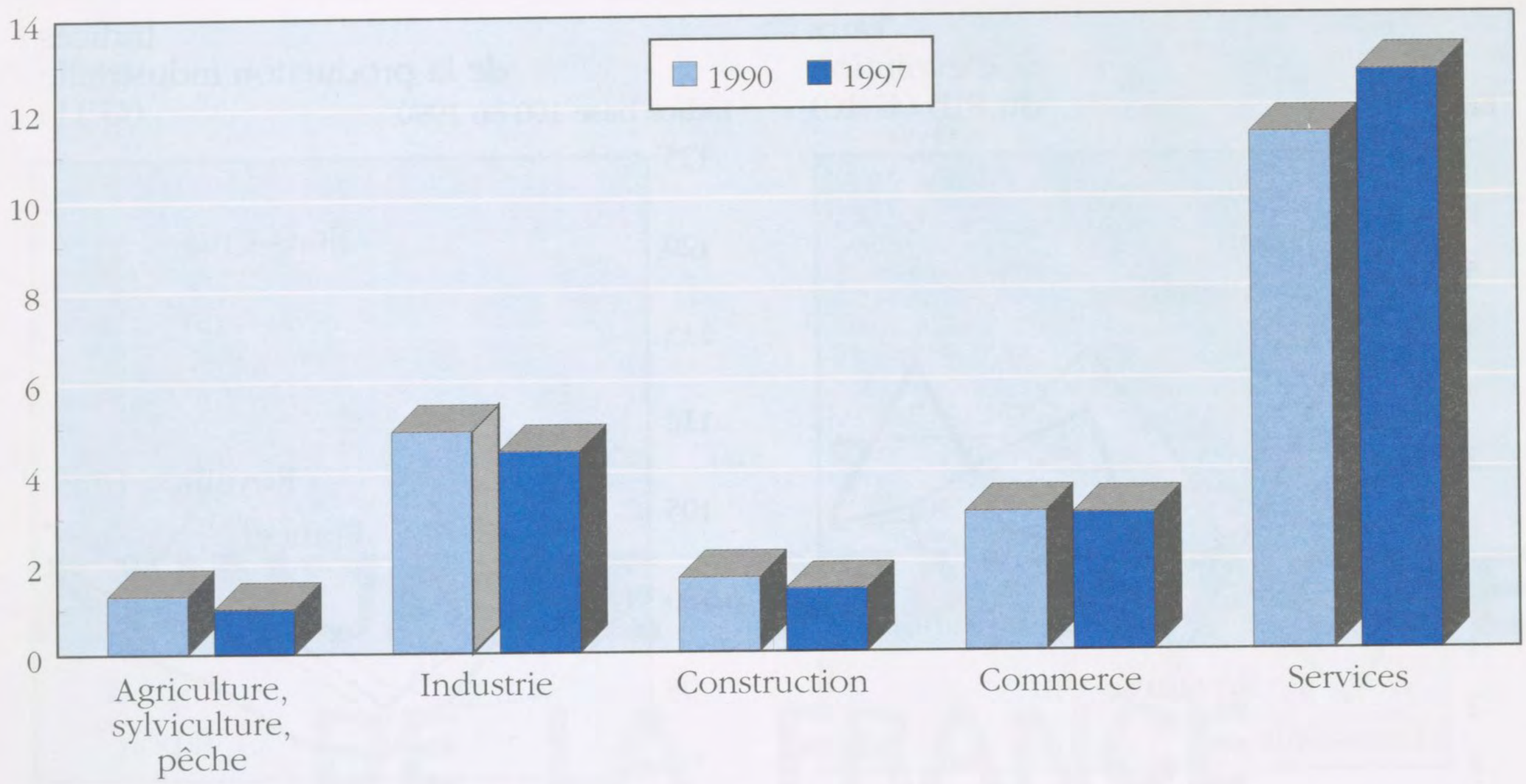
Source : INSEE (division emploi)

Évolution de la population française par secteur d'activité et catégories sociales

Graphique 8

Évolution de la population active occupée par secteur de 1990 à 1997

En millions

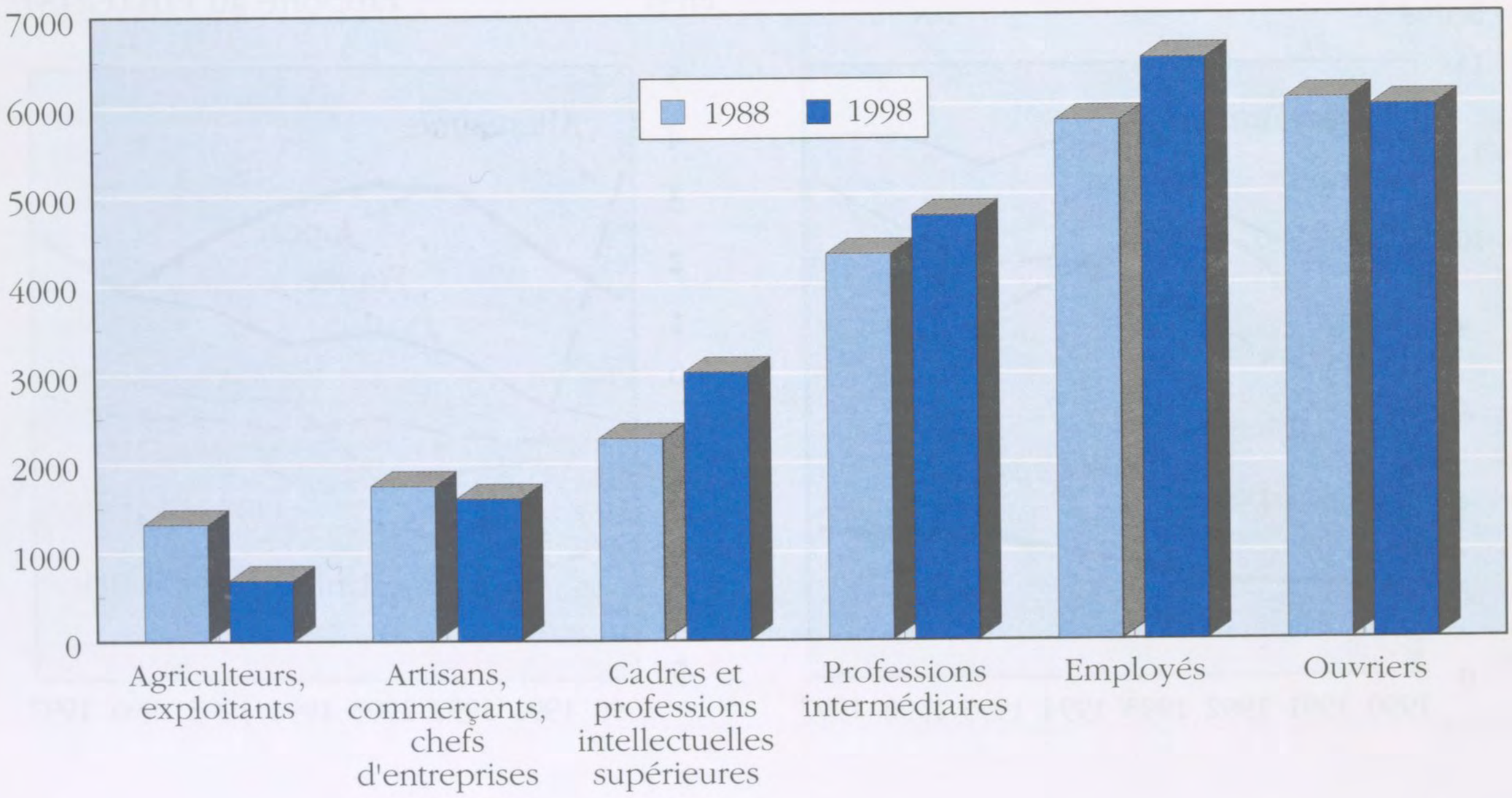


Source : INSEE, estimations annuelles d'emploi

Graphique 9

Évolution des actifs occupés selon la catégorie socioprofessionnelle de mars 1988 à mars 1998

En milliers



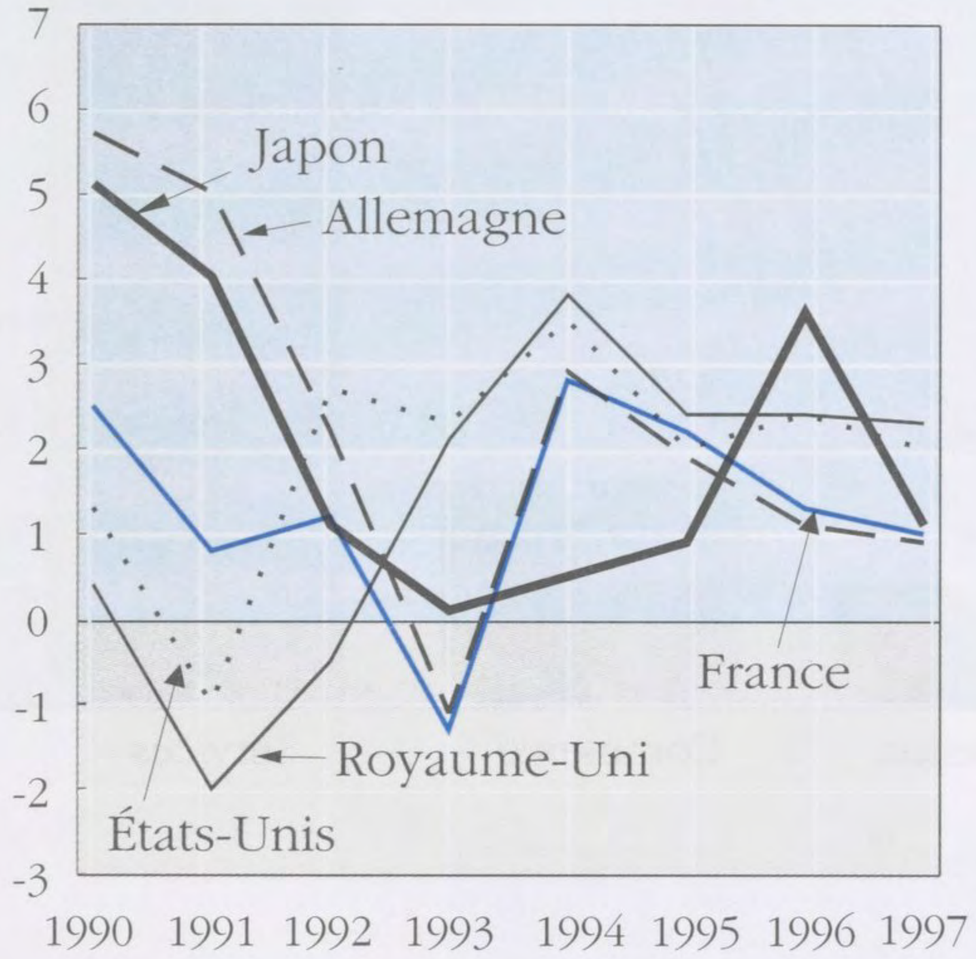
Source : INSEE, enquêtes sur l'emploi

Graphiques 10, 11, 12 et 13

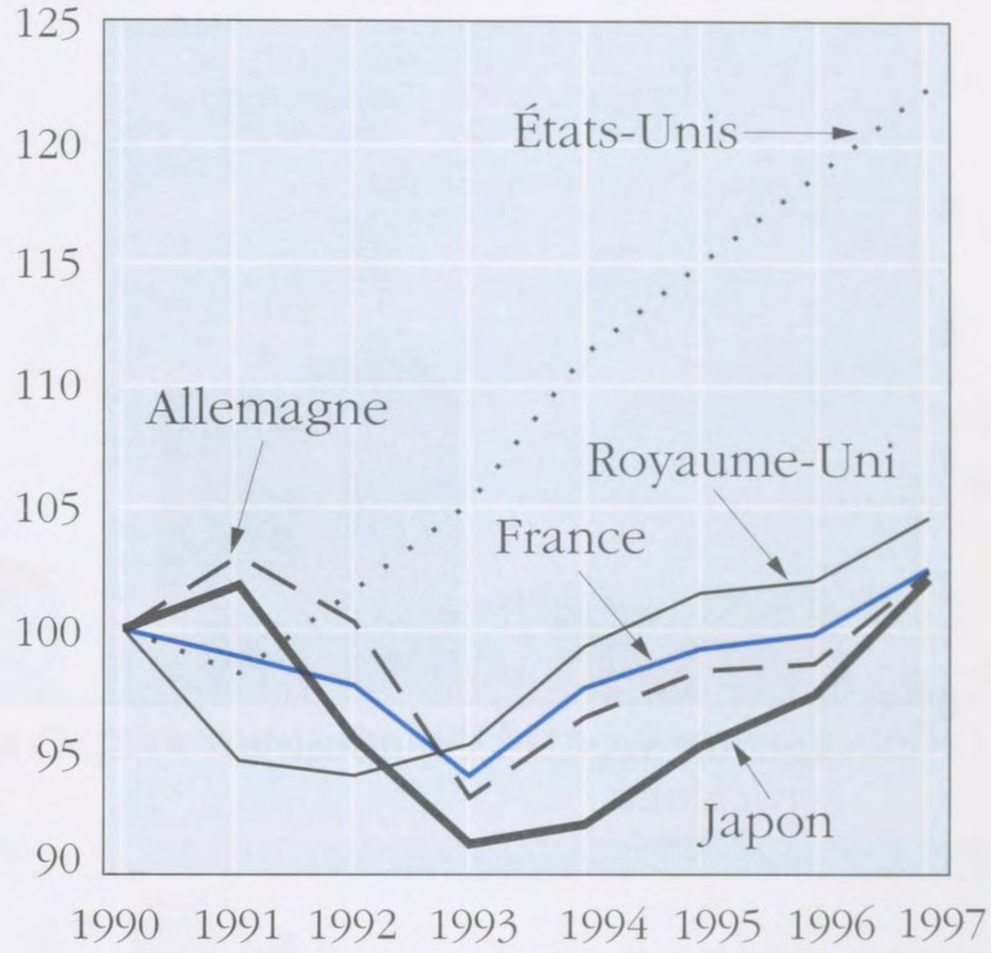
Comparaisons internationales

Indicateurs conjoncturels pour divers pays de l'OCDE

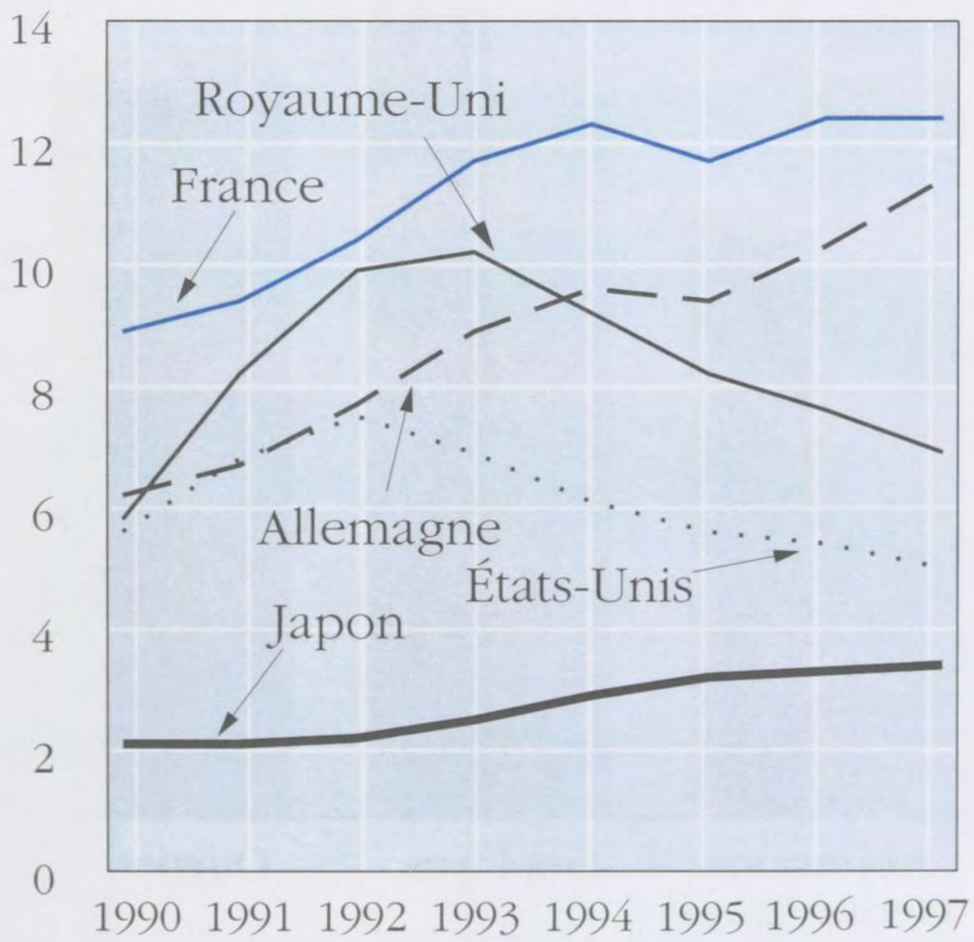
Taux d'évolution du PIB (G.10)



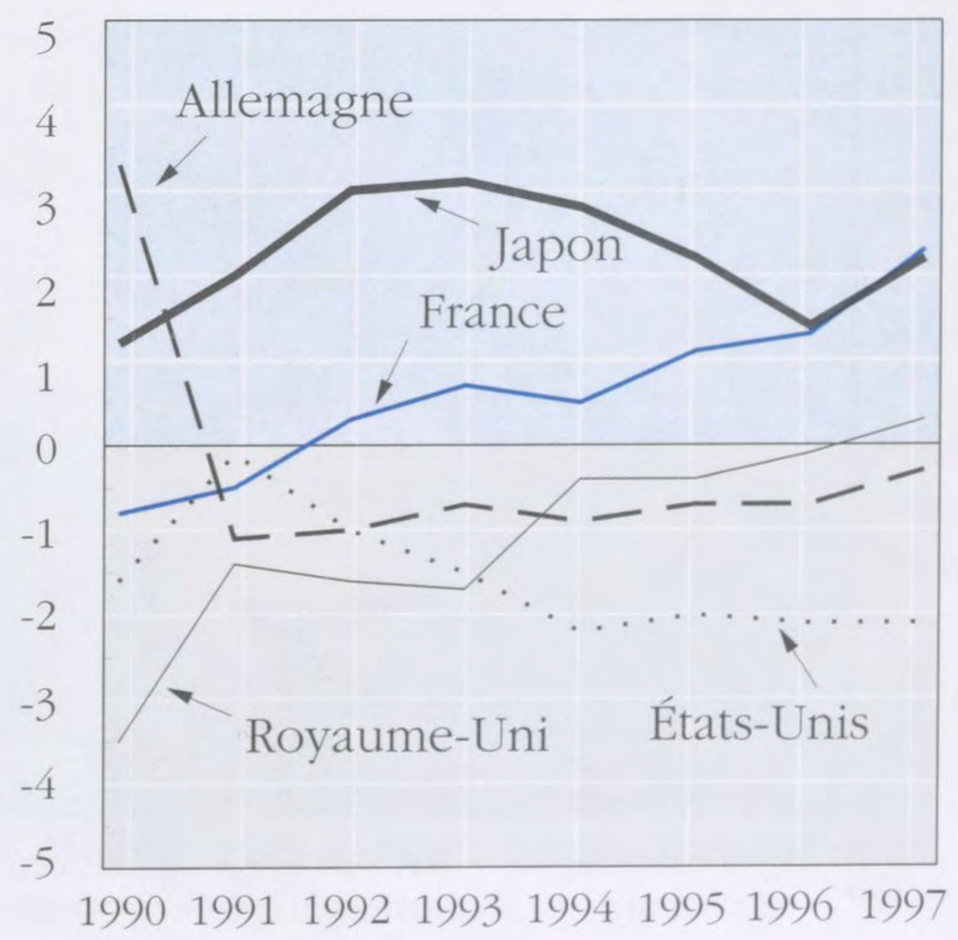
Indices de la production industrielle (G.11)



Taux de chômage (G.12)



Solde des opérations courantes avec le reste du monde rapporté au PIB (G.13)



Sources : OCDE et INSEE, (Rapport sur les Comptes de la Nation 1997)

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

A

Population et environnement

Chapitre A.01

Territoire et population

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Carte, graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Carte. La France administrative.

Graphique. Taux de croissance annuel des communes rurales et urbaines selon la tranche de population.

1. Répartition du territoire métropolitain.
2. Population, superficie et densité de quelques pays en 1998.
3. Population des régions et départements. Population sans doubles comptes au recensement de 1990 et estimations aux 1er janvier 1996 et 1997.
4. Population des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales.
5. Subdivisions, superficie et population des régions et des départements. Population du chef-lieu.
6. Subdivisions, superficie et population légale des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales.
7. Villes et agglomérations urbaines de plus de 50 000 habitants.
8. Structure urbaine de la métropole en 1990.
9. Communes de plus de 50 000 habitants.
10. Les communes par tranche de population.
11. Population des communes urbaines et rurales des régions.
12. Aires urbaines de plus de 150 000 habitants.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration des divisions " Recensements de la population ", " Statistiques et études régionales " et " Pôle estimations localisées de population " de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

De 1990 à 1996, la population de la France métropolitaine a continué à augmenter à un rythme annuel de 0,5 % pour atteindre 58 258 073 d'habitants au 1er janvier 1996; ce rythme est identique à celui de la décennie précédente (les estimations aux 1er janvier 1997 et 1998 donnent toutefois des populations de 58 491 574 habitants et 58 722 571 habitants, soit des accroissements respectifs de 0,4 % et 0,39 %). Dans la plupart des régions, les grandes tendances ont persisté : les régions méditerranéennes et Rhône-Alpes conservent les premiers rangs de l'accroissement démographique, l'Auvergne et le Limousin continuent de se dépeupler. En revanche, la Lorraine retrouve une évolution positive de 0,1 % par an depuis 1990. En outre, l'Alsace, devenue terre d'émigration depuis 1990, a l'un des plus forts taux d'accroissement démographique (0,8 % par an en moyenne de 1990 à 1996). L'Île-de-France maintient un fort excédent des naissances sur les décès (+ 0,8 % par an) qui compense, et au-delà, les pertes de résidents (- 0,2 % par an). La forte croissance de la population de la Grande Couronne déborde les frontières franciliennes et se retrouve, un peu atténuée toutefois, dans l'Oise et le Loiret. Depuis 1990, aucune région ne cumule déficit migratoire et déficit naturel, et même treize des vingt-deux régions profitent simultanément d'excédents migratoire et naturel.

Début 1995, la moitié de la population française vit dans l'une des 40 aires urbaines de plus de 150 000 habitants pour lesquelles le développement est régulier et continu. Le poids démographique de l'aire urbaine de Paris continue à s'accroître ; elle représente 18,3 % de la population française contre 16,8 % de la population de 1968 (soit respectivement 10,6 millions d'habitants au lieu de 8,4 millions d'habitants en 1968). La croissance de la population est également soutenue dans l'environnement proche des métropoles, telles que Lyon, Bordeaux, Toulouse, Strasbourg, Lille, Rennes, Orléans, Poitiers, sur les littoraux atlantique (Nantes) et méditerranéen (Marseille, Aix-en-Provence, Montpellier), ainsi que dans le sillon alpin (Genève-Annemasse, Annecy, Grenoble).

Par ailleurs, le recensement de la population de 1990 a donné les résultats suivants. La reprise de la croissance en Île-de-France concentre, en 1990, 18,8 % de la population métropolitaine contre 18,5 % en 1982. Les deux autres régions les plus peuplées, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur, continuent à augmenter la part de population qu'elles concentrent. Au contraire, les neuf régions les moins peuplées se vident encore et ne comptent plus en 1990 que 19,4 % de la population contre 19,9 % en 1982. L'évolution des dix départements les plus peuplés pourrait donner l'impression d'une certaine déconcentration : sept d'entre eux ont perdu de l'importance relative et seuls les Yvelines et le Rhône en ont gagné. En fait, il s'agit bien de déclin pour les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais, mais aussi de redistribution entre les départements de l'Île-de-France : Paris perd encore de la population et les plus proches départements de banlieue augmentent moins vite que la moyenne nationale, au profit de ceux de la Grande Couronne. Pour l'essentiel, ces mouvements relèvent d'une déconcentration de type périurbain. À l'opposé, on n'observe pas davantage de revitalisation parmi les vingt départements les moins peuplés : quatorze d'entre eux perdent de la population ou croissent moins vite que la moyenne nationale, les seules exceptions sont trois départements du Sud : Hautes-Alpes, Alpes-de-Haute-Provence et Corse-du-Sud, qui améliorent un peu leur position. Les variations de populations départementales sont d'ailleurs demeurées d'une très grande stabilité depuis 1975.

La reprise de la concentration régionale traduit surtout l'essor des plus grandes villes. La nouveauté la plus marquante mise en évidence par le recensement de 1990 est la reprise de la croissance des plus grandes agglomérations : celle de Paris et celles de plus de 200 000 habitants se développent désormais plus vite que les villes de taille moyenne; les petites villes de 2 000 à 20 000 habitants gardent des taux élevés mais inférieurs à ceux de la période précédente. Certes, cette croissance de la population des grandes villes résulte d'abord d'accroissement naturel élevé, les soldes migratoires restant négatifs pour toutes les agglomérations de plus de 20 000 habitants. Cependant, entre 1975-1982 et 1982-1990, les taux de variation dus au mouvement naturel ont plutôt baissé, et c'est le ralentissement de la perte par migration qui est à l'origine de la reprise de la croissance de la population.

Entre 1982 et 1990, la population des départements d'outre-mer – Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion – est passée de 1,246 million à 1,458 million; ceci correspond à un taux de croissance annuel de 2 %. Ce rythme est quatre fois plus élevé que celui de la métropole et, fait remarquable, il est nettement supérieur à celui des périodes antérieures : 0,7 % par an de 1974 à 1982 et 1,1 % de 1967 à 1974. Cette accélération s'observe pour tous les DOM avec une ampleur variable. En tête, on trouve la Guyane avec 5,8 % par an, suivie de la Guadeloupe (2,1 %), de la Réunion (1,8 %) et de la Martinique (1,1 %).

2. MÉTHODOLOGIE

21. Métropole et départements d'outre-mer

211. Vue d'ensemble

La France continentale est située entre 42° 20' et 51° 5' de latitude nord; elle s'étend de 4° 47' de longitude ouest à 8° 15' de longitude est.

Les données des tableaux du présent chapitre sont complétées par les indications fournies au chapitre "Agriculture", en ce qui concerne la répartition du territoire d'après son utilisation.

212. Superficie

Pour l'évaluation de la superficie du territoire français, on dispose de deux sources :

— mesures géodésiques et planimétriques effectuées par l'Institut géographique national mais ne permettant pas d'aller jusqu'à la commune. La superficie calculée par

"planimétrage" de la carte au 1/50 000 pour la métropole est de 549 milliers de km^2;

— données de la Direction générale des Impôts (services du cadastre) disponibles pour chaque commune.

Ce sont ces derniers renseignements qui ont généralement été retenus dans le présent chapitre avec la définition suivante : sont comprises toutes les surfaces du domaine public et privé, cadastrées ou non cadastrées, à l'exception des lacs, étangs et glaciers de plus d'un km^2 ainsi que des estuaires.

213. Utilisation du territoire

La connaissance de l'occupation du sol, autrefois axée exclusivement sur le territoire agricole, s'étend aujourd'hui aux utilisations non agricoles de l'espace.

Les données fournies proviennent de " La Statistique Agricole ", annuelle, établie par le Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) du ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Ces données s'appuient notamment sur l'enquête " Utilisation du territoire " à partir d'un échantillon permanent de 550 000 points du territoire. Ces points sont repérés grâce à des photographies aériennes.

214. Population légale des circonscriptions administratives

Les effectifs de population figurant dans les tableaux de ce chapitre proviennent des résultats du recensement général de la population de 1990. Ce recensement a été prescrit par le décret n° 89-274 du 26 avril 1989. Les résultats ont été authentifiés par le décret n° 90-1172 du 21 décembre 1990.

215. Estimations de population

L'évolution de la population d'une zone géographique repose sur deux facteurs : le solde naturel (différence au cours de la période entre le nombre de naissances et de décès domiciliés dans la zone géographique) connu avec précision par les statistiques d'état civil et le solde migratoire, différence au cours de la même période entre le nombre de personnes venues résider dans la zone (les immigrants) et le nombre de celles qui l'ont quittée pour résider ailleurs (les émigrants). Ce solde migratoire n'est appréhendé qu'à partir d'estimations. Ainsi, les données du tableau A.01-3 aux 1er janvier 1996 et 1997 reposent sur une nouvelle méthode d'estimation du solde migratoire mise en oeuvre par l'INSEE, qui s'appuie sur l'exploitation statistique d'un nombre de sources administratives plus variées qu'antérieurement.

22. Territoires d'outre-mer

Pour les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales, les effectifs de population proviennent de recensements effectués à des dates différentes : 1997 pour Mayotte, 1996 pour Wallis-et-Futuna, la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française, 1990 pour Saint-Pierre-et-Miquelon.

3. DÉFINITIONS

Aire urbaine et pôle urbain

Aire urbaine : ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaillent dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. Un pôle urbain est une unité urbaine offrant 5 000 emplois ou plus et n'appartenant pas à la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain. Une commune périurbaine (d'un pôle urbain) est l'ensemble des communes de l'aire urbaine à l'exclusion de son pôle urbain. Pour plus de précisions sur ces notions, cf. les publications spécialisées figurant dans les Sources de documentation.

Population d'une commune (totale et sans doubles comptes)

La population totale d'une commune (personnes ayant leur résidence habituelle dans cette commune) se divise en population municipale et en population comptée à part (celle qui vit dans certaines communautés).

La population comptée à part comprend les personnes des catégories suivantes (limitativement définies par le décret n° 89-274 du 26 avril 1989 prescrivant l'exécution du recensement de 1990, en métropole, dans les départements d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon) résidant dans des établissements situés dans la commune :

a. militaires des forces françaises de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air logés dans des casernes, camps ou assimilés;

b. élèves internes des lycées, collèges, écoles normales d'instituteurs ou d'institutrices, grandes écoles, établissements d'enseignement spécial, séminaires et tous les établissements d'enseignement publics ou privés avec internat, y compris les établissements d'éducation surveillée;

c. détenus dans les établissements pénitentiaires.

Le décret précité du 26 avril 1989 spécifie que les personnes des catégories *a* et *b* ci-dessus qui ont une résidence personnelle doivent être comptées à la fois :

— dans la population comptée à part de la commune où se trouve l'établissement;

— dans la population municipale de la commune où se trouve leur résidence personnelle.

Sont également comptées au titre de la population comptée à part, les personnes appartenant aux catégories suivantes :

— personnes sans domicile fixe rattachées administrativement à la commune, mais recensées dans une autre commune;

— travailleurs logés dans un foyer, étudiants logés dans une cité universitaire ou un foyer d'étudiants, personnes âgées vivant dans une maison de retraite ou un hospice, personnes hospitalisées ou en traitement pour une durée supérieure à trois mois, dans un hôpital, une clinique ou tout établissement de soins ou de convalescence, dans

leur commune de résidence personnelle, si elle est différente de la commune où elles ont été recensées.

Il s'ensuit que lorsqu'on détermine la population d'une circonscription administrative autre que la commune : canton, arrondissement, département, région..., obtenue par sommation des populations communales, on introduit des doubles comptes (militaires du contingent, élèves internes, etc., comptés deux fois, dans la commune de résidence personnelle et dans celle de leur communauté). Pour éliminer ces doubles comptes, la population comptée à part de chaque commune a été décomposée en deux parties :

a. Les personnes qui sont également comptées dans la population municipale d'autres communes (doubles comptes);

b. Les personnes qui ne sont pas comptées dans la population municipale d'autres communes.

Cette façon d'opérer permet d'obtenir :

— la population légale des communes, qui comprend les deux parties *a* et *b*;

— la population sans doubles comptes, qui comprend seulement la partie *b* et qui, par addition, donne notamment la population des régions, des départements, des unités urbaines et des zones de peuplement industriel ou urbain.

Villes et agglomérations urbaines

Les villes et agglomérations urbaines, désignées aussi sous le terme unique d'unité urbaine, dont la délimitation est fondée sur le seul critère de continuité de l'habitat, peuvent être constituées :

— de deux ou plusieurs communes, c'est-à-dire d'une ville-centre et de sa banlieue (exceptionnellement de plusieurs villes-centres); une telle unité urbaine porte alors le nom d'agglomération multicommunale;

— d'une seule commune, dont la population agglomérée compte au moins 2 000 habitants; une telle commune est dite ville isolée ou plus communément ville.

Une première délimitation des villes et agglomérations urbaines a été réalisée à l'occasion du recensement de 1954. De nouvelles unités urbaines ont été constituées lors des recensements de 1962, 1968, 1975, 1982 et 1990.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, service central des enquêtes et études statistiques (SCEES).

— Institut national d'études démographiques (INED).

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction générale des Impôts.

— Bureau des longitudes.

Publications :

- Annuaire du Bureau des longitudes.
- " Tous les pays du monde (1997) ", bulletin *Population et sociétés*, n° 326, juillet-août 1997, INED.
- " La population du monde. Enjeux et problèmes ", collection : " Travaux et Documents ", cahier n° 139, 1997, INED, PUF.
- Vingt-sixième rapport sur la situation démographique de la France, 1997, INED.
- Populations. L'état des connaissances. La France, l'Europe, le monde, 1996, INED. La Découverte.

INSEE :

- Recensement général de la population de 1982 en métropole (les ouvrages mentionnés ci-dessous portent sur les chiffres de la population légale et certaines données qui leur ont été associées) :

— volume *Population de la France : régions, départements, arrondissements, cantons, communes;*

— brochure *Tableaux statistiques de population légale. Population légale des communes de plus de 2 000 habitants;*

— fascicules départementaux *Population légale et statistiques communales complémentaires (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975).* Dans ces fascicules figurent notamment la superficie et la densité de population de chaque commune, canton et arrondissement de la métropole;

— volume *Villes et agglomérations urbaines, délimitation 1982 (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975);*

— volume *Les zones de peuplement industriel ou urbain, délimitation 1982 (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975).*

- Recensement général de la population de 1982 dans les départements d'outre-mer :

— Guadeloupe;

— Guyane;

— Martinique;

— Réunion;

— Saint-Pierre-et-Miquelon.

- Recensement de la population dans les territoires d'outre-mer :

— Polynésie française (1996);

— Nouvelle-Calédonie et dépendances (1996);

— Wallis-et-Futuna (1996).

- Recensement de la population des collectivités territoriales :

— Saint-Pierre-et-Miquelon (1990);

— Mayotte (1997).

- Recensement général de la population de 1990 en métropole et dans les départements d'outre-mer.

Série « bleue » :

— *Population de la France. Régions, départements, arrondissements, cantons, communes* (un volume, également détaillé en fascicules départementaux);

— *Population légale. France, régions, départements, communes de plus de 2 000 habitants* (un volume).

Série « orange » :

— *Évolutions démographiques 1975, 1982, 1990. France, régions, départements, unités urbaines* (fascicules départementaux, un fascicule France et un fascicule DOM).

Série « blanche » :

— *Composition communale des unités urbaines, délimitations 1990;*

Série « Nomenclatures et codes » :

— *Composition communale du zonage en aires urbaines (Population et délimitation 1990).*

- *INSEE-Première* :

— " Les 100 premières agglomérations au recensement de 1990 ", n° 111, novembre 1990;

— " La population légale au recensement de 1990 ", n° 116, janvier 1991;

— " Plus loin de la ville. Résultats du recensement de la population de 1990 ", n° 119, janvier 1991;

— " Villes et régions au rendez-vous de l'Europe ", n° 136, mai 1991;

— " Les cantons peu habités ", n° 264, juin 1993;

— " L'influence des villes et de bourgs-centres ", n° 325, juin 1994;

— " Les transformations sociales du territoire 1982-1990 ", n° 341, août 1994;

— " L'extension des villes de 1936 à 1990 ", n° 451, mai 1996;

— " Recensement de la population de Nouvelle-Calédonie ", n° 506, janvier 1997;

— " Les évolutions récentes de population dans les départements et les régions ", n° 511, février 1997;

— " Pôles urbains et périurbanisation ", le zonage en aires urbaines, n° 516, avril 1997;

— " Radiographie d'un fait de société : la périurbanisation ", n° 535, juin 1997;

— " Recensement de la population de Polynésie française ", n° 543, septembre 1997;

— " Portrait des petites villes ", n° 572, mars 1998;

— " Recensement de la population à Wallis et Futuna ", n° 575, avril 1998;

— " Les régions françaises dans l'Union européenne ", n° 602, août 1998;

— " L'urbanisation se poursuit dans les années 90 ", n° 603, août 1998;

— " Mayotte, recensement de la population du 5 août 1997 ", n° 608, septembre 1998.

- *INSEE-Résultats,* série " Démographie, Société ":

— " Image de la population de Wallis-et-Futuna ", n° 18, juin 1992;

— " Population totale. RP90 résultats du sondage au 1/4 (quart) ", n° 32-33, avril 1994;

— " Images de la population de la Nouvelle-Calédonie ", Principaux résultats du recensement de 1996, n° 55, février 1997;

— " Les évolutions démographiques départementales et régionales entre 1975 et 1994 ", n° 67-68, février 1998;

— " Recensement général de la population de la collectivité territoriale de Mayotte ", n° 69, août 1998.

- *Économie et Statistique.*

— " La population des DOM en 1990 ", n° 248, novembre 1991.

— "Trente ans de périurbanisation : extension et dilution des villes ", n° 307, 1997.

- *INSEE-Méthodes.*

— " Les découpages du territoire ", n° 76-77-78, juillet 1998.

- *Contours et Caractères.*

— " Les campagnes et leurs villes ", INSEE et INRA, février 1998.

- Publications du ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

— Agreste, données chiffrées Agriculture;

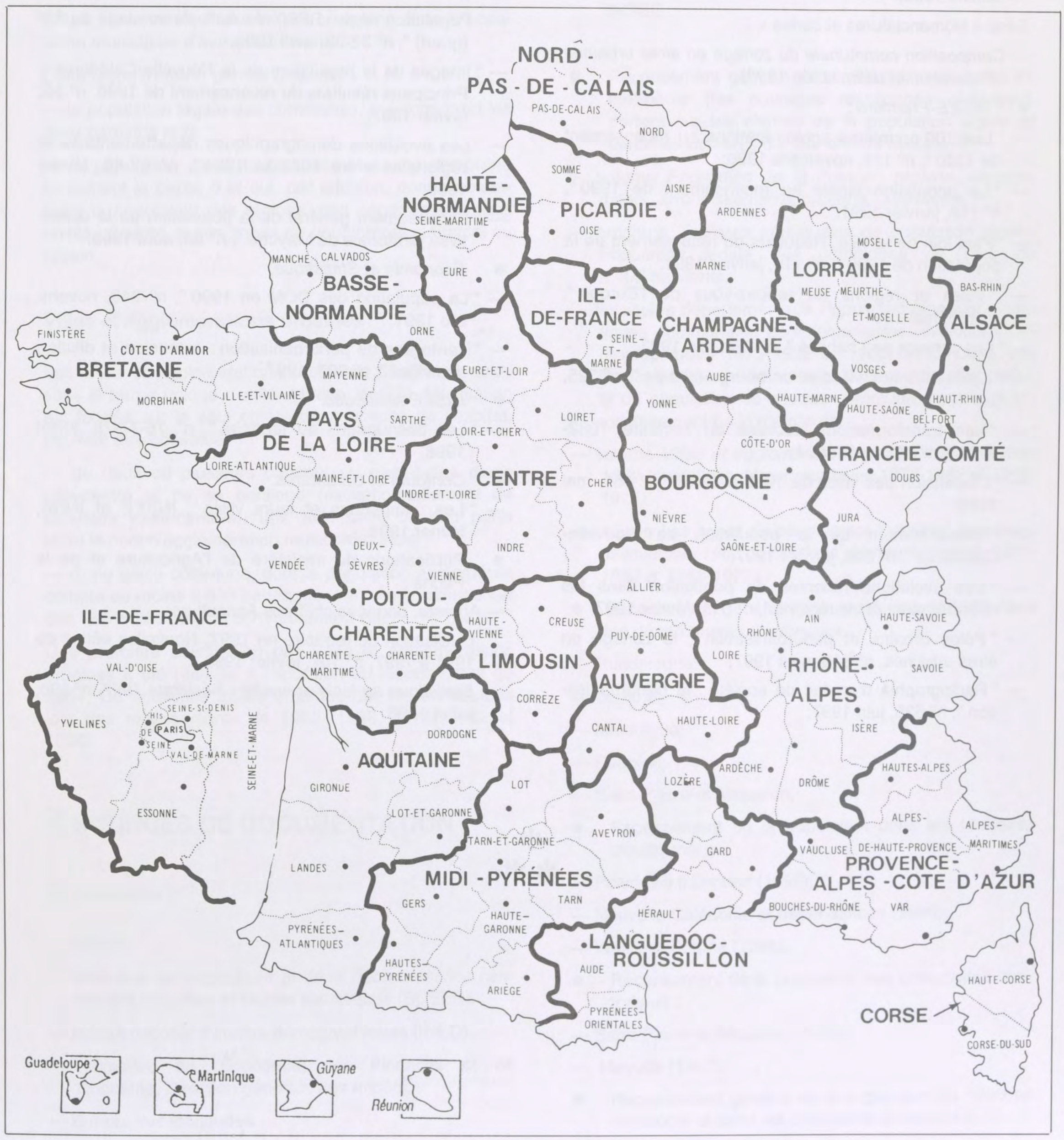
L'utilisation du territoire en 1997, Nouvelles séries de 1991 à 1997, n° 101, février 1998.

Statistique agricole annuelle - Résultats 1997, n° 106, juillet 1998.

*
* *

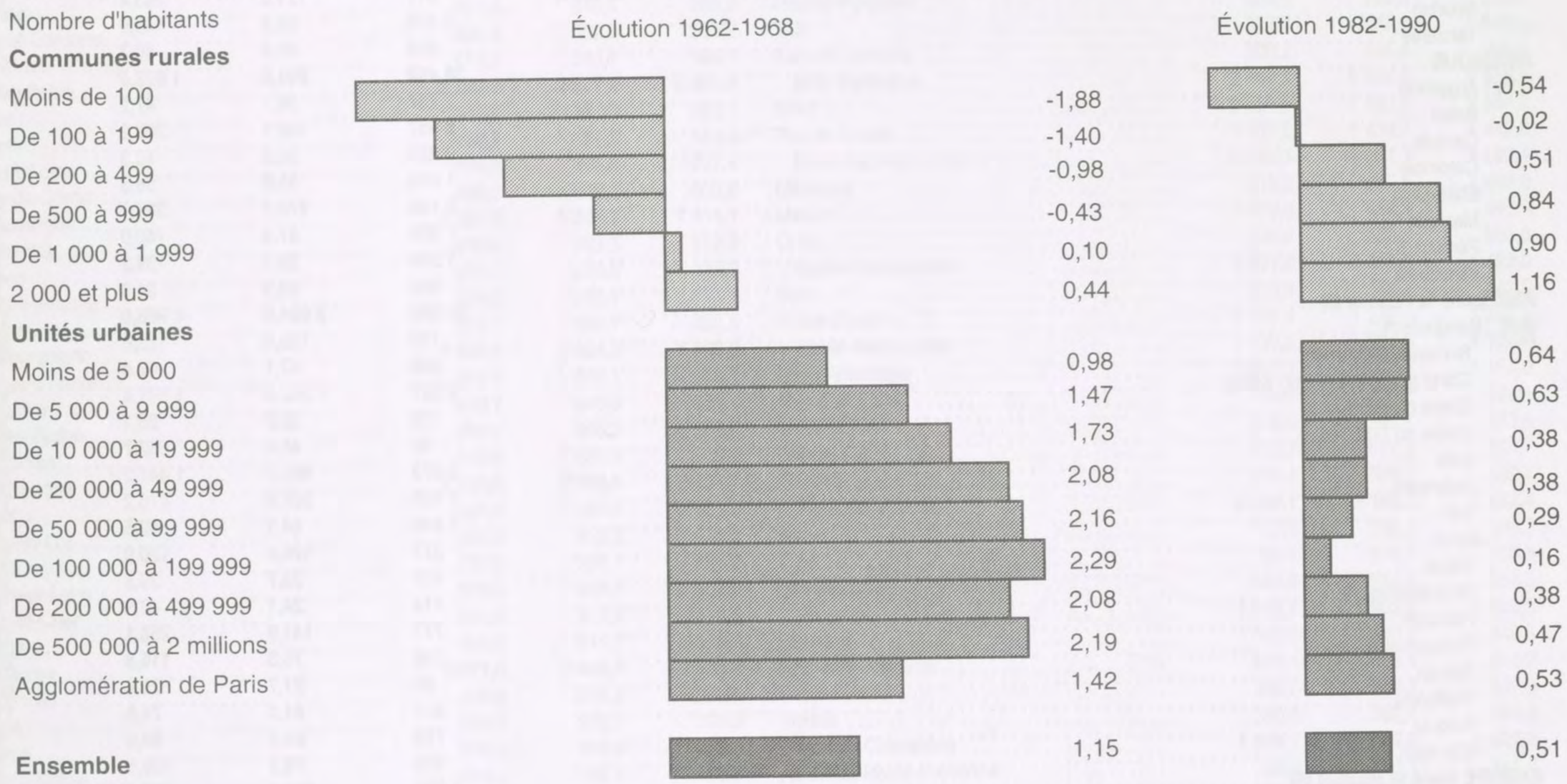
CARTE A. 01

La France administrative



GRAPHIQUE A.01

Taux de croissance annuel des communes rurales et urbaines selon la tranche de population



Source : INSEE (RP)

TABLEAU A.01-1

Répartition du territoire métropolitain

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Service central des enquêtes et des études statistiques (SCEES)

Catégories	1948		1990		1994		1995		*r* 1996		1997	
	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%
Terres arables (1)	18 949	34,5	18 036	32,8	18 241	33,2	18 302	33,3	18 288	33,3	18 320	33,3
Superficies toujours en herbe	12 302	22,4	11 365	20,7	10 613	19,3	10 577	19,2	10 540	19,2	10 490	19,1
Autres superficies agricoles utilisées	2 131	3,9	1 346	2,5	1 334	2,4	1 321	2,4	1 314	2,4	1 306	2,4
Peupleraies, bois et forêts	11 100	20,2	14 828	27,0	15 015	27,4	15 043	27,4	15 069	27,5	15 095	27,5
Territoire agricole non cultivé	6 036	11,0	2 932	5,3	3 011	5,5	2 996	5,5	2 981	5,4	2 945	5,4
Territoire non agricole (2)	4 401	8,0	6 412	11,7	6 705	12,2	6 680	12,2	6 726	12,2	6 763	12,3
Total (3)	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**

(1) Les terres arables comprennent les terres labourables, les cultures maraîchères et potagères, les plantes médicinales et à parfum et les fleurs.
(2) Y compris la ville de Paris.
(3) Pour 1948, les chiffres sont recalés sur la surface totale de la France calculée par l'IGN.

TABLEAU A.01-2

Population, superficie et densité de quelques pays (1) en 1998

Source : Institut national d'Études démographiques (INED), d'après le Population Reference Bureau (2)

Pays ou entités	(3) Superficie (en milliers de km²)	Population en millions — Estimation (4) mi-1998	Population en millions — Projection 2025	Densité mi-1998 (habitants par km²)
AFRIQUE	**29 642**	**763,0**	**1 288,0**	**25**
dont : Afrique du Sud	1 221	38,9	45,3	32
Algérie	2 382	30,2	47,3	13
Congo. (Rép. Dém. du ..., ex-Zaïre)	2 267	49,0	105,7	22
Égypte	995	65,5	95,8	66
Éthiopie	1 000	58,4	98,8	59
Kenya	569	28,3	34,8	50
Maroc	446	27,7	41,2	62
Nigeria	911	121,8	203,4	133
Soudan	2 376	28,5	46,9	12
Tanzanie	884	30,6	50,7	35
AMÉRIQUE	**38 462**	**801,0**	**1 073,0**	**21**
dont : Argentine	2 737	36,1	47,2	13
Brésil	8 457	162,1	208,2	19
Canada	9 221	30,6	40,3	3
Colombie	1 039	38,6	58,3	37
États-Unis	9 159	270,2	335,1	29
Mexique	1 909	97,5	140,0	51
Pérou	1 280	26,1	39,2	20
Venezuela	882	23,3	34,8	26
ASIE (sans la Russie) (5)	**31 000**	**3 604,0**	**4 965,0**	**116**
dont : Bangladesh	130	123,4	165,6	949
Birmanie (Myanmar)	658	47,1	67,8	71
Chine (y compris Hong Kong)	9 327	1 242,5	1 561,4	133
Corée du Nord	120	22,2	26,1	185
Corée du Sud	99	46,4	52,7	469
Inde	2 973	988,7	1 441,2	332
Indonésie	1 826	207,4	275,2	113
Iran	1 636	64,1	92,5	39
Japon	377	126,4	120,9	335
Népal	137	23,7	39,5	173
Ouzbékistan	414	24,1	42,3	58
Pakistan	771	141,9	258,1	184
Philippines	298	75,3	116,8	253
Taïwan	36	21,7	25,4	603
Thaïlande	511	61,1	71,6	119
Turquie	770	64,8	88,0	84
Viêt-Nam	325	78,5	109,5	24
EUROPE (sans la Russie) (5)	**5 903**	**581,1**	**580,4**	**98**
dont : Pologne	304	38,7	40,8	127
Roumanie	230	22,5	19,7	98
Ukraine	579	50,3	47,0	87
Europe des 15	**3 134**	**375,3**	**376,5**	**120**
Allemagne	349	82,3	76,1	236
Autriche	83	8,1	8,3	98
Belgique	31	10,2	10,3	333
Danemark	42	5,3	5,6	125
Espagne	499	39,4	39,0	79
Finlande	305	5,2	5,2	17
France métropolitaine	**550**	**58,8**	**64,2**	**107**
Grèce	129	10,5	10,2	82
Irlande	69	3,7	3,8	54
Italie	294	57,7	54,8	196
Luxembourg	3	0,4	0,5	163
Pays-Bas	34	15,7	17,3	462
Portugal	92	10,0	9,4	109
Royaume-Uni	242	59,1	62,6	244
Suède	412	8,9	9,3	22
RUSSIE (Fédération de) (5)	**16 889**	**146,9**	**134,6**	**9**
OCÉANIE (sans Hawaï) (6)	**8 424**	**30,0**	**40,0**	**3**
MONDE	**130 317**	**5 926,0**	**8 082,0**	**45**

(1) Tous les pays ou entités cités ici dépassent vingt millions d'habitants, à l'exception de plusieurs pays appartenant à l'Europe des 15. Tous les chiffres de ce tableau sont arrondis.
(2) Pour toute utilisation dépassant la simple consultation, se reporter aux sources originales : Nations Unies (Division de la Population et Bureau des Statistiques), US Bureau of the Census, Banque mondiale, Union européenne, Conseil de l'Europe, offices nationaux de statistiques, etc.
(3) Il s'agit de la « superficie des terres » (*Land Area*), soit la « superficie totale » (*Total Area*) moins les eaux intérieures, c'est-à-dire les principaux cours d'eau et les lacs. Source des données, en km², PRB d'après FAO Annuaire Production 1995. Les superficies sont réévaluées de temps à autre.
(4) Les chiffres donnés pour 1998 sont des estimations basées sur les derniers résultats disponibles au moment des calculs du Population Reference Bureau (début 1998). Pour certains pays, ils peuvent remonter à plusieurs années. Une variation importante d'une année sur l'autre peut s'expliquer par un recensement récent. Pour plus de précisions sur les derniers résultats connus, le lecteur se reportera à l'annuaire démographique des Nations Unies et aux sources citées à la note (2).
(5) Huit Républiques de l'ex-URSS sont classées en Asie (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) et six en Europe, (les trois Baltes: Estonie, Lettonie, Lituanie, ainsi que Biélorussie, Moldavie, Ukraine). La Russie, à cheval sur l'Europe et l'Asie, est ici traitée à part (et non en Europe).
(6) Hawaii fait partie des États-Unis.

TABLEAU A.01-3

Population des régions et départements. Population sans doubles comptes au recensement de 1990 et estimations aux 1er janvier 1996 et 1997

France entière

Source : INSEE (Recensement de la population) - (Estimations localisées de population) — *Unité* : Millier

Départements et régions	Population sans doubles comptes			Départements et régions	Population sans doubles comptes		
	1990	1996	*p* 1997		1990	1996	*p* 1997
Bas-Rhin	953,1	1 002,1	1 008,9	Ariège	136,5	136,4	136,6
Haut-Rhin	671,3	700,1	704,5	Aveyron	270,1	265,7	265,3
Alsace	**1 624,4**	**1 702,2**	**1 713,4**	Haute-Garonne	926,0	1 004,2	1 016,2
Dordogne	386,4	388,8	389,4	Gers	174,6	171,9	171,9
Gironde	1 213,5	1 272,7	1 281,8	Lot	155,8	157,1	157,5
Landes	311,5	319,1	320,9	Hautes-Pyrénées	224,8	223,3	223,1
Lot-et-Garonne	306,0	302,9	303,2	Tarn	342,7	341,9	342,5
Pyrénées-Atlantiques	578,5	593,7	596,1	Tarn-et-Garonne	200,2	205,4	206,4
Aquitaine	**2 795,8**	**2 877,2**	**2 891,4**	**Midi-Pyrénées**	**2 430,7**	**2 505,9**	**2 519,5**
Allier	357,7	351,0	350,1	Nord	2 531,9	2 562,0	2 564,2
Cantal	158,7	154,5	153,8	Pas-de-Calais	1 433,2	1 439,7	1 442,9
Haute-Loire	206,6	206,8	207,4	**Nord-Pas-de-Calais**	**3 965,1**	**4 001,7**	**4 007,1**
Puy-de-Dôme	598,2	602,4	603,8	Calvados	618,5	637,5	642,2
Auvergne	**1 321,2**	**1 314,7**	**1 315,1**	Manche	479,6	484,6	485,8
Côte-d'Or	493,9	509,5	512,2	Orne	293,2	293,8	293,9
Nièvre	233,3	229,6	228,9	**Basse-Normandie**	**1 391,3**	**1 415,9**	**1 422,0**
Saône-et-Loire	559,4	552,4	551,1	Eure	513,8	539,1	542,3
Yonne	323,1	332,7	333,8	Seine-Maritime	1 223,4	1 242,4	1 242,1
Bourgogne	**1 609,7**	**1 624,2**	**1 626,0**	**Haute-Normandie**	**1 737,2**	**1 781,5**	**1 784,4**
Côtes-d'Armor	538,4	536,1	538,1	Loire-Atlantique	1 052,2	1 096,7	1 104,0
Finistère	838,7	843,8	844,4	Maine-et-Loire	705,9	724,7	728,1
Ille-et-Vilaine	798,7	845,2	853,0	Mayenne	278,0	282,7	283,8
Morbihan	619,8	635,8	639,2	Sarthe	513,7	522,8	524,7
Bretagne	**2 795,6**	**2 860,9**	**2 874,7**	Vendée	509,4	528,7	532,7
Cher	321,6	320,4	320,5	**Pays de la Loire**	**3 059,1**	**3 155,6**	**3 173,4**
Eure-et-Loir	396,1	412,3	414,5	Aisne	537,3	539,2	539,2
Indre	237,5	233,7	233,2	Oise	725,6	770,1	775,5
Indre-et-Loire	529,3	548,7	552,8	Somme	547,8	554,0	554,8
Loir-et-Cher	305,9	313,5	314,8	**Picardie**	**1 810,7**	**1 863,3**	**1 869,5**
Loiret	580,6	614,1	618,7	Charente	342,0	340,6	340,3
Centre	**2 371,0**	**2 442,7**	**2 454,5**	Charente-Maritime	527,1	543,1	546,2
Ardennes	296,4	291,3	290,5	Deux-Sèvres	346,0	346,7	347,0
Aube	289,2	293,1	293,9	Vienne	380,0	392,4	394,3
Marne	558,2	568,3	569,3	**Poitou-Charentes**	**1 595,1**	**1 622,8**	**1 627,9**
Haute-Marne	204,1	199,1	198,8	Alpes-de-Haute-Provence	130,9	140,1	141,4
Champagne-Ardenne	**1 347,8**	**1 351,8**	**1 352,5**	Hautes-Alpes	113,3	120,3	121,7
Corse-du-Sud	118,8	124,7	125,4	Alpes-Maritimes	971,8	1 016,3	1 021,9
Haute-Corse	131,6	136,0	136,4	Bouches-du-Rhône	1 759,4	1 803,7	1 810,5
Corse	**250,4**	**260,7**	**261,8**	Var	815,4	878,9	885,5
Doubs	484,8	495,9	497,2	Vaucluse	467,1	492,8	497,4
Jura	248,8	252,7	253,3	**Provence-Alpes-Côte d'Azur**	**4 257,9**	**4 452,1**	**4 478,4**
Haute-Saône	229,7	229,7	229,8	Ain	471,0	505,9	512,3
Territoire de Belfort	134,1	137,5	137,9	Ardèche	277,6	284,4	285,9
Franche-Comté	**1 097,3**	**1 115,8**	**1 118,3**	Drôme	414,1	428,5	431,6
Paris	2 152,4	2 127,2	2 127,8	Isère	1 016,2	1 075,0	1 084,8
Seine-et-Marne	1 078,2	1 194,5	1 204,7	Loire	746,3	748,9	747,4
Yvelines	1 307,2	1 377,6	1 385,0	Rhône	1 509,0	1 570,1	1 577,0
Essonne	1 084,8	1 153,9	1 157,1	Savoie	348,3	369,4	372,7
Hauts-de-Seine	1 391,7	1 410,0	1 415,4	Haute-Savoie	568,3	626,0	634,1
Seine-Saint-Denis	1 381,2	1 407,3	1 407,6	**Rhône-Alpes**	**5 350,7**	**5 608,2**	**5 645,8**
Val-de-Marne	1 215,5	1 238,6	1 240,2				
Val-d'Oise	1 049,6	1 118,1	1 123,5				
Île-de-France	**10 660,6**	**11 027,2**	**11 061,3**				
Aude	298,7	306,8	308,3	**Ensemble métropole**	**54 763,5**	**58 258,1**	**58 491,6**
Gard	585,0	611,5	615,9				
Hérault	794,6	873,3	885,1	Guadeloupe	387,0	422,3	428,0
Lozère	72,8	72,9	73,1	Guyane	114,7	151,8	163,4
Pyrénées-Orientales	363,8	379,7	382,2	Martinique	359,6	387,5	392,1
Languedoc-Roussillon	**2 115,0**	**2 244,2**	**2 264,6**	Réunion	597,8	664,2	675,1
Corrèze	237,9	235,6	235,3				
Creuse	131,3	126,2	125,9	**Ensemble départements d'outre-mer**	**1 459,1**	**1 625,8**	**1 658,6**
Haute-Vienne	353,6	355,8	357,5				
Limousin	**722,9**	**717,6**	**718,7**				
Meurthe-et-Moselle	711,8	715,9	715,9				
Meuse	196,3	193,5	193,0				
Moselle	1 011,3	1 016,9	1 017,7				
Vosges	386,3	385,4	384,7				
Lorraine	**2 305,7**	**2 311,7**	**2 311,3**	**France (métropole et départements d'outre-mer)**	**56 222,6**	**59 883,9**	**60 150,2**

TABLEAU A.01-4

Population des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales (1)

Source : INSEE

	Avant-dernier recensement		Dernier recensement	
	Année	Population	Année	Population
Territoires d'outre-mer :				
Nouvelle-Calédonie	1989	164 173	1996	196 836
Polynésie française	1988	188 814	1996	219 521
Wallis et Futuna	1990	13 705	1996	14 166
Collectivités territoriales :				
Mayotte	1991	94 385	1997	131 320
Saint-Pierre-et-Miquelon	1982	6 041	1990	6 277

(1) Population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-5

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements. Population du chef-lieu

France entière

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); bureau des Longitudes; INSEE (recensement de la population de 1990)

Région ou département	Région ou département — Nombre de : Arrondissements	Cantons	Communes	Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²	Nom du chef-lieu	Population totale du chef-lieu (sans doubles comptes)
Alsace	**13**	**75**	**899**	**8 280,20**	**1 624,4**	**196**		
67 Rhin (Bas-)	7	44	522	4 755,03	953,1	200	Strasbourg	252 338
68 Rhin (Haut-)	6	31	377	3 525,17	671,3	190	Colmar	63 498
Aquitaine	**18**	**235**	**2 290**	**41 308,42**	**2 795,9**	**68**		
24 Dordogne	4	50	557	9 060,01	386,4	43	Périgueux	30 280
33 Gironde	5	63	542	10 000,14	1 213,5	121	Bordeaux	210 336
40 Landes	2	30	331	9 242,60	311,5	34	Mont-de-Marsan	28 328
47 Lot-et-Garonne	4	40	317	5 360,91	306,0	57	Agen	30 553
64 Pyrénées-Atlantiques	3	52	543	7 644,76	578,5	76	Pau	82 157
Auvergne	**14**	**158**	**1 310**	**26 012,89**	**1 321,2**	**51**		
03 Allier	3	35	320	7 340,11	357,7	49	Moulins	22 799
15 Cantal	3	27	260	5 725,98	158,7	28	Aurillac	30 773
43 Loire (Haute-)	3	35	260	4 977,14	206,6	42	Le Puy-en-Velay	21 743
63 Puy-de-Dôme	5	61	470	7 969,66	598,2	75	Clermont-Ferrand	136 181
Bourgogne	**15**	**172**	**2 044**	**31 581,96**	**1 609,7**	**51**		
21 Côte-d'Or	3	43	707	8 763,21	493,9	56	Dijon	146 703
58 Nièvre	4	32	312	6 816,71	233,3	34	Nevers	41 968
71 Saône-et-Loire	5	57	574	8 574,69	559,4	65	Mâcon	37 275
89 Yonne	3	40	451	7 427,35	323,1	44	Auxerre	38 819
Bretagne	**15**	**197**	**1 269**	**27 207,91**	**2 795,6**	**103**		
22 Côtes-d'Armor	4	52	372	6 877,55	538,4	78	Saint-Brieuc	44 752
29 Finistère	4	52	283	6 733,00	838,7	125	Quimper	59 437
35 Ille-et-Vilaine	4	51	353	6 774,72	798,7	118	Rennes	197 536
56 Morbihan	3	42	261	6 822,64	619,8	91	Vannes	45 644
Centre	**20**	**198**	**1 842**	**39 150,94**	**2 371,0**	**61**		
18 Cher	3	35	290	7 234,99	321,6	44	Bourges	75 609
28 Eure-et-Loir	4	29	403	5 879,95	396,1	67	Chartres	39 595
36 Indre	4	26	247	6 790,63	237,5	35	Châteauroux	50 969
37 Indre-et-Loire	3	37	277	6 126,70	529,3	86	Tours	129 509
41 Loir-et-Cher	3	30	291	6 343,44	305,9	48	Blois	49 318
45 Loiret	3	41	334	6 775,23	580,6	86	Orléans	105 111
Champagne - Ardenne	**15**	**146**	**1 936**	**25 605,75**	**1 347,9**	**53**		
08 Ardennes	4	37	462	5 229,41	296,4	57	Charleville-Mézières	57 008
10 Aube	3	33	431	6 004,16	289,2	48	Troyes	59 255
51 Marne	5	44	619	8 161,58	558,2	68	Châlons-sur-Marne	48 423
52 Marne (Haute-)	3	32	424	6 210,60	204,1	33	Chaumont	27 041
Corse	**5**	**52**	**360**	**8 679,79**	**250,4**	**29**		
2A Corse-du-Sud	2	22	124	4 014,22	118,8	30	Ajaccio	58 949
2B Corse (Haute)	3	30	236	4 665,57	131,6	28	Bastia	37 845
Franche-Comté	**9**	**116**	**1 786**	**16 202,34**	**1 097,4**	**68**		
25 Doubs	3	35	594	5 233,64	484,8	93	Besançon	113 828
39 Jura	3	34	545	4 999,18	248,8	50	Lons-le-Saunier	19 144
70 Saône (Haute-)	2	32	546	5 360,08	229,7	43	Vesoul	17 614
90 Belfort (Territoire de)	1	15	101	609,44	134,1	220	Belfort	50 125
Île-de-France	**23**	**314**	**1 281**	**12 012,27**	**10 660,6**	**887**		
75 Paris	1	20	1	105,40	2 152,4	20 421	Paris	2 152 423
77 Seine-et-Marne	4	40	514	5 915,29	1 078,2	182	Melun	35 319
78 Yvelines	4	39	262	2 284,43	1 307,2	572	Versailles	87 789
91 Essonne	3	42	196	1 804,40	1 084,8	601	Evry	45 531
92 Hauts-de-Seine	3	45	36	175,61	1 391,7	7 925	Nanterre	84 565
93 Seine-Saint-Denis	2	40	40	236,20	1 381,2	5 848	Bobigny	44 659
94 Val-de-Marne	3	49	47	245,03	1 215,5	4 961	Créteil	82 088
95 Val-d'Oise	3	39	185	1 245,91	1 049,6	842	Pontoise	27 150
Languedoc - Roussillon	**14**	**180**	**1 545**	**27 375,79**	**2 114,9**	**77**		
11 Aude	3	34	438	6 138,98	298,7	49	Carcassonne	43 470
30 Gard	3	45	353	5 852,90	585,0	100	Nîmes	128 471
34 Hérault	3	46	343	6 101,01	794,6	130	Montpellier	207 996
48 Lozère	2	25	185	5 166,88	72,8	14	Mende	11 286
66 Pyrénées-Orientales	3	30	226	4 116,02	363,8	88	Perpignan	105 983
Limousin	**8**	**106**	**747**	**16 942,34**	**722,8**	**43**		
19 Corrèze	3	37	286	5 856,83	237,9	41	Tulle	17 164
23 Creuse	2	27	260	5 565,38	131,3	24	Guéret	14 706
87 Vienne (Haute-)	3	42	201	5 520,13	353,6	64	Limoges	133 464

TABLEAU A.01-5 (suite et fin)

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements. Population du chef-lieu

France entière

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); bureau des Longitudes; INSEE (recensement de la population de 1990)

Région ou département	Nombre de :			Région ou département				
	Arrondissements	Cantons	Communes	Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²	Nom du chef-lieu	Population totale du chef-lieu (sans doubles comptes)
Lorraine	**19**	**154**	**2 335**	**23 547,40**	**2 305,7**	**98**		
54 Meurthe-et-Moselle	4	41	593	5 240,95	711,8	136	Nancy	99 351
55 Meuse	3	31	499	6 216,40	196,3	32	Bar-le-Duc	17 545
57 Moselle	9	51	727	6 216,27	1 011,3	163	Metz	119 594
88 Vosges	3	31	516	5 873,78	386,3	66	Epinal	36 732
Midi-Pyrénées	**22**	**285**	**3 019**	**41 347,94**	**2 430,7**	**59**		
09 Ariège	3	22	332	4 889,92	136,5	28	Foix	9 964
12 Aveyron	3	46	304	8 735,12	270,1	31	Rodez	24 701
31 Garonne (Haute-)	3	50	588	6 309,34	926,0	147	Toulouse	358 688
32 Gers	3	31	462	6 256,82	174,6	28	Auch	23 136
46 Lot	3	31	340	5 216,53	155,8	30	Cahors	19 735
65 Pyrénées (Hautes-)	3	34	474	464,04	224,8	484	Tarbes	47 566
81 Tarn	2	43	324	5 757,89	342,7	60	Albi	46 579
82 Tarn-et-Garonne	2	28	195	3 718,28	200,2	54	Montauban	51 224
Nord-Pas-de-Calais	**13**	**144**	**1 549**	**12 414,09**	**3 965,1**	**319**		
59 Nord	6	76	652	5 742,74	2 531,9	441	Lille	172 142
62 Pas-de-Calais	7	68	897	6 671,35	1 433,2	215	Arras	38 983
Basse-Normandie	**11**	**140**	**1 814**	**17 589,32**	**1 391,3**	**79**		
14 Calvados	4	48	705	5 547,92	618,5	111	Caen	112 846
50 Manche	4	52	602	5 938,02	479,6	81	Saint-Lô	21 546
61 Orne	3	40	507	6 103,38	293,2	48	Alençon	29 988
Haute-Normandie	**6**	**113**	**1 421**	**12 317,42**	**1 737,2**	**141**		
27 Eure	3	43	676	6 039,74	513,8	85	Evreux	49 103
76 Seine-Maritime	3	70	745	6 277,68	1 223,4	195	Rouen	102 723
Pays de la Loire	**17**	**203**	**1 504**	**32 081,77**	**3 059,2**	**95**		
44 Loire-Atlantique	4	59	221	6 815,38	1 052,2	154	Nantes	244 995
49 Maine-et-Loire	4	41	364	7 165,60	705,9	99	Angers	141 404
53 Mayenne	3	32	261	5 175,21	278,0	54	Laval	50 473
72 Sarthe	3	40	375	6 205,99	513,7	83	Le Mans	145 502
85 Vendée	3	31	283	6 719,59	509,4	76	La Roche-sur-Yon	45 219
Picardie	**13**	**129**	**2 293**	**19 399,46**	**1 810,7**	**93**		
02 Aisne	5	42	817	7 369,12	537,3	73	Laon	26 490
60 Oise	4	41	693	5 860,22	725,6	124	Beauvais	54 190
80 Somme	4	46	783	6 170,12	547,8	89	Amiens	131 872
Poitou - Charentes	**14**	**157**	**1 465**	**25 809,53**	**1 595,1**	**62**		
16 Charente	3	35	405	5 955,99	342,0	57	Angoulême	42 876
17 Charente-Maritime	5	51	472	6 863,75	527,1	77	La Rochelle	71 094
79 Sèvres (Deux-)	3	33	307	5 999,35	346,0	58	Niort	57 012
86 Vienne	3	38	281	6 990,44	380,0	54	Poitiers	78 894
Provence - Alpes - Côte d'Azur	**18**	**223**	**963**	**31 399,64**	**4 257,9**	**136**		
04 Alpes-de-Haute-Provence	4	30	200	6 925,22	130,9	19	Digne-les-Bains	16 087
05 Alpes (Hautes-)	2	30	177	5 548,68	113,3	20	Gap	33 444
06 Alpes-Maritimes	2	51	163	4 298,58	971,8	226	Nice	342 439
13 Bouches-du-Rhône	4	47	119	5 087,49	1 759,4	346	Marseille	800 550
83 Var	3	41	153	5 972,54	815,4	137	Toulon	167 619
84 Vaucluse	3	24	151	3 567,13	467,1	131	Avignon	86 939
Rhône - Alpes	**25**	**331**	**2 879**	**43 698,23**	**5 350,8**	**122**		
01 Ain	4	43	419	5 762,44	471,0	82	Bourg-en-Bresse	40 972
07 Ardèche	3	33	339	5 528,64	277,6	50	Privas	10 080
26 Drôme	3	36	371	6 529,95	414,1	63	Valence	63 437
38 Isère	3	58	533	7 431,44	1 016,2	137	Grenoble	150 758
42 Loire	3	40	327	4 780,59	746,3	156	Saint-Etienne	199 396
69 Rhône	2	51	293	3 249,12	1 509,0	464	Lyon	415 487
73 Savoie	3	37	305	6 028,25	348,3	58	Chambéry	54 120
74 Savoie (Haute-)	4	33	292	4 387,80	568,3	130	Annecy	49 644
Ensemble métropole	**327**	**3 828**	**36 551**	**543 965,40**	**56 615,1**	**104**		
97-1 Guadeloupe	3	42	34	1 780,00	387,0	217	Basse-Terre	14 003
97-2 Martinique	3	45	34	1 100,00	359,6	327	Fort-de-France	100 080
97-3 Guyane	2	19	21	83 530,00	114,7	1	Cayenne	41 067
97-4 Réunion	4	44	24	2 510,00	597,8	238	Saint-Denis	121 999
Ensemble départements d'outre-mer	**12**	**150**	**113**	**88 920,00**	**1 459,1**	**16**		
France (métropole et départements d'outre-mer)	**339**	**3 978**	**36 664**	**632 885,40**	**58 074,2**	**92**		

TABLEAU A.01-6

Subdivisions, superficie et population légale des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales

Sources : Bureau des longitudes; INSEE

	Superficie en km²	Année de recen-sement	Population sans doubles comptes (milliers)	Densité au km²	Chef-lieu	Population du chef-lieu avec doubles comptes (milliers)
Territoires d'outre-mer :						
Nouvelle-Calédonie	19 058	1996	196,8	10	Nouméa	76,3
Polynésie française (1)	4 000	1996	219,5	55	Papeete	25,9
Wallis et Futuna	255	1996	14,2 *r*	56 *r*	Mata-Utu	1,1
Collectivités territoriales :						
Mayotte	374	1997	131,3 *r*	351,1 *r*	Dzaoudzi	10,8
Saint-Pierre-et-Miquelon	242	1990	6,3	26,0	Saint-Pierre	5,7

(1) Polynésie française, îles habitées 3265 km², densité : 67,2.

TABLEAU A.01-7

Villes et agglomérations urbaines de plus de 50 000 habitants

France entière

Délimitations et population de 1990

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Rang	Département	Code de l'unité urbaine	Nomb. de communes	Nom de l'unité urbaine	Population en 1990 (sans doubles comptes)	Densité au km²	Rang	Département	Code de l'unité urbaine	Nomb. de communes	Nom de l'unité urbaine	Population en 1990 (sans doubles comptes)	Densité au km²
1	(1)	851	379	Paris	9 318 821	3 920	**59**	62	601	7	Calais	101 768	746
2	(1)	753	84	Lyon	1 262 223	1 544	**60**	17	601	7	La Rochelle	100 264	1 226
3	13	701	31	Marseille - Aix-en-Provence	1 230 936	1 309	**61**	57	501	15	Forbach (2)	98 758	1 093
4	59	702	60	Lille (2)	959 234	2 456	**62**	(1)	555	21	Genève (Suisse) - Annemasse (2)	98 758	842
5	33	701	44	Bordeaux	696 364	848	**63**	60	503	17	Creil	97 119	1 018
6	31	701	58	Toulouse	650 336	1 052	**64**	18	501	5	Bourges	94 731	674
7	06	702	24	Nice	516 740	2 127	**65**	50	501	6	Cherbourg	92 045	1 343
8	44	701	20	Nantes	496 078	1 080	**66**	62	503	8	Boulogne-sur-Mer	91 249	1 128
9	83	701	18	Toulon	437 553	942	**67**	28	501	9	Chartres	85 933	1 306
10	38	701	33	Grenoble	404 733	1 331	**68**	22	501	6	Saint-Brieuc	83 861	712
11	67	701	16	Strasbourg (2)	388 483	2 272	**69**	68	501	6	Colmar	83 816	656
12	76	702	29	Rouen	380 161	1 539	**70**	42	502	10	Saint-Chamond	81 795	609
13	59	701	58	Valenciennes (2)	338 392	755	**71**	65	501	12	Tarbes	80 680	1 015
14	06	701	23	Grasse - Cannes - Antibes	335 647	983	**72**	62	502	12	Arras	79 607	985
15	54	701	37	Nancy	329 447	1 230	**73**	(1)	556	17	Belfort	78 215	966
16	62	701	36	Lens	323 174	1 205	**74**	71	502	11	Chalon-sur-Saône	77 764	880
17	42	701	15	Saint-Etienne	313 338	1 479	**75**	42	501	9	Roanne	77 160	628
18	37	701	22	Tours	282 152	738	**76**	30	501	14	Alès	76 856	385
19	(1)	752	61	Béthune	261 535	681	**77**	34	502	3	Béziers	76 304	610
20	63	701	17	Clermont-Ferrand	254 416	1 407	**78**	83	501	3	Fréjus	73 967	338
21	76	701	13	Le Havre	253 627	1 751	**79**	13	501	3	Martigues	72 375	632
22	34	701	9	Montpellier	248 303	2 335	**80**	974	502	1	Saint-Paul	71 669	297
23	35	701	8	Rennes	245 065	1 430	**81**	02	501	7	Saint-Quentin	71 113	1 695
24	45	701	19	Orléans	243 153	840	**82**	47	501	14	Agen	67 960	386
25	21	701	15	Dijon	230 451	1 549	**83**	08	501	7	Charleville-Mézières	67 213	945
26	68	701	17	Mulhouse	223 856	1 156	**84**	36	501	4	Châteauroux	67 090	389
27	49	601	11	Angers	208 282	1 068	**85**	60	502	11	Compiègne	67 057	549
28	51	601	6	Reims	206 437	2 588	**86**	06	501	9	Menton - Monaco (2)	66 269	899
29	29	701	7	Brest	201 480	1 010	**87**	29	501	2	Quimper	65 954	704
30	(1)	751	31	Douai	199 562	988	**88**	79	501	3	Niort	65 792	651
31	57	602	18	Metz	193 117	1 315	**89**	41	501	6	Blois	65 132	589
32	14	601	18	Caen	191 490	1 583	**90**	(1)	554	6	Brive-la-Gaillarde	64 379	524
33	(1)	655	11	Dunkerque	190 879	1 042	**91**	81	501	8	Albi	64 359	650
34	72	601	10	Le Mans	189 107	1 011	**92**	34	501	4	Sète	63 833	972
35	(1)	654	13	Avignon	181 136	634	**93**	24	501	9	Périgueux	63 322	465
36	87	601	7	Limoges	170 065	853	**94**	03	502	6	Montluçon	63 018	534
37	(1)	653	17	Bayonne	164 378	778	**95**	77	501	7	Meaux	63 006	1 119
38	66	601	11	Perpignan	157 873	1 185	**96**	88	501	10	Epinal	62 140	528
39	80	601	10	Amiens	156 120	1 390	**97**	03	501	9	Vichy	61 566	540
40	64	601	24	Pau	144 674	843	**98**	51	501	5	Châlons-sur-Marne	61 452	821
41	30	601	4	Nîmes	138 527	687	**99**	2A	501	1	Ajaccio	58 949	659
42	972	601	3	Fort-de-France	133 941	1 233	**100**	58	501	5	Nevers	58 915	556
43	57	601	12	Thionville	132 413	963	**101**	974	501	1	Saint-Pierre	58 846	613
44	44	601	10	Saint-Nazaire	131 511	468	**102**	27	501	4	Evreux	57 968	989
45	74	601	15	Annecy	126 729	901	**103**	59	501	7	Armentières (2)	57 738	621
46	971	601	4	Pointe-à-Pitre - Les-Abymes	124 358	710	**104**	60	501	4	Beauvais	57 704	823
47	10	601	14	Troyes	122 763	1 167	**105**	53	501	2	Laval	56 855	857
48	25	601	7	Besançon	122 623	1 263	**106**	01	501	5	Bourg-en-Bresse	55 784	545
49	974	601	1	Saint-Denis	121 999	854	**107**	(1)	551	10	Villefranche-sur-Saône	55 249	697
50	25	602	21	Montbéliard	117 510	838	**108**	49	501	1	Cholet	55 132	630
51	56	601	5	Lorient	115 488	1 293	**109**	74	402	11	Thonon-les-Bains	55 103	546
52	(1)	652	23	Hagondange - Briey	112 061	645	**110**	62	501	12	Saint-Omer	54 642	586
53	(1)	651	6	Valence	107 965	978	**111**	(1)	553	2	Arles	54 309	68
54	77	502	10	Melun	107 705	1 794	**112**	(1)	552	9	Elbeuf	53 886	869
55	86	601	8	Poitiers	107 625	720	**113**	82	501	2	Montauban	53 010	379
56	73	501	16	Chambéry	103 283	767	**114**	45	501	8	Montargis	52 804	466
57	16	601	16	Angoulême	102 908	629	**115**	973	501	2	Cayenne	52 768	757
58	59	601	15	Maubeuge (2)	102 772	872	**116**	2B	501	6	Bastia	52 446	1 019

(1) L'unité urbaine s'étend sur plusieurs départements.
(2) Partie française.

TABLEAU A.01-8

Structure urbaine de la métropole en 1990

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

	Nombre d'unités urbaines	Nombre de communes appartenant à des unités urbaines	Population correspondante (sans doubles comptes)	Pourcentage de population
Tranches de population des unités urbaines (1) :				
Agglomération de Paris	1	379	9 318 821	16,46
200 000 à moins de 2 000 000 habitants	28	791	11 921 596	21,06
100 000 à moins de 200 000 habitants	28	366	3 892 316	6,88
50 000 à moins de 100 000 habitants	53	403	3 658 878	6,46
20 000 à moins de 50 000 habitants	122	530	3 836 597	6,78
10 000 à moins de 20 000 habitants	201	591	2 765 032	4,88
5 000 à moins de 10 000 habitants	455	847	3 117 365	5,51
Moins de 5 000 habitants	1 003	1 393	3 387 154	5,98
Ensemble des unités urbaines	**1 891**	**5 300**	**41 897 759**	**74,00**
Communes rurales		**31 251**	**14 717 396**	**26,00**
Ensemble des communes		**36 551**	**56 615 155**	**100,00**

(1) Population totale sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-9

Communes de plus de 50 000 habitants

France entière

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Rang	Département	Commune	Population totale (sans doubles comptes)	Densité au km² (1)	Rang	Département	Commune	Population totale (sans doubles comptes)	Densité au km² (1)
1	75	Paris	2 152 423	20 421	52	86	Poitiers	78 894	1 874
2	13	Marseille	800 550	3 327	53	92	Colombes	78 513	10 053
3	69	Lyon	415 487	8 680	54	94	Saint-Maur-des-Fossés	77 206	7 183
4	31	Toulouse	358 688	3 032	55	18	Bourges	75 609	1 100
5	06	Nice	342 439	4 761	56	62	Calais	75 309	2 248
6	67	Strasbourg	252 338	3 224	57	92	Asnières-sur-Seine	71 850	14 907
7	44	Nantes	244 995	3 746	58	974	Saint-Paul	71 669	297
8	33	Bordeaux	210 336	4 261	59	17	Rochelle (La)	71 094	2 501
9	34	Montpellier	207 996	3 657	60	34	Béziers	70 996	744
10	42	Saint-Etienne *r*	199 396	3 920	61	59	Dunkerque	70 331	1 884
11	35	Rennes *r*	197 536	2 495	62	06	Antibes	70 005	2 644
12	76	Havre (Le)	195 854	4 172	63	06	Cannes	68 676	3 500
13	51	Reims	180 620	3 851	64	93	Aubervilliers	67 557	11 729
14	59	Lille	172 142	6 783	65	92	Rueil-Malmaison	66 401	4 517
15	83	Toulon	167 619	3 913	66	92	Courbevoie	65 389	15 681
16	38	Grenoble	150 758	8 315	67	59	Villeneuve-d'Ascq	65 320	2 379
17	29	Brest	147 956	2 988	68	44	Saint-Nazaire	64 812	1 385
18	21	Dijon	146 703	3 630	69	68	Colmar	63 498	954
19	72	Mans (Le)	145 502	2 755	70	26	Valence	63 437	1 729
20	49	Angers	141 404	3 312	71	971	Abymes (Les)	62 605	771
21	63	Clermont-Ferrand	136 181	3 192	72	92	Neuilly-sur-Seine	61 768	16 560
22	87	Limoges	133 464	1 723	73	93	Drancy	61 222	7 823
23	80	Amiens	131 872	2 655	74	02	Saint-Quentin	60 707	2 688
24	37	Tours	129 509	3 769	75	69	Vénissieux	60 644	3 943
25	30	Nîmes	128 471	794	76	83	Seyne-sur-Mer (La)	60 444	2 705
26	13	Aix-en-Provence	123 842	666	77	29	Quimper	59 968	704
27	974	Saint-Denis	121 999	854	78	56	Lorient	59 437	3 391
28	57	Metz	119 594	2 852	79	10	Troyes	59 271	4 489
29	69	Villeurbanne	116 872	8 049	80	2A	Ajaccio	59 255	659
30	25	Besançon	113 828	1 750	81	974	Saint-Pierre	58 846	613
31	14	Caen	112 846	4 391	82	92	Antony	57 771	6 043
32	68	Mulhouse	108 357	4 885	83	33	Mérignac	57 273	1 189
33	66	Perpignan	105 983	1 557	84	79	Niort	57 012	836
34	45	Orléans	105 111	3 825	85	08	Charleville-Mézières	57 008	1 813
35	76	Rouen	102 723	4 805	86	95	Sarcelles	56 833	6 726
36	92	Boulogne-Billancourt	101 743	16 490	87	49	Cholet	55 132	630
37	972	Fort-de-France	100 080	2 264	88	71	Chalon-sur-Saône	54 575	3 586
38	54	Nancy	99 351	6 619	89	60	Beauvais	54 190	1 624
39	59	Roubaix	97 746	7 388	90	73	Chambéry	54 120	2 578
40	93	Montreuil	94 754	10 623	91	93	Noisy-le-Grand	54 032	4 172
41	59	Tourcoing	93 765	6 173	92	94	Ivry-sur-Seine	53 619	8 790
42	95	Argenteuil	93 096	5 406	93	94	Maisons-Alfort	53 375	9 921
43	93	Saint-Denis	89 988	7 281	94	13	Arles	52 058	69
44	78	Versailles	87 789	3 353	95	94	Fontenay-sous-Bois	51 868	9 295
45	84	Avignon	86 939	1 342	96	82	Montauban	51 224	379
46	92	Nanterre	84 565	6 937	97	33	Pessac	51 055	1 315
47	94	Vitry-sur-Seine	82 400	7 061	98	36	Châteauroux	50 969	1 996
48	93	Aulnay-sous-Bois	82 314	5 081	99	53	Laval	50 473	1 475
49	64	Pau	82 157	2 607	100	78	Sartrouville	50 329	5 949
50	94	Créteil	82 088	7 182	101	90	Belfort	50 125	2 943
51	94	Champigny-sur-Marne	79 486	7 034					

(1) La densité a été calculée à partir de la population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-10

Les communes par tranche de population

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Tranches de population (population totale sans doubles comptes)	Nombre de communes	Population correspondante (sans doubles comptes)		Taux de variation annuel entre 1982 et 1990 en %
		1982	1990	
200 000 habitants et plus	9	5 043 495	4 985 252	– 0,14
100 000 à moins de 200 000 habitants	26	3 646 772	3 615 886	– 0,11
50 000 à moins de 100 000 habitants	61	4 100 435	4 114 819	0,04
20 000 à moins de 50 000 habitants	293	8 916 973	9 103 113	0,26
10 000 à moins de 20 000 habitants	426	5 645 286	5 982 007	0,73
5 000 à moins de 10 000 habitants	881	5 686 557	6 078 368	0,84
2 000 à moins de 5 000 habitants	2 611	7 344 110	7 944 742	0,99
1 000 à moins de 2 000 habitants	3 936	5 038 329	5 446 423	0,98
500 à moins de 1 000 habitants	6 604	4 290 356	4 594 429	0,86
200 à moins de 500 habitants	10 825	3 350 408	3 490 732	0,51
100 à moins de 200 habitants	6 748	995 940	994 780	– 0,01
50 à moins de 100 habitants	3 020	234 411	226 489	– 0,43
Moins de 50 habitants (1)	1 111	41 799	38 115	– 1,15
Ensemble	**36 551**	**54 334 871**	**56 615 155**	**0,51**

(1) Dont 5 communes inhabitées.

TABLEAU A.01-11

Population des communes urbaines et rurales des régions

France entière

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Unités : Communes : Nombre
Population : Millier

Région	Communes urbaines		Communes rurales		Ensemble des communes	
	Nombre	Population correspondante (1)	Nombre	Population correspondante (1)	Nombre	Population correspondante (1)
Alsace	223	1 202 613	676	421 759	899	1 624 372
Aquitaine	308	1 831 023	1 982	964 807	2 290	2 795 830
Auvergne	128	774 080	1 182	547 134	1 310	1 321 214
Bourgogne	145	923 803	1 899	685 850	2 044	1 609 653
Bretagne	188	1 602 636	1 081	1 193 002	1 269	2 795 638
Centre	252	1 536 010	1 590	835 026	1 842	2 371 036
Champagne - Ardenne	128	838 742	1 808	509 106	1 936	1 347 848
Corse	15	146 660	345	103 711	360	250 371
Franche-Comté	144	637 880	1 642	459 396	1 786	1 097 276
Île-de-France	590	10 258 351	691	402 203	1 281	10 660 554
Languedoc - Roussillon	219	1 546 011	1 326	568 974	1 545	2 114 985
Limousin	41	371 399	706	351 451	747	722 850
Lorraine	339	1 661 202	1 996	644 524	2 335	2 305 726
Midi - Pyrénées	231	1 480 822	2 788	949 841	3 019	2 430 663
Nord - Pas-de-Calais	525	3 416 033	1 024	549 025	1 549	3 965 058
Basse-Normandie	148	739 553	1 666	651 765	1 814	1 391 318
Haute-Normandie	189	1 195 032	1 232	542 215	1 421	1 737 247
Pays de la Loire	232	1 912 729	1 272	1 146 383	1 504	3 059 112
Picardie	260	1 102 916	2 033	707 771	2 293	1 810 687
Poitou - Charentes	128	810 482	1 337	784 627	1 465	1 595 109
Provence - Alpes - Côte d'Azur	249	3 821 573	714	436 334	963	4 257 907
Rhône - Alpes	618	4 088 209	2 261	1 262 492	2 879	5 350 701
Ensemble métropole	**5 300**	**41 897 759**	**31 251**	**14 717 396**	**36 551**	**56 615 155**
Guadeloupe	30	380 863	4	6 124	34	386 987
Guyane	6	93 840	15	20 838	21	114 678
Martinique	21	324 604	13	34 968	34	359 572
Réunion	22	586 814	2	11 009	24	597 823
Ensemble départements d'outre-mer	**79**	**1 386 121**	**34**	**72 939**	**113**	**1 459 060**
France (métropole et départements d'outre-mer)	**5 379**	**43 283 880**	**31 285**	**14 790 335**	**36 664**	**58 074 215**

(1) Population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-12

Aires urbaines de plus de 150 000 habitants au 1-1-95

Source : INSEE (recensements de la population, estimations localisées de population)

Nom de l'aire urbaine	Rang	Nombre de communes en 1990	Population sans doubles comptes au 1/1/1995	Taux annuel d'évolution en %		
				1990-1995	1982-1990	1975-1982
Paris	1	1 155	10 587 309	0,60	0,70	0,28
Lyon	2	239	1 572 540	0,88	0,81	0,49
Marseille-Aix-en-Provence	3	67	1 368 138	0,36	0,11	0,57
Lille	4	118	1 106 091	0,53	1,32	0,16
Bordeaux	5	149	870 529	0,95	1,09	0,90
Toulouse	6	255	862 701	1,61	1,69	1,01
Nantes	7	65	640 805	1,04	0,93	0,93
Nice	8	72	558 213	0,67	0,97	0,69
Strasbourg	9	128	543 716	0,97	0,65	0,57
Grenoble	10	101	502 264	1,05	0,62	0,51
Rouen	11	142	469 156	0,46	0,36	0,08
Toulon	12	25	468 107	0,55	0,89	1,24
Rennes	13	105	460 899	1,43	1,20	1,51
Montpellier	14	74	422 335	2,29	2,11	2,09
Nancy	15	163	401 177	0,46	0,27	0,34
Valenciennes	16	90	367 025	− 0,13	− 0,41	− 0,49
Tours	17	66	361 403	0,84	0,81	1,10
Grasse-Cannes-Antibes	18	30	360 000	0,98	1,68	1,97
Clermont-Ferrand	19	99	346 495	0,36	0,36	0,68
Caen	20	204	338 195	0,89	1,03	1,10
Saint-Etienne	21	34	326 814	− 0,22	− 0,07	− 0,62
Lens	22	40	326 368	− 0,15	− 0,11	− 0,20
Orléans	23	68	319 334	1,27	1,27	1,34
Dijon	24	163	312 965	0,95	0,90	0,66
Angers	25	66	299 998	0,97	1,07	1,34
Le Havre	26	61	294 262	0,09	0,18	− 0,16
Mulhouse	27	63	273 031	0,59	0,30	0,32
Reims	28	119	271 784	0,73	0,67	0,70
Brest	29	38	268 200	0,28	0,36	0,59
Béthune	30	70	267 809	− 0,11	0,11	− 0,24
Dunkerque	31	54	266 104	0,31	0,01	1,05
Metz	32	129	265 724	0,65	0,61	0,80
Le Mans	33	66	265 119	0,37	0,36	0,56
Limoges	34	53	230 094	0,42	0,24	0,79
Amiens	35	120	220 058	0,50	0,37	0,60
Douai	36	49	210 475	− 0,31	− 0,08	− 0,42
Avignon	37	21	206 789	0,55	0,78	1,15
Besançon	38	186	205 981	0,65	0,81	0,54
Genève (CH) - Annemasse	39	102	204 277	2,02	2,34	1,77
Nîmes	40	34	201 720	0,75	1,43	0,98
Bayonne	41	34	199 087	0,73	1,01	0,98
Perpignan	42	33	196 698	0,25	0,83	1,96
Pau	43	91	193 300	0,85	0,77	1,08
Lorient	44	24	186 261	0,27	0,75	0,76
Poitiers	45	56	182 091	1,39	0,83	1,26
Montbéliard	46	126	181 073	− 0,11	− 0,66	0,09
Annecy	47	58	176 379	1,79	1,64	1,43
Thionville	48	46	173 232	− 0,34	− 0,36	− 1,08
Troyes	49	109	168 235	0,46	0,10	0,45
Saint-Nazaire	50	19	158 557	0,45	0,21	0,69
Valence	51	35	155 835	0,54	0,73	1,02

Chapitre A.02

Environnement

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Carte et tableaux.

Carte et liste des tableaux :

Carte. Parcs nationaux et réserves naturelles.

1. Principales caractéristiques météorologiques.
2. Évolution de l'occupation physique du territoire.

3A Superficie des espaces naturels protégés.

3B Nombre cumulé de sites inscrits et classés.

4A État des espèces de vertébrés en France.

4B État des espèces animales en Europe.

5. Plans de chasse au grand gibier.
6. Concentrations atmosphériques en dioxyde de soufre, dioxyde d'azote et ozone dans la station la plus chargée du réseau de quelques villes de France.
7. Émissions de dioxyde de soufre par catégorie d'émetteurs.
8. Émissions d'oxydes d'azote par catégorie d'émetteurs.
9. Émissions de dioxyde de carbone par catégorie d'émetteurs.
10. Évolution de la qualité des eaux de baignade en eau douce.
11. Qualité des eaux de baignade en eau douce par type de lieu de baignade.
12. Évolution de la qualité des eaux de baignade en mer.
13. Prélèvements totaux d'eau.
14. Assainissement et épuration des grandes villes en 1995.
15. Rejets dans l'eau des principaux établissements industriels par type de polluant.
16. Répartition des accidents industriels par secteur d'activité en 1997.
17. Évolution du montant des indemnités versées par les assureurs au titre des catastrophes naturelles.
18. Installations de traitement des ordures ménagères.
19. Dépenses de protection de l'environnement par domaine et par acteur.
20. Évolution des dépenses de protection de l'environnement par domaine.
21. Dépenses de lutte contre la pollution dans quelques pays de l'OCDE en % du PIB.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Institut français de l'Environnement et du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Météo-France.

1. PRÉSENTATION

Le territoire français est occupé pour 38,3 % par des zones naturelles, les terres agricoles représentant 54,1 %, les zones artificielles bâties ou non 7,4 %, et les zones interdites d'accès 0,2 %. Les sols bâtis et artificialisés ont progressé d'environ 1,6 % entre 1995 et 1996 et la surface forestière de l'ordre de 0,5 %.

La France occupe le premier rang en Europe pour la diversité des vertébrés. De nombreuses espèces sont cependant menacées en raison des pressions qu'exercent les activités humaines sur leurs habitats. 20 % du territoire national sont recensés comme zone d'intérêt écologique, faunistique ou floristique.

Les zones centrales de parcs nationaux, les réserves naturelles et les arrêtés préfectoraux de biotope représentent une protection pour 1 % environ du territoire français. Bien d'autres espaces naturels sont protégés en application des lois françaises ou de conventions ou programmes internationaux.

Les émissions des principaux polluants dans l'air sont en décroissance par rapport aux niveaux de 1991. La pollution atmosphérique peut se manifester à différentes échelles : locale, continentale ou planétaire. À l'échelle planétaire, l'effet de serre est lié aux émissions de gaz carbonique, méthane, chlorofluorocarbures (CFC) et protoxyde d'azote; l'altération de la couche d'ozone stratosphérique est imputée notamment aux CFC et aux halons.

Les rejets organiques dans le milieu naturel aquatique émanent des collectivités locales et de l'industrie; cette dernière rejette aussi des polluants toxiques. Les pollutions d'origine agricole sont en général plus diffuses.

En France, la production annuelle de déchets est estimée à environ 880 millions de tonnes. Parmi ceux-ci les ordures ménagères, recensées en 1995 dans 763 installations de traitement, représentent 22 millions de tonnes. 44 % ont fait l'objet d'une valorisation par récupération d'énergie après incinération, compostage, tri ou méthanisation.

En 1996, 120 milliards de francs ont été affectés à la protection de l'environnement dans les domaines suivants : eaux usées, déchets, air et bruit. 61 % ont été dépensés par les administrations publiques, 30 % par les entreprises et 9 % par les ménages. La gestion des eaux usées est le domaine prépondérant, suivi par celui de la gestion des déchets.

2. MÉTHODOLOGIE

Météorologie

- Température

La température indiquée est celle prise sous abri à 1,50 m au-dessus du sol.

- Gelée

Jour de gelée : toute journée au cours de laquelle la température minimum a été inférieure ou au plus égale à 0 °C sous abri.

- Durée d'insolation

La durée d'insolation (durée pendant laquelle l'éclat du soleil est suffisant pour porter des ombres au sol, soit 100 watts par mètre carré), exprimée en heures, est mesurée au moyen d'un héliographe Campbell.

- Jour de précipitations

Est considérée comme jour de précipitations toute journée où la quantité d'eau de précipitations recueillie dans le pluviomètre correspond à une hauteur d'au moins 0,1 mm. Ne sont pas considérés comme précipitations les brouillards et condensations entraînant un dépôt d'eau dans le pluviomètre.

- Précipitations

Les précipitations sont mesurées de 6 heures, temps universel (TU) le jour, à 6 heures le lendemain, entre autres, au moyen du pluviomètre plastique à lecture directe dont la surface de réception a 4 dm^2 et est placée à 1 m au-dessus du sol. Une hauteur d'eau de 1 mm équivaut à 1 litre par mètre carré ou 10 m^3 à l'hectare.

La protection des espaces naturels

Plusieurs types de protection réglementaire nationale permettent de protéger les espaces naturels. Il s'agit principalement des réserves naturelles et des parcs nationaux créés afin de conserver et préserver le milieu naturel concerné. Des arrêtés de protection de biotope sont pris pour conserver les habitats d'espèces protégées.

La protection des sites vise à la préservation d'espaces paysagers remarquables.

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL), créé par la loi du 10 juillet 1975, est un établissement public chargé de l'acquisition foncière d'espaces naturels sur le littoral ou au bord des grands lacs pour en assurer la conservation et permettre leur ouverture au public.

D'autres types de protection d'espaces naturels existent notamment au niveau international (zones de protection spéciale pour la conservation d'espèces d'oiseaux sauvages, zones Ramsar pour la conservation des zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitat des oiseaux d'eau,...) ou avec l'intervention des collectivités locales (espaces naturels sensibles, parcs naturels régionaux,...).

Le Muséum national d'histoire naturelle tient à jour le recensement de ces espaces protégés pour le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, Direction de la nature et des paysages (DNP).

La faune et la flore

On ne dispose pas d'appareil statistique permanent pour recenser les populations d'espèces animales et végétales en France. Le Muséum national d'histoire naturelle (service du patrimoine naturel) réalise des inventaires de la faune et de la flore et comptabilise aussi le nombre d'espèces menacées afin de constituer une banque de données.

La chasse au grand gibier est réglementée par les plans de chasse. Le nombre d'animaux prélevés est recensé par l'Office national de la chasse, par espèce et par saison de chasse.

L'air

La pollution atmosphérique est un phénomène complexe qui peut se manifester par de fortes variations dans l'espace et dans le temps.

● La qualité de l'air ambiant

Elle est mesurée par les concentrations de certains gaz ou particules dans l'air. Ces mesures sont effectuées par des réseaux de capteurs, et à des pas de temps définis, de façon à connaître notamment la pollution de fond, celle de proximité et les pointes de pollution. 35 agglomérations ou zones industrielles disposent fin 1996 d'un réseau de surveillance composé lui-même de plusieurs stations de mesures.

L'ensemble des données recueillies par les réseaux de surveillance de la qualité de l'air sont examinées puis stockées par l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), dans la banque de données sur la qualité de l'air.

● Les émissions des principaux polluants dans l'air

Elles sont estimées par le CITEPA (Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique) par source d'émissions (combustion, transport, industrie,...) à partir de modèles. Les résultats sont établis soit à partir de mesures d'émissions, soit à partir de paramètres caractéristiques d'activité pondérés par un facteur d'émission caractérisant le rejet. Les données présentées ici sont éditées au format UNECE harmonisé au niveau européen.

L'eau

Le réseau national des données sur l'eau (RNDE) fédère les principaux producteurs et usagers des données sur l'eau en France : les ministères chargés de l''Environnement, de la Santé, les six Agences de l'eau, le Conseil supérieur de la pêche, l'Institut français de l'environnement, EDF, IFREMER, Météo-France, le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) et l'Office international de l'eau (OIE). Il vise à améliorer la production, la collecte, le stockage et la communication des données sur l'eau. Le RNDE a confié à l'OIE la gestion de la banque nationale de données sur l'eau.

● Les eaux de baignade

Les eaux de baignade, que ce soit en eau douce ou en mer, sont soumises à une surveillance sanitaire régulière réalisée par les DDASS suivant les décrets n^{os} 81-324 et 91-980 pris en application de la directive européenne 76 160 du 8 décembre 1975. Toutes les eaux " pour lesquelles la baignade est habituellement pratiquée par un nombre important de baigneurs et où elle n'est pas interdite pour quelque raison que ce soit " sont concernées par les analyses. Celles-ci portent principalement sur le comptage des germes tests de contamination fécale.

L'interprétation des résultats conduit à assigner à chaque point de surveillance une classe (A = bonne qualité, conforme; B = qualité moyenne, conforme; C = pollution momentanée, non conforme; D = mauvaise qualité, non conforme).

Les données sont ensuite rassemblées, traitées puis diffusées par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité (Direction générale de la santé) et le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement.

● Les prélèvements en eau

Les volumes d'eau prélevés correspondent essentiellement aux quatre usages suivants :

— le refroidissement des centrales thermiques;

— la consommation;

— l'irrigation;

— les usages industriels.

Ils sont évalués à partir des assiettes de " redevances prélèvements " des Agences de l'eau ou à partir d'estimations notamment pour les prélèvements d'origine agricole.

● La pollution de l'eau

Les émissions de polluants dans l'eau peuvent être d'origine industrielle, domestique ou agricole.

Pour les principaux émetteurs industriels, les rejets sont connus à partir de mesures. Les données relatives aux rejets d'eaux résiduaires des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à auto-surveillance, sont collectées par les Directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement puis transmises au ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (Direction de la prévention des pollutions et des risques - Service de l'environnement industriel), pour les établissements qui dépassent un seuil minimal de rejet par polluant fixé chaque année. Les données nationales obtenues ainsi ne représentent donc qu'une partie des flux d'origine industrielle (le cumul des plus gros rejets).

Les données relatives à la pollution émise dans les grandes villes et au rendement des stations d'épuration sont collectées par l'OIE auprès des Agences de l'eau dans le cadre du RNDE. La pollution brute produite est la pollution émise par les habitants et par les industries raccordées aux stations d'épuration ; elle est estimée sur une base forfaitaire. La pollution entrante est la pollution moyenne du mois de pointe à l'entrée des stations ; elle est déterminée par les Agences de l'eau sur la base de mesures ou d'évaluations forfaitaires. Le rendement des stations d'épuration est le rendement d'élimination constaté le mois de pointe.

Les risques technologiques et naturels

Le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DPPR-SEI-BARPI : bureau d'analyse des risques et pollutions industrielles) rassemble et analyse la majorité des données relatives aux accidents survenus principalement dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

Il s'agit des accidents technologiques, pollutions graves et incidents significatifs survenus dans les installations ou liés à leur activité, susceptibles de porter atteinte à l'environnement, à la sécurité ou à la santé publique. Les modes de collecte des informations par région sont encore très hétérogènes.

Les aspects financiers relatifs aux risques naturels sont décrits chaque année par la Fédération française des sociétés d'assurances.

Les déchets

Réalisé par l'ADEME, à la demande du ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,

l'inventaire des installations de traitement, de transit ou de mise en décharge des déchets ménagers et assimilés recense, par département, les principales caractéristiques de chaque installation (de plus de 3 000 tonnes par an pour les décharges). Cet inventaire fournit des informations sur les tonnages reçus et les populations desservies. Il devient annuel à partir de 1995.

Les résultats relatifs aux ordures ménagères présentés ici correspondent aux déchets de l'activité domestique quotidienne des ménages collectés traditionnellement (hors collecte sélective de verre, vieux papiers, etc.).

Les dépenses de protection de l'environnement

Les dépenses de protection de l'environnement des différents acteurs (ménages, entreprises, administrations publiques) sont estimées dans le cadre du compte satellite de l'environnement, élaboré par l'IFEN et le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement. Les dépenses décrivent les efforts réalisés dans les domaines de la protection de l'environnement : la gestion des eaux usées et des déchets, la lutte contre la pollution de l'air et contre le bruit, la protection du patrimoine écologique.

La méthodologie d'élaboration des comptes de la dépense de protection de l'environnement est harmonisée au niveau européen dans le cadre du SERIEE (système européen de rassemblement de l'information économique sur l'environnement).

Le total des dépenses présenté ici ne comptabilise pas le nettoyage des rues, la recherche et le développement, ni l'administration générale de l'environnement.

Une partie des résultats de l'enquête sur les dépenses de lutte contre la pollution réalisée par l'OCDE est fournie ici. Les données ont été recueillies par l'OCDE auprès des pays membres, cependant les définitions et les méthodes demeurent différentes d'un pays à l'autre. Les comparaisons internationales sont par conséquent à interpréter avec précaution.

3. DÉFINITIONS

Arrêtés de protection de biotope

L'arrêté préfectoral de protection de biotope a été instauré par le décret n° 77-1295 du 25 novembre 1977 pris en application de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 (art. R. 211-12 et suivants du Code rural). Il permet au préfet de fixer par arrêté les mesures tendant à favoriser, sur tout ou partie du territoire d'un département, la conservation des biotopes nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie d'espèces protégées. Certains résultats incluent ou non le domaine public maritime.

Équivalent-habitant

Unité de représentation qui assimile la pollution rejetée ou produite, mesurée par des paramètres chimiques, à la pollution résultant de l'activité journalière d'un habitant.

Un équivalent-habitant correspond à 90 g/jour de matières en suspension, 57 g/jour de matières oxydables, 15 g d'azote réduit, 4 g de phosphore total et des toxiques.

Espèces menacées

Elles comprennent les catégories " en danger " et " vulnérables " définies par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Les espèces " en danger " ont leur effectif réduit à un seuil critique; leur survie est improbable si les facteurs responsables de leur régression persistent. Les espèces " vulnérables " ont leur effectif en forte régression; elles sont susceptibles de passer dans la catégorie précédente, si les facteurs de leur vulnérabilité persistent. Les autres catégories sont les espèces "disparues", " rares " ou " indéterminées ".

Espèces protégées

La loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature prévoit la conservation partielle ou totale d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou les nécessités de la préservation du patrimoine biologique national le justifient (article L. 211-1 du Code rural). La liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire national et celles des espèces animales protégées sont fixées par divers arrêtés.

Parcs nationaux

Un parc national est un territoire classé par décret en Conseil d'État pour l'intérêt de la conservation de son milieu naturel et pour le préserver, en application des articles L. 241-1 et suivants du Code rural. Il comporte une zone centrale strictement protégée et une zone périphérique davantage consacrée au développement culturel, social et économique du territoire.

Plans de chasse

Ils définissent chaque année le nombre d'animaux à tirer sur les territoires de chasse pendant la période de chasse propre à chaque département. Ils sont obligatoires sur tout le territoire national pour les cerfs, biches, daims, mouflons et chevreuils (art. L. 225-1 à L. 225-3 du Code rural).

Réserves naturelles

En application des articles L. 242-1 et suivants du Code rural, des parties de territoire d'une ou de plusieurs communes peuvent être classées en réserve naturelle lorsque la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, des gisements de minéraux et de fossiles et, en général, du milieu naturel présente une importance particulière ou qu'il convient de les soustraire à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader.

Sites classés ou inscrits

La loi du 2 mai 1930 modifiée relative à la protection des monuments naturels et des sites à caractère artistique,

historique, scientifique, légendaire ou pittoresque comporte deux niveaux de protection : les sites classés et les sites inscrits.

● Sites classés

Le classement est une procédure de protection stricte, instituée par le ministre chargé des sites ou, en cas de désaccord de l'un des propriétaires, par décret en Conseil d'État. Tous travaux susceptibles de détruire ou modifier l'état ou l'aspect des lieux sont interdits, sauf autorisation ministérielle expresse préalable (ou autorisation préfectorale pour certains travaux non soumis à permis de construire).

● Sites inscrits

L'inscription sur l'inventaire des sites décidée par arrêté ministériel est un mode de protection plus léger que le classement. L'inscription a pour principal effet d'obliger les intéressés à ne pas procéder à des travaux autres que d'exploitation courante agricole ou d'entretien normal des bâtiments sans en avoir obtenu l'avis de l'architecte des Bâtiments de France.

Taux de collecte

Une partie seulement de la pollution brute produite entre effectivement dans les stations d'épuration. Le taux de collecte est la part de la pollution entrant en station par rapport à la pollution brute produite.

Taux de dépollution

Le taux global de dépollution est le produit du taux de collecte et du rendement d'épuration. Cet indicateur global permet de caractériser l'ensemble des performances des systèmes de collecte et des ouvrages de traitement.

Types de traitement des ordures ménagères

On distingue les différents modes de traitement suivants :

— la décharge contrôlée, dans laquelle les ordures sont mises en couches successives sur un terrain dont les caractéristiques évitent tout risque de pollution. Les déchets peuvent être compactés ou non, et éventuellement broyés au préalable;

— le compostage qui a pour but de transformer une partie des ordures en compost utilisable pour l'amendement des sols agricoles;

— l'incinération sans récupération d'énergie qui consiste à brûler les ordures dans des fours spéciaux adaptés à leurs caractéristiques;

— l'incinération avec récupération d'énergie qui permet, pour les usines de grande capacité et lorsqu'il existe des débouchés suffisants, de récupérer de la chaleur qui peut être vendue à une compagnie de chauffage urbain ou à des industries proches. Dans certains cas, on produit simultanément de l'électricité.

Temps universel (TU)

On donne le nom de temps universel (TU) au temps civil du méridien de Greenwich; ce temps civil est compté de 0 heure à 24 heures à partir de minuit.

Le temps légal en France métropolitaine est celui du temps universel + 1 heure (heure d'hiver); à la Réunion, + 4 heures; à la Guadeloupe, à la Martinique et à Saint-Pierre-et-Miquelon, – 4 heures; en Guyane, – 3 heures; à Mayotte, + 3 heures; en Nouvelle-Calédonie, + 11 heures; en Polynésie, – 10 heures; à Wallis et Futuna, – 12 heures.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

Institut français de l'environnement.

Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement ;

— Direction générale de l'administration et du développement;

— Direction de l'eau;

— Direction de la prévention des pollutions et des risques;

— Direction de la nature et des paysages;

Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :

— Météo-France, Service central d'exploitation de la météorologie.

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité; secrétariat d'État chargé de la Santé.

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

— Service central des enquêtes et études statistiques.

Organisation de coopération et de développement économiques.

Muséum national d'histoire naturelle :

— Service du patrimoine naturel.

Institut national de la statistique et des études économiques.

Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique.

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Agences de l'eau.

Office international de l'eau.

Office national de la chasse.

Publications :

Corinair France 1990, " Estimation des émissions de polluants atmosphériques ", Citepa, ministère de l'Environnement (DPPR-SEI), juin 1994.

" La qualité de l'air en France en 1995-1996 ", *Données et références,* Ademe, ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, juin 1998.

" Inventaire de la faune menacée en France. Le livre rouge ", Muséum national d'histoire naturelle, WWF, Nathan, novembre 1994.

" Spécial territoire ", *Agreste, analyse et études, Cahiers,* n° 21, SCEES, ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, mars 1995.

" Sixième inventaire des installations de traitement, de transit ou de mise en décharge de déchets ménagers et assimilés en France ", ITOM 6, Ademe, juillet 1995.

" Principaux rejets industriels en France, bilan de l'année 1996 ", ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DPPR-SEI), décembre 1997.

" Qualité des eaux de baignade - État sanitaire en mer et en eau douce ", (Résultats 1997) - Ministère de l'Emploi et de la Solidarité - Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, mai 1998.

" L'assainissement des grandes villes 1998, données 1996 ", RNDE, 1998.

" L'environnement en France ", édition 1994-1995, IFEN, Dunod, octobre 1994.

" Statistiques nationales sur l'environnement 1996 ", *Études et Travaux,* n° 8, IFEN, février 1996.

" L'Environnement en France : approche régionale ", édition 1996-1997, IFEN, Éditions La Découverte, novembre 1996.

" Catalogue des sources de données de l'environnement ", édition 1996-1997, IFEN, Tec & Doc Lavoisier, janvier 1997.

" Statistiques régionales et départementales sur l'environnement ", édition 1997. *Études et Travaux,* n° 13, IFEN, Directions régionales de l'Environnement, février 1997.

" Données économiques de l'environnement ", édition 1997, ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, IFEN, éd. Economica, la Documentation française, septembre 1997.

Les données de l'environnement, IFEN (mensuel).

" Statistiques de l'environnement 1996 ", *Eurostat*, Office des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg, 1997.

" Données OCDE sur l'environnement ", Compendium 1997, Éditions de l'OCDE, Paris 1997.

" Europe's Environment, Statistical Compendium for the Second Assessment ", Commission européenne, Eurostat, Agence européenne de l'environnement, Office des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg, 1998.

ECONOMIE ET STATISTIQUE (INSEE) :

" Une évaluation économique de la pollution atmosphérique ", n° 307, 1997.

● Prévisions météorologiques de Météo France :

Par minitel : 36-15 code METEO.

Par téléphone :

— 08 36 68 00 00. Cinq jours de prévisions sur votre région;

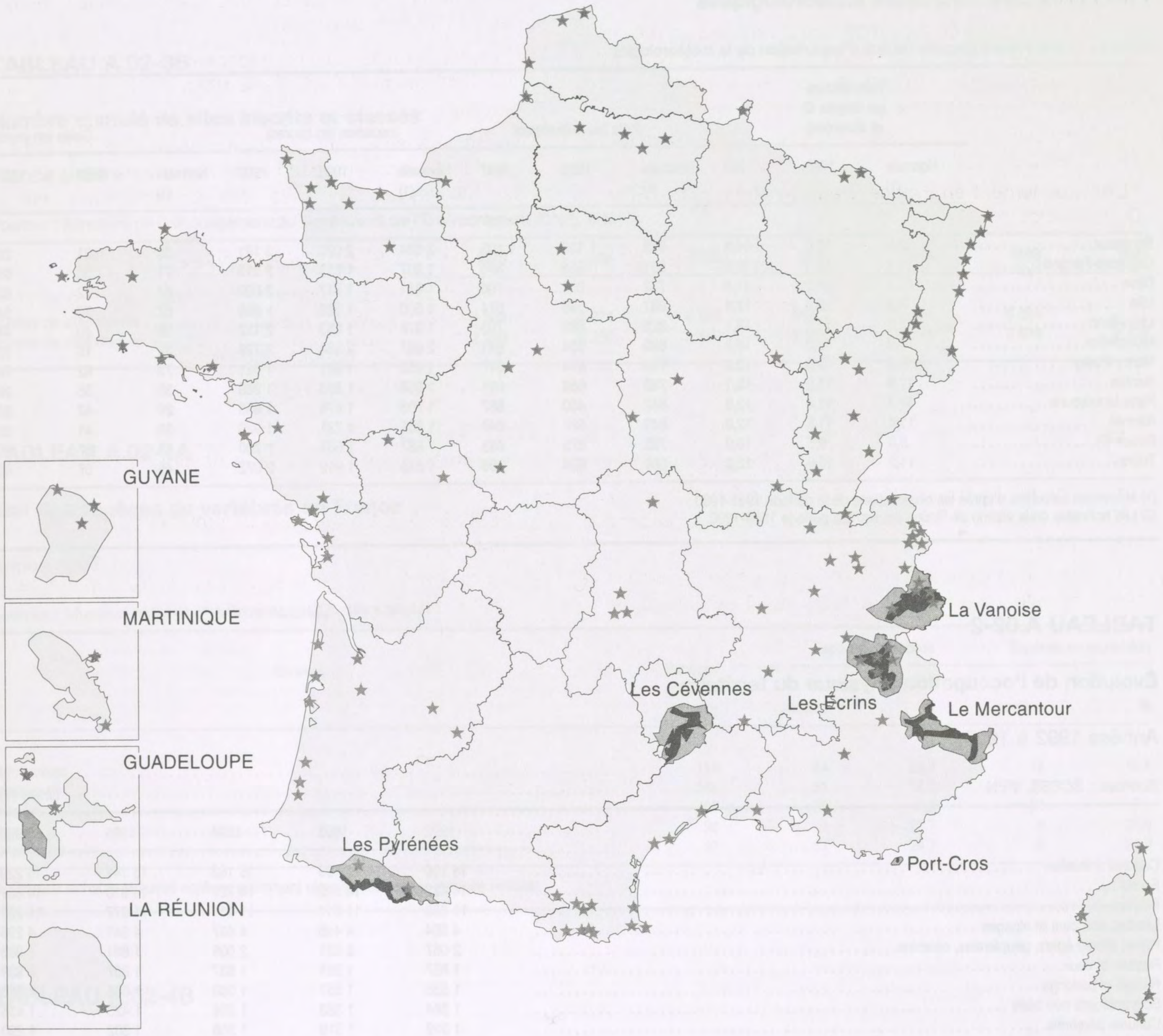
— 08 36 68 01 01. Cinq jours de prévisions sur la France entière;

— 08 36 68 02 XX. La prévision sur votre département (XX = numéro du département).

*
* *

CARTE A.02

Parcs nationaux et réserves naturelles en septembre 1997



Source : Muséum national d'histoire naturelle - IFEN

TABLEAU A.02-1

Principales caractéristiques météorologiques

Source : Météo-France (Service central d'exploitation de la météorologie)

	Température (en degrés C et dixièmes)			Pluie (en millimètres)			Insolation (en heures)			Gelée (en jours)		
	Normale (1)	1996	1997	Normale (1)	1996	1997	Normale (1)	1996	1997	Normale (1)	1996	1997
Bordeaux	12,8	13,6	14,9	923	1 108	1 106	2 084	2 073	2 191	38	21	20
Clermont-Ferrand	10,9	11,0	12,6	591	585	385	1 907	1 813	2 219	71	55	65
Dijon	10,6	10,1	11,4	732	803	706	1 831	1 717	2 002	67	72	62
Lille	9,9	9,5	11,1	687	596	574	1 600	1 589	1 695	57	70	34
Lyon-Bron	11,5	11,7	13,1	825	889	703	1 976	1 863	2 122	58	40	44
Montpellier	14,2	15,0	15,8	699	954	641	2 687	2 484	2 728	32	15	12
Nancy-Essey	9,6	9,3	10,6	759	614	847	1 652	1 661	1 921	79	92	74
Nantes	11,9	11,8	13,1	789	668	691	1 956	1 883	1 989	35	35	26
Paris-Montsouris	11,7	11,4	12,9	642	450	667	1 798	1 678	1 856	29	42	25
Rennes	11,4	11,5	12,8	649	524	640	1 851	1 731	1 926	39	41	28
Rouen (2)	9,8	9,5	10,9	785	675	683	1 687	1 587	1 700	55	67	40
Tours	11,2	10,9	12,2	684	624	766	1 845	1 912	2 072	45	57	40

(1) Moyennes calculées d'après les observations de la période 1961-1990.
(2) Les normales de la station de Rouen couvrent la période 1969-1990.

TABLEAU A.02-2

Évolution de l'occupation physique du territoire

Années 1992 à 1996

Sources : SCEES, IFEN — *Unité* (1)

	1992	1993	1994	1995	1996
Cultures annuelles	15 156	15 199	15 162	15 141	15 220
Forêts	14 422	14 592	14 721	14 810	14 887
Prairies	11 689	11 511	11 411	11 377	11 252
Landes, parcours et alpages	4 504	4 445	4 407	4 341	4 295
Haies, arbres épars, peupleraies, chemins	2 067	2 031	2 005	1 981	1 936
Roches et eaux	1 837	1 831	1 837	1 837	1 839
Routes et parkings	1 535	1 557	1 580	1 601	1 625
Sols artificiels non bâtis	1 324	1 353	1 394	1 423	1 455
Cultures pérennes	1 319	1 319	1 308	1 302	1 290
Sols bâtis	942	959	974	985	995
Zones interdites d'accès	124	122	122	122	124

(1) millier d'hectares.

TABLEAU A.02-3A

Superficie des espaces naturels protégés

Année 1997

Sources : Museum national d'histoire naturelle (SPN), Conservatoire du littoral, IFEN — *Unité* : km^2

Type de protection ou d'acquisition foncière	Nombre	Surface
Réserves naturelles (08/97)	128	1 401
Acquisitions du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres. (fin 1996, dans les départements côtiers)	322	455
Parcs nationaux (zones centrales).(09/97)	6	3 468
Arrêtés de protection de biotope. (fin 1997)	463	1 026

TABLEAU A.02-3B

Nombre cumulé de sites inscrits et classés

France entière

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DNP), IFEN

	1975	1980	1985	1990	1995	1996	1997
Nombre de sites inscrits	4 301	4 674	4 896	5 013	5 074	5 084	...
Nombre de sites classés	2 219	2 356	2 449	2 553	2 655	2 675	2 706

TABLEAU A.02-4A

État des espèces de vertébrés en France

Année 1997

Sources : Muséum national d'Histoire naturelle (SPN), IFEN

Espèces	Espèces connues nombre	Espèces menacées nombre	Espèces menacées %	Espèces en régression nombre	Espèces en régression %
Mammifères	119	24	20,2	15	12,6
Oiseaux (1)	364	51	14,0	51	14,0
Poissons	427 *e*	28	6,6	31	7,0
Reptiles	36	6	16,7	9	25,0
Amphibiens	37	11	29,7	9	24,3

(1) Oiseaux nicheurs et autres espèces séjournant régulièrement sur le territoire national.

TABLEAU A.02-4B

État des espèces animales en Europe

Nombre d'espèces connues par pays, au milieu des années 1990

Sources : OCDE, IFEN

	Mammifères	Oiseaux	Poissons	Reptiles	Amphibiens	Invertébrés
Autriche	88	228	73	14	19	6
Belgique	57	167	46	4	13	...
Danemark	50	170	33	5	14	3 760
Finlande	59	234	60	5	5	25 500
France	**119**	**354**	**426**	**36**	**36**	**42 600**
Allemagne	93	273	66	12	19	...
Grèce	116	407	111	58	16	...
Irlande	31	146	...	1	3	...
Italie	118	473	85	58	38	56 500
Luxembourg	61	270	34	6	13	30 000
Pays-Bas	64	170	28	7	16	27 700
Portugal	99	312	43	34	18	...
Espagne	118	368	68	56	25	25 000
Suède	66	245	150	7	13	23 400
Royaume-uni	63	517	54	7	7	22 770

TABLEAU A.02-5

Plans de chasse au grand gibier

Nombre d'animaux prélevés par saison de chasse (1)

Sources : Office National de la Chasse, IFEN

	1981	1990	1993	1994	1995	1996
Chevreuils	71 837	179 673	261 418	285 319	302 744	327 403
Cerfs	9 884	13 600	17 525	18 592	20 084	23 857
Sangliers	80 000	134 220	199 619	211 586	226 093	298 332

(1) Saison de chasse : pendant le deuxième semestre de l'année *n* indiquée en tête de colonne et le premier semestre de l'année suivante.

TABLEAU A.02-6

Concentrations atmosphériques en dioxyde de soufre (SO_2), dioxyde d'azote (NO_2) et ozone (O_3) dans la station la plus chargée du réseau de quelques villes de France

Sources : ADEME et réseaux de mesure de la qualité de l'air (BDQA), IFEN — *Unité* : en microgramme / m^3

Réseau de mesure de la qualité de l'air	Valeur de la moyenne journalière de la concentration en SO_2 dépassée dans 2% des cas (1)	Valeur de la moyenne horaire de la concentration en NO_2 dépassée dans 2% des cas (2)	Moyenne horaire maximale en O_3 (2)
Clermont-Ferrand	62	191	208
Fos-sur-Mer	116	84	319
Grenoble	70	135	229
La Rochelle	21	116	203
Le Havre	202	130	247
Lyon	88	180	319
Marseille	65	175	229
Nancy-Sud Lorraine	43	113	203
Paris - Ile-de-France	118	191	239
Rouen	212	103	216
Strasbourg	83	111	268
Toulouse	40	131	202

(1) du 1er avril 1995 au 31 mars 1996.
(2) du 1er janvier au 31 décembre 1995.

TABLEAU A.02-7

Émissions de dioxyde de soufre (SO_2) par catégorie d'émetteurs

Sources : CITEPA/CORALIE format UNECE (mise à jour 28/05/1997), IFEN — *Unité* : Millier de tonnes de SO_2

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Combustion dans la transformation d'énergie	479,8	577,7	455,7	358,5	331,9	351,3
Combustion dans les secteurs résidentiel et tertiaire et en agriculture	203,9	210,8	195,4	175,1	156,4	133,2
Combustion dans l'industrie manufacturière	287,6	279,7	253,3	246,7	257,3	232,4
Procédés industriels	103,9	103,1	100,5	93,2	85,0	85,7
Extraction et distribution de combustible et géothermie	34,3	22,2	21,9	18,4	10,5	15,0
Transport routier	144,1	150,3	156,7	159,2	155,5	126,4
Autres modes de transport et machinerie	35,5	35,3	27,6	27,5	25,2	20,8
Traitement et élimination des déchets	15,9	20,3	18,5	19,6	23,9	24,1
Nature	2,5	0,3	0,6	0,6	0,9	0,6
Total	**1 307,5**	**1 399,7**	**1 230,2**	**1 098,8**	**1 046,6**	**989,5**

TABLEAU A.02-8

Émissions d'oxydes d'azote (NO_x) par catégorie d'émetteur

Sources : CITEPA/CORALIE format UNECE (mise à jour 28/05/1997), IFEN

Unité : Millier de tonnes équivalent NO_2

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Combustion dans la transformation d'énergie	132,3	174,5	148,4	101,7	100,4	113,9
Combustion dans les secteurs résidentiel et tertiaire et en agriculture	81,5	93,1	92,0	90,1	84,6	88,7
Combustion dans l'industrie manufacturière	138,0	134,2	130,8	126,9	135,3	131,0
Procédés industriels	28,7	24,8	22,1	20,3	18,9	15,8
Transport routier	1 071,5	1 083,3	1 090,8	1 065,2	1 046,5	997,1
Autres modes de transport et machinerie	355,5	383,1	332,9	300,7	293,0	313,0
Traitement et élimination des déchets	23,9	25,3	26,6	25,7	29,4	30,8
Agriculture, sylviculture et changement dans l'utilisation des sols	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Nature	5,5	0,8	1,3	1,3	1,9	1,4
Total	**1 837,6**	**1 919,7**	**1 845,5**	**1 732,6**	**1 710,8**	**1 692,4**

TABLEAU A.02-9

Émissions de dioxyde de carbone (CO_2) par catégorie d'émetteurs

Sources : CITEPA/CORALIE format UNECE (mise à jour 28/05/97), IFEN

Unité : millier de tonnes de CO_2 net ultime (1)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Combustion dans la transformation d'énergie	80 185	90 177	82 319	67 915	61 851	65 677
Combustion dans les secteurs résidentiel et tertiaire et en agriculture	89 990	100 196	100 060	96 650	92 073	92 698
Combustion dans l'industrie manufacturière	46 477	46 060	49 176	46 379	49 670	48 735
Procédés industriels	17 009	16 242	21 527	14 188	16 950	22 861
Extraction et distribution de combustible et géothermie	1	1	1	1	1	1
Solvants et utilisations d'autres produits	2 236	1 984	1 958	1 860	1 893	1 738
Transport routier	112 162	114 718	117 734	118 241	121 332	122 814
Autres modes de transport et machinerie	18 981	18 303	16 987	16 217	15 359	15 994
Traitement et élimination des déchets	2 812	3 237	3 415	3 516	3 845	4 090
Agriculture, sylviculture et changement dans l'utilisation des sols	– 27 500	– 25 073	– 28 541	– 36 011	– 40 635	– 41 083
Total	**342 353**	**365 845**	**364 636**	**328 956**	**322 339**	**333 525**

(1) Les quantités tiennent compte des puits de carbone; tout le carbone est comptabilisé sous forme de CO_2.

TABLEAU A.02-10

Évolution de la qualité des eaux de baignade en eau douce

France entière

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DGS), IFEN

	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Nombre total de points classés	1 649	1 566	1 512	1 588	1 592	1 587
selon la catégorie de qualité						
A (1)	443	442	436	678	752	672
Pourcentage	26,9	28,2	28,8	42,7	47,2	42,3
B (2)	924	897	884	768	698	777
Pourcentage	56,0	57,3	58,5	48,4	43,8	49,0
C (3)	187	174	139	113	111	124
Pourcentage	11,3	11,1	9,2	7,1	7,0	7,8
D (4)	95	53	53	29	31	14
Pourcentage	5,8	3,4	3,5	1,8	2,0	0,9

(1) : eau de bonne qualité; (2) : eau de qualité moyenne; (3) : eau pouvant être momentanément polluée; (4) : eau de mauvaise qualité.

TABLEAU A.02-11

Qualité des eaux de baignade en eau douce par type de lieu de baignade

France entière

Année 1997

Source : Ministère de l'Emploi et de la solidarité (DGS)

	A (1)	B (2)	C (3)	D (4)	**Total**
Rivière					
Nombre de points de surveillance classés	70	368	86	13	**537**
%	13,0	68,6	16,0	2,4	**100,0**
Étang					
Nombre de points de surveillance classés	121	85	11	–	**217**
%	55,8	39,2	5,0	–	**100,0**
Retenue artificielle					
Nombre de points de surveillance classés	165	147	11	–	**323**
%	51,1	45,5	3,4	–	**100,0**
Lac					
Nombre de points de surveillance classés	129	77	8	1	**215**
%	60,0	35,8	3,7	0,5	**100,0**
Barrage réservoir					
Nombre de points de surveillance classés	101	60	8	–	**169**
%	59,8	35,5	4,7	–	**100,0**
Gravière, carrière					
Nombre de points de surveillance classés	86	40	–	–	**126**
%	68,3	31,7	–	–	**100,0**
Ensemble					
Nombre de points de surveillance classés	**672**	**777**	**124**	**14**	1 587
%	**42,3**	**49,0**	**7,8**	**0,9**	100,0

(1) : eau de bonne qualité; (2) : eau de qualité moyenne; (3) : eau pouvant être momentanément polluée; (4) : eau de mauvaise qualité.

TABLEAU A.02-12

Évolution de la qualité des eaux de baignade en mer

France entière

Sources : Ministère de l'Emploi et de la solidiarité (DGS), IFEN

	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Nombre total de points classés	**1 756**	**1 639**	**1 782**	**1 777**	**1 790**	**1 829**
selon la catégorie de qualité						
A (1)	912	957	974	1 052	1 131	1 094
Pourcentage	51,9	58,4	54,7	59,2	63,2	59,8
B (2)	607	518	646	614	580	608
Pourcentage	34,6	31,6	36,3	34,5	32,4	33,2
C (3)	231	162	152	110	79	126
Pourcentage	13,2	9,9	8,5	6,2	4,4	6,9
D (4)	6	2	10	1	–	1
Pourcentage	0,3	0,1	0,5	0,1	–	0,1

(1) : eau de bonne qualité; (2) : eau de qualité moyenne; (3) : eau pouvant être momentanément polluée; (4) : eau de mauvaise qualité.

TABLEAU A.02-13

Prélèvement totaux d'eau (1)

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DE), IFEN

Unité: Million de m^3

	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Collectivités locales	6 193	6 091	6 093	5 982	5 933	5 931
Industries	4 556	4 444	4 343	4 248	4 023	3 954
Centrales thermiques	20 999	22 267	23 987	24 070	24 474	25 814
Agriculture	4 581	4 884	4 901	4 919	4 949	4 971
Total	**36 330**	**37 686**	**39 324**	**39 219**	**39 379**	**40 670**

(1) Les volumes indiqués ont été évalués soit à partir des redevances, assises sur les volumes prélevés et perçues par les Agences de l'eau soit, à partir d'estimations pour certains prélèvements à redevances forfaitaires.

TABLEAU A.02-14

Assainissement et épuration des grandes villes en 1995 (1)

Sources : RNDE - Agences de l'eau, BNDE

Unités : flux de pollution en kg/j
taux en %

	Matières oxydables	Matières azotées	Matières phosphorées
Pollution brute produite (2)	1 180 665	281 611	77 008
Pollution entrant dans les stations d'épuration	593 000	159 000	48 041
Pollution éliminée par les stations d'épuration	423 309	59 527	11 099
Pollution résiduelle après traitement en stations d'épuration	169 691	99 473	36 941
Flux non collecté par les stations	587 665	122 611	28 968
Taux de collecte	50	56	62
Taux de dépollution	36	21	14

(1) France métropolitaine, agglomérations de plus de 10 000 équivalents-habitants.
(2) Pollution émise par les habitants relevant de l'assainissement collectif et par les industries raccordées, estimée sur une base forfaitaire.

TABLEAU A.02-15

Rejets dans l'eau des principaux établissements industriels par type de polluant (1)

Année 1996

Unités : Kilogramme par jour
Kilogramme par seconde
Kilogramme par an

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DPPR-SEI), IFEN

Types de polluant	Seuil par polluant et par établissement	Nombre d'établissements dont les rejets dépassent ce seuil	Cumul des rejets annuels de ces établissements (2)
Matières en suspension	900 Kg/j	85	3 440 239
DCO	1000 Kg/j	286	1 060 916
Azote	150 Kg/j	86	54 568
Phosphore	15 Kg/j	73	6 259
Sulfates	800 Kg/j	38	723 463
Chlorures	0,05 Kg/s	38	117
Cadmium	0,01 Kg/j	40	8
Plomb	0,03 Kg/j	83	78
Chrome	0,3 Kg/j	37	2 095
Arsenic	0,02 Kg/j	13	8
Mercure	1 Kg/an	20	282
Cuivre	0,1 Kg/j	116	113
Fer	3 Kg/j	42	271 060
Manganèse	0,5 Kg/j	18	618
Cyanures	0,02 Kg/j	23	109
Phénols	1 Kg/j	26	186
Zinc	0,3 Kg/j	128	658
Aluminium	5 Kg/j	17	69 729
Étain	0,02 Kg/j	32	18
Fluor	8 Kg/j	36	6 772
Nickel	0,06 Kg/j	160	125
Hydrocarbures	10 Kg/j	48	1 453
Titane	5 Kg/j	3	74 028

(1) Le flux rejeté par les principaux émetteurs industriels ne représente qu'une partie des flux d'origine industrielle rejetés en France en 1996 (il s'agit de la somme des rejets des établissements dépassant le seuil indiqué).
(2) Unité : kilogramme par jour sauf les chlorures exprimés en kilogramme par seconde et le mercure en kilogramme par an.

TABLEAU A.02-16

Répartition des accidents industriels par secteur d'activité en 1997

France entière

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DPPR - SEI - BARPI) - IFEN, base ARIA mise à jour au 01/04/98

	Nombre d'accidents
Agriculture, sylviculture, pêche	228
Industrie (1)	472
Commerce	140
Transports	198
Autres secteurs d'activité (2)	144
Origine inconnue	98

(1) Industrie, production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau, construction.
(2) Éducation, assainissement-voirie et gestion des déchets, autres activités ou activité indéterminée.

TABLEAU A.02-17

Évolution du montant des indemnités versées par les assureurs au titre des catastrophes naturelles

Sources : Fédération française des sociétés d'assurance, IFEN — *Unité* : Milliard de francs

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Montant	1,32	2,19	0,87	4,30	1,53	3,02	4,58	2,25	3,60	2,10

TABLEAU A.02-18

Installations de traitement des ordures ménagères : nombre d'installations, quantités traitées

Sources : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME), IFEN — *Unité* : Quantité : kilotonne/an

Type de traitement	Nombre d'installations			Quantité annuelle reçue		
	1989	1993	1995	1989	1993	1995
Compostage	77	68	78	1 341	1 482	1 716
Incinération avec récupération d'énergie	75	79	85	5 428	6 902	7 652
Incinération sans récupération d'énergie	228	218	188	2 090	2 857	2 700
Mise en décharge (1)	485	459	384	8 928	10 025	9 593
Divers (tri, méthanisation)	3	3	28	108	87	474
Total	**868**	**827**	**763**	**17 895**	**21 353**	**22 135**

(1) Décharges traitant plus de 3 000 tonnes par an.

TABLEAU A.02-19

Dépenses de protection de l'environnement par domaine et par acteur

Année 1996 (*p*)

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DGAD), IFEN — *Unité* : Million de francs

	Air	Bruit	Déchets	Assainissement-épuration	Protection du patrimoine écologique	**Total**
Administrations publiques	–	542	26 323	44 095	1 780	**72 740**
Entreprises	8 314	2 411	15 703	9 119	...	**35 547**
Ménages	2 105	1 953	1 942	5 233	...	**11 233**
Total	**10 419**	**4 906**	**43 968**	**58 447**	**1 780**	**119 520**

TABLEAU A.02-20

Évolution des dépenses de protection de l'environnement par domaine

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DGAD), IFEN — *Unité* : Million de francs courants

	r 1990	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*p* 1996
Gestion des eaux usées	41 859	44 841	48 198	53 661	57 123	58 447
Gestion des déchets	27 175	32 759	35 655	38 200	41 261	43 968
Air	9 592	9 501	11 039	9 860	9 991	10 419
Bruit	4 319	4 626	4 608	4 847	4 799	4 906
Protection du patrimoine écologique	1 605	1 750	1 735	1 745	1 745	1 780

TABLEAU A.02-21

Dépenses de lutte contre la pollution dans quelques pays de l'OCDE en % du PIB

Année 1995

Sources : OCDE, IFEN

Pays	Secteur public	Secteurs public et privé	Secteurs public et privé Consommation des ménages incluse
Allemagne (1).(2)	0,8	1,4	...
Australie (2)	0,5	0,8	0,8
Autriche (3)	1,2 (3)	2,1 (4)	2,2 (4)
Belgique	0,4	...	...
Canada	0,7 (4)	0,9 (6)	...
Danemark (4)	0,6	...	...
Espagne (3)	0,5	0,5	...
États-Unis (2)	0,7	1,6	1,7
Finlande (2)	0,6	1,1	...
France	**0,9**	**1,4**	**1,5**
Grèce (5)	0,2	...	...
Islande	0,4	...	...
Italie (6)	0,5	0,9	...
Japon (2)	0,5	0,6	...
Pays-Bas (5)	1,2	1,9	2,0
Portugal (2)	0,6	0,7	...
Royaume-Uni	0,4 (7)	0,3 (2)	1,1 (7)
Suisse	1,0 (5)	1,6 (3)	2,1 (3)
Suède (4)	0,8	1,2	...

(1) ex Allemagne de l'Ouest.
(2) 1994.
(3) 1993.
(4) 1991.
(5) 1992.
(6) 1989.
(7) 1990.

B

Démographie

Chapitre B.01

Structure de la population

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Part des 65 ans et plus dans la population totale de quelques pays.

1. Population totale par sexe et âge.
2. Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1997.
3. Population totale par sexe et âge au 1er janvier 1998.
4. Population des États de l'Union européenne.
5 Population totale par sexe et âge aux recensements de 1975, 1982 et 1990.
6. Population totale par sexe et âge aux recensements de 1974, 1982 et 1990 (DOM).
7. Population totale des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales par sexe et groupes d'âges au dernier recensement.
8. Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1990.
9. Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1990 (DOM).
10. Population totale par sexe et catégorie socioprofessionnelle aux recensements de 1982 et 1990.
11. Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990.
12. Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990 (DOM).
13. Population active ayant un emploi par sexe, âge et statut au recensement de 1990.
14. Actifs occupés au lieu de travail par sexe et statut selon la nomenclature d'activités française (NAF) au recensement de 1990.
15. Population active ayant un emploi par sexe, statut et selon l'activité économique au recensement de 1990 (DOM).
16. Navettes domicile-travail des actifs ayant un emploi par sexe et par catégorie socio-professionnelle au recensement de 1990.
17. Migrations par sexe et par catégorie socio-professionnelle au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982.
18. Migrations par sexe au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982 (DOM).

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Enquêtes et Études démographiques » et la division « Recensements de la population » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Au 1er janvier 1998, la France métropolitaine compte 58,7 millions d'habitants. Après deux années de hausse, la natalité diminue de nouveau, alors que la baisse tendancielle de la mortalité se poursuit.

Avec environ 725 000 naissances et 534 000 décès, l'accroissement naturel s'élève à 191 000 personnes. L'excédent migratoire étant provisoirement estimé à 40 000 personnes, la population de la France métropolitaine s'accroit de 231 000 personnes en 1997. Le taux d'accroissement total de la population française est de 3,9 pour mille habitants; il se décompose en 3,3 pour mille dus aux variations naturelles et 0,6 pour mille dus au solde migratoire. Le mouvement naturel contribue pour près de 83 % à la progression totale.

En 1997, l'espérance de vie à la naissance est estimée à 74,2 années pour les hommes et à 82,1 années pour les femmes. Au sein de l'Union européenne, la France continue de détenir le record de longévité pour les femmes et la plus grande différence entre les hommes et les femmes ; en revanche, l'espérance de vie masculine coïncide avec la moyenne européenne.

2. MÉTHODOLOGIE

Nous nous contentons de donner ici quelques éléments sur l'exploitation et la diffusion des résultats du recensement de la population de 1990. Pour plus de précisions, nous invitons les lecteurs à se reporter aux nombreuses publications indiquées à la fin de ce chapitre. Celles-ci comportent des notices méthodologiques en complément des tableaux.

Dans ce chapitre consacré aux « structures de la population », la plupart des tableaux sont issus du recensement de 1990, comparé dans la mesure du possible aux recensements de 1982 et de 1975. On trouvera également des résultats du recensement de 1990 dans les chapitres A.01 : « Territoire et population », B.03 : « Étrangers », B.04 : « Ménages ».

Par contre, les quatre premiers tableaux ne sont pas issus du recensement. Trois sont des estimations annuelles de population établies par le département de la démographie de l'INSEE. Les calculs sont basés sur le recensement de 1990.

Exploitation du recensement

Le recensement général de la population et des habitations a été effectué en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer en mars 1990, conformément aux dispositions du décret n° 89-274 du 26 avril 1989 et selon des modalités voisines de celles des recensements de 1975 et 1982.

La date de référence est le 5 mars 1990 (le 15 mars 1990 pour les DOM).

Dans un premier temps, on effectue un décompte des questionnaires permettant d'obtenir différentes données concernant entre autres la population légale de la France et des différentes circonscriptions administratives (voir chapitre A.01).

L'ensemble des questionnaires donne également lieu à une exploitation statistique permettant d'obtenir des résultats détaillés : répartition de la population par sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, confort des logements, etc.

Le dépouillement statistique est effectué pour la population dite « sans doubles comptes » (voir la définition dans le chapitre A.01), c'est-à-dire en privilégiant la commune de résidence personnelle. Elle comprend deux grandes catégories : la population des ménages et la population hors ménage (voir définition dans le chapitre B.04).

Le plan d'exploitation des questionnaires du recensement de 1990 a été modifié par rapport à celui de 1982. Considérée lors des précédents recensements comme une exploitation complémentaire de celle des échantillons au 1/20 et au 1/4, l'exploitation exhaustive légère a été réalisée en premier, avant les exploitations des échantillons au 1/20 et au 1/4. Elle a consisté en une opération à part entière qui a permis de fournir les informations principales sur la structure de la population totale et de la population active, ainsi que sur les déplacements domicile-travail et les caractéristiques des logements, à des niveaux géographiques fins.

Lors des phases d'exploitation suivantes, l'ensemble des informations collectées au niveau de la feuille de logement et du bulletin individuel n'a été saisi que pour une partie seulement des questionnaires, dans un premier temps sur un échantillon au 1/20 et dans un second sur un échantillon plus large au 1/4. Ces deux exploitations dites « lourdes » donnent lieu à des publications qui complètent celles issues de l'exploitation de l'exhaustif léger.

Dans le présent chapitre, les résultats des recensements de 1982 et 1990 sont issus de l'exploitation au 1/4 et ceux de 1975 de l'exploitation au 1/5.

Plan de diffusion des résultats du recensement

Les résultats du recensement de 1990 font l'objet d'une diffusion très large et sous des formes variées : tableaux à la demande, publications, microfiches, fichiers sur bandes magnétiques et disquettes. De nombreux articles dans *Économie et Statistique, INSEE-Première* et dans les revues régionales de l'INSEE sont consacrés à la présentation et à l'analyse des résultats du recensement. À côté de ces publications, le recensement de 1990 donne lieu comme les précédents à la production d'un certain nombre de publications spécifiques; on donne ci-après la liste de ces publications traditionnelles [Séries « bleue », « orange », « blanche », « jaune », « verte » et volumes thématiques (anciennement Série « bordeaux »)] qui, depuis 1962, diffusent les résultats correspondant aux diverses étapes de l'exploitation de cette vaste opération.

D'autres publications et, plus généralement, d'autres résultats du recensement peuvent être obtenus en s'adressant aux directions régionales de l'INSEE ou à INSEE-Info-service à Paris.

On peut distinguer les résultats du dénombrement de la population (population légale et statistiques communales complémentaires), ceux de l'exploitation exhaustive et ceux de l'exploitation statistique des échantillons au 1/20 et au 1/4.

Dénombrement. Population légale

Les résultats du dénombrement de la population, obtenus à partir des bordereaux de district et des feuilles récapitulatives communales établis par les agents recenseurs et les mairies ont fait l'objet d'une synthèse dans plusieurs *INSEE-Première* ainsi que sous forme de publications dans trois Séries (« bleue », « orange », « blanche »).

● Série « bleue » « Population légale » (population totale, municipale, comptée à part et sans doubles comptes) :

● Série « orange » : « Évolutions démographiques 1975-1982-1990 » (population sans doubles comptes, mouvement naturel et migratoire, nombre de logements) :

Ces résultats font également l'objet d'une présentation sous forme de tableaux normalisés, de cartes et de fichiers :

● Tableaux :

— tableaux prédéfinis :

— tableaux-lignes des fascicules bleus;

— tableaux-lignes des fascicules orange;

— fiche historique,

(ces tableaux sont agrégeables sur tout ensemble de communes entières et disponibles sur listing, disquette, bande...).

● Cartes :

— cartes sur mesure.

● Fichiers (hors fichiers de tableaux) :

— BDCOM : base de données communales;

— fichier « dénombrement » des districts.

Les données géographiques sont publiées sous forme de :

● Code officiel géographique :

— édition au 1-3-1990 (volume et fascicules).

● Série « blanche » :

— composition communale des unités urbaines;

— composition des ZPIU (zones de peuplement industriel ou urbain).

Résultats de l'exhaustif

En sus de la publication des premiers résultats sous forme *d'INSEE-Première,* l'exploitation de l'exhaustif a donné lieu à la publication d'une série jaune, de tableaux normalisés, de cartes et de fichiers.

● Série « jaune » « Logements-population-emploi », évolutions 1975-1982-1990 :

● Tableaux :

— tableaux normalisés de l'exhaustif (trois séries) : détaillés (11 pages), standards (6 pages), résumés au lieu de résidence (2 pages);

— tableaux-lignes des fascicules jaunes;

— tableaux de comptage des déplacements domicile/travail entre communes;

— tableaux sur mesure : prédéfinis agrégés sur une zone géographique, prédéfinis sur une sous-population, tableaux entièrement spécifiques.

Supports de diffusion :

— listings, impressions laser, disquettes, microfiches...

● Cartes :

— cartes sur mesure.

● Fichiers (hors fichiers de tableaux) :

— fichiers « détail » de l'exhaustif;

— fichiers « détail » au lieu de travail;

— fichiers des navettes domicile/travail entre communes.

Résultats du sondage au 1/20

Comme dans le cas des autres exploitations, *INSEE-Première* présente les résultats essentiels. De plus, un volume de tableaux normalisés standards France et régions est paru dans *INSEE-Résultats.*

Un volume thématique (anciennement Série « bordeaux ») sur les « Nationalités » paraît également sous forme *d'INSEE-Résultats* à partir de l'exploitation au 1/20.

Résultats du sondage au 1/4

Ils donnent lieu à la publication de la Série « verte » (1) : « Population-activité-ménages », des volumes thématiques (anciennement Série « bordeaux »), de tableaux, cartes et fichiers.

● Série « verte » : « Population-activité-ménages » :

● Volumes thématiques publiés dans la collection *INSEE-Résultats* (anciennement Série « bordeaux ») :

— 7 volumes France métropolitaine :

— population totale;

— population active;

— formation;

— ménages et familles;

— nationalités-étrangers;

— logements et immeubles;

— population originaire des DOM-TOM en France métropolitaine.

● Tableaux :

— tableaux normalisés (trois séries) détaillés (5 pages), standards (2 pages), résumés (4 pages), au lieu de résidence;

— tableaux normalisés (trois séries) : détaillés (15 pages), standards (8 pages), résumés (2 pages) au lieu de travail;

(1) Pour les DOM, les résultats de cette série sont élaborés à partir de l'ensemble des bulletins et non d'un échantillon.

— tableaux normalisés (trois séries) : détaillés (15 pages), standards (7 pages), résumés (1 page) au lieu de résidence antérieure;

— tableaux-lignes d'indicateurs;

— tableaux d'étude en partie, repris des anciens volumes bordeaux;

— tableaux de structures des déplacements domicile/travail;

— tableaux de structures des migrations intercensitaires (1982-1990).

Supports de diffusion :

— listings, impressions laser, disquettes, bandes, microfiches pour les tableaux normalisés aux principaux échelons géographiques.

● Cartes :

— cartes sur mesure.

● Fichiers (hors fichiers de tableaux) :

— fichiers « détail » de l'exploitation au 1/4;

— fichiers lieu de travail;

— fichiers lieu de résidence antérieure.

Cas particulier de Saint-Pierre-et-Miquelon : la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon a été recensée le 5 mars 1990 comme la métropole. Trois fascicules (bleu, jaune et vert) présentent les résultats de ce recensement. Dans tous les cas, l'ensemble des bulletins a été exploité.

3. DÉFINITIONS

Activité économique

La notion d'activité économique se distingue de la notion de profession. Cette dernière correspond au métier individuel (par exemple : sténodactylo); la première se rapporte à l'unité économique où la profession est exercée (par exemple : construction automobile).

Dans le recensement de 1990 (ainsi que dans les recensements de 1954, 1962, 1968, 1975 et 1982), on a attribué à chaque actif ayant un emploi l'activité économique de l'établissement qu'il dirige ou qui l'emploie. Cette notion mérite deux précisions pour lever les ambiguïtés d'interprétation :

— il s'agit de l'établissement et non de l'entreprise qui peut comprendre plusieurs établissements d'activités différentes. Un établissement est une cellule économique (usine, bureau, magasin de vente, dépôt, mine, etc.) située dans un lieu déterminé, dans laquelle travaillent une ou plusieurs personnes pour le compte d'une même autorité directrice. Comme lors des recensements antérieurs, les actifs sont classés selon l'activité principale de l'établissement qui les emploie et non d'après l'activité de la section d'établissement où ils travaillent et qui peut être différente. Les tableaux ne fournissent donc pas une classification par branche mais une classification par secteur d'établissement (voir définition de la branche et du secteur au chapitre K.01);

— les actifs employés par un établissement de prestation de services ou de main-d'œuvre (entreprise de nettoyage, service de maintenance de matériel, agence de travail temporaire, etc.) relèvent de l'activité économique de l'établissement de prestation de services ou de main-d'oeuvre qui les emploie et non de l'activité économique de l'établissement où ils travaillent.

Âge

La population est classée par année de naissance, c'est-à-dire par génération. L'âge indiqué est l'âge atteint par chaque génération au cours de l'année du recensement; c'est également l'âge en années révolues au 31 décembre de l'année du recensement. La classe « 0 » ne comprend pour le recensement de 1990 que les enfants nés du 1er janvier 1990 au 4 mars 1990; pour le recensement de 1982, ceux nés du 1er janvier 1982 au 3 mars 1982 et pour le recensement de 1975 ceux nés du 1er janvier 1975 au 19 février 1975. Pour les DOM, la classe « 0 » comprend pour le recensement de 1990 les enfants nés du 1er janvier 1990 au 14 mars 1990, pour le recensement de 1982 ceux nés du 1er janvier 1982 au 8 mars 1982 et pour le recensement de 1974, ceux nés du 1er janvier 1974 au 15 octobre 1974.

Catégorie socioprofessionnelle

Au recensement de 1982, a été utilisée pour la première fois la nomenclature des « Professions et catégories socioprofessionnelles » qui venait d'être élaborée.

Cette nomenclature comprenant 455 postes est le résultat de la refonte complète du système de nomenclatures d'emplois (et en particulier, de la nomenclature des « catégories socioprofessionnelles » utilisée depuis 30 ans).

La catégorie socioprofessionnelle est obtenue par regroupement de rubriques de la nomenclature « professions et catégories socioprofessionnelles – PCS ».

Trois niveaux de regroupements sont proposés :

— le « niveau 42 » (dont 32 pour les actifs) est suffisamment détaillé pour permettre aux utilisateurs d'autres regroupements selon leurs besoins;

— le « niveau 24 » (dont 19 pour les actifs) s'en tient à des catégories assez fournies en effectifs mais maintient néanmoins dans leurs grandes lignes les principales distinctions de la nomenclature PCS : salariés - non-salariés, niveau de classification, public - privé;

— le « niveau 8 » (dont 6 pour les actifs) représente les « groupes socioprofessionnels » : 6 groupes de personnes ayant une activité professionnelle et 2 groupes sans activité professionnelle. Les chômeurs ayant déjà occupé un emploi sont classés, selon leur dernier emploi, dans l'un des 6 groupes de personnes ayant une activité professionnelle; les chômeurs n'ayant jamais travaillé et les militaires du contingent sont classés dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle ». La distinction entre personnes ayant une activité professionnelle et personnes sans activité professionnelle qui figure dans certains tableaux ne coïncide donc pas tout à fait avec la distinction actifs-inactifs au sens du type d'activité.

Diplômes

L'information relative au diplôme le plus élevé obtenu figurant sur le bulletin individuel (question 8) correspond à une information simplifiée par rapport à ce qui était demandé au recensement de 1982.

Les différents niveaux de diplôme retenus sont :

— certificat d'études primaires;

— BEPC, brevet élémentaire, brevet des collèges;

— CAP;

— BEP;

— baccalauréat, brevet professionnel ou de technicien, autre brevet (BEA, BEC, BEI, etc.);

— diplôme universitaire de 1er cycle, BTS, DEUST, DUT, diplôme des professions sociales ou de la santé;

— diplôme universitaire de 2e ou 3e cycle, diplôme d'ingénieur, d'une grande école, etc.

Il est à noter que les non-déclarations à la question 8 ne sont pas redressées et sont conservées dans une modalité « aucun diplôme déclaré ». Ces non-déclarations peuvent en effet correspondre à des omissions ou refus de réponse, de même qu'à l'absence de diplôme.

État matrimonial

Les personnes recensées doivent indiquer leur « état matrimonial légal » : célibataire, marié(e) ou remarié(e), veuf(ve) ou divorcé(e). Les réponses peuvent présenter dans certaines situations des différences avec la situation légale de la personne, par exemple :

— une personne vivant séparée de son conjoint mais non encore divorcée et donc légalement mariée aura pu hésiter entre les réponses « célibataire », « marié(e) » ou « divorcé(e) »;

— des personnes vivant en union libre auront pu hésiter devant la réponse « marié(e) »; mais certaines d'entre elles, légalement divorcées ou séparées, pourront préférer se déclarer célibataires...

Si, dans la plupart des cas, l'état matrimonial déclaré reste un bon indicateur de l'état matrimonial légal de la personne recensée, il faut avoir à l'esprit ces remarques lorsqu'on étudie certaines sous-populations particulières.

Navettes

On appelle « navettes » les déplacements quotidiens entre le domicile et le lieu de travail.

On répartit les actifs ayant un emploi selon qu'ils résident et travaillent :

— dans la même commune;

— dans des communes différentes :

  — de la même unité urbaine;

  — de la même zone d'emploi (sauf pour les DOM);

  — du même département;

  — autres que ci-dessus.

Les découpages géographiques particuliers que constituent les unités urbaines et les zones d'emploi ne sont pas emboîtés et ne sont pas toujours entièrement compris dans un seul département. Ainsi, la commune de lieu de travail peut être dans un autre département, tout en étant dans la même unité urbaine.

Certaines personnes exerçant des professions bien déterminées telles que « chauffeur-routier », « chauffeur de taxi », « VRP », « commerçant ambulant » ou « marin-pêcheur » les amenant à se déplacer plus ou moins fréquemment pour leur travail sont, par convention, considérées comme travaillant dans leur commune de résidence.

Population active au recensement de 1990

Les résultats concernant la population active – et particulièrement le nombre même de personnes actives – dépendent assez fortement des méthodes utilisées pour les obtenir. Par exemple, dans un recensement, on est contraint à se borner à quelques questions générales, auxquelles la plupart des habitants répondent eux-mêmes; au contraire, dans une enquête par sondage centrée sur les problèmes de main-d'oeuvre, des questions plus nombreuses et plus précises sont posées par des enquêteurs formés à cet effet. Nous signalons au lecteur que ceci entraîne des évaluations différentes de la population active entre les résultats de ce chapitre et ceux du chapitre C.01 « Population active, emploi ».

La population active comprend la « population active ayant un emploi », les chômeurs et les militaires du contingent (1).

Le type d'activité (voir définition ci-dessous) joue un rôle de filtre pour orienter les chiffrements ultérieurs :

— profession et catégorie socioprofessionnelle;

— statut;

— activité économique;

— lieu de travail.

Statut et condition d'emploi dans la profession

● STATUT

La notion de statut ne s'applique qu'à la population active ayant un emploi; elle permet, pour l'ensemble des actifs ayant un emploi, de distinguer de manière systématique les personnes à leur compte des salariés et au sein de ceux-ci, ceux qui travaillent respectivement dans les secteurs privé, public ou semi-public :

Salariés :

— salariés du secteur privé;

— salariés de l'État;

— salariés des collectivités locales, hôpitaux publics, HLM;

— salariés de la Sécurité sociale;

— salariés des entreprises publiques ou nationales.

Non-salariés :

— indépendants sans salarié;

— employeurs;

— aides familiaux.

---

(1) En 1975 et 1982, les militaires du contingent n'étaient pas comptés dans la population active.

● SALARIÉS

Sont classées dans ces postes toutes les personnes qui ont répondu affirmativement à la question « Êtes-vous salarié? » et qui, n'étant pas chefs d'entreprise, n'ont pas été affectées aux postes « indépendants sans salariés » ou « employeurs ».

La répartition entre les cinq catégories de salariés décrites ci-dessous dépend de la nature de l'employeur.

1. Salariés du secteur privé

Sont classés dans ce poste les salariés rattachés à une entreprise qui apparaît en secteur privé dans le fichier SIRENE ou, qui n'appartiennent pas à l'une des quatre autres catégories de salariés déterminées comme suit.

2. Salariés de l'État

Salariés, titulaires ou non (auxiliaires, contractuels, vacataires, etc.), des services de l'État et établissements ou organismes assimilés :

— services dépendant du budget général.

Tous les ministères et leurs services.

Tous les budgets annexes :

— P et T, Imprimerie nationale, Monnaies et Médailles, etc.

Comptes spéciaux du Trésor :

— fabrication d'armement terrestre (DTAT), aéronautique (DTCA), navals (DTCN).

Organismes divers :

— enseignement public supérieur (universités, IUT);

— CROUS;

— les centres de formation professionnelle pour adultes (FPA);

— bibliothèques, musées, théâtres nationaux;

— agence nationale pour l'emploi (ANPE);

— centre national de la recherche scientifique (CNRS);

— organismes d'intervention agricole (ONIC, ONILAIT, OFIVAL, etc.).

3. Salariés des collectivités locales, hôpitaux publics, HLM, etc.

Salariés, titulaires ou non des régions, départements, communes et des services ou organismes rattachés ou en émanant (syndicats de communes, régies, etc.) et des « organismes divers d'administration locale » de formes juridiques variées mais dont les ressources principales sont des transferts des collectivités territoriales.

Ce sont principalement :

— régions, départements, communes, communautés urbaines;

— régies industrielles et commerciales (sauf RATP);

— syndicats et districts urbains;

— services communaux, départementaux;

— lycées, collèges;

— chambres d'agriculture, de commerce, de métiers et les services et écoles qui en dépendent (y compris centres de formation d'apprentis);

— caisse des écoles (dont gestion de cantines, de colonies de vacances), et bureaux d'aide sociale;

— maisons de jeunes;

— syndicats d'initiative;

— hôpitaux publics, centres hospitaliers, assistance publique;

— offices d'HLM (qui sont toutefois des organismes de droit privé).

4. Salariés de la Sécurité sociale

Ce poste rassemble les salariés dont l'employeur est un régime de sécurité sociale :

— régime général : Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS) [y compris les URSSAF], caisses d'assurance vieillesse, maladie, d'allocations familiales;

— régimes spéciaux ou statutaires;

— régimes complémentaires : caisses de retraites complémentaires (AGIRC, ARRCO, UNIRS, RESURCA, ASSEDIC, UNEDIC).

Remarque :

Les salariés des assurances mutuelles ne sont pas classés avec ceux de la Sécurité sociale, mais avec les salariés du secteur privé.

5. Salariés des entreprises publiques ou nationales

Salariés dont l'employeur est un des principaux établissements publics à caractère industriel ou commercial, une des principales sociétés nationales d'État, d'économie mixte ou leurs sociétés filiales.

● NON-SALARIÉS (indépendants sans salariés, employeurs)

La notion d'employeur ou d'indépendant est plus large que celle qui ressort de la réponse affirmative à la question : « Êtes-vous à votre compte ? » (exploitant agricole, artisan, commerçant, industriel, profession libérale, aide familial non salarié, etc.). Elle recouvre toutes les personnes établies à leur compte ou qui dirigent de droit – sans avoir besoin d'une délégation quelconque – une entreprise ou une société. Un gérant de société peut se déclarer salarié au recensement parce qu'il cumule un emploi salarié avec un mandat social ou parce que le Code des impôts lui permet de se déclarer tel. Néanmoins, il est considéré comme employeur ou indépendant dans le code « statut ».

On considère donc comme non salariées les personnes déclarant les professions suivantes :

— gérant (majoritaire ou non) de SARL (société à responsabilité limitée);

— président-directeur général;

— président de société anonyme;

— directeur général de société anonyme;

— associé de société en nom;

— associé de société de fait;

— commanditaire de société en commandite;

— chef d'entreprise;

— administrateur de société;

— agent d'assurance dirigeant un cabinet;

— associé d'un cabinet de groupe (professions libérales);

— administrateur général d'entreprise publique;

— président d'entreprise nationalisée;

— associé de GAEC (agriculture);

— autres :

  — les médecins ayant à la fois une activité libérale et salariée sont considérés comme non salariés;

  — les avocats sont toujours considérés comme non salariés;

  — les gérants libres du commerce sont non salariés mais les gérants salariés du commerce restent classés comme salariés.

La distinction entre indépendants sans salariés et employeurs résulte selon les cas de la réponse à la question : « Si vous êtes à votre compte, combien de salariés employez-vous? » ou de l'examen du nombre de salariés dans l'entreprise dans le fichier des entreprises (SIRENE). En l'absence de réponse et lorsque l'entreprise apparaît comme employant « moins de 10 salariés » dans le fichier SIRENE, le statut a été classé « indépendants sans salariés ». C'est le plus vraisemblable; cependant cette interprétation fait glisser un certain nombre d'employeurs négligents du statut d'employeurs à celui d'indépendants sans salariés.

Type d'activité

Pour toute personne née en 1975 ou avant, le type d'activité correspond à l'une des rubriques suivantes :

1. Actifs :

— actifs ayant un emploi;

— chômeurs;

— militaires du contingent.

2. Inactifs :

— anciens actifs;

— étudiants, élèves ou stagiaires non rémunérés (sauf ceux qui exercent simultanément une activité professionnelle);

— autres inactifs.

3. Actifs ayant un emploi

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1975 ou avant, qui ont déclaré : soit avoir un statut (salarié ou à son compte), soit un lieu de travail, soit être aide familial, soit avoir une situation particulière, soit enfin avoir une position professionnelle.

Remarque :

— les membres du clergé en activité font également partie des actifs ayant un emploi.

4. Chômeurs

On considère comme chômeurs les personnes nées de 1915 à 1975 qui :

— soit se déclarent chômeurs sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle, ni avoir répondu qu'ils ne recherchaient pas d'emploi;

— soit se déclarent « retraités, retirés des affaires, femmes au foyer, autres inactifs », tout en annonçant rechercher un emploi sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.

5. Militaires du contingent

À partir du recensement de 1990, les militaires du contingent font partie des actifs tout en restant dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle » dans la nomenclature des catégories socioprofessionnelles. Sont exclus de cette rubrique les militaires de carrière classés parmi les actifs ayant un emploi.

6. Anciens actifs

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1960 ou avant qui déclarent être retraitées ou retirées des affaires, n'avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle ni rechercher un emploi.

7. Étudiants, élèves, stagiaires non rémunérés

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1975 ou avant qui ont répondu au bulletin individuel particulier pour la catégorie des élèves, internes, ou qui ont répondu « élève, étudiant, stagiaire non rémunéré » sans être âgées de plus de 35 ans ni avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.

8. Autres inactifs

Sont classés dans cette rubrique les jeunes nés après 1975 et les détenus.

Sont également classées dans cette rubrique les personnes nées en 1975 ou avant qui déclarent être soit :

— femme au foyer ou autre inactif, sans avoir répondu à aucune des questions ni rechercher un emploi;

— chômeur, sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle mais ayant répondu ne pas rechercher d'emploi;

— étudiant, sans avoir répondu aux questions concernant l'activité professionnelle et ayant plus de 35 ans.

Remarque :

— les stagiaires rémunérés en stage de formation (dans un centre FPA, etc.), classés en autres inactifs au recensement de 1982 sont désormais classés parmi les actifs ayant un emploi;

— les personnes en disponibilité sont considérées comme inactives.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE.

Publications :

Généralités et méthodologie sur le recensement :

Guide d'utilisation du recensement de la population 1990.

Tome 1 : Présentation générale, géographie et cartographie, dénombrement.

Tome 2 : Description des données (exploitation exhaustive).

Tome 3 : Description des traitements (exploitation exhaustive).

Tome 4 : Description des données (exploitation lourde).

Tome 5 : Description des traitements (exploitation lourde).

Tome 6 : Description des tableaux normalisés.

Tome 7 : Fichiers issus des sondages au 1/24 et au 1/100 (tableaux normalisés).

Tome 8 : Description des fichiers.

Tome 9 : Liste des tableaux des volumes thématiques, *INSEE-Résultats.*

Tome 10 : Fichiers complémentaires, publications et errata.

Publications relatives au recensement de la population de 1990 :

Série « bleue » : « Population légale » (population totale, municipale, comptées à part et sans doubles comptes) :

— fascicules départementaux (100) + un pour Saint-Pierre-et-Miquelon (collectivité territoriale), arrondissement, cantons, communes;

— volume bleu : reliure des fascicules départementaux;

— fascicule : France, régions, départements et communes de plus de 2 000 habitants.

Série « orange » : «Évolutions démographiques 1975-1982-1990 » (population sans doubles comptes, mouvement naturel et migratoire, nombre de logements) :

— fascicules départementaux (100) : (résultats provisoires) départements, arrondissements, cantons, communes, unités urbaines, zones d'emplois;

— fascicules régionaux (23) : (résultats définitifs) régions, départements, communes (les 4 DOM sont regroupés en un seul volume);

— fascicule : France, départements, unités urbaines.

Série « blanche » :

— composition communale des unités urbaines, délimitation 1990;

— composition des ZPIU (zones de peuplement industriel ou urbain), délimitation 1990.

Série « jaune » : « Logement-Population-Emploi, évolution 1975-1982-1990 » :

— fascicules départementaux (100) : tableaux normalisés détaillés de l'exhaustif pour le département et ses principales communes, lignes d'indicateurs 75-82-90 pour d'autres échelons (la rétrospective 75-82 n'existe pas pour les DOM);

— fascicules nationaux : la France et ses régions, tableaux normalisés France et régions, lignes d'indicateurs régions et départements; commune de plus de 10 000 habitants; unités urbaines de plus de 20 000 habitants.

Série « verte » :

— fascicules départementaux (100) : tableaux normalisés standards pour le département, partie urbaine/rurale, les principales communes et agglomérations; lignes d'indicateurs pour les communes de 2 000 habitants ou plus;

— fascicules régionaux (22) : tableaux normalisés détaillés pour la région et ses départements;

— fascicule national : la France et ses régions.

INSEE-Première :

— « Les 100 premières agglomérations au recensement de 1990 », n° 111, novembre 1990;

— « La population légale au recensement de 1990 », n° 116, janvier 1991;

— « Moins d'enfants dans une France qui vieillit ». Recensement de la population de 1990, n° 146, juin 1991;

— « Moins de logements neufs, plus de rénovation ». Recensement de la population de 1990, n° 147, juin 1991;

— « Une population jeune dans les DOM ». Recensement de la population de 1990, n° 148, juin 1991;

— « La population étrangère ». Recensement de la population de 1990, n° 150, juin 1991;

— « Sommes-nous tous logés à la même enseigne ». Recensement de la population de 1990, n° 157, août 1991.

— « La localisation des étrangers en France ». Recensement de la population de 1990, n° 177, janvier 1992;

— « Six millions de personnes seules ». Recensement de la population de 1990, n° 200, mai 1992;

— « Les déplacements domicile-travail ». Recensement de la population de 1990, n° 202, juin 1992;

— « La population des DOM-TOM en métropole », n° 204, juin 1992;

— « La population étrangère en 1990 par nationalité ». Recensement de la population de 1990, n° 217, juillet 1992;

— « Passé le cap des 60 ans », n° 255, avril 1993;

— « Les transformations sociales du territoire 1982-1990 », n° 341, août 1994.

INSEE-Résultats série Démographie-Société :

Série thématique (ex-« bordeaux ») :

— « France métropolitaine et régions ». Résultats du sondage au vingtième, n° 13-14-15, avril 1992;

— « Nationalités ». Résultats du sondage au vingtième, n° 19, juillet 1992;

— « Nationalités ». Résultats du sondage au quart, n° 21, novembre 1992;

— « Ménages-familles ». Résultats du sondage au quart, n° 22-23, février 1993;

— « Les populations des DOM-TOM, nées et originaires, résidant en France métropolitaine », n° 24, mars 1993;

— « Population active » - RP90, n° 25, mars 1993;

— « Logements-immeubles ». Résultats du sondage au quart, n° 28-29, octobre 1993;

— « Formation ». Résultats du sondage au quart, n° 30-31, février 1994;

— « Population totale ». Résultats du sondage au quart, n° 32-33, avril 1994.

— « Population active au lieu de travail », n° 53-54, décembre 1996.

INSEE-Méthodes :

— « Le recensement de la population de 1990 », Innovations méthodologiques, n° 52-53, novembre 1995.

Économie et statistique :

— « Les étrangers en France », n° 242, avril 1991;

— « Le vieillissement sera plus important que prévu », n° 243, mai 1991;

— « La ville », n° 245, juillet-août 1991;

— « La population des DOM en 1990 », n° 248, novembre 1991;

— « Les migrations alternantes : un volant d'ajustement du marché du travail », n° 249, décembre 1991;

— « Les marchés régionaux du travail », n° 253, avril 1992;

— « La population active agricole devrait continuer à baisser », n° 254-255, mai-juin 1992;

— « L'âge des Français », n° 264, avril 1993;

— « L'inégal vieillissement des régions françaises », n° 273, mars 1994;

— « Projections démographiques », n° 274, avril 1994.

Contours et caractères :

— « Les familles monoparentales », septembre 1994;

— « Les étrangers en France », mai 1994;

— « Les femmes », février 1995.

— « Les immigrés en France », février 1997.

— Atlas : La France. La population de la France. À partir des résultats du recensement de la population de 1990 : 140 cartes, de nombreux graphiques, des commentaires, pour visualiser les évolutions les plus récentes. Des chiffres et des données par arrondissement.

Recensements dans les territoires d'outre-mer et collectivités territoriales :

Mayotte : 5 août 1997.

Wallis-et-Futuna : 3 octobre 1996.

Polynésie française : 3 septembre 1996.

Nouvelle-Calédonie : 16 avril 1996.

Saint-Pierre-et-Miquelon : 15 mars 1990.

INSEE-Première :

— « Recensement de la population en Nouvelle-Calédonie », n° 506, janvier 1997;

— « Recensement de la population de Polynésie française », n° 543, septembre 1997;

— « Wallis-et-Futuna, Recensement de la population du 3 octobre 1996 », n° 575, avril 1998;

— « Mayotte, Recensement de la population du 5 août 1997 », n ° 608, septembre 1998.

INSEE-Résultats :

— « Recensement général de la population de la collectivité territoriale de Mayotte », n ° 20, novembre 1992;

— « Image de la population de Wallis-et-Futuna », n° 18. Principaux résultats du recensement 1990, juin 1992;

— « Image de la population de Nouvelle-Calédonie », n° 55. Principaux résultats du recensement 1996, mai 1997;

— « Recensement général de la population de la collectivité territoriale de Mayotte », n ° 69, octobre 1998.

Autres publications :

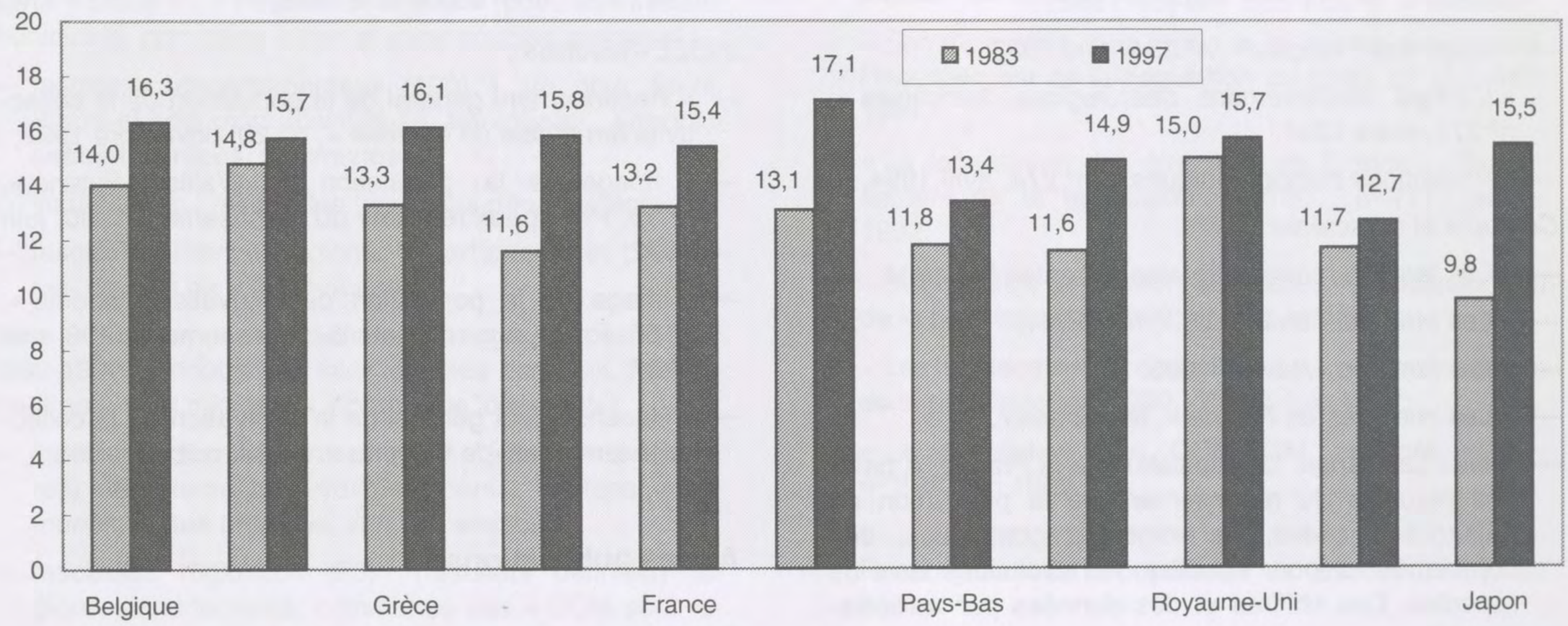
Se reporter au chapitre B.02

*
* *

GRAPHIQUE B.01

Part des 65 ans et plus dans la population de quelques pays (1)

En %



(1) au 1er janvier et pour 1997, au 1er juillet pour les États-Unis et le Japon.

Source : Eurostat

TABLEAU B.01-1

Population totale par sexe et âge

Situation au 1er janvier

Source : INSEE

Année	Population au 1er janvier (en milliers)	Âge moyen	Âge médian (1)	Nombre de femmes pour 100 hommes	Répartition par groupe d'âge pour 100 personnes de 0 à 19 ans	20 à 59 ans	60 ans ou plus	75 ans ou plus
1975	52 600,0	35,02	31,56	104,13	32,11	49,50	18,39	5,05
1980	53 731,4	35,67	32,21	104,74	30,56	52,40	17,04	5,73
1985	55 157,3	36,20	33,45	105,12	29,17	52,76	18,07	6,27
1990	56 577,0	36,88	34,67	105,40	27,78	53,19	19,02	6,78
1992	57 217,6	37,19	35,17	105,34	27,13	53,42	19,45	6,43
1993	57 529,7	37,36	35,43	105,32	26,77	53,57	19,65	6,25
1994	57 779,1	37,56	35,71	105,34	26,40	53,78	19,80	6,13
1995	58 020,1	37,76	36,01	105,37	26,15	53,85	20,00	6,09
1996 *r*	58 258,1	37,95	36,30	105,38	26,00	53,86	20,13	6,35
1997 *r*	58 491,6	38,13	36,60	105,37	25,91	53,83	20,25	6,58
1998 *p*	58 722,6	38,31	36,89	105,40	25,78	53,86	20,36	6,79

(1) L'âge médian : 50 % de la population est plus jeune, 50 % plus âgée.

TABLEAU B.01-2

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1997

Évaluation basée sur le recensement de 1990

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	**Les deux sexes**	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1996	0	**723 060**	**371 377**	371 377	–	–	–	**351 683**	351 683	–	–	–
1995	1	**714 146**	**364 442**	364 442	–	–	–	**349 704**	349 704	–	–	–
1994	2	**699 232**	**357 399**	357 399	–	–	–	**341 833**	341 833	–	–	–
1993	3	**700 303**	**357 510**	357 510	–	–	–	**342 793**	342 793	–	–	–
1992	4	**734 667**	**376 042**	376 042	–	–	–	**358 625**	358 625	–	–	–
1996-1992	**0 - 4**	**3 571 408**	**1 826 770**	**1 826 770**	**–**	**–**	**–**	**1 744 638**	**1 744 638**	**–**	**–**	**–**
1991	5	**752 637**	**385 110**	385 110	–	–	–	**367 527**	367 527	–	–	–
1990	6	**758 021**	**388 644**	388 644	–	–	–	**369 377**	369 377	–	–	–
1989	7	**761 305**	**388 658**	388 658	–	–	–	**372 647**	372 647	–	–	–
1988	8	**769 567**	**393 698**	393 698	–	–	–	**375 869**	375 869	–	–	–
1987	9	**770 390**	**393 587**	393 587	–	–	–	**376 803**	376 803	–	–	–
1991-1987	**5 - 9**	**3 811 920**	**1 949 697**	**1 949 697**	**–**	**–**	**–**	**1 862 223**	**1 862 223**	**–**	**–**	**–**
1986	10	**780 235**	**399 175**	399 175	–	–	–	**381 060**	381 060	–	–	–
1985	11	**770 703**	**394 250**	394 250	–	–	–	**376 453**	376 453	–	–	–
1984	12	**760 248**	**388 489**	388 489	–	–	–	**371 759**	371 759	–	–	–
1983	13	**749 376**	**383 258**	383 258	–	–	–	**366 118**	366 118	–	–	–
1982	14	**801 669**	**410 483**	410 483	–	–	–	**391 186**	391 185	1	–	–
1986-1982	**10 - 14**	**3 862 231**	**1 975 655**	**1 975 655**	**–**	**–**	**–**	**1 886 576**	**1 886 575**	**1**	**–**	**–**
1981	15	**810 531**	**414 809**	414 809	–	–	–	**395 722**	395 709	11	2	–
1980	16	**816 121**	**417 173**	417 173	–	–	–	**398 948**	398 833	98	17	–
1979	17	**772 831**	**394 946**	394 934	12	–	–	**377 885**	377 469	389	23	4
1978	18	**754 819**	**385 080**	384 953	125	–	2	**369 739**	368 437	1 230	57	15
1977	19	**758 869**	**386 269**	385 852	386	13	18	**372 600**	369 105	3 412	45	38
1981-1977	**15 - 19**	**3 913 171**	**1 998 277**	**1 997 721**	**523**	**13**	**20**	**1 914 894**	**1 909 553**	**5 140**	**144**	**57**
1976	20	**734 951**	**372 827**	371 680	1 111	27	9	**362 124**	351 055	10 827	62	180
1975	21	**757 646**	**383 328**	380 209	3 040	41	38	**374 318**	358 595	15 260	124	339
1974	22	**804 273**	**406 756**	398 784	7 799	55	118	**397 517**	367 146	29 433	151	787
1973	23	**852 808**	**431 104**	410 075	20 627	63	339	**421 704**	368 066	51 617	196	1 825
1972	24	**873 784**	**441 337**	406 502	33 936	68	831	**432 447**	348 070	80 896	338	3 143
1976-1972	**20 - 24**	**4 023 462**	**2 035 352**	**1 967 250**	**66 513**	**254**	**1 335**	**1 988 110**	**1 792 932**	**188 033**	**871**	**6 274**
1971	25	**877 329**	**441 384**	382 402	57 204	95	1 683	**435 945**	317 651	112 577	431	5 286
1970	26	**861 668**	**433 943**	347 070	83 546	108	3 219	**427 725**	277 571	141 984	602	7 568
1969	27	**855 161**	**430 446**	311 912	113 464	172	4 898	**424 715**	243 985	169 854	707	10 169
1968	28	**845 811**	**424 906**	279 187	138 354	180	7 185	**420 905**	214 091	192 524	886	13 404
1967	29	**846 018**	**425 542**	252 295	163 139	245	9 863	**420 476**	189 652	212 608	1 125	17 091
1971-1967	**25 - 29**	**4 285 987**	**2 156 221**	**1 572 866**	**555 707**	**800**	**26 848**	**2 129 766**	**1 242 950**	**829 547**	**3 751**	**53 518**
1966	30	**870 729**	**436 346**	232 864	190 027	353	13 102	**434 383**	175 631	236 097	1 634	21 021
1965	31	**879 045**	**440 534**	213 422	209 323	462	17 327	**438 511**	159 872	251 542	2 006	25 091
1964	32	**892 976**	**445 888**	195 188	229 117	579	21 004	**447 088**	146 690	269 108	2 264	29 026
1963	33	**886 491**	**441 645**	176 176	241 450	687	23 332	**444 846**	132 703	276 373	2 916	32 854
1962	34	**862 118**	**429 146**	155 476	246 799	698	26 173	**432 972**	117 309	277 557	3 154	34 952
1966-1962	**30 - 34**	**4 391 359**	**2 193 559**	**973 126**	**1 116 716**	**2 779**	**100 938**	**2 197 800**	**732 205**	**1 310 677**	**11 974**	**142 944**
1961	35	**871 008**	**433 172**	143 805	259 051	839	29 477	**437 836**	108 721	286 875	3 766	38 474
1960	36	**871 705**	**433 988**	130 420	269 713	989	32 866	**437 717**	96 566	294 846	4 367	41 938
1959	37	**871 610**	**433 340**	118 227	278 674	1 208	35 231	**438 270**	87 972	300 219	5 033	45 046
1958	38	**853 989**	**423 749**	106 326	278 935	1 308	37 180	**430 240**	78 706	299 129	5 771	46 634
1957	39	**857 086**	**425 017**	97 678	286 685	1 554	39 100	**432 069**	71 968	303 656	6 551	49 894
1961-1957	**35 - 39**	**4 325 398**	**2 149 266**	**596 456**	**1 373 058**	**5 898**	**173 854**	**2 176 132**	**443 933**	**1 484 725**	**25 488**	**221 986**
1956	40	**853 555**	**422 887**	88 918	290 531	1 716	41 722	**430 668**	65 485	306 395	7 326	51 462
1955	41	**851 492**	**421 696**	80 332	296 552	1 935	42 877	**429 796**	60 381	307 836	8 099	53 480
1954	42	**851 352**	**422 718**	74 105	301 948	2 263	44 402	**428 634**	55 908	307 910	8 989	55 827
1953	43	**838 603**	**417 039**	67 592	301 958	2 487	45 002	**421 564**	51 537	303 935	10 053	56 039
1952	44	**856 238**	**426 845**	64 321	312 617	2 769	47 138	**429 393**	49 303	311 366	11 033	57 691
1956-1952	**40 - 44**	**4 251 240**	**2 111 185**	**375 268**	**1 503 606**	**11 170**	**221 141**	**2 140 055**	**282 614**	**1 537 442**	**45 500**	**274 499**
1951	45	**840 962**	**419 613**	58 630	310 483	3 075	47 425	**421 349**	45 545	306 311	12 080	57 413
1950	46	**878 391**	**439 869**	56 375	330 914	3 659	48 921	**438 522**	43 840	319 806	14 018	60 858
1949	47	**868 086**	**435 075**	51 014	331 193	4 095	48 773	**433 011**	40 603	316 705	15 800	59 903
1948	48	**869 312**	**437 687**	48 007	337 665	4 506	47 509	**431 625**	38 450	317 763	17 489	57 923
1947	49	**854 413**	**430 123**	43 711	334 579	4 869	46 964	**424 290**	35 731	313 309	18 898	56 352
1951-1947	**45 - 49**	**4 311 164**	**2 162 367**	**257 737**	**1 644 834**	**20 204**	**239 592**	**2 148 797**	**204 169**	**1 573 894**	**78 285**	**292 449**
1946	50	**812 776**	**408 187**	39 972	319 510	5 066	43 639	**404 589**	32 165	300 142	20 594	51 688
1945	51	**619 056**	**311 041**	29 101	245 022	4 276	32 642	**308 015**	23 652	227 465	17 678	39 220
1944	52	**609 152**	**305 370**	27 132	242 809	4 818	30 611	**303 782**	22 583	225 305	19 173	36 721
1943	53	**595 641**	**298 860**	25 570	239 557	4 832	28 901	**296 781**	21 009	220 210	20 759	34 803
1942	54	**556 873**	**279 768**	24 096	224 633	4 961	26 078	**277 105**	19 623	204 137	21 403	31 942
1946-1942	**50 - 54**	**3 193 498**	**1 603 226**	**145 871**	**1 271 531**	**23 953**	**161 871**	**1 590 272**	**119 032**	**1 177 259**	**99 607**	**194 374**

TABLEAU B.01-2 (suite et fin)

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1997

Évaluation basée sur le recensement de 1990

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	**Les deux sexes**	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1941	55	**500 846**	**250 821**	21 697	202 073	4 942	22 109	**250 025**	17 291	184 768	21 472	26 494
1940	56	**529 547**	**263 676**	23 090	212 858	5 714	22 014	**265 871**	18 063	195 616	25 844	26 348
1939	57	**562 702**	**277 035**	24 673	224 318	6 689	21 355	**285 667**	18 989	210 005	30 639	26 034
1938	58	**557 024**	**273 251**	24 208	222 407	7 220	19 416	**283 773**	18 705	206 408	33 843	24 817
1937	59	**555 140**	**270 452**	24 091	219 879	7 853	18 629	**284 688**	18 375	206 408	37 029	22 876
1941-1937	**55 - 59**	**2 705 259**	**1 335 235**	**117 759**	**1 081 535**	**32 418**	**103 523**	**1 370 024**	**91 423**	**1 003 205**	**148 827**	**126 569**
1936	60	**563 106**	**273 204**	24 665	222 880	8 698	16 961	**289 902**	18 946	207 022	41 930	22 004
1935	61	**558 112**	**268 430**	24 345	218 778	9 378	15 929	**289 682**	18 952	203 792	46 189	20 749
1934	62	**571 894**	**273 307**	24 639	222 905	10 398	15 365	**298 587**	19 718	206 000	52 219	20 650
1933	63	**559 918**	**265 240**	24 122	215 913	11 126	14 079	**294 678**	19 835	199 041	56 547	19 255
1932	64	**579 251**	**272 325**	24 300	221 999	12 575	13 451	**306 926**	20 997	203 314	63 696	18 919
1936-1932	**60 - 64**	**2 832 281**	**1 352 506**	**122 071**	**1 102 475**	**52 175**	**75 785**	**1 479 775**	**98 448**	**1 019 169**	**260 581**	**101 577**
1931	65	**569 055**	**264 776**	23 431	215 393	13 286	12 666	**304 279**	21 248	196 062	68 985	17 984
1930	66	**575 289**	**265 219**	23 975	214 543	14 763	11 938	**310 070**	22 182	193 283	77 185	17 420
1929	67	**541 497**	**247 703**	22 010	199 762	15 372	10 559	**293 794**	21 480	177 105	79 716	15 493
1928	68	**536 070**	**242 551**	21 241	195 336	16 160	9 814	**293 519**	21 459	170 670	86 458	14 932
1927	69	**517 813**	**231 487**	19 244	186 455	16 901	8 887	**286 326**	21 278	160 645	90 454	13 949
1931-1927	**65 - 69**	**2 739 724**	**1 251 736**	**109 901**	**1 011 489**	**76 482**	**53 864**	**1 487 988**	**107 647**	**897 765**	**402 798**	**79 778**
1926	70	**512 536**	**225 887**	18 643	181 020	18 093	8 131	**286 649**	21 693	154 493	96 931	13 532
1925	71	**502 318**	**218 274**	18 837	172 987	18 878	7 572	**284 044**	22 170	145 848	102 751	13 275
1924	72	**479 251**	**204 553**	17 104	161 422	19 269	6 758	**274 698**	21 434	134 818	106 103	12 343
1923	73	**469 747**	**198 454**	15 500	156 481	20 213	6 260	**271 293**	21 467	125 951	112 218	11 657
1922	74	**459 305**	**191 282**	14 578	149 491	21 599	5 614	**268 023**	20 742	117 887	118 095	11 299
1926-1922	**70 - 74**	**2 423 157**	**1 038 450**	**84 662**	**821 401**	**98 052**	**34 335**	**1 384 707**	**107 506**	**678 997**	**536 098**	**62 106**
1921	75	**459 469**	**189 137**	13 913	146 595	23 082	5 547	**270 332**	20 627	111 117	127 409	11 179
1920	76	**452 273**	**184 216**	12 163	141 812	25 192	5 049	**268 057**	19 686	100 160	137 518	10 693
1919	77	**262 730**	**105 002**	7 074	79 447	15 482	2 999	**157 728**	11 871	53 014	86 384	6 459
1918	78	**220 014**	**85 533**	5 522	63 979	13 767	2 265	**134 481**	10 120	41 525	77 595	5 241
1917	79	**186 052**	**70 839**	4 730	52 100	12 151	1 858	**115 213**	8 754	31 931	69 982	4 546
1921-1917	**75 - 79**	**1 580 538**	**634 727**	**43 402**	**483 933**	**89 674**	**17 718**	**945 811**	**71 058**	**337 747**	**498 888**	**38 118**
1916	80	**165 087**	**61 113**	4 064	44 122	11 492	1 435	**103 974**	7 933	26 064	65 993	3 984
1915	81	**194 230**	**70 286**	4 707	49 308	14 632	1 639	**123 944**	9 673	27 971	81 757	4 543
1914	82	**272 896**	**94 917**	6 340	64 832	21 733	2 012	**177 979**	13 601	37 881	120 425	6 072
1913	83	**253 489**	**86 736**	5 753	56 866	22 335	1 782	**166 753**	12 896	31 463	116 886	5 508
1912	84	**234 251**	**77 234**	5 216	48 216	22 364	1 438	**157 017**	12 558	25 917	113 511	5 031
1916-1912	**80 - 84**	**1 119 953**	**390 286**	**26 080**	**263 344**	**92 556**	**8 306**	**729 667**	**56 661**	**149 296**	**498 572**	**25 138**
1911	85	**196 593**	**62 207**	4 233	36 945	19 789	1 240	**134 386**	10 811	19 469	99 766	4 340
1910	86	**182 626**	**55 978**	3 831	31 350	19 758	1 039	**126 648**	10 173	14 550	98 206	3 719
1909	87	**156 457**	**45 467**	2 928	24 013	17 779	747	**110 990**	9 204	10 956	87 737	3 093
1908	88	**134 669**	**38 070**	2 854	18 502	16 072	642	**96 599**	8 471	7 835	77 788	2 505
1907	89	**109 390**	**29 264**	2 007	13 006	13 843	408	**80 126**	6 960	5 558	65 607	2 001
1911-1907	**85 - 89**	**779 735**	**230 986**	**15 853**	**123 816**	**87 241**	**4 076**	**548 749**	**45 619**	**58 368**	**429 104**	**15 658**
1906	90	**91 165**	**23 522**	1 542	9 939	11 719	322	**67 643**	6 221	3 738	56 116	1 568
1905	91	**73 486**	**18 211**	1 227	6 851	9 895	238	**55 275**	5 168	2 556	46 409	1 142
1904	92	**57 409**	**13 466**	958	4 352	8 046	110	**43 943**	4 259	1 663	37 292	729
1903	93	**44 442**	**9 645**	670	2 482	6 399	94	**34 797**	3 408	1 136	29 658	595
1902	94	**34 309**	**7 403**	573	1 687	5 085	58	**26 906**	2 731	855	22 878	442
1906-1902	**90 - 94**	**300 811**	**72 247**	**4 970**	**25 311**	**41 144**	**822**	**228 564**	**21 787**	**9 948**	**192 353**	**4 476**
1901	95	**25 084**	**5 057**	515	846	3 619	77	**20 027**	2 120	823	16 835	249
1900	96	**16 568**	**3 201**	251	78	2 869	3	**13 367**	1 397	68	11 832	70
1899	97	**10 059**	**1 650**	190	34	1 425	1	**8 409**	907	144	7 346	12
1898	98	**6 722**	**1 137**	127	20	987	3	**5 585**	648	127	4 796	14
1897	99	**4 328**	**707**	60	9	638	–	**3 621**	470	58	3 082	11
1901-1897	**95 - 99**	**62 761**	**11 752**	**1 143**	**987**	**9 538**	**84**	**51 009**	**5 542**	**1 220**	**43 891**	**356**
1896 et avant .	**100 ou plus**	**6 577**	**1 020**	**128**	**3**	**889**	**–**	**5 557**	**766**	**342**	**4 439**	**10**
Population totale		**58 491 634**	**28 480 520**	**14 164 386**	**12 446 782**	**645 240**	**1 224 112**	**30 011 114**	**12 827 281**	**12 262 775**	**3 281 171**	**1 639 887**
Moins de 20 ans		**15 158 730**	**7 750 399**	7 749 843	523	13	20	**7 408 331**	7 402 989	5 141	144	57
20 ans à 64 ans.		**34 319 648**	**17 098 917**	6 128 404	9 715 975	149 651	1 104 887	**17 220 731**	5 007 706	10 123 951	674 884	1 414 190
65 ans ou plus.		**9 013 256**	**3 631 204**	286 139	2 730 284	495 576	119 205	**5 382 052**	416 586	2 133 683	2 606 143	225 640
Moins de 15 ans		**11 245 559**	**5 752 122**	5 752 122	–	–	–	**5 493 437**	5 493 436	1	–	–
60 ans ou plus.		**11 845 537**	**4 983 710**	408 210	3 832 759	547 751	194 990	**6 861 827**	515 034	3 152 852	2 866 724	327 217
75 ans ou plus.		**3 850 375**	**1 341 018**	91 576	897 394	321 042	31 006	**2 509 357**	201 433	556 921	1 667 247	83 756

TABLEAU B.01-3

Population totale par sexe et âge au 1er janvier 1998

Évaluation provisoire basée sur les résultats du recensement de 1990

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	Année de naissance	Âge en années révolues	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
1997	0	**714 717**	365 823	348 894	1947	50	**850 979**	427 687	423 292
1996	1	**719 638**	369 041	350 597	1946	51	**809 469**	405 958	403 511
1995	2	**718 746**	366 908	351 838	1945	52	**616 565**	309 314	307 251
1994	3	**700 618**	357 878	342 740	1944	53	**606 249**	303 429	302 820
1993	4	**703 106**	359 152	343 954	1943	54	**592 901**	296 883	296 018
1997-1993	**0 - 4**	**3 556 825**	**1 818 802**	**1 738 023**	**1947-1943**	**50-54**	**3 476 163**	**1 743 271**	**1 732 892**
1992	5	**737 548**	377 499	360 049	1942	55	**554 419**	277 992	276 427
1991	6	**754 362**	385 964	368 398	1941	56	**498 502**	249 096	249 406
1990	7	**758 915**	389 041	369 874	1940	57	**526 498**	261 491	265 007
1989	8	**763 555**	389 744	373 811	1939	58	**559 187**	274 510	284 677
1988	9	**771 249**	394 508	376 741	1938	59	**553 101**	270 391	282 710
1992-1988	**5 - 9**	**3 785 629**	**1 936 756**	**1 848 873**	**1942-1938**	**55 - 59**	**2 691 707**	**1 333 480**	**1 358 227**
1987	10	**770 953**	393 874	377 079	1937	60	**550 995**	267 461	283 534
1986	11	**781 220**	399 632	381 588	1936	61	**558 396**	269 844	288 552
1985	12	**772 444**	395 151	377 293	1935	62	**552 870**	264 751	288 119
1984	13	**761 452**	389 192	372 260	1934	63	**565 645**	268 960	296 685
1983	14	**750 835**	383 917	366 918	1933	64	**553 550**	260 706	292 844
1987 -1983	**10 - 14**	**3 836 904**	**1 961 766**	**1 875 138**	**1937-1933**	**60 - 64**	**2 781 456**	**1 331 722**	**1 449 734**
1982	15	**804 166**	411 450	392 716	1932	65	**571 953**	267 259	304 694
1981	16	**813 563**	416 091	397 472	1931	66	**561 093**	259 329	301 764
1980	17	**817 905**	417 835	400 070	1930	67	**566 687**	259 447	307 240
1979	18	**773 339**	394 635	378 704	1929	68	**532 586**	241 774	290 812
1978	19	**753 279**	383 352	369 927	1928	69	**526 379**	236 036	290 343
1982-1978	**15 - 19**	**3 962 252**	**2 023 363**	**1 938 889**	**1932-1928**	**65 - 69**	**2 758 698**	**1 263 845**	**1 494 853**
1977	20	**756 045**	383 727	372 318	1927	70	**507 871**	224 979	282 892
1976	21	**730 989**	369 525	361 464	1926	71	**502 008**	219 106	282 902
1975	22	**753 217**	380 065	373 152	1925	72	**491 343**	211 353	279 990
1974	23	**800 260**	404 177	396 083	1924	73	**467 443**	197 279	270 164
1973	24	**849 962**	429 157	420 805	1923	74	**457 154**	190 854	266 300
1977-1973	**20 - 24**	**3 890 473**	**1 966 651**	**1 923 822**	**1927-1923**	**70 - 74**	**2 425 819**	**1 043 571**	**1 382 248**
1972	25	**872 409**	440 172	432 237	1922	75	**445 756**	183 272	262 484
1971	26	**877 972**	441 572	436 400	1921	76	**444 257**	180 317	263 940
1970	27	**862 856**	434 572	428 284	1920	77	**435 856**	174 696	261 160
1969	28	**856 468**	430 892	425 576	1919	78	**252 135**	99 133	153 002
1968	29	**847 859**	425 698	422 161	1918	79	**210 095**	80 177	129 918
1972-1968	**25 - 29**	**4 317 564**	**2 172 906**	**2 144 658**	**1922-1918**	**75 - 79**	**1 788 099**	**717 595**	**1 070 504**
1967	30	**848 169**	426 380	421 789	1917	80	**176 870**	65 943	110 927
1966	31	**872 504**	436 914	435 590	1916	81	**155 890**	56 461	99 429
1965	32	**880 029**	440 709	439 320	1915	82	**182 454**	64 441	118 013
1964	33	**893 019**	445 611	447 408	1914	83	**254 208**	86 132	168 076
1963	34	**886 325**	441 286	445 039	1913	84	**233 977**	77 880	156 097
1967-1963	**30 - 34**	**4 380 046**	**2 190 900**	**2 189 146**	**1917-1913**	**80 - 84**	**1 003 399**	**350 857**	**652 542**
1962	35	**862 105**	428 800	433 305	1912	85	**213 868**	68 371	145 497
1961	36	**871 148**	432 852	438 296	1911	86	**177 375**	54 341	123 034
1960	37	**870 626**	433 059	437 567	1910	87	**162 652**	48 177	114 475
1959	38	**870 791**	432 573	438 218	1909	88	**137 364**	38 500	98 864
1958	39	**853 429**	423 120	430 309	1908	89	**116 393**	31 722	84 671
1962-1958	**35 - 39**	**4 328 099**	**2 150 404**	**2 177 695**	**1912-1908**	**85 - 89**	**807 652**	**241 111**	**566 541**
1957	40	**856 123**	424 124	431 999	1907	90	**93 150**	24 036	69 114
1956	41	**852 070**	421 712	430 358	1906	91	**76 265**	18 909	57 356
1955	42	**849 910**	420 469	429 441	1905	92	**60 370**	14 399	45 971
1954	43	**849 157**	421 211	427 946	1904	93	**46 284**	10 345	35 939
1953	44	**836 387**	415 532	420 855	1903	94	**35 055**	7 290	27 765
1957-1953	**40 - 44**	**4 243 647**	**2 103 048**	**2 140 599**	**1907-1903**	**90 - 94**	**311 124**	**74 979**	**236 145**
1952	45	**854 094**	425 202	428 892	**1902 et avant**	**95 ou plus**	**77 597**	**14 638**	**62 959**
1951	46	**838 658**	417 953	420 705					
1950	47	**875 558**	437 973	437 585	**Population totale**		**58 722 571**	**28 589 101**	**30 133 470**
1949	48	**865 270**	433 121	432 149	Moins de 20 ans.		**15 141 610**	7 740 687	7 400 923
1948	49	**865 838**	435 187	430 651	20 ans à 64 ans.		**34 408 573**	17 141 818	17 266 755
1952-1948	**45 - 49**	**4 299 418**	**2 149 436**	**2 149 982**	65 ans et plus . .		**9 172 388**	3 706 596	5 465 792

TABLEAU B.01-4

Population des États de l'Union européenne

Au 1er Janvier 1997

Source : EUROSTAT — *Unité* : Millier

Pays	Population	Sexe masculin				Sexe féminin			
		Tous âges	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +	Tous âges	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +
U E (à 15)	**373 713,4**	**182 507,2**	**45 011,9**	**113 977,8**	**23 517,7**	**191 206,0**	**42 811,6**	**113 040,3**	**35 354,7**
Allemagne	82 012,2	39 954,8	9 072,8	26 188,3	4 693,7	42 057,3	8 601,2	25 293,1	8 163,1
Autriche	8 067,8	3 915,0	956,8	2 502,9	455,2	4 152,9	909,6	2 463,2	780,1
Belgique	10 170,2	4 971,8	1 245,0	3 060,0	666,8	5 198,4	1 189,6	3 022,6	986,2
Danemark	5 275,1	2 604,9	636,3	1 640,5	328,1	2 670,2	606,1	1 599,1	465,3
Espagne	39 298,6	19 226,1	4 748,7	11 894,8	2 582,6	20 072,5	4 499,6	11 952,8	3 620,2
Finlande	5 132,3	2 500,6	660,8	1 562,0	277,8	2 631,7	633,1	1 533,3	465,4
France	**58 491,6**	**28 480,5**	**7 750,4**	**17 098,9**	**3 631,2**	**30 011,1**	**7 408,3**	**17 220,7**	**5 382,1**
Grèce	10 486,6	5 172,4	1 257,9	3 160,5	754,0	5 314,2	1 187,7	3 185,6	940,8
Irlande *p*	3 652,2	1 813,0	611,7	1 022,9	178,5	1 839,1	580,1	1 021,6	237,4
Italie	57 461,0	27 893,3	6 052,1	17 797,6	4 043,7	29 567,6	5 767,0	18 004,5	5 796,2
Luxembourg	418,3	205,4	51,7	130,7	23,0	212,9	49,1	127,4	36,5
Pays-Bas	15 567,1	7 696,8	1 937,0	4 919,4	840,4	7 870,3	1 850,4	4 776,5	1 243,4
Portugal	9 934,1	4 783,6	1 259,2	2 916,7	607,8	5 150,5	1 204,7	3 076,0	869,8
Royaume-Uni *p*	58 901,8	28 919,3	7 660,9	17 475,9	3 782,4	29 982,5	7 270,8	17 234,3	5 477,4
Suède	8 844,5	4 369,7	1 110,6	2 606,7	652,5	4 474,8	1 054,3	2 529,6	890,8

TABLEAU B.01-5

Population totale par sexe et âge aux recensements de 1975, 1982 et 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	1975			1982			(1) 1990		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Total	**52 599 430**	**25 744 475**	**26 854 955**	**54 295 612**	**26 487 656**	**27 807 956**	**56 651 955**	**27 565 056**	**29 086 899**
Moins de 20 ans	**16 151 675**	8 250 070	7 901 605	**15 594 780**	7 980 256	7 614 524	**14 991 528**	7 666 883	7 324 645
20 à 59 ans	**26 482 160**	13 400 630	13 081 530	**28 664 076**	18 403 584	14 260 492	**30 358 978**	15 197 550	15 161 428
60 à 74 ans	**7 005 255**	3 123 880	3 881 375	**6 478 304**	2 888 248	3 590 056	**7 256 296**	3 301 003	3 955 293
75 ans ou plus	**2 980 340**	969 895	1 990 445	**3 558 452**	1 215 568	2 342 884	**4 045 153**	1 399 620	2 645 533
0 à 4 ans	**3 424 210**	1 752 654	1 671 565	**3 137 284**	1 605 824	1 531 460	**3 150 782**	1 610 598	1 540 184
5 à 9 ans	**4 185 945**	2 138 455	2 047 490	**3 815 176**	1 952 904	1 862 272	**3 841 218**	1 962 629	1 878 589
10 à 14 ans	**4 299 265**	2 196 590	2 102 675	**4 284 568**	2 196 596	2 087 972	**3 784 589**	1 938 195	1 846 394
15 à 19 ans	**4 242 255**	2 162 380	2 079 875	**4 357 752**	2 224 932	2 132 820	**4 214 939**	2 155 461	2 059 478
20 à 24 ans	**4 211 185**	2 127 530	2 083 655	**4 257 252**	2 141 600	2 115 652	**4 282 196**	2 168 190	2 114 006
25 à 29 ans	**4 390 285**	2 264 060	2 126 225	**4 191 764**	2 103 168	2 088 596	**4 306 887**	2 147 719	2 159 168
30 à 34 ans	**3 060 575**	1 594 795	1 465 780	**4 372 288**	2 219 016	2 153 272	**4 289 527**	2 138 743	2 150 784
35 à 39 ans	**3 022 335**	1 553 940	1 468 395	**3 624 168**	1 856 868	1 767 300	**4 270 236**	2 131 606	2 138 630
40 à 44 ans	**3 270 555**	1 657 915	1 612 640	**2 877 544**	1 470 516	1 407 028	**4 360 919**	2 209 016	2 151 903
45 à 49 ans	**3 312 455**	1 663 095	1 649 360	**3 073 684**	1 547 672	1 526 012	**2 965 883**	1 502 147	1 463 736
50 à 54 ans	**3 203 030**	1 567 415	1 635 615	**3 218 468**	1 595 684	1 622 784	**2 872 736**	1 434 130	1 438 606
55 à 59 ans	**2 011 740**	971 880	1 039 860	**3 048 908**	1 469 060	1 579 848	**3 010 594**	1 465 999	1 544 595
60 à 64 ans	**2 466 590**	1 148 250	1 318 340	**2 508 048**	1 174 148	1 333 900	**2 938 024**	1 389 269	1 548 755
65 à 69 ans	**2 442 120**	1 093 285	1 348 835	**1 816 164**	807 664	1 008 500	**2 719 706**	1 223 471	1 496 235
70 à 74 ans	**2 096 545**	882 345	1 214 200	**2 154 092**	906 436	1 247 656	**1 598 566**	688 263	910 303
75 à 79 ans	**1 462 945**	555 610	937 335	**1 699 836**	655 224	1 044 612	**1 689 051**	660 981	1 028 070
80 à 84 ans	**874 855**	260 740	614 115	**1 118 192**	377 024	741 168	**1 317 686**	458 605	859 081
85 ou plus	**592 540**	153 545	438 995	**740 424**	183 320	557 104	**1 038 416**	280 034	758 382

(1) Il s'agit de l'âge au 31 décembre 1990.

TABLEAU B.01-6

Population totale par sexe et âge aux recensements de 1974, 1982 et 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	1974			1982			1990		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Guadeloupe	**323 786**	**158 377**	**165 409**	**327 002**	**160 112**	**166 890**	**387 034**	**189 187**	**197 847**
Moins de 20 ans	**170 217**	85 787	84 430	**144 094**	72 772	71 322	**138 808**	70 309	68 499
20 à 39 ans	**73 729**	35 415	38 314	**93 157**	45 826	47 331	**130 776**	64 309	66 467
40 à 59 ans	**51 434**	24 768	26 666	**54 974**	26 130	28 844	**72 036**	34 697	37 339
60 ans ou plus	**28 406**	12 407	15 999	**34 777**	15 384	19 393	**45 414**	19 872	25 542
Guyane	**57 348**	**29 621**	**27 727**	**73 012**	**38 448**	**34 564**	**114 808**	**59 799**	**55 009**
Moins de 20 ans	**27 865**	14 016	13 849	**30 948**	15 678	15 270	**48 973**	24 836	24 137
20 à 39 ans	**16 640**	9 015	7 625	**25 759**	14 214	11 545	**40 196**	21 291	18 905
40 à 59 ans	**8 851**	4 728	4 123	**11 219**	6 118	5 101	**18 868**	10 348	8 520
60 ans ou plus	**3 992**	1 862	2 130	**5 086**	2 438	2 648	**6 771**	3 324	3 447
Martinique	**323 790**	**156 821**	**166 969**	**326 717**	**158 415**	**168 302**	**359 579**	**173 878**	**185 701**
Moins de 20 ans	**167 555**	84 074	83 481	**136 225**	68 712	67 513	**118 538**	60 258	58 280
20 à 39 ans	**71 845**	33 918	37 927	**93 158**	45 566	47 592	**121 225**	59 085	62 140
40 à 59 ans	**53 350**	25 478	27 872	**58 631**	27 460	31 171	**69 509**	32 703	36 806
60 ans ou plus	**31 040**	13 351	17 689	**38 703**	16 677	22 026	**50 307**	21 832	28 475
Réunion	**480 152**	**233 227**	**246 925**	**515 798**	**252 997**	**262 801**	**597 828**	**294 256**	**303 572**
Moins de 20 ans	**257 344**	128 084	129 260	**243 277**	122 651	120 626	**238 700**	120 608	118 092
20 à 39 ans	**123 004**	59 106	63 898	**150 551**	73 556	76 995	**204 729**	100 874	103 855
40 à 59 ans	**70 511**	34 238	36 273	**84 066**	41 134	42 932	**103 003**	51 076	51 927
60 ans ou plus	**29 293**	11 799	17 494	**37 904**	15 656	22 248	**51 396**	21 698	29 698

TABLEAU B.01-7

Population totale des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales par sexe et groupes d'âges au dernier recensement

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Territoire ou collectivité territoriale	**Total**	Moins de 20 ans	20 à 39 ans	40 à 59 ans	60 ans et plus
Nouvelle-Calédonie Recensement de 1996					
Les deux sexes	**196 836**	**75 564**	**66 832**	**38 858**	**15 582**
Sexe masculin	**100 842**	38 901	33 948	20 424	7 569
Sexe féminin	**95 994**	36 663	32 884	18 434	8 013
Polynésie française Recensement de 1996					
Les deux sexes	**219 521**	**93 451**	**73 629**	**38 793**	**13 648**
Sexe masculin	**113 934**	48 081	38 366	20 693	6 794
Sexe féminin	**105 587**	45 370	35 263	18 100	6 854
Wallis et Futuna Recensement de 1996					
Les deux sexes	**14 166**	**7 073**	**3 637**	**2 392**	**1 064**
Sexe masculin	**6 984**	3 623	1 652	1 237	472
Sexe féminin	**7 182**	3 450	1 985	1 155	592
Saint-Pierre et Miquelon Recensement de 1990					
Les deux sexes	**6 277**	**1 885**	**2 158**	**1 406**	**828**
Sexe masculin	**3 148**	956	1 127	756	309
Sexe féminin	**3 129**	929	1 031	650	519
Mayotte Recensement de 1997					
Les deux sexes	**131 368**	**73 051**	**39 584**	**13 968**	**4 765**
Sexe masculin	**66 600**	36 672	20 005	7 506	2 417
Sexe féminin	**64 768**	36 379	19 579	6 462	2 348

TABLEAU B.01-8

Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Sexe et âge au 31 décembre 1990	**Ensemble**	Études en cours	Aucun diplôme déclaré	CEP	BEPC	CAP	BEP	BAC, Brevet profes-sionnel	BAC plus 2 ans	Diplôme supérieur
Les deux sexes	**45 875 366**	**5 261 236**	**11 827 052**	**8 406 576**	**3 116 306**	**6 223 971**	**2 243 796**	**4 275 290**	**2 286 519**	**2 234 620**
15 à 19 ans	**4 214 939**	3 678 630	304 285	45 851	58 409	89 737	30 255	7 147	401	224
20 à 24 ans	**4 282 196**	1 370 178	670 185	123 901	232 921	779 864	464 989	378 670	209 222	52 266
25 à 29 ans	**4 306 887**	171 082	811 903	181 627	347 185	910 945	504 725	614 601	452 010	312 809
30 à 39 ans	**8 559 763**	41 346	1 666 937	1 035 590	756 742	1 724 493	675 936	1 174 751	787 855	696 113
40 à 49 ans	**7 326 802**	–	1 584 636	1 488 856	572 483	1 427 240	253 437	924 893	478 484	596 773
50 à 59 ans	**5 883 330**	–	1 905 300	1 649 051	398 907	813 028	147 033	527 264	177 379	265 368
60 ans ou plus	**11 301 449**	–	4 883 806	3 881 700	749 659	478 664	167 421	647 964	181 168	311 067
Sexe masculin	**22 053 634**	**2 608 058**	**5 376 630**	**3 524 182**	**1 208 460**	**3 917 806**	**1 030 025**	**2 025 472**	**980 380**	**1 382 621**
15 à 19 ans	**2 155 461**	1 828 467	188 782	27 945	33 205	59 877	13 898	2 946	193	148
20 à 24 ans	**2 168 190**	662 248	367 001	66 095	113 609	482 096	210 939	157 673	86 101	22 428
25 à 29 ans	**2 147 719**	93 822	414 199	86 062	146 544	575 734	236 092	252 547	186 008	156 711
30 à 39 ans	**4 270 349**	23 521	822 271	439 046	313 041	1 091 232	315 900	534 156	333 714	397 468
40 à 49 ans	**3 711 163**	–	811 701	623 347	220 157	883 744	118 872	455 932	219 742	377 668
50 à 59 ans	**2 900 129**	–	931 590	694 300	137 683	525 929	65 231	278 706	77 442	189 248
60 ans ou plus	**4 700 623**	–	1 841 086	1 587 387	244 221	299 194	69 093	343 512	77 180	238 950
Sexe féminin	**23 821 732**	**2 653 178**	**6 450 422**	**4 882 394**	**1 907 846**	**2 306 165**	**1 213 771**	**2 249 818**	**1 306 139**	**851 999**
15 à 19 ans	**2 059 478**	1 850 163	115 503	17 906	25 204	29 860	16 357	4 201	208	76
20 à 24 ans	**2 114 006**	707 930	303 184	57 806	119 312	297 768	254 050	220 997	123 121	29 838
25 à 29 ans	**2 159 168**	77 260	397 704	95 565	200 641	335 211	268 633	362 054	266 002	156 098
30 à 39 ans	**4 289 414**	17 825	844 666	596 544	443 701	633 261	360 036	640 595	454 141	298 645
40 à 49 ans	**3 615 639**	–	772 935	865 509	352 326	543 496	134 565	468 961	258 742	219 105
50 à 59 ans	**2 983 201**	–	973 710	954 751	261 224	287 099	81 802	248 558	99 937	76 120
60 ans ou plus	**6 600 826**	–	3 042 720	2 294 313	505 438	179 470	98 328	304 452	103 988	72 117

TABLEAU B.01-9

Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Sexe et âge au 31 décembre 1990	**Ensemble**	Études en cours	Aucun diplôme déclaré	CEP	BEPC	CAP	BEP	BAC, Brevet profes-sionnel	BAC plus 2 ans	Diplôme supérieur
GUADELOUPE										
Les deux sexes	**290 681**	43 220	148 616	17 963	16 452	20 951	12 281	16 376	7 882	6 940
dont : 15 à 19 ans	**42 455**	34 854	6 213	323	421	380	214	42	3	5
20 à 24 ans	**35 625**	7 352	15 940	1 041	1 880	4 389	2 898	1 510	456	159
Sexe masculin	**140 478**	20 859	73 455	7 847	6 507	12 177	5 009	7 044	3 473	4 107
dont : 15 à 19 ans	**21 600**	17 123	3 715	165	244	238	95	17	1	2
20 à 24 ans	**17 530**	3 241	8 413	590	774	2 573	1 116	551	198	74
Sexe féminin	**150 203**	22 361	75 161	10 116	9 945	8 774	7 272	9 332	4 409	2 833
dont : 15 à 19 ans	**20 855**	17 731	2 498	158	177	142	119	25	2	3
20 à 24 ans	**18 095**	4 111	7 527	451	1 106	1 816	1 782	959	258	85
GUYANE										
Les deux sexes	**76 497**	8 954	37 959	4 301	3 501	7 562	3 656	5 270	2 952	2 342
dont : 15 à 19 ans	**10 662**	7 483	2 756	91	158	125	41	7	1	–
20 à 24 ans	**9 893**	1 274	4 680	401	385	1 454	721	691	218	69
Sexe masculin	**40 326**	4 504	19 679	2 336	1 697	4 681	1 832	2 608	1 485	1 504
dont : 15 à 19 ans	**5 363**	3 824	1 295	48	82	88	23	2	1	–
20 à 24 ans	**5 230**	580	2 421	287	208	948	335	305	105	41
Sexe féminin	**36 171**	4 450	18 280	1 965	1 804	2 881	1 824	2 662	1 467	838
dont : 15 à 19 ans	**5 299**	3 659	1 461	43	76	37	18	5	–	–
20 à 24 ans	**4 663**	694	2 259	114	177	506	386	386	113	28
MARTINIQUE										
Les deux sexes	**276 590**	39 338	129 521	22 227	18 320	22 061	11 667	17 304	8 734	7 418
dont : 15 à 19 ans	**35 549**	30 370	4 112	199	398	287	147	29	4	3
20 à 24 ans	**34 245**	7 756	13 635	1 199	1 691	4 935	2 846	1 479	539	165
Sexe masculin	**131 765**	18 426	64 639	9 601	7 319	11 780	4 716	7 422	3 653	4 209
dont : 15 à 19 ans	**18 145**	14 865	2 652	121	242	187	60	18	–	–
20 à 24 ans	**17 052**	3 085	7 634	687	791	2 695	1 198	626	255	81
Sexe féminin	**144 825**	20 912	64 882	12 626	11 001	10 281	6 951	9 882	5 081	3 209
dont : 15 à 19 ans	**17 404**	15 505	1 460	78	156	100	87	11	4	3
20 à 24 ans	**17 193**	4 671	6 001	512	900	2 240	1 648	853	284	84
RÉUNION										
Les deux sexes	**421 220**	58 350	254 600	15 898	17 479	26 489	10 424	19 109	9 757	9 114
dont : 15 à 19 ans	**62 092**	48 322	12 289	197	490	369	329	91	3	2
20 à 24 ans	**58 555**	8 955	33 690	768	2 764	5 007	3 605	2 730	772	264
Sexe masculin	**205 079**	29 059	123 208	6 780	6 548	16 849	4 248	8 089	4 595	5 703
dont : 15 à 19 ans	**31 431**	24 118	6 656	99	208	223	102	24	–	1
20 à 24 ans	**28 654**	4 378	17 278	419	989	2 913	1 319	909	326	123
Sexe féminin	**216 141**	29 291	131 392	9 118	10 931	9 640	6 176	11 020	5 162	3 411
dont : 15 à 19 ans	**30 661**	24 204	5 633	98	282	146	227	67	3	1
20 à 24 ans	**29 901**	4 577	16 412	349	1 775	2 094	2 286	1 821	446	141

TABLEAU B.01-10

Population totale par sexe et catégorie socioprofessionnelle aux recensements de 1982 et 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Catégorie socioprofessionnelle	CS	1982			1990		
		Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Niveau 8							
Agriculteurs exploitants	1	**1 470 904**	923 868	547 036	**1 012 937**	638 045	374 892
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	2	**1 829 788**	1 216 012	613 776	**1 822 856**	1 236 506	586 350
Cadres, professions intellectuelles supérieures	3	**1 897 872**	1 429 736	468 136	**2 693 062**	1 859 579	833 483
Professions intermédiaires	4	**3 938 696**	2 357 040	1 581 656	**4 713 972**	2 616 258	2 097 714
Employés	5	**6 252 048**	1 706 188	4 545 860	**6 912 800**	1 533 495	5 379 305
Ouvriers (y compris agricoles)	6	**7 798 260**	6 170 148	1 628 112	**7 623 343**	6 019 848	1 603 495
Retraités	7	**7 402 180**	3 614 292	3 787 888	**9 221 132**	4 629 623	4 591 509
Autres sans activité professionnelle	8	**23 705 864**	9 070 372	14 635 492	**22 651 853**	9 031 702	13 620 151
Niveau 42							
Agriculteurs sur petite exploitation	11	**690 280**	419 004	271 276	**338 061**	198 285	139 776
Agriculteurs sur moyenne exploitation	12	**451 068**	289 292	161 776	**309 972**	200 004	109 968
Agriculteurs sur grande exploitation	13	**329 556**	215 572	113 984	**364 904**	239 756	125 148
Artisans	21	**898 408**	680 580	217 828	**850 464**	650 790	199 674
Commerçants et assimilés	22	**797 008**	423 988	373 020	**795 706**	437 004	358 702
Chefs d'entreprise 10 salariés ou plus	23	**134 372**	111 444	22 928	**176 686**	148 712	27 974
Professions libérales	31	**238 196**	171 476	66 720	**311 110**	211 890	99 220
Cadres de la fonction publique	33	**241 012**	186 240	54 772	**288 174**	207 270	80 904
Professeurs, professions scientifiques	34	**355 400**	193 712	161 688	**564 443**	280 211	284 232
Professions information, arts et spectacles	35	**113 592**	67 376	46 216	**169 512**	97 116	72 396
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	37	**569 244**	454 224	115 020	**758 868**	529 603	229 265
Ingénieurs, cadres techniques d'entreprise	38	**380 428**	356 708	23 720	**600 955**	533 489	67 466
Instituteurs et assimilés	42	**778 360**	283 096	495 264	**757 388**	264 072	493 316
Professions intermédiaires santé et travail social	43	**613 996**	156 640	457 356	**783 659**	183 586	600 073
Clergé, religieux	44	**59 676**	33 176	26 500	**48 188**	28 032	20 156
Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	45	**278 300**	148 660	129 640	**395 704**	196 552	199 152
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	46	**968 464**	592 780	375 680	**1 392 225**	747 797	644 428
Techniciens	47	**675 216**	611 696	63 520	**762 430**	664 777	97 653
Contremaîtres, agents de maîtrise	48	**564 684**	530 992	33 692	**574 378**	531 442	42 936
Employés civils, agents service fonction publique	52	**1 688 196**	401 216	1 286 980	**1 997 604**	409 992	1 587 612
Policiers et militaires	53	**385 628**	363 000	22 628	**414 066**	386 398	27 668
Employés administratifs d'entreprise	54	**2 555 564**	639 680	1 915 884	**2 343 544**	359 021	1 984 523
Employés de commerce	55	**737 488**	152 976	584 512	**968 749**	183 624	785 125
Personnel services directs aux particuliers	56	**885 172**	149 316	735 856	**1 188 837**	194 460	994 377
Ouvriers qualifiés de type industriel	62	**1 595 256**	1 424 676	170 580	**1 639 569**	1 416 203	223 366
Ouvriers qualifiés de type artisanal	63	**1 487 484**	1 349 656	137 828	**1 603 153**	1 469 873	133 280
Chauffeurs	64	**566 208**	555 776	10 432	**621 944**	603 540	18 404
Ouvriers qualifiés manutention, magasinage, transport	65	**389 816**	306 868	28 948	**408 564**	374 802	33 762
Ouvriers non qualifiés de type industriel	67	**2 399 084**	1 473 912	925 172	**2 136 466**	1 291 286	845 180
Ouvriers non qualifiés de type artisanal	68	**1 065 792**	757 316	308 476	**931 599**	646 780	284 819
Ouvriers agricoles	69	**294 620**	247 944	46 676	**282 048**	217 364	64 684
Anciens agriculteurs exploitants	71	**1 332 204**	576 792	755 412	**1 273 460**	589 088	684 372
Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise	72	**740 728**	323 960	416 768	**773 416**	379 824	393 592
Anciens cadres	74	**340 044**	247 368	92 676	**577 940**	447 504	130 436
Anciennes professions intermédiaires	75	**728 188**	381 512	346 676	**1 035 580**	561 756	473 824
Anciens employés	77	**1 886 440**	678 080	1 208 360	**2 674 969**	795 960	1 879 009
Anciens ouvriers (y compris agricoles)	78	**2 374 576**	1 406 580	967 996	**2 885 767**	1 855 491	1 030 276
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	81	**363 608**	130 252	233 356	**276 266**	96 349	179 917
Militaires du contingent	83	**253 460**	253 460	–	**231 475**	230 099	1 376
Elèves et étudiants de 15 ans ou plus	84	**4 274 204**	2 100 812	2 173 392	**5 261 236**	2 608 058	2 653 178
Autres inactifs de moins de 60 ans	85	**16 802 688**	6 450 452	10 352 236	**14 900 657**	6 020 755	8 879 902
Autres inactifs de 60 ans ou plus	86	**2 011 904**	135 396	1 876 508	**1 982 219**	76 441	1 905 778

TABLEAU B.01-11

Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle
Les deux sexes	**1 012 937**	**1 822 856**	**2 693 062**	**4 713 972**	**6 912 800**	**7 623 343**	**9 221 132**	**22 651 853**
0-19	3 304	4 050	1 344	9 388	162 795	243 749	–	14 566 898
20-24	33 552	40 375	45 640	301 425	992 183	999 072	–	1 869 949
25-29	75 509	124 842	298 964	736 985	1 193 311	1 249 524	–	627 752
30-39	200 788	468 606	847 487	1 553 919	2 041 185	2 251 221	11 948	1 184 609
40-49	228 960	614 255	917 653	1 339 808	1 486 426	1 652 785	42 055	1 044 860
50-59	349 300	428 439	475 766	680 007	886 220	1 117 023	572 094	1 374 481
60 et plus	121 524	142 289	106 208	92 440	150 680	109 969	8 595 035	1 983 304
Sexe masculin	**638 045**	**1 236 506**	**1 859 579**	**2 616 258**	**1 533 495**	**6 019 848**	**4 629 623**	**9 031 702**
0-19	2 812	2 533	640	5 064	40 476	214 469	–	7 400 889
20-24	27 568	25 048	21 988	146 916	193 961	803 222	–	949 487
25-29	58 465	83 329	177 316	383 153	275 516	1 004 775	–	165 165
30-39	142 648	327 054	564 431	848 279	489 425	1 762 115	4 756	131 641
40-49	139 884	419 787	653 160	759 881	322 497	1 288 912	17 738	109 304
50-59	195 772	292 471	361 020	419 913	185 824	870 178	376 469	198 482
60 et plus	70 896	86 284	81 024	53 052	25 796	76 177	4 230 660	76 734
Sexe féminin	**374 892**	**586 350**	**833 483**	**2 097 714**	**5 379 305**	**1 603 495**	**4 591 509**	**13 620 151**
0-19	492	1 517	704	4 324	122 319	29 280	–	7 166 009
20-24	5 984	15 327	23 652	154 509	798 222	195 850	–	920 462
25-29	17 044	41 513	121 648	353 832	917 795	244 749	–	462 587
30-39	58 140	141 552	283 056	705 640	1 551 760	489 106	7 192	1 052 968
40-49	89 076	194 468	264 493	579 927	1 163 929	363 873	24 317	935 556
50-59	153 528	135 968	114 746	260 094	700 396	246 845	195 625	1 175 999
60 et plus	50 628	56 005	25 184	39 388	124 884	33 792	4 364 375	1 906 570

TABLEAU B.01-12

Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle	**Ensemble**
GUADELOUPE									
Les deux sexes	**5 916**	**16 742**	**7 935**	**17 948**	**55 773**	**43 583**	**36 278**	**202 859**	**387 034**
0-19	26	106	11	68	934	1 475	–	136 188	**138 808**
20-24	175	774	149	1 076	7 346	5 883	–	20 222	**35 625**
25-29	517	2 177	784	2 654	10 939	8 474	–	10 412	**35 957**
30-39	1 291	5 401	2 955	6 526	17 960	12 861	177	12 023	**59 194**
40-49	1 647	4 490	2 611	5 281	11 286	7 923	351	8 448	**42 037**
50-59	1 752	2 684	1 119	1 962	5 995	5 763	1 994	8 730	**29 999**
60 et plus	508	1 110	306	381	1 313	1 204	33 756	6 836	**45 414**
Sexe masculin	**4 938**	**12 678**	**5 257**	**8 756**	**13 008**	**37 623**	**17 043**	**89 884**	**189 187**
0-19	26	80	4	21	167	1 320	–	68 691	**70 309**
20-24	163	603	76	476	1 268	5 190	–	9 754	**17 530**
25-29	469	1 784	475	1 310	2 412	7 640	–	3 772	**17 862**
30-39	1 131	4 227	1 832	3 134	4 384	11 325	93	2 791	**28 917**
40-49	1 355	3 367	1 801	2 544	2 915	6 580	147	1 622	**20 331**
50-59	1 376	1 935	829	1 035	1 490	4 608	1 107	1 986	**14 366**
60 et plus	418	682	240	236	372	960	15 696	1 268	**19 872**
Sexe féminin	**978**	**4 064**	**2 678**	**9 192**	**42 765**	**5 960**	**19 235**	**112 975**	**197 847**
0-19	–	26	7	47	767	155	–	67 497	**68 499**
20-24	12	171	73	600	6 078	693	–	10 468	**18 095**
25-29	48	393	309	1 344	8 527	834	–	6 640	**18 095**
30-39	160	1 174	1 123	3 392	13 576	1 536	84	9 232	**30 277**
40-49	292	1 123	810	2 737	8 371	1 343	204	6 826	**21 706**
50-59	376	749	290	927	4 505	1 155	887	6 744	**15 633**
60 et plus	90	428	66	145	941	244	18 060	5 568	**25 542**
GUYANE									
Les deux sexes	**2 803**	**3 448**	**2 968**	**6 877**	**12 633**	**14 837**	**4 971**	**66 271**	**114 808**
0-19	246	20	4	21	203	443	–	48 036	**48 973**
20-24	330	149	111	703	1 743	1 919	–	4 938	**9 893**
25-29	351	388	388	1 433	2 519	2 597	–	3 107	**10 783**
30-39	740	1 217	1 038	2 324	4 335	5 145	48	4 673	**19 520**
40-49	515	987	936	1 561	2 479	3 001	99	2 713	**12 291**
50-59	369	469	406	707	1 115	1 391	416	1 704	**6 577**
60 et plus	252	218	85	128	239	341	4 408	1 100	**6 771**
Sexe masculin	**1 368**	**2 656**	**2 169**	**4 135**	**3 648**	**13 573**	**2 450**	**29 800**	**59 799**
0-19	62	14	3	7	67	393	–	24 290	**24 836**
20-24	119	104	78	465	429	1 776	–	2 259	**5 230**
25-29	144	304	279	877	746	2 415	–	980	**5 745**
30-39	427	931	688	1 278	1 248	4 737	28	979	**10 316**
40-49	287	788	718	953	719	2 726	56	529	**6 776**
50-59	196	348	331	474	355	1 224	224	420	**3 572**
60 et plus	133	167	72	81	84	302	2 142	343	**3 324**
Sexe féminin	**1 435**	**792**	**799**	**2 742**	**8 985**	**1 264**	**2 521**	**36 471**	**55 009**
0-19	184	6	1	14	136	50	–	23 746	**24 137**
20-24	211	45	33	238	1 314	143	–	2 679	**4 663**
25-29	207	84	109	556	1 773	182	–	2 127	**5 038**
30-39	313	286	350	1 046	3 087	408	20	3 694	**9 204**
40-49	228	199	218	608	1 760	275	43	2 184	**5 515**
50-59	173	121	75	233	760	167	192	1 284	**3 005**
60 et plus	119	51	13	47	155	39	2 266	757	**3 447**

TABLEAU B.01-12 (suite et fin)

Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle	**Ensemble**
MARTINIQUE									
Les deux sexes	**3 450**	**11 542**	**8 807**	**19 746**	**53 378**	**43 301**	**40 212**	**179 143**	**359 579**
0-19	19	28	11	62	573	1 094	–	116 751	**118 538**
20-24	119	335	198	1 028	6 014	5 466	–	21 085	**34 245**
25-29	325	1 209	962	2 785	10 340	8 612	–	9 943	**34 176**
30-39	751	3 460	3 153	6 799	17 115	12 030	129	9 367	**52 804**
40-49	774	3 136	2 980	5 967	10 903	7 959	308	6 107	**38 134**
50-59	1 123	2 338	1 194	2 560	6 873	6 838	1 964	8 485	**31 375**
60 et plus	339	1 036	309	545	1 560	1 302	37 811	7 405	**50 307**
Sexe masculin	**2 879**	**8 670**	**5 680**	**9 374**	**11 667**	**35 726**	**18 993**	**80 889**	**173 878**
0-19	18	17	3	31	133	952	–	59 104	**60 258**
20-24	113	207	118	459	1 080	4 571	–	10 504	**17 052**
25-29	297	895	587	1 430	2 098	7 529	–	3 971	**16 807**
30-39	654	2 721	1 919	3 211	3 748	10 238	67	2 668	**25 226**
40-49	608	2 434	1 983	2 686	2 548	6 188	164	1 341	**17 952**
50-59	890	1 760	842	1 211	1 632	5 209	1 181	2 026	**14 751**
60 et plus	299	636	228	346	428	1 039	17 581	1 275	**21 832**
Sexe féminin	**571**	**2 872**	**3 127**	**10 372**	**41 711**	**7 575**	**21 219**	**98 254**	**185 701**
0-19	1	11	8	31	440	142	–	57 647	**58 280**
20-24	6	128	80	569	4 934	895	–	10 581	**17 193**
25-29	28	314	375	1 355	8 242	1 083	–	5 972	**17 369**
30-39	97	739	1 234	3 588	13 367	1 792	62	6 699	**27 578**
40-49	166	702	997	3 281	8 355	1 771	144	4 766	**20 182**
50-59	233	578	352	1 349	5 241	1 629	783	6 459	**16 624**
60 et plus	40	400	81	199	1 132	263	20 230	6 130	**28 475**
RÉUNION									
Les deux sexes	**8 630**	**11 999**	**10 946**	**25 158**	**68 050**	**70 680**	**36 743**	**365 622**	**597 828**
0-19	95	42	15	100	1 279	2 231	–	234 938	**238 700**
20-24	508	652	268	1 993	12 047	10 733	–	32 354	**58 555**
25-29	1 013	1 849	1 299	4 665	14 401	15 493	–	18 952	**57 672**
30-39	2 264	4 054	4 035	9 711	20 859	21 191	189	26 199	**88 502**
40-49	2 307	3 055	3 724	6 159	12 302	12 632	647	18 565	**59 391**
50-59	2 126	1 841	1 356	2 201	6 414	7 752	3 211	18 711	**43 612**
60 et plus	317	506	249	329	748	648	32 696	15 903	**51 396**
Sexe masculin	**7 711**	**9 216**	**7 568**	**12 567**	**19 144**	**64 168**	**19 328**	**154 554**	**294 256**
0-19	89	28	9	35	339	2 019	–	118 089	**120 608**
20-24	471	504	146	822	2 656	9 702	–	14 353	**28 654**
25-29	940	1 489	819	2 240	3 640	14 303	–	5 160	**28 591**
30-39	1 982	3 181	2 674	4 760	6 171	19 490	102	5 269	**43 629**
40-49	2 030	2 325	2 652	3 176	4 026	11 322	276	4 019	**29 826**
50-59	1 913	1 310	1 050	1 320	2 045	6 793	1 815	5 004	**21 250**
60 et plus	286	379	218	214	267	539	17 135	2 660	**21 698**
Sexe féminin	**919**	**2 783**	**3 378**	**12 591**	**48 906**	**6 512**	**17 415**	**211 068**	**303 572**
0-19	6	14	6	65	940	212	–	116 849	**118 092**
20-24	37	148	122	1 171	9 391	1 031	–	18 001	**29 901**
25-29	73	360	480	2 425	10 761	1 190	–	13 792	**29 081**
30-39	282	873	1 361	4 951	14 688	1 701	87	20 930	**44 873**
40-49	277	730	1 072	2 983	8 276	1 310	371	14 546	**29 565**
50-59	213	531	306	881	4 369	959	1 396	13 707	**22 362**
60 et plus	31	127	31	115	481	109	15 561	13 243	**29 698**

TABLEAU B.01-13

Population active ayant un emploi par sexe, âge et statut au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge au 31 décembre 1990	Total des actifs ayant un emploi	Salariés						Non-salariés
		Total	Secteur privé	Etat (1)	Collecti-vités locales	Services publics (2)		
Les deux sexes	**22 270 218**	**19 053 283**	**12 603 148**	**3 058 414**	**2 148 349**	**1 243 372**	**3 216 935**
15-19	365 214	358 564	311 824	15 824	28 524	2 392	6 650
20-24	1 974 282	1 901 375	1 532 064	162 223	158 272	48 816	72 907
25-29	3 236 625	3 007 602	2 200 577	367 287	292 670	147 068	229 023
30-34	3 326 156	2 968 486	1 924 846	478 630	355 014	209 996	357 670
35-39	3 361 473	2 906 453	1 802 709	520 566	354 098	229 080	455 020
40-44	3 479 821	2 919 339	1 756 652	588 237	344 662	229 788	560 482
45-49	2 303 489	1 893 918	1 135 982	382 007	212 905	163 024	409 571
50-54	2 021 565	1 613 015	985 275	297 676	192 092	137 972	408 550
55-59	1 534 066	1 117 601	714 765	182 168	155 380	65 288	416 465
60 et plus	667 527	366 930	238 454	63 796	54 732	9 948	300 597
Sexe masculin	**12 834 629**	**10 712 626**	**7 547 429**	**1 487 434**	**732 467**	**945 296**	**2 122 003**
15-19	235 563	230 818	210 146	6 956	11 844	1 872	4 745
20-24	1 039 267	988 659	838 622	75 189	43 156	31 692	50 608
25-29	1 811 902	1 658 220	1 288 774	171 901	93 953	103 592	153 682
30-34	1 923 870	1 679 909	1 164 048	237 729	118 700	159 432	243 961
35-39	1 944 486	1 632 407	1 083 970	255 164	120 917	172 356	312 079
40-44	2 025 001	1 645 897	1 066 582	284 442	119 249	175 624	379 104
45-49	1 358 115	1 089 190	703 361	182 553	73 884	129 392	268 925
50-54	1 214 811	955 997	622 593	149 352	70 772	113 280	258 814
55-59	913 388	648 983	444 711	92 440	60 728	51 104	264 405
60 et plus	368 226	182 546	124 622	31 708	19 264	6 952	185 680
Sexe féminin	**9 435 589**	**8 340 657**	**5 055 719**	**1 570 980**	**1 415 882**	**298 076**	**1 094 932**
15-19	129 651	127 746	101 678	8 868	16 680	520	1 905
20-24	935 015	912 716	693 442	87 034	115 116	17 124	22 299
25-29	1 424 723	1 349 382	911 803	195 386	198 717	43 476	75 341
30-34	1 402 286	1 288 577	760 798	240 901	236 314	50 564	113 709
35-39	1 416 987	1 274 046	718 739	265 402	233 181	56 724	142 941
40-44	1 454 820	1 273 442	690 070	303 795	225 413	54 164	181 378
45-49	945 374	804 728	432 621	199 454	139 021	33 632	140 646
50-54	806 754	657 018	362 682	148 324	121 320	24 692	149 736
55-59	620 678	468 618	270 054	89 728	94 652	14 184	152 060
60 et plus	299 301	184 384	113 832	32 088	35 468	2 996	114 917

(1) Cette rubrique concerne aussi les salariés de la sécurité sociale.
(2) Salariés des entreprises publiques ou nationales.

TABLEAU B.01-14

Actifs occupés au lieu de travail par sexe et statut selon la nomenclature d'activités française (NAF) au recensement de 1990

Source : INSEE (Division « Recensements de la population »)

Activité économique	NAF (1) niveaux 17 et 31	Ensemble	Salariés	Non Salariés	Hommes	Salariés	Non Salariés	Femmes	Salariées	Non Salariées
Ensemble		**22 070 330**	**18 859 027**	**3 211 303**	**12 697 413**	**10 579 990**	**2 117 423**	**9 372 917**	**8 279 037**	**1 093 880**
Agriculture	A - B	1 284 134	279 113	1 005 021	848 990	216 065	632 925	435 144	63 048	372 096
Industrie	C à E	4 707 313	4 420 447	286 866	3 299 501	3 090 610	208 891	1 407 812	1 329 837	77 975
Construction	F	1 556 186	1 219 498	336 688	1 427 497	1 122 018	305 479	128 689	97 480	31 209
Tertiaire	G à Q	14 522 697	12 939 969	1 582 728	7 121 425	6 151 297	970 128	7 401 272	6 788 672	612 600
Agriculture, sylviculture	A AA	**1 251 618**	**260 929**	**990 689**	**820 938**	**200 077**	**620 861**	**430 680**	**60 852**	**369 828**
Pêche, aquaculture	B BB	**32 516**	**18 184**	**14 332**	**28 052**	**15 988**	**12 064**	**4 464**	**2 196**	**2 268**
Industries extractives	C	**74 140**	**71 352**	**2 788**	**66 716**	**64 288**	**2 428**	**7 424**	**7 064**	**360**
Extraction de produits énergétiques	CA	30 616	30 512	104	27 868	27 764	104	2 748	2 748	–
Extraction de produits non énergétiques	CB	43 524	40 840	2 684	38 848	36 524	2 324	4 676	4 316	360
Industrie manufacturière	D	**4 426 837**	**4 143 339**	**283 498**	**3 068 693**	**2 862 714**	**205 979**	**1 358 144**	**1 280 625**	**77 519**
Ind. agricoles et alimentaires	DA	631 927	532 047	99 880	398 639	338 495	60 144	233 288	193 552	39 736
Industrie textile, habillement	DB	372 802	350 922	21 880	130 314	118 882	11 432	242 488	232 040	10 448
Industrie du cuir, chaussure	DC	74 282	70 666	3 616	28 807	26 127	2 680	45 475	44 539	936
Travail du bois, et fab. artic, bois	DD	115 676	101 648	14 028	94 416	82 640	11 776	21 260	19 008	2 252
Ind. papier, édition, imprimerie	DE	351 490	327 914	23 576	225 794	207 994	17 800	125 696	119 920	5 776
Cokéfaction, raffinage, nucléaire	DF	31 168	31 032	136	26 536	26 412	124	4 632	4 620	12
Industrie chimique	DG	280 894	277 590	3 304	180 732	178 012	2 720	100 162	99 578	584
Indust. caoutchouc, plastiques	DH	210 365	205 817	4 548	149 707	145 879	3 828	60 658	59 938	720
Fab. prod. minéraux non métalliq.	DI	174 041	164 613	9 428	141 265	133 797	7 468	32 776	30 816	1 960
Métallurgie, travail des métaux	DJ	631 264	600 682	30 582	530 375	503 329	27 046	100 889	97 353	3 536
Fab. de machines et équipements	DK	353 051	338 091	14 960	285 595	272 503	13 092	67 456	65 588	1 868
Fab. équipements électriq. et électron.	DL	497 327	481 281	16 046	317 800	304 004	13 796	179 527	177 277	2 250
Fab. de matériel de transport	DM	474 304	469 936	4 368	399 864	396 128	3 736	74 440	73 808	632
Autres indust. manufacturières	DN	228 246	191 100	37 146	158 849	128 512	30 337	69 397	62 588	6 809
Prod. distrib. électric, gaz, eau	E EE	206 336	205 756	580	164 092	163 608	484	42 244	42 148	96
Construction	F FF	1 556 186	1 219 498	336 688	1 427 497	1 122 018	305 479	128 689	97 480	31 209
Commerce, gros, détail, répar. dom	G GG	2 989 992	2 387 613	602 379	1 649 385	1 288 515	360 870	1 340 607	1 099 098	241 509
Hôtels et restaurants	H HH	702 133	494 275	207 858	350 721	245 364	105 357	351 412	248 911	102 501
Transports et communications	I II	1 413 058	1 336 542	76 516	1 030 663	965 523	65 140	382 395	371 019	11 376
Activités financières	J JJ	715 496	681 704	33 792	336 249	310 273	25 976	379 247	371 431	7 816
Immob, location, serv. entreprises	K KK	2 154 935	1 908 578	246 357	1 237 853	1 053 832	184 021	917 082	854 746	62 336
Administration publique	L LL	1 971 212	1 969 472	1 740	1 069 567	1 068 563	1 004	901 645	900 909	736
Éducation	M MM	1 557 181	1 536 901	20 280	539 921	528 009	11 912	1 017 260	1 008 892	8 368
Santé et action sociale	N NN	2 036 605	1 789 260	247 345	546 914	402 437	144 477	1 489 691	1 386 823	102 868
Serv. collec, sociaux, personnels	O OO	751 381	605 144	146 237	341 556	270 329	71 227	409 825	334 815	75 010
Services domestiques	P PP	213 676	213 572	104	9 524	9 460	64	204 152	204 112	40
Activités extra-territoriales	Q QQ	17 028	16 908	120	9 072	8 992	80	7 956	7 916	40

(1) Les regroupements sont faits au niveau des sous-sections et sections de la nomenclature.

TABLEAU B.01-15

Population active ayant un emploi par sexe, statut et selon l'activité économique au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Activité économique	Code	Les deux sexes			Sexe masculin			Sexe féminin		
		Ensemble	Salariés	Non Salariés	**Ensemble**	Salariés	Non Salariés	**Ensemble**	Salariés	Non Salariés
GUADELOUPE										
Agriculture, sylviculture, pêche..	**U01**	**8 391**	2 884	5 507	**6 899**	2 306	4 593	**1 492**	578	914
Industrie.....	**U02 - U06**	**9 630**	7 499	2 131	**7 688**	5 932	1 756	**1 942**	1 567	375
Bâtiment, génie civil et agricole .	**U07**	**13 967**	8 959	5 008	**13 221**	8 298	4 923	**746**	661	85
Commerce.....	**U08**	**15 020**	10 560	4 460	**6 854**	4 743	2 111	**8 166**	5 817	2 349
Transport et télécommunications.....	**U09**	**6 950**	5 503	1 447	**5 072**	3 697	1 375	**1 878**	1 806	72
Services marchands	**U10**	**26 533**	21 817	4 716	**13 186**	9 856	3 330	**13 347**	11 961	1 386
Services financiers	**U11 - U13**	**2 802**	2 735	67	**1 349**	1 295	54	**1 453**	1 440	13
Services non marchands.....	**U14**	**34 223**	33 852	371	**13 989**	13 668	321	**20 234**	20 184	50
Ensemble		**117 516**	**93 809**	**23 707**	**68 258**	**49 795**	**18 463**	**49 258**	**44 014**	**5 244**
GUYANE										
Agriculture, sylviculture, pêche..	**U01**	**4 177**	1 433	2 744	**2 555**	1 234	1 321	**1 622**	199	1 423
Industrie.....	**U02 - U06**	**3 130**	2 622	508	**2 654**	2 250	404	**476**	372	104
Bâtiment, génie civil et agricole .	**U07**	**4 440**	3 627	813	**4 167**	3 379	788	**273**	248	25
Commerce.....	**U08**	**3 152**	2 216	936	**1 764**	1 191	573	**1 388**	1 025	363
Transport et télécommunications.....	**U09**	**1 857**	1 565	292	**1 372**	1 106	266	**485**	459	26
Services marchands	**U10**	**6 072**	5 023	1 049	**3 383**	2 658	725	**2 689**	2 365	324
Services financiers	**U11 - U13**	**1 688**	1 669	19	**1 015**	1 000	15	**673**	669	4
Services non marchands.....	**U14**	**12 068**	12 018	50	**6 520**	6 478	42	**5 548**	5 540	8
Ensemble		**36 584**	**30 173**	**6 411**	**23 430**	**19 296**	**4 134**	**13 154**	**10 877**	**2 277**
MARTINIQUE										
Agriculture, sylviculture, pêche..	**U01**	**8 445**	5 366	3 079	**6 135**	3 551	2 584	**2 310**	1 815	495
Industrie.....	**U02 - U06**	**9 706**	8 076	1 630	**7 257**	5 953	1 304	**2 449**	2 123	326
Bâtiment, génie civil et agricole .	**U07**	**9 298**	7 017	2 281	**8 603**	6 400	2 203	**695**	617	78
Commerce.....	**U08**	**13 965**	10 890	3 075	**6 166**	4 671	1 495	**7 799**	6 219	1 580
Transport et télécommunications.....	**U09**	**6 673**	4 942	1 731	**5 145**	3 466	1 679	**1 528**	1 476	52
Services marchands	**U10**	**23 537**	19 815	3 722	**11 275**	8 643	2 632	**12 262**	11 172	1 090
Services financiers	**U11 - U13**	**2 952**	2 904	48	**1 305**	1 269	36	**1 647**	1 635	12
Services non marchands.....	**U14**	**35 541**	35 346	195	**14 251**	14 101	150	**21 290**	21 245	45
Ensemble		**110 117**	**94 356**	**15 761**	**60 137**	**48 054**	**12 083**	**49 980**	**46 302**	**3 678**
RÉUNION										
Agriculture, sylviculture, pêche..	**U01**	**11 141**	3 004	8 137	**10 062**	2 789	7 273	**1 079**	215	864
Industrie.....	**U02 - U06**	**11 295**	9 981	1 314	**9 207**	8 124	1 083	**2 088**	1 857	231
Bâtiment, génie civil et agricole .	**U07**	**16 563**	14 108	2 455	**15 812**	13 469	2 343	**751**	639	112
Commerce.....	**U08**	**17 902**	13 353	4 549	**10 598**	7 668	2 930	**7 304**	5 685	1 619
Transport et télécommunications.....	**U09**	**7 250**	6 321	929	**5 801**	4 902	899	**1 449**	1 419	30
Services marchands	**U10**	**24 835**	20 176	4 659	**13 620**	10 349	3 271	**11 215**	9 827	1 388
Services financiers	**U11 - U13**	**3 005**	2 965	40	**1 512**	1 480	32	**1 493**	1 485	8
Services non marchands.....	**U14**	**54 262**	54 136	126	**23 914**	23 816	98	**30 348**	30 320	28
Ensemble		**146 253**	**124 044**	**22 209**	**90 526**	**72 597**	**17 929**	**55 727**	**51 447**	**4 280**

TABLEAU B.01-16

Navettes domicile-travail des actifs ayant un emploi par sexe et catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristiques individuelles	Ensemble	Lieu de résidence - Lieu de travail				
		Même commune	Dans deux communes différentes			
			Même unité urbaine	Même zone d'emploi	Même département	Autres cas
Population totale						
Les deux sexes	**22 270 218**	**9 922 422**	**5 847 730**	**7 566 603**	**8 876 342**	**1 500 216**
Sexe masculin	**12 834 629**	5 315 064	3 365 134	4 465 127	5 312 729	1 054 580
Sexe féminin	**9 435 589**	4 607 358	2 482 596	3 101 476	3 563 613	445 636
Catégorie Socioprofessionnelle (6 postes)						
Agriculteurs exploitants	**1 005 197**	954 761	4 108	37 468	43 420	6 228
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	**1 751 764**	1 291 968	219 148	296 748	340 392	51 084
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**2 603 474**	990 750	943 244	724 028	897 548	255 964
Professions intermédiaires	**4 464 400**	1 615 532	1 382 792	1 640 132	1 981 556	384 860
Employés	**5 899 302**	2 748 411	1 649 824	2 015 800	2 303 393	308 328
Ouvriers	**6 546 081**	2 321 000	1 648 614	2 852 427	3 310 033	493 752

TABLEAU B.01-17

Migrations par sexe et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristiques individuelles	Ensemble	Lieu de naissance				Lieu de résidence					
		Même département	Même région	France métropolitaine	Hors France métropolitaine	Même logement	Même commune	Même département	Même région	France métropolitaine	Hors France métropolitaine
Population totale											
Les deux sexes	**56 651 955**	**31 730 070**	**38 348 307**	**50 427 795**	**6 224 160**	**28 946 389**	**38 351 320**	**47 477 819**	**50 423 259**	**55 395 820**	**1 256 135**
Sexe masculin	**27 565 056**	15 564 271	18 718 030	24 407 026	3 158 030	13 964 146	18 559 997	23 025 313	24 466 572	26 933 725	631 331
Sexe féminin	**29 086 899**	16 165 799	19 630 277	26 020 769	3 066 130	14 982 243	19 791 323	24 452 506	25 956 687	28 462 095	624 804
Catégorie Socioprofessionnelle (8 postes)											
Agriculteurs exploitants	**1 012 937**	839 148	895 840	988 409	24 528	833 228	925 269	984 605	993 033	1 009 853	3 084
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1 822 856**	908 009	1 128 505	1 586 889	235 967	987 460	1 273 936	1 556 736	1 652 472	1 794 848	28 008
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**2 693 062**	766 429	1 250 560	2 332 363	360 699	1 071 016	1 484 738	1 858 038	2 128 942	2 595 742	97 320
Professions intermédiaires	**4 713 972**	2 033 759	2 781 369	4 246 148	467 824	1 987 596	2 738 644	3 666 632	4 038 528	4 627 628	86 344
Employés	**6 912 800**	3 517 522	4 389 158	6 092 677	820 123	2 959 414	4 322 667	5 668 106	6 093 581	6 792 701	120 099
Ouvriers	**7 623 343**	4 341 170	5 043 267	6 285 198	1 338 145	3 672 506	5 254 385	6 725 819	7 034 344	7 483 458	139 885
Retraités	**9 221 132**	4 886 833	5 859 114	8 216 849	1 004 283	7 085 076	7 900 568	8 515 116	8 694 640	9 178 412	42 720
Autres sans activité	**22 651 853**	14 437 200	17 000 494	20 679 262	1 972 591	10 350 093	14 451 113	18 502 767	19 787 719	21 913 178	738 675

TABLEAU B.01-18

Migrations par sexe au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

	Ensemble	Lieu de naissance				Lieu de résidence					
		Même département	Autre DOM ou TOM	France métropolitaine	Étranger	Même logement	Même commune	Même département	Autre DOM ou TOM	France métropolitaine	Étranger
GUADELOUPE											
Les deux sexes	**387 034**	**321 543**	**6 379**	**29 898**	**29 214**	**226 344**	**292 327**	**334 955**	**2 784**	**32 684**	**16 611**
Sexe masculin	**189 187**	156 659	2 853	15 418	14 257	110 510	143 057	162 888	1 380	16 455	8 464
Sexe féminin	**197 847**	164 884	3 526	14 480	14 957	115 834	149 270	172 067	1 404	16 229	8 147
GUYANE											
Les deux sexes	**114 808**	**57 953**	**6 339**	**13 402**	**37 114**	**39 091**	**63 986**	**78 385**	**3 221**	**13 018**	**20 184**
Sexe masculin	**59 799**	28 595	3 426	7 631	20 147	19 790	32 620	39 947	1 711	7 348	10 793
Sexe féminin	**55 009**	29 358	2 913	5 771	16 967	19 301	31 366	38 438	1 510	5 670	9 391
MARTINIQUE											
Les deux sexes	**359 579**	**321 265**	**4 793**	**25 936**	**7 585**	**216 377**	**279 972**	**322 016**	**3 775**	**30 720**	**3 068**
Sexe masculin	**173 878**	154 951	2 063	13 310	3 554	105 318	135 743	155 105	1 754	15 439	1 580
Sexe féminin	**185 701**	166 314	2 730	12 626	4 031	111 059	144 229	166 911	2 021	15 281	1 488
RÉUNION											
Les deux sexes	**597 828**	**540 710**	**2 247**	**37 487**	**17 384**	**329 373**	**486 540**	**547 164**	**3 048**	**41 384**	**6 232**
Sexe masculin	**294 256**	263 592	1 245	20 540	8 879	163 120	239 748	267 588	1 634	21 883	3 151
Sexe féminin	**303 572**	277 118	1 002	16 947	8 505	166 253	246 792	279 576	1 414	19 501	3 081

Chapitre B.02

Mouvement de la population

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Mouvement de la population : aperçu d'ensemble.
2. Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité.
3. Indicateurs synthétiques de la situation démographique.
4. Nés vivants et mort-nés par sexe et légitimité.
5. Nés vivants par âge de la mère et légitimité.
6. Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance.
7. Nés vivants suivant la nationalité des parents.
8. Somme des naissances réduites (pour 100 femmes) et âges moyens des mères à la naissance.
9. Mariages par âge et état matrimonial antérieur.
10. Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage.
11. Somme des premiers mariages réduits.
12. Décédés par sexe, groupe d'âge et état matrimonial.
13. Évolution de la mortalité infantile et de ses diverses composantes.
14. Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges.
15. Tables de mortalité annuelles abrégées.
16. Table de mortalité : année 1994-1996.
17. Principaux indicateurs démographiques de divers pays.
18. Nombre d'immigrants par type de procédure.
19. Travailleurs étrangers permanents enregistrés par l'OMI, par âge, sexe et état matrimonial.
20. Travailleurs étrangers permanents enregistrés par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité.
21. DOM : mouvement naturel de la population en valeur absolue, et taux pour 1000 habitants.
22. Nouvelle-Calédonie : mouvement naturel de la population.
23. Polynésie française : mouvement naturel de la population.
24. Saint-Pierre-et-Miquelon : mouvement naturel de la population.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Enquêtes et Études démographiques » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Au 1er janvier 1998, la France métropolitaine compte 58,7 millions d'habitants. Avec les départements et les territoires d'outre-mer, la population française atteint 60,9 millions d'habitants.

La croissance de la population en métropole est de 231 000 habitants en 1997, dont 191 000 dûs à l'excédent des naissances sur les décès, l'excédent migratoire étant provisoirement estimé à 40 000 personnes. Le taux d'accroissement de la population française est ainsi inférieur à 4 pour mille habitants, rythme le plus faible de ces vingt dernières années : 3,3 pour mille provenant des variations naturelles et 0,6 pour mille dû au solde migratoire.

Après deux années de hausse, la natalité diminue de nouveau, alors que la baisse tendancielle de la mortalité se poursuit. Avec l'allongement de la durée de vie, la population continue de vieillir : un peu moins d'un métropolitain sur six a 65 ans et plus, contre un sur huit il y a trente ans, tandis que, dans le même temps, la part des moins de 20 ans est passée d'un tiers à un quart.

Le nombre de mariages progresse, mais plus modestement qu'en 1996. La hausse se concentre sur les mariages légitimant un ou plusieurs enfants.

Naissances : léger recul en 1997

725 000 enfants sont nés en 1997, soit environ 1,3 % de moins qu'en 1996 (moins 1 % si on ramène la comparaison à 365 jours puisque 1996 était une année bissextile). Le redressement de la natalité amorcé fin 1994 s'est poursuivi jusqu'à la fin de l'année suivante (+ 2,6 % en 1995). La stabilisation de 1996 s'est soldée par une légère hausse (+ 0,6 %) avant une nouvelle diminution qui commence dès le début 1997 et se poursuit tout au long de l'année. Malgré cette baisse, la natalité demeure nettement au-dessus de celles de 1993 et 1994, années durant lesquelles le nombre de nouveau-nés a été le plus faible de ces cinquante dernières années.

En 1997, l'indicateur conjoncturel de fécondité est de 1,71 enfant par femme. Il était de 1,72 en 1996 et de 1,70 en 1995. Pour l'ensemble des pays de l'Union européenne, l'indicateur conjoncturel est de 1,44 en 1996 d'après les derniers résultats disponibles, comme en 1995 et 1994. Cette stabilité d'ensemble résulte d'évolutions différentes d'un pays à l'autre : les écarts de fécondité entre les pays membres diminuent. Selon l'institut européen de statistique Eurostat, la fécondité a augmenté le plus en Italie et en Allemagne où elle est parmi les plus faibles. En revanche, dans les pays scandinaves, dont les indicateurs sont parmi les plus élevés, la baisse de la fécondité a été la plus prononcée, surtout en Suède. L'Irlande garde une place à part avec à la fois l'indicateur conjoncturel le plus élevé (1,88) et une nette augmentation en 1996.

L'allongement de la durée des études, une activité professionnelle des femmes plus fréquente, les difficultés pour trouver un emploi stable contribuent, depuis plusieurs années, au retard dans la constitution des familles. La diminution des grossesses non souhaitées étant permise par une meilleure maîtrise de la contraception, de plus en plus de femmes retardent l'arrivée de leurs enfants. Ainsi, l'âge à la maternité a été de 29,1 ans en 1996 contre 27,6 ans dix ans plus tôt. Ce recul régulier de l'âge à la maternité a eu peu d'incidence sur la descendance finale des femmes nées dans les années cinquante. En effet, bien qu'elles n'aient pas terminé leur vie féconde, elles assurent déjà leur remplacement en ayant eu, à 40 ans près de 2,1 enfants en moyenne. Pour les femmes nées depuis le début des années soixante, il est encore trop tôt pour conclure : à 30 ans, la génération 1966 a un peu plus de 1,3 enfant par femme contre 1,6 pour la génération 1956, mais un rattrapage reste possible.

Poursuite du recul de la mortalité

En 1997, le nombre de décès survenus est inférieur à celui de 1996 : 534 000 contre 535 775. Compte tenu de l'accroissement et du vieillisement de la population, si les conditions de mortalité de 1997 avaient été identiques à celle de 1996, 11 500 décès supplémentaires auraient été dénombrés. Le recul de la mortalité est donc net en 1997.

Après deux années remarquables avec un taux de 4,9 décès d'enfants de moins d'un an pour mille naissances vivantes en 1995 et de 4,8 pour mille en 1996, la mortalité infantile pourrait être un peu plus importante en 1997. Le taux serait de nouveau au-dessus de la barre des 5 pour mille (5,1 pour mille), mais resterait nettement inférieur à celui de 1994 (5,9 pour mille). La majorité des pays de l'Europe des Quinze a un taux de mortalité infantile inférieur à 6 pour mille; pour la Finlande et la Suède, il est d'environ 4 pour mille depuis deux ans déjà.

L'espérance de vie à la naissance donne une vue plus complète de l'évolution récente de la mortalité. Pour 1997, elle est estimée à 74,2 années pour les hommes et à 82,1 années pour les femmes. Très fortement lié à la baisse de la mortalité infantile, jusqu'aux années soixante, l'accroissement de l'espérance de vie tient surtout, depuis 1970, au recul de la mortalité aux autres âges, notamment aux âges élevés. Dans les conditions de mortalité de 1997, la moitié des femmes et le quart des hommes atteindraient 85 ans et, à cet âge-là, les femmes peuvent espérer vivre encore 6,4 ans et les hommes 5,2 ans.

La grippe, qui sévit traditionnellement dans notre pays en début et en fin d'année, fragilise les populations à risque, notamment les personnes âgées. Elle est une cause de décès sur ces mois d'hiver et d'une augmentation de la mortalité ultérieure. Si la fin de l'année 1997 a été plutôt clémente, cela n'avait pas été le cas en janvier et février : l'épidémie de grippe, qui s'était déclarée fin 1996 et poursuivie début 1997, avait été particulièrement virulente. Cette épidémie freine la hausse de l'espérance de vie en 1996 et 1997 : le gain a été d'un peu plus d'un trimestre en deux ans, soit deux fois moins que le rythme observé depuis une dizaine d'années. Au sein de l'Union européenne, notre pays continue de connaître le plus grand écart d'espérance de vie à la naissance entre les hommes et les femmes, ces dernières détenant le record de longévité tandis que l'espérance de vie masculine coïncide avec la moyenne.

Stabilité de l'immigration pour long séjour

Pour l'année 1997, l'excédent migratoire est provisoirement estimé à 40 000 personnes, soit le même ordre de grandeur qu'en 1996 et 1995 (respectivement 35 000 et 40 000), mais moins de la moitié du solde du début des années quatre-vingt-dix. Par hypothèse, les bilans migratoires suivent, pour l'essentiel, l'évolution des flux d'immigrants officiellement comptabilisés pour long séjour, dont les composantes ont été définies par le Haut Conseil à l'Intégration.

En 1996, selon les statistiques de l'Office des migrations internationales (OMI) et de l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), le nombre d'étrangers obtenant pour la première fois un titre de séjour d'un an ou plus a diminué pour la quatrième année consécutive. La baisse de 1996 a été relativement faible par rapport à celle des deux années précédentes : 7 % contre 21 % en 1995 et 32 % en 1994. Ces deux années de baisse importante faisaient suite aux mesures restrictives mises en oeuvre par la loi du 24 août 1993. En 1996, ce sont les personnes entrées au titre du regroupement de familles d'étrangers n'appartenant pas à l'Espace économique européen (EEE) et de familles de réfugiés ou d'apatrides, près de 30 % des immigrations recensées, qui ont été le moins touchées par cette baisse (- 3 % par rapport à 1995). En revanche, le nombre d'entrées de travailleurs permanents (un quart des motifs d'entrées) a diminué de plus de 12,5 % : la baisse a concerné davantage les travailleurs ressortissants de pays non-membres de l'EEE que ceux en provenance de l'EEE.

Les données disponibles pour les trois premiers trimestres de 1997 témoignent d'une stabilisation de l'immigration : l'augmentation du nombre d'entrées au titre de travailleurs permanents ou du regroupement familial compense la baisse des entrées de familles de Français et celles de réfugiés et apatrides. Ces chiffres ne tiennent pas compte des étrangers en situation irrégulière ayant déposé un dossier dans le cadre de la procédure de régularisation des sans-papiers en cours depuis juin 1997.

La hausse des mariages se poursuit

En 1997, 284 500 unions ont été célébrées. Ainsi, le nombre de mariages augmente pour la deuxième année consécutive, alors qu'il était en baisse depuis 1972 ; sa chute n'a connu qu'une courte interruption de 1988 à 1990 et se poursuivait, depuis, au rythme de 2,4 % en moyenne par an. Mais, après une hausse de plus de 10 % en 1996 - la plus forte depuis le début des années soixante-dix - celle de 1997 (+ 1,6 %) ressemble davantage à une stabilisation.

Le taux de nuptialité est du même ordre de grandeur qu'en 1996 : 4,9 mariages pour mille habitants contre 4,4 de 1993 à 1995. Au sein de l'Europe des Quinze, la baisse de la nuptialité s'est poursuivie en 1996. La Suède détient le taux de nuptialité le plus bas (3,8 pour mille) ; le Portugal et le Danemark les plus élevés (respectivement 6,4 et 6,8 pour mille).

L'âge au premier mariage est retardé un peu plus chaque année : en 1996, les femmes célibataires se mariaient, en moyenne, à 27,4 ans contre 24,5 ans dix ans plus tôt. La vie en couple n'est pas remise en cause pour autant et la vie en couple marié reste le modèle dominant. Mais de nos jours, l'union de fait n'est plus uniquement une cohabitation juvénile : en 1996, à 35 ans plus d'une femme sur quatre ne s'est jamais mariée, soit deux fois plus qu'en 1986. La progression des naissances hors mariage traduit également l'évolution de la cohabitation. La part des naissances hors mariage, qui ne cesse de croître, a pratiquement doublé en dix ans, passant de 22 % en 1986 à 39 % en 1996.

Les modifications d'ordre législatif sont susceptibles de provoquer des sursauts dans la courbe des mariages. L'augmentation de la nuptialité observée en 1996 à la suite de l'annulation de certaines dispositions fiscales qui avantageaient les parents non mariés en est, en quelque sorte, une illustration : pour un certain nombre de foyers imposables composés de deux actifs avec enfants à charge, il devenait, fiscalement, plus intéressant pour les parents cohabitants de se marier. On constate, en effet, qu'une partie de l'augmentation du nombre de mariages concerne des couples avec enfants. Le nombre de mariages ayant légitimé des enfants (78 680) s'est nettement accru en 1996 : + 37 % par rapport à 1995, alors que les mariages de couples sans enfant (201 392) n'ont augmenté que de 2,5 %. Entre 1990 et 1995, les premiers ont augmenté de 2,7 % chaque année, tandis que les seconds ont diminué de 3,6 % par an. La part des mariages légitimant au moins un enfant est ainsi passée de 18 % en 1990 à 23 % en 1995 ; en 1996, elle a atteint 28 %, soit une hausse de 5 points en une seule année. Enfin, parmi les mariages légitimant des enfants, l'accroissement a été très marqué pour ceux concernant de un à trois enfants et a été le plus important pour les mariages légitimant deux enfants.

Le surcroît de mariages a concerné uniquement des couples de Français. Les unions mixtes ont été d'environ 24 000 comme en 1995, alors que le nombre de mariages célébrés en France entre deux étrangers a continué de diminuer : moins de 5 000 mariages en 1996 contre près de 9 000 en 1991.

Ce sont les hommes et femmes âgés de plus de 30 ans qui ont été, proportionnellement, les plus nombreux à se marier. Alors que le supplément de mariages a été d'environ 10 % en 1996, l'évolution a été trois fois plus forte entre 37 et 41 ans. L'accroissement du nombre d'unions a été particulièrement fort pour les hommes et femmes, célibataires ou divorcés, de 50 à 54 ans. Il semblerait que l'arrivée à certains âges ait favorisé la prise de décision de se marier. Il s'agit, sans doute, de mariages de couples formés depuis longtemps. Les cohabitants vieillissent et en cas de décès du conjoint, le statut de veuf est plus protecteur que celui d'ancien concubin. Ainsi assistera-t-on peut-être, dans les années à venir, à un certain nombre de mariages de régularisation.

2. MÉTHODOLOGIE

Statistiques de l'état civil

Les statistiques du mouvement naturel de la population (mariage, naissance, décès) sont dressées à partir des bulletins statistiques de l'état civil, établis par les maires au moment et dans la commune où ont lieu les mariages, les naissances et les décès.

Le dépouillement des bulletins, effectué par l'INSEE, donne lieu à deux séries de publications :

— résultats trimestriels provisoires par département et région (du lieu d'enregistrement), dans le bulletin mensuel de statistique (numéros de juin, septembre et décembre pour les trois premiers trimestres de l'année, numéro de mars de l'année suivante pour le quatrième trimestre et la récapitulation annuelle); ces statistiques sont arrêtées lorsque la population des communes manquantes ne représente plus qu'une faible proportion de la population totale de chaque département (0,5 % en moyenne);

— ensemble des résultats annuels, accompagnés d'une description détaillée des méthodes de collecte et d'élaboration des données, dans le volume « La situation démographique en 19.. – Mouvement de la population ». Le dernier ouvrage paru se rapporte à l'année 1996.

D'autres statistiques relatives au mouvement naturel de la population sont établies par divers ministères et organismes : le ministère de la Justice pour les divorces, celui de la Santé pour les interruptions volontaires de grossesse, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale pour la statistique des causes médicales de décès.

Évaluation de la population au 1er janvier 1990

Les chiffres de population ont été réévalués sur la base des résultats de l'exploitation exhaustive du recensement de la population du 5 mars 1990 : à cette date, 56 625 026 habitants étaient dénombrés sur l'ensemble du territoire de la France métropolitaine.

La population totale au 1er janvier 1990 se déduit du chiffre ci-dessus par retrait de l'excédent des naissances sur les décès enregistré entre le 1er janvier et le 5 mars et le solde estimé des migrations extérieures. Elle s'établit à 56 577 000 habitants.

Les populations au 1er janvier des années 1983 à 1989 ont été réévaluées. Comme le mouvement naturel n'a pas lieu d'être révisé, c'est donc seulement le solde des migrations extérieures qui est affecté par la révision.

Migrations extérieures

De 1982 à 1989, les bilans migratoires révisés résultent de la confrontation des populations des deux recensements de 1982 et de 1990, après déduction du mouvement naturel sur la période intercensitaire. Ces évaluations appellent les commentaires suivants :

— le solde migratoire apparent entre la France métropolitaine et le reste du monde, ainsi dégagé, peut être biaisé par d'éventuelles différences entre les taux de couverture des deux recensements;

— ce solde ne correspond pas seulement aux mouvements d'étrangers mais inclut bien sûr les mouvements migratoires de Français (tels que, par exemple, les échanges de population entre la France métropolitaine et les DOM).

À partir de 1990, les bilans migratoires tiennent compte des flux d'entrées observés et des informations fournies par la comparaison des recensements. Les statistiques relatives aux entrées sont établies depuis 1990 par le Haut Conseil à l'intégration à partir des statistiques de l'OMI et de l'OFPRA. L'effectif des familles ne comprend pas toutes les familles de ressortissants de la CEE, mais seulement celles qui adressent une demande de regroupement familial à l'OMI, procédure qui n'est pas obligatoire. Les chiffres pour les réfugiés ont été transmis par l'OFPRA. La colonne « Autres cas » comprend des conjoints de Français, les parents d'enfants français, les familles de réfugiés et apatrides (ici à partir des enregistrements bruts de l'OMI), les actifs non salariés et les autres bénéficiaires de plein droit de la carte de résident.

3. DÉFINITIONS

Âge

● Âge moyen

L'âge moyen pondéré est calculé à partir des effectifs classés par année de naissance. Il faut tenir compte de l'inégalité des effectifs des générations dans l'interprétation de ces âges moyens.

L'âge moyen non pondéré est calculé à partir des taux, sans tenir compte de la structure par âge de la population considérée.

● Classement par âge

Le classement par âge utilisé dans ce chapitre est le classement par génération.

Pour la génération *g,* l'âge *x* atteint dans l'année *a* est $x = a - g$; il correspond à la différence entre l'année de l'événement et l'année de naissance de l'individu.

À la date de l'événement, dans une même génération, l'âge exact ou âge en années révolues n'est pas le même pour toutes les personnes. Ainsi, si l'événement a eu lieu à la date *d* :

— l'individu ayant son anniversaire après la date *d* aura comme âge en années révolues $(x - 1)$;

— l'individu ayant son anniversaire à la date *d* ou avant aura comme âge en années révolues (x).

Au 1er janvier de l'année, âge en années révolues et âge calculé par différence de millésimes coïncident.

● Classement par groupe d'âges

Le classement par groupe quinquennal d'âges utilisé dans ce chapitre est particulier. Il regroupe les événements de façon cohérente avec le calcul de la population moyenne :

— jusqu'à 5 ans, il s'agit d'une moyenne arithmétique entre âges exacts;

— à partir du groupe 10 à 14 ans, il s'agit de moyennes arithmétiques des effectifs de groupes de générations à chaque premier janvier (les groupes de générations n'ont donc pas le même âge en années révolues aux deux premiers janvier);

— pour le groupe 5-9 ans, on procède à un calcul mixte permettant de passer d'une définition à l'autre (moyenne

arithmétique des effectifs de quatre générations âgées exactement de 5 à 8 ans au 1er janvier et de cinq générations âgées exactement de 5 à 9 ans au 31 décembre).

Divorces

Les divorces prononcés sont la somme des divorces directs et des conversions de séparation de corps.

Événement

Les statistiques portent sur les événements survenus en France métropolitaine, ceux (peu nombreux) concernant des personnes domiciliées hors métropole y sont compris. À l'inverse, les événements enregistrés hors métropole concernant des personnes domiciliées en métropole ne sont pas pris en compte.

● Événement enregistré, événement domicilié

Le lieu d'enregistrement est le lieu où s'est produit l'événement : lieu de mariage, de la naissance ou du décès.

Le lieu du domicile est celui du domicile conjugal pour les mariages, du domicile de la mère pour les naissances et du domicile du défunt pour les décès.

● Date d'enregistrement, date de l'événement

Du fait du délai de trois jours pour déclarer une naissance à l'état civil, il y a une légère imprécision des statistiques provisoires. Dans l'exploitation définitive, la date retenue est bien entendu celle de l'événement lui-même.

Mouvement naturel

Au sens strict, différence entre les naissances et les décès durant une période donnée.

Naissances

● Enfants nés vivants, enfants sans vie, statistiques de naissances vivantes et de mort-nés.

Jusqu'en 1992 :

— les enfants nés vivants mais décédés avant la déclaration de leur naissance à l'état civil (appelés également « faux mort-nés » ou « mort-nés ayant respiré ») étaient légalement enregistrés comme enfants sans vie. Toutefois, leur prise en compte dans la statistique des naissances vivantes a été introduite dès 1975.

Avant 1975 :

— la statistique des naissances portait seulement sur les enfants vivants au moment de leur déclaration à l'état civil,

— la statistique des mort-nés portait sur l'ensemble des enfants déclarés sans vie, y compris ceux ayant respiré.

De 1975 à 1992 :

— la statistique des naissances s'est étendue à l'ensemble des enfants nés vivants : enfants déclarés vivants et mort-nés ayant respiré,

— la statistique des mort-nés comprenait seulement les mort-nés n'ayant pas respiré et ceux pour lesquels le critère de vitalité (respiration) n'était pas renseigné.

À partir de 1993 :

— les règles d'établissement d'un acte de naissance ou d'un acte d'enfant sans vie dépendent de la vitalité de l'enfant, au moment de la naissance. Les enfants décédés au moment de la déclaration sont enregistrés en naissance et décès, si l'on justifie, par la production d'un certificat médical, qu'ils sont nés vivants et viables. Sinon, il est dressé un acte d'enfant sans vie;

— la statistique des naissances comprend les enfants nés vivants et viables;

— la statistique des mort-nés couvre l'ensemble des actes d'enfants sans vie : enfants décédés au moment de la déclaration nés vivants mais non viables, ou enfants mort-nés après une durée de gestation supérieure à 180 jours.

● Naissances légitimes, naturelles

Les naissances sont définies légitimes ou naturelles suivant les types d'actes de naissance établis par l'officier de l'état civil.

Les enfants légitimes sont ceux dont les parents sont mariés.

● Rang de naissance

Les tableaux par rang de naissance concernent uniquement les enfants légitimes.

Jusqu'en 1965, le rang de naissance est déterminé de deux manières : d'une part en tenant compte de tous les enfants nés vivants de la mère, d'autre part en prenant en compte les seuls enfants nés du mariage actuel. À partir de 1966, seule cette seconde classification est adoptée.

Les mort-nés ne sont pas retenus pour la détermination du rang de naissance.

Décès d'enfants de moins d'un an (mortalité infantile)

Jusqu'en 1974, les « faux mort-nés » (ne figurant pas dans les statistiques des nés vivants) étaient exclus des statistiques de décès.

Pour corriger la sous-estimation importante de la mortalité infantile introduite par cette pratique, on calculait, outre le taux de mortalité infantile, un taux de mortalité infantile rectifié en ajoutant les faux mort-nés aux naissances et aux décès.

À partir de l'année 1975, il n'existe plus qu'un seul taux de mortalité infantile. Jusqu'en 1992 les faux mort-nés étaient inclus dans les statistiques de décès.

Depuis 1993, les enfants morts au moment de la déclaration, nés vivants et viables, ont un acte de naissance et de décès.

Taux. Méthode de calcul des indicateurs

● Taux bruts

Les taux bruts rapportent le nombre d'événements de l'année (naissance, décès, mariages...) à la population moyenne totale de l'année.

● Taux par âge

Les taux par âge rapportent les événements, survenus dans une génération au cours de l'année, à l'effectif moyen de cette génération.

Les taux par groupe d'âges rapportent les événements classés par groupe d'âges à la population moyenne correspondante.

● Taux synthétiques

Pour résumer les séries de taux par âge, on en fait la somme (somme des naissances réduites, somme des premiers mariages réduits, somme des divorces réduits). Ceci revient à appliquer en l'absence de mortalité, les taux par âge observés dans l'année à une génération fictive, et à faire la somme des événements que cette génération subirait à chaque âge.

— Indicateur de primo-nuptialité

L'indicateur de primo-nuptialité, ou somme des premiers mariages réduits, est la somme des premiers mariages conclus à chaque âge, l'année considérée, sur la base de 100 hommes ou femmes par génération. Il mesure la proportion d'hommes ou de femmes non célibataires à 50 ans dans une génération fictive dont les mariages seraient à chaque âge égaux à ceux observés l'année considérée.

— Indicateurs de mortalité infantile

(Voir ci-dessus les mots clés « décès d'enfants de moins d'un an » et « naissances »).

Le taux de mortalité infantile est le rapport du nombre d'enfants décédés avant un an à l'ensemble des nés vivants.

Parmi les enfants décédés avant l'âge d'un an au cours d'une année donnée, les uns sont nés au cours de la même année, les autres au cours de l'année précédente. Le taux de mortalité infantile est la somme des taux partiels relatifs à chacune des deux générations d'enfants.

Suivant la période de la mort de l'enfant, on distingue plusieurs taux :

— le taux de mortalité néo-natale précoce est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants;

— le taux de mortalité néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 28 jours à l'ensemble des nés vivants;

— le taux de mortalité post néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins d'un an et plus de 28 jours à l'ensemble des nés vivants;

— le taux de mortalité périnatale est le rapport du nombre de mort-nés et d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants et mort-nés;

— le taux de mortalité foeto-infantile est le rapport du nombre de mort-nés et d'enfants décédés à moins d'un an à l'ensemble des nés vivants et mort-nés;

— le taux de mortinatalité est le rapport du nombre de mort-nés à l'ensemble des nés vivants et mort-nés.

— Indicateur conjoncturel de divortialité

L'indicateur conjoncturel de divortialité ou somme des divorces réduits est, pour une année donnée, la somme des divorces prononcés à chaque durée de mariage sur la base de 100 mariages dont ils sont issus. Il indique le nombre de désunions dans une promotion fictive de 100 mariages dont les divorces seraient, à chaque durée de mariage, égaux à ceux observés l'année considérée.

— Indicateur conjoncturel de fécondité

Fondé sur le même principe, l'indicateur conjoncturel de fécondité, ou somme des naissances réduites, est la somme de l'ensemble des taux de fécondité par âge pour une année donnée. Il indique le nombre moyen d'enfants que mettrait au monde chaque femme d'une génération fictive pendant sa vie féconde, mesuré avec les taux de fécondité par âge identiques à ceux observés l'année considérée.

— Taux brut de reproduction

Le nombre moyen de filles mises au monde par une femme déduit de l'indicateur conjoncturel de fécondité multiplié par la proportion de fille à la naissance constitue le taux brut de reproduction. Pondéré par les coefficients de survie déduits de la table de mortalité de l'année, cet indice se transforme en taux net de reproduction.

Cet indice indique dans quelle mesure une génération serait remplacée par la suivante dans les conditions de fécondité de l'année considérée : si le taux est supérieur à 100, la génération est remplacée par une génération plus nombreuse, la population a tendance à augmenter; s'il est inférieur à 100, la génération est remplacée par une génération moins nombreuse, la population a tendance à diminuer.

Les taux utilisés dans le calcul sont ceux qui ont été observés au cours d'une année donnée dans l'ensemble de la population féminine (composée de plusieurs générations) et ne représentent donc pas les taux d'une génération réelle de femmes; il est probable qu'aucune génération réelle n'aura à chaque âge les taux observés.

Les taux de reproduction servent donc uniquement à caractériser d'une façon synthétique la situation démographique au cours d'une année donnée, sans qu'on puisse en tirer des conclusions certaines sur l'avenir de la population.

— Espérance de vie (voir tables de mortalité)

L'espérance de vie à chaque âge est la moyenne des durées restant à vivre pour les survivants à cet âge.

L'espérance de vie à la naissance (âge 0), ou durée moyenne de vie, est la moyenne des âges au décès d'une génération fictive soumise aux conditions actuelles de mortalité.

— Tables de mortalité

Une table de mortalité annuelle suit le cheminement d'une génération fictive de 100 000 nouveau-nés à qui l'on fait subir aux divers âges les conditions de mortalité observées sur les diverses générations réelles, durant l'année étudiée.

Cette table se construit à l'aide des quotients de mortalité observés l'année *n,* définis de la façon suivante :

— On rapporte les décès de la génération *g* atteignant l'âge $x = n - g$ au cours de l'année *n* à l'effectif de cette génération au 1er janvier, corrigé pour tenir compte des immigrations et émigrations.

À partir de ces quotients on construit une table de survivants au 31 décembre, dont on déduit le calcul des survivants à chaque anniversaire.

Pour éviter les aléas des tables annuelles et pour disposer d'une table détaillée par âge aussi précise que possible, on calcule une table de mortalité couvrant une période de plusieurs années.

Le calcul de cette table est identique à celui décrit précédemment pour la table annuelle, le quotient *t(x)* étant la moyenne arithmétique des quotients à l'âge *x* relatifs à chacune des années de la période.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Institut national de la Statistique et des Études économiques (INSEE);

— Institut national d'études démographiques (INED);

— Office des migrations internationales (OMI).

Publications INSEE :

Bulletin mensuel de statistique :

« Bilan démographique de 19.. », numéro de janvier, « Statistiques trimestrielles de l'état civil », numéros de mars, juin, septembre et décembre.

INSEE-Résultats, série Démographie-société :

— « La situation démographique » (annuel);

— « Projection de population totale pour la France métropolitaine », n° 44, septembre 1995;

— « Données de démographie régionale en 1990 », n° 45-46, décembre 1995;

— « Un siècle de démographie française », n° 47-48, janvier 1996;

— « Les évolutions démographiques départementales et régionales entre 1975 et 1994 », n° 67-68, février 1998.

— « La mortalité infantile des générations 1956 à 1989 », à paraître.

INSEE-Première :

— « L'espérance de vie selon les régions en 1989-1990 », n° 197, mai 1992;

— « La fécondité des étrangères en France se rapproche de celle des Françaises, n° 231, novembre 1992;

— « Un parent seul dans une famille sur huit », n° 293, janvier 1994;

— « Les projets de migration DOM-métropole », n° 311, avril 1994;

— « La population de la France », n° 444, avril 1996;

— « La population immigrée », n° 458, mai 1996;

— « Mariage, divorce et union libre », n° 482, août 1996;

— « Bilan démographique 1997 », n°566, février 1998.

Économie et Statistique :

— « Les inégalités sociales de la mortalité infantile s'estompent », Q.C. Dinh, n° 314, 1998 .

Données sociales, 1999, INSEE :

— « Maman après 40 ans », F. Daguet;

— « Démographie des pays industrialisés : la position de la France », C. Beaumel, R. Kerjosse, I. Tamby.

Autres publications :

Population et sociétés (mensuel), Institut national d'études démographiques.

Population (bimestriel), Institut national d'études démographiques.

Statistiques démographiques 19.. (annuel), Organisation des Nations Unies.

Statistiques démographiques 19.. (annuel), Eurostat.

OMISTAT (Annuaire des migrations), Office des migrations internationales, 1997.

*
* *

TABLEAU B.02-1

Mouvement de la population : aperçu d'ensemble

Sources : INSEE
Ministère de la Justice

Unité : Millier

Année	**Population au 1er janvier**	Mariages	Divorces prononcés (1)	Naissances		Décès		Mort-nés (2)	Excédent naturel	Solde migratoire	Variation totale
				Total	*dont* légitimes	**Total**	*dont* moins d'un an				
1975	**52 600,0**	387,4	55,6	**745,1**	681,6	**560,4**	10,3	8,2	184,7	13,6	198,3
1980	**53 731,4**	334,4	81,1	**800,4**	709,3	**547,1**	8,0	6,9	253,2	44,0	297,2
1985	**55 157,3**	269,4	107,5	**768,4**	617,9	**552,5**	6,4	5,7	215,9	38,0	253,9
1990	**56 577,0**	287,1	105,8	**762,4**	533,3	**526,2**	5,6	4,5	236,2	80,0	316,2
1992	**57 217,6**	271,4	108,0	**743,7**	496,8	**521,5**	5,1	4,1	222,2	90,0	312,2
1993	**57 529,7**	255,2	110,8	**711,6**	463,3	**532,3**	4,6	3,8	179,3	70,0	249,3
1994	**57 779,1**	253,7	115,7	**711,0**	454,3	**520,0**	4,2	3,6	191,0	50,0	241,0
1995.....	**58 020,1**	254,7	119,2	**729,6**	455,4	**531,6**	3,5	3,9	198,0	40,0	238,0
1996 *r*	**58 258,1**	280,1	117,4	**734,3**	448,8	**535,8**	3,5	3,7	198,5	35,0	233,5
1997 *p*.....	**58 491,6**	284,5	...	**725,0**	...	**534,0**	3,6	3,7	191,0	40,0	231,0

(1) Divorces directs prononcés et divorces prononcés par conversion de séparation de corps.
(2) À partir de 1975, la statistique des mort-nés comprend les enfants nés sans-vie.

TABLEAU B.02-2

Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité

Source : INSEE

Année	**Population moyenne (1)**	Taux pour 1000 habitants				Mortalité infantile (2)		
		Nuptialité	Natalité	Mortalité	Accroissement naturel	**Total**	Mortalité néonatale (3)	Mortalité post-néonatale (4)
1975.....	**52 699 169**	7,4	14,1	10,6	+ 3,5	**13,8**	9,1	4,7
1980.....	**53 880 009**	6,2	14,9	10,2	+ 4,7	**10,0**	5,8	4,2
1985.....	**55 284 271**	4,9	13,9	10,0	+ 3,9	**8,3**	4,6	3,7
1990.....	**56 735 103**	5,1	13,4	9,3	+ 4,1	**7,3**	3,6	3,7
1992.....	**57 373 641**	4,7	13,0	9,1	+ 3,9	**6,8**	3,3	3,5
1993.....	**57 654 379**	4,4	12,3	9,2	+ 3,1	**6,5**	3,1	3,4
1994.....	**57 899 566**	4,4	12,3	9,0	+ 3,3	**5,9**	3,2	2,7
1995.....	**58 139 076**	4,4	12,5	9,1	+ 3,4	**4,9**	2,9	2,0
1996 *r*.....	**58 374 853**	4,8	12,6	9,2	+ 3,4	**4,8**	3,0	1,8
1997 *p*	**58 607 071**	4,9	12,4	9,1	+ 3,3	**5,1**	...	...

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1975, 1982 et 1990.
(2) Taux rectifié, c'est-à-dire y compris les enfants nés vivants, mais morts avant leur déclaration à l'état civil.
(3) De 0 à 28 jours.
(4) De 29 à 365 jours.

TABLEAU B.02-3

Indicateurs synthétiques de la situation démographique

Source : INSEE

Année	Indice synthétique de primo-nuptialité		Indice synthétique		Taux de reproduction		Espérance de vie à la naissance	
	Masculine (1)	Féminine (1)	Divortialité (2)	Fécondité (3)	Brut (4)	Net (5)	Hommes (6)	Femmes (6)
1975	82,2	85,8	15,7	192,7	93,9	91,8	69,0	76,9
1980	68,9	70,6	22,3	194,5	94,7	92,9	70,2	78,4
1985	52,9	53,7	30,5	181,4	88,3	86,9	71,3	79,4
1990	55,2	56,3	32,1	177,7	86,5	85,2	72,7	80,9
1992	51,7	53,0	33,5	172,9	84,1	82,9	73,2	81,4
1993	48,2	49,6	34,8	165,4	80,6	79,5	73,3	81,4
1994	47,7	49,3	36,6	165,4	80,7	79,6	73,7	81,8
1995	47,7	49,3	38,2	170,2	83,1	82,0	73,9	81,9
1996 *r*	52,2	54,1	38,0	172,0	83,7	82,7	74,2	82,0
1997 *p*	...	...	...	171,0	...	...	74,2	82,1

(1) Somme des premiers mariages réduits, pour 100 (hommes ou femmes).
(2) Somme des divorces réduits, pour 100 mariages.
(3) Somme des naissances réduites, pour 100 femmes.
(4) Nombre de filles mises au monde par une génération de 100 femmes, en l'absence de mortalité.
(5) Nombre de filles mises au monde par une génération de 100 femmes, compte tenu de la mortalité.
(6) En années et dixièmes d'année.

TABLEAU B.02-4

Nés vivants et mort-nés par sexe et légitimité

Source : INSEE

Année	Nés vivants				Mort-nés			
	Les deux sexes	sexe masculin	sexe féminin	*dont* nés vivants naturels	**Les deux sexes**	sexe masculin	sexe féminin	*dont* mort-nés naturels
1975	**745 065**	381 804	363 261	63 429	**8 225**	4 406	3 819	1 008
1980	**800 376**	410 547	389 829	91 115	**6 942**	3 645	3 297	1 036
1985	**768 431**	394 112	374 319	150 492	**5 658**	2 945	2 713	1 386
1990	**762 407**	391 312	371 095	229 107	**4 488**	2 332	2 156	1 588
1992	**743 658**	381 744	361 914	246 867	**4 055**	2 112	1 943	1 513
1993	**711 610**	364 589	347 021	248 331	**3 791**	2 037	1 754	1 512
1994	**710 993**	364 277	346 716	256 653	**3 633**	1 927	1 706	1 524
1995	**729 609**	373 409	356 200	274 210	**3 859**	2 059	1 800	1 586
1996	**734 338**	377 003	357 335	285 514	**3 689**	1 956	1 733	1 613

TABLEAU B.02-5

Nés vivants par âge de la mère et légitimité

Source : INSEE

Âge de la mère (1)	1993		1994		1995		1996	
	Total	*dont* naturels	**Total**	*dont* naturels	**Total**	*dont* naturels	**Total**	*dont* naturels
Moins de 20 ans	**15 163**	12 022	**13 426**	11 024	**12 915**	10 812	**13 141**	11 249
20 à 24 ans	**130 045**	67 171	**122 285**	66 271	**116 722**	67 047	**109 485**	65 689
25 à 29 ans	**274 969**	84 507	**272 647**	88 397	**277 153**	94 804	**275 306**	99 433
30 à 34 ans	**196 619**	55 662	**204 139**	59 524	**218 531**	66 671	**226 519**	71 241
35 à 39 ans	**77 570**	23 388	**80 902**	25 500	**85 891**	28 473	**90 583**	30 948
40 à 44 ans	**16 387**	5 321	**16 720**	5 698	**17 461**	6 163	**18 379**	6 683
45 ans ou plus	**857**	260	**874**	239	**936**	240	**925**	271
Total	**711 610**	**248 331**	**710 993**	**256 653**	**729 609**	**274 210**	**734 338**	285 514

(1) Il s'agit de l'âge atteint dans l'année (différence entre le millésime de l'année observée et celui de l'année de naissance de la mère).

TABLEAU B.02-6

Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance (1)

Source : INSEE

Année	**Total**	Rang de la naissance			
		1	2	3	4 et plus
1975	**681 636**	328 838	211 137	76 755	64 906
1980	**709 261**	313 401	245 376	103 410	47 074
1985	**617 939**	260 490	215 546	91 860	50 043
1990	**533 300**	228 868	176 791	82 110	45 531
1992	**496 791**	222 192	164 275	71 281	39 043
1993	**463 279**	209 905	154 446	63 975	34 953
1994	**454 340**	204 633	153 814	62 793	33 100
1995	**455 399**	200 243	159 020	64 004	32 132
1996	**448 824**	203 564	153 720	61 496	30 044

(1) Le rang est déterminé en tenant compte uniquement des enfants nés vivants au cours du mariage actuel.

TABLEAU B.02-7

Nés vivants suivant la nationalité des parents

Source : INSEE

Année	Enfants légitimes nés vivants					Enfants naturels de mère étrangère	Pour 100 enfants légitimes		
	Total	Deux parents français	Père français mère étrangère	Père étranger mère française	Deux parents étrangers		Deux parents français	Couples mixtes	Deux parents étrangers
1975	**681 636**	599 485	3 058	14 187	64 906	4 043	88,0	2,5	9,5
1980	**709 261**	618 945	4 852	15 248	70 216	6 223	87,3	2,8	9,9
1985	**617 939**	530 442	6 294	14 166	67 037	9 470	85,8	3,3	10,9
1990	**533 300**	451 521	9 026	13 801	58 952	13 386	84,7	4,3	11,0
1992	**496 791**	415 544	10 788	14 832	55 627	14 103	83,6	5,2	11,2
1993	**463 279**	384 149	11 185	14 827	53 118	14 307	82,9	5,6	11,5
1994	**454 340**	377 847	11 577	15 086	49 830	13 843	83,2	5,8	11,0
1995	**455 399**	380 660	12 155	15 467	47 117	14 303	83,6	6,1	10,3
1996	**448 824**	377 181	12 432	15 598	43 613	14 358	84,0	6,3	9,7

TABLEAU B.02-8

Somme des naissances réduites (pour 100 femmes) et âges moyens des mères à la naissance (1)

Source : INSEE

Année	**Total**	*dont* part du groupe 15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 ans et plus	Âge moyen des mères à la maternité
1975	**192,66**	12,67	63,76	63,55	33,47	14,70	4,51	26,7
1980	**194,46**	8,94	60,79	72,03	37,02	12,71	2,97	26,8
1985	**181,36**	5,70	48,41	70,76	39,44	13,91	3,14	27,5
1990	**177,69**	4,38	37,26	69,01	45,35	17,86	3,83	28,3
1992	**172,85**	4,13	33,38	66,98	45,85	18,51	4,00	28,5
1993	**165,36**	3,91	30,26	64,11	45,04	18,02	4,02	28,7
1994	**165,42**	3,61	28,55	64,03	46,45	18,68	4,10	28,8
1995	**170,21**	3,50	27,68	65,30	49,69	19,76	4,28	29,0
1996 *r*	**171,96**	3,51	26,86	64,75	51,56	20,78	4,50	29,1
1997 *p*	**171,00**	...	...	...	...	...	...	...

(1) La somme des naissances réduites, indicateur conjoncturel de fécondité, est la somme des taux de fécondité des femmes âgées de 15 à 50 ans, une année donnée. C'est le nombre moyen d'enfants d'une génération de femmes qui auraient au cours de leur vie la fécondité par âge observée dans l'année considérée. L'âge moyen (non pondéré) des mères à la maternité est celui à la naissance de leurs enfants.

TABLEAU B.02-9

Mariages par âge et état matrimonial antérieur

Année 1996

Source : INSEE

Âge (1)	Époux				Épouses			
	Total	Célibataires	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Veuves	Divorcées
Moins de 20 ans	**418**	417	–	1	**3 270**	3 268	–	2
20-24 ans	**32 051**	31 996	5	50	**65 499**	64 829	36	634
25-29 ans	**101 921**	100 542	46	1 333	**100 872**	97 238	152	3 482
30-34 ans	**63 154**	57 254	132	5 768	**49 724**	40 501	383	8 840
35-39 ans	**33 140**	22 753	242	10 145	**26 058**	15 170	545	10 343
40-44 ans	**19 360**	8 799	394	10 167	**15 163**	5 698	560	8 905
45-49 ans	**13 071**	3 310	531	9 230	**9 769**	2 243	639	6 887
50-54 ans	**7 328**	1 231	483	5 614	**5 133**	937	508	3 688
55-59 ans	**4 058**	584	560	2 914	**2 104**	362	328	1 414
60 ans et plus	**5 571**	838	1 824	2 909	**2 480**	504	772	1 204
Total	**280 072**	**227 724**	**4 217**	**48 131**	**280 072**	**230 750**	**3 923**	**45 399**

(1) Âge atteint dans l'année du mariage (différence entre le millésime de l'année de mariage et celui de l'année de naissance des époux).

TABLEAU B.02-10

Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage

Source : INSEE

Année de mariage	Total des mariages	État matrimonial antérieur des époux				Nationalité des époux				(1) Âge moyen au premier mariage	
		Époux célibataire	Époux veuf ou divorcé	Épouse célibataire	Épouse veuve ou divorcée	Deux époux français	Deux époux étrangers	Couples mixtes		Hommes	Femmes
								Époux français	Époux étrangers		
1975	**387 379**	350 094	37 285	353 410	33 969	359 612	7 157	7 918	12 692	**24,6**	**22,5**
1980	**334 377**	292 523	41 854	296 140	38 237	308 066	5 696	8 323	12 292	**25,2**	**23,0**
1985	**269 419**	227 133	42 286	229 787	39 632	241 497	6 505	8 773	12 644	**26,4**	**24,3**
1990	**287 099**	238 910	48 189	241 521	45 578	247 853	8 703	12 606	17 937	**27,8**	**25,7**
1992	**271 427**	225 190	46 237	227 834	43 593	231 991	8 469	13 310	17 657	**28,3**	**26,3**
1993	**255 190**	210 694	44 496	213 260	41 930	220 928	6 997	12 027	15 238	**28,7**	**26,6**
1994	**253 746**	208 584	45 162	211 826	41 920	224 562	5 848	10 495	12 841	**29,0**	**27,0**
1995	**254 651**	208 571	46 080	211 179	43 472	225 612	5 214	10 545	13 280	**29,2**	**27,2**
1996	**280 072**	227 724	52 348	230 750	49 322	251 158	4 868	10 783	13 263	**29,8**	**27,7**

(1) Âge moyen pondéré.

TABLEAU B.02-11

Somme des premiers mariages réduits

Nuptialité féminine pour 100 femmes

Source : INSEE

Année	Total	*dont* part du groupe						
		15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 50 ans
1975	85,80	19,07	48,47	12,57	3,28	1,27	0,65	0,49
1980	70,64	12,36	40,31	12,53	3,36	1,21	0,52	0,35
1985	53,70	4,67	29,46	13,72	3,80	1,23	0,50	0,32
1990	56,30	2,19	25,38	19,80	5,89	1,91	0,73	0,40
1992	53,00	1,63	21,12	20,50	6,42	2,11	0,79	0,43
1993	49,57	1,30	18,23	20,03	6,56	2,18	0,83	0,44
1994	49,25	1,06	16,58	20,93	7,01	2,34	0,88	0,45
1995 *r.*	49,28	1,00	15,77	21,21	7,27	2,56	1,00	0,47
1996 *r.*	54,14	0,87	15,87	22,78	9,23	3,47	1,32	0,60
1997 *p*	55,54	...	...	...	...	...	...	...

TABLEAU B.02-12

Décédés par sexe, groupe d'âge (1) et état matrimonial

Année 1996

Source : INSEE

Année de naissance	Âge atteint dans l'année du décès	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1996-1995	moins d'1 an	**3 501**	**2 022**	2 022	–	–	–	**1 479**	1 479	–	–	–
1995-1991	1 à 4	**795**	**467**	467	–	–	–	**328**	328	–	–	–
1991-1987	5 à 9	**519**	**306**	306	–	–	–	**213**	213	–	–	–
1986-1982	10 à 14	**628**	**394**	394	–	–	–	**234**	234	–	–	–
1981-1977	15 à 19	**1 828**	**1 315**	1 313	2	–	–	**513**	512	1	–	–
1976-1972	20 à 24	**3 179**	**2 377**	2 325	48	–	4	**802**	746	51	1	4
1971-1967	25 à 29	**3 840**	**2 824**	2 409	377	6	32	**1 016**	748	225	13	30
1966-1962	30 à 34	**5 185**	**3 659**	2 561	890	16	192	**1 526**	810	557	36	123
1961-1957	35 à 39	**6 859**	**4 764**	2 473	1 713	38	540	**2 095**	687	1 069	47	292
1956-1952	40 à 44	**9 865**	**6 906**	2 341	3 210	108	1 247	**2 959**	620	1 731	109	499
1951-1947	45 à 49	**14 210**	**9 944**	2 316	5 410	210	2 008	**4 266**	676	2 592	258	740
1946-1942	50 à 54	**15 430**	**10 873**	2 025	6 652	307	1 889	**4 557**	526	2 888	419	724
1941-1937	55 à 59	**18 755**	**13 304**	2 294	8 712	592	1 706	**5 451**	613	3 425	796	617
1936-1932	60 à 64	**29 389**	**20 756**	3 222	14 322	1 332	1 880	**8 633**	874	5 119	1 909	731
1931-1927	65 à 69	**42 376**	**28 937**	3 876	20 709	2 514	1 838	**13 439**	1 258	6 964	4 319	898
1926-1922	70 à 74	**57 087**	**36 075**	3 984	26 128	4 403	1 560	**21 012**	2 100	9 027	8 791	1 094
1921-1917	75 à 79	**57 798**	**33 265**	3 038	23 601	5 514	1 112	**24 533**	2 178	7 779	13 412	1 164
1916-1912	80 à 84	**78 246**	**37 544**	3 043	23 980	9 562	959	**40 702**	3 494	7 931	27 701	1 576
1911-1907	85 à 89	**95 119**	**36 834**	2 640	19 488	13 944	762	**58 285**	5 067	6 441	44 698	2 079
1906-1902	90 à 94	**64 829**	**19 003**	1 150	7 365	10 162	326	**45 826**	4 278	2 256	37 776	1 516
1901 et av	95 et plus	**26 337**	**5 222**	275	1 222	3 661	64	**21 115**	2 246	437	17 826	606
Total		**535 775**	**276 791**	**44 474**	**163 829**	**52 369**	**16 119**	**258 984**	**29 687**	**58 493**	**158 111**	**12 693**

(1) Pour la définition des groupes d'âge, se reporter à l'article 3 du présent chapitre.

TABLEAU B.02-13

Évolution de la mortalité infantile et de ses diverses composantes

Source : INSEE

Année	Taux de mortalité Néo-natale précoce (1)	Néo-natale (1)	Post néo-natale (1)	Infantile (1)	Péri-natale (2)	Foeto-infantile (2)	Taux de morti-natalité (2)
1975	7,3	9,1	4,6	13,8	18,1	24,6	10,9
1980	4,4	5,8	4,3	10,0	12,9	18,5	8,6
1985	3,4	4,6	3,7	8,3	10,7	15,6	7,3
1990	2,5	3,6	3,8	7,3	8,3	13,2	5,9
1992	2,3	3,3	3,5	6,8	7,7	12,2	5,4
1993	2,2	3,1	3,3	6,5	7,5	11,7	5,3
1994	2,3	3,2	2,7	5,9	7,4	11,0	5,1
1995	2,2	2,9	2,0	4,9	7,4	10,1	5,3
1996	2,2	3,0	1,8	4,8	7,2	9,7	5,0

(1) Pour 1000 nés vivants.
(2) Pour 1000 enfants nés vivants ou mort-nés.

TABLEAU B.02-14

Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges

Nombre annuel de décédés pour 1000 personnes de chaque groupe d'âges

Source : INSEE

Année	Tous âges	Moins d'un an	1 à 4 ans	5 à 9 ans	10 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans
Les deux sexes									
1975	10,6	13,8	0,67	0,36	0,31	0,85	1,16	1,04	1,24
1980	10,2	10,0	0,59	0,33	0,29	0,84	1,23	1,08	1,19
1985	10,0	8,3	0,45	0,25	0,24	0,64	1,05	1,06	1,20
1990	9,3	7,3	0,38	0,18	0,19	0,56	0,97	1,08	1,25
1992	9,1	6,8	0,34	0,18	0,18	0,53	0,92	1,09	1,35
1993	9,2	6,5	0,34	0,18	0,18	0,52	0,93	1,06	1,35
1994	9,0	5,9	0,29	0,17	0,19	0,48	0,87	1,04	1,33
1995	9,1	4,9	0,30	0,16	0,17	0,47	0,84	1,00	1,31
1996	9,2	4,8	0,28	0,15	0,16	0,47	0,79	0,90	1,18
Sexe masculin									
1975	11,3	15,5	0,75	0,44	0,39	1,18	1,70	1,43	1,62
1980	10,8	11,5	0,65	0,39	0,34	1,18	1,85	1,56	1,61
1985	10,6	9,5	0,49	0,28	0,30	0,89	1,56	1,56	1,67
1990	9,9	8,4	0,45	0,20	0,22	0,79	1,51	1,63	1,85
1992	9,7	7,9	0,40	0,20	0,21	0,74	1,40	1,63	1,96
1993	9,8	7,5	0,38	0,20	0,21	0,71	1,39	1,57	1,98
1994	9,6	6,7	0,33	0,19	0,23	0,68	1,32	1,54	1,96
1995	9,7	5,4	0,32	0,18	0,20	0,65	1,23	1,48	1,89
1996	9,7	5,4	0,32	0,17	0,20	0,66	1,16	1,31	1,67
Sexe féminin									
1975	10,0	12,0	0,60	0,28	0,23	0,50	0,60	0,63	0,83
1980	9,5	8,4	0,53	0,26	0,22	0,48	0,59	0,59	0,76
1985	9,4	7,1	0,41	0,21	0,18	0,39	0,53	0,57	0,73
1990	8,7	6,2	0,31	0,16	0,16	0,33	0,43	0,54	0,66
1992	8,5	5,7	0,28	0,16	0,15	0,31	0,43	0,56	0,74
1993	8,7	5,4	0,28	0,16	0,14	0,32	0,45	0,56	0,73
1994	8,4	5,0	0,25	0,14	0,16	0,27	0,42	0,53	0,71
1995	8,6	4,3	0,28	0,13	0,15	0,29	0,44	0,52	0,73
1996	8,6	4,1	0,23	0,13	0,12	0,27	0,40	0,48	0,69

TABLEAU B.02-14 (suite et fin)

Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges

Nombre annuel de décédés pour 1000 personnes de chaque groupe d'âges

Source : INSEE

Année	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans ou plus
Les deux sexes									
1975	1,86	3,07	4,84	7,15	10,1	15,3	23,8	47,3	136
1980	1,69	2,71	4,44	6,78	9,5	13,4	20,4	42,1	126
1985	1,64	2,41	3,89	6,20	9,1	12,8	18,2	38,9	122
1990	1,69	2,32	3,49	5,24	7,9	11,5	16,1	33,3	110
1992	1,72	2,38	3,43	5,03	7,4	11,0	16,0	30,2	105
1993	1,73	2,41	3,42	4,92	7,4	11,0	15,9	29,2	107
1994	1,72	2,35	3,43	4,93	7,1	10,5	15,5	27,7	102
1995	1,68	2,39	3,41	4,84	6,9	10,5	15,6	28,0	106
1996	1,59	2,32	3,29	4,82	6,9	10,3	15,3	28,3	110
Sexe masculin									
1975	2,51	4,22	6,75	10,11	14,3	22,5	34,7	64,8	164
1980	2,24	3,69	6,26	9,76	13,8	19,7	30,4	59,2	149
1985	2,21	3,35	5,52	8,95	13,6	19,2	27,0	54,9	146
1990	2,40	3,28	4,87	7,47	11,5	17,2	24,2	46,9	130
1992	2,45	3,39	4,83	7,15	10,8	16,5	23,9	43,1	124
1993	2,52	3,40	4,78	6,91	10,7	16,4	23,5	41,7	127
1994	2,45	3,35	4,83	6,95	10,3	15,6	22,9	39,7	122
1995	2,40	3,36	4,78	6,83	10,0	15,5	23,2	40,2	126
1996	2,22	3,27	4,59	6,76	9,9	15,2	22,9	40,6	130
Sexe féminin									
1975	1,18	1,89	2,92	4,32	6,1	9,1	15,0	35,7	126
1980	1,10	1,70	2,59	3,87	5,4	7,7	12,4	30,7	116
1985	1,04	1,44	2,24	3,49	4,9	7,2	11,0	28,1	112
1990	0,98	1,35	2,07	3,03	4,4	6,4	9,5	23,9	100
1992	1,00	1,36	2,00	2,89	4,2	6,1	9,4	21,1	96
1993	0,94	1,42	2,04	2,91	4,2	6,2	9,5	20,3	97
1994	1,00	1,35	2,01	2,88	4,1	5,9	9,2	19,1	93
1995	0,96	1,44	2,02	2,83	3,9	5,9	9,2	19,2	97
1996	0,96	1,38	1,98	2,86	4,0	5,8	9,0	19,4	101

TABLEAU B.02-15

Tables de mortalité annuelles abrégées (1)

Source : INSEE

Année	0	1	2	3	4	5	10	15	20	25	30
Survivants aux âges indiqués pour 10 000 nés vivants											
Sexe masculin											
1975	10 000	9 845	9 833	9 827	9 821	9 815	9 794	9 774	9 711	9 631	9 562
1980	10 000	9 883	9 872	9 866	9 861	9 856	9 838	9 820	9 756	9 666	9 592
1985	10 000	9 904	9 897	9 892	9 888	9.884	9 871	9 855	9 807	9 730	9 655
1990	10 000	9 916	9 909	9 904	9 901	9 898	9 888	9 876	9 833	9 758	9 679
1992	10 000	9 921	9 915	9 911	9 908	9 905	9 896	9 884	9 845	9 774	9 694
1993	10 000	9 925	9 919	9 915	9 912	9 910	9 900	9 889	9 850	9 781	9 702
1994	10 000	9 933	9 927	9 924	9 922	9 919	9 910	9 898	9 860	9 794	9 717
1995	10 000	9 945	9 941	9 937	9 935	9 933	9 924	9 913	9 877	9 815	9 741
1996	10 000	9 946	9 941	9 938	9 935	9 933	9 925	9 914	9 878	9 820	9 754
Sexe féminin											
1975	10 000	9 880	9 869	9 864	9 859	9 856	9 842	9 830	9 804	9 775	9 744
1980	10 000	9 915	9 906	9 901	9 897	9 893	9 881	9 869	9 844	9 815	9 785
1985	10 000	9 928	9 922	9 918	9 915	9.912	9 902	9 892	9 872	9 846	9 817
1990	10 000	9 938	9 932	9 929	9 927	9 925	9 917	9 909	9 892	9 870	9 843
1992	10 000	9 943	9 938	9 936	9 934	9 932	9 924	9 916	9 900	9 878	9 850
1993	10 000	9 947	9 942	9 939	9 937	9 935	9 927	9 920	9 903	9 881	9 852
1994	10 000	9 949	9 945	9 942	9 941	9 939	9 932	9 924	9 910	9 889	9 862
1995	10 000	9 956	9 952	9 949	9 947	9 945	9 939	9 931	9 915	9 894	9 867
1996	10 000	9 958	9 955	9 952	9 951	9 949	9 943	9 936	9 922	9 902	9 877
Espérance de vie aux âges indiqués (2)											
Sexe masculin											
1975	69,0	69,1	68,2	67,2	66,2	65,3	60,4	55,5	50,9	46,3	41,6
1980	70,2	70,0	69,1	68,1	67,2	66,2	61,3	56,4	51,8	47,2	42,6
1985	71,3	70,9	70,0	69,0	68,1	67,1	62,2	57,3	52,5	47,9	43,3
1990	72,8	72,4	71,4	70,5	69,5	68,5	63,6	58,6	53,9	49,3	44,7
1992	73,2	72,8	71,8	70,8	69,9	68,9	63,9	59,0	54,2	49,6	45,0
1993	73,3	72,8	71,9	70,9	69,9	69,0	64,0	59,1	54,3	49,7	45,1
1994	73,7	73,2	72,3	71,3	70,3	69,3	64,4	59,5	54,7	50,0	45,4
1995	73,9	73,3	72,4	71,4	70,4	69,4	64,5	59,5	54,7	50,1	45,4
1996	74,2	73,6	72,6	71,6	70,6	69,7	64,7	59,8	55,0	50,3	45,6
Sexe féminin											
1975	76,9	76,8	75,9	74,9	73,9	73,0	68,1	63,1	58,3	53,5	48,6
1980	78,4	78,1	77,1	76,2	75,2	74,2	69,3	64,4	59,6	54,7	49,9
1985	79,4	79,0	78,1	77,1	76,1	75,1	70,2	65,3	60,4	55,6	50,7
1990	80,9	80,4	79,5	78,5	77,5	76,6	71,6	66,7	61,8	56,9	52,1
1992	81,4	80,9	79,9	78,9	78,0	77,0	72,0	67,1	62,2	57,3	52,5
1993	81,4	80,8	79,9	78,9	77,9	76,9	72,0	67,1	62,2	57,3	52,5
1994	81,8	81,3	80,3	79,3	78,3	77,3	72,4	67,5	62,5	57,7	52,8
1995	81,9	81,2	80,3	79,3	78,3	77,3	72,4	67,4	62,5	57,6	52,8
1996	82,0	81,4	80,4	79,4	78,4	77,4	72,5	67,5	62,6	57,7	59,9

N.B. - Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-15 (suite et fin)

Tables de mortalité annuelles abrégées (1)

Source : INSEE

Année	35	40	45	50	55	60	65	70	75	80	85
Survivants aux âges indiqués pour 10 000 nés vivants											
Sexe masculin											
1975	9 481	9 358	9 153	8 836	8 382	7 770	6 913	5 763	4 348	2 788	1 393
1980	9 513	9 402	9 222	8 926	8 482	7 898	7 100	6 062	4 706	3 152	1 646
1985	9 574	9 464	9 298	9.033	8 620	8 033	7 270	6 282	5 018	3 455	1.867
1990	9 588	9 471	9 310	9 076	8 730	8 222	7 516	6 629	5 457	4 000	2 356
1992	9 597	9 477	9 312	9 079	8 748	8 270	7 587	6 700	5 557	4 131	2 511
1993	9 605	9 482	9 318	9 085	8 762	8 288	7 608	6 728	5 601	4 171	2 520
1994	9 621	9 501	9 337	9 103	8 779	8 321	7 670	6 805	5 701	4 289	2 659
1995	9 648	9 529	9 365	9 135	8 819	8 370	7 719	6 840	5 722	4 287	2 660
1996	9 671	9 561	9 400	9 178	8 860	8 415	7 771	6 896	5 768	4 342	2 687
Sexe féminin											
1975	9 702	9 643	9 548	9 403	9 195	8 899	8 486	7 838	6 817	5 254	3 258
1980	9 747	9 691	9 606	9 478	9 289	9 032	8 663	8 117	7 215	5 776	3 779
1985	9 781	9 728	9 655	9 543	9 373	9 135	8.796	8.286	7 465	6 104	4 134
1990	9 809	9 760	9 691	9 588	9 439	9 226	8 927	8 490	7 768	6 587	4 744
1992	9 813	9 763	9 694	9 593	9 449	9 246	8 955	8 525	7 843	6 724	4 958
1993	9 816	9 768	9 696	9 593	9 450	9 244	8 952	8 519	7 851	6 731	4 969
1994	9 826	9 776	9 708	9 605	9 462	9 265	8 984	8 559	7 905	6 821	5 129
1995	9 831	9 781	9 709	9 607	9 468	9 277	8 997	8 572	7 915	6 822	5 124
1996	9 842	9 793	9 723	9 624	9 482	9 289	9 010	8 594	7 937	6 868	5 168
Espérance de vie aux âges indiqués (2)											
Sexe masculin											
1975	36,9	32,4	28,0	23,9	20,1	16,5	13,2	10,3	7,8	5,8	4,2
1980	37,9	33,3	28,9	24,8	20,9	17,3	13,9	10,9	8,3	6,1	4,5
1985	38,6	34,0	29,6	25,4	21,5	17,9	14,5	11,3	8,5	6,2	4,4
1990	40,1	35,5	31,1	26,8	22,8	19,0	15,6	12,3	9,4	6,9	4,9
1992	40,4	35,9	31,5	27,2	23,2	19,4	15,9	12,6	9,7	7,1	5,1
1993	40,5	36,0	31,6	27,3	23,2	19,4	15,9	12,6	9,6	7,1	5,0
1994	40,8	36,3	31,9	27,6	23,6	19,7	16,2	12,9	9,9	7,3	5,2
1995	40,9	36,3	31,9	27,7	23,6	19,7	16,1	12,8	9,8	7,3	5,2
1996	41,0	36,4	32,0	27,7	23,6	19,7	16,1	12,9	9,9	7,3	5,2
Sexe féminin											
1975	43,8	39,1	34,4	29,9	25,6	21,3	17,2	13,4	10,0	7,2	5,1
1980	45,1	40,3	35,6	31,1	26,7	22,4	18,2	14,2	10,7	7,7	5,4
1985	45,9	41,1	36,4	31,8	27,3	23,0	18,8	14,8	11,1	8,0	5,5
1990	47,2	42,5	37,7	33,1	28,6	24,2	19,9	15,8	12,0	8,7	6,0
1992	47,7	42,9	38,2	33,6	29,0	24,6	20,3	16,2	12,4	9,0	6,3
1993	47,7	42,9	38,2	33,5	29,0	24,6	20,3	16,2	12,4	9,0	6,2
1994	48,0	43,2	38,5	33,9	29,4	24,9	20,6	16,5	12,7	9,3	6,5
1995	48,0	43,2	38,5	33,9	29,4	24,9	20,6	16,5	12,6	9,2	6,4
1996	48,1	43,3	38,6	34,0	29,4	25,0	20,7	16,5	12,7	9,2	6,4

(1) Âges en années.
(2) Nombre moyen d'années restant à vivre aux personnes qui atteignent l'âge indiqué.

TABLEAU B.02-16

Table de mortalité : années 1994-1996

Mortalité générale (faux mort-nés inclus)

Source : INSEE

Âge	Sexe masculin			Sexe féminin			**Les deux sexes**		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	**Survivants (1)**	**Quotient de mortalité (1) (2)**	**Espérance de vie (1)**
0	100 000	589	73,93	100 000	458	81,90	**100 000**	**525**	**77,82**
1	99 411	48	73,36	99 542	40	81,27	**99 475**	**44**	**77,22**
2	99 363	33	72,40	99 502	24	80,30	**99 431**	**29**	**76,26**
3	99 330	25	71,42	99 478	18	79,32	**99 402**	**21**	**75,28**
4	99 305	21	70,44	99 460	15	78,34	**99 381**	**18**	**74,30**
5	99 284	19	69,45	99 445	15	77,35	**99 363**	**18**	**73,31**
6	99 265	19	68,47	99 430	14	76,36	**99 345**	**16**	**72,32**
7	99 246	17	67,48	99 416	14	75,37	**99 329**	**16**	**71,33**
8	99 229	18	66,49	99 402	12	74,38	**99 313**	**15**	**70,35**
9	99 211	16	65,50	99 390	13	73,39	**99 298**	**14**	**69,36**
10	99 195	16	64,52	99 377	12	72,40	**99 284**	**14**	**68,37**
11	99 179	18	63,53	99 365	14	71,41	**99 270**	**16**	**67,38**
12	99 161	21	62,54	99 351	14	70,42	**99 254**	**18**	**66,39**
13	99 140	24	61,55	99 337	15	69,43	**99 236**	**20**	**65,40**
14	99 116	33	60,57	99 322	18	68,44	**99 216**	**25**	**64,41**
15	99 083	43	59,59	99 304	21	67,45	**99 191**	**33**	**63,43**
16	99 040	55	58,61	99 283	26	66,46	**99 158**	**39**	**62,45**
17	98 986	69	57,64	99 257	29	65,48	**99 119**	**49**	**61,47**
18	98 918	95	56,68	99 228	33	64,50	**99 070**	**66**	**60,50**
19	98 824	107	55,74	99 195	38	63,52	**99 005**	**74**	**59,54**
20	98 718	113	54,79	99 157	41	62,55	**98 932**	**78**	**58,59**
21	98 606	126	53,86	99 116	41	61,57	**98 855**	**85**	**57,63**
22	98 482	132	52,92	99 075	42	60,60	**98 771**	**87**	**56,68**
23	98 352	128	51,99	99 033	42	59,62	**98 685**	**87**	**55,73**
24	98 226	131	51,06	98 991	44	58,65	**98 599**	**88**	**54,78**
25	98 097	138	50,13	98 947	46	57,67	**98 512**	**93**	**53,82**
26	97 962	137	49,19	98 901	51	56,70	**98 420**	**94**	**52,87**
27	97 828	142	48,26	98 851	53	55,73	**98 327**	**99**	**51,92**
28	97 689	156	47,33	98 799	54	54,76	**98 230**	**105**	**50,97**
29	97 537	166	46,40	98 746	59	53,79	**98 127**	**113**	**50,03**
30	97 375	174	45,48	98 688	64	52,82	**98 016**	**120**	**49,08**
31	97 206	179	44,56	98 625	68	51,85	**97 898**	**125**	**48,14**
32	97 032	181	43,63	98 558	72	50,89	**97 776**	**127**	**47,20**
33	96 856	194	42,71	98 487	78	49,92	**97 652**	**137**	**46,26**
34	96 668	209	41,80	98 410	80	48,96	**97 518**	**146**	**45,32**
35	96 466	219	40,88	98 331	85	48,00	**97 376**	**153**	**44,39**
36	96 255	232	39,97	98 247	93	47,04	**97 227**	**164**	**43,46**
37	96 032	243	39,06	98 156	101	46,08	**97 068**	**172**	**42,53**
38	95 799	251	38,16	98 057	110	45,13	**96 901**	**181**	**41,60**
39	95 559	269	37,25	97 949	118	44,18	**96 726**	**195**	**40,67**
40	95 302	291	36,35	97 833	124	43,23	**96 537**	**207**	**39,75**
41	95 025	316	35,45	97 712	129	42,28	**96 337**	**224**	**38,83**
42	94 725	345	34,56	97 586	143	41,34	**96 121**	**246**	**37,92**
43	94 398	373	33,68	97 446	157	40,40	**95 885**	**265**	**37,01**
44	94 046	396	32,81	97 293	165	39,46	**95 631**	**281**	**36,11**
45	93 674	423	31,93	97 132	177	38,52	**95 362**	**301**	**35,21**
46	93 278	448	31,07	96 960	189	37,59	**95 075**	**320**	**34,31**
47	92 860	482	30,21	96 777	207	36,66	**94 771**	**344**	**33,42**
48	92 412	528	29,35	96 577	228	35,74	**94 445**	**379**	**32,54**
49	91 924	585	28,50	96 357	243	34,82	**94 087**	**415**	**31,66**

NB. - Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-16 (suite et fin)

Table de mortalité : années 1994-1996

Mortalité générale (faux mort-nés inclus)

Source : INSEE

Âge	Sexe masculin			Sexe féminin			Les deux sexes		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	**Survivants (1)**	**Quotient de mortalité (1) (2)**	**Espérance de vie (1)**
50	91 386	625	27,67	96 123	265	33,90	**93 697**	**444**	**30,79**
51	90 815	664	26,84	95 868	282	32,99	**93 281**	**473**	**29,92**
52	90 212	705	26,01	95 598	297	32,08	**92 840**	**499**	**29,06**
53	89 576	744	25,20	95 314	311	31,17	**92 377**	**526**	**28,21**
54	88 910	805	24,38	95 018	328	30,27	**91 891**	**565**	**27,35**
55	88 194	879	23,57	94 706	356	29,37	**91 372**	**614**	**26,51**
56	87 419	951	22,78	94 369	386	28,47	**90 811**	**665**	**25,67**
57	86 588	1 032	21,99	94 005	412	27,58	**90 207**	**716**	**24,83**
58	85 694	1 133	21,22	93 618	436	26,69	**89 561**	**777**	**24,01**
59	84 723	1 224	20,45	93 210	472	25,81	**88 865**	**839**	**23,19**
60	83 686	1 340	19,70	92 770	520	24,93	**88 119**	**918**	**22,39**
61	82 565	1 461	18,96	92 288	559	24,05	**87 310**	**995**	**21,59**
62	81 359	1 593	18,24	91 772	612	23,19	**86 441**	**1 085**	**20,80**
63	80 063	1 739	17,52	91 210	656	22,33	**85 503**	**1 175**	**20,02**
64	78 671	1 871	16,82	90 612	707	21,47	**84 498**	**1 262**	**19,26**
65	77 199	2 031	16,14	89 971	787	20,62	**83 432**	**1 377**	**18,50**
66	75 631	2 164	15,46	89 263	867	19,78	**82 283**	**1 477**	**17,75**
67	73 994	2 339	14,79	88 489	948	18,95	**81 068**	**1 599**	**17,01**
68	72 263	2 548	14,13	87 650	1 037	18,12	**79 772**	**1 739**	**16,27**
69	70 422	2 778	13,49	86 741	1 140	17,31	**78 385**	**1 892**	**15,55**
70	68 466	2 947	12,86	85 752	1 251	16,50	**76 902**	**2 025**	**14,84**
71	66 448	3 187	12,24	84 679	1 370	15,71	**75 345**	**2 191**	**14,14**
72	64 330	3 457	11,62	83 519	1 553	14,92	**73 694**	**2 403**	**13,44**
73	62 106	3 779	11,02	82 222	1 754	14,14	**71 923**	**2 650**	**12,76**
74	59 759	4 112	10,43	80 780	1 970	13,39	**70 017**	**2 905**	**12,10**
75	57 302	4 560	9,86	79 189	2 236	12,65	**67 983**	**3 239**	**11,44**
76	54 689	4 996	9,31	77 418	2 485	11,93	**65 781**	**3 554**	**10,81**
77	51 957	5 481	8,77	75 494	2 824	11,22	**63 443**	**3 939**	**10,19**
78	49 109	6 044	8,25	73 362	3 251	10,53	**60 944**	**4 402**	**9,59**
79	46 141	6 677	7,75	70 977	3 669	9,86	**58 261**	**4 888**	**9,01**
80	43 060	7 362	7,27	68 373	4 193	9,22	**55 413**	**5 455**	**8,44**
81	39 890	8 160	6,81	65 506	4 778	8,60	**52 390**	**6 095**	**7,90**
82	36 635	8 986	6,37	62 376	5 417	8,01	**49 197**	**6 779**	**7,38**
83	33 343	10 011	5,94	58 997	6 207	7,44	**45 862**	**7 623**	**6,88**
84	30 005	11 061	5,55	55 335	7 106	6,90	**42 366**	**8 540**	**6,41**
85	26 686	12 231	5,18	51 403	8 151	6,39	**38 748**	**9 590**	**5,96**
86	23 422	13 466	4,83	47 213	9 245	5,91	**35 032**	**10 690**	**5,54**
87	20 268	14 836	4,50	42 848	10 460	5,46	**31 287**	**11 912**	**5,14**
88	17 261	16 285	4,20	38 366	11 823	5,04	**27 560**	**13 255**	**4,77**
89	14 450	17 585	3,92	33 830	13 260	4,65	**23 907**	**14 594**	**4,43**
90	11 909	19 095	3,65	29 344	14 742	4,29	**20 418**	**16 045**	**4,10**
91	9 635	20 612	3,40	25 018	16 304	3,94	**17 142**	**17 542**	**3,78**
92	7 649	22 513	3,15	20 939	18 057	3,61	**14 135**	**19 293**	**3,48**
93	5 927	24 110	2,92	17 158	19 688	3,30	**11 408**	**20 863**	**3,20**
94	4 498	25 856	2,69	13 780	21 880	2,98	**9 028**	**22 895**	**2,91**
95	3 335	27 886	2,45	10 765	24 013	2,68	**6 961**	**24 968**	**2,62**
96	2 405	30 644	2,20	8 180	26 724	2,36	**5 223**	**27 647**	**2,33**
97	1 668	31 894	1,96	5 994	28 595	2,04	**3 779**	**29 346**	**2,02**
98	1 136	32 130	1,64	4 280	30 257	1,66	**2 670**	**30 674**	**1,66**
99	771	32 166	1,18	2 985	33 233	1,17	**1 851**	**33 009**	**1,17**

(1) A l'âge indiqué.
(2) Pour 100 000 survivants.

TABLEAU B.02-17

Principaux indicateurs démographiques de divers pays

Année 1996

Sources : EUROSTAT
US Bureau of the Census, International Programs Center
US National Center for Health Statistics
Japan Statistics bureau
Conseil de l'Europe

Pays	Variation totale (1)	Taux pour 1 000 habitants				Taux de reproduction		Mortalité infantile (pour 1 000) naissances vivantes)	Espérance de vie à la naissance	
		Natalité	Mortalité	Nuptialité	Divorces	Brut	Net		Hommes	Femmes
Allemagne	2,4	9,7	10,8	5,2	2,1	0,64	0,63	5,0	73,6	79,9
Autriche	1,6	11,0	10,0	5,2	2,2	0,69	0,68	5,1	73,9	80,2
Belgique (2)	2,7	11,4 *p*	10,4 *p*	5,0	2,8	0,75	0,74	5,6 *p*	73,8 *p*	80,5
Danemark	4,6	12,9	11,6	6,8	2,4	0,85	0,84	5,6	73,1	78,2
Espagne (3)	1,4	9,1	8,9	4,9	0,8	0,56 *p*	0,54 *p*	6,0	74,4	81,6
Finlande	3,0	11,8	9,6	4,8	2,7	0,86	0,85	4,0	73,0	80,5
France	**4,0**	**12,6**	**9,2**	**4,8**	**2,0**	**0,84**	**0,83**	**4,8**	**74,2**	**82,0**
Grèce	2,1	9,6	9,6	4,3	0,9	0,63	0,62	7,2	75,1	80,4
Irlande (4)	8,9	13,9	8,7	4,5	...	0,90 *p*	0,89 *p*	5,5	73,3 *p*	78,7
Italie (3) (5)	2,2	9,2	9,5	4,7	0,6	0,59 *e*	0,58 *e*	5,9	74,9	81,3
Luxembourg	13,2	13,7	9,4	5,1	2,0	0,84	0,83	4,9	73,3	79,9
Pays-Bas	4,7	12,2	8,9	5,5	2,3	0,74	0,73	5,7	74,7	80,3
Portugal	1,3	11,1	10,8	6,4	1,4	0,70	0,68	6,9	71,1	78,6
Royaume-Uni	3,4 *p*	12,5	10,8	5,4	2,9	0,84	0,83	6,1	74,3	79,5
Suède	0,8	10,8	10,6	3,8	2,4	0,76	0,76	4,0	76,5	81,5
Europe des Quinze *p*	**2,8**	**10,8**	**10,0**	**5,1**	**1,8**	**0,70**	**0,69**	**5,6**	**74,1**	**80,5**
États-Unis	9,3	14,8	8,8	8,8	4,3	...	...	7,2	72,7	79,4
Japon (6)	1,8	9,8	7,6	6,4	1,6	...	...	4,1	77,0	83,3
Fédération Russe	– 3,2	8,8	14,1	5,9	3,8	...	...	17,5	59,8	72,5

(1) La variation totale tient compte du solde migratoire.
(2) Taux de reproduction, année 1995.
(3) Estimation nationale de l'espérance de vie à la naissance.
(4) Irlande, chiffre non disponible pour les divorces.
(5) Estimation d'Eurostat pour les taux bruts de reproduction.
(6) Taux de nuptialité et de divorces, année 1995.

TABLEAU B.02-18

Nombre d'immigrants par type de procédure

Année 1997

Sources : Office des migrations internationales (OMI)
Office Français de Protection des Réfugiés et des Apatrides (OFPRA)

Nationalité	Travailleurs permanents	Regroupement familial (1)	Conjoints de français	Parents d'enfants français	Réfugiés (O.F.P.R.A.) (2)	Familles de réfugiés et apatrides	Actifs non salariés	Réexamens	Autres	**Total 1997**	**Total 1996**
Européens	**7 026**	**3 329**	**1 601**	**209**	**947**	**391**	**70**	**1 478**	**118**	**15 169**	**14 254**
dont : UE (3)	6 422	—	—	—	—	—	—	—	—	**6 422**	**7 183**
Autres Européens et ex-URSS	525	778	1 177	166	520	101	59	584	93	**4 003**	...
Turcs	79	2 551	424	43	427	290	11	894	25	**4 744**	...
Asiatiques	**1 016**	**1 465**	**1 152**	**105**	**2 050**	**468**	**54**	**2 717**	**151**	**9 178**	**6 304**
dont : Libanais	243	99	84	8	...	5	8	30	30	**...**	...
Sri Lankais	6	86	25	4	696	267	—	165	3	**1 252**	**872**
Vietnamiens	29	13	164	7	315	34	1	24	15	**602**	...
Africains	**1 722**	**9 325**	**7 379**	**1 577**	**935**	**182**	**164**	**13 778**	**718**	**35 780**	**21 373**
dont : Maghreb	996	7 949	5 509	391	...	21	126	6 341	410	**...**	...
Algériens	548	3 076	2 808	—	64	10	91	2 969	152	**9 718**	**6 136**
Marocains	320	4 032	1 737	301	...	3	21	2 192	208	**...**	...
Tunisiens	128	841	964	90	...	8	14	1 180	50	**...**	...
Afrique hors Maghreb	726	1 376	1 870	1 186	...	161	38	7 437	308	**...**	...
Américains	**1 191**	**1 386**	**913**	**362**	**126**	**58**	**366**	**930**	**88**	**5 420**	**4 622**
Autres	**49**	**30**	**54**	**3**	**54**	**3**	**1**	**7**	**2**	**203**	**135**
Ensemble	**11 004**	**15 535**	**11 099**	**2 256**	**4 112**	**1 102**	**655**	**18 910**	**1 077**	**65 750**	**46 688**

(1) Dont 100 réexamens.
(2) Les données par nationalité détaillée sur les réfugiés ne sont pas disponibles.
(3) Y compris pays non membres, parties à l'EEE.

TABLEAU B.02-19

Travailleurs étrangers permanents (1) enregistrés par l'OMI, par âge, sexe et état matrimonial

Année 1997

Source : Office des migrations internationales (OMI)

Age	**Total des travailleurs**	Hommes		Femmes	
		Total	*dont* mariés	Total	*dont* mariées
Moins de 20 ans	**399**	220	7	179	9
20 à 24 ans	**1 894**	1 040	86	854	75
25 à 29 ans	**3 037**	1 808	367	1 229	220
30 à 34 ans	**2 342**	1 579	674	763	205
35 à 39 ans	**1 484**	1 069	650	415	150
40 à 44 ans	**845**	582	397	263	127
45 ans ou plus	**1 003**	728	538	275	130
Total	**11 004**	**7 026**	**2 719**	**3 978**	**916**

(1) Ceux qui sont autorisés à travailler en France sous couvert d'un contrat à durée indéterminée ou d'une durée initiale supérieure à un an.

TABLEAU B.02-20

Travailleurs étrangers permanents (1) enregistrés par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité

Année 1997

Source : Office des migrations internationales (OMI)

	Allemands	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Turcs	Autres	**Total 1997**
Activité économique (2)										
Pêche, agriculture, sylviculture	4	12	7	335	7	19	3	5	43	**435**
Industries agricoles et alimentaires	7	7	9	16	5	1	3	1	75	**124**
Industries textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure	7	2	8	8	3	3	–	11	70	**112**
Ind. chimique, caoutchouc et plastiques	18	2	13	6	2	–	1	2	177	**221**
Fab. équipements électriques, électroniques	26	14	31	1	2	8	2	–	244	**328**
Construction	4	39	54	845	32	22	7	18	171	**1 192**
Commerce ; gros, détails, réparation	63	71	108	92	69	48	21	14	688	**1 174**
Hôtels, restaurants	48	62	169	144	54	22	7	10	460	**976**
Transports et communications	21	13	36	31	13	14	6	2	210	**346**
Activités financières	10	15	19	15	5	14	9	2	192	**281**
Immobilier, location, services aux entreprises	171	107	218	305	102	77	46	6	1 494	**2 526**
Éducation	61	38	40	8	41	15	15	–	397	**615**
Santé et action sociale	29	15	11	21	65	10	1	–	171	**323**
Services collectifs, sociaux, personnels	42	53	77	28	52	26	4	3	475	**760**
Services domestiques	22	46	33	432	67	26	–	1	302	**929**
Administration publique, activités extra-territoriales	5	3	7	5	9	1	1	–	43	**74**
Autres (3)	94	21	43	33	20	14	2	4	357	**588**
Total	**632**	**520**	**883**	**2 325**	**548**	**320**	**128**	**79**	**5 569**	**11 004**
Profession										
Ouvriers et employés non qualifiés	99	197	255	1 612	192	76	17	26	1 068	**3 542**
Ouvriers et employés qualifiés	158	161	311	689	224	146	41	34	1 506	**3 270**
Techniciens et agents de maîtrise	53	32	50	8	32	24	16	3	431	**649**
Cadres et ingénieurs	322	130	267	16	100	74	54	16	2 564	**3 543**
Total	**632**	**520**	**883**	**2 325**	**548**	**320**	**128**	**79**	**5 569**	**11 004**

(1) Ceux qui sont autorisés à travailler en France sous couvert d'un contrat à durée indéterminée ou d'une durée initiale supérieure à un an.
(2) D'après la nomenclature utilisée par l'OMI, à partir de la NAF (Nomenclature d'activités française).
(3) Extraction de produits énergétiques et non énergétiques, travail du bois, fabrication d'articles en bois, industries du papier, édition, imprimerie, cokéfaction, raffinage, industrie nucléaire, métallurgie et travail des métaux, fabrication de machines et équipements, fabrication de matériel de transport, autres industries manufacturières, production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau.

TABLEAU B.02-21A

Mouvement naturel de la population en valeur absolue

Départements d'outre-mer

Source : INSEE

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Mariages	Divorces prononcés	Nés vivants (2)	Mort-nés	Décédés (2)	Décédés de moins d'un an (2)	Excédent naturel
GUADELOUPE								
1975	324,5	1 668	199	8 257	272	2 351	296	5 906
1980	326,9	1 603	450	6 425	141	2 143	118	4 282
1985	353,1	1 610	527	6 754	85	2 313	130	4 441
1990 *r*	389,5	2 021	518	7 569	110	2 334	76	5 235
1991	395,8	1 928	494	7 547	107	2 150	61	5 397
1992 *r*	402,5	1 932	488	7 310	72	2 293	76	5 017
1993 *r*	408,5	1 889	466	7 056	62	2 367	88	4 689
1994 *r*	413,9	1 911	633	7 249	73	2 328	58	4 921
1995 *r*	419,5	1 865	560	7 086	96	2 470	54	4 616
1996 *p*	425,2	1 869	...	7 256	...	2 457	68	4 799
GUYANE								
1975	56,3	219	26	1 476	43	408	59	1 068
1980	68,2	205	27	1 933	56	468	64	1 465
1985	90,8	315	87	2 491	59	500	53	1 991
1990 *r*	118,5	461	99	3 606	72	597	64	3 009
1991 *r*	127,6	537	88	3 922	83	586	70	3 336
1992 *r*	133,8	712	174	4 045	68	570	59	3 475
1993 *r*	138,9	695	148	4 113	53	578	58	3 535
1994 *r*	145,1	600	120	4 235	54	627	81	3 608
1995 *r*	152,3	649	92	4 264	48	549	76	3 715
1996 *p*	159,7	566	...	4 367	...	543	...	3 824
MARTINIQUE								
1975	323,6	1 453	349	6 741	179	2 305	190	4 436
1980	326,1	1 190	308	5 303	93	2 164	107	3 139
1985	340,9	1 307	284	5 711	68	2 126	88	3 585
1990	361,5	1 572	327	6 437	54	2 228	48	4 209
1991	366,5	1 612	494	6 316	72	2 181	54	4 135
1992 *r*	371,5	1 650	402	6 315	65	2 182	40	4 133
1993 *r*	376,5	1 588	418	5 901	50	2 226	34	3 675
1994	381,1	1 494	556	5 698	55	2 216	47	3 482
1995 *r*	385,6	1 507	596	5 644	56	2 338	33	3 306
1996 *p*	389,9	1 540	...	5 669	54	2 288	48	3 381
RÉUNION								
1975	481,1	3 346	352	13 301	523	3 212	348	10 089
1980	505,7	3 057	498	12 303	270	3 242	197	9 061
1985	549,6	3 185	629	13 174	159	3 055	136	10 119
1990	601,7	3 716	798	13 912	150	3 183	96	10 729
1991	613,4	3 818	736	14 117	147	3 412	102	10 705
1992 *r*	625,2	3 791	907	14 239	137	3 347	91	10 892
1993 *r*	636,8	3 503	957	13 432	135	3 205	93	10 227
1994 *r*	647,9	3 284	898	13 327	101	3 089	120	10 238
1995 *r*	658,9	3 318	1373	13 087	95	3 477	101	9 610
1996 *p*	669,9	3 313	1115	13 059	137	3 607	84	9 452

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1974, 1982 et 1990.
(2) Y compris les enfants sans vie ayant respiré.

TABLEAU B.02-21B

Mouvement naturel de la population : Taux pour 1000 habitants

Départements d'outre-mer

Source : INSEE

Année	Nuptialité	Natalité	Mortalité	Excédent naturel	Mortalité infantile (1)
GUADELOUPE					
1975	5,1	25,4	7,1	18,3	36
1980	4,9	19,7	6,5	13,1	18
1985	4,6	19,1	6,6	12,7	19
1990 *r*	5,2	19,5	6,0	13,5	10
1991 *r*	4,9	19,1	5,4	13,8	8
1992 *r*	4,8	18,2	5,7	12,6	10
1993	4,6	17,3	5,8	11,5	12
1994	4,6	17,5	5,6	11,9	8
1995 *r*	4,4	16,9	5,9	10,8	8
1996 *p*	4,4	17,1	5,8	11,3	10
GUYANE					
1975	3,9	26,2	7,2	19,0	40
1980	3,0	28,6	6,9	21,7	33
1985	3,6	28,2	5,7	22,6	20
1990 *r*	3,9	30,7	5,2	26,4	17
1991	4,4	32,3	4,8	27,5	17
1992	5,3	30,3	4,3	26,0	15
1993	5,0	29,6	4,2	25,5	14
1994	4,1	29,2	4,3	24,9	19
1995	4,3	28,0	3,6	24,4	18
1996 *p*	3,5	27,1	3,4	23,7	...
MARTINIQUE					
1975	4,5	20,8	7,0	13,8	28
1980	3,7	15,4	6,6	9,8	20
1985	3,9	16,9	6,3	10,5	15
1990	4,4	17,9	6,2	11,6	7
1991	4,4	17,4	6,0	11,3	8
1992	4,4	17,0	5,9	11,1	6
1993	4,2	15,7	5,9	9,8	6
1994	3,9	15,0	5,8	9,1	8
1995	4,0	14,6	6,0	8,6	6
1996 *p*	4,1	14,5	5,9	8,6	9
REUNION					
1975	7,0	27,6	6,7	20,9	26
1980 *r*	6,0	24,3	6,4	17,9	16
1985	5,8	24,0	5,6	18,4	10
1990	6,2	23,1	5,3	17,8	7
1991	6,2	23,0	5,6	17,5	7
1992	6,1	22,8	5,4	17,4	6
1993	5,5	21,1	5,0	16,1	7
1994	5,1	20,6	4,8	15,8	9
1995 *r*	5,0	19,9	5,3	14,7	7
1996 *p*	5,0	19,5	5,4	14,1	6

(1) Nombre de décédés de moins d'un an pour 1000 nés vivants; le taux inclut les enfants sans vie ayant respiré.

TABLEAU B.02-22

Nouvelle-Calédonie : mouvement de la population

Source : INSEE

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Nombre						Taux pour 1000				
		Mariages	Divorces prononcés	Nés vivants	Décédés au total	Mortalité infantile	Excédent naturel	Nuptialité (2)	Natalité (2)	Mortalité (2)	Excédent naturel (2)	Mortalité infantile (3)
1975.....	133,0	...	...	4 115	923	142	3 192	...	30,9	6,9	24,0	34,5
1980.....	140,0	781	127	3 668	1 008	99	2 660	5,6	26,2	7,2	19,0	27,0
1985.....	154,5	794	207	3 619	891	53	2 728	5,1	23,4	5,8	17,7	14,6
1990.....	170,9	887	157	4 378	928	47	3 450	5,2	25,6	5,4	20,2	10,7
1991.....	175,4	912	163	4 501	978	37	3 523	5,2	25,7	5,6	20,1	8,2
1992.....	179,8	824	165	4 405	931	38	3 474	4,6	24,5	5,2	19,3	8,6
1993	184,5	896	215	4 337	954	33	3 383	4,9	23,5	5,2	18,3	7,6
1994.....	189,5	898	214	4 267	1 060	43	3 207	4,7	22,5	5,6	16,9	10,1
1995.....	193,8	875	181	4 242	1 020	33	3 222	4,5	21,9	5,3	16,6	7,8
1996.....	197,4	937	156	4 401	1 020	38	3 381	4,7	22,3	5,2	17,1	8,6

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1976, 1982, 1990 et 1996.
(2) Taux par rapport à la population moyenne.
(3) Taux pour 1 000 naissances vivantes.

TABLEAU B.02-23

Polynésie française : mouvement de la population

Sources : INSEE
Institut territorial de la Statistique et des Études Économiques

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Nombre				Taux pour 1000				
		Nés vivants	Décédés au total	Mortalité infantile	Excédent naturel	Natalité (2)	Mortalité (2)	Excédent naturel (2)	Mortalité infantile (3)
1975.....	131,8	4 404	953	187	3 451	33,4	7,2	26,2	42,5
1980.....	150,9	4 544	1 005	185	3 539	30,1	6,7	23,5	40,7
1985 *r*	174,5	5 413	993	125	4 420	31,0	5,7	25,3	23,1
1990 *r*	196,7	5 568	982	64	4 586	28,3	5,0	23,3	11,5
1991 *r*.....	201,0	5 401	1 021	68	4 380	26,9	5,1	21,8	12,6
1992 *r*.....	205,0	5 310	1 057	67	4 253	25,9	5,2	20,7	12,6
1993 *r*	209,0	5 294	1 066	56	4 228	25,3	5,1	20,2	10,6
1994 *r*	212,7	5 109	1 082	50	4 027	24,0	5,1	18,9	9,8
1995 *r*.....	216,0	4 904	1 113	50	3 791	22,7	5,2	17,5	10,2
1996 *p*	219,2	4 852	1 029	48	3 823	22,1	4,7	14,0	9,9

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1975, 1982, 1990 et 1996.
(2) Taux par rapport à la population moyenne.
(3) Taux pour 1000 naissances vivantes.

TABLEAU B.02-24

Saint-Pierre-et-Miquelon : mouvement de la population

Sources : INSEE
Préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon

Année	Population moyenne (en milliers) (2)	Nombre					(1) Taux pour 1 000			
		Mariages	Divorces prononcés	Nés vivants	Décédés au total	Excédent naturel	Nuptialité	Natalité	Mortalité	Excédent naturel
1975	5,9	50	...	99	32	67	8,5	16,9	5,4	11,5
1980	6,0	32	6	90	39	51	5,3	15,0	6,5	8,5
1985	6,3	32	5	95	50	45	5,1	15,2	8,0	7,2
1990	6,4	34	7	74	38	36	5,3	11,5	5,9	5,6
1991	6,4	33	23	83	46	37	5,1	12,9	7,2	5,8
1992	6,4	27	7	96	38	58	4,2	14,9	5,9	9,0
1993	6,6	18	14	95	42	53	2,8	14,6	6,5	8,1
1994	6,6	24	13	81	48	33	3,7	12,3	7,3	5,0
1995	6,6	17	9	75	50	25	2,6	11,4	7,6	3,8
1996	6,6	30	14	74	37	37	4,5	11,2	5,6	5,6

(1) À Saint-Pierre-et-Miquelon, le faible nombre de décès de moins d'un an enlèverait toute signification au calcul d'un taux de mortalité infantile.
(2) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1982 et de 1990.

Chapitre B.03

Étrangers et Immigrés

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Effectif des immigrés en 1990 suivant les principaux pays d'origine.

1. Étrangers selon quelques nationalités sélectionnées aux différents recensements.
2. Structure par âge et sexe de la population étrangère en France au recensement de 1990.
3. Population active totale par nationalité et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990.
4. Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée et le sexe.
5. Familles selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans et la nationalité de la personne de référence au recensement de 1990.
6. Évolution du nombre d'acquisitions de la nationalité française.
7. Acquisitions, par décret, de la nationalité française selon la nationalité antérieure.
8. Population par nationalité, sexe, âge et activité en 1990. DOM.
9. Immigrés selon le sexe et quelques pays d'origine en 1990.
10. Structure par âge et sexe de la population immigrée en France au recensement de 1990 selon le pays d'origine.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la cellule Statistiques et études sur les populations étrangères et de la division « Recensements de la population » de l'INSEE, la Direction de la population et des migrations du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, et du ministère de la Justice.

1. PRÉSENTATION

La notion d'étranger est fondée sur le critère de la nationalité : est étrangère toute personne qui n'a pas la nationalité française. La nationalité peut changer : certaines personnes acquièrent la nationalité française au cours de leur vie. On les appelle alors Français par acquisition, par opposition aux Français de naissance.

La notion d'immigré est, pour sa part, liée à une caractéristique invariable : le lieu de naissance. L'immigré est une personne née étrangère, dans un pays étranger, mais qui vit en France. Après son entrée en France, il peut soit devenir français, soit rester étranger, suivant les possibilités offertes par le Code de la nationalité française. Tout étranger n'est pas nécessairement un immigré, et tout immigré n'est pas forcément un étranger.

En mars 1990, 3 596 602 étrangers ont été recensés en France métropolitaine. Leur part dans la population totale atteint désormais 6,3 % contre 6,8 % en 1982 et 6,5% en 1975. Les chiffres par nationalité des trois derniers recensements indiquent une nette diminution du nombre d'étrangers originaires de l'Union européenne. Cette baisse concerne tout particulièrement les nationalités les plus nombreuses en 1975 (Espagnols, Italiens, Portugais). Le nombre de personnes qui se sont déclarées maghrébines a légèrement augmenté.

La population étrangère résidant en France est relativement jeune. Une forte proportion des immigrés les plus anciens ont acquis la nationalité française; par ailleurs, la plupart de ceux qui sont nés étrangers en France sont devenus français à leur majorité. Ainsi, 21,1 % des étrangers ont moins de 15 ans (19 % de la population totale) et près de 8 % d'entre eux ont 65 ans et plus (14,7 % de la population totale).

Les « familles étrangères » sont au nombre de 1 000 000, ce qui représente 6,5 % du total des familles. Elles s'avèrent être assez nombreuses puisque près de 11 % d'entre elles comprennent 4 enfants ou plus (2 % du nombre total de familles). Cette différence, quoique plus nuancée, apparaît également pour les familles de 3 enfants.

Les immigrés sont au nombre de 4 166 000 en 1990, environ 2 858 000 d'entre eux sont étrangers, les 1 308 000 autres étant français par acquisition.

Les moins de 30 ans dans la population des immigrés représentent 25 % contre 40 % pour la France entière. Pour les âges les moins élevés, la différence est encore plus forte. Ceci est tout à fait logique et découle de la définition même de l'« immigration » qui est un flux alimenté uniquement par les naissances à l'étranger et non par les naissances en France d'enfants d'immigrés. À contrario, la part des 30-59 ans est beaucoup plus forte pour les immigrés que pour l'ensemble des individus résidant en France : 53 % contre 38 %.

L'écart entre le nombre d'hommes et le nombre de femmes parmi les immigrés découle de l'histoire de l'immigration. En effet, durant les périodes où l'immigration était importante, elle était le fait de travailleurs qui partaient souvent seuls en laissant leur famille au pays.

2. MÉTHODOLOGIE

En ce qui concerne la partie recensement de ce chapitre, voir la méthodologie au chapitre B.01 : « Structure de la population ».

En ce qui concerne les actes juridiques, la législation sur la nationalité a fait l'objet de modifications importantes depuis une vingtaine d'années.

La loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 qui a complété et modifié le Code de la nationalité française tel qu'il résultait de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945, la loi n° 74-631 du 5 juillet 1974 fixant à 18 ans l'âge de la majorité et la loi n° 84-341 du 7 mai 1984 modifiant l'article 37-1 du code prévoyant l'acquisition à raison du mariage, réglaient jusqu'en 1993 les questions d'acquisition et de perte de la nationalité française.

La réforme du droit de la nationalité, issue de la loi n° 93-933 du 22 juillet 1993, intégrée dans le code civil, a modifié les règles d'attribution et d'acquisition de la nationalité française mais aussi la répartition des compétences à partir de 1994.

Avant cette réforme, le ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration avait compétence pour l'ensemble des acquisitions de la nationalité française, quelle que soit la procédure (l'acquisition de la nationalité française à 18 ans par les jeunes étrangers nés et résidant en France ne nécessitait aucune formalité).

Après la réforme, les compétences étaient réparties entre le ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration et celui de la justice, et depuis juin 1997, elles le sont entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et celui de la Justice; le premier reste seul compétent en matière d'acquisition par décret (naturalisation et réintégration) et les déclarations d'acquisition à raison du mariage, les autres acquisitions par déclaration sont de la compétence du second. La manifestation de volonté qui concernait les jeunes étrangers nés en France relevait du juge d'instance. Chaque ministère présente les statistiques des acquisitions qui relèvent de sa compétence.

3. DÉFINITIONS

Acquisition de la nationalité française

● Par décret

Les naturalisations accordées par décret concernent des étrangers qui en font la demande et sous certaines conditions (sauf exceptions prévues, justification d'une résidence habituelle en France pendant les cinq années qui précèdent le dépôt de la demande) (art 21.17 du Code Civil).

Un enfant mineur devient français de plein droit dans le cas où l'un de ses parents acquiert la nationalité française, si son nom est mentionné dans le décret de naturalisation et s'il a la même résidence habituelle que ce parent (art 22.1 du Code Civil).

Une réintégration peut également résulter d'un décret.

● Par manifestation de volonté (à raison de la naissance et de la résidence en France)

Une nouvelle procédure d'acquisition de la nationalité française a été créée le 1er janvier 1994 : la manifestation de volonté. Elle s'appliquait aux jeunes étrangers, dès l'âge de 16 ans et jusqu'à l'âge de 21 ans, nés en France et y résidant de façon habituelle depuis au moins cinq ans (art. 21.7 du Code civil).

Cette procédure a été supprimée par la loi n° 98-170 du 16 mars 1998, relative à la nationalité, applicable à partir du 16 septembre 1998.

● Par déclaration de nationalité

Elles sont souscrites par des étrangers sous certaines conditions. On distingue :

— les déclarations de nationalité à raison du mariage (art. 21-2 du Code Civil).

— les déclarations de nationalité des enfants adoptés par un français ou recueillis en France (art. 21-12 du Code Civil).

— les déclarations de nationalité à raison de la possession d'état de français (jouissance de la nationalité française, pendant les dix années précédant la déclaration) (art. 21-13 du Code Civil).

— les déclarations de nationalité souscrites par des personnes qui se sont vu opposer les dispositions des articles 23-6 ou 30-3 du Code Civil.

— les déclarations de nationalité souscrites en vue de la réintégration dans la nationalité française (art. 24 ; 24-2 du Code Civil).

Nationalité au RP 1990

La population est répartie en trois grands groupes :

— Français de naissance (y compris par réintégration);

— Français par acquisition (personnes devenues françaises par naturalisation, mariage, déclaration ou à leur majorité);

— étrangers, qui sont classés suivant leur nationalité.

Parmi les étrangers se trouvant en France au moment du recensement, seuls ont été recensés ceux qui ont leur résidence permanente en France et ceux qui y travaillent ou y étudient (travailleurs permanents, stagiaires, étudiants, ainsi que leur famille le cas échéant), à l'exception des travailleurs saisonniers et des travailleurs frontaliers. En outre, n'ont pas été recensés les étrangers membres du corps diplomatique, mais le personnel étranger (administratif, technique ou de service) des ambassades résidant de façon permanente en France l'a été. Ne sont recensés ni les touristes ni toute personne faisant en France un séjour de courte durée.

Les étrangers sont regroupés par nationalité selon plusieurs nomenclatures.

La nomenclature en 80 postes est la plus détaillée. On trouvera la liste des nationalités en annexe du volume « Nationalités » (1) avec le détail des postes « autres ». C'est à partir de ce découpage qu'ont été sélectionnées les nationalités. La nomenclature en 10 postes sélectionne les nationalités ou groupes de nationalités les plus représentées en France métropolitaine.

On appelle Afrique noire francophone le regroupement des pays de l'Afrique subsaharienne anciennement sous administration française : République de Djibouti, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Comores, Congo, Côte-d'Ivoire, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo.

Dans le cas des DOM, on appelle « Autres îles de l'Ouest de l'Océan Indien » l'île Maurice, Madagascar, les Comores (hors Mayotte), les Seychelles. Les étrangers dénommés « autres Américains » sont des ressortissants des pays d'Amérique du Nord, d'Amérique Centrale hors Haïti, Saint-Domingue, Sainte-Lucie, d'Amérique du Sud hors Guyana, Surinam et Brésil.

Les pays de la Communauté Économique Européenne (CEE) en mars 1990 sont : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni. Les résultats relatifs aux ressortissants de la CEE n'ont donc pas le même champ qu'au RP 82 (l'Espagne et le Portugal ont rejoint la CEE depuis).

Naturalisation

Naturaliser français un étranger, c'est lui accorder la condition de citoyen français à part entière.

Perte de la nationalité française

Les pertes de la nationalité française contrôlées se divisent en deux catégories :

— les pertes de la nationalité française résultant d'une demande des intéressés : déclarations de perte souscrites par des Français qui ont acquis une nationalité étrangère, déclarations de répudiation (enfants français dans certaines conditions; conjoint français d'un étranger), décrets de perte de la nationalité française (libération de l'allégeance française);

— les pertes de la nationalité française décidées par le Gouvernement : retraits d'office, déchéances.

Il faut noter que depuis la mise en vigueur de la loi du 9 janvier 1973, il n'y a plus de perte automatique de la nationalité française par acquisition d'une nationalité étrangère, sauf exception prévue par la Convention franco-tunisienne du 3 juin 1955 et par la Convention du Conseil de l'Europe du 6 mai 1963.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, direction de la Population et des Migrations.

— Ministère de la Justice.

Publications :

— « La réforme du droit de la nationalité, loi du 9 janvier 1973 ». *Notes et études documentaires*, n°4115, du 30 novembre 1974, édité par La Documentation française, ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, direction de la Population et des Migrations, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, service des études et de la statistique.

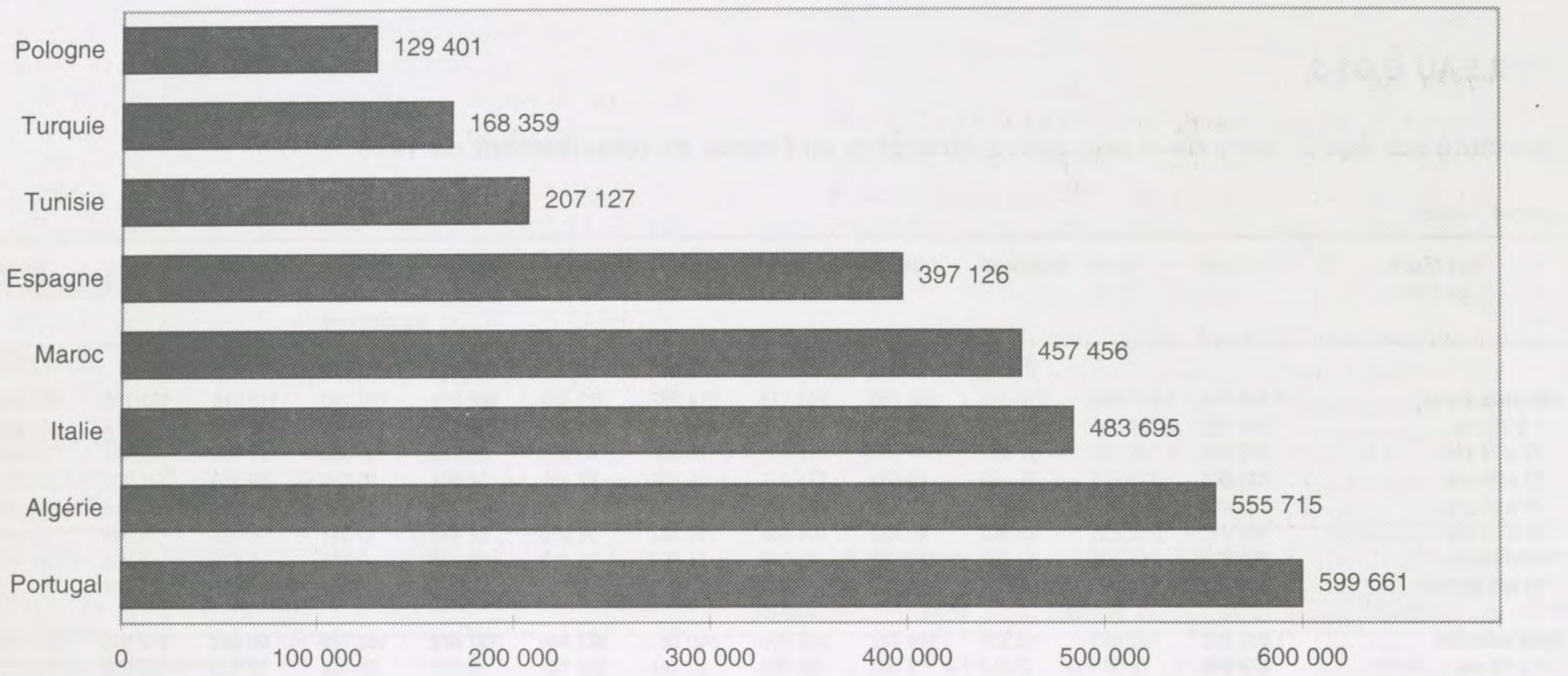
(1) Volume de la Série « Bordeaux » en 1982. Pour le recensement de 1990, volume de la série INSEE-Résultats n° 217, « Recensement de la population de 1990, nationalités », novembre 1992.

— « Les étrangers au recensement de 1975 », *Migrations et sociétés,* ministère du Travail, La Documentation française, 1977.
— « Recensement général de la population de 1975. Nationalité (sondage au 1/5) », n° 393, *Collections de l'INSEE,* série D, n° 83, INSEE, 1981.
— « Recensement général de la population de 1982. Les étrangers (sondage au 1/20) », *Migrations et sociétés,* n° 6, 111 pages. Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, série « boulier » RP 82/5, 111 pages. INSEE, La Documentation française, 1984.
— « Recensement général de la population de 1982. Nationalité (sondage au 1/4) », volume bordeaux, 154 pages, INSEE.
— *Regard sur l'immigration et la présence étrangère en France 1989-1990,* Lebon (A.), Paris, La Documentation française, collection « Documents affaires sociales », novembre 1990, 119 pages.
— « La main-d'oeuvre étrangère au 31 décembre 1988 », Chambet-Rosset (M. C.), *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi,* n° 65, décembre 1990, 35 pages.
— « La présence étrangère en France métropolitaine », Labat (J. C.), *Économie et statistique,* n° 242, avril 1991, p. 7-15, INSEE.
— « La population étrangère. Recensement de la population de 1990 », Labat (J. C.), *INSEE-Première,* n° 150, juin 1991, 4 pages, INSEE.
— *Immigration et présence étrangère en France 1990-1991. Les données, les faits,* Lebon (A.), Paris, La Documentation française, collection «Documents affaires sociales», décembre 1991, 117 pages.
— « La localisation de la population étrangère. Recensement de la population de 1990 », Harnois (J.), *INSEE-Première,* n° 177, janvier 1992, 4 pages.
— « La population étrangère en 1990 par nationalité, recensement de la population de 1990 », *INSEE-Première,* n° 217, juillet 1992.
— « Recensement de la population de 1990, nationalités », résultats au 1/20, *INSEE-Résultats*, n° 197, juillet 1992 et résultats au 1/4, *INSEE-Résultats,* n° 217, novembre 1992.
— « La politique de la nationalité en 1994 », Ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration, direction de la Population et des Migrations.
— « Immigration et présence étrangère en France 1995/1996 », Ministère de l'Aménagement du Territoire, de la Ville et de la Solidarité, direction de la Population et des Migrations, décembre 1996.
— « Migrations et nationalité en France en 1996 », Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, direction de la Population et des Migrations, novembre 1997.
— « Nationalité française en 1995. Acquisitions, et certificats traités par le ministère de la Justice », Études et Statistiques Justice 8. Ministère de la Justice, janvier 1997.
— « Les acquisitions de la nationalité française en 1996 ». Ministère de la Justice, ministère de l'Emploi et de la Solidarité, janvier 1998.
— « La vie professionnelle des immigrés – les marques de l'histoire », *INSEE-Première,* n° 369, mars 1995.
— « Les jeunes d'origine portugaise », *INSEE-Première*, n° 427, février 1996.
— « La population immigrée. Le résultat d'une longue histoire », *INSEE-Première*, n° 457, mai 1996.
— « Les immigrés vivant hors du cadre familial », « La vie professionnelle des immigrés originaires du Portugal », « Les immigrés et le logement », *Données sociales 1996*, INSEE.
— « Vieillir en France quand on est immigré », A. Mesrine, S. Thave, *Données sociales 1999*, INSEE.
— « Les étrangers en France », *Contours et caractères,* INSEE, mai 1994.
— « Les immigrés en France », *Contours et caractères*, INSEE, février 1997.
— « Les immigrés et leur famille », *INSEE-Résultats* n° 538-539, avril 1997.
— *OMISTAT (Annuaire des migrations*), Office des migrations internationales, 1996.

*
* *

GRAPHIQUE B.03

Effectif des immigrés en 1990 suivant les principaux pays d'origine



Source : INSEE, recensement de la population de 1990

TABLEAU B.03-1

Étrangers selon quelques nationalités sélectionnées aux différents recensements

Source : INSEE

Nationalité	(1) 1946		(2) 1975		1982		1990	
	effectif	%	effectif	%	effectif	%	effectif	%
Population totale	**39 848 182**	///	**52 599 430**	///	**54 295 612**	///	**56 651 955**	///
Total étrangers	**1 743 619**	**100,0**	**3 442 415**	**100,0**	**3 714 200**	**100,0**	**3 596 602**	**100,0**
Total nationalités d'Europe	1 547 286	88,7	2 090 235	60,7	1 768 176	47,6	1 459 113	40,6
dont : CEE	///	///	1 963 590	57,0	1 659 580	44,7	1 311 892	36,5
Allemands (ex - RFA)	24 947	1,4	42 955	1,3	44 000	1,2	52 723	1,5
Belges	153 299	8,8	55 945	1,6	52 636	1,4	56 129	1,6
Espagnols	302 201	17,3	497 480	14,5	327 156	8,8	216 047	6,0
Italiens	450 764	25,9	462 940	13,4	340 308	9,2	252 759	7,0
Polonais	423 470	24,3	93 665	2,7	64 804	1,7	47 127	1,3
Portugais	22 261	1,3	758 925	22,0	767 304	20,7	649 714	18,1
Yougoslaves	20 858	1,2	70 280	2,1	62 472	1,7	52 453	1,5
Autres nationalités d'Europe (sauf ex - URSS)	149 486	8,6	108 055	3,1	109 496	2,9	132 161	3,7
Soviétiques, russes	50 934	2,9	12 450	0,4	7 452	0,2	4 661	0,1
Total nationalités d'Afrique	54 005	3,1	1 192 300	34,6	1 594 772	43,0	1 633 142	45,4
Algériens	22 114	1,3	710 690	20,6	805 116	21,7	614 207	17,1
Marocains	16 458	0,9	260 025	7,6	441 308	11,9	572 652	15,9
Tunisiens	1 916	0,1	139 735	4,1	190 800	5,2	206 336	5,7
Autres nationalités d'Afrique	13 517	0,8	81 850	2,3	157 548	4,2	239 947	6,7
Total nationalités d'Amérique	8 267	0,5	41 560	1,2	52 840	1,4	72 758	2,0
Total nationalités d'Asie	69 741	4,0	104 465	3,0	289 560	7,8	424 668	11,8
Turcs	7 770	0,4	50 860	1,5	122 260	3,3	197 712	5,5
Autres nationalités	61 971	3,6	53 605	1,5	167 300	4,5	226 956	6,3
Nationalités d'Océanie, nationalités non précisées	13 386	0,8	1 405	0,1	1 400	ϵ	2 260	0,1

(1) Pour 1946 : population présente au moment du recensement. Depuis, population résidant en France au moment du recensement.
(2) Les étrangers de nationalité grecque ont été inclus dans les résultats de la CEE en 1975, bien que n'en faisant pas encore partie.

TABLEAU B.03-2

Structure par âge et sexe de la population étrangère en France au recensement de 1990

Source : INSEE

Âge atteint en 1990	**Total**	*dont* CEE	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Afrique noire francophone	(1) Asie	Turcs	Autres
Les deux sexes	**3 596 602**	**1 311 892**	**216 047**	**252 759**	**649 714**	**614 207**	**572 652**	**206 336**	**176 745**	**112 915**	**197 712**	**597 515**
0 à 14 ans	**758 980**	153 331	13 798	13 577	106 533	124 535	204 989	67 983	43 538	31 763	69 317	82 947
15 à 24 ans	**512 306**	173 161	17 537	14 701	117 705	72 837	93 375	26 159	30 360	21 750	43 997	73 885
25 à 34 ans	**636 876**	216 475	26 448	25 432	124 351	95 602	82 752	34 801	50 759	23 050	31 900	141 781
35 à 44 ans	**636 568**	224 893	25 236	32 837	132 764	109 513	101 608	41 160	34 719	16 760	32 542	109 429
45 à 54 ans	**469 017**	202 934	33 580	40 352	104 885	112 332	59 620	22 445	13 544	7 400	14 944	59 915
55 à 64 ans	**302 671**	161 999	43 392	51 568	48 056	71 592	24 168	10 168	3 168	5 536	3 368	41 655
65 ans et plus	**280 184**	179 099	56 056	74 292	15 420	27 796	6 140	3 620	657	6 656	1 644	87 903
Sexe masculin	**1 982 352**	**697 953**	**112 339**	**144 727**	**345 466**	**360 261**	**321 943**	**121 572**	**103 775**	**60 062**	**110 210**	**301 997**
0 à 14 ans	**389 070**	79 175	7 114	7 093	54 696	63 794	104 782	34 833	21 420	16 573	35 969	42 796
15 à 24 ans	**262 990**	88 979	9 177	8 165	62 662	37 193	48 657	13 481	14 678	12 070	23 495	33 412
25 à 34 ans	**328 550**	114 657	15 312	16 692	66 335	46 561	36 552	18 601	27 222	13 248	19 000	69 027
35 à 44 ans	**360 358**	120 949	13 560	21 661	69 316	54 645	62 800	26 720	25 391	9 343	19 014	57 908
45 à 54 ans	**305 341**	113 766	17 196	25 248	57 877	82 428	45 588	17 517	11 996	3 728	9 884	33 879
55 à 64 ans	**196 330**	92 798	23 032	31 204	27 112	55 332	19 400	8 396	2 720	2 508	2 144	24 482
65 ans et plus	**139 713**	87 629	26 948	34 664	7 468	20 308	4 164	2 024	348	2 592	704	40 493
Sexe féminin	**1 614 250**	**613 939**	**103 708**	**108 032**	**304 248**	**253 946**	**250 709**	**84 764**	**72 970**	**52 853**	**87 502**	**295 518**
0 à 14 ans	**369 910**	74 156	6 684	6 484	51 837	60 741	100 207	33 150	22 118	15 190	33 348	40 151
15 à 24 ans	**249 316**	84 182	8 360	6 536	55 043	35 644	44 718	12 678	15 682	9 680	20 502	40 473
25 à 34 ans	**308 326**	101 818	11 136	8 740	58 016	49 041	46 200	16 200	23 537	9 802	12 900	72 754
35 à 44 ans	**276 210**	103 944	11 676	11 176	63 448	54 868	38 808	14 440	9 328	7 417	13 528	51 521
45 à 54 ans	**163 676**	89 168	16 384	15 104	47 008	29 904	14 032	4 928	1 548	3 672	5 060	26 036
55 à 64 ans	**106 341**	69 201	20 360	20 364	20 944	16 260	4 768	1 772	448	3 028	1 224	17 173
65 ans et plus	**140 471**	91 470	29 108	39 628	7 952	7 488	1 976	1 596	309	4 064	940	47 410

(1) Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens.

TABLEAU B.03-3

Population active totale par nationalité et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990

Source : INSEE

Catégorie socioprofessionnelle (niveau intermédiaire)	Total	Français de naissance	Français par acquisition	Étrangers	
				Total	*dont* CEE
Agriculteurs exploitants	**1 012 937**	992 525	11 748	8 664	6 200
Artisans	**850 464**	763 730	35 692	51 042	30 122
Commerçants	**795 706**	721 734	33 208	40 764	12 964
Chefs d'entreprises de 10 salariés ou plus	**176 686**	163 422	6 676	6 588	3 772
Professions libérales	**311 110**	291 226	13 380	6 504	2 932
Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques	**1 022 129**	949 108	33 329	39 692	12 656
Cadres d'entreprises	**1 359 823**	1 269 479	43 044	47 300	24 232
Professions intermédiaires de l'enseignements, de la santé, de la fonction publique	**1 984 939**	1 901 796	45 225	37 918	13 745
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	**1 392 225**	1 304 969	43 652	43 604	20 900
Techniciens	**762 430**	719 389	22 424	20 617	9 081
Contremaîtres, agents de maîtrise	**574 378**	528 714	21 252	24 412	16 696
Employés de la fonction publique	**2 411 670**	2 296 418	67 616	47 636	18 180
Employés administratifs d'entreprises	**2 343 544**	2 199 715	75 148	68 681	28 492
Employés de commerce	**968 749**	887 633	36 508	44 608	18 816
Personnel des services directs aux particuliers	**1 188 837**	993 272	52 852	142 713	77 825
Ouvriers qualifiés	**4 273 230**	3 697 190	153 258	422 782	188 555
Ouvriers non qualifiés	**3 068 065**	2 486 527	108 787	472 751	171 068
Ouvriers agricoles	**282 048**	232 000	7 144	42 904	15 576
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	**276 266**	213 985	11 645	50 636	6 412
Inactifs divers	**231 475**	226 884	4 218	373	171
Total	**25 286 711**	22 839 716	826 806	1 620 189	678 395

TABLEAU B.03-4

Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée (NES 16) et le sexe

Année 1998

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi de mars 1998)

Activité économique regroupée	Les deux sexes		Hommes		Femmes	
	Effectif	**(1) %**	Effectif	(1) %	Effectif	(1) %
Agriculture, sylviculture et pêche	**29 120**	**9,8**	24 152	11,0	4 968	6,3
Industries agricoles et alimentaires	**20 824**	**3,8**	14 679	4,4	6 145	2,9
Industrie des biens de consommation	**46 280**	**6,2**	28 481	7,4	17 799	4,9
Industrie automobile	**27 018**	**9,5**	25 832	10,7	1 186	2,7
Industrie des biens d'équipement	**29 816**	**3,9**	26 621	4,3	3 195	2,3
Industrie des biens intermédiaires	**98 738**	**6,8**	83 669	7,7	15 069	4,2
Énergie	**3 448**	**1,5**	3 169	1,8	279	0,6
Construction	**163 593**	**15,2**	159 120	16,2	4 473	4,8
Commerce	**107 449**	**4,4**	60 495	4,6	46 954	4,1
Transports	**31 783**	**3,6**	26 199	3,7	5 584	3,0
Activités financières	**15 946**	**2,4**	8 912	2,9	7 034	1,9
Activités immobilières	**39 075**	**15,6**	11 146	11,9	27 929	17,7
Services aux entreprises	**143 752**	**6,1**	84 584	6,4	59 168	5,8
Services aux particuliers	**173 134**	**11,5**	52 233	10,4	120 901	12,0
Éducation, santé, action sociale	**91 309**	**2,4**	30 605	2,9	60 704	2,2
Administrations	**47 333**	**1,8**	24 913	1,7	22 420	1,9
Activité indéterminée	**621**	**9,4**	621	16,5	–	–
Total	**1 069 239**	**5,4**	**665 431**	6,2	**403 808**	**4,4**

(1) Pourcentage calculé par rapport à l'effectif salarié (Français + étrangers) de l'activité.

TABLEAU B.03-5

Familles selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans et la nationalité de la personne de référence au recensement de 1990

Source : INSEE

Famille	**Total**	Total étrangers	*dont* CEE	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Afrique noire francophone	(1) Asie	Turcs
Nombre total de familles	**15 391 088**	**1 000 056**	**470 212**	**81 608**	**112 820**	**216 132**	**166 832**	**110 352**	**47 908**	**33 880**	**24 972**	**40 844**
Familles comprenant des enfants de 0 à 16 ans :												
0 enfant	**8 635 556**	405 576	250 396	54 372	76 352	82 204	49 264	21 744	10 140	6 996	7 916	7 496
1 enfant	**3 095 560**	205 524	103 620	13 904	17 668	61 752	32 400	16 316	8 704	7 376	4 948	8 032
2 enfants	**2 448 208**	172 912	81 312	9 196	12 880	50 928	28 464	16 404	9 168	6 184	4 452	8 512
3 enfants	**900 972**	106 500	28 064	3 344	4 744	17 184	24 140	19 748	9 692	5 008	3 900	8 548
4 enfants ou plus	**310 792**	108 544	6 820	792	1 176	4 064	32 564	36 140	8 316	8 316	3 756	8 256
Nombre total d'enfants de 0 à 16 ans	**12 089 972**	**1 391 440**	**379 788**	**45 808**	**62 732**	**232 588**	**318 308**	**280 460**	**103 440**	**78 976**	**43 580**	**88 092**

(1) Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens.

TABLEAU B.03-6

Évolution du nombre d'acquisitions de la nationalité française

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Ministère de la Justice

	1986		1993		1994		1995		1996	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Acquisitions par décret	33 402	59,7	40 739	55,7	49 449	39,1	40 867	44,2	58 098	52,9
dont : enfants mineurs	10 344	18,5	13 157	18,0	15 567	12,3	12 041	13,0	16 923	15,4
Acquisitions par déclaration (1)	22 566	40,3	32 425	44,3	43 633	34,5	21 017	22,7	21 880	19,9
Total acquisitions	**55 968**	100,0	**73 164**	100,0	**93 082**	73,7	**61 884**	67,0	**79 978**	72,8
Sans formalité à la majorité (estimation)			22 500	...						
Par manifestation de volonté					33 255	26,3	30 526	33,0	29 845	27,2
Total					**126 337**	100,0	**92 410**	100,0	**109 823**	100,0

(1) Déclarations réellement acquisitives, non compris les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française.

TABLEAU B.03-7

Acquisitions, par décret, de la nationalité française selon la nationalité antérieure

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Ministère de la Justice

Nationalités antérieures	1986	1994	1995	1995 avec enfants mineurs (1)	1996	1996 avec enfants mineurs (1)
Nationalités d'Europe (sauf ex-URSS)	**10 778**	**4 694**	**4 245**	**5 660**	**5 880**	**7 756**
U E (à 12)	**9 091**	**2 701**	**2 532**	**3 363**	**3 544**	**4 697**
dont : Belges	217	90	77	102	121	141
Britanniques	136	58	89	92	105	128
Espagnols	2 323	332	287	341	403	505
Italiens	1 623	409	366	445	501	627
Portugais	4 622	1 721	1 630	2 290	2 296	3 169
Hors U E	**1 687**	**1 993**	**1 713**	**2 297**	**2 336**	**3 059**
dont : Polonais	579	477	438	618	607	838
Roumains	150	259	226	288	402	516
Yougoslaves	730	1 098	915	1 198	1 057	1 375
Nationalités d'Afrique	**5 408**	**19 415**	**16 313**	**22 703**	**23 492**	**32 435**
dont : Algériens	1 492	6 955	5 968	6 494	8 934	9 743
Marocains	1 693	7 486	6 063	9 734	8 117	12 901
Mauriciens	778	242	136	198	261	384
Togolais	176	198	144	196	216	292
Tunisiens	726	2 383	1 906	3 149	2 605	4 297
Nationalités d'Amérique	**822**	**1 009**	**1 005**	**1 548**	**1 389**	**2 175**
dont : Chiliens	209	182	142	192	189	244
Haïtiens	251	399	434	781	618	1 112
Nationalités d'Asie / Océanie	**5 908**	**8 605**	**7 046**	**10 664**	**10 236**	**15 299**
dont : Cambodgiens	1 200	1 675	1 377	2 249	1 706	2 759
Chinois	175	269	230	298	355	465
Iraniens	160	387	386	464	630	778
Laotiens	1 130	940	791	1 368	897	1 530
Libanais	552	1 368	1 040	1 403	1 520	2 072
Syriens	145	210	152	221	290	417
Turcs	116	1 241	1 118	1 875	1 922	3 192
Vietnamiens	1 805	1 589	1 231	1 715	1 822	2 497
Ex-Soviétiques	**76**	**35**	**55**	**69**	**125**	**151**
Diverses ou non précisées	**66**	**124**	**162**	**223**	**53**	**282**
Total	**23 058**	**33 882**	**28 826**	**40 867**	**41 175**	**58 098**

(1) En 1995, pour la première fois, les effectifs d'acquisitions par des enfants mineurs sont connus par nationalité.

TABLEAU B.03-8

Population par nationalité, sexe, âge et activité en 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE

Caractéristiques individuelles	Les deux sexes		Hommes		Femmes	
	Ensemble	***dont* étrangers**	Ensemble	*dont* étrangers	Ensemble	*dont* étrangères
GUADELOUPE						
Population totale	**387 034**	**24 992**	**189 187**	**12 516**	**197 847**	**12 476**
0 à 14 ans	**96 353**	**5 116**	48 709	2 523	47 644	2 593
15 à 24 ans	**78 080**	**4 163**	39 130	1 915	38 950	2 248
25 à 39 ans	**95 151**	**10 839**	46 779	5 446	48 372	5 393
40 à 59 ans	**72 036**	**4 227**	34 697	2 303	37 339	1 924
60 ans ou plus	**45 414**	**647**	19 872	329	25 542	318
Activité						
Actifs ayant un emploi	**117 516**	**10 201**	68 258	6 403	49 258	3 798
Salariés	**93 809**	**8 174**	49 795	5 086	44 014	3 088
Non-salariés	**23 707**	**2 027**	18 463	1 317	5 244	710
Chômeurs	**53 553**	**4 947**	24 325	2 203	29 228	2 744
GUYANE						
Population totale	**114 808**	**34 002**	**59 799**	**18 631**	**55 009**	**15 371**
0 à 14 ans	**38 311**	**8 769**	19 473	4 477	18 838	4 292
15 à 24 ans	**20 555**	**6 270**	10 593	3 275	9 962	2 995
25 à 39 ans	**30 303**	**11 395**	16 061	6 363	14 242	5 032
40 à 59 ans	**18 868**	**6 261**	10 348	3 746	8 520	2 515
60 ans ou plus	**6 771**	**1 307**	3 324	770	3 447	537
Activité						
Actifs ayant un emploi	**36 584**	**9 975**	23 430	7 692	13 154	2 283
Salariés	**30 173**	**7 560**	19 296	6 293	10 877	1 267
Non-salariés	**6 411**	**2 415**	4 134	1 399	2 277	1 016
Chômeurs	**11 812**	**5 872**	6 333	3 446	5 479	2 426
MARTINIQUE						
Population totale	**359 579**	**3 133**	**173 878**	**1 613**	**185 701**	**1 520**
0 à 14 ans	**82 989**	**398**	42 113	203	40 876	195
15 à 24 ans	**69 794**	**413**	35 197	200	34 597	213
25 à 39 ans	**86 980**	**1 341**	42 033	672	44 947	669
40 à 59 ans	**69 509**	**823**	32 703	459	36 806	364
60 ans ou plus	**50 307**	**158**	21 832	79	28 475	79
Activité						
Actifs ayant un emploi	**110 117**	**1 328**	60 137	897	49 980	431
Salariés	**94 356**	**934**	48 054	610	46 302	324
Non-salariés	**15 761**	**394**	12 083	287	3 678	107
Chômeurs	**52 967**	**627**	24 628	259	28 339	368
RÉUNION						
Population totale	**597 828**	**2 251**	**294 256**	**1 078**	**303 572**	**1 173**
0 à 14 ans	**176 608**	**270**	89 177	140	87 431	130
15 à 24 ans	**120 647**	**432**	60 085	197	60 562	235
25 à 39 ans	**146 174**	**894**	72 220	393	73 954	501
40 à 59 ans	**103 003**	**455**	51 076	248	51 927	207
60 ans ou plus	**51 396**	**200**	21 698	100	29 698	100
Activité						
Actifs ayant un emploi	**146 253**	**592**	90 526	431	55 727	161
Salariés	**124 044**	**462**	72 597	332	51 447	130
Non-salariés	**22 209**	**130**	17 929	99	4 280	31
Chômeurs	**86 108**	**398**	45 889	177	40 219	221

TABLEAU B.03-9

Immigrés selon le sexe et quelques pays d'origine en 1990

Source : INSEE

Pays d'origine	Ensemble		Hommes		Femmes	
	Total	Français par acquisition	**Total**	Français par acquisition	**Total**	Françaises par acquisition
Population totale	**56 651 955**	**1 780 279**	**27 565 056**	**791 396**	**29 086 899**	**988 883**
Total immigrés	**4 165 952**	**1 307 926**	**2 168 271**	**570 693**	**1 997 681**	**737 233**
Total pays d'Europe	**2 080 608**	**869 558**	**988 304**	**353 586**	**1 092 304**	**515 972**
dont : U E	1 782 598	703 983	861 504	290 013	921 094	413 970
Allemagne (ex - RFA)	114 288	59 711	41 325	15 889	72 963	43 822
Belgique	91 629	40 644	36 379	10 848	55 250	29 796
Espagne	397 126	209 010	186 621	90 081	210 505	118 929
Italie	483 695	272 461	240 746	120 120	242 949	152 341
Pologne	129 401	87 458	48 180	31 810	81 221	55 648
Portugal	599 661	98 710	313 479	46 122	286 182	52 588
Yougoslavie	67 122	23 533	35 162	11 777	31 960	11 756
Autres pays d'Europe (sauf ex - URSS)	197 686	78 031	86 412	26 939	111 274	51 092
EX- URSS	**19 425**	**13 764**	**6 881**	**4 388**	**12 544**	**9 376**
Total pays d'Afrique	**1 495 480**	**270 022**	**875 394**	**139 824**	**620 086**	**130 198**
Algérie	555 715	77 886	331 631	41 511	224 084	36 375
Maroc	457 456	62 478	264 275	32 232	193 181	30 246
Tunisie	207 127	65 470	121 688	33 337	85 439	32 133
Autres pays d'Afrique	275 182	64 188	157 800	32 744	117 382	31 444
Total pays d'Amérique	**93 231**	**25 037**	**41 533**	**9 981**	**51 698**	**15 056**
Total pays d'Asie	**474 200**	**128 929**	**254 799**	**62 694**	**219 401**	**66 235**
Turquie	168 359	19 384	94 189	9 392	74 170	9 992
Cambodge, Laos, Viêt-Nam	154 467	66 214	78 243	31 080	76 224	35 134
Autres pays d'Asie	151 374	43 331	82 367	22 222	69 007	21 109
Océanie	**3 008**	**616**	**1 360**	**220**	**1 648**	**396**

TABLEAU B.03-10

Structure par âge et sexe de la population immigrée en France au recensement de 1990 selon le pays d'origine

Source : INSEE

Âge atteint en 1990	**Total**	*dont* U E	Espagne	Italie	Portugal	Algérie	Maroc	Tunisie	Autre Afrique	(1) Asie du Sud-Est	Turquie	Autres
Les deux sexes	**4 165 952**	**1 782 598**	**397 126**	**483 695**	**599 661**	**555 715**	**457 456**	**207 127**	**275 182**	**154 467**	**168 359**	**867 164**
0 à 14 ans	**237 199**	32 930	2 737	2 520	13 743	32 403	52 178	9 786	29 410	9 758	23 104	61 560
15 à 24 ans	**448 089**	117 141	10 031	6 291	76 556	63 126	76 775	16 671	46 563	34 957	41 829	75 290
25 à 34 ans	**763 635**	277 460	49 161	30 709	152 841	88 404	94 138	42 245	91 476	37 047	33 812	143 802
35 à 44 ans	**861 967**	333 901	58 949	67 863	158 788	121 746	116 485	54 380	66 132	33 365	34 978	149 281
45 à 54 ans	**656 766**	303 591	63 520	76 540	120 941	127 320	70 676	34 761	26 272	15 800	15 968	104 968
55 à 64 ans	**503 690**	282 914	86 736	103 008	56 292	83 476	33 684	25 788	9 212	11 708	4 788	88 998
65 ans et plus	**694 606**	434 661	125 992	196 764	20 500	39 240	13 520	23 496	6 117	11 832	13 880	243 265
Sexe masculin	**2 168 271**	**861 504**	**186 621**	**240 746**	**313 479**	**331 631**	**264 275**	**121 688**	**157 800**	**78 243**	**94 189**	**379 599**
0 à 14 ans	**122 202**	17 174	1 421	1 340	7 114	16 507	27 598	5 125	14 209	5 053	12 232	31 603
15 à 24 ans	**225 563**	56 791	4 807	3 223	39 391	31 980	40 306	8 653	22 724	18 517	22 311	33 651
25 à 34 ans	**376 622**	134 850	24 532	16 409	76 565	41 394	41 998	22 393	48 675	19 449	20 100	65 107
35 à 44 ans	**465 083**	167 527	28 321	36 770	82 876	61 150	71 293	34 540	43 884	17 760	20 510	67 979
45 à 54 ans	**389 653**	153 338	28 528	41 580	66 153	91 516	51 480	24 009	19 648	8 192	10 488	48 059
55 à 64 ans	**286 166**	144 170	41 256	55 532	31 156	62 680	23 932	16 148	5 892	4 740	2 820	42 010
65 ans et plus	**302 982**	187 654	57 756	85 892	10 224	26 404	7 668	10 820	2 768	4 532	5 728	91 190
Sexe féminin	**1 997 681**	**921 094**	**210 505**	**242 949**	**286 182**	**224 084**	**193 181**	**85 439**	**117 382**	**76 224**	**74 170**	**487 565**
0 à 14 ans	**114 997**	15 756	1 316	1 180	6 629	15 896	24 580	4 661	15 201	4 705	10 872	29 957
15 à 24 ans	**222 526**	60 350	5 224	3 068	37 165	31 146	36 469	8 018	23 839	16 440	19 518	41 639
25 à 34 ans	**387 013**	142 610	24 629	14 300	76 276	47 010	52 140	19 852	42 801	17 598	13 712	78 695
35 à 44 ans	**396 884**	166 374	30 628	31 093	75 912	60 596	45 192	19 840	22 248	15 605	14 468	81 302
45 à 54 ans	**267 113**	150 253	34 992	34 960	54 788	35 804	19 196	10 752	6 624	7 608	5 480	56 909
55 à 64 ans	**217 524**	138 744	45 480	47 476	25 136	20 796	9 752	9 640	3 320	6 968	1 968	46 988
65 ans et plus	**391 624**	247 007	68 236	110 872	10 276	12 836	5 852	12 676	3 349	7 300	8 152	152 075

(1) Cambodge, Laos et Viêt-Nam.

Chapitre B.04

Ménages

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Évolution des ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1975, 1982 et 1990.

1. Nombre de ménages au 1er janvier.
2. Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1975, 1982 et 1990.
3. Catégories de population par sexe aux recensements de 1975, 1982 et 1990.
4. Structure des ménages par âge de la personne de référence au recensement de 1990.
5. Familles selon le type, la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans au recensement de 1990.
6. Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1974, 1982 et 1990. DOM.
7. Structure des ménages au recensement de 1990. DOM.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Recensements de la population » et de la division « Logement » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Fin 1996, la France métropolitaine compte 23,3 millions de ménages, soit une augmentation de 5,2 % depuis 1992. Cette croissance de 290 000 ménages par an est plus rapide qu'à la fin des années quatre-vingts pendant lesquelles elle n'était que de 220 000 ménages par an en moyenne. Ce phénomène ne s'explique pas uniquement par l'accroissement démographique puisque la population d'âge adulte n'a augmenté que de 2,9 % en quatre ans. D'autres facteurs interviennent, dont certains sont liés au comportement des individus.

Le facteur le plus marquant est la progression du nombre de ménages dont la personne de référence est étudiante; il passe de 420 000 en 1992 à 530 000 en 1996, ce qui représente 10 % de la hausse totale du nombre de ménages durant cete période. Le second facteur notable est la baisse des disparitions de ménages âgés, due notamment à l'augmentation de l'espérance de vie et à la possibilité pour les retraités de rester plus longtemps autonomes. Ainsi, le nombre de ménages dont la personne de référence est âgée de plus de 84 ans augmente de 17 % en quatre ans, et les ménages de plus de 65 ans représentent 26 % de l'ensemble des ménages, soit une progression d'un tiers en douze ans. En troisième lieu vient l'éclatement des familles : le nombre de couples qui se forment chaque année augmente moins vite que celui des couples qui se séparent. Dans la population âgée de 50 à 64 ans par exemple, la proportion d'individus qui sont personnes de référence d'un ménage est passée de 57,9 % à 59,4 % en quatre ans.

Enfin, les explosions du nombre de naissances qui ont suivi chacune des deux guerres mondiales viennent s'ajouter aux effets déjà cités : entre 1992 et 1996, les effectifs des ménages âgés de 72 à 75 ans augmentent de 475 000 (+ 57 %) et ceux des ménages de 48 à 51 ans de 500 000 (+ 39 %).

Selon la projection réalisée en 1994, le nombre de ménages augmenterait d'un quart en trente ans, à partir de 1990, pour atteindre 27 millions en 2020. Mais sa progression se ralentirait sensiblement en fin de période. Les enfants issus des générations de l'après-guerre sont moins nombreux que leurs parents. Vers 2010, lorsque ces derniers atteindront l'âge de la retraite, seul le nombre des ménages les plus âgés augmentera.

Les résultats du recensement de la population de 1990 ont, par ailleurs, donné les résultats suivants. La taille des *ménages* continue de diminuer : si un logement comptait en moyenne 3,8 occupants en 1861, il n'en comptait plus que 3,1 en 1968 et 2,6 en 1990. Près de 6 millions de personnes vivent seules, soit un habitant sur dix. L'accroissement est surtout notable entre 20 et 55 ans, en raison des ruptures d'unions plus fréquentes. Le nombre de familles à un seul parent est en progression. Le veuvage n'est plus la principale cause de création de familles monoparentales; il est remplacé par le divorce et les séparations. Ainsi, en 1990, un jeune de moins de vingt ans sur dix vit avec un seul de ses parents. Si la vie en couple constitue encore le comportement majoritaire, la montée des couples non mariés est forte. Les couples de deux célibataires font une percée particulièrement sensible chez les moins de 35 ans.

2. MÉTHODOLOGIE

La méthodologie du recensement de la population de 1990 est expliquée au chapitre B.01 : « Structure de la population ».

3. DÉFINITIONS

Ménages, familles

Le ménage comprend toutes les personnes qui partagent une même résidence principale (voir la définition dans le chapitre D.02 : « Logement »). La famille s'entend comme un cadre susceptible d'accueillir un ou des enfants : elle peut donc être constituée soit par un couple (marié ou non) et, le cas échéant, de ses enfants, soit d'une personne sans conjoint et de ses enfants (famille monoparentale).

L'enfant de la famille est compté comme tel, quel que soit son âge, s'il n'a pas de conjoint ou d'enfants vivant dans le ménage. Il peut être l'enfant des deux parents, de l'un ou de l'autre, enfant adopté, enfant en tutelle de l'un ou l'autre parent.

Au recensement de 1990, il n'y a pas de limite d'âge pour être « enfant de famille », alors qu'aux recensements précédents tout enfant de 25 ans ou plus, célibataire sans enfant, était un « isolé » du ménage. Les couples sont des couples de fait : les conjoints peuvent être mariés ou non.

Un ménage peut comporter zéro, une ou, plus rarement, deux familles. Le cas où un ménage comporte trois familles étant extrêmement rare, on n'en a retenu que deux (les membres de la troisième famille sont assimilés à des isolés). Les membres du ménage qui ne font partie d'aucune famille sont les isolés du ménage. Lorsqu'il n'y a aucune famille dans le ménage, celui-ci est donc entièrement constitué d'isolés.

Si le ménage comporte au moins une famille, la personne de référence du ménage appartient nécessairement à une famille et on appelle famille principale la famille de la personne de référence du ménage. Si le ménage comporte deux familles, la deuxième famille est appelée famille secondaire.

Personne de référence du ménage

Depuis le recensement de 1982 en métropole, la notion de chef de ménage a été remplacée par la notion de personne de référence du ménage. Cette notion est utilisée pour la première fois en 1990 dans les DOM.

Depuis le recensement de 1982 en métropole et de 1990 dans les DOM, on indique la liste des personnes du ménage avec le « lien de parenté ou relation avec la personne inscrite sur la première ligne », qui doit être l'un des conjoints d'un couple ou à défaut, l'un des adultes habitant dans le logement.

On définit la personne de référence du ménage selon une règle basée sur la prédominance donnée aux familles, aux pères, à l'activité et à l'âge; cette personne n'est pas toujours celle inscrite en première ligne de la liste.

La règle précise est la suivante :

— si le ménage comprend au moins un couple, la personne de référence est l'homme du couple, s'il y a plusieurs couples on choisit le plus âgé des actifs ou, à défaut d'actif, le plus âgé;

— sinon, si le ménage comprend au moins une famille monoparentale (adulte élevant seul un ou plusieurs de ses enfants), alors la personne de référence est, parmi les parents de ces familles monoparentales, le plus âgé des actifs ou à défaut le plus âgé;

— si le ménage ne comprend aucune famille, la personne de référence est, parmi les personnes du ménage à l'exception des pensionnaires ou salariés logés, le plus âgé des actifs ou, à défaut, le plus âgé.

Population réintégrée

Ce sont les élèves internes des établissements d'enseignement et les militaires du contingent qui sont « réintégrés » dans la population des ménages de la commune où ils ont leur résidence personnelle.

Pour plus de précision voir le chapitre A.01 : « Territoire et population ».

Projection de ménages

La projection repose, dans un premier temps, sur une extrapolation tendancielle des modes de cohabitation, à sexe et âge donné.

Ensuite les taux de personnes de référence, également différenciés selon le sexe, l'âge et le mode de cohabitation, sont eux aussi prolongés, puis appliqués à la projection des individus, qu'ils transforment en une répartition des personnes de référence selon les mêmes critères. Les projections du nombre de ménages sont réalisées après chaque recensement. Les données présentées dans le tableau B.04-1 sont issues de la projection élaborée à partir du recensement général de la population de 1990.

Type de famille

Ce code caractérise chaque famille (famille monoparentale ou couple).

Familles monoparentales :

Elles sont composées d'un père ou d'une mère de famille sans conjoint avec un ou plusieurs enfants.

Ces familles sont distinguées selon le sexe du parent et son type d'activité (actif-inactif).

Couples :

Les couples sont des couples de fait : les conjoints peuvent donc être mariés ou non.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

INSEE-Première :

— « Les étapes de la vie familiale », n° 278, septembre 1993;

— « Le mariage en déclin, la vie en couple aussi », n° 392, juillet 1995;

— « Femme au foyer : un modèle qui disparaît », n° 403, septembre 1995;

— « Mariage, divorce et union libre », n° 482, août 1996;

— « Vivre sous le même toit - Modèles familiaux dans l'Union européenne », n° 493, octobre 1996;

— « Les ménages et leurs logements », n ° 562, décembre 1997.

INSEE-Résultats, série Démographie-Société :

— « Projection du nombre de ménages à l'horizon 2020 », n° 34, juillet 1994.

— « La structure des ménages par région et département », n° 35, septembre 1994.

Économie et statistique :

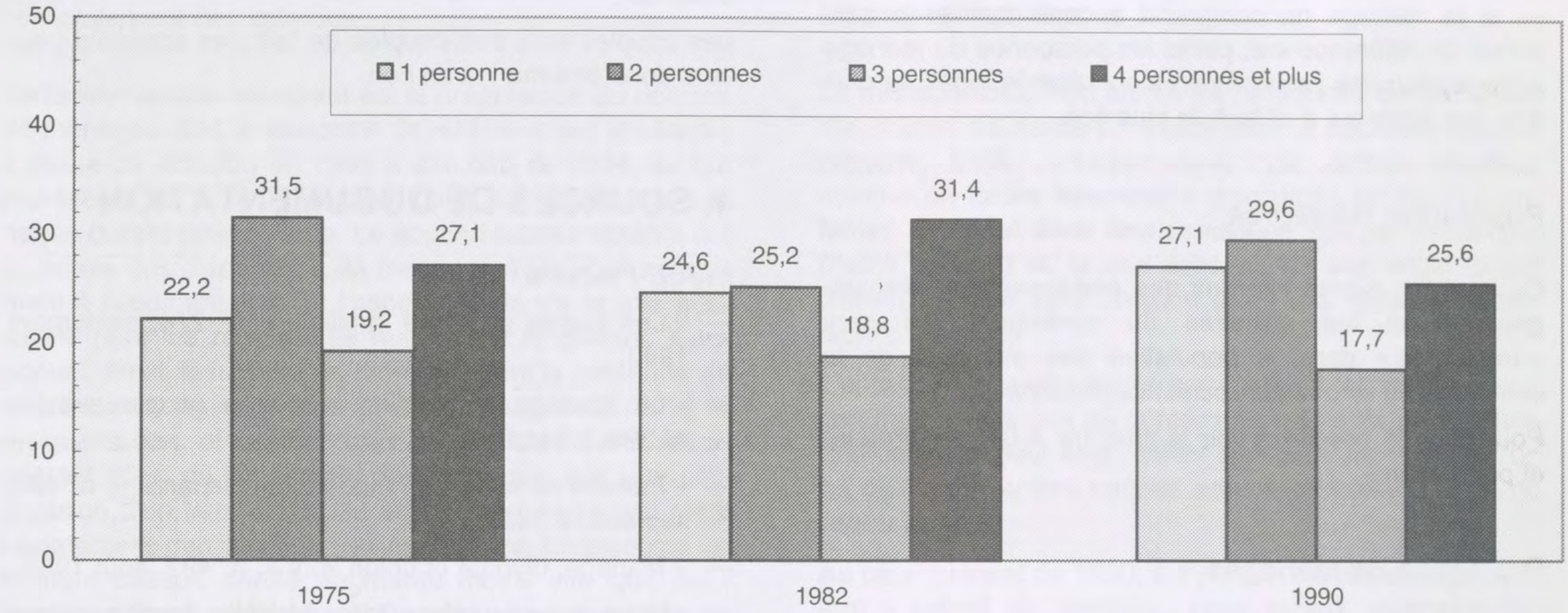
— « Le nombre de ménages augmentera de moins en moins vite », n° 267, juillet 1993.

*
* *

GRAPHIQUE B.04

Évolution des ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1975, 1982 et 1990

En %



Source : INSEE (Recensements de la population)

TABLEAU B.04-1

Nombre de ménages au 1er janvier (1)

Source : INSEE (Division «Logement») *Unité* : millier

	(2) 1990	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	1998	2000	2005	2010	2015	2020
Nombre de ménages.	21 520	22 183	22 455	22 739	23 032	23 323	23 605	23 800	24 722	25 549	26 259	26 951

(1) Il s'agit de projections calculées à partir du recensement de 1990, «projections à taux variable» se basant sur une répartition des individus selon trois critères : le sexe, l'âge et le mode de cohabitation.
(2) Année de recensement.

TABLEAU B.04-2

Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1975, 1982 et 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de population»)

Caractéristique du ménage	1975	1982	1990
Ensemble des ménages	**17 744 985**	**19 588 924**	**21 542 152**
Nombre de personnes :			
1	3 935 260	4 811 476	5 845 140
2	5 591 208	4 937 025	6 368 948
3	3 401 060	3 679 188	3 821 700
4	2 729 820	3 172 216	3 371 484
5	1 452 770	1 440 324	1 439 144
6 ou plus.	1 289 050	894 512	695 736
Nombre total de personnes	51 151 300	52 987 260	55 396 580
Nombre moyen de personnes par ménage	2,88	2,70	2,57

TABLEAU B.04-3

Catégories de population par sexe aux recensements de 1975, 1982 et 1990 (1)

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

	1975			1982			1990		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Population totale	**52 599 430**	**25 744 475**	**26 854 955**	**54 295 612**	**26 487 656**	**27 807 956**	**56 651 955**	**27 565 056**	**29 086 899**
Population des ménages	51 151 300	24 942 370	26 208 930	52 987 260	25 794 600	27 192 660	55 396 580	26 924 992	28 471 588
Population non réintégrée	50 150 270	24 228 820	25 921 450	52 208 428	25 225 036	26 983 392	54 624 828	26 344 412	28 280 416
Population réintégrée	1 001 030	713 550	287 480	778 832	569 564	209 268	771 752	580 580	191 172
dont : Elèves internes	642 910	383 060	259 850	512 864	314 992	197 872	523 592	335 624	187 968
Militaires	307 450	298 950	8 500	241 792	240 104	1 688	248 160	244 956	3 204
Population des collectivités	1 154 005	600 030	553 975	1 045 428	516 024	529 404	1 005 092	469 120	535 972
Foyers de travailleurs	264 810	237 370	27 440	203 932	180 292	23 640	176 232	151 772	24 460
Foyers d'étudiants, cités universitaires	127 520	69 580	57 940	129 764	69 904	59 860	137 664	69 872	67 792
Maisons de retraite, hospices	356 965	121 350	235 615	329 152	102 600	226 552	357 268	99 212	258 056
Hospitalisation longue durée	173 100	87 225	85 875	192 772	89 780	102 992	140 784	60 952	79 832
Communautés religieuses	104 330	19 495	84 835	87 324	17 204	70 120	70 280	14 956	55 324
Autres collectivités	127 280	65 010	62 270	102 484	56 244	46 240	122 864	72 356	50 508
Population des habitations mobiles (y c. mariniers)	163 940	95 870	68 070	135 792	73 500	62 292	151 377	82 417	68 960
Population non réintégrée des établissements	130 185	106 205	23 980	127 132	103 532	23 600	98 906	88 527	10 379

(1) Les personnes en traitement dans les sanatoriums, préventoriums, aériums, de même que les personnes en traitement dans les hôpitaux psychiatriques ont été intégrées à la population en hospitalisation de longue durée pour les recensements de 1975 et 1982 afin d'assurer la comparaison avec celui de 1990.

TABLEAU B.04-4

Structure des ménages par âge de la personne de référence au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristique du ménage	**Ensemble**	15 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans ou plus
Ensemble des ménages	**21 542 152**	**874 036**	**1 811 904**	**4 410 532**	**4 050 376**	**3 293 588**	**4 410 584**	**2 691 132**
Structure du ménage :								
Ménage d'une personne : homme	**2 171 364**	217 844	299 600	428 628	302 760	263 824	375 352	283 356
femme	**3 673 776**	250 252	244 384	283 872	218 624	334 980	1 074 292	1 267 372
Autre ménage sans famille	**443 148**	68 664	47 132	62 512	54 904	63 268	63 044	83 624
Famille principale monoparentale :	**1 551 824**	34 452	90 300	366 244	424 280	258 240	227 124	151 184
Homme avec enfant(s)	**225 924**	648	3 340	31 032	72 836	53 288	40 392	24 388
Femme avec enfant(s)	**1 325 900**	33 804	86 960	335 212	351 444	204 952	186 732	126 796
Famille principale comprenant un couple :	**13 702 040**	302 824	1 130 488	3 269 276	3 049 808	2 373 276	2 670 772	905 596
Homme et femme actifs	**6 935 276**	229 176	903 016	2 393 808	2 119 740	1 150 392	135 500	3 644
Homme actif et femme inactive	**2 924 320**	47 344	205 340	838 564	874 876	791 200	160 632	6 364
Homme inactif et femme active	**591 076**	11 224	14 008	22 512	30 512	155 260	344 352	13 208
Homme et femme inactifs	**3 251 368**	15 080	8 124	14 392	24 680	276 424	2 030 288	882 380

TABLEAU B.04-5

Familles selon le type, la catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristique de la famille	Ensemble	Familles ayant ... enfant(s) de 0 à 24 ans					Nombre total d'enfants de				
		0	1	2	3	4 ans ou plus	0 à 3 ans	4 à 6 ans	7 à 11 ans	12 à 16 ans	17 à 24 ans
Ensemble des familles	**15 391 088**	**6 484 272**	**3 667 508**	**3 344 508**	**1 348 936**	**545 864**	**2 331 108**	**2 242 448**	**3 825 444**	**3 690 972**	**4 832 748**
Type de famille :											
Familles monoparentales :	**1 601 704**	**426 260**	**683 788**	**336 080**	**107 868**	**47 708**	**159 212**	**185 292**	**368 696**	**433 336**	**751 312**
Homme actif	**159 804**	19 316	88 748	37 228	10 620	3 892	6 440	12 676	33 896	53 284	106 436
Homme inactif	**72 996**	51 432	15 812	3 920	1 040	792	416	564	1 708	4 220	23 592
Femme active	**907 952**	64 456	487 800	255 680	74 496	25 520	110 784	143 892	285 696	320 168	475 552
Femme inactive	**460 952**	291 056	91 428	39 252	21 712	17 504	41 572	28 160	47 396	55 664	145 732
Familles comprenant un couple :	**13 789 384**	**6 058 012**	**2 983 720**	**3 008 428**	**1 241 068**	**498 156**	**2 171 896**	**2 057 156**	**3 456 748**	**3 257 636**	**4 081 436**
Homme et femme actifs	**6 956 572**	1 940 296	2 087 528	2 149 012	630 360	149 376	1 363 556	1 268 696	2 088 596	1 980 736	2 228 284
Homme actif et femme inactive	**2 933 384**	683 240	599 660	762 260	571 620	316 604	774 232	756 112	1 297 240	1 150 632	1 349 512
Homme inactif et femme active	**599 312**	424 064	110 660	42 732	14 580	7 276	16 368	14 396	30 120	48 676	163 652
Homme et femme inactifs	**3 300 116**	3 010 412	185 872	54 424	24 508	24 900	17 740	17 952	40 792	77 592	339 988
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :											
1. Agriculteurs exploitants	**480 860**	150 212	119 668	129 420	61 476	20 084	68 580	70 244	132 504	148 332	230 672
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1 094 644**	309 236	316 248	323 980	111 360	33 820	151 328	161 576	318 460	350 404	468 736
3. Cadres, professions intellectuelles supérieures	**1 611 408**	413 656	448 496	515 580	188 356	45 320	303 116	292 692	521 656	522 064	599 076
4. Professions intermédiaires	**2 203 768**	552 308	691 328	694 612	219 640	45 880	405 492	395 872	690 728	660 288	785 140
5. Employés	**1 476 544**	307 348	546 960	422 304	152 560	47 372	297 956	293 556	480 144	438 712	549 932
6. Ouvriers	**4 054 456**	964 100	1 128 892	1 111 600	550 120	299 744	1 016 176	958 204	1 550 876	1 376 036	1 516 392
7. Retraités	**3 886 448**	3 508 412	273 692	67 012	21 272	16 060	7 100	8 640	26 860	72 732	435 272
8. Autres sans activité professionnelle	**582 960**	279 000	142 224	80 000	44 152	37 584	81 360	61 664	104 216	122 404	247 528

TABLEAU B.04-6

Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1974, 1982 et 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristique du ménage	Guadeloupe			Guyane			Martinique			Réunion		
	1974	1982	1990	1974	1982	1990	1974	1982	1990	1974	1982	1990
Ensemble des ménages	**76 752**	**85 629**	**112 478**	**15 647**	**21 063**	**33 285**	**76 135**	**82 265**	**106 536**	**103 962**	**120 861**	**157 853**
Nombre de personnes :												
1	16 202	17 746	22 265	4 186	5 138	7 300	16 230	16 982	22 790	14 325	13 874	20 481
2	12 315	14 775	22 077	2 829	4 399	6 701	11 342	14 932	21 293	15 420	17 954	26 477
3	9 561	12 511	19 987	2 233	3 431	5 731	9 618	12 635	18 572	14 776	20 037	30 229
4	9 264	12 374	19 238	2 043	2 902	5 153	8 999	12 868	18 070	14 561	21 979	32 171
5	7 562	9 502	12 807	1 449	1 914	3 422	7 611	9 673	11 423	11 916	16 611	21 817
6 ou plus	21 848	18 721	16 104	2 907	3 279	4 978	22 355	18 175	14 388	32 964	30 406	26 678
Nombre total de personnes	**320 678**	**323 400**	**383 627**	**54 415**	**70 241**	**112 953**	**321 323**	**321 811**	**355 498**	**475 532**	**509 232**	**593 684**
Nombre moyen de personnes par ménage	**4,2**	**3,7**	**3,4**	**3,5**	**3,3**	**3,4**	**4,2**	**3,7**	**3,3**	**4,6**	**4,2**	**3,8**

TABLEAU B.04-7

Structure des ménages au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

	Guadeloupe	Martinique	Guyane	Réunion
Ensemble des ménages	**112 478**	**106 536**	**33 285**	**157 853**
Structure du ménage :				
Ménage d'une personne :	22 265	22 790	7 300	20 481
Homme	12 165	12 375	4 888	11 044
Femme	10 100	10 415	2 412	9 437
Autre ménage sans famille	6 569	5 311	2 664	5 648
Famille principale monoparentale :	24 033	23 608	6 094	26 859
Homme + enfant(s)	3 589	3 185	1 274	4 192
Femme + enfant(s)	20 444	20 423	4 820	22 667
Famille principale comprenant un couple :	59 611	54 827	17 227	104 865
Homme et femme actifs	31 707	30 381	9 106	45 335
Homme actif et femme inactive	15 342	11 048	5 944	39 259
Homme inactif et femme active	2 660	2 899	461	4 070
Homme et femme inactifs	9 902	10 499	1 716	16 201
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :				
1. Agriculteurs exploitants	4 355	2 367	1 667	6 703
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	11 620	8 317	2 512	8 489
3. Cadres, professions intellectuelles supérieures	5 572	6 126	2 233	7 870
4. Professions intermédiaires	9 523	10 291	3 995	13 206
5. Employés	20 884	19 651	5 492	34 022
6. Ouvriers	25 220	23 696	9 761	47 906
7. Retraités	23 277	25 339	3 142	23 211
8. Autres sans activité professionnelle	12 027	10 749	4 483	26 446

C

Emploi, revenus et salaires

Chapitre C.01

Population active, Emploi

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Pyramide des âges de la population au chômage en mars 1998.

1. Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent.
2. Taux d'activité au sens du recensement et au sens du BIT, par sexe et groupe d'âge quinquennal.
3. Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé.
4. Taux de chômage standardisés dans les Pays de l'Union européenne et d'autres pays de l'OCDE.
5. Population résidente occupée au 31 décembre.
6. Population salariée ayant un emploi au 31 décembre.
7. Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement.

8A. Actifs occupés selon le sexe, l'activité économique regroupée, le statut et le type d'horaire de travail.

8B. Actifs à temps partiel.

9. Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés.
10. Intérim et contrats à durée déterminée.
11. Indicateurs du marché du travail.
12. Demandes d'emploi en fin de mois de catégorie 1 par qualification professionnelle et par sexe.
13. Effectifs des agents de l'État, des établissements publics nationaux, des établissements d'enseignement privé sous contrat, des exploitants publics « La Poste » et « France-Télécom », par statut.
14. Répartition des agents de l'État par ministère, grand service et statut.
15. Effectifs des agents de l'État, de La Poste et France-Télécom par catégorie statutaire et sexe.
16. Les effectifs féminins de l'État, de La Poste et France-Télécom : condition d'emploi, statut, catégorie statutaire et ministère.
17. Taux de chômage suivant la catégorie socioprofessionnelle.
18. Évolution de la dépense pour l'emploi.
19. Effectifs de la fonction publique territoriale.
20. Population totale et population active des départements d'outre-mer.
21. Taux d'activité et de chômage dans les départements d'outre-mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi et de la Solidarité et le département de « L'Emploi et des Revenus d'activité » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Entre mars 1997 et mars 1998, selon l'enquête annuelle sur l'emploi (dont le champ concerne les ménages ordinaires), la population active augmente de 173 000 personnes, contre 150 000 par an en moyenne entre 1993 et 1997.

Cette hausse du nombre d'actifs se concentre parmi la population des plus de 50 ans. Son taux d'activité passe de 22,1 % en mars 1997 à 22,7 % en mars 1998. Cet accroissement est dû aux premières générations du « baby boom », dont l'activité est élevée, et qui prennent la place des générations creuses plus âgées dont l'activité est plus faible.

La baisse du taux d'activité des jeunes de moins de 25 ans ralentit à partir de 1995 pour se stabiliser entre mars 1997 et mars 1998. Ce ralentissement, observé sur la période 1995-1998, pourrait traduire un tassement des taux de scolarité. De plus, l'amélioration de la situation de l'emploi en 1997-1998 et les perspectives d'emplois ouvertes par le programme « nouveaux emplois, nouveaux services » (emplois jeunes) auraient incité les jeunes à se porter plus tôt sur le marché du travail.

L'activité de la population des hommes et des femmes de 25 à 49 ans se stabilise à 54,5 % en mars 1998. La hausse de la population active féminine est de 160 000 personnes contre 13 000 pour la population active masculine, conformément aux tendances de long terme. Le taux d'activité des hommes ne cesse, en effet, de baisser alors que celui des femmes n'arrête pas d'augmenter. Cependant, depuis trois ans, le taux d'activité des mères de deux enfants dont le plus jeune a moins de trois ans chute de 70 % à 55 %, sous l'effet de la mise en place de l'allocation parentale d'éducation (revenu de remplacement d'environ 2 900 F par mois).

De mars 1997 à mars 1998, selon l'enquête annuelle sur l'emploi, le nombre d'emplois augmente de 275 000 personnes, alors qu'il reculait de 62 000 entre mars 1996 et mars 1997. Une telle progression ne s'est pas produite depuis 1995. Les femmes bénéficient davantage de cette hausse que les hommes (respectivement + 176 000 et + 99 000). L'emploi non salarié poursuit son recul, mais à un rythme beaucoup moins soutenu que les années précédentes. La reprise de l'emploi salarié profite à tous les secteurs : créations nettes d'emplois très élevées dans le tertiaire, stabilisation dans l'industrie et pertes limitées dans la construction. Plus de la moitié de la hausse de l'emploi est due à celle des emplois à durée limitée : le nombre d'intérimaires augmente de 83 000 entre mars 1997 et mars 1998 et celui des contrats à durée déterminée de 57 000. A la faveur de mesures incitatives, le travail à temps partiel continue à gagner du terrain, mais avec moins de vigueur que l'année précédente. Il concerne désormais 17,1 % des emplois, contre 16,6 % en 1997. Le pourcentage des personnes travaillant à temps partiel et souhaitant travailler davantage est de 38,5 %, cependant en baisse d'un point par rapport à 1997.

Le chômage au sens du BIT baisse de 102 000 personnes en un an, après deux années de croissance. Le taux de chômage s'établit à 11,8 % de la population active en mars 1998 contre 12,3 % l'année précédente. La reprise de l'emploi salarié amorcée mi-96 a d'abord et surtout profité aux jeunes, aussi bien hommes que femmes : la part des chômeurs parmi les jeunes de 20 à 24 ans a diminué sensiblement, de 14,1 % à 12,7 % (ce chiffre qui est une part n'est pas comparable aux taux précédents).

Dans les départements d'outre-mer, les taux de chômage sont nettement plus élevés qu'en métropole : deux fois plus dans les Antilles et en Guyane, presque trois fois plus à la Réunion. On y entre plus jeune sur le marché du travail, on y reste plus tard. Chômage de longue durée, temps partiel, emplois temporaires sont courants dans un contexte où les emplois non qualifiés et de type artisanal sont particulièrement nombreux. Partout, le sous-emploi est important : plus de la moitié des actifs à temps partiel souhaiteraient travailler davantage.

2. MÉTHODOLOGIE

Population active occupée

Ce chapitre fournit les dernières estimations disponibles concernant la population active occupée, par groupe d'activités économiques (secteur d'établissement).

Les séries publiées sont obtenues grâce à des indices d'évolution annuelle issus principalement des statistiques de l'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce). Ces indices sont appliqués à la dernière donnée annuelle disponible, la base étant constituée à partir des résultats du dernier recensement de la population (soit mars 1990, pour la série 1990-1997).

L'UNEDIC établit au 31 décembre de chaque année, des statistiques d'effectifs salariés relevant du régime des ASSEDIC (Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce), classés par activité économique et par sexe. Le champ d'application de ce régime est assez vaste mais ne couvre pas cependant l'ensemble des salariés. Aussi, les principales données concernant l'emploi se répartissent-elles de la façon suivante :

— statistiques annuelles de l'UNEDIC permettant d'obtenir des estimations de l'emploi à la fin de chaque année sur le champ couvert ;

— statistiques trimestrielles de l'UNEDIC portant sur les établissements de 10 salariés et plus et données fournies par le ministère de l'Emploi et la Solidarité, en particulier par son enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre (ACEMO); elles permettent à l'INSEE d'évaluer l'emploi en fin de trimestre sur le secteur « concurrentiel », c'est-à-dire l'ensemble des activités économiques hors agriculture, administration, santé, action sociale et éducation.

— données complémentaires fournies par les régimes de sécurité sociale agricole ou des non-salariés ou par les grandes entreprises nationales et statistiques de source INSEE provenant principalement des enquêtes annuelles sur l'emploi, de l'exploitation des fichiers de paie de l'État et d'enquêtes auprès des collectivités locales, pour couvrir le champ non couvert par l'UNEDIC (secteur public, agriculture, services domestiques) ainsi que les non-salariés.

La Comptabilité nationale utilise pour ses travaux, en particulier dans le *Rapport sur les comptes de la Nation,* un cadre légèrement différent : celui des branches, alors que le secteur d'établissement regroupe les établissements ayant la même activité principale. La branche est l'activité qui élabore un produit et un seul parmi une no-

menclature de biens et services. De plus, c'est l'emploi intérieur et non la population résidente occupée qui est ventilé par branche : le concept retenu dans les comptes de la Nation inclut les non-résidents ayant un emploi dans l'économie nationale et exclut les résidents ayant un emploi dans le reste du monde. Enfin, la Comptabilité nationale utilise les moyennes annuelles, alors que les estimations présentées ici sont faites au 31 décembre.

La nomenclature par secteur d'établissement constitue, sur le plan statistique, le point de passage obligé pour toute estimation dans le cadre des branches. La répartition de la population active occupée par branche résultant d'un passage secteur-branche à travers une matrice établie en majeure partie à l'aide des résultats des enquêtes annuelles d'entreprises; les résultats sont moins précis que ceux établis dans le cadre des secteurs. La répartition de la population active occupée par secteur résulte d'une ventilation de la population selon le code d'activité économique de l'établissement dans lequel chaque travailleur est occupé.

Le niveau de chômage

Jusqu'en 1975, la mesure du chômage retenue était la population disponible à la recherche d'un emploi, ensemble des individus qui déclaraient, à l'enquête sur l'emploi ou au recensement, être sans emploi et en rechercher un.

Depuis 1975, l'enquête annuelle sur l'emploi permet de retenir la définition du chômage, recommandée par le Bureau international du travail (BIT). Pour être classé comme chômeur, trois conditions sont requises :

— être dépourvu d'emploi;

— être disponible pour travailler;

— rechercher activement un travail.

L'enquête sur l'emploi dénombre les chômeurs répondant à ces critères, traduits en pratique dans le questionnaire de la façon suivante : ne pas avoir travaillé pendant la semaine de référence, être disponible pour travailler immédiatement, chercher un travail salarié ou non salarié, avoir fait un acte de recherche pendant le mois précédant l'enquête.

Outre l'intérêt de permettre les comparaisons internationales, la mesure du chômage au sens de la définition du Bureau international du travail présente l'avantage d'être fondée sur des critères factuels, de ne pas faire appel à l'appréciation personnelle des individus sur leur situation et de ne pas dépendre directement de la réglementation et des institutions en matière sociale. Il n'en est pas de même de la série des demandeurs d'emploi inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et de celle des bénéficiaires d'indemnités de chômage, qui dépendent en effet du comportement des personnes au chômage et de la législation sociale. Ces dernières ont cependant le mérite d'apporter des informations plus fines, notamment au niveau régional et local, et de permettre le suivi conjoncturel grâce à leur périodicité mensuelle.

Les agents de l'État

Depuis 1976, le recensement des agents de l'État, des établissements publics nationaux et des établissements privés sous contrat est établi à partir d'un système d'information statistique utilisant les fichiers automatisés de paie. La collecte des données est annuelle depuis 1983. Les recensements sont exhaustifs, en métropole, dans les DOM-TOM et à l'étranger et concernent à la fois l'emploi et les salaires. Les données sont individuelles.

Les personnes ou les rémunérations (indemnités, avantages en nature) manquantes dans les fichiers sont recensées au moyen d'une enquête complémentaire par questionnaire. Toutefois, le volet « Rémunérations » de l'enquête complémentaire n'est présent que les années paires. Le ministère de la Défense est inclus dans le champ des recensements, mais selon des modalités particulières qui se répercutent au niveau de la diffusion des résultats. Outre les renseignements sur les rémunérations (indices hiérarchiques, traitements, indemnités, cotisations, prestations...), les principales informations étudiées sont : l'affectation (ministère, service ou établissement), le lieu de travail, le sexe, l'âge et le lieu de naissance, le statut (titulaire, contractuel, auxiliaire, ouvrier, militaire), la catégorie statutaire (A, B, C, D), le corps et le grade, la catégorie socioprofessionnelle et la profession.

Les années impaires, l'exploitation des résultats est simplifiée et la diffusion est limitée aux caractéristiques fondamentales. Le champ des recensements individuels est prolongé par des enquêtes récapitulatives sur les personnels des organismes consulaires et des entreprises publiques à statut d'établissement public.

Intérim et contrats de travail à durée déterminée

Les relevés de contrats que les agences d'intérim établissent chaque mois sont collectés par l'UNEDIC et par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Depuis le 1er janvier 1995, ils sont centralisés par un centre serveur de l'UNEDIC. L'exploitation statistique est réalisée par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Ce nouveau système d'exploitation permet de prolonger les séries homogènes débutant en 1992. Par ailleurs, il fournit des informations qui n'étaient plus disponibles depuis cette date : répartition du nombre de contrats et du volume de travail correspondant par secteur d'activité et par catégories socio-professionnelles.

L'enquête annuelle d'entreprise dans les services réalisée par l'INSEE renseigne sur l'activité des entreprises de travail temporaire (chiffre d'affaires, nombre de salariés, marges...).

Deux enquêtes fournissent des informations à la fois sur les contrats d'intérim et sur les contrats à durée déterminée :

— l'enquête sur l'emploi de l'INSEE permet de connaître le stock d'intérimaires et de salariés sous contrats à durée déterminée en mars de chaque année, ainsi que leur répartition par secteur d'activité, âge, sexe,...;

— les enquêtes sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre (enquêtes ACEMO) du ministère de l'Emploi et de la Solidarité fournissent chaque trimestre le taux d'intérim et le taux de salariés sous contrats à durée déterminée dans les établissements de 10 salariés et plus;

La législation en vigueur depuis le 12 juillet 1990 vise à limiter les abus dans le recours aux contrats à durée

déterminée et à l'intérim et à rapprocher les deux formes d'emploi. Ses grands principes sont :

● Le retour à une liste limitative des cas de recours. Trois grands cas sont prévus :

— le remplacement d'un salarié;

— les variations temporaires ou exceptionnelles d'activité;

— les variations inhérentes à la nature des activités de l'entreprise (emplois saisonniers et emplois pour lesquels il est d'usage constant de ne pas recourir aux contrats à durée indéterminée, CDI).

● Limitation (sauf cas particulier) à 18 mois (contre 24 dans le régime précédent) de la durée maximale des contrats à terme précis.

● Limitation à un seul renouvellement.

Marché du travail

En dehors du chômage au sens du BIT et du nombre de bénéficiaires des allocations de chômage établi par l'UNEDIC, les autres données ayant servi à établir ces tableaux sont recueillies auprès des directions départementales de l'Emploi et de la Solidarité ou de l'ANPE; ces renseignements sont centralisés et exploités sur le plan national par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère précité.

Les autres indicateurs du marché du travail donnent des informations concernant le chômage partiel. Ces renseignements sont établis à l'aide d'états dressés par les directions départementales de l'Emploi et de la Solidarité lors de l'octroi aux établissements d'indemnités de chômage partiel.

Dépenses pour l'emploi

Le champ retenu inclut non seulement toutes les actions de politique de l'emploi mises en œuvre par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité, mais également celles gérées par les autres administrations (de l'Agriculture et de la Pêche, de l'Économie, des Finances et de l'Industrie). Il comprend aussi les dépenses effectuées par les entreprises dans le cadre de l'indemnisation du chômage ou de l'incitation au retrait d'activité à travers le système de l'UNEDIC, ainsi que celles réalisées pour la formation professionnelle continue. En matière d'aides aux entreprises, ne sont retenues que les mesures qui présentent un critère explicite de création ou de maintien de l'emploi.

3. DÉFINITIONS

Chômage au sens du BIT

Parmi les inscrits à l'ANPE répertoriés par le ministère du Travail, l'INSEE ne prend pas en compte ceux ne satisfaisant pas aux critères suivants :

— Être sans travail (est exclue toute personne ayant déclaré avoir exercé une activité, même de très courte durée, au cours de la semaine de référence).

— Être disponible dans un délai de 15 jours (un mois en cas de maladie bénigne).

— Chercher activement un emploi (au moins une démarche durant le mois précédant l'enquête).

En revanche, sont prises en compte dans le chômage BIT les personnes non inscrites à l'ANPE mais vérifiant les trois critères précédents.

Outre les différences de critère, il existe une différence sensible entre le nombre d'inscrits à l'ANPE répertorié par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et celui calculé à partir de l'enquête sur l'emploi à une période voisine. Incluant les chômeurs hors champ de l'enquête sur l'emploi (vivant dans des ménages collectifs), cet écart « résiduel » serait en outre dû en partie aux aléas de l'enquête (réponses erronées ou imprécises) mais aussi aux difficultés de mise à jour des fichiers ANPE.

Contrat de travail à durée déterminée

Un contrat à durée déterminée est un contrat de travail nécessairement conclu par écrit. C'est un moyen subsidiaire pour faire exécuter provisoirement un travail précis, dans un certain nombre de cas prévus par le législateur.

Demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)

Elles concernent les travailleurs sans emploi recensés dans les agences locales pour l'emploi à la fin de chaque mois. Plus précisément, il s'agit des personnes inscrites à l'ANPE, sans emploi, immédiatement disponibles, à la recherche soit d'un emploi à durée indéterminée, à temps plein (DEFM de catégorie 1) soit d'un emploi à temps partiel (catégorie 2), soit d'un emploi saisonnier ou temporaire (catégorie 3).

En juin 1995, trois nouvelles catégories de DEFM sont créées par éclatement des anciennes catégories 1, 2 et 3. Dans les nouvelles catégories 6, 7 et 8 sont comptabilisées les personnes ayant travaillé plus de 78 heures au cours du mois et précédemment dénombrées dans les catégories 1, 2 et 3.

Des statistiques de flux sont également établies, notamment sur les demandes d'emploi enregistrées ou satisfaites (par placement ou annulation) chaque mois ou chaque trimestre.

Dépenses pour l'emploi

Elles sont présentées sous forme d'un bilan du coût des politiques d'emploi.

Sept rubriques composent la typologie des « Comptes de l'emploi » :

— l'indemnisation du chômage total comprend les prestations de chômage;

— l'incitation au retrait d'activité englobe les prestations versées dans le cadre des garanties de ressources, des allocations spéciales du Fonds national de l'emploi, les contrats de solidarité, le plan social de la sidérurgie, les aides au départ d'agriculteurs âgés et l'aide à la réinsertion des travailleurs étrangers;

— le maintien de l'emploi recouvre l'indemnisation de chômage partiel, les subventions du Comité interministé-

riel de restructuration industrielle (CIRI) et diverses mesures d'accompagnement des restructurations;

— la promotion de l'emploi et la création d'emploi comprend les aides à l'aménagement du territoire, les aides en faveur de l'artisanat, les exonérations fiscales ou sociales liées à la création d'emploi, l'aide à la création d'entreprises par les salariés privés d'emploi, les travaux d'utilité collective, les contrats emploi-solidarité;

— l'incitation à l'activité regroupe les aides à la mobilité géographique, celles visant à faciliter l'installation des jeunes agriculteurs et la garantie de ressources des travailleurs handicapés;

— la formation professionnelle reprend les opérations de formation professionnelle et d'insertion professionnelle des jeunes réalisées au profit, soit des actifs occupés, soit des demandeurs d'emploi, par l'État, les régions, les entreprises et leurs organismes de mutualisation, ainsi que l'UNEDIC;

— le perfectionnement du fonctionnement du marché du travail comptabilise principalement le fonctionnement de l'Agence nationale pour l'emploi.

Fonction publique

La Fonction publique comprend la fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères et leurs établissements publics sous tutelle), la fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics et des maisons ou retraite publiques).

— *Effectifs budgétaires.* Lors de son vote annuel du budget, le Parlement pour les agents de l'État ou les instances territoriales (conseil généraux, municipaux...), conseils d'administrations des hôpitaux pour les autres fonctions publiques « autorise » des emplois dont le nombre diffère des effectifs réellement en fonction en raison de l'existence d'emplois vacants et du temps partiel.

— *Titulaires.* Les personnels titulaires appartiennent à ces corps regroupés en catégories d'après leur niveau de concours de recrutement :

  — catégorie A, assure des fonctions d'études générales, de conception et de direction;

  — catégorie B, chargée des fonctions d'application;

  — catégorie C assure les tâches d'exécution (la catégorie D est en extinction depuis 1992).

— *Non-titulaires.* Ce sont les ouvriers d'État, contractuels (dont certains, régis par des textes statutaires, ont un déroulement de carrière organisé et une quasi-stabilité d'emploi), auxiliaires, vacataires, collaborateurs extérieurs, ou encore « emplois aidés » tels « les contrats emploi-solidarité ».

Intérim

L'opération de « travail intérimaire » (ou « intérim » ou « travail temporaire ») consiste à mettre à disposition provisoire d'entreprises clientes, des salariés qui, en fonction d'une rémunération convenue, sont embauchés et rémunérés à cet effet par l'entreprise de travail intérimaire. Elle se caractérise donc par une relation triangulaire entre l'entreprise de travail temporaire, l'entreprise cliente et le salarié, et implique la conclusion de deux contrats, un contrat de mise à disposition (entre l'entreprise de travail temporaire et l'entreprise cliente) et un contrat de mission (entre l'entreprise de travail temporaire et le salarié).

Offres d'emploi enregistrées au cours de l'année

Les offres d'emploi enregistrées au cours de l'année sont les offres d'emplois durables (type A), temporaires (type B) ou occasionnels (type C) déposées par les employeurs dans les agences locales pour l'emploi au cours de l'année.

Les offres d'emploi en fin de mois sont également décomptées : il s'agit des offres qui au dernier jour du mois ne sont pas satisfaites.

Jusqu'en mars 1995, les offres d'emplois étaient classées par catégories : offres à temps plein et à durée indéterminée (catégorie 1), offres à temps partiel (catégorie 2), offres à durée déterminée (catégorie 3), offres d'emploi de très courte durée (catégorie 4). Le passage des catégories aux types d'offres en avril 1995 a entraîné une rupture de toutes les séries à l'exception de celle des offres enregistrées totales. Les offres enregistrées de type A + B + C correspondent à celles des catégories 1 + 2 + 3 + 4.

Population active

Elle regroupe la population active occupée et les chômeurs « au sens du BIT ». La somme de ces deux populations donne la population active dite « au sens du BIT ». Sa définition s'appuie sur une résolution adoptée en octobre 1982 par le Bureau international du travail (BIT). C'est cette définition de la population active qui sert de référence dans l'enquête sur l'emploi.

Population active occupée

Elle est mesurée chaque année par l'enquête sur l'emploi. Elle comprend toutes les personnes au travail au cours de la semaine de référence de l'enquête, qu'elles soient salariées, qu'elles soient à leur compte ou qu'elles aident un membre de leur famille dans son travail. Elle comprend également les personnes pourvues d'un emploi mais temporairement absentes la semaine de référence pour un motif tel que maladie (moins d'un an), congé payé, conflit du travail, formation, etc.

Taux d'activité

Rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs à la recherche d'un emploi) et la population totale correspondante.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

— Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC).

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité.

Publications :

INSEE :

Articles d'*Économie et Statistique :*

N° 261, janvier 1993, n° spécial : « Activité professionnelle et emploi ».

N° 273, mars 1994 : « Emploi et chômage des « non-qualifiés » en France (L. Bisault, V. Destival et D. Goux).

N° 282, février 1995 : « Chômage et salaires en France sur longue période » (P.Villa).

N° 300, octobre 1996 : « Projections de population active et participation au marché du travail »;

INSEE Première :

N° 307 : « Emploi et chômage dans les DOM en 1993 »;

N° 324 : « Hommes et femmes sur le marché du travail : 1973-1993 »;

N° 326 : « Générations et emploi depuis 1970 »;

N° 357 : « Chômage et marchés du travail régionaux ».

N° 424 : « 45 ans de marché du travail dans les grands pays industrialisés »

N° 434 : « L'évolution sociale de la population active ».

N° 455 : « Les ouvriers ».

N° 477 : « Les employés ».

N° 502 : « Le chômage régional en 1995 ».

N° 507 : « Le retournement de 2006 »

N° 530 : « Chômage et emploi en mars 1997 ».

N° 569 : « L'allocation parentale d'éducation »;

N° 593 : « Le taux de chômage a reculé de 0,5 point en un an - Enquête sur l'emploi de mars 1998 »;

N° 618 : « 221 000 chômeurs de moins entre juin 1997 et septembre 1998 »;

N° 619 : « Septembre 1998 : l'emploi dynamisé depuis 21 mois ».

INSEE-Résultats :

N^{os} 107-108 : « Enquête sur l'emploi de 1996 »;

N° 115 : « Projections de population active 1995-2040; »;

N^{os} 120-121 : « La fonction publique de l'État en 1993, 1994 et 1995 »;

N^{os} 125-126 : « L'emploi départemental et sectoriel en 1995 »;

N^{os} 127-128 : « Enquête sur l'emploi de 1997 »;

N° 130 : « Structure des emplois au 31 décembre 1994 »;

N° 131 : « Mouvement de main-d'œuvre dans les établissements de 50 salariés ou plus, année 1996 »;

N^{os} 133-134 : « Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 1993, 1994 et 1995 »;

N^{os} 138-139 : « Marché du travail - séries longues »;

N^{os} 141-142 : « Enquête sur l'emploi de 1998 ».

Synthèses : Bilan Formation emploi 1996.

France, Portrait social, édition 1998-1999 :

« Les formes particulières d'emploi en France : un marchepied vers les emplois stables ? », L. Bloch et M.A. Estrade;

Données sociales, INSEE, édition 1999 :

« Population active, emploi et chômage au cours des années quatre-vingt-dix », O. Marchand;

« Les politiques de l'emploi depuis 1973 », N. Holcblat, P. Marioni, B. Roguet;

« L'évaluation des politiques de l'emploi », C. Charpail, D. Gélot, A. Gubian et S. Zilberman;

« Salaire minimum et emploi en France et aux États-Unis », F. Kramarz, D. N. Margolis;

« Le chômage de longue durée », D. Gélot, S. Lemerle, N. Siprès;

« Dix ans d'évolution du chômage des cadres : 1987-1997 », V. André-Roux, S. Le Minez.

Recensement général de la population de 1990. Principaux résultats; sondage au 1/20. INSEE.

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité :

Bulletin mensuel de statistiques du travail, et ses suppléments;

Dossiers statistiques du travail et de l'emploi (8 à 10 numéros par an);

Revue française des affaires sociales, publication trimestrielle;

Premières synthèses :

« Quinze ans de politique de l'emploi », n° 5, avril 1990.

« Emploi, chômage et recrutement par famille professionnelle », n° 99, juillet 1995 .

« Le processus de création et de suppression d'emplois dans les établissements de plus de 50 salariés (1985-1994) », n° 117, novembre 1995 .

« La situation de l'emploi début 1998 », n° 191, mai 1998.

« La politique de l'emploi en 1997 », n° 35.2. Dares, 98.08.

Premières informations et premières synthèses :

« La population active devrait encore augmenter pendant une dizaine d'années », n° 07-1, février 1997.

« La dépense pour l'emploi en 1995 », n° 17-2, avril 1997.

« La dépense pour l'emploi en 1996 », 98.05- n° 21-1;

« Les Français, le chômage et les mesures pour l'emploi au début 1997 », n° 25-1, juin 1997.

« La situation de l'emploi début 1998 », 98.05-n° 19-1;

« L'évolution du travail temporaire de 1996 à 1997 », 98.05-n° 22-1;

« Le chômage de longue durée et les politiques d'emploi », 98.05-n° 23-2;

« Le retour à l'emploi après une convention de conversion », 98.09-n° 39-4;

« La politique de l'emploi en 1997 : redéploiement des dispositifs spécifiques et consolidation du rôle des

allégements de charges sur les bas salaires », 98.08-n° 39-4;

« Les emplois en contrat à durée déterminée en 1996 », 98.11-n° 48-2;

« Le marché du travail en septembre 1997 », 97.11-n° 45-2;

Suppléments au *Bulletin mensuel de statistiques du travail,* n^os 44, 82, 95 et 104 (travail temporaire), 76 et 96 (travail temporaire et travail sous contrat à durée déterminée);

Dossiers statistiques du travail et de l'emploi, n^os 2, 3, 4, 19, 33, 49, 75-76 et 80-81 (travail temporaire), n^os 11 et 60 (travail temporaire et travail sous contrat à durée déterminée);

Travail et Emploi, n° 52 : « Dossier emploi comprenant plusieurs articles sur le travail temporaire et les contrats à durée déterminée ».

Travail et Emploi, n° 12 : « La montée de l'activité des femmes étrangères en France : une tendance qui va en s'accentuant ».

Autres publications :

Rapport de la commission : « Relations sociales et Emploi »;

Bulletin de liaison de l'UNEDIC, n° 146, 4e trimestre 1997;

« Entre l'emploi et la retraite », les dossiers thématiques, INSEE, Liaisons sociales, DARES, n° 5, octobre, 1996.

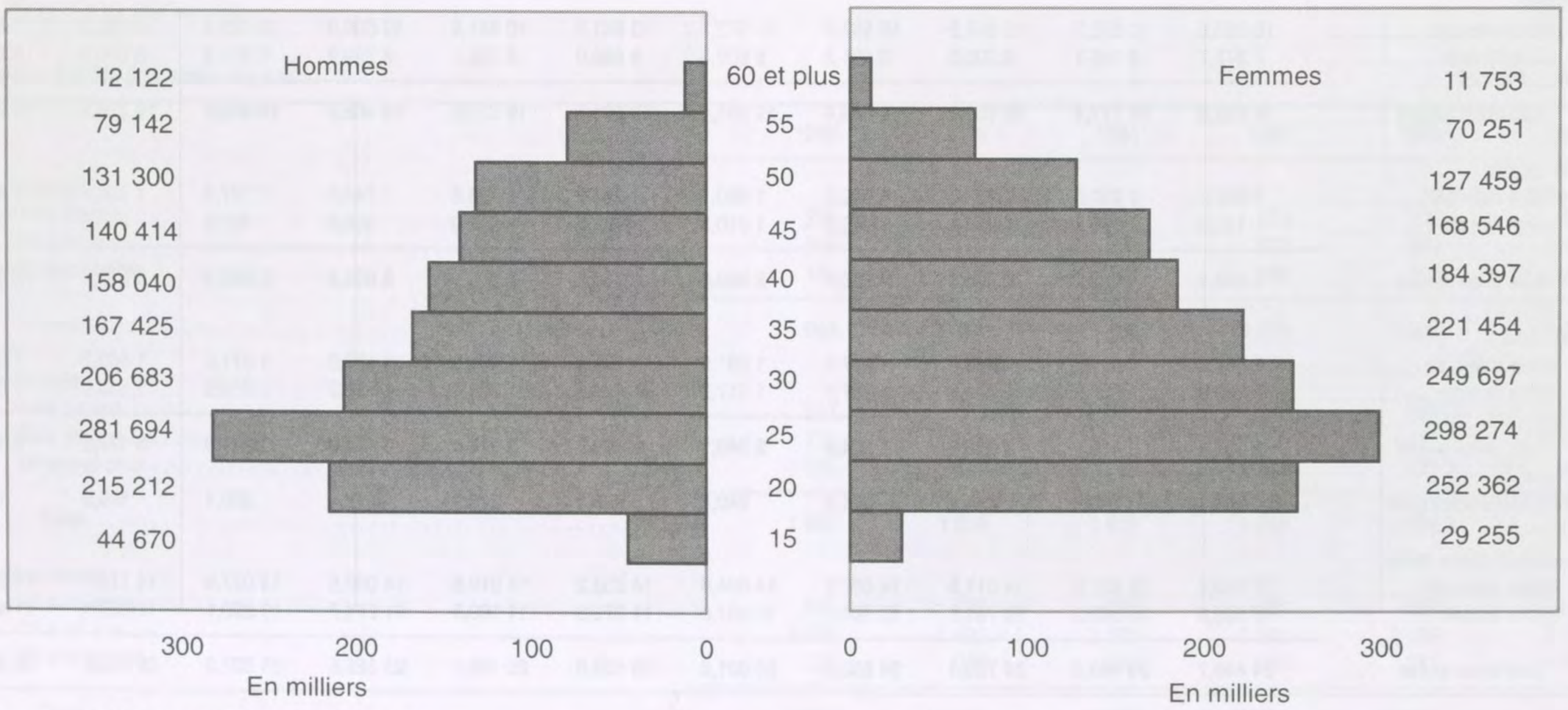
« Les aides à l'emploi marchand », les dossiers thématiques, INSEE, Liaisons sociales, DARES, n° 7, août 1997.

« Bilan économique et social de la France », DARES, Direction de la Prévision, INSEE, septembre 1997.

*
* *

Graphique C.01

Pyramide des âges de la population au chômage en mars 1998



Source : INSEE, enquête sur l'emploi

TABLEAU C.01-1

Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent (1)

En moyenne annuelle

Source : INSEE (Emploi et Revenus d'activité) — *Unité :* Millier

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Salariés :											
Sexe masculin	10 566,6	10 672,3	10 857,9	10 987,2	10 972,1	10 841,9	10 641,9	10 606,0	10 722,8	10 769,9	10 835,4
Sexe féminin	7 971,7	8 105,1	8 295,0	8 481,2	8 609,3	8 680,0	8 729,1	8 799,9	8 911,8	8 966,8	9 021,3
Les deux sexes	**18 538,3**	**18 777,4**	**19 152,9**	**19 468,4**	**19 581,4**	**19 521,9**	**19 371,0**	**19 405,9**	**19 634,6**	**19 736,7**	**19 856,7**
Non salariés :											
Sexe masculin	1 962,2	1 931,5	1 907,0	1 882,3	1 850,1	1 797,9	1 756,8	1 744,6	1 727,6	1 704,7	1 677,9
Sexe féminin	1 130,9	1 120,7	1 086,5	1 045,8	1 010,5	968,3	912,0	858,6	827,8	805,3	792,6
Les deux sexes	**3 093,1**	**3 052,2**	**2 993,5**	**2 928,1**	**2 860,6**	**2 766,2**	**2 668,8**	**2 603,2**	**2 555,4**	**2 510,0**	**2 470,5**
Chômeurs :											
Sexe masculin	1 169,3	1 092,5	998,9	947,8	1 031,9	1 168,3	1 401,0	1 487,8	1 371,4	1 502,2	1 553,9
Sexe féminin	1 398,0	1 363,5	1 324,1	1 257,0	1 317,2	1 422,5	1 528,4	1 616,2	1 559,5	1 635,0	1 638,1
Les deux sexes	**2 567,2**	**2 456,0**	**2 323,0**	**2 204,9**	**2 349,1**	**2 590,8**	**2 929,4**	**3 104,0**	**2 930,9**	**3 137,2**	**3 192,0**
Militaires du contingent	**251,1**	**260,9**	**254,1**	**251,5**	**240,5**	**225,1**	**219,9**	**212,4**	**206,1**	**199,9**	**169,4**
Population active totale :											
Sexe masculin	13 949,2	13 957,2	14 017,8	14 068,8	14 094,6	14 033,2	14 019,6	14 050,8	14 027,9	14 176,7	14 236,6
Sexe féminin	10 500,6	10 589,3	10 705,6	10 784,1	10 937,0	11 070,8	11 169,5	11 274,7	11 299,1	11 407,1	11 452,0
Les deux sexes	**24 449,7**	**24 546,5**	**24 723,4**	**24 852,9**	**25 031,6**	**25 104,0**	**25 189,1**	**25 325,5**	**25 327,0**	**25 583,8**	**25 688,6**

(1) Les données publiées prennent en compte les résultats du recensement de la population de mars 1990.

TABLEAU C.01-2

Taux d'activité au sens du recensement et au sens du BIT par sexe et groupe d'âge quinquennal

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi (mars ou avril-mai)

Source : INSEE

Âge (1)	Recensements						Enquêtes sur l'emploi							
	1975		1982		1990		1995		1996		1997		1998	
	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin
De 15 à 19 ans	29,1	21,7	23,8	16,7	14,4	9,0	8,8	4,4	9,5	4,4	9,4	4,3	10,6	4,7
De 20 à 24 ans	81,5	66,3	79,1	67,1	67,5	59,8	55,3	46,9	55,4	46,8	54,3	44,9	52,9	46,3
De 25 à 29 ans	94,8	63,2	93,3	71,1	93,5	80,0	92,5	78,9	92,5	77,8	92,0	77,7	91,5	78,0
De 30 à 34 ans	97,2	55,3	96,4	67,1	96,8	76,2	96,7	78,4	96,6	78,6	96,1	77,0	95,7	77,2
De 35 à 39 ans	97,2	51,7	96,8	65,4	97,3	75,5	96,5	77,6	97,1	78,4	97,0	77,7	97,0	78,5
De 40 à 44 ans	96,8	50,7	96,2	62,4	97,1	75,6	96,3	79,4	96,8	80,4	96,3	80,3	95,9	80,2
De 45 à 49 ans	95,3	51,2	94,9	58,7	95,9	71,6	95,1	77,1	95,1	78,2	95,1	78,1	95,2	79,7
De 50 à 54 ans	92,1	49,3	90,8	54,0	90,9	62,9	90,8	69,9	92,0	71,5	91,9	72,1	91,4	73,3
De 55 à 59 ans	81,6	42,7	76,8	44,9	69,5	46,1	66,1	48,5	67,9	49,1	68,3	50,0	67,0	49,3
De 60 à 64 ans	54,2	28,2	39,1	22,5	21,3	16,8	17,0	14,4	17,2	14,8	16,1	14,4	15,3	14,0
De 65 à 69 ans	18,9	10,0	9,5	5,0	5,2	3,3	4,6	2,9	4,6	3,6	4,0	2,5	4,0	2,5
De 70 à 74 ans (2)	7,6	4,0	4,6	2,1	1,6	0,7	2,4	0,8	2,6	0,6	2,2	0,9	2,4	0,7
De 75 ans et plus	3,7	1,9	2,3	1,0	///	///	0,6	0,3	0,8	0,2	0,6	0,2	0,7	0,3
Ensemble	**71,0**	**39,2**	**68,5**	**43,1**	**64,5**	**46,4**	**62,3**	**47,2**	**62,7**	**47,6**	**62,3**	**47,2**	**62,0**	**47,6**

(1) Âge atteint au cours de l'année.
(2) Le chiffre concerne les 70 ans et plus pour le recensement de 1990.

TABLEAU C.01-3A

Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé

En moyenne annuelle

Source : INSEE (Division emploi)

Unité : Millier

	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Sexe masculin :						
15 à 24 ans	250	335	330	283	309	315
25 à 49 ans	555	886	971	903	983	1 012
50 ans et plus	143	180	187	186	210	227
Total	**948**	**1 401**	**1 488**	**1 371**	**1 502**	**1 554**
Sexe féminin :						
15 à 24 ans	337	367	376	349	348	332
25 à 49 ans	775	1 015	1 092	1 059	1 117	1 112
50 ans et plus	145	146	148	152	171 *r*	193
Total	**1 257**	**1 528**	**1 616**	**1 560**	**1 636** ***r***	**1 637**
Les deux sexes :						
15 à 24 ans	587	702	706	631	657	647
25 à 49 ans	1 330	1 902	2 062	1 962	2 099	2 125
50 ans et plus	288	325	336	338	381	420
Total	**2 205**	**2 929**	**3 104**	**2 931**	**3 137**	**3 192**

TABLEAU C.01-3B

Taux de chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé

En moyenne annuelle

Source : INSEE (Division emploi)

	1990	1993	1994	1995	*r* 1996	1997
Sexe masculin :						
15 à 24 ans	12,8	19,7	20,8	18,9	20,7	22,1
25 à 49 ans	5,8	8,9	9,6	8,9	9,6	9,9
50 ans et plus	5,7	7,6	7,9	7,9	8,7	9,0
Ensemble	**6,7**	**10,0**	**10,6**	**9,8**	**10,6**	**11,0**
Sexe féminin :						
15 à 24 ans	21,1	26,4	28,6	28,4	29,7	29,9
25 à 49 ans	10,5	12,6	13,3	12,7	13,3	13,2
50 ans et plus	7,9	8,4	8,5	8,4	9,2	9,9
Ensemble	**11,7**	**13,7**	**14,3**	**13,7**	**14,3**	**14,3**
Les deux sexes :						
15 à 24 ans	16,5	22,7	24,4	23,2	24,6	25,5
25 à 49 ans	7,8	10,6	11,3	10,6	11,3	11,4
50 ans et plus	6,6	7,9	8,1	8,1	8,9	9,4
Ensemble	**8,9**	**11,6**	**12,3**	**11,5**	**12,3**	**12,4**

TABLEAU C.01-4

Taux de chômage (1) standardisés dans les Pays de l'Union européenne et d'autres pays de l'OCDE

Sources : OCDE (« Statistiques trimestrielles de la population active » 1998), et Eurostat — En pourcentage de la population active civile

	r 1987	*r* 1988	*r* 1989	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Pays de l'Union européenne :											
Allemagne	...	...	...	...	...	...	7,9	8,4	8,2	8,9	9,7
Autriche	...	...	...	...	...	...	4,0	3,8	3,9	4,3	4,4
Belgique	10,0	8,9	7,5	6,7	6,6	7,3	8,9	10,0	9,9	9,7	9,2
Danemark	...	6,1	7,4	7,7	8,5	9,2	10,1	8,2	7,2	6,9	6,1
Espagne	20,6	19,5	17,2	16,2	16,4	18,5	22,8	24,1	22,9	22,1	20,8
Finlande	4,9	4,4	3,3	3,2	7,2	12,4	17,0	17,4	16,2	15,3	14,0
France	**10,4**	**9,8**	**9,3**	**9,0**	**9,5**	**10,4**	**11,7**	**12,3**	**11,7**	**12,4**	**12,4**
Grèce	...	...	...	...	7,0	7,9	8,6	8,9	9,2	9,6	9,6
Irlande	16,6	16,1	14,7	13,4	14,8	15,4	15,6	14,3	12,3	11,6	10,2
Italie	9,9	10,0	10,0	9,1	8,8	9,0	10,3	11,4	11,9	12,0	12,1
Luxembourg	2,5	2,0	1,8	1,7	1,7	2,1	2,7	3,2	2,9	3,3	3,7
Pays-Bas	8,0	7,5	6,9	6,2	5,8	5,6	6,6	7,1	6,9	6,3	5,2
Portugal	6,9	5,5	4,9	4,6	4,0	4,2	5,7	7,0	7,3	7,3	6,8
Royaume-Uni	10,6	8,7	7,3	7,1	8,8	10,1	10,5	9,6	8,8	8,2	7,1
Suède	2,3	1,9	1,6	1,8	3,3	5,9	9,5	9,8	9,2	10,0	10,2
Total U.E.	**10,5**	**9,8**	**8,9**	**8,3**	**8,2**	**9,2**	**10,7**	**11,1**	**10,8**	**10,9**	**10,6**
Autres pays de l'OCDE :											
Canada	8,8	7,8	7,5	8,1	10,4	11,3	11,2	10,4	9,5	9,7	9,2
États-Unis	6,2	5,5	5,3	5,6	6,8	7,5	6,9	6,1	5,6	5,4	4,9
Japon	2,8	2,5	2,3	2,1	2,1	2,2	2,5	2,9	3,1	3,4	3,4

(1) Les chiffres concernant l'Union européenne sont calculés par Eurostat, ce sont des taux « comparables » pour tous les pays membres. Les chiffres des pays qui ne sont pas du ressort d'Eurostat sont calculés par l'OCDE.

TABLEAU C.01-5

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE (estimations annuelles d'emploi) — *Unité :* Millier

Intitulé du secteur	NES 36	1990		1993		1994		*r* 1995		*p* 1996	
		Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	1 235,2	271,6	1 089,9	270,0	1 053,1	269,9	1 023,3	275,7	1 000,2	277,7
Industries agricoles et alimentaires	B0	635,8	550,1	599,5	530,2	592,4	526,1	590,0	524,7	590,5	522,6
Habillement, cuir	C1	271,7	257,6	217,2	206,3	207,9	197,4	198,0	188,5	185,8	174,6
Édition, imprimerie, reproduction	C2	253,6	238,9	233,1	217,0	232,8	217,3	230,5	216,4	228,3	213,9
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	149,0	148,6	148,3	147,9	148,4	148,1	150,2	149,9	150,2	148,8
Industries des équipements du foyer	C4	292,9	266,8	252,7	231,4	247,9	226,3	241,9	220,4	236,4	215,3
Industrie automobile	D0	324,5	323,3	293,9	292,8	287,1	286,2	292,2	291,2	288,0	285,6
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	191,4	190,0	170,7	169,7	164,6	163,7	162,1	161,1	156,9	153,8
Industries des équipements mécaniques	E2	493,0	477,3	435,7	420,4	437,4	421,9	441,3	426,1	440,7	429,6
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	277,6	268,6	227,4	219,0	227,2	218,5	231,0	221,2	228,9	213,5
Production de produits minéraux	F1	223,3	215,4	197,6	191,1	195,0	188,8	194,4	187,5	189,1	182,6
Industrie textile	F2	165,1	161,7	137,2	133,4	133,6	130,8	131,1	128,2	124,9	121,7
Industries du bois et du papier	F3	230,3	219,5	205,9	195,7	205,7	194,9	202,8	192,3	199,2	188,4
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	381,5	379,3	351,8	348,9	351,6	348,2	352,0	348,3	347,4	342,5
Métallurgie et transformation des métaux	F5	539,4	518,7	455,0	435,4	454,6	434,5	462,9	442,8	458,0	438,5
Industries des composants électriques et électroniques	F6	178,3	176,8	174,6	172,5	179,2	176,7	184,1	181,3	181,5	178,1
Production de combustibles et de carburants	G1	65,4	65,3	55,1	55,1	51,4	51,4	49,9	49,9	47,5	47,3
Eau, gaz, électricité	G2	203,4	203,2	204,6	204,3	208,2	207,9	206,9	206,7	208,1	206,5
Construction	H0	1 639,2	1 336,2	1 438,7	1 180,6	1 447,6	1 186,7	1 434,6	1 169,0	1 390,8	1 125,0
Commerce et réparation automobile	J1	443,1	373,3	426,4	365,8	431,6	372,9	440,3	377,8	440,6	380,1
Commerce de gros, intermédiaires	J2	999,7	946,3	929,0	879,1	927,4	877,2	933,6	883,1	938,9	887,4
Commerce de détail, réparations	J3	1 614,3	1 233,8	1 570,6	1 210,0	1 590,1	1 229,6	1 593,6	1 244,1	1 600,7	1 260,8
Transports	K0	960,5	894,3	949,5	885,1	955,7	890,8	975,7	907,3	988,8	911,4
Activités financières	L0	720,7	690,4	692,6	667,0	696,5	671,0	692,3	666,8	686,7	656,6
Activités immobilières	M0	320,4	271,7	333,3	300,3	331,1	303,2	331,3	301,4	333,7	306,3
Postes et télécommunications	N1	477,6	476,8	477,3	475,8	469,7	467,9	464,0	462,5	451,7	451,3
Conseils et assistance	N2	921,1	802,1	977,3	848,6	999,9	873,3	1 018,7	892,3	1 047,9	921,0
Services opérationnels	N3	690,0	641,1	686,4	630,7	760,1	706,1	780,0	727,3	814,0	759,6
Recherche et développement	N4	125,8	125,6	130,0	129,8	131,3	131,1	131,7	131,6	131,2	131,0
Hôtels et restaurants	P1	738,4	543,7	763,2	570,5	774,5	583,7	774,4	595,5	788,9	607,2
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	296,2	239,0	345,2	287,4	353,6	298,9	371,6	312,0	380,3	318,1
Services personnels et domestiques	P3	463,1	383,1	485,9	409,4	503,4	427,3	538,3	466,1	563,6	481,9
Éducation	Q1	1 568,5	1 549,2	1 685,4	1 666,9	1 711,0	1 691,9	1 723,2	1 705,3	1 722,5	1 704,1
Santé, action sociale	Q2	2 074,5	1 830,0	2 228,9	1 997,5	2 272,0	2 038,8	2 306,7	2 072,0	2 319,4	2 082,7
Administration publique	R1	1 981,6	1 980,4	2 053,0	2 051,4	2 071,8	2 070,0	2 093,3	2 091,6	2 091,9	2 103,8
Activités associatives et extra-territoriales	R2	229,3	226,5	243,9	241,7	253,0	251,0	261,7	259,8	267,0	265,9
Total	**TT**	**22 375,2**	**19 476,2**	**21 866,5**	**19 238,6**	**22 058,3**	**19 479,6**	**22 209,6**	**19 677,6**	**22 220,2**	**19 695,1**

TABLEAU C.01-5 (suite et fin)

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE (estimations annuelles d'emploi) — *Unité :* Millier

Intitulé du secteur	NES 16	1990		1993		1994		*r* 1995		*p* 1996	
		Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié
Agriculture, sylviculture et pêche	EA	1 235,2	271,6	1 089,9	270,0	1 053,1	269,9	1 023,3	275,7	1 000,2	277,7
Industries agricoles et alimentaires	EB	635,8	550,1	599,5	530,2	592,4	526,1	590,0	524,7	590,4	522,6
Industries des biens de consommation	EC	967,3	911,9	851,3	802,6	837,1	789,0	820,6	775,2	800,7	752,7
Industrie automobile	ED	324,5	323,3	293,9	292,8	287,1	286,2	292,2	291,2	288,0	285,6
Industries des biens d'équipement	EE	961,9	936,0	833,8	809,0	829,1	804,1	834,4	808,3	826,5	796,9
Industries des biens intermédiaires	EF	1 717,9	1 671,4	1 522,0	1 477,0	1 519,7	1 473,8	1 527,3	1 480,4	1 500,0	1 451,8
Énergie	EG	268,8	268,5	259,6	259,4	259,6	259,3	256,8	256,6	255,6	253,8
Construction	EH	1 639,2	1 336,2	1 438,7	1 180,6	1 447,6	1 186,7	1 434,6	1 169,0	1 390,8	1 125,0
Commerce	EJ	3 057,1	2 553,4	2 926,0	2 454,8	2 949,0	2 479,7	2 967,5	2 505,0	2 980,2	2 528,3
Transports	EK	960,5	894,3	949,5	885,1	955,7	890,8	975,7	907,3	988,8	911,4
Activités financières	EL	720,7	690,4	692,6	667,0	696,5	671,0	692,3	666,8	686,7	656,6
Activités immobilières	EM	320,4	271,7	333,3	300,3	331,1	303,2	331,3	301,4	333,7	305,3
Services aux entreprises	EN	2 214,5	2 045,5	2 271,0	2 084,9	2 361,0	2 178,4	2 394,4	2 213,7	2 444,8	2 262,7
Services aux particuliers	EP	1 497,6	1 165,8	1 594,3	1 267,3	1 631,5	1 309,8	1 684,3	1 373,6	1 733,0	1 408,2
Éducation, santé, action sociale	EQ	3 643,0	3 379,2	3 914,3	3 664,3	3 983,1	3 730,7	4 029,9	3 777,3	4 041,9	3 786,8
Administration	ER	2 210,9	2 206,9	2 296,9	2 293,1	2 324,8	2 321,1	2 355,0	2 351,4	2 358,9	2 369,7
Total	**TT**	**22 375,2**	**19 476,2**	**21 866,5**	**19 238,6**	**22 058,4**	**19 479,8**	**22 209,6**	**19 677,6**	**22 220,2**	**19 695,1**

TABLEAU C.01-6

Population salariée ayant un emploi au 31 décembre

Source : INSEE (estimations annuelles d'emploi) — *Unité :* Millier

Intitulé du secteur	NES 36	1990		1993		1994		*r* 1995		*p* 1996	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	209,5	62,1	207,4	62,6	207,2	62,6	211,7	64,0	214,4	63,4
Industries agricoles et alimentaires	B0	345,8	204,3	329,3	200,9	326,4	199,7	325,9	198,8	323,3	199,3
Habillement, cuir	C1	65,1	192,5	52,9	153,4	51,5	145,8	49,8	138,6	46,5	128,0
Édition, imprimerie, reproduction	C2	145,0	93,9	130,4	86,6	130,5	86,8	129,8	86,6	129,1	84,8
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	68,9	79,7	68,7	79,3	68,2	80,0	69,6	80,3	68,7	80,2
Industries des équipements du foyer	C4	163,9	103,0	142,7	88,7	140,1	86,1	136,4	84,0	133,7	81,6
Industrie automobile	D0	269,2	54,1	243,0	49,8	238,5	47,7	243,1	48,1	239,2	46,4
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	161,8	28,2	144,6	25,1	139,3	24,4	136,9	24,2	132,5	21,3
Industries des équipements mécaniques	E2	406,7	70,7	357,6	62,8	358,9	63,0	362,4	63,6	367,6	62,0
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	181,1	87,5	148,4	70,6	148,4	70,1	151,1	70,1	148,4	65,1
Production de produits minéraux	F1	177,7	37,7	157,0	34,1	155,1	33,7	154,0	33,4	149,8	32,8
Industrie textile	F2	82,5	79,3	68,6	64,9	67,8	63,0	67,1	61,1	64,0	57,6
Industries du bois et du papier	F3	165,5	53,9	148,8	46,9	149,2	45,7	147,8	44,6	144,7	43,7
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	281,8	97,5	261,0	87,9	260,7	87,4	261,4	86,9	257,2	85,3
Métallurgie et transformation des métaux	F5	427,9	90,8	359,8	75,7	358,1	76,3	365,4	77,4	362,7	75,8
Industries des composants électriques et électroniques	F6	110,0	66,8	107,8	64,7	110,7	66,0	113,6	67,7	111,5	66,6
Production de combustibles et de carburants	G1	55,6	9,7	46,4	8,7	43,2	8,2	42,0	7,9	41,1	6,2
Eau, gaz, électricité	G2	162,0	41,1	163,3	41,0	166,2	41,7	165,0	41,6	165,8	40,7
Construction	H0	1 218,3	117,9	1 075,4	105,2	1 082,1	104,6	1 062,9	106,1	1 024,0	101,0
Commerce et réparation automobile	J1	299,3	74,0	293,4	72,4	298,8	74,1	302,1	75,7	305,2	74,9
Commerce de gros, intermédiaires	J2	625,2	321,1	579,8	299,3	578,7	298,5	584,3	298,8	593,1	294,3
Commerce de détail, réparations	J3	462,5	771,3	446,0	764,0	456,5	773,1	465,3	778,8	479,3	781,4
Transports	K0	718,8	175,4	706,6	178,5	710,9	179,9	722,8	184,6	751,7	159,7
Activités financières	L0	309,8	380,7	296,0	371,1	299,5	371,5	296,7	370,2	306,1	350,5
Activités immobilières	M0	123,1	148,6	127,7	172,6	129,3	173,9	127,4	174,0	122,7	182,6
Postes et télécommunications	N1	276,1	200,6	270,0	205,9	265,6	202,3	265,0	197,5	266,3	185,0
Conseils et assistance	N2	421,2	381,0	451,4	397,2	466,8	406,5	480,4	411,9	486,4	434,6
Services opérationnels	N3	386,7	254,4	359,8	270,9	416,3	289,8	424,4	302,9	432,7	326,9
Recherche et développement	N4	75,4	50,2	75,9	53,8	76,2	55,0	76,5	55,1	77,1	53,8
Hôtels et restaurants	P1	272,5	271,3	284,5	286,0	293,0	290,6	299,5	296,0	311,6	295,6
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	128,1	110,9	151,9	135,6	157,1	141,8	164,2	147,9	172,1	147,0
Services personnels et domestiques	P3	49,8	333,3	47,7	361,7	49,4	377,9	50,9	415,2	54,3	427,6
Éducation	Q1	543,7	1 005,6	573,2	1 093,7	580,5	1 111,4	584,7	1 120,6	612,5	1 091,6
Santé, action sociale	Q2	423,2	1 406,8	466,1	1 531,4	477,6	1 561,2	487,8	1 584,2	479,8	1 602,9
Administration publique	R1	1 056,9	923,4	1 076,0	975,4	1 082,6	987,4	1 086,8	1 004,8	1 080,3	1 023,5
Activités associatives et extra-territoriales	R2	91,1	135,4	97,3	144,5	102,2	148,9	105,5	154,3	90,6	175,4
Total	**TT**	**10 961,5**	**8 514,7**	**10 516,0**	**8 722,9**	**10 643,1**	**8 836,6**	**10 720,2**	**8 957,4**	**10 746,0**	**8 949,1**

TABLEAU C.01-6 (suite et fin)

Population salariée ayant un emploi au 31 décembre

Source : INSEE (estimations annuelles d'emploi) — *Unité :* Millier

Intitulé du secteur	NES 16	1990		1993		1994		*r* 1995		*p* 1996	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Agriculture, sylviculture et pêche	EA	209,5	62,1	207,4	62,6	207,2	62,6	211,7	64,0	214,4	63,4
Industries agricoles et alimentaires	EB	345,8	204,3	329,3	200,9	326,4	199,7	325,9	198,8	323,3	199,3
Industries des biens de consommation	EC	442,9	469,1	394,7	407,9	390,3	398,7	385,7	389,5	378,0	374,6
Industrie automobile	ED	269,2	54,1	243,0	49,8	238,5	47,7	243,1	48,1	239,2	46,4
Industries des biens d'équipement	EE	749,6	186,4	650,5	158,5	646,5	157,6	650,5	157,9	648,5	148,4
Industries des biens intermédiaires	EF	1 245,4	426,0	1 102,9	374,1	1 101,7	372,2	1 109,3	371,0	1 089,9	361,8
Énergie	EG	217,7	50,8	209,6	49,7	209,5	49,9	207,0	49,5	206,9	46,9
Construction	EH	1 218,3	117,9	1 075,4	105,2	1 082,1	104,6	1 062,9	106,1	1 024,0	101,0
Commerce	EJ	1 387,0	1 166,4	1 319,1	1 135,7	1 334,1	1 145,6	1 351,7	1 153,3	1 377,6	1 150,6
Transports	EK	718,8	175,4	706,6	178,5	710,9	179,9	722,8	184,6	751,7	159,7
Activités financières	EL	309,8	380,7	296,0	371,1	299,5	371,5	296,7	370,2	306,1	350,5
Activités immobilières	EM	123,1	148,6	127,7	172,6	129,3	173,9	127,4	174,0	122,7	182,6
Services aux entreprises	EN	1 159,4	886,1	1 157,0	927,8	1 224,8	953,6	1 246,3	967,3	1 262,5	1 000,3
Services aux particuliers	EP	450,3	715,5	484,0	783,3	499,5	810,3	514,6	859,1	538,0	870,2
Éducation, santé, action sociale	EQ	966,9	2 412,4	1 039,2	2 625,1	1 058,1	2 672,6	1 072,5	2 704,9	1 092,3	2 694,5
Administration	ER	1 148,0	1 058,9	1 173,3	1 119,8	1 184,8	1 136,2	1 192,3	1 159,1	1 170,9	1 198,9
Total	**TT**	**10 961,5**	**8 514,7**	**10 516,0**	**8 722,6**	**10 643,1**	**8 836,6**	**10 720,4**	**8 957,4**	**10 746,0**	**8 949,1**

TABLEAU C.01-7

Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement

Situation au 31 décembre

Source : UNEDIC %

Taille de l'établissement	1990	1992	1993	1994	*r* 1995	1996
Ensemble						
1 à 9 salariés	24,2	25,2	25,9	26,0	25,9	26,1
10 à 49 salariés	28,7	29,0	29,0	28,8	28,9	28,9
50 à 199 salariés	22,9	22,5	22,5	22,6	22,6	22,6
200 à 499 salariés	11,6	11,4	11,3	11,5	11,6	11,5
500 salariés et plus	12,6	11,9	11,3	11,1	11,0	10,8
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**13 821,2**	**13 590,8**	**13 392,1**	**13 615,4**	**13 746,1**	**13 776,5**
dont :						
Industrie (1)						
1 à 9 salariés	10,7	11,1	11,6	11,7	11,6	11,8
10 à 49 salariés	22,5	22,9	23,1	23,2	23,3	23,3
50 à 199 salariés	24,8	24,6	25,0	25,2	25,1	25,3
200 à 499 salariés	17,4	17,6	17,4	17,5	17,7	17,6
500 salariés et plus	24,6	23,8	22,9	22,4	22,3	22,0
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**4 387,9**	**4 089,9**	**3 900,5**	**3 865,4**	**3 868,0**	**3 799,0**
Bâtiment, génie civil et agricole (1)						
1 à 9 salariés	31,0	31,4	32,7	33,7	34,5	35,5
10 à 49 salariés	35,8	36,5	37,1	37,1	37,2	37,1
50 à 199 salariés	20,7	20,5	20,3	19,6	19,0	18,5
200 à 499 salariés	7,4	7,0	6,4	6,1	5,9	5,5
500 salariés et plus	5,1	4,6	3,6	3,5	3,4	3,4
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**1 343,4**	**1 249,3**	**1 186,0**	**1 191,3**	**1 173,9**	**1 130,5**
Tertiaire (1)						
1 à 9 salariés	30,4	31,2	31,7	31,4	31,1	31,1
10 à 49 salariés	30,9	30,9	30,7	30,1	30,3	30,3
50 à 199 salariés	22,2	21,7	21,6	21,9	22,0	22,0
200 à 499 salariés	9,2	9,1	9,1	9,6	9,6	9,7
500 salariés et plus	7,3	7,1	6,9	7,0	7,0	6,9
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**8 073,2**	**8 234,2**	**8 293,5**	**8 547,6**	**8 693,4**	**8 834,8**

(1) À partir de 1993, les données sont présentées en NAF, l'industrie le BGCA (devenu construction) et le tertiaire ne recouvrent pas exactement le même champ que dans l'ancienne nomenclature (NAP).

TABLEAU C.01-8A

Actifs occupés selon le sexe, l'activité économique regroupée (NES 16), le statut et le type d'horaire de travail (temps complet, temps partiel)

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi de mars) — *Unité :* Millier

	Non-salariés						Salariés					
	1997			1998			1997			1998		
	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%
Hommes												
Agriculture, sylviculture et pêche	481,4	33,7	7,0	463,1	29,7	6,4	217,0	14,7	6,8	219,5	18,6	8,5
Industries agricoles et alimentaires	61,3	0,8	1,3	56,0	1,7	3,1	320,8	11,5	3,6	334,8	11,1	3,3
Industries des biens de consommation	44,6	2,5	5,6	39,8	3,2	8,1	384,4	14,7	3,8	384,8	11,2	2,9
Industrie automobile	1,2	–	–	1,5	–	–	248,6	1,2	0,5	241,0	2,8	1,2
Industries des biens d'équipement	35,8	1,4	4,0	26,4	1,0	3,7	607,6	11,7	1,9	619,1	11,0	1,8
Industries des biens intermédiaires	44,0	1,9	4,2	47,8	1,0	2,1	1 064,7	24,7	2,3	1 086,3	23,4	2,2
Énergie	1,4	0,5	37,0	1,8	–	–	186,5	1,9	1,0	176,3	3,1	1,8
Construction	288,5	3,1	1,1	282,5	5,9	2,1	1 015,5	15,3	1,5	984,4	17,5	1,8
Commerce	341,2	10,7	3,1	348,6	12,5	3,6	1 313,8	67,6	5,1	1 325,0	78,3	5,9
Transports	64,8	2,0	3,0	62,1	1,7	2,8	690,5	19,3	2,8	698,9	25,2	3,6
Activités financières	26,8	–	–	20,9	1,0	4,5	308,7	9,0	2,9	302,4	7,9	2,6
Activités immobilières	24,0	1,3	5,4	23,8	1,2	5,3	99,6	5,9	5,9	93,3	7,3	7,8
Services aux entreprises	156,0	5,7	3,6	161,5	8,4	5,2	1 252,5	82,9	6,6	1 319,8	96,7.	7,3
Services aux particuliers	170,5	15,6	9,2	176,7	13,0	7,3	498,4	94,4	19,0	503,0	91,2	18,1
Éducation, santé, action sociale	160,1	5,1	3,2	161,7	8,1	5,0	1 008,7	120,4	11,9	1 039,0	122,6	11,8
Administration	2,2	1,0	45,7	3,0	–	–	1 426,6	93,4 *r*	6,6	1 442,0	90,9	6,3
Activité indéterminée	0,4	–	–	0,8	–	–	3,8	0,3	7,1	3,8	0,3	7,9
Total	**1 904,1**	**85,3**	**4,5**	**1 878,0**	**88,4**	**4,7**	**10 647,7**	**588,9** *r*	**5,5**	**10 773,4**	**619,1**	**5,7**
Femmes												
Agriculture, sylviculture et pêche	255,7	83,0	32,5	233,2	75,8	32,5	77,7	29,8	38,4	78,3	32,6	41,6
Industries agricoles et alimentaires	37,0	1,8	4,9	36,8	2,2	5,9	204,0	48,3	23,7	210,4	51,6	24,5
Industries des biens de consommation	18,8	7,3	39,0	21,5	4,2	19,6	369,9	44,6	12,0	360,2	48,2	13,4
Industrie automobile	–	–	–	–	–	–	46,1	2,2	4,7	43,7	5,0	11,4
Industries des biens d'équipement	4,3	2,3	52,9	4,7	2,2	47,5	153,2	27,2	17,7	139,1	24,6	17,7
Industries des biens intermédiaires	11,8	3,9	33,6	12,1	3,1	25,4	340,0	39,1	11,5	356,8	42,8	12,0
Énergie	0,3	0,3	100,0	–	–	–	53,4	7,4	13,9	48,1	10,5	21,9
Construction	38,5	23,9	62,2	38,8	21,6	55,7	96,0	27,8	29,0	93,2	33,6	36,0
Commerce	199,3	30,9	15,5	189,4	33,5	17,7	1 114,7	387,2	34,7	1 134,9	413,7	36,5
Transports	12,1	4,1	33,7	8,7	3,0	34,1	164,2	36,1	22,0	186,9	40,9	21,9
Activités financières	12,4	2,8	22,7	12,1	4,6	38,1	344,5	67,4	19,6	371,9	81,9	22,0
Activités immobilières	9,9	1,9	19,6	9,2	2,1	22,8	147,7	42,8	29,0	157,5	48,0	30,5
Services aux entreprises	61,9	12,9	20,8	56,9	14,1	23,6	960,4	290,8	30,3	1 021,3	312,7	30,6
Services aux particuliers	165,4	25,0	15,1	164,8	23,2	14,1	981,1	528,7	53,9	1 008,7	540,6	53,6
Éducation, santé, action sociale	129,0	38,0	29,5	130,3	38,6	29,6	2 695,1	835,8	31,0	2 761,8	876,8	31,7
Administration	2,9	1,3	45,3	1,7	0,3	18,4	1 167,9	397,1	34,0	1 154,5	385,6	33,4
Activité indéterminée	0,4	–	–	0,6	–	–	2,8	0,3	11,8	2,8	1,0	34,7
Total	**959,7**	**239,6**	**25,0**	**923,5**	**228,5**	**24,7**	**8 918,7**	**2 812,7**	**31,5**	**9 130,1**	**2 950,1**	**32,3**
Ensemble												
Agriculture, sylviculture et pêche	737,2	116,8	15,8	696,3	105,5	15,2	294,6	44,5	15,1	297,9	51,2	17,2
Industries agricoles et alimentaires	98,3	2,6	2,7	92,8	3,9	4,2	524,7	59,8	11,4	545,2	62,7	11,5
Industries des biens de consommation	63,3	9,8	15,5	61,3	7,5	12,2	754,3	59,3	7,9	745,0	59,4	8,0
Industrie automobile	1,2	–	–	1,5	–	–	294,7	3,4	1,2	284,8	7,8	2,8
Industries des biens d'équipement	40,1	3,7	9,2	31,1	3,2	10,4	760,8	38,9	5,1	758,2	35,6	4,7
Industries des biens intermédiaires	55,7	5,8	10,4	59,9	4,1	6,8	1 404,7	63,8	4,5	1 443,1	66,2	4,6
Énergie	1,7	0,8	48,9	1,8	–	–	239,9	9,3	3,9	224,4	13,6	6,1
Construction	327,0	27,1	8,3	321,3	27,5	8,6	1 111,6	43,1	3,9	1 077,6	51,1	4,7
Commerce	540,5	41,6	7,7	538,0	46,0	8,5	2 428,5	454,8	18,7	2 460,0	492,0	20,0
Transports	76,9	6,0	7,8	70,8	4,7	6,6	854,7	55,4	6,5	885,8	66,1	7,5
Activités financières	39,2	2,8	7,2	33,0	5,6	16,8	653,1	76,3	11,7	674,3	89,8	13,3
Activités immobilières	33,9	3,2	9,5	33,0	3,3	10,2	247,4	48,7	19,7	250,8	55,3	22,1
Services aux entreprises	217,9	18,5	8,5	221,1	22,5	10,2	2 212,9	373,7	16,9	2 341,1	409,4	17,5
Services aux particuliers	335,9	40,7	12,1	341,5	36,2	10,6	1 479,5	623,2	42,1	1 511,6	631,8	41,8
Éducation, santé, action sociale	289,1	43,1	14,9	292,0	46,7	16,0	3 703,7	956,3	25,8	3 800,8	999,4	26,3
Administration	5,1	2,3	45,5	4,7	0,3	6,6	2 594,6	490,8	18,9	2 596,5	476,5	18,4
Activité indéterminée	0,8	–	–	1,4	–	–	6,7	0,6	9,1	6,6	1,3	19,4
Total	**2 863,8**	**324,9**	**11,3**	**2 801,5**	**317,0**	**11,3**	**19 566,4**	**3 402,1**	**17,4**	**19 903,7**	**3 569,2**	**17,9**

TABLEAU C.01-8B

Actifs à temps partiel

Effectifs et taux de temps partiel par sexe et statut (hors appelés du contingent)

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi) — *Unité* : Millier

	Sexe masculin				Sexe féminin				Les deux sexes			
	1997		1998		1997		1998		1997		1998	
	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel
Indépendants, employeurs	59,6	3,2	64,0	3,5	115,8	18,1	118,4	18,6	175,4	7,0	182,4	7,5
Aides familiaux	25,7	37,3	24,5	41,0	123,8	38,9	110,1	38,2	149,5	38,7	134,6	38,7
Salariés des services domestiques	12,8	54,2	9,5	40,3	325,3	68,5	336,4	67,4	338,1	67,9	345,9	66,2
Autres salariés du secteur privé	362,9	4,4	401,7	4,9	1 532,8	28,5	1 648,0	29,7	1 895,7	14,0	2 049,7	14,8
Salariés de l'État	33,6	3,2	30,6	2,9	206,7	27,3	211,0	27,2	240,3	13,4	241,6	13,2
Salariés des collectivités locales	76,3	7,2	80,0	7,3	534,1	25,9	556,8	27,1	610,4	19,7	636,7	20,3
Stagiaires et contrats aidés	103,8	64,7	97,3	64,6	213,8	83,7	197,2	78,0	317,6	76,4	295,3	73,0
Total	**674,7**	**5,5**	**707,6**	**5,7**	**3 052,3**	**30,9**	**3 177,9**	**31,6**	**3 727,0**	16,7	**3 886,2**	17,2

TABLEAU C.01-9

Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés

Situation au 31 décembre

Source : Fichier des établissements de l'UNEDIC

	1990	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Nombre d'établissements	4 723	4 570	4 586	4 859	5 038
Effectifs salariés (1) en milliers :					
Hommes	207,3	167,2	213,6	207,5	215,6
Femmes	84,2	54,8	79,6	81,8	93,3
Ensemble	**291,5**	**222,0**	**293,3**	**289,3**	**308,9**

(1) Y compris le personnel des agences de travail intérimaire.

TABLEAU C.01-10

Intérim et contrats à durée déterminée

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi) — *Unité :* millier

	1996			1997			1998		
	Intérim	Contrats à durée déter-minée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déter-minée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déter-minée	Ensemble des salariés
Par sexe et âge									
Hommes : Moins de 25 ans	64,5	101,0	966,7	64,9	105,6	898,6	78,8	106,2	904,0
25 à 39 ans	99,2	197,7	4 830,5	126,2	209,9	4 804,0	149,6	220,4	4 822,8
40 ans et plus	38,1	81,2	4 869,0	45,7	91,1	4 945,1	60,1	90,6	5 046,8
Total	**201,8**	**379,9**	**10 666,2**	**236,8**	**406,6**	**10 647,7**	**288,5**	**417,2**	**10 773,6**
Femmes : Moins de 25 ans	22,1	110,5	669,2	27,5	120,4	619,5	39,6	122,2	648,1
25 à 39 ans	34,1	208,6	3 958,1	48,0	223,9	3 953,9	58,5	254,4	3 999,7
40 ans et plus	15,4	91,9	4 266,7	17,9	98,4	4 345,3	26,6	112,1	4 482,3
Total	**71,6**	**411,0**	**8 894,0**	**93,4**	**442,7**	**8 918,7**	**124,7**	**488,7**	**9 130,1**
Ensemble : Moins de 25 ans	86,6	211,6	1 635,9	92,4	226,0	1 518,1	118,4	228,4	1 552,1
25 à 39 ans	133,3	406,3	8 788,6	174,2	433,8	8 757,9	208,1	474,8	8 822,5
40 ans et plus	53,5	173,1	9 135,7	63,6	189,5	9 290,4	86,7	202,8	9 529,1
Total	**273,4**	**791,0**	**19 560,2**	**330,2**	**849,3**	**19 566,4**	**413,2**	**906,0**	**19 903,7**
Par sexe et catégorie socioprofessionnelle regroupée									
Hommes : Cadres, professions intellectuelles supérieures et Professions intermédiaires	12,7	104,8	4 162,0	17,6	108,1	4 209,4	15,4	110,9	4 229,4
Employés	8,9	52,9	1 493,0	6,4	63,9	1 521,3	11,7	59,6	1 564,8
Ouvriers	180,2	222,2	4 780,7	212,8	234,6	4 717,7	261,4	246,7	4 802,4
Militaires du contingent	///	///	230,5	///	///	199,3	///	///	177,0
Total	**201,8**	**379,9**	**10 666,2**	**236,8**	**406,6**	**10 647,7**	**288,5**	**417,2**	**10 773,6**
Femmes : Cadres, professions intellectuelles supérieures et Professions intermédiaires	8,7	98,3	2 867,9	11,1	107,4	2 904,6	13,7	121,6	3 012,5
Employés	25,1	220,7	4 895,4	32,5	232,6	4 887,6	37,3	259,9	4 947,1
Ouvriers	37,8	92,0	1 129,2	49,8	102,7	1 123,9	73,7	107,2	1 169,6
Militaires du contingent	///	///	1,5	///	///	2,6	///	///	0,9
Total	**71,6**	**411,0**	**8 894,0**	**93,4**	**442,7**	**8 918,7**	**124,7**	**488,7**	**9 130,1**
Ensemble : Cadres, professions intellectuelles supérieures et Professions intermédiaires	21,4	203,1	7 029,9	28,7	215,5	7 114,0	29,1	232,5	7 241,9
Employés	34,0	273,6	6 388,4	38,9	296,5	6 408,9	49,0	319,5	6 511,9
Ouvriers	218,0	314,2	5 909,9	262,6	337,3	5 841,6	335,1	354,0	5 972,0
Militaires du contingent	///	///	232,0	///	///	201,9	///	///	177,9
Total	**273,4**	**790,9**	**19 560,2**	**330,2**	**849,3**	**19 566,4**	**413,2**	**906,0**	**19 903,7**

TABLEAU C.01-11

Indicateurs du marché du travail

Moyennes annuelles

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, INSEE (Synthèse et conjoncture de l'emploi) et UNEDIC — *Unité :* Millier

	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
Chômage BIT :					
Hommes	1 401,0	1 487,8	1 371,4	1 502,2	1 553,9
Femmes	1 528,4	1 616,2	1 559,5	1 635,0	1 638,1
Total	**2 929,4**	**3 104,0**	**2 930,9**	**3 137,2**	**3 192,0**
Demandes d'emploi en fin de mois (1) :					
Hommes	1 603,9	1 664,5	1 599,8	1 682,7	1 758,7
Femmes	1 568,1	1 664,7	1 649,5	1 702,3	1 754,9
Total	**3 172,0**	**3 329,2**	**3 249,3**	**3 385,0**	**3 513,6**
Bénéficiaires des aides :					
Allocation unique dégressive (2)	1 987,8	1 923,3	1 756,9	1 796,5	1 843,7
Allocation d'insertion	24,2	19,8	19,0	16,1	17,5
Allocation de solidarité spécifique	368,5	428,5	471,5	501,1	499,0
Total des demandeurs d'emploi indemnisés	**2 380,5**	**2 371,6**	**2 247,4**	**2 313,7**	**2 360,2**
Bénéficiaires des aides :					
Garanties de ressources	13,4	8,3	6,1	4,0	2,2
Allocation spéciale du FNE	170,3	178,3	164,3	141,6	107,0
Allocation spécifique de conversion	79,3	72,3	54,3	62,6	49,0
Ancienneté moyenne du chômage (en mois) (3)	12,4	13,0	14,6	14,7	15,0
Pourcentage de chômeurs de plus d'un an (3)	31,4	38,3	39,5	36,9	38,9
Chômage partiel indemnisé :					
Effectifs concernés	362,0	...	158,6	211,2	118,7
Journées indemnisables (r)	2 059,3 *r*	1 287,9 *r*	802,1 *r*	977,0	603,3
Offres d'emploi de types A+B+C enregistrées au cours de l'année	1 190,6	1 595,5	2 012,6	2 262,4	2 513,4
Demandes d'emploi enregistrées au cours de l'année	4 219,9	4 130,3	4 250,3	4 546,9	4 386,2
dont : demandes enregistrées à la suite d'un licenciement économique	598,4	390,5	329,2	345,0	312,2
Demandes d'emploi sorties au cours de l'année (4)	3 794,6	3 953,7	...	4 287,9	4 195,2
dont : reprises d'emploi	1 543,2	1 664,2	...	1 504,9	1 380,4
autres motifs de sortie	2 251,4	2 289,5	...	1 824,1	1 926,7

(1) Il s'agit des demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) de l'ancienne catégorie 1 (nouvelles catégories 1 et 6 depuis juin 1995).
(2) L'allocation unique dégressive (AUD) a remplacé depuis janvier 1993 l'allocation de base, l'allocation de base exceptionnelle, l'allocation de fin de droits et l'allocation de base dégressive. Les bénéficiaires résiduels de ces anciennes allocations sont comptés sur cette ligne avec les bénéficiaires de l'AUD à compter de 1993.
(3) D'après l'enquête sur l'emploi de l'INSEE.
(4) Suite aux grèves postales de décembre 1995, les flux de sorties ne sont pas disponibles pour les mois de novembre et décembre 1995.

TABLEAU C.01-12

Demandes d'emploi en fin de mois de catégorie 1 par qualification professionnelle et par sexe

Moyennes annuelles (1)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité — *Unité :* Millier

	1994	1995	1996	1997
Manœuvres	120,6	112,7	105,0	101,1
Ouvriers spécialisés	358,2	329,5	323,0	316,6
Ouvriers qualifiés	576,1	527,3	539,7	535,7
Employés non qualifiés	540,1	530,2	535,2	535,4
Employés qualifiés	1 092,7	1 078,0	1 129,7	1 156,4
Agents de maîtrise, techniciens	185,5	190,4	214,3	229,2
Cadres	179,5	178,8	185,9	190,8
Non précisé	32,3	27,7	23,0	31,1
Total	**3 085,0**	**2 974,6**	**3 055,8**	**3 096,3**
Hommes	1 535,6	1 456,7	1 515,6	1 542,6
Femmes	1 549,4	1 517,9	1 540,2	1 553,7
Total	**3 085,0**	**2 974,6**	**3 055,8**	**3 096,3**

(1) Depuis juin 1995, les catégories des demandes d'emploi de fin de mois sont modifiées. L'ancienne catégorie 1 (personnes immédiatement disponibles à la recherche d'un emploi à temps plein et à durée déterminée) a été éclatée entre les nouvelles catégories 1 et 6. La nouvelle catégorie regroupe les demandeurs d'emploi à la recherche d'un emploi à temps plein et à durée indéterminée qui ont travaillé plus de 78 heures au cours du mois et de ce fait ne peuvent plus être déclarés immédiatement disponibles (décision du Conseil d'État du 13 mai 1994 et en application d'un arrêté du 5 mai 1995).

TABLEAU C.01-13

Effectifs des agents de l'État, des établissements publics nationaux, des établissements d'enseignement privé sous contrat, des exploitants publics « La Poste » et « France-Télécom », par statut.

Situation au 31 décembre 1995

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Organismes et zones de fonction	Titulaires civils et militaires de carrière		Autres personnels			Ensemble		
	Total	dont militaires	**Total**	dont ouvriers d'État	dont militaires (1)	**Total**	mi-temps ou plus	moins de mi-temps
1. État :								
11. Ministères civils :								
Métropole	**1 552 550**	716	**193 767**	12 900	45	**1 746 317**	207 289	26 699
Métropole, DOM-TOM, étranger	**1 616 408**	2 553	**210 897**	13 212	1 897	**1 827 305**	210 822	27 381
12. Ministère de la Défense								
Métropole, DOM-TOM, étranger	**304 027**	272 761	**83 062**	56 358	18 361	**387 089**	7 076	95
Tous ministères :								
Métropole	**1 832 476**	250 029	**269 429**	67 946	13 990	**2 101 905**	214 232	26 789
Métropole, DOM-TOM, étranger	**1 920 435**	275 314	**293 959**	69 570	20 258	**2 214 394**	217 898	27 476
2. Établissements publics nationaux (2) :								
Métropole	**74 029**	104	**172 774**	1 931	43	**246 803**	75 587	16 304
Métropole, DOM-TOM, étranger	**81 491**	114	**181 220**	1 933	647	**262 711**	77 392	16 974
3. Enseignement privé sous contrat (personnels payés par l'État) :								
Métropole	**1 284**	–	**138 502**	–	–	**139 786**	24 055	4 567
Métropole, DOM-TOM, étranger	**1 306**	–	**143 164**	–	–	**144 472**	24 396	4 636
4. Exploitants publics (3) :								
Métropole	**397 551**	1	**55 262**	–	–	**452 813**	60 873	19 033
Métropole, DOM-TOM, étranger	**404 036**	1	**56 283**	–	–	**460 319**	61 608	19 268
Ensemble :								
Métropole	**2 305 340**	250 134	**635 967**	70 237	14 033	**2 941 307**	374 747	66 693
DOM-TOM	**70 274**	7 559	**19 824**	1 222	1 055	**90 098**	5 468	1 116
Étranger	**31 654**	17 736	**18 837**	44	5 819	**50 491**	1 079	545
Total	**2 407 268**	**275 429**	**674 628**	**71 503**	**20 907**	**3 081 896**	**381 294**	**68 354**

(1) Engagés pendant et au-delà de la durée légale (PDL, ADL) et personnels non fonctionnaires effectuant leur service national comme coopérants ou assistants techniques.
(2) Non compris les établissements suivants (entreprises publiques) : SNCF, EDF-GDF, Charbonnages de France et Houillères de Bassin, RATP, Aéroports de Paris et de Mulhouse, ports autonomes, INA et huit établissements divers.
(3) La Poste et France-Télécom sont séparés de l'État et transformés en « exploitants publics » depuis le 1er janvier 1991.

TABLEAU C.01-14

Répartition des agents de l'État par ministère, grand service et statut

Situation au 31 décembre

Métropole, DOM-TOM et étranger
Non compris agents employés à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensements des agents de l'État)

Ministères	Titulaires et militaires de carrière				Ensemble			
	1994	1995	*p* 1996	*p* 1997	1994	1995	*p* 1996	*p* 1997
Éducation nationale : enseignement scolaire	907 631	920 563	928 424	926 961	1 011 333	1 016 694	1 019 639	1 026 380
Éducation nationale : enseignement supérieur	101 975	104 929	109 212	111 538	119 010	122 296	125 464	128 410
Jeunesse et Sports (1)	6 623	6 556	6 516	6 360	7 737	7 805	7 769	7 563
Total	**1 016 229**	**1 032 048**	**1 044 152**	**1 044 859**	**1 138 080**	**1 146 795**	**1 152 872**	**1 162 353**
dont : Enseignements 1er degré (2)	317 757	321 515	322 588	322 111	319 714	322 904	323 492	322 976
Enseignements 2ème degré (2)	516 624	526 729	533 931	535 275	605 019	609 278	612 278	621 796
Enseignements supérieurs (2)	97 537	100 381	104 677	106 915	114 351	117 522	120 681	123 544
Économie, Finances et Budget	185 518	185 841	186 113	184 051	194 653	195 504	195 674	193 954
dont : Services extérieurs du Trésor	60 494	60 549	60 509	59 651	61 725	62 502	62 136	61 462
Services extérieurs des Impôts	85 642	84 619	84 980	84 157	89 806	88 538	89 075	88 401
Services extérieurs des Douanes	19 173	20 371	20 359	20 124	19 848	21 165	21 173	21 004
INSEE	7 148	7 158	7 142	7 097	7 640	7 661	7 644	7 593
Intérieur et DOM-TOM	162 742	163 010	163 323	163 881	168 451	168 628	168 994	169 965
dont : Services des préfectures	28 760	29 012	28 908	28 890	30 761	30 986	30 894	31 042
Police nationale	125 588	125 692	126 270	126 876	127 893	128 006	128 605	129 482
DOM-TOM	2 413	2 403	2 393	2 393	2 933	2 918	2 909	2 908
Équipement, Transports	97 847	98 163	98 796	97 237	118 727	118 796	119 200	116 808
Équipement. et logement	87 207	87 311	87 744	86 204	106 149	106 032	106 289	103 980
Transports, Mer	10 640	10 852	11 052	11 033	12 578	12 764	12 911	12 828
Justice	56 944	58 081	58 967	59 327	58 862	60 242	61 266	61 605
dont : Services judiciaires	24 338	24 672	24 871	25 012	25 166	25 646	25 954	26 041
Services pénitentiaires	23 333	23 986	24 416	24 555	23 759	24 423	24 909	25 046
Protection judiciaire de la jeunesse	5 708	5 736	5 909	5 980	5 857	5 951	6 134	6 217
Agriculture	27 283	27 488	27 825	28 308	32 444	32 569	32 905	33 306
dont : Services extérieurs	12 809	12 848	12 976	13 089	14 986	14 909	15 023	15 092
Enseignement agricole	12 740	12 909	13 109	13 490	15 352	15 582	15 794	16 147
Santé et Travail	21 893	22 195	22 365	22 117	25 213	25 586	26 022	25 751
dont : Services extérieurs Santé	10 996	11 129	11 229	11 117	12 788	12 959	13 136	13 012
Services extérieurs Travai, Emploi	8 384	8 443	8 517	8 453	9 157	9 251	9 492	9 449
Relations extérieures	10 499	10 040	9 984	9 918	19 342	18 654	18 450	18 433
Affaires étrangères	7 363	7 219	7 163	7 097	14 015	13 714	13 510	13 493
Coopération	3 136	2 821	2 821	2 821	5 327	4 940	4 940	4 940
Culture	9 831	10 000	10 347	11 517	11 900	12 062	12 413	13 686
Industrie, Commerce, Recherche	5 926	5 967	6 027	5 753	15 994	15 659	15 285	14 968
Anciens combattants	2 425	2 352	2 261	2 151	2 752	2 678	2 584	2 494
Services du Premier ministre	1 282	1 223	1 228	1 324	2 856	2 751	2 771	2 906
Total ministères civils (3)	**1 598 419**	**1 616 408**	**1 631 388**	**1 630 443**	**1 789 274**	**1 799 924**	**1 808 436**	**1 816 229**
Défense	303 878	304 027	307 270	...	387 677	386 994	391 151	...
Tous ministères	**1 902 297**	**1 920 435**	**1 938 658**	...	**2 176 951**	**2 186 918**	**2 199 587**	...

(1) Hors sport scolaire et universitaire.
(2) Hors formation des personnels du ministère, formation permanente, formation des adultes et bibliothèques universitaires.
(3) Le total de l'ensemble de l'année 1995 ne peut être comparé strictement avec celui du tableau C01-13, le champ, étant différent, les titulaires n'ayant pas le droit statutairement de travailler à moins de mi-temps.

TABLEAU C.01-15

Effectifs des agents de l'État, de La Poste et France-Télécom par catégorie statutaire (A, B, C, D) (1) et sexe

Non compris agents effectuant un service à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensements des agents de l'Etat) *Unité :* Agent

	Les deux sexes			Sexe masculin			Sexe féminin		
	1992	1994	1995	1992	1994	1995	1992	1994	1995
Tous agents	**2 627 997**	**2 627 681**	**2 627 969**	**1 402 914**	**1 389 981**	**1 387 217**	**1 225 083**	**1 237 700**	**1 240 752**
A	764 963	834 541	859 024	422 460	443 136	449 033	342 503	391 405	409 991
B	882 699	893 812	895 773	457 239	459 408	461 387	425 460	434 404	434 386
C et D	970 558	888 271	858 093	518 819	483 054	470 728	451 739	405 217	387 365
***dont :* personnels enseignants (2)**	**911 230**	**938 258**	**945 265**	**364 039**	**371 007**	**371 862**	**547 191**	**567 251**	**573 403**
A	553 335	614 324	635 823	265 955	283 171	287 945	287 380	331 153	347 878
B	357 893	323 934	309 442	98 084	87 836	83 917	259 809	236 098	225 525
C et D	2	–	–	–	–	–	2	–	–
***dont :* personnels non enseignants**	**1 716 767**	**1 689 423**	**1 682 704**	**1 038 875**	**1 018 974**	**1 015 355**	**677 892**	**670 449**	**667 349**
A	211 628	220 217	223 201	156 505	159 965	161 088	55 123	60 252	62 113
B	524 806	569 878	586 331	359 155	371 572	377 470	165 651	198 306	208 861
C et D	970 556	888 271	858 093	518 819	483 054	470 728	451 737	405 217	387 365
***dont :* titulaires civils**	**2 011 151**	**2 036 659**	**2 049 156**	**961 193**	**962 639**	**963 986**	**1 049 958**	**1 074 020**	**1 085 170**
A	647 484	714 284	744 076	341 655	360 474	368 511	305 829	353 810	375 565
B	599 933	617 876	619 649	229 246	235 646	237 311	370 687	382 230	382 338
C et D	763 733	704 499	685 425	390 291	366 519	358 159	373 442	337 980	327 266
***dont :* militaires**	**299 841**	**294 997**	**295 573**	**278 528**	**273 546**	**274 069**	**21 313**	**21 451**	**21 504**
officiers	43 807	43 421	43 698	42 148	41 632	41 879	1 659	1 789	1 819
sous-officiers	205 155	206 657	206 781	189 595	190 630	190 720	15 560	16 027	16 061
hommes du rang	48 814	43 047	43 210	44 778	39 474	39 641	4 036	3 573	3 569

(1) Les catégories statutaires de la fonction publique concernent en droit les titulaires civils non classés en catégorie spéciale (prison, police etc.) et les fonctionnaires de La Poste et France Télécom non reclassés dans les nouveaux corps des exploitants publics. Ces catégories ont été étendues aux autres personnels par assimilation : ainsi les officiers ont été classés avec les agents de catégorie A, les sous-officiers avec ceux de la catégorie B et les hommes du rang avec ceux de la catégorie C. Quelques agents n'ont pas pu être classés, ce qui explique que la somme des rubriques A, B, C, D soit parfois inférieure aux effectifs totaux.
(2) Enseignants, chercheurs et assimilés (directeurs d'établissements, surveillants...)

TABLEAU C.01-16

Les effectifs féminins de l'État, de La Poste et France Télécom : condition d'emploi, statut, catégorie statutaire (1) et ministère

Non compris agents employés à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensements des agents de l'Etat) %

	% de femmes parmi les effectifs totaux			% de femmes à temps partiel parmi les effectifs féminins			% de femmes à temps partiel parmi les effectifs totaux à temps partiel		
	1992	1994	1995	1992	1994	1995	1992	1994	1995
Statuts :									
Titulaires civils	52,2	52,7	53,0	15,7	16,4	16,7	91,0	89,6	88,8
Non-titulaires civils (2)	48,5	48,0	47,3	30,8	33,0	36,9	68,9	65,2	65,8
Tous personnels civils	**51,7**	**52,1**	**52,3**	**17,6**	**18,3**	**18,9**	**84,9**	**83,0**	**82,6**
Militaires	7,1	7,3	7,3	–	–	–	–	–	–
Tous personnels	**46,6**	**47,1**	**47,2**	**17,3**	**18,0**	**18,6**	**84,9**	**83,0**	**82,6**
Catégories statutaires (civils) :									
A	47,3	49,2	50,1	12,7	12,4	12,1	74,9	72,2	72,6
B	60,5	60,9	60,7	15,0	17,1	17,9	84,1	85,1	84,8
C et D	48,6	47,5	47,1	23,3	24,5	26,1	90,7	88,4	87,8
Ministères (regroupés) :									
Éducation, universités, jeunesse et sports	62,4	62,6	62,7	12,4	12,8	12,9	81,4	79,8	80,0
PTT (3)	41,9	41,6	41,3	23,3	24,0	27,4	84,5	83,5	81,0
Économie, Finances et Budget	61,8	62,1	62,0	30,9	32,9	33,7	95,3	94,9	94,4
Intérieur, DOM-TOM	24,6	26,0	26,3	18,9	20,1	20,6	95,4	89,4	89,0
Équipement, logement et transports	25,8	26,5	26,7	25,8	26,5	27,0	86,8	71,1	70,6
Justice	49,0	49,3	49,5	21,9	23,0	23,6	95,6	95,5	95,6
Agriculture	45,6	46,9	47,3	24,1	25,1	25,2	76,2	78,6	77,7
Santé	74,6	72,7	71,9	33,8	35,5	36,4	95,4	94,5	93,7
Culture	52,5	52,4	52,6	18,4	18,1	17,8	82,0	83,5	82,8
Ensemble des ministères civils	**52,4**	**52,8**	**52,9**	**17,7**	**18,3**	**18,9**	**84,8**	**82,9**	**82,5**
Défense	14,4	14,3	14,2	9,3	11,3	11,2	87,8	87,5	87,4

(1) Les catégories statutaires de la fonction publique concernent en droit les titulaires civils non classés en catégorie spéciale (prison, police etc.) et les fonctionnaires de La Poste et France Télécom non reclassés dans les nouveaux corps des exploitants publics. Ces catégories ont été étendues aux autres personnels par assimilation : ainsi les officiers ont été classés avec les agents de catégorie A, les sous-officiers avec ceux de la catégorie B et les hommes du rang avec ceux de la catégorie C. Quelques agents n'ont pas pu être classés, ce qui explique que la somme des rubriques A, B, C, D soit parfois inférieure aux effectifs totaux.
(2) Y compris ouvriers d'État.
(3) Y compris La Poste et France Télécom.

TABLEAU C.01-17

Taux de chômage suivant la catégorie socioprofessionnelle

Situation en mars (1)

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi) %

	1982			1990			1997			1998			Structure de la population active 1998		
	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**
Agriculteurs exploitants	0,1	0,4	0,2	0,4	0,5	0,5	0,7	0,2	0,5	0,6	0,1	0,5	3,2	2,0	2,7
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1,8	2,4	2,0	2,4	4,3	3,0	4,9	4,4	4,7	4,4	4,7	4,5	8,2	4,4	6,5
Cadres (2) et professions intermédiaires	3,1	4,5	3,6	2,9	4,5	3,6	5,6	7,2	6,3	6,0	9,0	6,1	34,3	29,5	32,0
Cadres (2)	2,3	3,2	2,5	2,3	3,5	2,6	4,6	6,1	5,1	4,3	5,0	4,5	14,7	9,2	12,2
Professions intermédiaires	3,6	4,8	4,1	3,4	4,9	4,1	6,4	7,7	7,0	6,6	7,1	6,8	19,6	20,3	19,8
Employés	5,5	10,1	8,9	9,6	12,6	11,9	12,9	14,9	14,4	12,8	15,0	14,4	12,7	49,9	29,6
Employés administratifs y. c. fonction publique	3,5	7,6	6,4	7,8	10,0	9,5	10,4	13,3	12,6	11,1	13,2	12,7	9,5	31,5	19,5
Employés des commerces et des services	13,1	15,2	14,9	15,6	17,9	17,5	20,0	17,6	18,0	17,7	17,8	17,8	3,2	18,4	10,1
Ouvriers (3)	8,0	15,8	9,6	10,1	19,8	12,2	14,6	20,4	15,8	13,2	20,4	14,7	39,2	12,6	27,2
Ouvriers qualifiés	6,3	12,2	6,9	7,1	13,5	7,8	10,7	18,3	11,6	9,4	18,1	10,5	27,4	4,4	17,0
Ouvriers non qualifiés	11,1	17,3	13,3	16,1	21,7	18,3	24,8	21,4	23,5	22,2	21,3	21,9	10,4	7,6	9,1
Total (4)	**5,8**	**10,5**	**7,8**	**7,0**	**12,0**	**9,2**	**10,8**	**14,2**	**12,3**	**10,2**	**13,8**	**11,8**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Proportion de chômeurs par rapport à l'ensemble des actifs de la catégorie. En 1990, l'enquête sur l'emploi a eu lieu exceptionnellement au mois de janvier.
(2) La catégorie « cadres » comprend ici les professions libérales, les cadres de la fonction publique, les professions intellectuelles et artistiques, les cadres d'entreprises.
(3) Les ouvriers agricoles sont inclus dans l'ensemble des ouvriers mais ne sont pas répartis entre ouvriers qualifiés et non qualifiés.
(4) Outre les catégories présentées dans ce tableau, la ligne total inclut les chômeurs n'ayant jamais travaillé.

TABLEAU C.01-18

Évolution de la dépense pour l'emploi

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité *Unité :* Million de francs

	r 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*p* 1996
Dépenses passives :	**134 424,9**	**143 988,5**	**151 276,1**	**147 208,2**	**140 905,6**	**146 523,8**
Indemnisation du chômage	101 771,7	115 109,1	123 289,0	118 296,1	112 558,9	117 235,4
Incitation au retrait d'activité	32 653,2	28 879,4	27 987,1	28 912,1	28 346,7	29 288,4
Dépenses actives :	**107 469,5**	**121 226,2**	**143 303,6**	**146 711,9**	**148 532,5**	**158 787,4**
Formation professionnelle	73 828,0	80 604,0	89 712,0	86 258,0	81 483,0	85 749,2
Promotion de l'emploi	18 290,5	22 731,0	30 207,1	34 958,0	40 840,2	45 973,2
Exonérations non compensées	3 202,0	4 653,0	7 218,5	9 363,0	10 494,0	10 584,9
Autres	12 149,0	13 238,2	16 166,0	16 132,9	15 715,3	16 480,1
Incitation à l'activité	4 432,0	4 441,7	4 928,7	5 009,2	5 478,5	5 749,0
Maintien de l'emploi	3 483,0	4 056,7	6 227,0	5 725,2	4 746,0	5 048,7
Fonctionnement du marché du travail	4 234,0	4 739,8	5 010,3	5 398,5	5 490,8	5 682,4
Total de la dépense pour l'emploi	**241 894,4**	**265 214,7**	**294 579,7**	**293 920,1**	**289 438,1**	**305 311,2**
Part de la dépense pour l'emploi dans le PIB (en %)	3,57	3,79	4,16	3,98	3,78	3,88

TABLEAU C.01-19

Effectifs de la fonction publique territoriale

France entière

Source : INSEE (Enquête sur les effectifs des collectivités territoriales)

	1993	*r* 1994	*r* 1995	1996
1. Organismes départementaux et régionaux (1)	207 865	211 565	215 623	217 834
Régions	6 743	7 243	8 134	8 657
Départements	162 848	164 396	165 579	165 999
Établissements publics	38 274	39 926	41 910	43 178
2. Organismes communaux et intercommunaux (2)	1 170 298	1 192 645	1 214 373	1 221 468
Communes	975 776	992 066	1 006 967	1 011 440
Organismes communaux	94 532	96 842	99 476	98 478
Organismes intercommunaux	99 990	103 371	107 930	111 550
3. Organismes privés d'action locale (à financement public prédominant) (3)	94 531	101 814	107 722	108 439
4. Établissements publics administratifs divers (4)	32 757	31 703	29 838	29 440
dont : office d'HLM	26 237	25 541	23 739	23 315
5. Établissements publics, industriels et commerciaux (5)	29 536	30 277	32 134	32 444
dont : offices publics d'aménagement et de construction	17 395	17 939	19 770	20 137
Total : collectivités locales (1 à 5)	**1 534 987**	**1 568 004**	**1 599 690**	**1 609 625**
***dont :* Métropole**	**1 469 791**	**1 503 398**	**1 532 594**	**1 544 356**
Emplois principaux	**1 434 865**	**1 468 452**	**1 500 263**	**1 515 184**
Titulaires	**912 542**	**921 434**	**945 570**	**961 860**
Non titulaires	**438 445**	**446 412**	**441 605**	**442 242**
Assistantes maternelles à domicile	**57 007**	**60 657**	**59 917**	**58 563**
Contrats « emploi solidarité » (CES)	**126 993**	**139 591**	**152 598**	**146 950**
Effectifs totaux convertis en équivalent temps complet	**1 252 427**	**1 274 540**	**1 296 921**	**1 313 703**
Administrations publiques locales : 1 à 3 (6)	**1 472 694**	**1 506 024**	**1 537 718**	**1 547 741**
Fonction publique territoriale : 1, 2, 4 (7)	**1 410 920**	**1 435 913**	**1 459 834**	**1 468 742**

(1) Non compris les établissements publics nationaux classés en administrations publiques locales qui sont inclus dans la fonction publique d'état : agences de l'eau, centres de la propriété forestière, etc.
(2) Y compris les syndicats mixtes entres des communes et d'autres collectivités publiques.
(3) Y compris les sociétés d'économie mixte non marchandes (SAFER...)
(4) Offices publics d'HLM, caisses de crédit municipal, associations syndicales autorisées (ASA).
(5) Y compris régies dotées de la personnalité morale.
(6) Non compris les organismes consulaires et les ASA.
(7) Y compris personnels non fonctionnaires des organismes considérés.

TABLEAU C.01-20

Population totale et population active (1) des départements d'outre-mer

Source : INSEE (RP 1990)

	Total	0 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
GUADELOUPE								
Les deux sexes :								
Population totale	**387 034**	96 353	42 455	71 582	59 194	42 037	29 999	45 414
dont : Actifs	**172 442**	///	6 583	56 776	50 346	34 247	19 619	4 871
Sexe masculin :								
Population totale	**189 187**	48 709	21 600	35 392	28 917	20 331	14 366	19 872
dont : Actifs	**93 949**	///	3 954	29 789	27 093	18 810	11 376	3 027
Sexe féminin :								
Population totale	**197 847**	47 644	20 855	36 190	30 277	21 706	15 633	25 542
dont : Actifs	**78 493**	///	2 629	26 987	23 253	15 437	8 243	1 944
GUYANE								
Les deux sexes :								
Population totale	**114 808**	38 311	10 662	20 676	19 520	12 291	6 577	6 771
dont : Actifs	**48 803**	///	1 786	15 397	15 811	9 915	4 593	1 301
Sexe masculin :								
Population totale	**59 799**	19 473	5 363	10 975	10 316	6 776	3 572	3 324
dont : Actifs	**30 169**	///	1 030	9 279	9 652	6 355	2 990	863
Sexe féminin :								
Population totale	**55 009**	18 838	5 299	9 701	9 204	5 515	3 005	3 447
dont : Actifs	**18 634**	///	756	6 118	6 159	3 560	1 603	438
MARTINIQUE								
Les deux sexes :								
Population totale	**359 579**	82 989	35 549	68 421	52 804	38 134	31 375	50 347
dont : Actifs	**164 877**	///	4 579	54 834	46 511	32 474	21 311	5 168
Sexe masculin :								
Population totale	**173 878**	42 113	18 145	33 859	25 226	17 952	14 751	21 837
dont : Actifs	**86 553**	///	2 928	28 665	23 610	16 692	11 659	2 999
Sexe féminin :								
Population totale	**185 701**	40 876	17 404	34 562	27 578	20 182	16 624	28 475
dont : Actifs	**78 324**	///	1 651	26 169	22 901	15 792	99 652	2 169

(1) La population active comprend : les actifs ayant un emploi, les chômeurs, et désormais les militaires du contingent.

TABLEAU C.01-20 (suite et fin)

Population totale et population active (1) des départements d'outre-mer

Source : INSEE (RP 1990)

RÉUNION	Total	0 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
Les deux sexes :								
Population totale	**597 828**	176 608	62 092	116 227	88 502	59 391	43 612	51 396
dont : Actifs	**233 622**	///	10 622	87 503	67 830	42 300	22 600	2 867
Sexe masculin :								
Population totale	**294 256**	89 177	31 431	57 245	43 629	29 826	21 250	21 698
dont : Actifs	**137 658**	///	6 151	48 585	40 124	26 238	14 723	1 937
Sexe féminin :								
Population totale	**303 572**	87 431	30 661	58 982	44 873	29 565	22 362	29 698
dont : Actifs	**95 964**	///	4 471	38 918	27 706	16 162	7 777	930

(1) La population active comprend : les actifs ayant un emploi, les chômeurs, et désormais les militaires du contingent.

TABLEAU C.01-21

Taux d'activité et de chômage dans les départements d'outre-mer

Pour la population en âge d'activité

Source : INSEE (RP 1990)

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion
Taux d'activité (en pourcentage) :				
Sexe masculin	67	75	66	67
Sexe féminin	52	52	54	44
Les deux sexes	59	64	60	56
Taux de chômage (en pourcentage) :				
Sexe masculin	26	21	29	33
Sexe féminin	37	29	36	42
Les deux sexes	31	24	32	37

Chapitre C.02

Conditions de travail

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Score des syndicats pour l'ensemble des collèges des comités d'entreprise.

1. Durée annuelle effective et offerte du travail de l'ensemble des salariés par branche.
2. Les grèves dans la fonction publique et les entreprises privées et nationalisées.
3. Conflits du travail.
4. Répartition des salariés par type d'horaires et selon la catégorie socioprofessionnelle.

5A. Répartition des salariés par catégorie socioprofessionnelle et selon le travail le dimanche.

5B. Répartition des salariés par catégorie socioprofessionnelle et selon le travail le samedi.

6. Les expositions aux contraintes physiques dans le travail.
7. Proportion de salariés utilisateurs des nouvelles technologies.
8. Nombre de maladies professionnelles indemnisées.
9. Nombre d'accidents du travail avec arrêt pour 1 000 salariés et nombre de morts.
10. Taux de fréquence des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général.
11. Taux de gravité des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général.

12A. Climat social dans des établissements selon les employeurs.

12B. Climat social dans des établissements selon les représentants du personnel.

13. Opinions des employeurs sur la représentation des salariés et le rôle des syndicats.
14. Résultats des élections aux comités d'entreprise.

15 Proportion d'établissements et salariés couverts par l'institution selon la taille des établissements.

16. Répartition selon l'appartenance syndicale des délégués du personnel.
17. Établissements ayant au moins un délégué syndical et effectifs correspondants suivant la taille des établissements.
18. Appartenance syndicale des délégués syndicaux.
19. Établissements ayant au moins un CHSCT et effectifs correspondants suivant la taille des établissements.
20. Délégués syndicaux et CHSCT.
21. Demandes de licenciement de représentants du personnel et décisions prises par les inspecteurs du travail.
22. Décisions prises sur recours hiérarchique en matière de représentants du personnel.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) et de la division « Emploi » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Le nombre des maladies indemnisées a augmenté de 89,5 % entre 1990 et 1996 et de 7,5 % de 1995 à 1996. Ce chiffre global a une signification relative, puisqu'il reflète le niveau de reconnaissance des maladies dues au travail, lié à la réglementation et à son application.

De 1990 à 1996, le nombre total d'accidents du travail avec arrêt baisse régulièrement.

Les salariés sont exposés à diverses nuisances pendant leur travail. L'enquête sur la surveillance médicale des risques professionnels (SUMER 1994) donne les résultats sur les expositions au poste de travail et non sur les risques. SUMER permet d'étudier les cumuls de contraintes organisationnelles avec des expositions physiques, chimiques ou biologiques. Ces cumuls peuvent, en effet, être des facteurs aggravants pour certaines pathologies. SUMER montre que les contraintes physiques sont toujours d'actualité puisque pendant leur travail, 28 % des salariés subissent des contraintes articulaires (répétition d'un même geste à cadence élevée, position forçée d'une ou plusieurs articulations), 27 % sont exposés au bruit (bruit supérieur à 85 dbA, chocs et impulsions supérieurs à 135 dbA, bruit gênant), 19 % aux nuisances thermiques (intempéries, températures inférieures à 15°C ou supérieures à 24°C, milieu humide), 9 % utilisent des machines-outils vibrantes. Faire de la manutention manuelle de charges, travailler sur écran, rester debout sont aussi des contraintes très répandues.

De 1990 à 1994, l'importance des conflits généralisés, évaluée en nombre de jours de grève, n'a pratiquement pas cessé de décroître. Après la pointe de 1995, due aux grèves de décembre, les conflits généralisés chutent très sensiblement en 1996, pour augmenter de manière importante en 1997.

Les résultats des élections aux comités d'entreprise et aux délégations uniques de personnel en 1996 ont donné les résultats suivants. Les scores atteints (avec la SNCF) par la CFDT et la CGT restent supérieurs à 20 % de l'ensemble des suffrages exprimés. Les suffrages recueillis par la CFTC et les autres syndicats augmentent, à l'exception de FO qui se stabilise. La CGT connaît une perte d'influence depuis 1980. Depuis 1994, les résultats incluent ceux des élections de la « délégation unique du personnel » instaurée par la loi quinquennale pour l'emploi de décembre 1993. Dans les entreprises de moins de 200 salariés, la faculté a été ouverte de mettre en place une délégation unique du personnel qui reçoit les attributions des délégués du personnel et du comité d'entreprise ou d'établissement. Si, quelquefois, des délégations uniques ont été créées dans les entreprises où, auparavant, il n'existait pas de représentation du personnel, dans la majorité des cas, les délégations uniques ont remplacé des comités d'entreprise. Pour apprécier l'évolution des scores des syndicats et des listes sans étiquettes, il est donc nécessaire de cumuler, en 1994 et en 1995, les résultats des élections aux comités d'entreprise et aux nouvelles délégations uniques.

De 1989 à 1993, le nombre d'établissements de 50 salariés à 99 salariés ayant au moins un délégué syndical est passé de 18 317 à 17 354 (soit – 5,3 %), et pour la totalité des établissements de 50 salariés et plus, de 35 169 à 33 970 (soit – 3,4 %). En parallèle, le nombre des délégués syndicaux est, lui aussi, en baisse sensible, de 41 460 à 39 450; ce recul affecte toutes les grandes centrales syndicales. La proportion d'établissements pourvus d'au moins un délégué du personnel passe de 43 % en 1988 à 38 % en 1994. L'implantation des délégués du personnel est beaucoup plus forte dans les grands établissements que dans les petits. Malgré une assez forte baisse, la CGT est le syndicat qui recouvre le plus d'élus.

De 1989 à 1993, le pourcentage d'établissements de 50 salariés et plus ayant au moins un comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT) est passé de 65 % à 64 % et le pourcentage de salariés couverts par l'institution de 80 % à 77 %. Cette diminution est due à l'effet structurel des nouvelles dispositions réglementaires issues de la loi du 31 décembre 1991. En supprimant la dérogation touchant les petites entreprises du bâtiment, elle provoque l'entrée d'un grand nombre de petits établissements, dont la couverture par les CHSCT est relativement faible. À réglementation constante, c'est-à-dire sans modification du statut particulier du bâtiment, le pourcentage d'établissements couverts (64, 9 %) serait resté pratiquement stable depuis 1989 et la diminution du pourcentage de salariés couverts aurait été un peu moindre.

En 1996, les demandes de licenciement de salariés protégés augmentent. Les demandes relevant de motifs économiques représentent 80 %. Une très forte partie de ces demandes fait l'objet d'une autorisation. Les décisions prises sur recours hiérarchiques contestant les décisions des inspecteurs du travail augmentent à l'exception de celles qui ne sont pas d'ordre économique.

En 1993, pour la première fois en France, a été réalisée par le Ministère du Travail, une enquête statistique en entreprise sur la réalité des relations professionnelles et des processus formels et informels de négociation. Des enquêtes officielles du même genre existent en Grande-Bretagne (« Workplace Industrial Relations Survey », WIRS), en Irlande, en Nouvelle-Zélande ainsi qu'au Canada; dans d'autres pays, ce sont les chercheurs en relations industrielles qui doivent, s'ils veulent travailler sur données statistiques, organiser eux-mêmes, souvent avec l'appui de syndicats ou d'associations d'employeurs la constitution d'échantillons, généralement de taille réduite.

2. MÉTHODOLOGIE

Accidents du travail

Les chiffres présentés dans les trois tableaux comptabilisent les victimes d'accidents du travail dont le caractère professionnel a été reconnu. L'année correspond d'ailleurs à la date de reconnaissance. Elle diffère, pour une proportion non négligeable de ces accidents, de l'année de survenance.

Les accidents avec arrêt sont ceux ayant entraîné un arrêt d'au moins 24 heures en plus du jour de l'accident.

Des accidents du travail sont exclus de ce décompte :

— les accidents de trajet, entre le domicile et le lieu de travail;

— les accidents de salariés des DOM-TOM;

— les accidents couverts par les régimes forfaitaires gérés par le régime général;

— les accidents de titulaires de l'État;

— les accidents de titulaires des administrations ou collectivités régionales, départementales ou locales.

Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT).

Ces données statistiques ont été établies sur la base d'informations fournies par les inspecteurs du travail pour la première fois au début de l'année 1988, sur les CHSCT existant au 31 décembre 1987. Elle concerne les établissements de 50 salariés et plus assujettis et relevant de l'inspection du travail des Ministères du Travail, des Transports et de l'Agriculture.

Pour des raisons techniques, deux grandes entreprises publiques - EDF et la SNCF - ont dû être exclues du champ, de même que les établissements publics (en particulier, les hôpitaux).

Conflits du travail, conflits localisés et conflits généralisés

Les statistiques des conflits sont établies mensuellement par la DARES sur la base des informations issues des sections d'inspections du travail et collectées au niveau régional.

Le champ de la statistique du ministère du travail recouvre l'ensemble des activités des entreprises privées et publiques nationalisées, en métropole, et depuis 1995, dans les DOM -TOM. Cette statistique comprend donc la SNCF, la RATP, Air-France et EDF-GDF. L'agriculture et la fonction publique n'en font pas partie. Les statistiques portent sur les conflits collectifs du travail donnant lieu à cessation totale du travail, c'est-à-dire les grèves, au sens du code du travail. D'autres formes d'actions, comme les manifestations, les grèves perlées ou les grèves du zèle, ne sont pas comptabilisées. Pour les conflits localisés, il est facile de dénombrer le nombre de conflits ainsi que le nombre de grévistes et jours de grève. En revanche, les conflits généralisés ainsi que leurs participants sont plus difficiles à dénombrer; le nombre de journées individuelles non travaillées est donc estimé.

Des données relatives aux grèves dans la fonction publique (hospitalière et collectivités territoriales) sont publiées depuis 1982 par la Direction générale de la fonction publique.

Délégués du personnel

Les résultats présentés proviennent d'une enquête par voie postale réalisée au second semestre 1994 auprès d'un échantillon de près de 19 000 établissements. Cet échantillon a été tiré du fichier SIRENE et portait sur l'ensemble du champ des établissements assujettis. Afin de pouvoir comparer les résultats de cette enquête à ceux des enquêtes précédentes, cet échantillon se composait de deux sous-ensembles : l'un regroupant les établissements du champ de l'enquête ACEMO (activités et conditions d'emploi de la main-d'œuvre), l'autre, complémentaire couvrant le reste du champ. Les résultats présentés dans ce chapitre portent uniquement sur le champ ACEMO.

Délégués syndicaux

Il s'agit d'un décompte des délégués syndicaux d'établissement appartenant à des établissements de 50 salariés et plus relevant de la compétence du ministère du Travail, du ministère des Transports et du ministère de l'Agriculture. Cette statistique est prévue tous les deux ans; elle est réalisée à partir des documents établis par les sections d'inspection (Travail, Transports et Agriculture).

Élections aux comités d'entreprise ou aux délégations uniques du personnel

Le système de collecte et de traitement informatique des résultats des élections aux comités d'entreprise, mis en place en 1974, prend en compte des données relatives aux entreprises ou établissements relevant du contrôle de l'inspection du Travail ainsi que celles relevant du contrôle des inspections du travail spécifiques au Ministère des Transports et de l'Agriculture. Ce système repose sur l'envoi par les établissements concernés à la section d'inspection du travail dont ils dépendent, des procès-verbaux des élections intervenues. Ces procès-verbaux sont ensuite codifiés par les cellules statistiques des directions régionales et traités à l'Administration Centrale. La mise en place d'un comité d'entreprise est obligatoire dans les entreprises de 50 salariés et plus lorsqu'elles emploient du personnel dans des conditions de droit privé. La loi du 20 décembre 1993 ouvre, aux entreprises de moins de 200 salariés, la possibilité de mettre en place une délégation unique du personnel. La fonction publique et certains établissements publics ne sont pas soumis à la législation sur les comités d'entreprise. Dans les entreprises de moins de 50 salariés, des comités d'entreprise peuvent être créés par convention ou accord conclu entre l'employeur et les organisations syndicales. Les entreprises qui ont des établissements distincts sont tenues d'instituer des comités d'établissement ainsi qu'un comité central d'entreprise. Les membres des comités d'établissement, comme ceux des comités d'entreprise sont directement élus par le personnel pour une durée de deux ans.

Les résultats des élections sont publiés chaque année dans un numéro des *Dossiers statistiques* de la DARES.

Enquête sur les conditions de travail et enquête sur les techniques et l'organisation du travail

Les résultats présentés ici sont issus de la troisième enquête sur les conditions de travail, réalisée en mars 1991 et de la deuxième enquête sur les techniques et l'organisation du travail réalisée en mars 1993. Organisées et exploitées par la direction de l'Animation de la recherche, des Études et des Statistiques du ministère du Travail, ces enquêtes sont réalisées en complément de l'enquête sur l'emploi de l'INSEE.

Le champ des enquêtes est celui de l'enquête sur l'emploi. Le questionnaire est soumis à tous les actifs ayant un emploi dans un ménage sur trois de l'échantillon de l'enquête sur l'emploi, soit environ 21 000 personnes,

salariés et non-salariés. Un travailleur sur 900 environ a été interrogé.

Enquête relations professionnelles et négociations d'entreprise

L'enquête relations professionnelles et négociations d'entreprise RÉPONSE a été réalisée auprès d'employeurs et de représentants du personnel en 1993. Les résultats présentés dans ce chapitre portent sur le climat social du point de vue des employeurs et des représentants du personnel. Cette enquête a été menée par BVA auprès de 3 000 établissements appartenant à des entreprises de 50 salariés ou plus pour le compte de la DARES. Cet échantillon a été tiré des 12 293 établissements faisant partie de l'enquête de l'INSEE « coûts salariaux et structure des salaires en 1992 » (hors administrations publiques) et correspondant au champ de l'enquête RÉPONSE. Les établissements ont été interviewés suivant la méthode des quotas respectant la structure des 12 293 établissements par taille (6 tranches), secteur (5 grands secteurs) et région (9 « régions BVA »). Le choix de la méthode des quotas plutôt que celui d'un sondage aléatoire a été retenu en raison de l'incertitude sur le taux de réponse que pouvait avoir une telle enquête. Au total, les résultats de cette enquête ont été exploités à partir de 2 660 questionnaires « employeurs » et 1 669 questionnaires « représentants du personnel ».

Enquête SUMER (surveillance médicale des risques professionnels)

Les résultats présentés ici sont issus de la deuxième enquête sur la surveillance médicale des risques professionnels SUMER 1994. Elle s'est déroulée sur le terrain entre juin 1994 et juin 1995. 1 200 médecins du travail ont enquêté près de 50 000 salariés. Le champ de l'enquête est l'ensemble des salariés couverts par le code du travail et surveillés par la médecine du travail auxquels ont été ajoutés les salariés agricoles. Sont exclus : SEITA, Charbonnages de France, EDF-GDF, les Régies de distribution et chauffage, Mines et potasses d'Alsace, Artisanat du machinisme agricole, Directions techniques du Ministère de la Défense, Scieries fixes, Imprimerie Nationale, Coopératives agricoles, RATP, Air-France, Aéroports de Paris, Ports et Aéroports de commerce, PTT, HLM (promotion et administration, location), Banque de France, CEPME, CNCA, État, Collectivités locales, CEA, CNES, CNEXO, employés de maison, Transfusion sanguine publique, crèches et maisons de retraite publiques, artistes.

L'enquête poursuit trois objectifs :

— fournir un panorama des salariés exposés à des nuisances ou à des situations de travail susceptibles d'être néfastes pour la santé.

— permettre au législateur de confronter la réglementation sur la prévention avec une observation des expositions sur le terrain.

— offrir aux professionnels de la prévention et aux acteurs sociaux une connaissance des probabilités d'exposition, en fonction du secteur d'activité de l'entreprise ou de la profession, afin d'établir des priorités d'études.

Maladies professionnelles indemnisées

Ces statistiques comptabilisent les prestations versées pour la première fois aux salariés au titre de l'assurance sociale, après que le caractère professionnel a été dûment constaté. Ces prestations sont soit une indemnité journalière, soit une rente d'incapacité permanente. Dans le régime des salariés agricoles, si les deux sont versées successivement à un même salarié, celui-ci est comptabilisé deux fois.

Les sources sont d'une part (ligne « a ») le régime général des salariés (CNAM -TS), le régime des mines et celui des chemins de fer (SNCF), d'autre part (ligne « b ») le régime des salariés agricoles (MSA). Les autres organismes d'assurance particuliers à certains secteurs (EDF, GDF, RATP, administrations nationales et locales) ne sont pas inclus dans cet ensemble.

Le numéro de chaque maladie, noté T... dans le tableau, renvoie au texte de la réglementation propre aux régimes d'assurance considérés. Par exemple, pour les affections provoquées par le bruit, le T42 réglemente l'assurance des trois organismes « a » (CNAM -TS, Mines et SNCF), le T46 réglemente celle des salariés agricoles.

Représentants du personnel

Le ministère du Travail procède à un recensement annuel des demandes de licenciement de représentants du personnel déposées auprès des inspecteurs du travail. Ces données sont agrégées par le service statistique du ministère du Travail (DARES). Parallèlement, la Direction des relations du travail dénombre annuellement les recours hiérarchiques occasionnés par ces décisions.

3. DÉFINITIONS

Comités d'entreprise

Par comités d'entreprise, on entend aussi bien le comité d'entreprise que le comité d'établissement, et par élection, soit une élection pour la création du comité, soit une élection pour son renouvellement.

Les élections ont lieu par collèges catégoriels distincts dont le nombre et la composition, fixés par la loi, peuvent être modifiés par voie d'accord. Les collèges « légaux » sont au nombre de deux : ouvriers et employés d'une part, agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres d'autre part, lorsque l'effectif des cadres salariés dans l'entreprise considérée ne dépasse pas 25. Si cet effectif est supérieur à 25, le deuxième collège éclate en deux collèges distincts : un deuxième collège pour les agents de maîtrise et les techniciens et un troisième collège pour les cadres. Sous réserve du respect de ces principes, les conventions collectives et accords préélectoraux peuvent aller au-delà du 3e collège par l'éclatement, par exemple, du premier collège en deux : ouvriers d'une part, employés d'autre part.

Enfin, dans un nombre de petites et moyennes entreprises, l'ensemble du personnel est regroupé dans un collège unique.

Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT)

La constitution d'un CHSCT est obligatoire pour tous les établissements occupant au moins 50 salariés. La loi du 31 décembre 1991, entrée en vigueur le 1er janvier 1993, supprime la dérogation qui touchait les petites entreprises du bâtiment. Les entreprises du secteur dont l'effectif n'atteint pas 300 salariés sont donc maintenant tenues de mettre en place des CHSCT dans ceux de leurs établissements occupant au moins 50 salariés.
Le CHSCT est composé du chef d'établissement et d'une délégation du personnel dont les membres sont désignés pour deux ans par un collège constitué des membres élus du comité d'entreprise ou d'établissement et des délégués du personnel.

Conflits localisés et conflits généralisés

La distinction entre conflits localisés et conflits généralisés est fonction de l'origine du mot d'ordre de grève : si ce mot d'ordre est propre à l'entreprise, il s'agit d'un conflit localisé; si ce mot d'ordre est extérieur à l'entreprise et commun à plusieurs d'entre elles, il s'agit d'un conflit généralisé. Une journée d'action nationale plurisectorielle ou non sera considérée comme un conflit généralisé.

Délégations uniques du personnel

La loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle adoptée le 20 décembre 1993 a modifié certaines règles concernant les institutions représentatives du personnel. De nouvelles dispositions permettent, dans les entreprises de moins de 200 salariés, de n'élire qu'une seule délégation qui reçoit les attributions des délégués du personnel et du comité d'entreprise ou d'établissement. Le nombre de délégués est alors augmenté, mais le nombre global d'heures de délégation se trouve réduit.

Délégués du personnel

Les délégués du personnel sont l'institution représentative du personnel dont le champ d'application est le plus étendu. Ils sont élus directement par les salariés, dont ils sont les porte-parole auprès du chef d'entreprise et de l'inspecteur du travail. Leur rôle principal est de veiller à l'application de la réglementation du travail (présenter les réclamations des salariés à l'employeur, saisir l'employeur en cas d'atteinte aux droits des personnes et aux libertés individuelles dans l'entreprise, intervenir auprès de l'inspecteur du travail). Ils sont consultés sur les conditions de travail et d'emploi dans l'entreprise et peuvent émettre des avis et faire des propositions à l'employeur comme aux autres institutions représentatives qui existent dans l'entreprise. Tout établissement d'au moins 11 salariés doit élire des délégués du personnel à l'exception des organismes relevant du droit public. Depuis la loi du 20 décembre 1993, le mandat des délégués du personnel a été porté de 1 à 2 ans alignant ainsi sa durée sur celle du comité d'entreprise.

Le nombre de délégués à élire varie selon la taille de l'établissement et est fixé par le Code du Travail mais il peut être modifié par accord collectif. Il est élu autant de suppléants que de titulaires.

Les élections s'éffectuent par un scrutin de liste avec répartition des sièges à la proportionnelle. Il est prévu la possibilité de deux tours de scrutin. Le second tour est organisé dans un délai de quinze jours après le premier si le nombre de votants est inférieur à la moitié du nombre d'électeurs inscrits ou s'il y a carence de candidatures. Au premier tour, chaque liste est établie par les organisations syndicales représentatives. Au second tour, les électeurs peuvent voter pour des listes autres que celles présentées par les organisations syndicales.

Les élections ont lieu par collège. Les collèges prévus par le code du travail sont les ouvriers et les employés d'une part, puis les ingénieurs, chefs de service, techniciens, agents de maîtrise et assimilés. Le nombre et la composition des collèges peuvent être modifiés après accord entre les organisations syndicales et l'entreprise.

Nuisances professionnelles

Être exposé à une nuisance professionnelle ne signifie pas être en présence d'un risque. Il y a risque seulement si la nature, la durée ou l'intensité de l'exposition sont suffisantes pour provoquer une atteinte éventuelle à la santé du salarié. Les premiers résultats publiés ici concernent uniquement les expositions.

Représentants du personnel

Sont englobées sous le terme « représentants du personnel » les diverses catégories de salariés protégés par la loi : délégués du personnel, membres des comités d'entreprise, des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, délégués syndicaux, représentants syndicaux auprès des comités d'entreprise, représentants des salariés aux conseils d'administration ou de surveillance des entreprises soumises à la loi de démocratisation du secteur public. D'autres catégories de salariés, disposant de mandats électifs ou non, bénéficient également d'un statut protecteur : les représentants des salariés des entreprises en redressement judiciaire, les conseillers prud'homaux, et, depuis 1991, les conseillers du salarié.

Les représentants du personnel bénéficient de dispositions légales protectrices. Parmi elles, figure l'obligation, pour tout employeur souhaitant licencier un représentant du personnel, d'en demander l'autorisation préalable à l'inspecteur du travail. Saisi d'une demande de licenciement de salarié protégé, l'inspecteur du travail peut l'autoriser ou la refuser. Le cas échéant, l'une ou l'autre partie (employeur ou représentant du personnel en cause) peut contester la décision de l'inspecteur du travail en formant un recours hiérarchique auprès du ministre du Travail.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité : direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques;

— INSEE - division « Emploi »;

— Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAM -TS).

Publications de la DARES :

Bulletin mensuel des statistiques du Travail;

Dossiers statistiques.

Premières informations et premières synthèses :

« Les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) à la mi-1993 », n° 97-02, 09-2.

« Les licenciements des représentants du personnel en 1995 », n° 97-04, 15-2.

« Les comités d'entreprise et l'emploi », n° 97-04, 18-1.

« Les contraintes articulaires pendant le travail », n° 97-06, 24-4.

« Les élections aux comités d'entreprise en 1995 », n° 97-08, 33-3.

« En 1996, recul des conflits du travail à un niveau proche de celui de 1994 », n° 98-01, 01-1.

« Expositions aux contraintes et nuisances dans les industries agricoles et alimentaires », n° 98.05-20.1;

« L'exposition aux produits cancérigènes dans le travail », n° 98.07-31.2;

« L'impact macroéconomique d'une politique de réduction de la durée du travail », n° 98.01-05.2.

Publications de l'INSEE :

Données sociales, 1999;

« Temps et rythmes de travail en 1995 », J.D Fermanian;

« Les relations professionnelles en mutation », M.Cézard, J.L Dayan;

« L'aménagement et la réduction du temps de travail », C. Bloch-London, P.Poisard.

« Enquête sur l'emploi », *INSEE-Résultats.*

« La durée du travail à temps complet », *INSEE-Première,* n° 545, septembre 1997.

« Travailler au-delà de la durée habituelle », *INSEE-Première*, n°591, juin 1998.

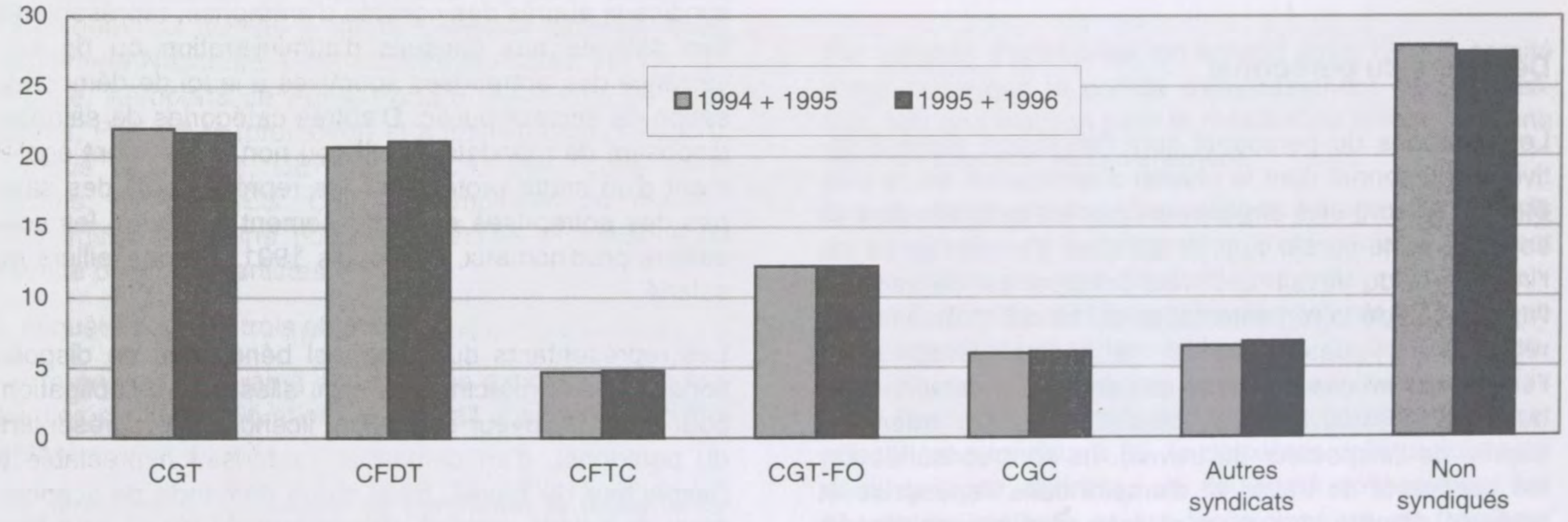
France, Portrait Social, INSEE, 1997 : « Les sociétés britannique et française depuis vingt-cinq ans : durée et conditions de travail - relations professionnelles. ».

*
* *

GRAPHIQUE C.02

Score des syndicats pour l'ensemble des collèges des comités d'entreprises

En %



Pour avoir une vision d'ensemble des comités d'entreprise et des délégations uniques, il est indispensable de regrouper deux années consécutives. Les élections dans un même établissement n'ont lieu que tous les deux ans et les résultats d'une année ne concernent grosso-modo que la moitié du parc des établissements. De plus, les résultats des années paires diffèrent sensiblement de ceux des années impaires.
Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

TABLEAU C.02-1

Durée annuelle effective et offerte du travail de l'ensemble des salariés par branche

Source : INSEE

NAP niveau 15 en U et 40 en T		1993		1994		1995		*r* 1996		1997	
		durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PÊCHE	U01	1 761	1 510	1 774	1 504	1 724	1 480	1 734	1 502	1 715	1 475
INDUSTRIE (hors BGCA)	U02 à U06	1 757	1 604	1 756	1 601	1 757	1 610	1 770	1 612	1 755	1 601
dont : Autres produits agricoles et alimentaires	T03	1 761	1 611	1 761	1 606	1 761	1 606	1 767	1 608	1 757	1 602
Combustibles minéraux solides et cokes	T04	1 722	1 523	1 722	1 517	1 713	1 504	1 727	1 529	1 726	1 515
Pétrole brut et raffiné, gaz naturel	T05	1 724	1 621	1 724	1 621	1 711	1 611	1 734	1 636	1 733	1 636
Électricité, gaz et eau	T06	1 717	1 618	1 717	1 621	1 708	1 611	1 727	1 637	1 726	1 637
Minerais et métaux ferreux	T07	1 733	1 586	1 729	1 581	1 733	1 583	1 739	1 591	1 733	1 586
Minerais et métaux non ferreux	T08	1 737	1 582	1 732	1 574	1 737	1 580	1 742	1 593	1 737	1 587
Matériaux de construction	T09	1 775	1 633	1 775	1 634	1 770	1 627	1 776	1 631	1 770	1 625
Verre	T10	1 750	1 598	1 754	1 601	1 750	1 597	1 755	1 601	1 750	1 596
Chimie de base, fibres artificielles et synthétiques	T11	1 715	1 570	1 711	1 564	1 711	1 564	1 716	1 575	1 711	1 570
Parachimie et pharmacie	T12	1 737	1 568	1 737	1 568	1 741	1 576	1 742	1 581	1 732	1 573
Fonderie et travail des métaux	T13	1 774	1 635	1 769	1 633	1 769	1 633	1 775	1 642	1 769	1 636
Mécanique	T14	1 766	1 641	1 766	1 638	1 766	1 639	1 767	1 642	1 762	1 639
Matériels électriques et électroniques professionnels	T15A	1 748	1 598	1 748	1 598	1 752	1 598	1 753	1 600	1 743	1 594
Biens d'équipement ménager	T15B	1 743	1 589	1 743	1 589	1 743	1 583	1 744	1 586	1 739	1 583
Matériels de transport terrestre	T16	1 762	1 611	1 757	1 608	1 762	1 609	1 763	1 615	1 757	1 612
Construction navale et aéronautique, armement	T17	1 739	1 589	1 734	1 586	1 743	1 589	1 744	1 591	1 734	1 584
Textiles et habillement	T18	1 777	1 514	1 777	1 500	1 781	1 605	1 782	1 597	1 772	1 589
Cuirs et chaussures	T19	1 777	1 606	1 777	1 602	1 781	1 611	1 787	1 613	1 772	1 601
Bois, meubles et industries diverses	T20	1 775	1 631	1 775	1 628	1 779	1 637	1 780	1 640	1 770	1 631
Papier, carton	T21	1 755	1 617	1 755	1 617	1 755	1 613	1 761	1 619	1 751	1 610
Presse et édition	T22	1 747	1 609	1 747	1 603	1 752	1 608	1 753	1 612	1 743	1 604
Caoutchouc et matières plastiques	T23	1 767	1 619	1 767	1 618	1 763	1 613	1 768	1 619	1 763	1 613
BÂTIMENT, GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE (BGCA)	U07	1 775	1 667	1 767	1 658	1 770	1 664	1 769	1 655	1 758	1 644
COMMERCE	U08	1 761	1 554	1 761	1 571	1 761	1 567	1 767	1 572	1 761	1 568
TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	U09										
dont : Transports	T31	1 789	1 662	1 794	1 668	1 780	1 657	1 790	1 697	1 784	1 692
Télécommunications et postes	T32	1 736	1 534	1 736	1 536	1 731	1 506	1 845	1 575	1 831	1 565
SERVICES MARCHANDS (1)	U10										
dont : Réparation et commerce de l'automobile	T29	1 784	1 693	1 784	1 691	1 784	1 695	1 777	1 660	1 771	1 654
Hôtels, cafés, restaurants	T30	1 826	1 545	1 826	1 540	1 844	1 586	1 741	1 513	1 736	1 502
Services marchands aux entreprises	T33	1 759	1 637	1 759	1 635	1 764	1 639	1 769	1 646	1 759	1 638
Services marchands aux particuliers	T34	1 753	1 452	1 753	1 450	1 771	1 495	1 773	1 512	1 758	1 502
SERVICES D'ASSURANCE	U12	1 715	1 541	1 715	1 537	1 719	1 541	1 725	1 538	1 715	1 534
SERVICES DES ORGANISMES FINANCIERS	U13	1 751	1 590	1 751	1 592	1 751	1 593	1 756	1 586	1 751	1 585
SERVICES NON MARCHANDS	U14	1 592	1 364	1 597	1 363	1 588	1 359	1 598	1 370	1 580	1 354
Ensemble		**1 710**	**1 521**	**1 711**	**1 520**	**1 709**	**1 523**	**1 714**	**1 529**	**1 702**	**1 519**

(1) Non comptabilisés ailleurs.

TABLEAU C.02-2

Les grèves dans la fonction publique et les entreprises privées et nationalisées

En nombre de journées individuelles non travaillées (JINT) (1)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES et DGAFP)

	Fonction publique (2)	Entreprises privées et publiques nationalisées (3)	**Total**	Secteur privé et nationalisé par rapport au total en %
1984	974 900	1 357 000	**2 331 900**	58
1985	341 000	884 900	**1 225 900**	72
1986	853 000	1 041 500	**1 894 500**	55
1987	784 900	969 000	**1 753 900**	55
1988	686 000	1 242 200	**1 928 200**	64
1989	2 322 000	904 400	**3 226 400**	28
1990	573 900	693 700	**1 267 600**	55
1991	239 000	665 500	**904 500**	74
1992	218 000	490 500	**708 500**	69
1993	388 500	533 200	**921 700**	58
1994	226 600	521 000	**747 600**	70
1995	3 762 700	2 120 501	**5 883 201**	36
1996	686 000	448 000	**1 134 000**	39
1997	383 000	455 099	**838 099**	54

(1) Journées individuelles non travaillées à l'occasion de conflits localisés et généralisés.
(2) Il s'agit de la Fonction publique d'État, à l'exclusion de la Fonction publique territoriale et de la Fonction publique hospitalière (les chiffres de 1988 ne comprennent donc pas la grève des infirmières). Les chiffres de 1996 ne comprennent pas les données sur la Poste et les Télécommunications indisponibles.
(3) Y compris donc la SNCF, la RATP, Air-France et Air-France Europe (ex : Air-Inter).

TABLEAU C.02-3

Conflits du travail

Ensemble des activités économiques à l'exception de l'agriculture et des administrations publiques

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

	Unités	1992	1993	1994	1995 (1)	1996	1997
Conflits localisés							
Conflits observés	Nombre	1 494	1 472	1 671	2 066	1 439	1 607
Effectifs ayant cessé le travail	Millier	195,1	238,7	215,0	521,8	136,4	145,9
Journées individuelles non travaillées	Millier	395,2	510,9	500,5	783,8	444,1	393,4
Conflits généralisés							
Effectifs ayant cessé le travail	Millier	123,1	18,4	25,5	1 141,4	4,9	9,3
Journées individuelles non travaillées	Millier	131,3	22,3	20,5	1 336,8	3,7	61,7

(1) À partir de 1995, les DOM-TOM sont comptabilisés dans les effectifs.

TABLEAU C.02-4

Répartition des salariés par type d'horaires et selon la catégorie socioprofessionnelle

Source : INSEE (enquêtes sur l'emploi) %

Catégories socio-professionnelles	Mêmes horaires tous les jours	Horaires alternants	Horaires variables d'un jour à l'autre
Cadres			
1998	52,2	0,6	47,2
1997	53,9	0,7	45,4
1995	52,8	0,7	46,6
1990	47,2	0,7	52,1
Professions intermédiaires			
1998	62,9	6,5	30,6
1997	63,5	6,6	29,9
1995	61,5	6,7	31,8
1990	60,2	6,5	33,3
Employés			
1998	65,7	6,7	27,6
1997	66,0	7,4	26,5
1995	66,4	7,0	26,6
1990	68,0	6,8	25,2
Ouvriers			
1998	65,6	17,2	17,2
1997	66,5	16,4	17,1
1995	67,9	15,5	16,6
1990	68,2	15,0	16,8
Ensemble des salariés			
1998	**63,2**	**9,0**	**27,8**
1997	**64,0**	**9,1**	**27,0**
1995	**63,9**	**8,7**	**27,4**
1990	**64,0**	**8,8**	**27,2**

TABLEAU C.02-5A

Répartition des salariés par catégorie socioprofessionnelle et selon le travail le dimanche

Source : INSEE (enquêtes sur l'emploi)

%

Catégories socio-professionnelles	Travail habituel le dimanche	Certains dimanches seulement	Ne travaille jamais le dimanche
Cadres			
1998	3,8	29,0	67,2
1997	3,9	28,8	67,2
1995	4,2	28,8	67,0
1990	2,3	19,8	77,9
Professions intermédiaires			
1998	4,4	23,8	71,8
1997	4,7	23,2	72,1
1995	4,8	22,7	72,5
1990	4,7	17,3	78,0
Employés			
1998	8,2	19,3	72,5
1997	8,3	18,8	72,9
1995	7,7	18,9	73,5
1990	8,5	16,9	74,7
Ouvriers			
1998	4,8	12,6	82,6
1997	4,4	12,2	83,4
1995	4,4	12,1	83,5
1990	4,4	11,3	84,3
Ensemble des salariés			
1998	**5,7**	**19,6**	**74,7**
1997	**5,7**	**19,2**	**75,1**
1995	**5,6**	**19,0**	**75,5**
1990	**5,5**	**15,4**	**79,1**

TABLEAU C.02-5B

Répartition des salariés par catégorie socioprofessionnelle et selon le travail le samedi

Source : INSEE (enquêtes sur l'emploi)

%

Catégories socio-professionnelles	Travail habituel le samedi	Certains samedis seulement	Ne travaille jamais le samedi
Cadres			
1998	12,1	38,6	49,3
1997	12,2	39,2	48,6
1995	13,1	40,1	46,8
1990	14,5	33,6	51,9
Professions intermédiaires			
1998	16,7	32,4	50,9
1997	16,8	32,6	50,6
1995	17,3	33,2	49,4
1990	21,7	28,8	49,5
Employés			
1998	27,9	23,6	48,5
1997	28,2	23,7	48,1
1995	28,1	23,8	48,1
1990	30,9	22,0	47,1
Ouvriers			
1998	14,4	28,0	57,6
1997	13,9	28,2	57,9
1995	14,1	28,8	57,1
1990	14,1	29,7	56,2
Ensemble des salariés			
1998	**19,1**	**29,0**	**51,9**
1997	**19,1**	**29,2**	**51,7**
1995	**19,3**	**29,7**	**51,0**
1990	**21,3**	**27,4**	**51,3**

TABLEAU C.02-6

Les expositions aux contraintes physiques dans le travail

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (enquêtes SUMER 1994)

	Station debout plus de 20 h par semaine	Gestes répétitifs à cadence élevée	Manutention manuelle de charges	Nuisances sonores	Nuisances thermiques	Travail sur écran
Secteurs d'activité économique						
Industrie	33,9	24,0	38,2	42,9	16,4	33,0
Construction	35,0	28,9	58,5	46,3	43,1	16,6
Tertiaire	25,4	15,7	33,1	16,5	13,2	41,6
Agriculture	24,0	41,5	55,8	46,9	70,4	10,0
Catégorie socioprofessionnelle						
Cadres et professions intellectuelles supérieures	6,0	2,3	8,2	10,4	5,6	66,6
Professions intermédiaires	19,2	6,8	26,9	22,0	13,7	50,6
Employés	25,2	17,2	27,8	12,8	8,1	49,2
Ouvriers	42,3	35,3	59,8	46,7	35,3	8,1
Taille de l'établissement						
1 à 9 salariés	32,5	20,4	39,7	23,0	22,7	28,5
10 à 49 salariés	26,8	19,3	38,4	25,6	20,3	34,8
50 à 199 salariés	28,7	21,6	38,7	30,8	19,5	35,9
200 à 499 salariés	28,6	22,1	35,7	30,9	16,1	42,4
500 salariés et plus	21,7	17,7	30,3	31,1	11,6	48,4
Ensemble des salariés	**28,3**	**20,3**	**37,6**	**27,4**	**19,3**	**35,7**

TABLEAU C.02-7

Proportion de salariés utilisateurs des nouvelles technologies

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (enquêtes sur les conditions de travail) (1) %

Type d'équipement	Cadres			Professions intermédiaires			Employés			Ouvriers qualifiés			Ouvriers non qualifiés			Ensemble		
	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998
Terminal relié à un ordinateur	35	38	31	28	30	25	24	24	18	7	9	9	3	4	4	20	22	18
Micro-ordinateur (y compris machine à traitement de texte)	52	63	83	37	45	68	26	33	47	6	8	20	3	4	9	35	31	47
Ordinateur (terminal relié à un ordinateur ou micro-ordinateur)	60	–	•	47	–	•	36	–	•	10	–	•	5	–	•	32	–	•
Minitel	44	56	•	32	44	•	25	34	•	4	7	•	1	2	•	21	30	•
Vidéo	17	24	•	13	20	•	3	7	•	2	4	•	1	2	•	7	11	•
Robot ou manipulateur automatique	1	1	1	1	2	2	–	–	–	3	4	4	2	3	3	1	2	2
Machine à commande numérique	1	1	1	1	2	3	–	–	1	4	7	11	2	5	9	1	3	4
Instruments de mesure	–	12	•	–	11	•	–	4	•	–	10	•	–	5	•	–	8	•
Instruments médicaux	–	2	•	–	3	•	–	1	•	–	–	•	–	–	•	–	1	•
Autres outils	–	4	•	–	3	•	–	2	•	–	2	•	–	1	•	–	2	•
Appareil à télécopie (fax)	–	68	•	–	48	•	–	34	•	–	10	•	–	4	•	–	34	•

(1) Données provisoires pour l'enquête 1998 dont le questionnaire a été modifié.

TABLEAU C.02-8

Nombres de maladies professionnelles indemnisées

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

	1990	1991	*r* 1992	1993	1994	1995	1996
Affections provoquées par le bruit :							
Total	**884**	**865**	**941**	**791**	**776**	**835**	**699**
T. 42a (1)	871	836	912	763	751	809	651
T. 46 b (1)	13	29	29	28	25	26	48
Affections périarticulaires :							
Total	**1 175**	**1 541**	**2 602**	**3 432**	**4 426**	**5 402**	**6 539**
T. 57a	1 057	1 360	2 402	3 165	3 963	4 773	5 767
T. 39b	118	181	200	267	463	629	772
Silicoses :							
Total	**752**	**654**	**290**	**226**	**247**	**274**	**198**
T. 25a	752	654	289	226	247	274	197
T. 22b	–	1	1	–	–	–	1
Ciment :							
Total	**367**	**360**	**369**	**273**	**235**	**251**	**230**
T. 8a	365	358	365	270	232	251	228
T. 14b	2	2	4	3	3	–	2
Amiante :							
Total	**411**	**504**	**507**	**544**	**727**	**777**	**818**
T. 30a	411	504	507	544	727	777	817
T. 47b	–	–	–	–	–	–	1
Hépatites virales :							
Total	**64**	**73**	**76**	**56**	**40**	**34**	**48**
T. 45a	63	73	76	56	40	34	48
T. 33b	1	–	–	–	–	–	–
Lésions eczématiformes de mécanisme allergique :							
Total	**255**	**339**	**314**	**343**	**406**	**371**	**327**
T. 65a	220	306	280	317	361	324	288
T. 44b	35	33	34	26	45	47	39
Bois :							
Total	**98**	**113**	**111**	**102**	**94**	**84**	**84**
T. 47a	85	108	107	92	88	81	78
T. 36b (bois exotiques)	13	5	4	10	6	3	6
Affections respiratoires de mécanisme allergique :							
Total	**187**	**207**	**194**	**216**	**226**	**239**	**206**
T. 66a	144	171	167	188	182	193	176
T. 45b	43	36	27	28	44	46	30
Vibrations et chocs d'outils :							
Total	**132**	**137**	**143**	**156**	**146**	**161**	**128**
T. 35 + 48, T. 69a	115	116	120	132	134	145	109
T. 29b	17	21	23	24	12	16	19
Brucelloses :							
Total	**87**	**66**	**47**	**43**	**33**	**28**	**30**
T. 24a	62	40	14	19	12	21	13
T. 6b	25	26	33	24	21	7	17
Dermatoses dues aux lubrifiants :							
Total	**91**	**115**	**93**	**–**	**71**	**85**	**65**
T. 36a	91	115	93	–	71	84	64
T. 25b	–	–	–	–	–	1	1
Isocyanates organiques :							
Total	**77**	**88**	**111**	**89**	**83**	**86**	**75**
T. 62a	77	88	111	89	83	86	75
T. 43b	–	–	–	–	–	–	–
Amines aromatiques :							
T. 15a	52	72	68	60	48	55	40
Acides chromiques, chromates :							
Total	**63**	**47**	**41**	**37**	**41**	**38**	**27**
T. 10a	63	47	41	37	39	38	27
T. 34b	–	–	–	1	2	–	–

(1) Voir l'explication dans la partie méthodologie du texte pour la définition des lignes a et b.

TABLEAU C.02-8 (suite et fin)

Nombres de maladies professionnelles indemnisées

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

	1990	1991	*r* 1992	1993	1994	1995	1996
Dérivés halogénés de l'éthylène :							
T. 12a	35	42	29	29	29	23	25
Benzolisme :							
Total	**29**	**27**	**27**	**26**	**24**	**29**	**18**
T. 4a	29	27	24	26	24	29	17
T. 19b	–	–	3	–	–	–	1
Aldéhyde formique et polymères :							
Total	**41**	**52**	**46**	**38**	**31**	**31**	**31**
T. 43a	40	52	46	37	29	30	30
T. 28b	1	–	–	1	2	1	1
Sidérose (oxyde de fer) :							
T. 44a	55	27	30	18	14	21	34
Résines époxydiques :							
Total	**72**	**115**	**73**	**82**	**54**	**60**	**57**
T. 51a	72	115	73	81	54	60	57
T. 37b	–	–	–	1	–	–	–
Amines aliphatiques et alicycliques :							
T. 49a	16	14	21	19	18	16	19
Maladies infectieuses en milieu hospitalier :							
T. 76a	21	33	27	21	15	10	7
Kératoconjonctivites virales :							
T. 80a	2	8	22	11	5	9	6
Total des maladies listées	**4 975**	**5 508**	**6 161**	**6 613**	**7 789**	**...**	**9 711**
a	**4 707**	**5 174**	**5 803**	**6 200**	**7 166**	**...**	**8 773**
b	**268**	**334**	**358**	**413**	**623**	**776**	**938**
Total des maladies indemnisées	**5 318**	**5 923**	**6 533**	**7 051**	**8 150**	**9 374**	**10 078**
a	**5 029**	**5 564**	**6 146**	**6 598**	**7 500**	**8 556**	**9 097**
b	**289**	**359**	**387**	**453**	**650**	**818**	**981**

(1) Voir l'explication dans la partie méthodologie du texte pour la définition des lignes a et b.

TABLEAU C.02-9

Nombre d'accidents du travail avec arrêt pour 1 000 salariés et nombre de morts

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Nombre d'arrêts pour 1 000 salariés							
CNAMTS	53	54	52	48	46	46	45
Régime agricole	39	38	37	35	33	33	33
Nombre de morts							
CNAMTS	1 213	1 082	1 024	855	837	712	760
Régime agricole	72	95	84	97	100	93	106
Total	**1 285**	**1 177**	**1 108**	**952**	**937**	**805**	**866**

TABLEAU C.02-10

Taux de fréquence des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

Année de reconnaissance de l'accident (2)	1992	1993	1994	1995	1996
Bâtiment, travaux publics (3)	71	67	64	64	59
Industrie du bois	50	45	44	52	51
Pierres et terre à feux	47	41	40	39	37
Transports et manutention	45	42	42	41	40
Alimentation	39	36	35	34	33
Caoutchouc et papier-carton	33	30	29	32	30
Métallurgie	32	29	28	27	27
Industries textiles	28	24	24	26	25
Ensemble du régime général	**28**	**26**	**26**	**25**	**24**

(1) Taux de fréquence = (Nombre d'accidents avec arrêt / Nombre d'heures travaillées) x 1 000 000.
(2) Une partie de ces accidents sont survenus l'année antérieure.
(3) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris.

TABLEAU C.02-11

Taux de gravité des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

Année de reconnaissance de l'accident (2)	1992	1993	1994	1995	1996
Bâtiment, travaux publics (3)	3,27	3,20	3,03	3,05	2,85
Industrie du bois	1,53	1,43	1,38	1,74	1,71
Pierres et terre à feux	1,76	1,62	1,60	1,56	1,53
Transports et manutention	2,09	1,97	1,93	1,88	1,82
Alimentation	1,21	1,13	1,12	1,13	1,09
Caoutchouc et papier-carton	1,09	1,00	1,02	1,03	1,01
Métallurgie	0,99	0,91	0,89	0,86	0,85
Industries textiles	0,89	0,81	0,78	0,88	0,86
Ensemble du régime général	**1,06**	**1,00**	**0,98**	**0,90**	**0,94**

(1) Taux de gravité = (nombre de journées perdues / nombre d'heures travaillées) x 1 000.
(2) Une partie de ces accidents sont survenus l'année antérieure.
(3) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris.

TABLEAU C.02-12A

Climat social dans des établissements selon les employeurs

« Comment qualifieriez-vous à ce jour le climat social dans votre établissement ? »

En 1993 (champ : tous les établissements)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES (enquête relations professionnelles et négociations d'entreprise) *Unité* : %

	Calme	Plutôt calme	Plutôt tendu	Tendu	Non réponses	**Total**
Secteurs d'activité :						
Industries agro-alimentaires	66,0	29,2	2,9	1,9	–	**100,0**
Énergie et industries des biens intermédiaires	63,1	23,5	9,2	3,6	0,6	**100,0**
Industries des biens d'équipement	58,5	25,6	11,5	4,4	–	**100,0**
Industries des biens de consommation	67,3	25,2	5,1	1,8	0,6	**100,0**
BTP	71,3	20,3	4,2	4,2	–	**100,0**
Commerce	68,2	22,3	7,8	1,7	–	**100,0**
Transports et télécommunications	53,1	29,3	13,1	4,5	–	**100,0**
Services hors santé	59,2	30,0	7,4	3,3	0,1	**100,0**
Services santé	59,4	28,7	9,2	2,7	–	**100,0**
Banques-assurances	54,5	34,2	10,6	0,7	–	**100,0**
Tous secteurs	**61,6**	**27,0**	**8,4**	**2,8**	**0,2**	**100,0**
Taille de l'établissement :						
1 à 19	64,8	25,0	7,0	3,2	–	**100,0**
20 à 49	62,8	25,8	8,5	2,8	0,1	**100,0**
50 à 99	62,8	25,6	9,6	2,0	–	**100,0**
100 à 199	56,2	33,3	6,9	2,9	0,7	**100,0**
200 à 499	51,5	33,7	12,1	2,7	–	**100,0**
500 à 999	42,0	37,3	18,3	2,3	0,1	**100,0**
1 000 et plus	29,5	44,9	19,7	5,9	–	**100,0**
Toutes tailles	**61,6**	**27,0**	**8,4**	**2,8**	**0,2**	**100,0**
Selon la représentation du personnel dans l'établissement :						
Délégués syndicaux	49,8	35,4	11,4	3,2	0,2	**100,0**
Comités d'entreprise	68,4	23,6	6,1	1,9	–	**100,0**
Délégués du personnel	71,7	15,5	8,5	4,1	0,2	**100,0**
Pas de représentation du personnel	66,4	24,0	7,0	2,6	–	**100,0**
Tous établissements	**61,6**	**27,0**	**8,4**	**2,8**	**0,2**	**100,0**

TABLEAU C.02-12B

Climat social dans des établissements selon les représentants du personnel

« Comment qualifieriez-vous à ce jour le climat social dans votre établissement ? »

En 1993 (champ : tous les établissements, sans les non réponses)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES (enquête relations professionnelles et négociations d'entreprise) *Unité* : %

	Calme	Plutôt calme	Plutôt tendu	Tendu	**Total**
Type de représentants du personnel :					
Délégués syndicaux	20,1	20,5	34,6	24,9	**100,0**
Comités d'entreprise	32,4	26,8	25,6	15,2	**100,0**
Délégués du personnel	33,2	23,2	30,7	12,9	**100,0**
Tous représentants du personnel	**26,7**	**23,0**	**31,1**	**19,3**	**100,0**
Taille de l'établissement :					
Moins de 50	28,8	18,9	32,9	19,3	**100,0**
Entre 50 et 99	25,5	26,1	30,5	17,9	**100,0**
Entre 100 et 199	32,6	23,3	24,5	19,5	**100,0**
Entre 200 et 499	16,5	25,2	37,4	21,0	**100,0**
Entre 500 et 999	14,6	21,4	37,2	26,9	**100,0**
Plus de 1 000	8,7	18,2	32,0	41,1	**100,0**
Toutes tailles	**26,7**	**23,0**	**31,1**	**19,3**	**100,0**
Secteur d'activité :					
Industries agro-alimentaires	38,2	33,4	22,9	5,5	**100,0**
Énergie et industries des biens intermédiaires	24,8	19,0	31,5	24,7	**100,0**
Industries des biens d'équipement	24,2	16,6	34,9	24,3	**100,0**
Industries des biens de consommation	27,8	25,1	27,1	19,9	**100,0**
BTP	31,3	22,6	31,8	14,3	**100,0**
Commerce	36,3	21,2	27,3	15,3	**100,0**
Transports et télécommunications	23,9	24,0	28,3	23,9	**100,0**
Services hors santé	25,6	27,9	27,3	19,2	**100,0**
Services de santé	21,1	24,8	35,1	19,1	**100,0**
Banques-assurances	16,0	18,2	45,3	20,6	**100,0**
Tous secteurs	**26,7**	**23,0**	**31,1**	**19,3**	**100,0**

TABLEAU C.02-13

Opinions des employeurs sur la représentation des salariés et le rôle des syndicats (1)

Année 1993

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES (enquête relations professionnelles et négociations d'entreprise) %

	Ensemble des établissements			*Dont :* établissements avec délégué syndical			*Dont :* établissements sans délégué syndical		
	D'accord	Pas d'accord	Ne sait pas ou non réponse	D'accord	Pas d'accord	Ne sait pas ou non réponse	D'accord	Pas d'accord	Ne sait pas ou non réponse
« Mon établissement a besoin d'interlocuteurs qui représentent les salariés »	75,0	22,0	3,0	92,0	8,0	—	66,0	31,0	3,0
« Les représentants du personnel dans mon établissement traduisent bien les aspirations et les revendications des salariés »	56,0	21,0	23,0	68,0	30,0	2,0	49,0	16,0	35,0
« Dans les négociations, les représentants des salariés prennent en considération les possibilités économiques de l'entreprise »	59,0	22,0	19,0	62,0	34,0	4,0	57,0	15,0	28,0
« Chez nous les salariés sont en mesure de défendre leurs intérêts »	83,0	14,0	3,0	80,0	19,0	1,0	84,0	12,0	4,0
« Les syndicats jouent un rôle irremplaçable dans la représentation des salariés »	46,0	51,0	3,0	56,0	43,0	1,0	40,0	56,0	4,0
« Les syndicats gênent le déroulement des activités de l'entreprise »	33,0	62,0	5,0	22,0	77,0	1,0	38,0	54,0	8,0
« L'action syndicale est un stimulant dans la vie de l'entreprise »	45,0	50,0	5,0	51,0	47,0	2,0	42,0	52,0	6,0

(1) Quatre items étaient proposés : « tout à fait d'accord », « plutôt d'accord » , « plutôt pas d'accord », « pas du tout d'accord », ainsi qu'un item « ne sait pas ». Des regroupements ont été opérés dans ce tableau.

TABLEAU C.02-14

Résultats des élections aux comités d'entreprise (1)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité *Unité :* % des suffrages exprimés

	r 1992	1993	*r* 1994	1995	1996
	Avec SNCF	Sans SNCF	Avec SNCF	Sans SNCF	Avec SNCF
Ensemble des salariés :					
CGT	24,3	19,7	24,1	19,7	23,6
CFDT	20,4	20,8	20,8	20,5	21,5
CFTC	4,2	4,7	4,3	5,1	4,5
FO	12,2	11,6	12,2	12,3	12,1
CGC	5,8	6,5	5,6	6,4	5,8
Autres syndicats	6,7	6,3	6,8	6,2	7,3
Non syndiqués	26,4	30,3	26,1	29,9	25,1
Ouvriers et employés (premier collège + collèges uniques) :					
CGT	30,1	24,3	29,3	24,1	28,7
CFDT	20,7	21,0	21,2	20,8	21,8
CFTC	4,2	4,6	4,2	5,1	4,4
FO	12,7	12,4	12,8	13,3	13,0
CGC	0,7	0,9	0,6	1,1	0,9
Autres syndicats	5,5	6,1	5,6	5,4	6,3
Non syndiqués	26,1	30,7	26,4	30,3	25,0
Maîtrise, techniciens et cadres [deuxième et troisième collèges (2)] :					
CGT	11,9	10,0	13,1	10,4	12,8
CFDT	19,1	20,4	20,1	20,0	20,9
CFTC	4,3	5,1	4,5	5,0	4,6
FO	10,9	9,9	11,0	10,3	10,2
CGC	17,6	18,4	16,4	17,6	16,4
Autres syndicats	9,4	6,7	9,4	7,8	9,7
Non syndiqués	26,8	29,5	25,4	28,9	25,4

(1) Depuis 1992, les élections SNCF ont lieu les années paires.
(2) Troisième collège à partir du moment où il est constitué.

TABLEAU C.02-15

Proportion d'établissements et salariés couverts par l'institution (1) selon la taille des établissements

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES (Enquêtes délégués du personnel) — *Unité* : %

Taille des établissements	1985		1988		1994	
	Proportion d'établissements ayant au moins un délégué du personnel	Proportion de salariés couverts par l'institution	Proportion d'établissements ayant au moins un délégué du personnel	Proportion de salariés couverts par l'institution	Proportion d'établissements ayant au moins un délégué du personnel	Proportion de salariés couverts par l'institution
11 à 49 salariés	39,5	45,3	36,1	44,5	29,6	33,8
50 à 99 salariés	63,4	63,6	55,3	55,3	58,9	59,6
100 à 499 salariés	82,0	85,7	78,1	84,4	74,8	79,1
500 à 999 salariés	96,9	97,1	95,4	95,9	90,5	90,8
1 000 salariés et plus	97,3	98,1	98,8	98,7	95,5	96,7
Ensemble	**47,6**	**73,9**	**43,3**	**69,7**	**37,8**	**65,8**

(1) Institution représentative du personnel.

TABLEAU C.02-16

Répartition selon l'appartenance syndicale des délégués du personnel

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES (Enquêtes délégués du personnel) — *Unité* : %

Syndicats	1985	1988	1994	Écart 85/94 (en points)	Écart 88/94 (en points)
CGT	24,8	22,7	18,1	– 6,7	– 4,6
CFDT	15,5	16,4	16,2	0,7	– 0,2
CFTC	2,5	2,8	4,0	1,5	1,2
CGT-FO	10,1	10,9	9,1	– 1,0	– 1,8
CFE-CGC	5,1	5,4	4,1	– 1,0	– 1,3
Autres syndicats	3,4	4,5	4,6	1,2	0,1
Non syndiqués	38,6	36,4	41,0	2,4	4,6
Non déclarés	–	1,0	2,9	2,9	1,9

TABLEAU C.02-17

Établissements ayant au moins un délégué syndical et effectifs correspondants suivant la taille des établissements

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Taille des établissements	Nombre d'établissements		Établissements avec délégués (en %)		Effectifs		Effectif des établissements avec délégués (en %)	
	1989	1993	1989	1993	1989	1993	1989	1993
50 à 99 salariés	18 317	17 354	35,7	34,9	1 284 803	1 225 375	37,0	35,9
100 à 199 salariés	9 601	9 677	58,4	54,3	1 328 717	1 337 782	59,5	55,5
200 à 499 salariés	5 127	5 253	78,1	74,9	1 532 029	1 559 637	79,5	76,4
500 à 999 salariés	1 230	1 181	89,9	88,0	832 713	803 786	90,0	88,5
1 000 salariés et plus	498	505	94,6	92,5	1 161 418	1 094 189	93,8	93,7
Total	**35 169**	**33 970**	**50,9**	**49,3**	**6 260 498**	**6 020 769**	**70,1**	**68,3**

TABLEAU C.02-18

Appartenance syndicale des délégués syndicaux

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Syndicats	1989		1993	
	Nombre de délégués	%	Nombre de délégués	%
CGT	11 651	28,1	10 866	27,5
CFDT	9 949	24,0	9 808	24,9
CGT-FO	7 436	17,9	7 336	18,6
CFE-CGC	5 512	13,3	4 996	12,7
CFTC	3 057	7,4	3 087	7,8
Autres syndicats	2 883	7,0	3 151	8,0
Total	**41 460**	**100,0**	**39 450**	**100,0**

TABLEAU C.02-19

Établissements ayant au moins un CHSCT (1) et effectifs correspondants suivant la taille des établissements (2)

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Nombre de salariés	Nombre d'établissements assujettis		Établissements ayant au moins un CHSCT (en %)		Effectifs (millier)		Effectifs des établissements avec CHSCT (en %)	
	1989	1993	1989	1993	1989	1993	1989	1993
Moins de 300 salariés	29 095	29 988	61,5	61,3	3 164,8	3 312,4	69,2	67,4
De 300 à 499 salariés	2 127	2 097	88,8	84,2	804,7	794,7	88,9	83,9
500 salariés et plus	1 727	1 682	92,4	90,2	1 994,9	1 879,9	92,6	90,2
Total	**32 949**	**33 767**	**64,8**	**64,1**	**5 964,4**	**5 987,0**	**79,7**	**76,8**

(1) Comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.
(2) Hors EDF, SNCF, et établissements publics.

TABLEAU C.02-20

Délégués syndicaux et CHSCT

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Pourcentage des établissements ayant au moins un délégué	50,9	///	///	///	///	49,3	///
Effectif correspondant (millier)	6 260,5	///	///	///	///	6 020,8	///
CHSCT (1) :							
Pourcentage des établissements ayant au moins un CHSCT	64,8	///	///	///	64,1	///	///
Effectif correspondant (millier)	5 964,4	///	///	///	5 987,8	///	///

(1) Comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.

TABLEAU C.02-21

Demandes de licenciement de représentants du personnel et décisions prises par les inspecteurs du travail

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES)

	Motifs (1) économiques			Autres (2) motifs			Tous motifs		
	1994	(3) 1995	1996	1994	(3) 1995	1996	1994	(3) 1995	1996
Nombre de demandes de licenciement de représentants du personnel	11 750	10 788	11 184	3 002	2 730	2 882	14 752	13 518	14 066
Variation par rapport à l'année précédente (en %)	− 28	− 10	+ 4	+ 21	− 11	+ 6	− 22	− 8	+ 4
Nombre d'autorisations	10 313	9 458	9 748	2 185	1 851	2 093	12 498	11 309	11 841
Autorisations par rapport aux demandes (en %)	88	88	87	73	68	73	85	84	84

(1) Motifs économiques : cette rubrique concerne essentiellement les demandes de licenciement économique, y sont regroupées également les demandes d'autorisations de transfert de salariés protégés en cas de transfert partiel d'entreprise.
(2) Autres motifs : cette rubrique concerne essentiellement les demandes de licenciement pour motif disciplinaire, avec lesquelles sont regroupées les demandes de licenciement pour divers motifs (inaptitude professionnelle, maladie, fin de contrat à durée déterminée).
(3) À partir de 1995, les chiffres des DOM sont inclus.

TABLEAU C.02-22

Décisions prises sur recours hiérarchique en matière de représentants du personnel

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES)

	Motifs économiques			Autres motifs			Tous motifs		
	1994	1995	1996	1994	1995	1996	1994	1995	1996
Nombres de décisions prises (1)	650	329	376	380	380	362	1 030	709	738
Variation par rapport à l'année précédente (en %)	− 15	− 49	+ 14	+ 4	−	− 5	− 9	− 31	+ 4

(1) Une décision peut concerner plusieurs représentants du personnel.

Chapitre C.03

Revenus et salaires

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Compte de revenu net des ménages par catégorie socioprofessionnelle.
2. Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon la catégorie sociale de la personne de référence.
3. Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon l'âge de la personne de référence.
4. Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon le type de ménage à la date de l'enquête.
5. Nombre d'établissements, effectifs et masse des salaires.
6. Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, entreprises privées, publiques et les hôpitaux).
7. Distribution par décile des salaires annuels, dans les entreprises privées, publiques et les hôpitaux.

8A. Prélèvements sociaux sur les salaires : cotisations des salariés et CSG.

8B. Prélèvements sociaux sur les salaires : cotisations patronales.

9. Salaire minimum de croissance SMIC.
10. Proportion de salariés au SMIC selon l'activité économique et la taille de l'établissement au 1er juillet.
11. Gains bruts moyens mensuels selon la taille, l'activité économique de l'établissement, le sexe et la catégorie socioprofessionnelle.

12A. Structure du gain brut moyen selon l'activité économique de l'établissement et la catégorie socioprofessionnelle.

12B. Structure du gain brut moyen selon l'activité économique de l'établissement.

13. Évolution annuelle de l'indice du taux de salaire horaire (TSH) des ouvriers selon l'activité économique.
14. Évolution annuelle de l'indice du taux de salaire horaire (TSH) des ouvriers selon la qualification.
15. Évolution annuelle du salaire mensuel de base (SMB) des salariés selon l'activité économique.
16. Évolution annuelle de l'indice du salaire mensuel de base (SMB) des salariés selon la qualification.
17. Salaire annuel net monétaire moyen des agents de l'État, des établissements publics nationaux, de l'enseignement privé sous contrat et des exploitants publics par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe.
18. Taux des rémunérations annexes des agents de l'État, des établissements publics nationaux, de l'enseignement privé sous contrat et des exploitants publics par profession, statut et sexe.
19. Éventail des rémunérations mensuelles brutes des fonctionnaires
20. Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements, de la Fonction publique d'État.
21. Indice d'évolution des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'État.
22. Évolution de la structure des coûts de la main-d'œuvre.
23. Structure du coût de la main-d'oeuvre dans l'industrie dans les pays de l'Union européenne.
24. Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 9 pays européens.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité et les divisions « Salaires et revenus d'activité », « Exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus » et « Revenus du patrimoine des ménages » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Dans les entreprises privées et publiques, le salaire offert en 1997 pour un travail à temps complet s'est établi en moyenne à 13 830 F par mois en brut et à 10 930 F net de prélèvements à la source (cotisations sociales, CSG et CRDS). Pour un travail à temps complet, la moitié des salaires nets offerts sont inférieurs à 8 830 F, un quart à 6 920 F. Entre 1996 et 1997, bénéficiant du ralentissement de l'inflation, le pouvoir d'achat du salaire brut moyen a progressé de 0,8 %. Le poids des prélèvements à la source sur les salaires ayant baissé pour la première fois depuis la guerre (hormis transitoirement en 1981), le salaire net a augmenté de 1,0 % en moyenne. Une faible partie de cette progression vient de la croissance des qualifications (0,2 point). À structure constante, c'est-à-dire en éliminant les effets de cette croissance des qualifications, le salaire brut a augmenté de 0,6 % et le salaire net de 0,8 %. Le salaire minimum a été fortement réévalué, enregistrant un gain de pouvoir d'achat de 2,1 % en net.

Entre 1996 et 1997, le salaire brut moyen par tête des agents des services civils de l'État est resté quasiment stable en francs constants (+ 0,1 %). Le salaire moyen net de prélèvements, (cotisations sociales, CSG et CRDS) a augmenté de 0,3 % en francs constants (c'est-à-dire en pouvoir d'achat). À corps, grade et échelon identiques, le salaire moyen a diminué, en francs constants, de 0,5 % en brut et de 0,3 % en net. En ajoutant l'effet des avancements et promotions, le salaire net de prélèvements des seules personnes en place s'est accru de 1,7 %, toujours en francs constants.

2. MÉTHODOLOGIE

Le revenu des ménages

Le revenu présenté ici porte sur l'ensemble des catégories de revenus des ménages, compatibles avec les définitions de la Comptabilité Nationale.

Les comptes de revenus des ménages par catégorie socioprofessionnelle reposent largement sur l'exploitation des données fiscales collectées par la Direction Générale des Impôts en vue de l'établissement de l'impôt sur le revenu. Cette exploitation est effectuée tous les cinq ou six ans. Cette enquête fournit des structures de revenus imposables par catégorie, qui sont utilisées pour répartir les divers montants du compte de revenu de la comptabilité nationale entre les différentes catégories socioprofessionnelles. Elle fournit également les répartitions par catégorie des prestations sociales, non imposables mais calculées sur barème, telles que les prestations familiales, le minimum vieillesse ou le revenu minimum d'insertion. Pour certains types de revenus, la somme des montants issus des déclarations fiscales est très inférieure aux évaluations issues des comptes nationaux. C'est, en particulier, le cas des revenus d'entreprises individuelles. On fait alors l'hypothèse que la sous-évaluation est indépendante de la catégorie sociale.

Le champ des revenus en comptabilité nationale est plus vaste que pour le fisc. Pour répartir les revenus non monétaires ou non imposables par nature entre les catégories socioprofessionnelles, on utilise d'autres enquêtes auprès des ménages. En particulier, on calcule les loyers fictifs, revenus que la comptabilité nationale attribue aux ménages propriétaires de leurs logements, à partir des résultats de l'enquête sur le logement. Les prestations de santé ou de maternité, non imposables, sont éclatées entre les catégories de ménage grâce aux informations détaillées fournies par l'enquête sur la santé. Certains revenus de la propriété sont exonérés d'impôt (intérêts des livrets A de caisses d'épargne) ou peuvent subir un prélèvement libératoire (revenus de certaines valeurs mobilières); on les répartit à l'aide des résultats d'enquêtes sur le patrimoine des ménages.

La formation des revenus est retracée à travers quelques rubriques : revenus primaires, revenus de transfert, impôts directs, revenu disponible brut.

Les comptes présentés sont issus d'une actualisation, pour l'année 1993, des résultats d'exploitation de données fiscales portant sur les revenus de 1990.

Les revenus monétaires déclarés aux enquêtes sont issus de la première vague de collecte de la partie française du panel européen de ménages, réalisée en 1994. Ce panel porte sur un échantillon d'environ 7 400 ménages, représentatifs de l'ensemble des ménages ordinaires résidant en France, et interrogés chaque année pendant trois ans. Les revenus déclarés à l'enquête portent sur l'ensemble de l'année 1993.

Lors de cette enquête, les ménages ont été interrogés sur l'ensemble de leurs revenus monétaires. Les revenus d'activités recouvrent l'activité principale, salariée ou indépendante, ainsi que les activités secondaires ou occasionnelles. Les revenus sociaux comprennent, outre les retraites et minima vieillesse, les prestations et indemnités liées au chômage, à la famille, à l'invalidité, à la formation ou au service national, ainsi que les aides monétaires et pensions alimentaires versées par d'autres ménages. Enfin, les ménages sont interrogés sur leurs revenus de placements mobiliers ou immobiliers. Ces montants sont, pour certains, soumis à des erreurs de déclarations. Ainsi, la masse des montants de revenus de placements déclarés est nettement inférieure à celle évaluée par les comptes nationaux. C'est également le cas pour les revenus d'activités indépendantes.

Les salaires et les gains

Depuis 1993, l'exploitation des DADS est exprimée dans la nomenclature économique de synthèse (NES 36).

Les tableaux donnant le nombre d'établissements et les salaires annuels moyens (secteurs privé et semi-public) résultent de l'exploitation des DADS (déclarations annuelles de données sociales) adressées par les employeurs à l'administration fiscale. Le champ couvert par les DADS ne comprend pas l'agriculture, les gens de maison, les apprentis et les administrations publiques. Ces exclusions peuvent expliquer certaines différences entre les statistiques fournies par l'UNEDIC et les résultats issus des DADS, notamment pour les secteurs E2, les arsenaux faisant partie des administrations publiques, et P2, Q1, Q2 et R1, une partie de ces secteurs étant exclue du champ. La collecte imparfaite des DADS dans certains secteurs d'activité (A0, par exemple) est aussi une cause de différence entre les deux sources statistiques. Les salaires tirés des DADS sont présentés sous deux concepts : le salaire déclaré tel qu'il figure dans les déclarations des

employeurs et le salaire offert, c'est-à-dire redressé des erreurs de déclaration et des retenues pour absence ou maladie. Par construction, le salaire offert est donc plus élevé que le salaire déclaré. L'évolution des taux de salaire horaire des ouvriers pour la France entière est présentée par activité économique et par qualification. ***L'enquête trimestrielle ACEMO (Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre)*** qui permet de connaître ces évolutions, ainsi que celles de l'emploi et de la durée du travail, a été rénovée en avril 1985. Elle reste une enquête auprès des établissements industriels et commerciaux de plus de 10 salariés : par sondage au-dessous de 50 salariés, exhaustive à partir de ce seuil.

Depuis octobre 1988, ***l'enquête sur les gains des salariés,*** poursuit en l'améliorant la série des enquêtes gains ACEMO effectuées depuis octobre 1972. Cette enquête est généralement semestrielle (avril et octobre). Elle mesure le gain mensuel moyen brut (primes mensuelles comprises) des salariés de la quasi-totalité des secteurs marchands non agricoles.

L'échantillon couvre l'ensemble du pays à l'exclusion des départements et territoires d'outre-mer. Il comprend tous les établissements de 50 salariés et plus, et un huitième des établissements de 11 à 49 salariés; soit environ 57 000 établissements employant plus de 10 salariés. Les établissements de 10 salariés et moins ne sont pas pris en compte dans le champ de l'enquête. Ils font l'objet d'une enquête annuelle distincte, réalisée en octobre.

L'enquête retient tous les salariés ayant un contrat de travail à durée indéterminée ou déterminée et ayant perçu une rémunération pour le mois de référence, qu'ils aient été présents tout le mois ou une partie du mois.

Une enquête complémentaire sur les gains annuels (appelée aussi "enquête primes") permet d'estimer le gain mensuel moyen toutes primes comprises. Elle est destinée à mesurer la part des primes qui ne sont pas versées mensuellement. Celles-ci se composent des primes à caractère stable comme le treizième mois, les primes de vacances et des primes aléatoires liées aux résultats de l'entreprise ou au rendement individuel du salarié.

Cette enquête porte uniquement sur les rémunérations annuelles décomposées selon la même ventilation que les rémunérations d'octobre ou d'avril de l'enquête semestrielle. Elle est effectuée auprès d'un cinquième des établissements qui répondent à l'enquête semestrielle soit environ 10 000 établissements employant plus de 10 salariés.

Les données collectées concernant le salaire de base excluent les primes et majorations pour heures supplémentaires.

Le système d'enquêtes sera entièrement révisé en 1999, avec de nouveaux indicateurs.

Les salaires de la Fonction publique

L'exploitation des fichiers informatisés de paie de la Fonction publique permet d'extraire, entre autres, des données sur le salaire annuel net moyen des agents de l'État ou sur le niveau de leurs primes et indemnités; celles-ci s'ajoutent au traitement de base, obtenu en multipliant l'indice hiérarchique de chaque agent par la valeur du point d'indice. La grille indiciaire de la fonction publique va d'un minimum (249) à un maximum (818), au-delà duquel se situe « l'échelle-lettre », elle-même subdivisée en groupes (de A à G) et chevrons (de 1 à 3). L'équivalent indiciaire du groupe E, 2e chevron est 1 317 (les lettres F et G étant réservées aux ministres, ou secrétaires d'État, et à quelques emplois, tels les préfets de région, les hauts magistrats et les chefs d'État-major...). Au traitement brut il faut déduire la retenue pour pension, la cotisation maladie de sécurité sociale et, le cas échéant (indices dépassant un certain seuil), la contribution de solidarité pour les travailleurs sans emploi (qui remplace la cotisation aux ASSEDIC). Dans les tableaux de ce chapitre, la contribution sociale généralisée (CSG) est également déduite et depuis 1996, la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS). À l'inverse le traitement est majoré, éventuellement, d'une indemnité de résidence (1 ou 3 % du traitement) et d'un supplément familial pour enfants à charge.

Pour tenir compte à la fois des mesures générales et des mesures catégorielles, un indice d'ensemble des traitements de la Fonction publique d'État est élaboré. Cet indice vise à représenter ce qu'aurait été l'évolution du salaire moyen dans la Fonction publique d'État dans l'hypothèse où il n'y aurait eu aucun recrutement et aucun départ et où chacun des salariés aurait gardé, en l'absence de tout avancement ou de toute promotion, la même situation professionnelle. Il est calculé sur des salaires qui ne tiennent pas compte de la plupart des mesures concernant les primes et indemnités. Or, depuis 1989, des mesures catégorielles se sont développées dans la Fonction publique d'État.

Cet indice prend également en compte l'incidence moyenne, pour l'ensemble des fonctionnaires civils titulaires de l'État, des mesures concernant l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement. Certaines mesures catégorielles étant rétroactives, cet indice des traitements ne devient définitif qu'au bout d'une période qui peut être généralement estimée à deux ans.

Dans ce chapitre, les résultats relatifs aux salaires annuels nets de prélèvements ne sont pas directement comparables, les champs étant différents.

Le coût de la main-d'œuvre

Une enquête communautaire européenne sur les coûts de la main-d'œuvre a été réalisée tous les trois ans jusqu'en 1984; depuis 1988, elle est faite tous les quatre ans dans les pays de l'Union européenne.

L'enquête effectuée pour la France couvre à la fois le champ de l'industrie et des commerces, banques et assurances. Depuis 1988, certains secteurs des services sont également enquêtés. Les résultats de l'enquête de 1996 ne sont pas connus à la date de réalisation de ce chapitre.

3. DÉFINITIONS

Coût de la main-d'œuvre

Le coût de la main-d'œuvre est constitué de l'ensemble des dépenses qui incombent à l'entreprise en contrepartie directe de l'emploi d'un salarié : rémunération directe

(salaire de base, primes mensuelles et autres, congés payés, etc.), charges sociales légales, conventionnelles et contractuelles, charges d'apprentissage et de formation professionnelle, participation aux frais de transport, avantages en nature, œuvres sociales.

Gains

Voir dans la méthodologie « Les salaires et les gains ».

Rémunération de la Fonction publique

La Fonction publique comprend la Fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères), la Fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la Fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics).

Le minimum mensuel de rémunération existe dans la Fonction publique depuis octobre 1955 et joue un rôle analogue à celui du SMIC dans le secteur privé. Il s'applique aux fonctionnaires titulaires de plus de 18 ans; il est défini par un indice hiérarchique variable dans le temps. Une indemnité de résidence variable selon le lieu de travail s'ajoute au minimum de rémunération.

L'échelle hiérarchique a été modifiée à différentes reprises par l'octroi à tous les fonctionnaires de points hiérarchiques uniformes. Ces mesures ont contribué à un léger resserrement de l'éventail hiérarchique.

L'indemnité de résidence, qui s'ajoute au traitement proprement dit, est calculée en pourcentage de celui-ci. Les communes sont classées dans différentes zones dont le nombre est passé de 10 en 1950, date d'entrée en vigueur du statut des fonctionnaires, à 3 depuis novembre 1974. Parallèlement, le taux de l'indemnité de résidence a diminué, celle-ci étant intégrée dans le traitement proprement dit, ce qui a contribué à majorer les pensions de retraite des fonctionnaires. Depuis novembre 1983, cette intégration est totale pour les communes classées en zone 3, l'indemnité de résidence ne subsistant plus qu'à Paris (au taux de 3 %), en Corse et dans quelques grandes villes (au taux de 1 %).

Les traitements augmentent sous l'effet de mesures générales (proportionnelles ou uniformes) ou catégorielles; celles-ci peuvent concerner un seul corps de fonctionnaires (instituteurs, professeurs de collège, agents et adjoints administratifs des administrations centrales et des services déconcentrés), un ensemble de corps ou un ministère, ou même toute une catégorie statutaire comprenant plus de 500 000 personnes.

Revenus primaires et revenus de transferts

Les revenus primaires regroupent les revenus d'activité nets de cotisation et de patrimoine. Les revenus du travail salarié aussi bien que les revenus d'entreprise individuelle sont nets de cotisations sociales. Les revenus de la production hors entreprise individuelle (loyers réels et fictifs, jardins familiaux) sont nets des intérêts versés pour le logement; de même, les revenus d'entreprise individuelle sont nets d'intérêts versés au titre de l'activité d'entreprise. Les revenus de transfert comprennent les prestations sociales, les opérations nettes d'assurance-dommage et les autres transferts reçus. Les impôts directs sont les impôts sur le revenu et le patrimoine.

Revenu disponible brut et net

Le revenu disponible brut est égal au revenu primaire auquel on a enlevé les impôts directs et les cotisations sociales et ajouté les prestations reçues. Pour une meilleure comparaison entre les revenus d'entrepreneurs individuels et les revenus des salariés, on déduit du revenu disponible brut la consommation de capital fixe des entreprises individuelles. De même, pour comparer les revenus disponibles des ménages propriétaires de logements à ceux des autres ménages, on retranche la consommation de capital fixe en logements. La consommation de capital fixe correspond à la dépréciation économique évaluée par la comptabilité nationale. On obtient alors le revenu disponible net.

SMIC

L'évolution du salaire minimum de croissance (SMIC) [loi n° 70-7 du 2 janvier 1970], est fonction de la hausse des prix. De plus, le SMIC peut être relevé eu égard à l'évolution des conditions économiques générales (1). Cette même loi détermine l'entrée en vigueur depuis janvier 1970 d'un minimum garanti, indexé sur les prix uniquement, qui sert au calcul de diverses allocations, indemnités, primes, plafonds de ressources ou exemptions fiscales.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE;

— Direction générale des Impôts;

— *Journal officiel;*

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité;

— Eurostat.

---

(1) Le SMIC s'applique également aux salariés agricoles; la rémunération minimale en agriculture peut, toutefois, être réduite contractuellement dans la limite de 10 % pour les salariés n'ayant qu'une capacité professionnelle réduite. Il est révisé de droit selon deux modalités :

— chaque hausse d'au moins 2 % de l'indice des prix est automatiquement suivie d'un relèvement du SMIC dans les mêmes proportions :

— une réévaluation a lieu chaque année au mois de juillet de façon à ce que l'accroissement du pouvoir d'achat du SMIC ne soit pas inférieur à la moitié du gain de pouvoir d'achat du taux de salaire horaire ouvrier.

Enfin, clause non obligatoire, le Gouvernement peut décider de porter en cours d'année le SMIC à un niveau supérieur à celui qui résulterait de la seule évolution des prix.

Publications :

« Rencontre européenne sur les salaires :

— quelques manifestations de flexibilité salariale;

— le déplacement du niveau de la négociation salariale;

— les déterminants du salaire;

— pratiques salariales et gestion du personnel dans les banques et les assurances;

— le rôle normatif de la négociation salariale de branche, Travail et emploi, n° 45, juin 1990.

« Coûts de la main d'œuvre, résultats principaux 1992 », *Document statistique Eurostat,* Thème « Population et conditions sociales », Série 3C, Comptes et Enquêtes;

« Évolution du rapport salarial 1984-1994 », *Les Dossiers de la Dares,* n° 1, janvier 1996;

« Politiques de rémunération », Les dossiers thématiques, *INSEE, Liaisons sociales, DARES*, n° 8, 1997

— Premières informations et Premières synthèses, Dares :

« Négociation salariale et salaires à la mi-1997 : ralentissement », n° 97-11.47-2;

« Les bas salaires en France, quels changements depuis 15 ans ? », n° 97-11.06-1;

« Les salariés au SMIC au 1-07-97 », n° 98-06.24-1;

« Les rémunérations et l'emploi dans les petits établissements en octobre 1997 », n° 98-06.27-1;

« Les primes versées en 1997 dans les établissements de 10 salariés et plus », n° 98-07.31-1;

« Les primes de partage du profit attribuées en 1997 », n° 98-09.38-2;

« Les salaires à la mi-98 : moins d'augmentation, mais plus de pouvoir d'achat », n° 98-11.48-1.

INSEE

Articles d'*Économie et Statistique :*

« Aux sources des carrières salariales et de l'emploi : les firmes et les salariés », décembre 1996;

« Les évolutions individuelles de salaire sur dix ans sont difficiles à prévoir », n° 314, 1998-4;

« Les structures de salaires en France et en Allemagne en 1995 : une analyse statistique comparative des hiérarchies salariales », n° 315, 1998-5.

« Les comptes de revenu des ménages par CSP 1984-1989 », *INSEE-Résultats,* n° 226, décembre 1992;

« Évolution récente des grandes catégories de revenus perçus par les ménages (année 1993) », *INSEE-Résultats,* n° 373-374, février 1995;

« Les salaires des agents de l'État en 1994 », *INSEE-Résultats,* n^{os} 518-519, février 1997;

« Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 1993 », *INSEE-Résultats*, n° 522, février 1997;

« La structure des salaires en 1992 », *INSEE-Résultats*, n° 534, avril 1997;

« Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 1996 », *INSEE-Résultats,* n° 594, février 1998;

« Séries longues sur les salaires », édition 1998, *INSEE-Résultats,* n° 605, avril 1998;

« Marché du travail - Séries longues », *INSEE-Résultats,* n^{os} 610-611, juin 1998;

« Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 1996 », *INSEE-Résultats*, n° 615, 1998;

« Les primes et compléments de salaires dans le secteur privé », *INSEE-Première,* n° 406, octobre 1995;

« L'éventail des salaires par profession », *INSEE-Première,* n° 366, mars 1996;

« Salaires et coûts salariaux, 45 ans d'évolution », *INSEE-Première,* n° 449, mai 1996;

« Le coût salarial », *INSEE-Première*, n° 462, juin 1996;

« La hiérarchie des salaires », *INSEE-Première*, n° 487, septembre 1996;

« Activité et Pauvreté », *INSEE-Première,* n° 450, mai 1996;

« Les salariés à temps partiel : combien gagnent-ils ? *INSEE-Première,* n° 549, octobre 1997;

« Les salaires dans le secteur privé en 1996 », *INSEE-Première,* n° 550, octobre 1997;

« Les salaires des agents de l'État en 1996 », *INSEE-Première,* n° 555, novembre 1997;

« Les salaires régionaux et départementaux en 1995 », *INSEE-Première,* n° 556, novembre 1997;

« Les salaires dans les entreprises en 1997 - Recul des prélèvements à la source », *INSEE-Première,* n° 610, octobre 1998;

« Le resserrement des revenus des ménages entre les régions de 1982 à 1996 », *INSEE-Première,* n° 617, novembre 1998;

« Le coût de la main-d'œuvre en France et en Allemagne en 1996 », *INSEE-Première,* n° 622, décembre 1998;

« Les revenus sociaux, 1981-1996 », *Synthèses, Statistique publique,* n° 14, novembre 1997.

« L'évolution des salaires jusqu'en 1996 », *Synthèses, Statistique publique*, n° 16, janvier 1998;

« Revenus et patrimoine des ménages », *Synthèses, Statistique publique*, n° 19, octobre 1998;

« Suivi annuel des retraites », Résultats 1996, *Synthèses, Statistique publique,* n° 20, décembre 1998.

— Données sociales, 1999 :

« Les salaires depuis 1950 », A. Friez;

« Les bas salaires en France depuis le début des années quatre-vingt et quelques éléments de comparaison avec les États-Unis », P. Concialdi, S. Ponthieux, Ph. Combault;

« L'intérim : une voie d'accès à l'emploi », C. Jourdain;

« Le développement du travail à temps partiel », S. Audric, G. Forgeot:

« Les transformations du marché du travail des jeunes et des femmes en France et dans trois autres pays européens », V. Sandoval.

— France, Portrait Social, édition 1998-1999 :

« Les formes particulières d'emploi en France : un marchepied vers les emplois stables », L. Bloch et M.A. Estrade.

*
* *

TABLEAU C.03-1

Compte de revenu net des ménages par catégorie socioprofessionnelle

Année 1993

Source : INSEE

Unité : Millier de Francs

	Agriculteurs exploitants	Indépendants non agricoles	Cadres supérieurs	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Inactifs	dont retraités	Ensemble
Revenu d'activité professionnelle	182	319	283	178	117	119	26	24	120
Travail salarié	25	101	274	174	114	116	22	21	98
Entreprise individuelle	157	218	9	4	3	3	4	3	22
Revenu de la production des ménages « purs »	19	7	3	6	6	7	12	13	8
Revenu de la propriété	21	45	38	15	8	6	30	34	22
Revenu primaire net	**222**	**371**	**324**	**199**	**131**	**132**	**68**	**71**	**150**
Prestations sociales	49	37	48	44	44	56	118	129	74
dont : Vieillesse/Survie	5	6	5	5	5	3	87	98	36
Transferts divers	1	5	2	2	1	1	1	1	2
Revenu disponible avant impôts	**272**	**413**	**374**	**245**	**176**	**189**	**187**	**201**	**226**
Impôts sur le revenu et le patrimoine	22	74	54	22	13	10	14	15	22
dont : Impôt sur le revenu	18	66	44	15	7	5	9	10	16
Revenu disponible net	**250**	**339**	**320**	**223**	**163**	**179**	**173**	**186**	**204**
Nombre de ménages (en milliers)	470,1	1 599,0	1 965,0	2 929,2	2 471,3	4 562,4	8 840,9	7 076,1	22 837,9

TABLEAU C.03-2

Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon la catégorie sociale de la personne de référence

Année 1993

Source : INSEE (panel européen des ménages de 1994)

%

Catégorie sociale de la personne de référence	Nombre de ménages (milliers)	Revenu moyen avant impôt (=100%)	Revenus d'activité	*dont :* Salaires	*dont :* Revenus d'indépendants	Retraites	Autres revenus sociaux	Autres
Agriculteurs exploitants	502	160 786	77,6	17,6	59,4	4,0	10,3	8,1
Artisans, commerçants	1 125	227 651	85,8	35,9	48,9	1,5	5,4	7,3
Chefs d'entreprise :								
dont : Artisans	569	204 123	86,4	28,5	56,9	2,3	5,9	5,4
Commerçants	422	205 984	86,8	28,7	56,9	1,0	6,5	5,7
Professions libérales	193	515 767	91,3	17,8	72,7	1,0	1,6	6,1
Cadres	2 015	311 169	89,8	83,7	5,2	1,4	3,4	5,4
Professions intermédiaires	3 186	199 931	88,6	83,2	4,7	0,9	6,3	4,2
Employés	2 293	141 252	82,3	80,8	1,0	3,0	10,4	4,3
Ouvriers qualifiés	3 234	155 517	81,7	79,6	1,5	1,0	14,8	2,5
Ouvriers non qualifiés et agricoles	1 130	127 586	73,5	71,3	1,5	1,3	22,5	2,7
Retraités :	6 996	138 780	13,7	10,8	2,5	73,9	3,8	8,6
dont : Anciens agriculteurs	779	93 584	18,5	5,6	12,1	63,6	4,2	13,7
Anciens indépendants non agricoles	772	159 426	14,9	9,2	4,6	64,2	1,8	19,1
Anciens cadres et professions intermédiaires	1 957	204 652	13,1	11,6	1,2	76,9	2,2	7,8
Autres anciens salariés	3 487	107 333	13,0	11,5	1,3	76,0	5,9	5,1
Autres inactifs	1 300	75 755	21,1	17,9	1,2	30,7	32,0	16,2
Ensemble	**21 998**	**170 228**	**65,3**	**55,2**	**9,3**	**21,0**	**7,8**	**5,9**

TABLEAU C.03-3

Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon l'âge de la personne de référence

Année 1993

Source : INSEE (panel européen des ménages de 1994)

%

Âge de la personne de référence	Nombre de ménages (milliers)	Revenu moyen avant impôt (=100%)	Revenus d'activité	*dont :* Salaires	*dont :* Revenus d'indépendants	*dont :* Activités secondaires	Retraites	Autres revenus sociaux	Autres
29 ans et moins	2 696	123 063	83,1	78,4	3,8	0,9	0,4	11,1	5,4
30 à 39 ans	4 347	186 280	85,0	73,3	11,1	0,6	0,6	10,7	3,7
40 à 49 ans	4 467	218 870	86,0	72,8	12,3	0,8	1,1	8,4	4,5
50 à 59 ans	3 293	199 176	75,0	60,7	13,7	0,9	9,6	8,5	6,6
60 à 69 ans	3 365	153 793	21,0	15,3	5,2	0,6	66,5	4,0	8,5
70 à 79 ans	2 411	125 635	8,0	6,1	1,6	0,4	80,5	2,6	8,9
80 ans et plus	1 420	105 134	6,7	4,7	2,0	–	79,7	3,1	10,5
Ensemble	**21 998**	**170 228**	**65,2**	**55,2**	**9,3**	**0,7**	**21,0**	**7,9**	**5,9**

TABLEAU C.03-4

Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon le type de ménage à la date de l'enquête

Année 1993

Source : INSEE (panel européen des ménages de 1994)

%

Type de ménage	Nombre de ménages (milliers)	Revenu moyen avant impôt (=100%)	Revenus d'activité	*dont :* Salaires	*dont :* Revenus d'indépendants	*dont :* Activités secondaires	Retraites	Autres revenus sociaux	Autres
Couple de 2 actifs, 0 enfant	2 191	207 253	90,5	77,5	12,5	0,5	0,7	4,5	4,3
Couple de 2 actifs, 1 enfant (1)	2 086	231 933	91,2	78,4	12,1	0,7	0,8	4,7	3,3
Couple de 2 actifs, 2 enfants ou plus	3 029	246 007	85,7	72,7	12,3	0,7	0,6	9,7	4,0
Couple avec 1 actif, 0 enfant	1 080	190 242	68,9	51,1	16,4	1,4	17,1	7,9	6,1
Couple avec 1 actif, 1 enfant	667	187 067	80,4	60,5	19,4	0,5	4,4	8,4	6,8
Couple avec 1 actif, 2 enfants ou plus	1 491	204 187	76,9	65,1	10,8	0,9	1,7	17,3	4,1
Couple d'inactifs	3 753	168 079	13,9	11,2	2,1	0,6	72,5	4,4	9,2
Famille monoparentale	1 006	133 972	67,0	61,8	4,6	0,6	5,0	19,9	8,1
Personnes seules actives	2 462	110 854	86,2	76,7	8,8	0,7	1,1	7,0	5,7
Personnes seules inactives	3 531	79 263	4,2	3,7	0,1	0,4	79,0	6,0	10,8
Autres ménages	703	154 731	45,8	39,9	5,7	0,2	38,8	8,2	7,2
Ensemble	**21 998**	**170 228**	**65,2**	**55,2**	**9,3**	**0,7**	**21,0**	**7,9**	**5,9**

(1) Enfant de moins de 26 ans célibataire de la personne de référence.

TABLEAU C.03-5

Nombre d'établissements, effectifs et masse des salaires

Année 1996

Source : INSEE (exploitation des DADS)

Activité économique	NES 36	Nombre d'établissements actifs au 31-12	Nombre de postes rémunérés dans l'année	Nombre de postes rémunérés au 31-12	Masse des salaires bruts (en milliers)
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	1 785	11 760	7 546	980,4
Industries agricoles et alimentaires	B0	55 731	691 835	506 086	63 401,4
Habillement, cuir	C1	9 195	198 262	155 668	17 923,9
Édition, Imprimerie, reproduction	C2	17 225	249 357	193 601	33 406,7
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	1 851	163 551	136 044	26 549,0
Industries des équipements du foyer	C4	14 272	240 801	197 326	25 521,5
Industrie automobile	D0	2 035	301 292	267 921	42 119,8
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	1 661	134 604	118 627	23 011,8
Industries des équipements mécaniques	E2	19 867	491 612	395 125	62 500,9
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	11 112	288 709	231 578	44 787,0
Industries des produits minéraux	F1	10 013	198 130	166 479	24 514,0
Industries du textile	F2	4 672	148 480	121 121	15 101,2
Industries du bois et du papier	F3	8 179	206 160	169 761	23 884,0
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	7 187	378 748	318 246	52 264,4
Métallurgie et transformation des métaux	F5	19 640	502 853	417 650	61 976,0
Industries des composants électriques et électroniques	F6	3 563	201 558	162 552	26 224,1
Production de combustibles et de carburants	G1	231	53 812	47 099	10 427,5
Eau, gaz, électricité	G2	2 100	227 679	200 255	37 751,9
Construction	H0	166 321	1 343 877	1 029 715	118 738,7
Commerce et réparation automobile	J1	61 349	468 255	368 990	45 833,7
Commerce de gros	J2	101 327	1 108 691	850 047	140 432,5
Commerce de détail, réparations	J3	226 943	1 638 187	1 161 299	121 272,2
Transports	K0	48 014	1 050 026	841 822	121 122,2
Activités financières	L0	44 122	811 633	641 055	126 078,2
Activités immobilières	M0	77 610	304 392	204 792	29 636,4
Postes et télécommunications	N1	1 534	535 664	478 443	71 386,3
Conseils et assistance	N2	114 381	1 157 366	883 277	174 992,5
Services opérationnels	N3	59 382	1 266 403	569 888	77 823,3
Recherche et développement	N4	1 982	138 502	113 306	24 060,2
Hôtels et restaurants	P1	135 360	961 567	552 877	55 700,4
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	48 296	359 795	210 443	30 574,5
Services personnels et domestiques	P3	54 327	191 265	140 097	11 456,4
Éducation	Q1	24 480	282 469	212 174	24 750,7
Santé, action sociale	Q2	104 256	2 292 377	1 881 657	229 885,5
Administration publique	R1	4 117	305 020	265 645	41 022,3
Activités associatives et extra-territoriales	R2	48 411	331 922	217 860	25 752,8
Non renseigné		1 249	5 638	3 762	335,1
Total		**1 513 780**	**19 242 252**	**14 439 834**	**2 063 199,4**

TABLEAU C.03-6

Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, entreprises privées, publiques et les hôpitaux)

Année 1996

Source : INSEE, DADS

Unités : Salaires : franc
Effectifs : millier

Activité économique	NES 36	Effectifs toutes catég. (1)	Par sexe			Par catégories socioprofessionnelles			
			Les deux sexes (2)	Sexe masculin	Sexe féminin	Cadres supérieurs et chefs d'entreprise	Profes-sions intermé-diaires	Employés	Ouvriers
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	7,1	113 620	117 694	74 874	256 588	154 919	92 197	99 116
Industries agricoles et alimentaires	B0	458,4	105 234	114 182	86 306	235 762	140 679	82 960	88 955
Habillement, cuir	C1	139,7	93 055	127 579	80 026	246 799	145 244	90 811	72 839
Édition, Imprimerie, reproduction	C2	169,8	146 668	159 622	124 166	242 790	159 989	107 771	111 179
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	126,0	158 191	183 093	135 328	286 159	161 247	117 148	104 237
Industries des équipements du foyer	C4	179,4	106 783	115 412	90 511	237 321	137 747	96 224	85 079
Industrie automobile	D0	260,9	123 410	126 749	104 008	257 362	143 652	112 623	101 867
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	110,7	150 994	154 890	125 304	253 083	149 029	116 564	111 262
Industries des équipements mécaniques	E2	387,8	122 518	125 073	104 713	242 507	139 218	101 551	96 548
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	219,7	152 394	167 951	112 243	252 099	136 974	106 819	94 590
Industries des produits minéraux	F1	160,7	115 258	118 612	96 888	249 056	147 028	99 854	95 895
Industries du textile	F2	112,3	98 714	112 813	80 695	259 067	132 246	91 380	79 190
Industries du bois et du papier	F3	163,2	110 269	114 375	94 219	255 307	147 519	98 475	89 896
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	310,2	126 907	134 684	100 243	273 433	148 685	106 446	97 515
Métallurgie et transformation des métaux	F5	400,0	116 658	120 147	96 683	254 383	144 276	101 698	96 549
Industries des composants électriques et électroniques	F6	158,7	124 361	141 797	93 950	249 617	136 763	104 195	91 760
Production de combustibles et de carburants	G1	46,5	172 117	175 319	148 456	304 928	171 185	129 298	129 745
Eau, gaz, électricité	G2	190,4	159 371	164 844	135 724	272 747	156 314	112 516	120 571
Construction	H0	975,1	107 290	107 419	105 275	221 277	142 586	96 485	89 707
Commerce et réparation automobile	J1	340,1	107 421	110 080	93 495	190 118	137 461	91 647	86 211
Commerce de gros	J2	780,6	134 951	145 482	109 640	255 046	141 114	94 253	87 971
Commerce de détail, réparations	J3	834,6	95 874	108 141	84 475	171 347	109 465	76 625	84 056
Transports	K0	776,6	119 469	121 565	108 754	242 584	142 036	104 340	99 915
Activités financières	L0	585,2	161 934	196 103	129 050	258 072	139 954	116 421	115 982
Activités immobilières	M0	167,1	123 217	139 270	105 083	233 475	135 657	92 350	85 056
Postes et télécommunications	N1	408,0	133 797	141 283	121 807	218 174	143 264	112 524	116 379
Conseils et assistance	N2	756,4	169 540	200 767	126 245	261 063	137 654	99 351	97 561
Services opérationnels	N3	456,8	105 696	109 940	97 146	237 632	126 498	84 836	85 268
Recherche et développement	N4	102,6	177 488	196 608	147 866	217 109	136 695	109 389	108 746
Hôtels et restaurants	P1	401,1	90 914	97 013	81 457	144 611	108 263	77 539	84 143
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	127,0	150 125	164 542	127 932	231 201	153 125	96 382	102 886
Services personnels et domestiques	P3	106,3	81 034	99 431	73 409	133 827	105 285	71 648	74 623
Éducation	Q1	129,6	122 154	141 645	104 470	194 732	119 388	86 575	94 673
Santé, action sociale	Q2	1 328,2	116 337	125 618	112 602	206 691	136 753	96 415	73 852
Administration publique	R1	227,3	127 510	153 778	116 109	202 528	123 751	101 556	103 546
Activités associatives et extra-territoriales	R2	118,9	125 314	144 970	110 587	201 247	124 054	95 545	84 534
Non renseigné		2,2	97 893	102 944	89 497	164 686	130 078	85 499	81 627
Ensemble (3)		**12 225,2**	**123 840**	**133 099**	**107 402**	**235 541**	**137 527**	**94 826**	**92 076**

(1) Effectifs toutes catégories (en milliers d'années-travail), y compris les apprentis et stagiaires.
(2) Y compris le personnel de service et les autres catégories socioprofessionnelles.
(3) Y compris les télécommunications et postes.

TABLEAU C.03-7A

Distribution par décile des salaires annuels dans les entreprises privées et publiques (1) (2)

Année 1997 : Salariés à temps complet hors stagiaires et apprentis

Sources : INSEE, actualisation des DADS 1996 d'après l'enquête trimestrielle ACEMO et l'enquête primes du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Unité : Francs courants

Déciles (3)	Sexe masculin		Sexe féminin		Ensemble	
	Salaire brut	Salaire (4) net de prélèvements	Salaire brut	Salaire (4) net de prélèvements	Salaire brut	Salaire (4) net de prélèvements
D 1	92 740	73 570	84 020	65 880	89 230	70 490
D 2	104 210	82 460	92 960	72 810	100 070	78 750
D 3	115 830	91 740	101 310	79 100	110 970	87 520
D 4	126 730	100 150	110 870	86 570	122 000	96 000
D 5 médiane	139 970	110 510	122 130	95 430	134 620	105 990
D 6	155 920	123 110	135 940	105 940	149 900	117 880
D 7	179 200	141 800	153 620	119 960	170 880	134 470
D 8	215 960	171 190	179 200	140 530	203 020	160 210
D 9	289 090	228 050	217 810	171 400	267 980	211 680
D 9 / D 1	3,12	3,10	2,59	2,60	3,00	3,00
Salaire moyen	175 990	139 430	142 520	111 840	165 910	131 120

(1) Non compris les hôpitaux publics, La Poste et France Telecom. La rémunération moyenne est estimée d'après l'enquête trimestrielle ACEMO et l'enquête « Primes » du ministère de l'Emploi et de la Solidarité.
(2) Ce tableau n'est pas directement comparable au tableau C03-7B; les champs sont différents, il s'agit ici d'estimations (actualisation des DADS 1996).
(3) En 1997, 10 % des salariés à temps complet du secteur privé ont un salaire annuel offert brut inférieur à 89 230 francs, 20 % inférieur à 100 070 francs, etc.
(4) Les prélèvements sont : les cotisations sociales, la CSG et la CRDS.

TABLEAU C.03-7B

Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements (1), dans les entreprises privées, publiques et les hôpitaux (2)

Salariés à temps complet hors stagiaires et apprentis

Source : INSEE, DADS de 1995,1996

Unité : Francs courants

Déciles	1995			1996		
	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**
D 1	66 600	61 600	**64 400**	65 644	60 292	**63 227**
D 2	75 900	69 500	**73 300**	76 062	68 869	**73 112**
D 3	84 700	77 200	**81 800**	85 167	76 620	**81 940**
D 4	94 100	85 500	**90 900**	94 638	85 213	**91 178**
D 5	104 500	94 500	**100 700**	105 076	94 662	**101 109**
D 6	116 800	104 500	**111 800**	117 542	104 982	**112 528**
D 7	134 000	116 000	**126 300**	134 544	116 745	**126 968**
D 8	161 100	132 200	**149 300**	161 381	132 823	**149 780**
D 9	218 500	161 600	**195 100**	218 005	162 949	**195 363**
D 9/D 1	3,28	2,62	**3,03**	3,32	2,70	**3,09**

(1) Cotisations sociales, contribution sociale généralisée (CSG instituée en 1991) et contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS depuis le 1er février 1996).
(2) Les résultats de ce tableau sont définitifs et exhaustifs; ils ne sont pas directement comparables avec ceux du tableau C03-7A et les champs sont différents.

TABLEAU C.03-8A

Prélèvements sociaux sur les salaires : cotisations des salariés et CSG (1)

Source : INSEE

% du salaire brut

	Taux moyen (salariés à temps complet du secteur privé)	Taux de cotisation sur la partie du salaire...			Plafond Sécurité sociale (mensuel brut en F)
		...inférieure au plafond de la sécurité sociale	...comprise entre 1 et 4 fois le plafond (cadres)	....comprise entre 4 et 8 fois le plafond (cadres)	
1986	14,9	15,7	11,6	5,6	9 350
1987	15,6	16,5	11,9	5,8	9 735
1988	16,0	17,0	12,3	9,3	10 030
1989	16,7	18,0	12,4	9,4	10 440
1990	16,7	18,0	12,5	9,5	10 920
1991	17,0	18,4	13,9	10,9	11 480
1992	17,7	19,0	14,6	11,5	12 010
1993	18,7	20,0	15,6	12,1	12 485
1994	19,7	20,9	17,2	13,4	12 760
1995	20,1	20,9	18,1	14,2	12 995
1996	21,2 *r*	21,6	19,1	15,2	13 435
1997	21,0	20,9	18,7	15,1	13 720

(1) Elles comprennent les cotisations de sécurité sociale, celles relatives aux retraites complémentaires, aux assedic, à la CSG et à la CRDS.

TABLEAU C.03-8B

Prélèvements sociaux sur les salaires : cotisations patronales (1)

Source : INSEE

% du salaire brut

	Taux de cotisation pour un salaire égal au SMIC	Taux de cotisation sur la partie du salaire...		
		...inférieure au plafond de la sécurité sociale (2)	...comprise entre 1 et 4 fois le plafond (cadres)	...comprise entre 4 et 8 fois le plafond (cadres)
1986	39,9	39,9	27,3	15,2
1987	40,0	40,0	27,6	15,3
1988	40,1	40,1	27,7	15,3
1989	39,1	39,1	31,4	18,8
1990	37,9	37,9	35,1	22,3
1991	37,9	37,9	35,0	29,3
1992	38,5	38,5	35,6	29,7
1993	36,5	39,2	36,3	29,7
1994	34,2	39,6	37,6	31,1
1995	29,8	39,6	38,5	32,7
1996	21,8	40,0	39,1	33,3
1997	21,9	41,1	39,5	34,0

(1) Elles comprennent les cotisations de sécurité sociale hors accidents de travail (taux variable), celles relatives aux retraites complémentaires, aux assedic, au fonds de garantie des salaires, à la construction, à l'allocation logement, à la taxe d'apprentissage et à la formation professionnelle.
(2) Hors mesures d'allégements de charges patronales sur les bas salaires, mises en place à partir de juillet 1993.

TABLEAU C.03-9

Salaire minimum de croissance SMIC

Moyennes annuelles

Source : Journal officiel

Unité : Franc par heure

	1993	1994	1995	1996	1997
Métropole :					
SMIC brut (1)	34,45	35,20	36,27	37,57	38,67
Minimum garanti brut	17,02	17,30	17,56	17,95	18,16
Départements d'outre-mer :					
Antilles, Guyane, Réunion (SMIC brut) (1)	30,79	31,46	33,53	37,57	38,67
Métropole :					
SMIC net (2) (3)	27,80	28,08	28,85	29,44	30,41

(1) Au 1er juillet 1998, le montant horaire brut est de 40,22 F.
(2) Au 1er juillet 1998, le montant horaire net est de 34,93 F (CSG et CRDS non déduites).
(3) Au 1er juillet 1998, le montant horaire net est de 31,87 F (CSG et CRDS déduites).

TABLEAU C.03-10

Proportion de salariés au SMIC selon l'activité économique et la taille de l'établissement au 1er juillet

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) (enquête annuelle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre)

Activités économiques Secteurs non agricoles, hors administrations et travail temporaire		1996			1997		
	NES 16, 36 et 114	1 à 9 salariés	10 salariés et plus	Ensemble	1 à 9 salariés	10 salariés et plus	Ensemble
Ensemble des secteurs non agricoles		**21,4**	**7,3**	**11,0**	**21,4**	**7,3**	**11,0**
Industries agricoles et alimentaires	EB	28,8	11,9	16,4	28,8	11,5	16,1
dont : Industries de la viande et du lait	RB01	28,7	13,1	15,0	28,7	13,2	15,1
Industries alimentaires autres que la viande et le lait	RB03	28,8	10,9	17,3	28,8	10,0	16,8
Industries des biens de consommation	EC	18,3	9,8	11,0	18,0	9,5	10,6
Habillement , cuir	C1	35,3	25,8	27,0	35,2	25,6	26,7
dont : Habillement	C11	37,2	31,3	32,1	37,2	31,4	32,3
Cuir, chaussures	C12	25,7	13,3	14,1	25,7	12,2	13,1
Édition, imprimerie, reproduction	C2	8,7	2,9	4,1	8,7	2,6	3,9
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	n.s. (1)	1,6	1,9	n.s. (1)	1,4	1,8
Industries des équipements du foyer	C4	19,6	7,7	9,4	19,6	7,7	9,5
dont : Fabrication de meubles	C41	21,5	9,9	12,2	21,5	9,9	12,3
Industrie automobile	ED	n.s. (1)	0,8	1,0	n.s	0,9	1,1
Industries des biens d'équipement	EE	11,3	1,9	2,8	11,3	2,0	2,9
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	n.s. (1)	0,6	0,9	n.s	0,8	1,3
Industries des équipements mécaniques	E2	10,4	2,4	3,3	10,4	2,4	3,3
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	12,5	1,8	3,0	12,4	1,9	3,1
Industries des biens intermédiaires	EF	15,5	6,0	6,8	15,5	6,0	6,8
Industries des produits minéraux	F1	14,4	5,5	6,8	14,4	15,5	6,8
Industrie textile	F2	32,5	13,0	14,4	32,5	13,3	14,6
Industries du bois et du papier	F3	21,3	8,3	9,4	21,3	8,1	9,3
dont : Travail du bois et fabrication d'articles en bois	F31	23,2	14,9	16,1	23,2	14,7	16,0
Industries du papier et du carton	RF32	13,1	2,8	3,1	13,1	2,7	3,0
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	13,9	4,3	4,7	14,0	4,3	4,7
dont : Chimie, parachimie	RF41	11,9	1,0	1,4	11,9	1,0	1,3
Industrie du caoutchouc	F45	n.s. (1)	1,3	1,5	n.s. (1)	1,5	1,8
Transformation des matières plastiques	F46	15,6	9,0	9,4	15,6	8,6	9,0
Métallurgie et transformation des métaux	F5	10,7	5,0	5,6	10,7	4,7	5,4
Industries des composants électriques et électroniques	F6	19,7	4,8	5,3	19,7	4,9	5,5
Énergie	EG	n.s. (1)	0,4	0,2	n.s. (1)	0,4	0,2
Production de combustibles et de carburants	G1	n.s. (1)	0,1	0,1	n.s. (1)	0,1	0,1
Eau, gaz, électricité	G2	n.s. (1)	0,2	0,3	n.s. (1)	0,2	0,3
Construction	EH	13,1	4,4	7,3	13,1	4,5	7,4
Commerce	EJ	21,8	11,4	15,3	21,8	10,9	14,9
Commerce et réparations automobiles	J1	19,5	6,7	12,3	19,5	6,8	12,3
Commerce de gros	J2	14,3	6,0	8,4	14,3	5,7	8,1
Commerce de détail, réparations	J3	26,1	17,4	21,1	26,1	16,3	20,3
Transports	EK	17,4	4,2	5,8	17,4	4,2	5,8
Activités financières	EL	8,6	1,3	2,4	8,7	1,2	2,2
dont : Intermédiation financière	L01	4,7	1,0	1,3	4,7	0,8	1,1
Assurance	L02	6,3	1,6	2,0	6,3	1,8	2,1
Activités immobilières	EM	15,5	7,7	12,4	15,5	7,9	12,5
Services aux entreprises	EN	11,3	5,9	7,4	11,3	5,9	7,3
Postes et télécommunications	N1 (1)	n.s. (1)	n.s. (1)	n.s. (1)	n.s. (1)	n.s. (1)	n.s. (1)
Conseils et assistance	N2	7,2	3,8	4,9	n.s.	3,7	4,8
Services opérationnels	N3	21,3	8,7	10,9	21,3	8,9	11,2
Recherche et développement	N4	n.s. (1)	1,0	1,7	n.s. (1)	1,2	2,1
Services aux particuliers	EP	42,4	25,1	34,1	42,4	24,1	33,7
Hôtels et restaurants	P1	50,9	31,7	41,1	50,9	29,7	40,2
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	28,2	9,7	17,1	28,2	9,9	17,6
Services personnels	P3	31,3	23,0	29,4	31,3	22,7	29,4
Éducation, santé	EQ	20,7	5,3	10,5	20,6	5,3	10,5
Éducation	Q1	14,9	4,2	8,3	14,9	4,5	8,7
Santé	Q2	23,0	5,7	11,2	23,0	5,5	11,0
Activités associatives	ER	17,1	7,1	13,1	17,1	6,9	12,9

N.B– Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.03-10 (suite et fin)

Proportion de salariés au SMIC selon l'activité économique et la taille de l'établissement au 1er juillet

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) (enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre)

Activités économiques Secteurs non agricoles, hors administrations et travail temporaire		1996			1997		
	NES 16, 36 et 114	1 à 9 salariés	10 salariés et plus	Ensemble	1 à 9 salariés	10 salariés et plus	Ensemble
Regroupements spéciaux							
Industries de transformation non compris la construction	EB à EG	19,7	5,8	7,3	19,6	5,8	7,3
dont : Industrie textile et habillement	17, 18	35,6	21,8	23,2	35,6	21,9	23,3
Industrie chimique	24	14,4	1,3	1,7	14,4	1,2	1,6
Caoutchouc et matières plastiques	25	14,8	6,5	6,9	14,9	6,6	7,1
Industries de transformation, y compris la construction	EB à EH	16,6	5,5	7,3	16,6	5,5	7,3
Tertiaire (commerces, transports, services)	EJ à ER	23,0	8,8	13,5	23,0	8,8	13,6
dont : Ensemble des services	EL à ER	24,3	12,4	14,0	24,3	8,2	13,8

(1) n.s. = non significatif.

TABLEAU C.03-11

Gains bruts moyens mensuels selon la taille, l'activité économique de l'établissement, le sexe et la catégorie socio-professionnelle

Situation en octobre 1997

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) (Enquête gains et enquête sur les petits établissements) *Unité :* Franc

Activité économique	NES 16 et 36	Établissements de moins de 10 salariés			Établissements de 10 salariés et plus		
		Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Gains mensuels des ouvriers :							
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	9 194	7 838	9 015	9 906	7 958	9 426
Construction	H0	8 853	7 954	8 849	9 028	8 875	9 019
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	8 980	7 843	8 916	9 676	7 972	9 340
Transports (y compris SNCF)	K0	9 148	7 681	9 104	9 876	9 436	9 867
Commerce	J1 à J3	8 858	7 985	8 771	8 942	7 462	8 657
Ensemble des services	EL à EN, EP à EQ	8 881	8 053	8 835	8 600	7 669	8 281
Ensemble		**8 952**	**7 979**	**8 837**	**9 503**	**7 862**	**9 152**
Gains mensuels des employés :							
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	9 984	8 425	8 924	11 224	10 049	10 509
Construction	H0	9 342	8 615	8 953	11 522	9 554	10 284
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	9 795	8 460	8 931	11 249	9 989	10 485
Transports (y compris SNCF)	K0	9 292	9 037	9 175	10 241	9 160	9 753
Commerce	J1 à J3	9 563	8 751	9 025	9 124	8 263	8 660
Ensemble des services	EL à EN, EP à EQ	9 777	9 350	9 473	10 287	9 838	10 011
Ensemble		**9 684**	**9 067**	**9 262**	**10 091**	**9 402**	**9 693**
Gains mensuels des techniciens et des agents de maîtrise (TAM) :							
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	12 448	11 712	12 346	13 929	12 588	13 671
Construction	H0	12 368	9 980	12 068	12 812	10 845	12 609
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	12 419	11 134	12 247	13 755	12 519	13 517
Transports (y compris SNCF)	K0	11 789	11 073	11 420	13 637	12 088	13 335
Commerce	J1 à J3	12 349	11 825	12 213	12 686	11 480	12 476
Ensemble des services	EL à EN, EP à EQ	12 809	12 052	12 392	13 081	12 170	12 657
Ensemble		**12 554**	**11 935**	**12 303**	**13 522**	**12 235**	**13 198**
Gains mensuels des cadres :							
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	17 450	14 743	16 976	24 487	20 114	23 775
Construction	H0	14 613	12 757	14 473	22 146	16 829	21 683
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	16 264	14 313	15 999	24 204	19 855	23 537
Transports (y compris SNCF)	K0	16 605	14 839	16 221	21 443	18 465	20 844
Commerce	J1 à J3	17 743	14 522	16 726	23 169	18 478	22 240
Ensemble des services	EL à EN, EP à EQ	21 654	16 663	20 129	24 134	19 553	22 821
Ensemble		**19 119**	**15 607**	**18 151**	**23 859**	**19 431**	**22 876**
Gains mensuels de l'ensemble des salariés :							
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	11 256	9 083	10 630	12 895	10 145	12 124
Construction	H0	9 683	9 316	9 660	10 728	10 433	10 705
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	10 383	9 121	10 159	12 431	10 163	11 874
Transports (y compris SNCF)	K0	10 738	10 229	10 621	11 788	10 912	11 639
Commerce	J1 à J3	11 986	9 877	11 079	12 232	9 196	10 969
Ensemble des services	EL à EN, EP à EQ	14 595	10 459	12 255	14 934	11 374	13 123
Ensemble		**12 149**	**10 131**	**11 314**	**12 902**	**10 533**	**12 082**

TABLEAU C.03-12A

Structure du gain brut moyen selon l'activité économique de l'établissement et la catégorie socioprofessionnelle

Champ : établissements de 10 salariés et plus

Année 1997

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (enquêtes gains ACEMO d'octobre 1997 et complément annuel 1997)

%

Activité économique	NES 16 et 36	Salaire de base	Heures supplémentaires	Primes mensuelles	Primes non mensuelles	**Total**
Gains mensuels des ouvriers :						
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	81,2	1,7	10,0	7,0	**100,0**
Construction	H0	88,6	2,2	6,3	2,9	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	82,9	1,8	9,2	6,1	**100,0**
Transports (y compris SNCF)	K0	78,1	5,6	10,0	6,4	**100,0**
Commerce	J1 à J3	86,3	2,1	5,4	6,2	**100,0**
Ensemble des services	EL à EQ	86,7	1,8	6,3	5,3	**100,0**
Ensemble		**83,4**	**2,2**	**8,5**	**6,0**	**100,0**
Gains mensuels des employés :						
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	84,9	0,7	7,7	6,7	**100,0**
Construction	H0	92,2	0,4	2,5	4,9	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	85,7	0,6	7,1	6,5	**100,0**
Transports (y compris SNCF)	K0	85,5	3,1	5,9	5,5	**100,0**
Commerce	J1 à J3	86,8	1,0	5,6	6,6	**100,0**
Ensemble des services	EL à EQ	85,5	0,5	6,4	7,6	**100,0**
Ensemble		**85,9**	**0,8**	**6,3**	**7,0**	**100,0**
Gains mensuels des techniciens et agents de maîtrise (TAM) :						
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	81,8	1,1	9,5	7,7	**100,0**
Construction	H0	90,1	0,6	3,5	5,8	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	83,1	1,0	8,6	7,4	**100,0**
Transports (y compris SNCF)	K0	86,1	1,5	6,9	5,5	**100,0**
Commerce	J1 à J3	81,7	0,4	10,3	7,6	**100,0**
Ensemble des services	EL à EQ	85,7	0,6	6,3	7,4	**100,0**
Ensemble		**83,7**	**0,9**	**8,1**	**7,3**	**100,0**
Gains mensuels des cadres :						
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	88,3	0,2	3,3	8,3	**100,0**
Construction	H0	89,7	0,1	1,0	9,1	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	88,4	0,2	3,0	8,4	**100,0**
Transports (y compris SNCF)	K0	87,6	0,6	5,6	6,2	**100,0**
Commerce	J1 à J3	86,1	0,1	3,6	10,2	**100,0**
Ensemble des services	EL à EQ	85,2	0,3	4,5	10,0	**100,0**
Ensemble		**86,5**	**0,2**	**3,9**	**9,3**	**100,0**
Gains mensuels de l'ensemble des salariés :						
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	83,8	1,1	7,9	7,2	**100,0**
Construction	H0	89,6	1,4	4,5	4,6	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	84,8	1,2	7,3	6,7	**100,0**
Transports (y compris SNCF)	K0	85,1	3,0	7,2	4,7	**100,0**
Commerce	J1 à J3	86,1	0,9	5,3	7,8	**100,0**
Ensemble des services	EL à EQ	85,7	0,6	5,9	7,9	**100,0**
Ensemble		**85,3**	**1,1**	**6,5**	**7,1**	**100,0**

TABLEAU C.03-12B

Structure du gain brut moyen selon l'activité économique de l'établissement

Champ : établissements de 10 salariés et plus

Année 1997

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité DARES (complément annuel à l'enquête ACEMO semestrielle sur les gains des salariés « enquête primes 1997 »)

%

Activité économique	NES 16 et 36	NES 114	Salaire de base	Heures supplémentaires	Primes mensuelles	Primes non mensuelles	Total
Industries agricoles et alimentaires ..... EB			82,1	1,6	7,7	8,6	**100,0**
dont : Industries de la viande et du lait		B01 et B02	82,8	1,5	7,5	8,2	**100,0**
Industries alimentaires, autres que la viande et le lait.....		B03 à B06	81,6	1,7	7,8	8,9	**100,0**
Industries des biens de consommation ..... EC			86,6	1,0	5,3	7,1	**100,0**
Habillement , cuir	C1		92,5	0,4	3,0	4,1	**100,0**
dont : Habillement		C11	93,4	0,4	2,7	3,5	**100,0**
Cuir, chaussures		C12	90,3	0,5	3,5	5,7	**100,0**
Édition, imprimerie, reproduction	C2		84,5	2,0	4,0	9,5	**100,0**
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3		84,3	0,7	5,9	9,1	**100,0**
Industries des équipements du foyer.....	C4		84,9	0,8	7,9	6,4	**100,0**
dont : Fabrication de meubles		C41	85,3	1,2	7,1	6,4	**100,0**
Industrie automobile..... ED			81,4	1,3	10,4	6,9	**100,0**
Industries des biens d'équipement autres que l'automobile ..... EE			85,3	1,1	6,9	6,7	**100,0**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1		85,4	0,8	8,0	5,8	**100,0**
Industries des équipements mécaniques.....	E2		84,9	1,4	7,0	6,7	**100,0**
Industries des équipements électriques et électroniques	E3		86,2	0,6	5,9	7,3	**100,0**
Industries des biens intermédiaires ..... EF			82,4	1,1	8,7	7,8	**100,0**
Industries des produits minéraux.....	F1		81,4	1,1	10,1	7,4	**100,0**
Industrie textile.....	F2		86,3	1,1	5,6	7,0	**100,0**
Industries du bois et du papier	F3		81,6	1,4	8,8	8,2	**100,0**
dont : Travail du bois et fabrication d'articles en bois.....		F31	83,5	1,3	7,3	7,9	**100,0**
Industries du papier et du carton		F32 et F33	80,0	1,4	10,1	8,5	**100,0**
Chimie, caoutchouc, plastiques.....	F4		80,5	1,0	10,1	8,4	**100,0**
dont : Chimie, parachimie		F41 à F44	77,1	1,3	11,7	9,9	**100,0**
Industrie du caoutchouc		F45	80,9	0,4	10,4	8,3	**100,0**
Transformation des matières plastiques		F46	83,5	1,1	8,4	7,0	**100,0**
Métallurgie et transformation des métaux	F5		82,7	1,1	8,7	7,5	**100,0**
Industries des composants électriques et électroniques.....	F6		84,6	0,7	7,3	7,4	**100,0**
Énergie ..... EG			83,5	1,5	12,0	3,0	**100,0**
Production de combustibles et de carburants.....	G1		81,1	0,8	13,1	5,0	**100,0**
Eau, gaz, électricité	G2		83,8	1,5	11,9	2,8	**100,0**
Construction..... EH			89,5	1,4	4,5	4,6	**100,0**
Commerce ..... EJ			86,1	0,9	5,3	7,8	**100,0**
Commerce et réparations automobiles	J1		84,5	1,1	9,4	5,0	**100,0**
Commerce de gros.....	J2		85,5	0,8	5,7	8,0	**100,0**
Commerce de détail, réparations.....	J3		87,0	0,9	3,8	8,3	**100,0**
Transports..... EK			85,1	3,0	7,2	4,7	**100,0**
Activités financières ..... EL			79,6	0,1	7,8	12,5	**100,0**
dont : Intermédiation financière		L01	80,5	0,1	6,6	12,8	**100,0**
Assurance		L02	77,2	0,1	12,3	10,4	**100,0**
Activités immobilières..... EM			85,8	0,2	5,0	9,0	**100,0**
Services aux entreprises ..... EN			86,0	0,9	5,2	7,9	**100,0**
Conseils et assistance	N2		87,3	0,4	4,0	8,3	**100,0**
Services opérationnels	N3		84,7	1,5	6,3	7,5	**100,0**
Recherche et développement.....	N4		85,6	0,2	7,7	6,5	**100,0**
Services aux particuliers..... EP			89,6	0,8	4,8	4,8	**100,0**
Hôtels et restaurants	P1		91,2	0,6	4,0	4,2	**100,0**
Éducation, santé.....	Q1 et Q2		86,9	0,6	7,4	5,1	**100,0**
Santé.....	Q2		83,3	0,8	10,3	5,6	**100,0**
Regroupements spéciaux							
Industries de transformation non compris la construction..... EB à EG			83,8	1,1	7,9	7,2	**100,0**
dont : Industrie textile et habillement.....		C11 et F2	89,7	0,8	4,2	5,3	**100,0**
Industrie chimique		C3, F41 à F44	80,8	1,0	8,7	9,5	**100,0**
Caoutchouc et matières plastiques.....		F45 et F46	82,7	0,9	9,0	7,4	**100,0**
Industries de transformation, y compris la construction ..... EB à EH			84,8	1,2	7,3	6,7	**100,0**
Tertiaire (commerces, transports, services) ..... EJ à ER			85,7	1,0	5,9	7,4	**100,0**
dont : Ensemble des services ..... EL à ER			85,6	0,6	5,9	7,9	**100,0**
Ensemble des secteurs	**ENS**		**85,3**	**1,1**	**6,5**	**7,1**	**100,0**

TABLEAU C.03-13

Évolution annuelle de l'indice du taux de salaire horaire (TSH) des ouvriers selon l'activité économique

De janvier à janvier pour les établissements de 10 salariés et plus

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) (enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre) %

Activités économiques	NES 16 et 36	NES 114	1997/1996	1998/1997
Industries agricoles et alimentaires	EB		3,1	2,8
dont : Industries de la viande et du lait		B01 et B02	3,0	3,1
Industries alimentaires, autres que la viande et le lait		B03 à B06	3,1	2,5
Industries des biens de consommation	EC		3,0	2,8
Habillement , cuir		C1	3,2	3,2
dont : Habillement		C11	3,3	3,0
Cuir, chaussures		C12	3,0	3,8
Édition, imprimerie, reproduction		C2	n.s. (1)	2,3
Pharmacie, parfumerie et entretien		C3	2,9	3,0
Industries des équipements du foyer		C4	3,1	2,7
dont : Fabrication de meubles		C41	n.s. (1)	2,3
Industrie automobile	ED		3,1	2,5
Industries des biens d'équipement autres que l'automobile	EE		2,7	2,4
Construction navale, aéronautique et ferroviaire		E1	2,2	1,9
Industries des équipements mécaniques		E2	2,6	2,5
Industries des équipements électriques et électroniques		E3	3,2	2,4
Industries des biens intermédiaires	EF		3,0	2,6
Industries des produits minéraux		F1	3,3	2,3
Industrie textile		F2	2,5	3,0
Industries du bois et du papier		F3	3,2	2,5
dont : Travail du bois et fabrication d'articles en bois		F31	n.s. (1)	2,7
Industries du papier et du carton		F32 et F33	2,7	2,4
Chimie, caoutchouc, plastiques		F4	3,1	2,6
dont : Chimie, parachimie		F41 à F44	2,4	2,5
Industrie du caoutchouc		F45	3,7	3,3
Transformation des matières plastiques		F46	3,3	2,3
Métallurgie et transformation des métaux		F5	3,3	2,4
Industries des composants électriques et électroniques		F6	2,1	3,1
Énergie	EG		0,7	2,5
Production de combustibles et de carburants		G1	0,1	2,8
Eau, gaz, électricité		G2	0,8	2,4
Construction	EH		4,2	2,4
Commerce	EJ		2,7	2,9
Commerce et réparations automobiles		J1	3,8	2,4
Commerce de gros		J2	2,3	2,7
Commerce de détail, réparations		J3	2,7	3,6
Transports	EK		1,9	2,4
Activités financières	EL		...	...
dont : Intermédiation financière		L01	...	...
Assurance		L02	...	...
Activités immobilières	EM		1,9	4,1
Services aux entreprises	EN		n.s. (1)	2,2
Postes et télécommunications		N1	...	...
Conseils et assistance		N2	4,2	3,1
Services opérationnels		N3	n.s. (1)	2,2
Recherche et développement		N4	...	...
Services aux particuliers	EP		2,2	3,9
Hôtels et restaurants		P1	...	...
Activités récréatives, culturelles et sportives		P2	...	...
Services personnels		P3	...	...
Éducation, santé	EQ'(2)		...	...
Éducation		Q1	...	...
Santé		Q2	...	...
Activités associatives	ER'(2)		...	...
Ensemble des secteurs du champ ACEMO (EB à EH, EJ à EN, EP à ER) (2)	**ENS**		**2,9**	**2,6**
Regroupements spéciaux				
Industries de transformation non compris la construction	EB à EG		2,9	2,6
dont : Industrie textile et habillement		C11 et F2	2,9	3,0
Industrie chimique		C3, F41 à F44	2,6	2,7
Caoutchouc et matières plastiques		F45 et F46	3,4	2,7
Industries de transformation, y compris la construction	EB à EH		3,2	2,6
Tertiaire (commerces, transports, services)	EJ à EN, EP, EQ (2), ER (2)		2,3	2,6
dont : Ensemble des services	EL à EN, EP, EQ (2), ER (2)			

(1) n.s. = non significatif.
(2) Partie de EQ et ER respectivement.

TABLEAU C.03-14

Évolution annuelle de l'indice du taux de salaire horaire (TSH) des ouvriers selon la qualification

De janvier à janvier pour les établissements de 10 salariés et plus

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES)
(enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre)

%

Toutes activités économiques	Code	*r* 1997/1996	1998/1997
Indice des taux de salaire horaire selon la qualification			
Ouvriers non qualifiés :			
Niveau 1	H01	2,5	2,9
Niveau 2	H02	3,0	2,9
Niveau 3	H03	3,0	2,7
Niveaux 1 à 3	H01-3	2,8	2,8
Ouvriers qualifiés :			
Niveau 4	H04	3,2	2,6
Niveau 5	H05	3,0	2,3
Niveau 6	H06	2,8	2,3
Niveau 7	H07	2,5	2,3
Niveaux 4 à 7	H04-7	3,0	2,4
Ensemble des ouvriers (niveaux 1 à 7)	**H01-7**	**2,9**	**2,6**

TABLEAU C.03-15

Évolution annuelle du salaire mensuel de base (SMB) des salariés selon l'activité économique

De janvier à janvier pour les établissements de 10 salariés et plus

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, (DARES) (enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre) %

Activités économiques	NES 16 et 36	NES 114	1997/1996	1998/1997
Industries agricoles et alimentaires	EB		2,6	2,1
dont : Industries de la viande et du lait		B01 et B02	2,6	2,7
Industries alimentaires, autres que la viande et le lait		B03 à B06	2,5	1,6
Industries des biens de consommation	EC		2,2	2,2
Habillement , cuir	C1		3,1	2,7
dont : Habillement		C11	3,1	2,7
Cuir, chaussures		C12	3,0	2,5
Édition, imprimerie, reproduction	C2		1,3	1,5
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3		2,0	2,4
Industries des équipements du foyer	C4		2,4	2,1
dont : Fabrication de meubles		C41	3,0	2,2
Industrie automobile	ED		2,4	2,2
Industries des biens d'équipement autres que l'automobile	EE		2,1	2,0
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1		2,2	1,9
Industries des équipements mécaniques	E2		2,0	1,9
Industries des équipements électriques et électroniques	E3		2,1	2,1
Industries des biens intermédiaires	EF		2,4	2,3
Industries des produits minéraux	F1		2,7	1,9
Industrie textile	F2		2,1	2,6
Industries du bois et du papier	F3		2,7	2,4
dont : Travail du bois et fabrication d'articles en bois		F31	3,1	2,5
Industries du papier et du carton		F32 et F33	2,5	2,2
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4		2,5	2,5
dont : Chimie, parachimie		F41 à F44	2,3	2,2
Industrie du caoutchouc		F45	2,5	4,1
Transformation des matières plastiques		F46	2,7	2,0
Métallurgie et transformation des métaux	F5		2,8	2,1
Industries des composants électriques et électroniques	F6		1,0	2,1
Énergie	EG		1,9	1,5
Production de combustibles et de carburants	G1		2,9	1,8
Eau, gaz, électricité	G2		1,7	1,4
Construction	EH		3,2	2,0
Commerce	EJ		2,7	2,4
Commerce et réparations automobiles	J1		3,1	1,9
Commerce de gros	J2		2,4	2,4
Commerce de détail, réparations	J3		2,8	2,5
Transports	EK		2,0	2,1
Activités financières	EL		2,5	1,1
dont : Intermédiation financière		L01	2,3	1,1
Assurance		L02	2,8	1,7
Activités immobilières	EM		2,2	2,3
Services aux entreprises	EN		1,6	1,6
Postes et télécommunications	N1		...	...
Conseils et assistance	N2		1,7	1,5
Services opérationnels	N3		1,4	1,9
Recherche et développement	N4		3,3	1,3
Services aux particuliers	EP		1,4	2,4
Hôtels et restaurants	P1		1,2	2,1
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2		1,8	3,3
Services personnels	P3		1,9	2,6
Éducation, santé	EQ (1)		1,5	2,2
Éducation	Q1		1,6	1,2
Santé	Q2		1,5	1,8
Activités associatives	ER (1)		...	...
Ensemble des secteurs du champ ACEMO (EB à EH, EJ à EN, EP à ER (1)	**ENS**		**2,3**	**2,0**
Regroupements spéciaux				
Industries de transformation non compris la construction	EB à EG		2,3	2,1
dont : Industrie textile et habillement		C11 et F2	2,6	2,6
Industrie chimique		C3, F41 à F44	2,1	2,3
Caoutchouc et matières plastiques		F45 et F46	2,6	2,7
Industries de transformation, y compris la construction	EB à EH		2,5	2,1
Tertiaire (commerces, transports, services)	EJ à EN, EP, EQ (1), ER (1)		2,2	2,0
dont : Ensemble des services	EL à EN, EP, EQ (1), ER (1)		2,0	1,7

(1) Partie de EQ et ER respectivement.

TABLEAU C.03-16

Évolution annuelle de l'indice du salaire mensuel de base (SMB) des salariés selon la qualification

De janvier à janvier pour les établissements de 10 salariés et plus

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) (enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre)

%

	Code	1997/1996	1998/1997
Ouvriers (niveaux 1 à 7)	MOUVR	2,9	2,4
Ouvriers non qualifiés (niveaux 1 à 3)	MONQ	2,8	2,6
Ouvriers qualifiés (niveaux 4 à 7)	MOQ	2,8	2,2
Non ouvriers	MNOUV	1,9	1,8
Employés, techniciens, agents de maîtrise (ETAM)	METAM	2,2	1,9
Employés (niveaux 1 à 3)	MEMPL	2,2	1,9
Employés peu qualifiés (niveau 1)	ME1	2,3	2,3
Employés qualifiés (niveau 2)	ME2	2,3	2,1
Maîtrise administrative et commerciale (niveau 3)	ME3	1,9	1,5
Techniciens, agents de maîtrise (TAM)	MTAM	2,1	1,6
Techniciens (niveaux 1 et 2)	MTECH	2,2	1,6
Techniciens (niveau 1)	MT1	2,4	1,9
Techniciens (niveau 2)	MT2	2,0	1,4
Agents de maîtrise (niveaux 1 et 2)	MAM1	n.s. (1)	1,9
Agents de maîtrise (niveau 1)	MAM1	2,3	1,7
Agents de maîtrise (niveau 2)	MAM2	n.s. (1)	2,1
Ingénieurs et cadres (niveaux 1 et 2)	MCADR	1,0	1,4
Ingénieurs et cadres débutants (niveau 1)	MC1	0,8	0,8
Ingénieurs et cadres confirmés (niveau 2)	MC2	1,0	1,4
Ensemble des salariés	**ENS**	**2,3**	**2,0**

(1) n.s. = non significatif.

TABLEAU C.03-17A

Salaire annuel net monétaire (1) moyen des agents de l'État, des établissements publics nationaux, de l'enseignement privé sous contrat et des exploitants publics (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe

Y compris Défense, France entière

Année 1995 (Résultats définitifs)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État) — *Unité :* Millier de francs

Catégories socioprofessionnelles	Effectifs (années-travail)	Tous personnels			Titulaires			Non-titulaires		
		Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	**780 744**	**195,9**	**214,7**	**171,4**	**199,1**	**217,7**	**174,8**	**174,7**	**194,8**	**149,1**
Cadres	**241 723**	**220,8**	**231,7**	**189,1**	**223,9**	**233,6**	**193,9**	**203,9**	**220,6**	**169,4**
Personnels de direction (3)	10 337	407,3	414,7	362,1	408,6	415,9	363,6	391,1	399,8	345,2
Magistrats	5 936	270,6	285,8	254,3	270,6	285,8	254,4	262,0	275,6	224,9
Cadres administratifs	133 043	201,9	212,1	181,4	204,5	213,0	186,0	188,5	206,3	164,1
Cadres techniques	51 997	215,3	225,4	181,1	214,4	225,0	181,6	217,6	226,4	179,7
Officiers (non généraux)	40 411	235,1	237,2	186,5	235,1	237,2	186,5	...	...	...
Professeurs, professions scientifiques et culturelles	**539 021**	**184,7**	**203,1**	**167,4**	**188,4**	**207,1**	**170,9**	**157,9**	**174,6**	**141,5**
dont : Enseignants du supérieur, chercheurs	78 480	220,4	232,1	192,0	238,7	249,5	211,1	124,6	131,2	112,5
Personnels de direction du secondaire (4)	28 650	203,9	218,6	182,5	204,6	218,7	183,7	102,7	114,5	100,7
Professeurs agrégés et certifiés (5)	410 085	175,3	190,0	164,3	177,5	192,0	166,2	154,8	167,3	147,3
Professions intermédiaires	**1 076 500**	**133,2**	**137,6**	**127,9**	**137,1**	**140,1**	**133,3**	**114,5**	**122,8**	**107,9**
Instituteurs, professeurs de collège et assimilés (6)	445 689	131,4	135,4	129,7	141,9	148,6	139,1	106,1	106,2	106,0
dont : Professeurs de collège et maîtres auxiliaires	145 350	138,4	143,3	134,8	159,0	163,9	155,1	115,9	118,0	114,5
Instituteurs et assimilés	273 514	133,3	138,8	131,7	136,5	140,0	135,4	111,5	121,0	110,3
Professions de la santé et du travail social, clergé	13 908	124,8	124,9	124,8	126,0	127,0	125,6	107,6	103,3	110,9
Professions intermédiaires administratives, police	274 111	133,5	140,9	126,4	134,5	141,5	127,5	119,0	128,2	114,3
Professions intermédiaires techniques	68 513	145,1	148,2	128,0	143,5	146,4	127,4	149,7	153,4	129,7
Contremaîtres et agents de maîtrise	64 542	119,2	120,8	107,6	112,0	113,5	101,8	132,5	134,3	119,1
Sous-officiers	209 737	137,3	139,0	118,7	137,3	139,0	118,7	...	...	...
Employés et ouvriers	**731 911**	**105,0**	**111,2**	**96,3**	**108,3**	**114,7**	**99,3**	**90,8**	**96,1**	**82,8**
Employés et agents de service	461 409	100,7	106,8	96,4	103,6	109,2	99,4	82,9	87,9	80,5
dont : Employés	364 895	105,5	110,9	101,4	108,4	113,1	104,6	85,0	88,6	83,4
Personnels de service	92 689	82,6	88,4	79,4	83,9	89,1	81,0	76,3	85,3	70,3
Personnels de la police et des prisons	111 978	134,6	135,9	117,0	134,6	135,9	117,1	97,3	98,4	95,5
Militaires hommes du rang	41 972	90,0	90,5	84,3	99,1	100,6	87,8	77,8	78,2	65,6
Ouvriers	116 552	99,1	101,2	89,7	94,5	96,1	86,7	104,6	107,7	92,7
Toutes catégories	**2 589 156**	**144,1**	**153,2**	**132,5**	**148,6**	**157,1**	**137,3**	**121,6**	**131,8**	**110,4**

(1) Salaire net de prélèvements (CSG déduite), non compris les avantages en nature.
(2) Agents à temps complet en métropole, dans les départements et territoires d'outre-mer et à l'étranger.
(3) Y compris officiers généraux.
(4) Y compris personnels d'inspection, d'éducation et d'orientation.
(5) Y compris professeurs des écoles et professeurs de collège hors classe.
(6) Y compris maîtres d'internat et surveillants (tous non titulaires).

TABLEAU C.03-17B

Salaire annuel net monétaire (1) moyen des agents de l' État (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe

Non compris Défense, France entière

Année 1997 (Résultats provisoires)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État) — *Unité :* Millier de francs

Catégories socioprofessionnelles	Effectifs (années-travail)	Tous personnels			Titulaires			Non-titulaires		
		Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	**660 331**	**194,1**	**215,3**	**173,0**	**195,0**	**216,6**	**174,0**	**171,8**	**190,8**	**140,6**
Cadres	**111 611**	**245,8**	**260,4**	**213,5**	**248,3**	**262,6**	**216,7**	**222,7**	**240,6**	**183,2**
Personnels de direction (3)	7 805	420,1	431,5	373,5	421,5	433,6	374,6	381,2	390,1	343,3
Magistrats	5 201	292,4	304,9	279,5	292,5	305,0	279,5	272,9	285,2	229,4
Cadres administratifs	72 652	227,1	241,3	201,0	228,8	242,5	203,4	213,4	231,8	181,6
Cadres techniques	25 248	236,4	246,8	195,6	236,6	246,9	197,5	234,0	245,4	174,8
Officiers (non généraux)	705	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Professeurs, professions scientifiques et culturelles	**548 720**	**183,6**	**201,6**	**168,3**	**185,0**	**203,5**	**169,4**	**135,2**	**147,9**	**118,1**
dont : Enseignants du supérieur, chercheurs	62 509	224,6	238,4	192,2	245,7	257,9	214,8	121,5	129,1	109,1
Personnels de direction du secondaire (4)	29 458	210,9	227,6	188,7	211,9	227,9	190,3	100,7	101,0	100,6
Professeurs agrégés et certifiés (5)	448 501	175,4	189,4	165,3	175,5	189,4	165,4	165,1	183,4	148,1
Professions intermédiaires	**464 777**	**136,9**	**139,7**	**134,9**	**142,2**	**145,6**	**140,0**	**101,1**	**107,9**	**94,5**
Instituteurs, professeurs de collège et assimilés (6)	295 386	135,2	136,3	134,7	143,8	149,8	141,5	93,0	94,6	91,8
dont : Professeurs de collège et maîtres auxiliaires	70 058	145,7	149,1	142,9	163,5	168,0	159,9	112,1	114,5	110,1
Instituteurs et assimilés	199 419	139,2	142,1	138,3	139,4	142,3	138,4	102,4	109,3	100,0
Professions de la santé et du travail social, clergé	12 281	128,7	131,0	127,6	130,0	133,2	128,4	96,1	97,1	94,9
Professions intermédiaires administratives, police	95 643	147,6	157,7	139,3	147,9	158,0	139,6	138,1	151,0	128,9
Professions intermédiaires techniques	30 689	143,7	145,8	132,2	143,8	145,8	133,1	142,9	146,3	120,9
Contremaîtres et agents de maîtrise	29 755	115,1	116,7	103,5	110,2	111,2	103,2	147,6	149,8	107,5
Sous-officiers	1 022	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Employés et ouvriers	**433 062**	**110,1**	**118,8**	**99,9**	**111,5**	**119,8**	**101,6**	**91,7**	**103,2**	**82,4**
Employés et agents de service	250 512	101,2	105,2	99,7	103,1	107,5	101,4	82,3	83,9	81,7
dont : Employés	169 238	109,2	116,1	107,0	111,5	119,4	109,1	85,0	86,3	84,5
Personnels de service	79 608	84,7	89,4	82,1	85,4	90,3	82,8	76,0	78,4	74,8
Personnels de la police et des prisons	113 451	137,2	138,6	120,6	137,3	138,6	120,6	91,2	95,0	87,4
Militaires hommes du rang	139	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Ouvriers	68 960	97,5	99,4	88,0	94,8	96,3	87,5	118,2	122,0	92,6
Toutes catégories	**1 558 169**	**153,7**	**166,4**	**141,8**	**156,9**	**169,5**	**145,1**	**114,3**	**129,2**	**98,8**

(1) Salaire net de prélévements (CSG et CRDS déduites), non compris les avantages en nature.
(2) Agents à temps complet en métropole, dans les départements et territoires d'outre-mer et à l'étranger.
(3) Y compris, le cas échéant les officiers généraux en poste dans les ministères civils.
(4) Y compris personnels d'inspection, d'éducation et d'orientation.
(5) Y compris professeurs des écoles et professeurs de collège hors classe.
(6) Y compris maîtres d'internat et surveillants (tous non titulaires).

TABLEAU C.03-18A

Taux des rémunérations annexes (1) des agents de l'État, des établissements publics nationaux, de l'enseignement privé sous contrat et des exploitants publics (2) par profession, statut et sexe

Y compris Défense

Année 1995 (Résultats définitifs)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État) — *Unité :* Millier de francs

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en années-travail)	Salaire net annuel	Taux de rémunérations annexes (1)				
			Total	Titulaires	Non-titulaires	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	**746 576**	**191,1**	**18,6**	**19,5**	**12,7**	**22,0**	**13,7**
dont : Personnels de direction	9 831	390,5	**37,1**	39,5	13,7	38,3	30,0
Magistrats	5 726	264,1	**35,8**	35,8	52,1	37,3	34,1
Cadres administratifs	127 539	194,2	**26,9**	29,6	13,5	28,4	23,6
Cadres techniques	49 922	210,0	**30,5**	33,0	24,9	33,1	20,9
Officiers (non généraux)	36 417	234,4	**46,1**	46,1	–	46,7	31,7
Enseignants du supérieur ou chercheurs	77 119	218,6	**9,7**	10,1	6,2	10,2	8,3
Directeurs et inspecteurs du secondaire	27 294	197,4	**8,9**	8,9	5,9	9,8	7,5
Professeurs agrégés et certifiés (3)	394 788	171,8	**14,5**	14,5	13,7	17,6	12,0
Professions intermédiaires	**1 021 286**	**130,4**	**18,0**	**19,2**	**11,8**	**22,8**	**12,4**
dont : Professeurs de collèges et maîtres auxiliaires	134 713	132,7	**16,1**	15,2	17,2	16,9	15,5
Instituteurs et assimilés	257 268	129,5	**7,9**	8,6	3,1	8,5	7,7
Santé, travail social, clergé	13 381	122,6	**11,1**	10,9	15,1	13,2	10,2
Professions intermédiaires administratives, police	266 367	131,0	**19,8**	20,5	10,2	21,9	17,7
Professions intermédiaires techniques	66 595	143,3	**20,6**	25,7	9,5	21,4	16,0
Contremaîtres et agents de maîtrise	63 028	118,2	**17,9**	16,7	19,7	18,7	11,7
Sous-officiers	193 628	137,2	**33,7**	33,7	–	34,7	22,8
Employés et ouvriers	**701 376**	**103,2**	**19,8**	**20,7**	**15,4**	**23,1**	**14,8**
dont : Employés	350 477	102,7	**19,1**	19,6	14,7	21,4	17,3
Personnels de service	89 331	81,1	**6,3**	6,8	3,6	9,1	4,7
Personnels de la police et des prisons	109 625	133,2	**32,8**	32,8	33,7	32,7	35,4
Militaires hommes du rang	35 462	88,4	**34,5**	33,8	...	35,7	23,2
Ouvriers	112 895	98,3	**13,7**	12,2	15,2	14,8	8,6
Ensemble	**2 469 238**	**141,0**	**18,6**	**19,6**	**12,9**	**22,5**	**13,4**

(1) Rapport (multiplié par 100) des rémunérations annexes brutes (hors indemnité de résidence et supplément familial de traitement) au traitement brut.
(2) Agents à temps complet en métropole.
(3) Y compris professeurs des écoles et professeurs de collège hors classe.

TABLEAU C.03-18B

Taux des rémunérations annexes (1) des agents de l'État (2) par profession, statut et sexe

Non compris Défense

Année 1997 (Résultats provisoires)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État) — *Unité :* Millier de francs

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en années de travail)	Salaire net annuel	Taux de rémunérations annexes (1)				
			Total	Titulaires	Non-titulaires	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	**632 531**	**189,0**	**16,5**	**16,7**	**10,5**	**19,8**	**12,8**
dont : Personnels de direction	7 358	398,9	**38,0**	39,1	12,9	39,4	32,6
Magistrats	4 994	285,7	**38,4**	38,4	65,0	39,5	37,3
Cadres administratifs	68 913	215,6	**31,9**	34,4	11,7	33,8	28,1
Cadres techniques	23 847	227,6	**39,6**	42,8	16,0	41,5	31,6
Officiers (non généraux)	168	...	**...**	...	...	...	...
Enseignants du supérieur ou chercheurs	61 760	222,9	**10,7**	11,2	6,3	11,2	9,3
Directeurs et inspecteurs du secondaire	28 213	206,0	**11,3**	11,4	4,4	12,8	9,1
Professeurs agrégés et certifiés (3)	431 640	172,1	**13,0**	13,0	10,7	15,9	10,8
Professions intermédiaires	**439 222**	**132,5**	**13,7**	**14,0**	**10,7**	**16,8**	**11,6**
dont : Professeurs de collèges et maîtres auxiliaires	63 271	138,3	**14,5**	14,5	14,4	15,2	13,9
Instituteurs et assimilés	188 567	135,5	**8,5**	8,5	10,2	8,9	8,4
Santé, travail social, clergé	11 784	126,0	**11,6**	11,6	12,0	14,3	10,3
Professions intermédiaires administratives, police	91 316	142,1	**23,6**	24,0	10,4	26,7	21,1
Professions intermédiaires techniques	29 755	141,8	**22,7**	24,3	8,2	23,2	19,7
Contremaîtres et agents de maîtrise	29 029	114,0	**14,9**	13,2	23,9	15,7	9,4
Sous-officiers	138	...	**...**	...	...	...	...
Employés et ouvriers	**414 022**	**107,3**	**20,1**	**20,4**	**15,3**	**24,7**	**14,3**
dont : Employés	158 745	104,1	**18,6**	19,3	9,6	23,9	17,0
Personnels de service	76 565	83,0	**6,6**	6,4	8,8	9,8	4,9
Personnels de la police et des prisons	110 728	135,6	**32,7**	32,7	38,3	32,6	34,8
Militaires hommes du rang	32	...	...	...	...	...	...
Ouvriers	66 374	96,1	**12,5**	12,5	26,0	13,8	5,6
Ensemble	**1 485 775**	**149,5**	**16,4**	**16,7**	**11,6**	**20,2**	**12,7**

(1) Rapport (multiplié par 100) des rémunérations annexes brutes (hors indemnité de résidence et supplément familial de traitement) au traitement brut.
(2) Agents à temps complet en métropole.
(3) Y compris professeurs des écoles et professeurs de collège hors classe.

TABLEAU C.03-19

Éventail des rémunérations mensuelles brutes des fonctionnaires

En moyenne annuelle

Source : Journal officiel — *Unité :* Franc

	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Minimun mensuel de rémunération brute hors indemnité de résidence (1)	5 265	5 782	5 938	6 130	6 350	6 471
Rémunération mensuelle brute afférente à l'indice hiérarchique maximum (2) hors indemnité de résidence (1)	19 463	20 905	21 144	21 685	21 980	22 099
Rémunération mensuelle brute afférente à l'échelle lettre F avec indemnité de résidence de 3% (3)	33 429	35 956	36 367	37 229	37 806	38 010

(1) À la rémunération de l'indice minimum s'ajoute l'indemnité différentielle qui met la rémunération effective au niveau du SMIC.
(2) Indice majoré à partir d'août 1990 = 818.
(3) Indice majoré à partir d'août 1990 = 1 366.

TABLEAU C.03-20

Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements, de la Fonction publique d'État

Champ : ensemble des agents des services civils de l'État

Source : INSEE (fichier de paie des agents de l'État)

Déciles (1)	1990			1996			1997		
	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**
D1	74 770	67 470	**69 990**	89 560	82 490	**85 230**	90 280	83 340	**86 060**
D2	87 170	77 830	**81 730**	104 860	96 850	**99 990**	105 930	97 870	**101 220**
D3	100 070	87 560	**92 250**	117 400	106 350	**110 140**	118 510	107 970	**111 620**
D4	111 040	96 750	**102 240**	130 850	115 130	**120 380**	131 960	116 760	**121 860**
D5	120 880	105 320	**111 800**	142 040	124 100	**131 330**	143 620	125 690	**133 080**
D6	130 720	114 290	**121 420**	155 130	134 330	**141 990**	156 890	136 520	**144 060**
D7	141 170	123 460	**131 470**	171 850	145 110	**155 720**	173 620	147 970	**157 990**
D8	159 030	134 200	**143 070**	196 330	160 190	**175 350**	198 190	163 250	**177 720**
D9	196 460	150 880	**172 880**	235 950	188 280	**210 410**	238 340	190 970	**212 560**
D9 / D1	2,63	2,24	**2,47**	2,63	2,28	**2,47**	2,64	2,29	**2,47**
Salaire net moyen	**129 040**	**107 810**	**117 260**	**155 510**	**131 590**	**141 970**	**156 900**	**133 520**	**143 670**

(1) En 1997, 10% des salariés à temps complet de la fonction publique ont un salaire annuel net de prélèvements inférieur à 86 060 francs, 20% inférieur à 101 220 francs, etc.

TABLEAU C.03-21

Indice d'évolution des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'État

Moyennes annuelles

Base 100 : Décembre 1969
Nouvel indice base 100 : Décembre 1991

Source : INSEE

	1990	Ancien Indice (1) 1992	Nouvel Indice (2) 1992	1994	1995	1996	1997
Indices bruts par catégorie :							
Catégorie A	522,1	550,1	101,5	105,5	108,2	109,7	110,3
Catégorie B	567,2	600,5	101,6	106,2	109,1	110,6	111,2
Catégorie C	593,4	629,5	///	///	///	///	///
Catégorie D	683,3	739,8	///	///	///	///	///
Catégories C + D	608,3	647,6	101,9	107,6	110,6	112,2	112,9
Indice brut d'ensemble	570,0	603,8	101,6	106,2	109,0	110,6	111,2
Indices nets par catégorie (3) :							
Catégorie A	480,5	509,1	101,5	104,0	106,5	107,2	108,2
Catégorie B	523,9	558,3	101,6	104,6	107,3	107,9	108,9
Catégorie C	552,6	591,0	///	///	///	///	///
Catégorie D	638,3	697,3	///	///	///	///	///
Catégories C + D	566,9	608,5	101,9	106,0	108,8	109,3	110,4
Indice net d'ensemble (3)	527,7	562,8	101,6	104,6	107,3	107,9	108,9

(1) À l'exception de certaines catégories de personnels, notamment les personnels de police, les gardiens de prison et les fonctionnaires hors échelle.
(2) L'indice mensuel des traitements de la Fonction publique d'État a été rénové en 1992; il est dorénavant calculé en base 100 décembre 1991. De plus, en application du plan Durafour, les agents de la catégorie D ont été progressivement intégrés dans la catégorie C à partir de 1990.
(3) Les traitements sont nets à la fois de cotisations sociales et de prélèvements fiscaux (CSG et CRDS).

TABLEAU C.03-22

Évolution de la structure des coûts de la main-d'œuvre

Champ : établissements des entreprises de 10 salariés et plus en 1996
établissements de 10 salariés et plus en 1992
établissements de 10 salariés et plus dans l'industrie et le bâtiment en 1984 et 1988
entreprises de 10 salariés et plus dans le commerce, les banques et les assurances en 1984 et 1988

Source : INSEE-Eurostat (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre) %

Eléments du coût de la main-d'œuvre	Industrie et bâtiment				Services (1)			
	1984	1988	1992	1996	1984	1988	1992	1996
Salaire, primes et épargne salariale	57,5	57,6	58,4	59,7	57,9	57,8	59,9	59,5
Congés payés et jours fériés chômés payés	9,4	9,4	9,0	8,0	8,7	8,6	7,6	6,6
Sécurité sociale	19,4	19,1	18,7	17,6	18,5	18,0	18,6	18,2
dont : Assurance maladie, maternité, invalidité, décès	12,4	12,3	13,2	13,1	12,5	12,3	13,4	14,2
Allocations familiales	4,9	4,7	4,2	3,0	4,6	4,5	4,2	3,0
Autres charges (y compris accidents du travail)	2,1	2,1	1,3	1,5	1,4	1,3	1,0	1,0
Autres modes de protection sociale	8,7	8,9	9,2	9,0	8,3	9,1	9,0	8,7
dont : ASSEDICS	2,8	3,0	3,1	3,5	2,8	3,0	3,1	3,3
Retraite complémentaire	4,7	4,9	4,9	4,4	4,6	4,8	5,0	4,3
Autres charges conventionnelles	1,2	1,0	1,3	1,1	0,8	1,3	0,9	1,1
Autres charges sociales diverses	5,0	5,0	4,6	5,7	6,6	6,5	4,9	7,0
Coût total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Coût total mensuel moyen par salarié équivalent temps complet (en francs)	11 913	15 047	17 620	19 518	12 510	15 781	18 305	20 833

(1) Commerce, banques, assurances jusqu'en 1992; en 1996, section G à K de la Nace révisée 1, non compris transports, poste-télécommunication, auxiliaires financiers d'assurance et recherche-développement.

TABLEAU C.03-23

Structure du coût de la main-d'œuvre dans l'industrie dans les pays de l'Union européenne

Champ : établissements de 10 salariés et plus jusqu'en 1992; établissements des entreprises de 10 salariés et plus en 1996

Source : Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre

% du coût total

	Gain direct	Primes gratifications	Rémunération pour journées non ouvrées	Avantages en nature	**Coût direct (1)**	Charges légales sécurité sociale	Charges conventionnelles sécurité sociale	Formation professionnelle	Autres	**Coût indirect (1)**
DANEMARK										
1981	85,4	0,7	8,2	0,1	**94,4**	2,6	1,2	1,6	0,1	**5,5**
1984	83,6	0,7	8,0	0,1	**92,4**	4,6	1,1	1,9	0,1	**7,7**
1988	83,1	0,8	12,3	0,0	**96,2**	1,9	1,1	2,3	– 1,5	**3,8**
1992	79,8	1,4	11,4	0,7	**93,2**	2,1	1,3	2,5	1,1	**7,0**
ALLEMAGNE (ex-RFA)										
1981	57,6	8,5	11,3	0,2	**77,6**	16,6	3,6	1,5	0,7	**22,4**
1984	56,5	8,6	11,4	0,2	**76,7**	16,4	4,6	1,6	0,7	**23,3**
1988	56,0	8,8	11,4	0,2	**76,4**	16,9	4,6	1,6	0,6	**23,7**
1992	56,8	8,6	11,0	0,1	**76,5**	14,3	7,2	1,4	0,7	**23,5**
FRANCE										
1981	55,6	5,2	8,1	1,1	**70,0**	18,9	7,6	1,5	2,0	**30,0**
1984	52,5	5,0	9,4	1,2	**68,1**	19,4	8,7	1,6	2,2	**31,9**
1988	51,4	6,2	9,4	1,0	**68,0**	19,1	9,4	1,8	1,7	**32,0**
1992	49,7	9,7	9,0	0,2	**68,6**	18,7	9,8	1,5	1,5	**31,5**
1996	54,5	6,2	8,0	0,1	**68,8**	21,2	5,5	1,7	3,8	**32,2**
IRLANDE										
1981	73,9	0,9	9,2	0,1	**84,1**	7,0	5,6	2,1	1,2	**15,9**
1984	69,7	1,0	11,7	0,2	**82,6**	8,6	6,1	1,3	1,4	**17,4**
1988	70,4	1,4	10,3	0,1	**82,2**	8,1	7,0	1,1	1,6	**17,8**
1992	73,3	1,5	7,3	0,7	**82,8**	6,3	6,3	1,5	1,5	**17,4**
PORTUGAL										
1981	58,6	11,1	6,1	0,0	**75,8**	16,2	2,0	2,0	4,0	**24,2**
1984	58,7	10,3	5,3	0,2	**74,5**	16,3	2,1	2,0	5,1	**25,5**
1988	56,0	11,8	6,0	0,4	**74,2**	18,9	2,8	2,8	1,3	**25,8**
1992	57,2	11,2	5,4	0,3	**74,1**	17,7	3,0	2,6	2,6	**25,9**
ROYAUME-UNI										
1981	69,3	1,0	10,4	0,4	**81,1**	9,4	6,8	2,0	0,7	**18,9**
1984	71,3	1,1	10,4	0,2	**83,0**	7,6	7,0	1,5	0,9	**17,0**
1988	73,0	1,3	11,0	0,2	**85,5**	7,3	4,6	1,5	1,1	**14,5**
1992	73,3	1,1	7,9	2,3	**84,6**	7,6	4,8	1,6	1,5	**15,5**
ESPAGNE										
1988	55,3	7,0	12,4	0,2	**74,9**	22,9	1,7	1,4	1,2	**27,2**
1992	62,2	11,2	–	0,2	**73,6**	20,6	1,9	0,3	3,8	**26,6**
PAYS-BAS										
1988	54,6	7,2	11,0	0,1	**72,9**	16,2	7,5	2,8	0,8	**27,3**
1992	55,8	7,5	11,6	0,1	**74,9**	15,8	6,8	0,8	1,8	**25,2**
EUROPE DES 12 (2)										
1992	59,4	7,3	9,1	0,5	**76,3**	15,3	5,8	1,4	1,4	**23,9**

(1) La somme des coûts directs et indirects peut ne pas faire exactement 100 pour des raisons d'arrondis.
(2) Ensemble de l'Europe des 12, non compris l'Italie.

TABLEAU C.03-24A

Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 9 pays européens (1)

Champ : établissements de 10 salariés et plus

Année 1992

Source : Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre

Secteurs	NACE révisé 1	Coût horaire Indice (Industrie = 100)								
		B	DK	D	E	F	IRL	NL	P	UK
Industries extractives	C	103,3	107,8	...	101,7	128,5	106,2	86,5	140,9	95,5
Industrie manufacturière	D	96,2	98,9	100,5	100,4	101,6	96,0	99,9	97,5	95,9
Industrie des produits alimentaires et boissons	15	89,4	97,0	78,0	88,3	91,1	95,3	99,5	99,8	82,5
Industrie textile	17	72,4	87,5	74,5	74,3	77,9	76,3	87,3	76,4	72,2
Industrie de l'habillement et des chaussures	18	60,8	76,7	63,7	60,4	69,3	53,1	68,5	65,4	53,2
Industrie du cuir et de la chaussure	19	68,8	82,1	65,7	58,7	79,2	54,9	...	73,2	66,6
Travail du bois, fabrique d'articles en bois et liège	20	79,7	87,4	79,0	65,1	75,2	75,7	82,5	78,4	72,8
Industrie du papier carton	21	101,5	102,5	91,2	100,5	99,8	101,0	105,7	158,7	104,6
Édition, imprimerie	22	99,5	121,4	101,9	110,0	114,1	112,3	107,2	137,1	101,1
Cokéfaction, raffinage de pétrole, industrie nucléaire	23	163,0	122,1	154,9	202,9	152,4	–	153,9	287,7	177,7
Industrie chimique	24	124,1	114,8	125,5	131,0	133,7	118,4	121,9	176,9	123,9
Industrie du caoutchouc et des plastiques	25	89,4	96,0	85,7	107,1	90,7	92,7	89,9	96,6	86,9
Métallurgie	27	115,0	94,5	106,0	124,1	107,1	112,7	112,8	128,6	99,8
Travail des métaux	28	86,6	93,2	89,3	95,7	94,0	82,2	86,7	94,6	92,8
Fabrication de machines et équipement non compris ailleurs	29	93,4	97,9	103,3	111,4	97,3	85,9	92,5	112,8	100,6
Fabrication de machines de bureau et matériel informatique	30	141,1	124,7	155,3	222,6	161,7	120,5	107,2	...	122,3
Fabrication de machines et appareils électriques non compris ailleurs	31	97,5	100,7	109,8	105,1	99,8	86,1	92,6	130,6	95,3
Fabrication d'équipement radio, télévision, communication	32	113,4	106,0	107,7	125,5	116,8	93,8	...	145,0	96,3
Fabrication d'instruments de précision	33	112,7	100,2	95,2	123,9	103,8	98,3	93,4	116,9	97,9
Industrie automobile	34	112,6	90,1	123,0	119,5	99,4	69,1	97,7	136,2	120,1
Production et distribution d'eau, gaz et électricité	E	...	120,3	131,2	166,6	110,7	150,9	110,5	207,0	144,2
Électricité, gaz, vapeur et eau chaude	40	...	...	133,7	181,9	123,4	150,9	112,4	267,2	150,7
Construction	F	89,7	103,3	88,4	88,0	88,9	102,8	97,1	88,8	97,3

(1) B = Belgique, DK = Danemark, D = Allemagne (ex-RFA), E = Espagne, F = France, IRL = Irlande, NL = Pays-Bas, P = Portugal, UK = Royaume-Uni.

TABLEAU C.03-24B

Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 9 pays européens (1)

Champ : établissements de 10 salariés et plus

Année 1992

Source : Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre

Secteurs	NACE révisé 1	Nombre moyen d'heures travaillées durant l'année								
		B	DK	D	E	F	IRL	NL	P	UK
Industries extractives	C	1 521	1 729	1 512	1 455	1 582	1 993	1 701	1 789	2 064
Industrie manufacturière	D	1 565	1 660	1 604	1 659	1 609	1 922	1 610	1 791	1 933
Industrie des produits alimentaires et boissons	15	1 595	1 674	1 681	1 676	1 656	1 965	1 591	1 825	2 056
Industrie textile	17	1 402	1 651	1 606	1 674	1 598	1 819	1 609	1 771	1 836
Industrie de l'habillement et des chaussures	18	1 340	1 612	1 598	1 698	1 535	1 799	1 600	1 792	1 796
Industrie du cuir et de la chaussure	19	1 396	1 642	1 628	1 702	1 564	1 760	...	1 819	1 839
Travail du bois, fabrique d'articles en bois et liège	20	1 542	1 656	1 657	1 673	1 618	1 974	1 602	1 814	2 017
Industrie du papier carton	21	1 591	1 606	1 607	1 688	1 608	2 057	1 603	1 793	1 893
Édition, imprimerie	22	1 634	1 660	1 630	1 683	1 646	1 890	1 584	1 766	1 885
Cokéfaction, raffinage de pétrole, industrie nucléaire	23	1 604	1 665	1 631	1 640	1 655	...	1 653	1 737	1 893
Industrie chimique	24	1 646	1 662	1 616	1 679	1 571	1 999	1 648	1 749	1 935
Industrie du caoutchouc et des plastiques	25	1 621	1 662	1 615	1 644	1 580	1 903	1 622	1 806	1 968
Métallurgie	27	1 595	1 656	1 537	1 590	1 607	2 117	1 611	1 814	1 889
Travail des métaux	28	1 583	1 676	1 627	1 658	1 625	1 956	1 619	1 796	1 999
Fabrication de machines et équipement non compris ailleurs	29	1 646	1 660	1 607	1 637	1 637	1 929	1 662	1 791	1 962
Fabrication de machines de bureau et matériel informatique	30	1 787	1 672	1 585	1 654	1 600	1 946	1 670	...	1 901
Fabrication de machines et appareils électriques non compris ailleurs	31	1 587	1 640	1 577	1 666	1 656	1 845	1 631	1 798	1 860
Fabrication d'équipement radio, télévision, communication	32	1 786	1 658	1 550	1 657	1 636	1 906	...	1 788	1 921
Fabrication d'instruments de précision	33	1 623	1 634	1 628	1 689	1 621	1 870	1 662	1 784	1 896
Industrie automobile	34	1 473	1 653	1 523	1 605	1 542	2 046	1 575	1 794	1 836
Production et distribution d'eau, gaz et électricité	E	...	1 658	1 598	1 627	1 638	1 763	1 613	1 692	1 824
Électricité, gaz, vapeur et eau chaude	40	...	...	1 597	1 621	1 597	1 763	1 618	1 684	1 821
Construction	F	1 430	1 670	1 640	1 705	1 633	2 206	1 549	1 838	2 065

(1) B = Belgique, DK = Danemark, D = Allemagne (ex-RFA), E = Espagne, F = France, IRL = Irlande, NL = Pays-Bas, P = Portugal, UK = Royaume-Uni.

Chapitre C.04

Transferts sociaux

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB en 1995 dans l'Union européenne.

1. Comptes de l'ensemble des régimes.
2. Prestations totales versées par régime.
3. Prestations sociales par risque.
4. Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne.
5. Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB dans les pays de l'Union européenne.
6. Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne.
7. Prestations versées par l'ensemble des régimes selon le risque et le type de prestation.
8. Prestations maladie selon le régime de sécurité sociale et le type de prestation.
9. Dépenses d'aide sociale relevant de la compétence de l'État et du département.
10. Bénéficiaires de l'aide sociale au 31 décembre.
11. Prestations familiales, ensemble des régimes. Montant global.
12. Prestations familiales pour les familles allocataires et les enfants bénéficiaires.
13. Prestations familiales, tous régimes : montants versés par allocation.
14. Prestations familiales. Régime général. Montants versés et bénéficiaires par allocation.
15. Montant mensuel moyen des retraites de droit direct selon les régimes de base d'affiliation et le type de carrière.
16. Montant mensuel moyen des avantages composant la retraite globale selon le sexe.
17. Montant mensuel moyen des différents avantages vieillesse composant la retraite globale.

18A. Bénéficiaires et prestations vieillesse versées par le FSV et le FSI.

18B. Bénéficiaires et montants des prestations vieillesse versées par le FSV et le FSI selon l'organisme verseur.

19. Minimum vieillesse.
20. Signataires de contrat d'insertion.
21. Bénéficiaires du RMI payés et allocation moyenne selon la situation familiale.
22. Allocataires du RMI selon l'âge.
23. Allocataires du RMI payés en décembre.

Ce chapitre a été élaboré avec la collaboration du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, service des statistiques, des études et des systèmes d'information.

1. PRÉSENTATION

La France consacre un peu moins de 30 % de son produit intérieur brut à la protection sociale. Son financement est principalement assuré par deux grandes catégories de ressources : les cotisations et le financement public constitué des impôts et taxes affectées et des contributions publiques. Trois quarts des prestations sociales sont versées au titre de la vieillesse et de la maladie, un peu plus de 15 % au titre de la famille et environ 7 % au titre de l'emploi.

Cinq grands sous-ensembles de régimes, cinq types de risques, 2 359 milliards de prestations de protection sociale en 1996. Ces quelques chiffres illustrent l'importance et la diversité du système de prévoyance collective français.

Les individus ou les ménages sont confrontés dans leur existence quotidienne à des situations telles que la maladie, le chômage, la vieillesse qui, soit accroissent leurs besoins, soit diminuent leurs ressources. La prise en charge de ces risques est assurée dans la plupart des cas par des institutions de protection sociale qui en répartissent le poids sur une collectivité plus ou moins large. La notion de risque restreint le champ aux bénéficiaires directs, excluant les mesures de prévention.

L'analyse des comptes de la Protection sociale fait ressortir l'extrême complexité du domaine et le poids respectif des différents intervenants. L'État joue un rôle fondamental soit en versant directement des prestations, soit en garantissant l'équilibre financier des divers régimes.

Les « assurances sociales » regroupent les régimes de sécurité sociale organisés par la loi et les régimes complémentaires dont l'origine se trouve dans les conventions entre employeurs et salariés. À côté des assurances sociales, une part importante des dépenses est assurée par les mutuelles, les régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics ou les œuvres de bienfaisance, voire directement par les employeurs (régimes directs).

Les régimes de protection sociale

Ils se décomposent en cinq grands sous-ensembles :

— **Les régimes d'assurances sociales** : ce sont des régimes obligatoires pour les individus en vertu de la législation, le plus souvent dans le cadre du travail. Les cotisations à la charge de l'assuré et de l'employeur en assurent le financement. La protection contre le chômage et la sécurité sociale, à travers ses multiples régimes et caisses, constituent l'essentiel de cette catégorie où entrent également les régimes complémentaires.

— **Les régimes d'employeurs** : ils sont organisés par les employeurs sans que la législation en impose l'existence (suppléments familiaux de traitement, indemnités de licenciement...).

— **Les sociétés mutualistes** : elles sont définies par le code de la mutualité. L'affiliation est facultative, l'assuré acquittant seul sa cotisation. Les mutuelles interviennent essentiellement dans le domaine de la santé.

— **Les régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics** regroupent trois types de régime :

— l'aide sociale concerne des populations spécifiques à faible niveau de revenu auxquelles le système d'assurance sociale n'assure pas une protection jugée suffisante. Les collectivités locales, départements et communes assurent l'essentiel de l'aide sociale;

— le régime des victimes de guerre concerne les anciens combattants et victimes de guerre, les rapatriés et les réfugiés;

— les autres régimes d'intervention sociale comprennent l'aide publique aux chômeurs, la rémunération des stagiaires et l'aide au logement. Ces régimes prennent également en charge la lutte contre l'exclusion, et en particulier les dépenses liées au revenu minimum d'insertion depuis 1989.

— **Les régimes d'intervention sociale des administrations privées** : ils sont constitués par des organismes privés sans but lucratif dont le financement provient à titre principal de dons ou d'autres contributions volontaires (Croix-Rouge, Armée du Salut...).

2. MÉTHODOLOGIE

Les comptes de la protection sociale décrivent les diverses interventions des régimes précités selon les types de prestations et les risques couverts. Ils permettent également d'appréhender l'équilibre financier des régimes et l'origine de leurs ressources.

Généralités

Les prestations sociales sont réparties en quatre risques principaux :

— **la « santé »** recouvre la maladie, l'invalidité-infirmité, les accidents du travail et maladies professionnelles;

— **la « vieillesse »** correspond aux cessations anticipées d'activités, au minimum vieillesse et à d'autres prestations ainsi qu'à l'assurance-veuvage et aux pensions de réversion;

— **la « famille »** compense une partie des charges liées à la naissance et à l'éducation des enfants. Il est à noter que les aides au logement y sont incluses;

— **l'« emploi »**

Le risque emploi se décompose en inadaptation professionnelle et chômage. L'inadaptation professionnelle correspond à la recherche et à l'adaptation à un nouvel emploi et aux versements compensant la perte de salaire due à l'absence de travail pour cause de formation professionnelle.

Un cinquième risque, représenté par le poste « **risque divers** », correspond essentiellement à la protection sociale de certaines catégories de la population (délinquants, drogués, victimes de catastrophes naturelles, etc.). Il comprend le revenu minimum d'insertion (RMI).

L'enquête retraite

L'opération destinée à améliorer la connaissance des retraites en France, réalisée pour la première fois en

1993, a été renouvelée en 1997. L'échantillon de 1993 comprenait les générations de 1906, 1912, 1918, 1922 et 1926, l'échantillon de 1997 a été augmenté des générations paires de 1930 à 1942; il est composé de 60 000 personnes tirées du répertoire national d'identification des personnes physiques, et qui ont toutes été identifiées par au moins une caisse de retraite comme bénéficiaires d'un avantage vieillesse. Cette population est représentative de la population globale des retraités. Le SESI a rassemblé les diverses retraites versées à un même individu pour calculer le montant des retraites tous régimes confondus. L'échantillon porte sur des individus et non sur des foyers fiscaux. Le montant des retraites perçues par une personne n'est donc qu'une fraction plus ou moins importante de ses revenus ou des revenus de son foyer.

Les statistiques européennes

Le système européen de statistiques intégrées de protection sociale (SESPROS) réalisé par l'OSCE (Office statistique des communautés européennes) établit sur une base homogène des données statistiques comprenant le poids et la structure des dépenses et recettes relatives à la protection sociale entre les différents états membres.

3. DÉFINITIONS

L'aide sociale

« L'aide sociale est l'aide apportée par les collectivités publiques aux personnes dont les ressources sont insuffisantes : elle relève directement d'une idée d'assistance et ne fait aucune place aux mécanismes de l'assurance. Elle exprime un devoir de solidarité à l'égard des plus déshérités de ses membres (1) ». Elle dépend de l'appréciation d'une « commission d'admission »; l'aide sociale, est un droit « octroyé » qui nécessite une procédure d'admission et des instances administratives. Elle est « obligatoire » ou « légale » à la différence de l'action sociale.

On distingue les prestations relevant de la compétence du département et celles relevant de la compétence de l'État. Les départements gèrent la très grande majorité des allocations d'aide sociale et des services sociaux. Les conditions d'attribution, ainsi que le montant minimum des prestations, restent toutefois fixés au niveau national.

Les diverses catégories d'assurance

- Les assurances maladie et maternité ont pour objectifs :

— de prendre en charge, sous forme de prestations en nature, en totalité (maladies longues et maternité) ou partiellement, les dépenses médicales engagées par les assurés sociaux et leurs ayants droit;

— de compenser partiellement, par des indemnités journalières (prestations en espèces), les pertes de revenus subies par les assurés et leurs ayants droit en cas de maladie ou de maternité.

- L'assurance invalidité accorde à l'assuré une pension en compensation de la perte de salaire qui résulte de la réduction de sa capacité de travail.

- L'assurance décès garantit aux ayants droit des assurés le paiement d'un capital.

- L'assurance accident du travail et maladies professionnelles intervient en cas d'accidents ou de maladies subis par les salariés, en remboursant des dépenses médicales et en versant des prestations en espèces (indemnités journalières et rentes) pour incapacité temporaire ou permanente.

Ces catégories d'assurance sont gérées par une multiplicité de régimes :

— le plus important, le régime général dont bénéficient les salariés de l'industrie et du commerce.

— les régimes agricoles : exploitants et salariés (MSA);

— le régime des artisans et professions libérales (CANAM);

— les régimes spéciaux, (mines, SNCF, militaires, marins, RATP, Banque de France, clercs de notaires...).

L'assurance vieillesse (les régimes de retraite de base)

Le système d'assurance du risque vieillesse est extrêmement complexe. On dénombre en effet plus de 120 régimes de base, environ 180 caisses de retraite complémentaire obligatoire dont 59 regroupées au sein de l'AGIRC (Association générale des institutions de retraites des cadres) et 113 au sein de l'ARRCO (Association des régimes de retraites complémentaires), sans compter une centaine de caisses de retraite complémentaire dite facultative qui correspondent à des dispositifs conventionnels d'entreprise.

Les régimes de retraite de base peuvent se répartir en trois catégories :

- le régime général des salariés de l'industrie et du commerce (CNAV) et le régime des salariés agricoles (géré par la mutualité sociale agricole);

- les régimes de non-salariés :

— la Caisse autonome d'assurance vieillesse des artisans (CANCAVA),

— la Caisse autonome nationale d'assurance vieillesse des industriels et des commerçants (ORGANIC),

— la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (CNAVPL),

— la Mutualité sociale agricole pour le régime des exploitants agricoles (MSA),

— la Caisse nationale des barreaux français (CNBF),

— la Caisse d'assurance vieillesse des cultes (CAMAVIC).

---

(1) Droit de la Sécurité sociale. Dalloz,1989.

● les régimes spéciaux de salariés.

Ces régimes, au nombre de quinze, ont été créés avant 1930. Les pensions des régimes spéciaux constituent à la fois la pension de base et la pension complémentaire. La population concernée est généralement composée de salariés du secteur public ou des entreprises publiques (fonctionnaires, agents des collectivités locales, SNCF, EDF,...) mais certains salariés du secteur privé (marins, clercs de notaire) bénéficient aussi de régimes spéciaux.

Le minimum vieillesse et l'allocation supplémentaire du Fonds de solidarité Vieillesse

Créé le 1er janvier 1994, le Fonds de solidarité Vieillesse (FSV) accorde, sous certaines conditions d'âge, de nationalité et de résidence, une allocation supplémentaire aux personnes titulaires de pensions de vieillesse ou d'invalidité dans la limite d'un plafond à ne pas dépasser. Il leur assure ainsi le minimum vieillesse. Une personne sur dix âgée de plus de 65 ans perçoit encore cette allocation.

Le minimum vieillesse garanti par les pouvoirs publics aux personnes âgées de plus de 65 ans (ou de 60 ans en cas d'inaptitude) résulte de l'addition de deux étages de prestations :

— premier étage : le montant est aligné sur l'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS), il peut être constitué de pensions normales ou d'allocations non contributives diverses (allocation spéciale servie par le fonds spécial, majoration de pension destinée à porter le montant de l'avantage contributif au niveau de l'AVTS...);

— second étage : l'allocation supplémentaire du fonds de solidarité vieillesse.

Même si la personne ne peut prétendre à aucune retraite, il existe un dispositif spécifique pour atteindre le minimum vieillesse, le service de l'allocation spéciale vieillesse (SASV). Elle doit, dans un premier temps, solliciter l'allocation spéciale vieillesse. Le montant maximal de cette allocation est celui de l'AVTS.

Les prestations chômage et préretraite

Depuis avril 1984, l'indemnisation du chômage comprend deux régimes distincts :

— un régime d'assurance chômage financé par les partenaires sociaux (UNEDIC et ASSEDIC) et destiné aux chômeurs ayant travaillé suffisamment;

— un régime de solidarité relevant de l'État.

Les préretraites-État comprennent :

— l'allocation spéciale du FNE (AS-FNE) destinée aux salariés de 57 ans minimum, licenciés par une entreprise ayant signé une convention avec l'État;

— la préretraite progressive qui permet aux salariés de 55 ans minimum, et ayant travaillé 10 ans, le passage à un emploi à mi-temps dans les seules entreprises industrielles qui s'engagent à maintenir leur effectif à plein-temps constant;

— l'allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) suite à l'accord du 6 septembre 1995. En contrepartie du départ des salariés d'au moins 58 ans et ayant 160 trimestres d'assurance vieillesse, l'entreprise s'engage à procéder à des embauches, notamment de jeunes de moins de 26 ans.

Les prestations familiales

● Allocations familiales.

Cette prestation est versée dès que la famille a deux enfants ou plus à charge. Sa valeur dépend du nombre d'enfants, et, dans une moindre mesure, de leur âge. En 1998, les allocations familiales ont été mises sous condition de ressources.

● Complément familial.

Cette prestation est versée sous conditions de ressources aux familles de trois enfants et plus, tous les enfants ayant plus de trois ans. Le plafond de ressources évolue en fonction du nombre d'enfants et du nombre de revenus perçus par le ménage.

● Allocation de rentrée scolaire.

Cette allocation est soumise à conditions de ressources et à la présence d'enfants scolarisés. Elle est versée en une fois.

● Allocation d'adoption.

Créée le 1er janvier 1995, elle est versée, sous condition de ressources, depuis le 1er août 1996, pendant vingt et un mois aux personnes qui adoptent un enfant ou qui acccueillent un enfant en vue de son adoption.

● Allocation pour jeune enfant.

Depuis le 1er janvier 1996, elle est versée sous condition de ressources du cinquième mois de grossesse aux trois ans de l'enfant. Plus généreuse et plus large que le complément familial, elle se substitue à celui-ci pour les familles de trois enfants et plus dans lesquelles l'un des enfants a moins de trois ans.

● Allocation parentale d'éducation.

Elle est versée sans condition de ressources à des familles de trois enfants dont un est âgé de moins de trois ans. En outre, l'un des parents ne doit plus exercer d'activité, mais doit avoir exercé une activité salariée pendant 24 mois au cours des dix années précédentes. Depuis le 1er juillet 1994, elle est versée à des familles de deux enfants, sous condition d'une activité salariée pendant 24 mois au cours des cinq années précédentes.

● Allocation de garde d'enfant à domicile.

Elle vise à assurer une aide financière aux parents qui exercent une activité professionnelle et emploient à leur domicile une personne pour garder leur(s) enfant(s) de moins de 3 ans.

● Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée.

Elle est attribuée en faveur des ménages occupant une assistante maternelle agréée, pour assurer la garde au domicile de celle-ci d'un enfant âgé de moins de 6 ans.

● Allocation de parent isolé.

Elle est soumise à conditions de ressources. Elle est attribuée aux mères ou pères isolés qui élèvent un enfant de moins de 3 ans. Versée de façon différentielle, elle leur garantit un revenu minimum.

● Allocation de soutien familial.

Elle a pour but d'aider le conjoint survivant, le parent isolé ou la famille d'accueil à élever le ou les enfants orphelins dont ils assument la charge. Elle est également versée pour les enfants dont les parents sont séparés lorsque

l'un ou les deux refusent de payer une pension alimentaire pour son entretien. Dans ce cas, l'allocation a la nature d'une avance récupérable par la caisse d'allocations familiales.

● Allocation de logement familiale.

Depuis 1973, elle concerne les ménages sans enfant pendant les cinq premières années de mariage, ainsi que les ménages ayant à leur charge un ascendant. La très grande majorité des bénéficiaires sont des familles avec enfants.

● Allocation de logement sociale.

Elle est versée sous conditions de ressources à des personnes âgées, des handicapés et des jeunes salariés. Son extension aux étudiants, permet de couvrir intégralement toutes les personnes qui peuvent y prétendre. C'est uniquement parce que les caisses d'allocations familiales en assurent le versement que cette prestation peut être considérée comme familiale.

● Aide personnalisée au logement.

La CNAF participe au financement de cette prestation lorsqu'elle s'adresse à des familles. La part de l'aide personnalisée au logement considérée comme « familiale » est de 46 % depuis 1984.

Les prestations en nature de l'assurance maladie

● Les honoraires privés comprennent :

– les honoraires médicaux du secteur privé perçus en cabinets libéraux et établissements privés correspondant aux consultations (C), visites (V), actes de chirurgie et de spécialités (K et KC), actes utilisant les radiations ionisantes (Z et ZB), actes de surveillance et stomatologie (SPM) et aux frais de déplacement des praticiens;

— les honoraires dentaires perçus en secteur privé à partir des soins conservateurs et prothèses (SCP) et des soins divers (D et DC).

● Les versements aux établissements d'hospitalisation.

Il s'agit :

— des versements au secteur public ou assimilé (dotation globale, frais de séjour des établissements médico-sociaux);

— des versements au secteur privé.

● Les prescriptions.

Ce poste concerne :

— les remboursements de pharmacie en matière de médicaments, produits d'origine humaine, accessoires et pansements. Ne sont pas retenus ici les médicaments consommés en hôpitaux publics ni les médicaments non coûteux compris dans les forfaits journaliers des hôpitaux privés;

— les remboursements d'actes auxiliaires médicaux (AM et SFI) : infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes, orthoptistes, pédicures, sages-femmes;

— les remboursements d'actes de biologie (B, BP, BM, BR, K, KB, AMI) : les actes en B et BP sont des actes d'analyse effectués dans les laboratoires et les pharmacies d'officine, les actes cotés en BP correspondant aux actes d'anatomie et de cytologie pathologique; les prélèvements sont cotés en K, en KB ou en AMI, suivant qu'ils sont réalisés par des médecins, des directeurs de laboratoire non médecins ou des auxiliaires;

— les remboursements d'appareillages optique et orthopédique;

— le poste autres prestations est constitué des frais de déplacement des malades, des cures thermales et d'autres prestations;

— le poste « prestations en espèces » comprend les indemnités journalière, les pensions, les rentes.

Les prestations de vieillesse

En matière de retraites, il existe deux sortes de droits : les droits directs correspondant aux droits acquis par un individu en contrepartie de ses cotisations passées et les droits dérivés correspondant aux pensions de réversion versées au conjoint lors du décès de l'assuré.

Le régime d'assurance chômage

Le régime d'assurance-chômage est géré de manière paritaire, d'une part par des représentants des employeurs, d'autre part par des représentants des salariés.

La gestion de ce régime, assurée au plan national par l'UNEDIC, est fortement décentralisée.

L'UNEDIC regroupe, au plan local, 48 ASSEDIC en métropole et 5 dans les départements d'outre-mer.

Le financement est assuré par les cotisations des employeurs et des salariés, et par une contribution supplémentaire due par l'employeur pour toute rupture de contrat de travail d'un salarié de 50 ans et plus.

Protection sociale

Les risques retenus au titre de la protection sociale sont la santé, la vieillesse, la famille, l'emploi et les risques divers.

Elle recouvre les prestations et cotisations suivantes :

● Prestations sociales.

Elles prennent la forme de versements en espèces (pensions de retraite, prestations familiales, indemnités de chômage, indemnités journalières...), de remboursements d'une dépense engagée, de prises en charge d'une dépense par un tiers payant.

● Prestations fiscales.

Ce sont des exonérations ou des réductions d'impôts accordées au titre de l'un des risques.

● Prestations de services sociaux.

Elles retracent l'avantage constitué par l'accès à des services gratuits ou quasi gratuits, fournis en relation avec un risque de la protection sociale (services de santé, d'action sociale, de placement).

● Cotisations sociales.

Elles sont considérées ne pouvoir être versées que par l'assuré ou son employeur pour son compte.

● Cotisations fictives.

Dans le cas des régimes gérés directement par les employeurs, le montant des cotisations est calculé par solde

pour assurer l'équilibre du régime : elles sont égales aux prestations versées, diminuées des éventuelles cotisations de salariés, transferts de compensation ou subventions publiques.

Revenu minimum d'insertion

La loi du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion (RMI) établit, d'une part, une allocation différentielle pour porter le revenu des personnes les plus démunies au-dessus d'un certain seuil et organise, d'autre part, le cadre d'une politique d'insertion sociale ou professionnelle pour les bénéficiaires de l'allocation.

Les bénéficiaires du RMI sont les personnes résidant en France, âgées de plus de vingt-cinq ans (ou moins si elles ont des enfants à charge). Les étudiants ou les stagiaires de la formation professionnelle peuvent bénéficier de l'allocation, uniquement si leur formation constitue une activité d'insertion.

Le montant du seuil de revenu est fixé à 2 492,42 F par mois pour une personne seule à compter du 1er janvier 1998, majoré de 50% pour la seconde personne au foyer, 30% pour chacune des personnes suivantes et 40% à partir du 3e enfant.

En décembre 1997, 956 596 allocataires ont bénéficié d'une allocation de RMI en métropole et 111 305 dans les DOM, soit 2 029 485 personnes avec les ayants-droit.

Des commissions locales d'insertion (CLI) ont été mises en place dans chaque département. Il en existe 600 environ en métropole. Dans un délai de trois mois après l'ouverture de son droit au RMI, chaque bénéficiaire doit signer un contrat d'insertion avec le président de la CLI. Ce contrat est instruit par les travailleurs sociaux des centres communaux d'action sociale, par les services d'action sociale des départements ou par des associations.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité.
- Office statistique de la Communauté européenne (OSCE).
- Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.
- Caisse nationale des allocations familiales.
- Caisse des dépôts et consignations.
- Caisse centrale de mutualité sociale agricole.
- Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC).
- Association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO).
- Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC).

Publications :

Ministère de l'Emploi et de la solidarité

— *Annuaire des statistiques sanitaires et sociales* (annuel).

— *Chiffres et indicateurs départementaux* (CID).

— *Solidarité-santé, Études statistiques.*

— *Comptes nationaux de la santé* (annuel)

« Les comptes de la protection sociale 1990-1996 ». La Documentation française.

— Documents statistiques

« Les prestations familiales des régimes spéciaux en métropole, comparaisons avec le régime général, année 1996 », n° 293, décembre 1997.

« L'allocation vieillesse supplémentaire au 1er janvier 1997. Allocations et effectifs de 1956 à 1996. Bénéficiaires au 31 décembre 1996 », n° 292, octobre 1997.

« Les bénéficiaires de l'aide sociale », Résultats 1995, n° 288, septembre 1997.

« Les commissions départementales d'éducation spéciale (CDES), enquête annuelle 1995-1996 », n° 287, septembre 1997.

« Dépenses d'aide sociale », Résultats 1994, n° 285, mai 1997.

« Les établissements et services en faveur des adultes handicapés. Activité, clientèle et personnel », série chronologique : 1985 à 1996, n° 281, février 1997.

« Les établissements et services en faveur des enfants et adolescents handicapés. Activité, clientèle et personnel », série chronologique : 1985 à 1996, n° 280, février 1997.

« Les établissements et services de l'Aide sociale à l'enfance. Activité, clientèle et personnel », série chronologique : 1985 à 1996, n° 278, février 1997.

« Le Fonds national de Solidarité au 1er janvier 1996. Allocations et effectifs de 1956 à 1995. Bénéficiaires au 31 décembre 1995 », n° 271, novembre 1996.

« Les établissements d'hébergement pour personnes âgées, EHPA 94 », n° 259, août 1996.

« La clientèle des établissements d'hébergement pour personnes âgées. Situation au 31 décembre 1994 », n° 250, mars 1996.

« Les comptes de la protection sociale 1981-1996 », n° 125, septembre 1991.

— Études et statistiques

« Les services de proximité, le secteur de l'aide et des soins à domicile », « Famille et politiques familiales » n° 2-3, 1998.

« Les retraites et la protection sociale en Europe », « 3,4 millions d'allocataires de minima sociaux », n° 1, 1998.

« Rester à domicile malgré la dépendance », n° 4, 1997.

« Les retraites » « Les prestations familiales », dossier « Les revenus sociaux, 1981-1996 », n° 3, 1997.

« L'aide sociale de 1990 à 1994 », n° 1, 1997.

« L'évolution des prestations familiales depuis vingt ans : un reflet des mutations de la société française », n° 4, 1993.

INSEE

« La protection sociale : entre partage des risques et partage des revenus ». *Économie et statistique,* n° 291-292, 1996.

« L'avenir des retraites », dossier, *Économie et statistique,* n° 233, juin 1990.

« Vers un âge de la retraite plus élevé », *INSEE-Première*, n° 578, avril 1998.

« L'allocation parentale d'éducation entre politique familiale et politique pour l'emploi », *INSEE-Première*, n° 569, février 1998.

« La pauvreté en France et en Europe », *INSEE-Première*, n° 533, juillet 1997.

« Les dépenses de protection sociale dans l'Union européenne », *INSEE-Première*, n° 526, juin 1997.

« L'assurance complémentaire maladie : une diffusion encore inégale », *INSEE-Première*, n° 523, juin 1997.

« La protection sociale », *INSEE-Première*, n° 461, juin 1996.

« Suivi annuel des retraites. Résultats 1996 », *Synthèses*, n° 20, à paraître.

« Suivi annuel des retraites. Résultats 1995 », *Synthèses*, n° 9, mars 1997.

« Les revenus sociaux », 1982-1996, *Synthèses,* INSEE, à paraître.

« Les revenus sociaux », 1981-1995, *Synthèses,* INSEE, novembre 1997.

— Données sociales 1999

« La protection sociale », G. Abramovici;

« Le RMI : un dispositif en mutation », C. Afsa, S. Amira;

« L'allocation parentale d'éducation : entre politique familiale et politique pour l'emploi », C. Afsa;

« Les retraites », O. Dangerfield, D. Prangère;

« Des retraités qui vont continuer à croître », C. Bonnet, J.M. Chanut, C. Colin;

« Les professions sociales et leur diversité », M. Autès, J.P. Guilbert, M. Monrose;

« Les minima sociaux : huit prestations de solidarité dans le système de protection sociale », J.P. Zoyem.

— France, portrait social

« La dépendance des personnes âgées : recours aux proches et aux aides professionnelles », édition 1998-1999, INSEE;

« Protection sociale : l'année de la réforme », « Dépenses de santé et réforme de l'assurance maladie », édition 1997-1998, INSEE.

— Autres publications

Bulletin de liaison (mensuel), UNEDIC.

Bulletin d'information (trimestriel), ARRCO.

Rapport d'activité (annuel), ARRCO.

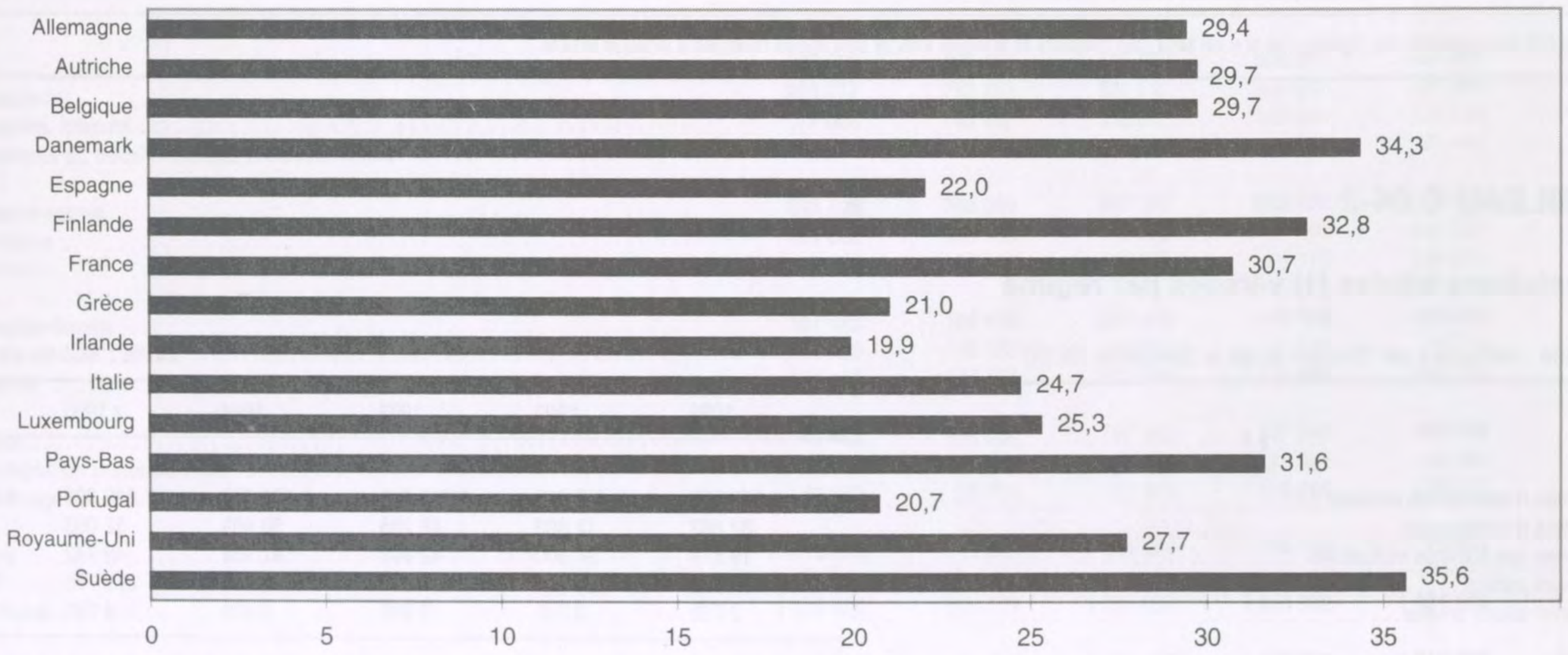
Bulletin d'information (trimestriel), AGIRC.

La Mutualité sociale agricole, statistiques (annuel), Caisses centrales de mutualité sociale agricole.

* * *

GRAPHIQUE C.04

Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB en 1995 dans l'Union européenne (1)



(1) Données provisoires

Source : Eurostat

TABLEAU C.04-1

Comptes de l'ensemble des régimes

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI) — *Unité :* Million de francs

	1985	1990	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*p* 1996
EMPLOIS						
Prestations sociales	1 127 439	1 504 777	1 811 251	1 864 538	1 931 266	1 998 012
Prestations de services sociaux	155 317	211 291	257 419	267 224	280 274	285 843
Prestations fiscales	42 550	57 750	67 700	70 500	73 563	74 829
Frais de gestion	58 580	72 398	85 535	88 161	89 603	92 306
Transferts entre régimes	133 034	222 023	274 600	330 312	366 444	352 120
Frais financiers	2 312	1 672	10 672	10 195	13 902	1 380
Autres dépenses	7 117	5 603	12 116	9 306	9 253	11 675
Solde des opérations des DOM	3 819	4 113	9 764	10 280	11 894	13 994
Total des emplois (1)	**1 530 168**	**2 079 627**	**2 529 057**	**2 650 516**	**2 776 199**	**2 830 159**
RESSOURCES						
Cotisations	1 071 934	1 472 691	1 646 258	1 685 316	1 761 725	1 832 110
Impôts et taxes affectés	43 877	63 827	120 976	170 324	180 016	192 388
Transferts	133 034	222 023	274 600	330 312	366 444	352 120
Contributions publiques	226 921	240 598	297 915	303 446	303 598	295 187
Contrepartie des prestations fiscales	42 550	57 750	67 700	70 500	73 563	74 829
Recours contre tiers	3 958	4 515	4 502	4 543	9 299	5 776
Revenus des capitaux	26 036	20 688	20 420	16 278	15 690	14 224
Autres recettes	13 645	20 129	24 200	21 887	21 489	23 535
Total des ressources	**1 561 955**	**2 102 221**	**2 456 571**	**2 602 606**	**2 731 824**	**2 790 169**
Solde opérations courantes (1)	**31 787**	**22 594**	**– 72 466**	**– 47 910**	**– 44 375**	**– 39 990**

(1) Du fait des arrondis, les lignes « total » ne sont pas toujours la somme exacte des lignes relatives à chaque article.

TABLEAU C.04-2

Prestations totales (1) versées par régime

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI) — *Unité :* Million de francs

	1985	1990	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Régimes d'assurances sociales	1 083 557	1 453 846	1 743 832 *r*	1 781 873 *r*	1 849 301	1 917 990
Régimes d'employeurs	32 862	42 603	48 295	50 463	52 093	53 500
Régimes des sociétés mutualistes	19 571	34 600	42 900	47 104	49 742	53 767
Pouvoirs publics	186 564	239 029	297 357	318 752	329 786	329 135
Administrations privées	2 752	3 740	3 986	4 070	4 181	4 292
Total	**1 325 306**	**1 773 818**	**2 136 370 *r***	**2 202 262 *r***	**2 285 103**	**2 358 684**

(1) Il s'agit de l'ensemble des prestations, y compris les prestations fiscales et les prestations de services sociaux.

TABLEAU C.04-3

Prestations sociales par risque

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI) — *Unité :* Million de francs

	1985	1990	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*p* 1996
Santé	**308 855**	**423 455**	**493 103**	**505 555**	**524 662**	**545 290**
Maladie	201 277	282 453	336 532	344 932	356 938	371 283
Invalidité, infirmité	77 006	105 157	119 683	123 846	131 283	137 040
Accidents du travail, maladies professionnelles	30 572	35 845	36 888	36 777	36 441	36 967
Vieillesse-survie	**583 426**	**762 069**	**897 137**	**926 189**	**964 958**	**1 002 583**
Vieillesse	481 005	645 103	761 350	787 870	820 685	853 681
Survie	102 421	116 966	135 787	138 319	144 273	148 902
Maternité-famille	**157 570**	**196 413**	**232 418**	**240 762**	**250 623**	**256 890**
Maternité	16 420	19 132	20 854	21 314	22 314	22 256
Famille	141 150	177 281	211 564	219 448	228 309	234 634
Emploi	**74 426**	**109 252**	**167 312**	**167 842**	**163 369**	**164 554**
Inadaptation professionnelle	11 060	17 542	37 771	42 633	43 851	38 666
Chômage	63 366	91 710	129 541	125 209	119 518	125 888
Divers	**3 162**	**13 588**	**21 281**	**24 190**	**27 654**	**28 695**
Total	**1 127 439**	**1 504 777**	**1 811 251**	**1 864 538**	**1 931 266**	**1 998 012**
Prestations à des résidents	**1 117 525**	**1 492 203**	**1 796 158**	**1 848 903**	**1 917 999**	**1 979 316**
Prestations à des non-résidents	**9 914**	**12 574**	**15 093**	**15 635**	**18 429**	**18 696**

TABLEAU C.04-4

Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité :* Million d'ÉCU

	r 1990	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*p* 1995
Maladie					
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	...	131 647	137 898	147 553	162 079
RFA (excluant l'ex RDA)	91 751	113 323	117 112	123 845	137 101
Autriche	8 511	10 233	11 316	12 023	13 032
Belgique	10 423	12 654	12 556	14 035	15 027
Danemark	5 895	...	...	7 201	7 705
Espagne	22 317	29 379	27 235	26 090	27 390
Finlande	7 440	6 407	5 391	5 753	6 527
France	**73 012**	**83 496**	**90 387**	**93 766**	**98 267**
Grèce	...	...	...	...	...
Irlande	2 212	2 730	2 844	3 026	3 330
Italie	51 368	57 095	49 137	46 804	41 834
Luxembourg	459	573	673	710	788
Pays-Bas	19 452	22 945	25 064	25 122	26 228
Portugal	2 240	4 053	4 395	4 819	4 872
Royaume-Uni	45 716	55 042	55 998	59 355	58 398
Suède	...	...	13 706	13 298	13 473
Invalidité					
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	...	25 784	30 015	32 260	36 308
RFA (excluant l'ex RDA)	18 160	22 272	25 494	26 892	29 282
Autriche	2 285	2 685	3 042	3 495	3 929
Belgique	2 955	2 776	3 338	3 446	3 778
Danemark	2 895	...	...	4 107	4 570
Espagne	5 973	7 299	6 970	6 944	7 008
Finlande	3 968	4 146	3 750	4 124	4 556
France	**15 054**	**16 406**	**17 841**	**18 601**	**19 894**
Grèce	...	...	...	...	...
Irlande	296	352	361	388	444
Italie	15 160	16 340	15 329	15 641	14 055
Luxembourg	260	312	346	380	425
Pays-Bas	11 337	12 630	13 304	13 639	14 071
Portugal	1 223	1 717	1 818	1 971	1 781
Royaume-Uni	15 052	21 906	24 655	27 072	26 786
Suède	...	...	6 499	7 123	7 647
Vieillesse					
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	...	164 491	181 665	192 273	210 062
RFA (excluant l'ex RDA)	125 005	143 425	156 928	163 962	175 447
Autriche	12 501	14 607	16 449	17 799	19 168
Belgique	11 504	13 849	15 611	16 593	18 390
Danemark	10 746	...	...	15 120	16 226
Espagne	29 585	36 513	35 355	35 267	37 427
Finlande	7 827	7 740	7 023	7 811	8 868
France	**89 130**	**102 497**	**111 908**	**117 199**	**123 685**
Grèce	...	...	...	...	...
Irlande	1 562	1 793	1 807	1 878	1 879
Italie	96 500	118 373	107 418	111 474	106 640
Luxembourg	570	713	802	892	990
Pays-Bas	22 057	24 931	27 117	27 687	29 068
Portugal	2 625	4 041	4 346	4 557	5 351
Royaume-Uni	62 705	75 163	76 108	78 505	76 618
Suède	...	...	20 758	21 423	21 620
Survie					
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	...	8 315	9 256	10 814	11 429
RFA (excluant l'ex RDA)	7 095	7 737	8 370	9 674	10 118
Autriche	3 781	4 376	4 797	5 027	5 368
Belgique	4 341	4 878	5 590	5 825	6 366
Danemark	24	...	...	26	26
Espagne	3 550	4 242	3 912	4 016	4 066
Finlande	1 086	1 089	990	1 087	1 193
France	**16 917**	**19 028**	**20 469**	**21 013**	**22 111**
Grèce	...	...	...	...	...
Irlande	446	510	510	535	566
Italie	21 054	25 120	23 141	23 129	21 876
Luxembourg	273	362	406	423	457
Pays-Bas	3 691	4 237	4 595	4 751	4 865
Portugal	559	893	945	993	1 098
Royaume-Uni	9 287	11 034	11 534	12 511	12 428
Suède	...	...	1 406	1 494	1 498

TABLEAU C.04-4 (suite 1)

Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité :* Million d'ÉCU

	r 1990	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*p* 1995
Famille, enfants					
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	...	34 295	37 106	37 281	39 248
RFA (excluant l'ex RDA)	21 818	27 213	29 251	29 981	31 656
Autriche	3 402	4 288	4 947	5 815	5 764
Belgique	3 684	4 042	4 354	4 445	4 778
Danemark	3 487	...	...	5 029	5 340
Grèce	...	...	...	...	...
Espagne	1 315	1 757	1 604	1 574	1 669
Finlande	3 526	3 521	3 000	3 786	4 083
France	**23 287**	**25 077**	**28 223**	**29 130**	**30 541**
Irlande	743	907	922	1 033	1 102
Italie	9 672	9 121	7 795	7 446	6 895
Luxembourg	199	250	329	385	429
Pays-Bas	3 870	3 917	4 160	4 273	4 242
Portugal	526	771	794	781	854
Royaume-Uni	15 215	18 904	19 504	20 706	20 271
Suède	...	...	7 119	7 393	7 059
Chômage					
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	...	40 300	48 605	46 715	47 639
RFA (excluant l'ex RDA)	17 175	18 701	24 866	25 448	27 017
Autriche	1 485	1 920	2 458	2 609	2 823
Belgique	5 426	6 110	7 219	7 544	8 318
Danemark	4 504	...	...	6 685	6 356
Espagne	11 858	16 456	17 885	14 771	13 096
Finlande	1 591	3 612	3 974	4 344	4 396
France	**20 602**	**25 325**	**28 857**	**28 783**	**27 924**
Grèce	...	...	...	...	...
Irlande	954	1 324	1 402	1 521	1 634
Italie	3 372	4 444	4 854	4 743	4 219
Luxembourg	48	56	72	92	96
Pays-Bas	5 743	6 584	7 874	9 046	9 147
Portugal	186	439	661	771	822
Royaume-Uni	9 640	15 678	15 821	15 046	13 272
Suède	...	...	6 966	7 244	6 923
Logement					
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	...	3 433	3 403	3 042	3 149
RFA (excluant l'ex RDA)	1 802	1 902	2 024	2 148	2 455
Autriche	157	137	147	150	159
Belgique	...	...	...	...	...
Danemark	688	...	...	998	1 056
Espagne	445	372	444	370	356
Finlande	197	321	284	395	459
France	**7 132**	**8 201**	**9 495**	**10 198**	**10 749**
Grèce	...	...	...	...	...
Irlande	231	252	254	285	288
Italie	32	32	28	28	24
Luxembourg	4	5	5	5	5
Pays-Bas	761	844	888	895	998
Portugal	4	3	3	3	4
Royaume-Uni	10 122	13 128	14 586	16 104	15 927
Suède	...	...	1 989	2 165	2 124
Exclusion sociale					
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	...	7 410	8 724	10 634	11 548
RFA (excluant l'ex RDA)	5 922	6 772	8 042	9 714	10 433
Autriche	414	540	630	624	585
Belgique	591	745	1 297	1 256	1 546
Danemark	1 064	...	...	1 740	1 896
Espagne	236	330	398	384	389
Finlande	492	615	516	568	641
France	**3 064**	**3 681**	**4 663**	**5 157**	**5 759**
Grèce	...	...	...	...	...
Irlande	106	148	149	167	176
Italie	39	44	51	54	61
Luxembourg	28	32	37	41	47
Pays-Bas	1 918	2 075	2 053	2 147	2 076
Portugal	24	57	59	57	62
Royaume-Uni	1 320	1 968	2 102	2 251	2 293
Suède	...	...	2 044	1 955	1 906

TABLEAU C.04-4 (suite 2 et fin)

Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité :* Million d'ÉCU

	r 1990	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*p* 1995
Total des prestations de l'Union européenne à 15					
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	...	415 676	456 670	480 574	521 462
RFA (excluant l'ex RDA)	288 729	341 346	372 087	391 664	423 508
Autriche	32 536	38 785	43 787	47 543	50 828
Belgique	38 924	45 054	49 965	53 143	58 204
Danemark	29 303	33 533	36 845	40 906	43 175
Espagne	75 280	96 346	93 804	89 414	91 400
Finlande	26 127	27 450	24 927	27 868	30 723
France	**248 198**	**283 712**	**311 844**	**323 847**	**338 930**
Grèce	...	...	...	...	...
Irlande	6 551	8 015	8 248	8 836	9 418
Italie	197 196	230 569	207 752	209 318	195 605
Luxembourg	1 841	2 302	2 670	2 928	3 236
Pays-Bas	68 828	78 162	85 055	87 560	90 695
Portugal	7 386	11 974	13 022	13 952	14 844
Royaume-Uni	169 057	212 824	220 308	231 551	225 992
Suède	...	...	60 487	62 096	62 251

TABLEAU C.04-5

Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB dans les pays de l'Union européenne (1)

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — %

	r 1990	*r* 1992	*p* 1993	*p* 1994	*p* 1995
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	...	28,4	29,2	28,9	29,4
RFA (excluant l'ex RDA)	25,3	25,5	26,3	26,4	...
Autriche	26,7	27,7	29,0	29,7	29,7
Belgique	26,6	27,1	29,0	29,0	29,7 *e*
Danemark	30,3	...	...	35,1	34,3
Espagne	19,9	22,0	23,5	22,4	22,0
Finlande	25,5	34,3	35,5	34,8	32,8
France	**27,7**	**29,4**	**31,0**	**30,5**	**30,7**
Grèce	...	...	20,7	20,8	21,0
Irlande	19,1	20,8	20,8	20,3	19,9
Italie	24,1	25,8	26,1	25,9	24,7
Luxembourg	23,5	24,5	25,2	24,7	25,3
Pays-Bas	32,4	33,2	33,7	32,7	31,6
Portugal	15,5	18,7	20,9	20,9	20,7
Royaume-Uni	23,0	27,3	28,4	28,0	27,7 *e*
Suède	...	...	38,5	37,6	35,6

(1) Prestations de protection sociale + frais de fonctionnement + autres dépenses courantes.

TABLEAU C.04-6

Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité :* Million d'ÉCU

	r 1990	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*p* 1995
Cotisations sociales des employeurs					
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	...	185 743	195 454	207 563	222 737
RFA (excluant l'ex RDA)	139 811	165 862	172 798	182 258	195 197
Autriche	12 727	15 125	16 640	18 054	19 532
Belgique	18 226	22 733	24 159	25 479	28 428 *e*
Danemark	...	...	...	4 694	4 724
Espagne	43 283	54 252	51 659	50 378	48 865
Finlande	14 077	10 917	9 510	10 886	12 338
France	**137 078**	**150 962**	**159 165**	**164 234**	**173 610**
Grèce	...	...	...	...	...
Irlande	1 670	1 919	2 029	2 100	2 190
Italie	111 923	124 146	110 279	106 878	102 318
Luxembourg	633	769	851	888	914
Pays-Bas	16 462	19 050	20 765	21 206	23 799
Portugal	3 350	4 572	4 495	4 508	5 016
Royaume-Uni	58 350	60 475	60 847	65 675	65 155 *e*
Suède	...	...	27 058	26 848	26 178
Cotisations sociales des employés					
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	...	104 827	113 963	122 144	128 750
RFA (excluant l'ex RDA)	74 165	90 547	97 845	104 292	110 176
Autriche	7 094	8 615	9 661	10 703	11 580
Belgique	9 126	11 513	11 663	12 395	13 698 *e*
Danemark	...	...	...	3 536	5 345
Espagne	7 244	8 585	8 756	9 052	8 668
Finlande	...	...	...	...	...
France	**60 260**	**66 671**	**71 292**	**73 969**	**77 499**
Grèce	...	...	...	...	...
Irlande	972	1 159	1 176	1 257	1 255
Italie	21 576	25 375	24 223	23 811	23 052
Luxembourg	375	471	523	574	629
Pays-Bas	24 942	30 611	32 916	37 004	38 340
Portugal	1 637	2 328	2 256	2 442	2 718
Royaume-Uni	33 107	34 478	33 238	35 243	33 784 *e*
Suède	...	...	850	1 568	3 095
Cotisations sociales des indépendants					
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	...	4 882	5 520	6 031	6 903
RFA (excluant l'ex RDA)	4 023	4 567	5 089	5 506	6 304
Autriche	724	864	967	1 063	1 162
Belgique	1 468	1 810	2 028	2 163	2 417 *e*
Danemark	...	...	...	...	17
Espagne	3 835	4 572	4 402	5 322	5 165
Finlande	...	...	...	...	...
France	**13 383**	**14 639**	**15 006**	**15 051**	**15 926**
Grèce	...	...	...	...	...
Irlande	83	111	111	135	128
Italie	10 130	13 241	14 759	13 762	14 203
Luxembourg	51	66	78	84	92
Pays-Bas	1 226	1 547	1 950	2 251	2 421
Portugal	155	209	216	301	390
Royaume-Uni	1 570	1 675	1 780	1 858	1 810 *e*
Suède	...	...	467	437	487
Cotisations sociales des pensionnés et autres personnes protégées					
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	...	15 311	18 416	20 528	22 577
RFA (excluant l'ex RDA)	12 528	13 677	16 077	17 548	19 075
Autriche	564	692	791	888	962
Belgique	629	400	546	650	590 *e*
Danemark	...	...	...	3 536	5 345
Espagne	234	262	232	212	377
Finlande	...	...	...	...	...
France	**2 276**	**2 466**	**2 703**	**2 771**	**2 958**
Grèce	...	...	...	...	...
Irlande	...	...	...	...	...
Italie	...	...	...	...	...
Luxembourg	71	81	100	115	126
Pays-Bas	6 043	7 226	7 777	8 985	9 070
Portugal	11	19	25	43	49
Royaume-Uni	67	75	67	77	72 *e*
Suède	...	...	...	...	...

TABLEAU C.04-6 (suite1 et fin)

Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité :* Million d'ÉCU

	r 1990	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*p* 1995
Contributions publiques courantes					
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	...	120 909	143 554	148 113	157 684
RFA (excluant l'ex RDA)	80 171	99 642	119 513	121 663	126 236
Autriche	12 017	13 895	16 840	18 170	19 241
Belgique	11 007	10 987	12 488	12 855	13 534 *e*
Danemark	...	...	...	35 147	35 289
Espagne	20 699	27 882	31 343	27 461	28 818
Finlande	12 904	13 709	12 522	14 341	15 670
France	**44 029**	**54 235**	**63 146**	**71 973**	**74 116**
Grèce	...	...	...	...	...
Irlande	4 007	5 100	5 226	5 643	6 171
Italie	61 245	76 379	67 798	77 233	62 238
Luxembourg	891	1 086	1 232	1 386	1 665
Pays-Bas	20 656	21 137	21 931	17 406	17 254
Portugal	3 047	4 826	5 708	5 963	6 598
Royaume-Uni	83 727	110 481	126 165	131 293	126 812 *e*
Suède	...	...	33 562	34 748	33 394
Autres recettes courantes					
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	...	12 398	13 183	11 123	13 170
RFA (excluant l'ex RDA)	9 349	11 907	12 629	10 606	12 437
Autriche	312	484	516	466	413
Belgique	4 136	4 799	5 996	7 981	8 473 *e*
Danemark	...	...	...	2 463	2 775
Espagne	2 328	2 992	2 940	2 410	2 692
Finlande	2 314	2 520	2 120	1 999	2 248
France	**6 556**	**7 036**	**7 408**	**6 488**	**7 123**
Grèce	...	...	...	...	...
Irlande	71	114	91	89	84
Italie	6 658	8 355	8 851	8 314	7 000
Luxembourg	173	185	211	191	185
Pays-Bas	13 151	14 852	15 886	16 358	17 253
Portugal	826	1 798	1 960	2 024	1 965
Royaume-Uni	35 561	30 921	28 276	29 749	28 355 *e*
Suède	...	...	6 038	5 691	5 811
Total des recettes courantes (1) (2)					
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	...	444 069	490 091	515 502	551 820
RFA (excluant l'ex RDA)	320 047	386 202	423 952	441 872	469 425
Autriche	33 438	39 675	45 415	49 344	52 890
Belgique	44 591	52 243	56 881	61 523	67 139 *e*
Danemark	...	...	...	47 304	49 682
Espagne	77 624	98 546	99 332	94 835	94 586
Finlande	31 828	30 329	27 638	31 693	35 024
France	**263 584**	**296 009**	**318 721**	**334 486**	**351 233**
Grèce	...	...	...	...	...
Irlande	6 804	8 403	8 632	9 224	9 828
Italie	211 531	247 496	225 909	229 998	208 810
Luxembourg	2 194	2 658	2 995	3 238	3 612
Pays-Bas	82 479	94 423	101 224	103 209	108 137
Portugal	9 026	13 753	14 660	15 281	16 735
Royaume-Uni	212 382	238 104	250 374	263 896	255 988
Suède	...	...	67 974	69 293	68 965

(1) Non compris les transactions entre régimes.
(2) Du fait des arrondis la ligne « total » n'est pas toujours la somme exacte de celle relative à chaque critère.

TABLEAU C.04-7

Prestations versées par l'ensemble des régimes selon le risque et le type de prestation

Unité : Million de francs
%

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

	1980	1985	1990	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996	Évolution annuelle moyenne 1980-1996
Assurance maladie :								
Soins de santé	147 272	276 872	394 326	471 122	484 121	506 372	521 926	8,2
Indemnités journalières	11 883	18 366	20 694	23 938	23 757	24 209	24 114	4,5
Total maladie	**159 155**	**295 238**	**415 020**	**495 060**	**507 878**	**530 581**	**546 040**	**8,0**
Assurance maternité :								
Soins de santé	4 946	8 245	10 086	10 912	11 430	12 284	14 194	6,8
Indemnités journalières	4 024	7 077	8 925	10 336	10 480	11 203	11 329	6,7
Total maternité	**8 970**	**15 322**	**19 011**	**21 248**	**21 910**	**23 487**	**25 523**	**6,8**
Assurance invalidité	**8 232**	**14 530**	**16 175**	**17 123**	**17 429**	**17 828**	**18 424**	**5,2**
Assurance décès	**746**	**952**	**961**	**974**	**925**	**899**	**940**	**1,5**
Assurances AT et MP (1) :								
Soins de santé	2 869	4 175	5 590	5 679	5 688	5 962	6 097	4,8
Prestations en espèces	3 214	4 763	6 693	7 365	7 153	7 338	7 332	5,3
Incapacité permanente (2)	13 540	22 316	24 131	24 630	24 807	24 898	25 147	3,9
Total AT + MP (1)	**19 623**	**31 254**	**36 414**	**37 674**	**37 648**	**38 198**	**38 576**	**4,3**
Total général	**196 726**	**357 296**	**487 581**	**572 079**	**585 790**	**610 993**	**629 503**	**7,5**

(1) AT : accidents du travail; MP : maladies professionnelles.
(2) Rentes et autres charges techniques.

TABLEAU C.04-8

Prestations maladie selon le régime de sécurité sociale et le type de prestation

Année 1996 provisoire

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés — *Unité :* Million de francs

	Régime général	Régime exploitants agricoles	Régime salariés agricoles	CANAM	Autres régimes	Ensemble des régimes
Consultations	24 964	1 238	730	877	1 140	28 949
Visites	5 737	623	247	330	332	7 269
Chirurgie et spécialités [K, KC, KE, forfaits]	15 191	995	460	912	935	18 493
Radiologie [Z, ZN, PRA]	7 535	430	219	408	457	9 049
Autres	3 279	279	108	193	780	4 639
Total honoraires médicaux	**56 706**	**3 565**	**1 764**	**2 720**	**3 644**	**68 399**
Total honoraires dentaires	**11 124**	**489**	**317**	**437**	**611**	**12 978**
Total honoraires privés (médicaux + dentaires)	**67 830**	**4 054**	**2 081**	**3 157**	**4 255**	**81 377**
Versements aux établissements du secteur public	219 158	13 374	6 439	11 426	12 715	263 112
Versements aux établissements du secteur privé	31 732	3 497	2 127	1 993	2 796	42 145
Total versements aux établissements d'hospitalisation (1)	**250 890**	**17 331**	**8 849**	**13 419**	**15 638**	**306 127**
Pharmacie	62 574	5 690	2 254	3 420	5 044	78 982
Actes en AM, AIS et SFI (2)	19 126	2 227	790	1 290	1 392	24 825
Actes en B, BP, BR, KB, PB et TB (3)	9 709	674	311	548	634	11 876
Optique et orthopédie	5 837	606	209	403	416	7 471
Total prescriptions	**97 246**	**9 197**	**3 564**	**5 661**	**7 486**	**123 154**
Autres prestations	**8 703**	**794**	**334**	**486**	**950**	**11 267**
Prestations en espèces	**23 013**	**...**	**872**	**...**	**230**	**24 115**
Total maladie	**447 682**	**31 376**	**15 700**	**22 723**	**28 559**	**546 040**

(1) Y compris les régularisations comptables.
(2) Y compris les frais de déplacement des auxiliaires médicaux.
(3) B, BP, BR, KB, PB et TB : actes de biologie.

TABLEAU C.04-9

Dépenses d'aide sociale relevant de la compétence de l'État et du département

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI) — *Unité :* Million de francs

	1984	1990	1993	1994	1995	*dont* DOM
DÉPENSES BRUTES RELEVANT DE L'ÉTAT						
Aide sociale aux personnes handicapées	**2 935,8**	**3 925,3**	**4 768,4**	**5 028,3**	**5 345,5**	**59,7**
Centres d'aide par le travail	2 721,6	3 833,8	4 704,7	4 971,3	5 293,1	59,7
Centres de rééducation professionnelle	55,2	4,6	0,2	0,1	0,1	–
Allocation différentielle	159,0	86,9	63,5	56,9	52,3	–
Centres d'hébergement et de réadaptation sociale	**1 580,0**	**1 937,7**	**2 297,7**	**2 292,2**	**2 408,0**	**5,3**
Sans domicile fixe	**1 177,7**	**1 083,3**	**1 124,2**	**1 182,2**	**1 060,3**	**59,0**
Aide médicale	752,7	687,7	749,7	794,8	690,6	58,0
Autres formes d'aide sociale	425,0	395,6	374,5	387,4	369,7	1,0
Aide médicale (1)	**2 384,3**	**5,4**	**6,3**	**6,5**	**6,4**	**0,1**
Interruption volontaire de grossesse	9,1	5,4	6,3	6,5	6,4	0,1
Aide sociale aux personnes âgées	**91,7**	**99,8**	**55,6**	**24,8**	**20,0**	**4,2**
Allocation simple	91,7	99,8	55,6	24,8	20,0	4,2
Divers	**275,2**	**351,1**	**312,9**	**327,0**	**378,0**	**10,2**
Allocation supplémentaire du FNS	224,3	117,1	56,1	///	///	///
Tutelle	–	125,7	233,4	288,6	340,6	4,6
Autres (2)	50,9	108,3	23,4	38,4	37,4	5,6
Sous-total prestations versées	**8 444,7**	**7 402,6**	**8 565,1**	**8 861,0**	**9 218,2**	**138,5**
Frais d'administration et de contrôle	**605,8**	///	///	///	///	///
Total	**9 050,5**	**7 402,6**	**8 565,1**	**8 861,0**	**9 218,2**	**138,5**
DÉPENSES NETTES RELEVANT DU DÉPARTEMENT (3)						
Aide sociale à l'enfance	**15 527,2**	**18 198,8**	**22 584,2**	**23 752,1**	**24 700,4**	**752,1**
Aide sociale aux personnes handicapées	**8 077,2**	**12 537,6**	**16 976,2**	**18 246,8**	**19 376,5**	**432,9**
À domicile (4)	4 413,7	6 661,0	8 640,7	9 061,3	9 484,7	339,7
Hébergement	3 409,5	5 785,4	8 239,3	9 098,7	9 786,1	82,8
Éducation spéciale (5)	254,0	91,2	///	///	///	///
Autres dépenses (6)	///	///	96,2	86,8	105,7	10,4
Aide sociale aux personnes âgées	**6 681,7**	**6 419,3**	**6 772,1**	**7 085,3**	**7 350,1**	**325,7**
À domicile	1 843,8	1 507,1	1 486,5	1 397,9	1 345,9	68,0
Hébergement	4 837,9	4 912,2	5 188,8	5 597,6	5 903,6	244,0
Autres dépenses (6)	///	///	96,8	89,8	100,6	13,7
Aide médicale (7)	**3 049,7**	**4 030,0**	**5 003,6**	**6 330,8**	**7 204,8**	**988,8**
Aide médicale générale	2 677,3	3 846,2	4 832,3	6 144,5	///	///
À domicile	923,5	1 090,1	1 159,6	2 071,9	2 681,6	332,3
Hospitalière	1 753,8	1 111,1	989,8	1 028,0	1 350,5	222,0
Cotisations d'assurance personnelle (8)	///	1 645,0	2 641,6	2 969,5	3 088,4	425,9
Autres dépenses (6)	///	///	41,3	75,0	84,3	8,6
Aide médicale aux malades mentaux	324,0	175,0	163,3	174,6	///	///
Aide médicale aux tuberculeux	48,4	8,8	8,0	11,7	///	///
Aide sociale à la famille	**6,8**	**5,0**	**8,3**	**4,9**	**1,2**	///
Sous-total prestations versées	**33 342,6**	**41 190,7**	**51 344,4**	**55 420,0**	**58 633,0**	**2 500,7**
Charges d'insertion bénéficiaires du RMI (9)	///	. . .	2 407,1	2 942,6	3 334,0	292,1
Service départemental d'action sociale	1 901,7	2 756,8	3 631,6	3 666,5	3 976,5	167,7
Frais communs	380,5	1 684,7	2 432,7	2 425,8	2 351,5	412,4
Total	**35 624,8**	**45 632,2**	**59 815,8**	**64 454,9**	**68 295,0**	**3 372,9**

(1) Les cotisations d'assurance maladie obligatoire au taux spécial adultes handicapés sont prises en charge par la Sécurité sociale depuis 1986. Les cotisations d'assurance personnelle sont à la charge des départements depuis 1987.
(2) Prévention et réadaptation sociale, insertion par l'économique (jusqu'en 1990), allocation militaire, allocation exceptionnelle de protection sociale des français de la zone franc, secours en cas de calamités sociales et allocation supplémentaire.
(3) Dépenses brutes en 1984, dépenses nettes depuis 1987.
(4) Les dépenses d'aide à domicile sont essentiellement des dépenses d'allocation compensatrice.
(5) Dépenses incluses dans celles afférentes à l'hébergement à partir de 1992.
(6) À partir de 1992, les autres dépenses se dissocient de celles se rapportant aux frais d'aide à domicile et d'hébergement.
(7) À partir de 1995, les dépenses d'aide médicale aux malades mentaux et aux tuberculeux ne sont pas distinguées en tant que telles, et sont ventilées dans les différentes rubriques.
(8) Dépenses à la charge du département depuis 1987. À partir de 1989, s'ajoutent les dépenses de cotisations d'assurance personnelle au titre du RMI.
(9) Données disponibles seulement à partir de 1992.

TABLEAU C.04-10

Bénéficiaires de l'aide sociale au 31 décembre

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI)

	r 1984	1990	*r* 1993	*r* 1994	1995	dont DOM
Aide relevant de l'État						
Aide médicale :						
Interruption volontaire de grossesse	12 170	7 300	8 310	9 360	9 750	300
Aide sociale aux personnes âgées :						
Allocation simple	12 330	6 500	1 480	1 030	1 010	260
Aide sociale aux personnes handicapées :						
Allocation différentielle	8 800	5 000	3 320	3 000	2 760	–
Sans domicile fixe :						
Aide médicale à domicile (1) (2)	33 000	46 000	...	...	...	...
Aide médicale hospitalière (1)	44 000	52 000	...	...	...	...
Aide médicale assurance personnelle	...	...	...	...	17 980	80
Aide sociale aux personnes âgées	4 700	3 700	3 400	3 250	3 260	–
Aide sociale aux personnes handicapées	1 690	800	1 080	1 040	1 140	–
Allocations diverses :						
Allocation militaire	5 820	700	260	170	110	10
Allocation supplémentaire du FSV	13 640	5 400	690	380	440	250
Aide relevant du département						
Aide sociale à l'enfance :						
Enfants confiés à l'ASE	134 240	112 800	110 876	111 395	111 727	4 650
Pupilles	13 440	6 100	4 270	4 037	3 880	300
Décisions judiciaires confiées à l' ASE	68 810	70 000	67 884	70 068	72 796	2 720
Accueil provisoire	51 990	36 700	33 448	31 923	29 523	1 630
Enfants sous protection conjointe	...	25 400	29 830	29 227	29 003	1 630
Actions éducatives AEMO et action éducative administrative	101 200	116 800	114 200	126 730	...	3 960
AEMO judiciaires	...	...	84 640	92 890	...	...
AEMO administratives	...	...	29 560	33 840	...	...
Aide sociale aux personnes handicapées :						
Accueil (3)	66 510	72 500	77 900	80 660	82 830	800
Hébergement en établissement	64 130	69 800	71 240	72 450	72 850	800
Accueil en milieu familial	2 380	2 700	1 900	2 070	2 490	–
Aide à domicile :						
Aide ménagère	5 410	8 100	7 300	7 330	7 210	90
Allocation compensatrice	150 540	211 100	266 740	279 110	288 500	7 730
Aide sociale aux personnes âgées :						
Accueil (4)	163 140	143 800	138 060	139 090	137 490	2 620
Hébergement en établissement	162 650	143 300	137 250	138 220	136 230	2 480
Accueil en milieu familial	490	500	780	810	1 220	140
Aide ménagère à domicile	144 900	113 100	100 600	96 020	94 770	3 910
Aide médicale :						
Aide médicale générale :						
À domicile (5)	555 800	...	...	...	...	...
Hospitalière (5)	440 200	376 000	...	...	...	...
Assurance personnelle (6)	69 000	262 400	288 470	306 780	312 360	53 250
Aide médicale aux tuberculeux (7)	2 250	700	///	///	///	///
Aide médicale aux malades mentaux (7)	26 560	22 000	///	///	///	///

(1) Nombre d'admissions dans l'année.
(2) Les personnes se trouvant sans résidence stable et qui n'ont pas élu domicile au titre du RMI, doivent faire élection de domicile auprès d'un organisme agréé par le préfet pour pouvoir bénéficier des soins dits « à domicile ».
(3) À partir de 1992, l'accueil comprend : l'accueil en établissement, l'accueil par des particuliers, l'accueil de jour et l'hébergement lié à l'éducation spéciale et à l'amendement Creton.
(4) À partir de 1992, l'accueil comprend : l'accueil en établissement, l'accueil par les particuliers et l'accueil de jour.
(5) Nombre d'admissions dans l'année. Une même personne peut être prise en charge plusieurs fois dans l'année.
(6) Prestation relevant de la compétence du département depuis 1987. Y compris les bénéficiaires de cotisations d'assurance personnelle au titre du RMI à partir de 1989.
(7) Nombre d'admissions en 1984.

TABLEAU C.04-11

Prestations familiales, ensemble des régimes. Montant global

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)

Unité : Million de francs

	1980	1985	1990	1993	1994	1995	1996
Tous régimes (1)	64 374	110 770	134 038	155 475	160 676	167 001	169 383
Hors contribution au FNH (2)	63 813	104 185	120 236	138 851	143 397	148 516	150 427
Régime général (1)	50 773	91 382	115 858 *r*	136 818	143 049	149 902	154 102
Hors contribution au FNH (2)	50 332	84 795	101 909	120 557	125 665	131 208	133 997

(1) Prestations versées au titre du Fonds national des prestations familiales (FNPF); celles versées au titre du Fonds national d'aide au logement (FNAL) et du Fonds national de l'habitation (FNH) sont exclues. Les soldes et bonifications des prêts, les accords CEE et l'allocation de logement virtuelle sont pris en compte. L'allocation de logement virtuelle est la contribution de la CNAF au FNH correspondant à l'allocation logement qui serait versée si l'Aide personnalisée au logement (APL) n'existait pas.
(2) Sans compter l'allocation de logement virtuelle.

TABLEAU C.04-12

Prestations familiales pour les familles allocataires et les enfants bénéficiaires

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)

Unité : Millier de bénéficiaires

	1980	1985	1990	1993	1994	1995	1996
Familles allocataires :							
Tous régimes	5 701	5 890	5 848	5 849	5 845	5 854	5 836
dont : régime général	4 368	4 761	4 863	4 949	4 988	5 036	5 029
Enfants bénéficiaires :							
Tous régimes	12 588	12 446	12 406	12 387	12 330	12 296	12 349
dont : régime général	9 626	9 972	10 259	10 400	10 442	10 496	10 571

TABLEAU C.04-13

Prestations familiales, tous régimes : montants versés par allocation

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) — *Unité :* Million de francs

	1990	1993	1994	1995	1996
Prestations complément de revenu :					
Allocations familiales	62 834	67 130	68 374	68 778	68 728
Complément familial	8 364	9 459	9 732	9 812	9 685
Allocation de parent isolé	3 756	4 279	4 487	4 528	4 409
Prestations liées à la maternité :					
Allocation pour jeune enfant	19 295	20 543	20 690	19 861	18 017
Allocation parentale d'éducation	5 971	5 602	5 755	8 170	12 538
Allocation de garde d'enfant à domicile	264	440	522	936	1 697
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle	...	3 161	4 180	5 639	6 999
Allocation d'adoption	...	...	...	9	21
Prestations spécifiques :					
Allocation de soutien familial	3 515	3 910	4 209	4 432	4 496
Allocation d'éducation spéciale	1 244	1 569	1 625	1 702	1 747
Allocation de rentrée scolaire	1 935	7 958	8 171	8 221	5 412
Aide à la scolarité	...	...	...	740	720
Logement :					
Allocation de logement à caractère familial	11 901	13 466	14 036	14 479	14 620
Prime de déménagement	25	26	18	22	23
Dépenses diverses :					
Prestations versées à l'étranger et accords CEE	321	257	217	193	182
Allocation différentielle	167	183	155	172	158
Frais de tutelle	530	672	746	821	889
Solde des prêts à l'amélioration de l'habitat	7	26	11	...	...
Total des prestations familiales (1)	**120 218**	**138 681**	**142 928**	**148 516**	**150 427**
Prestations versées au titre du Fonds national d'Aide au logement [FNAL] (2) :					
Allocation de logement à caractère social	9 327	16 631	18 813	19 739	20 359
Prestations versées au titre du Fonds national de l'Habitat (FNH) :					
Aide personnalisée au logement	27 568	32 506	34 074	35 690	36 386
Prime de déménagement	31	21	24	26	28

(1) Hors allocation de logement virtuelle.
(2) Régime général, mines, régimes agricoles seulement.

TABLEAU C.04-14

Prestations familiales. Régime général. Montants versés et bénéficiaires par allocation

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)

Unités : Millier de bénéficiaires
Million de francs

	1994			1995			1996		
	Montants versés	Nombre de familles allocataires	Nombre d'enfants bénéficiaires	Montants versés	Nombre de familles allocataires	Nombre d'enfants bénéficiaires	Montants versés	Nombre de familles allocataires	Nombre d'enfants bénéficiaires
Prestations complément de revenu :									
Allocations familiales	57 516	3 727	9 350	58 395	3 759	9 397	58 797	3 795	9 455
Complément familial	8 254	803	2 719	8 406	804	2 716	8 365	793	2 673
Allocation de parent isolé	4 443	150	247	4 483	147	242	4 367	148	243
Prestations liées à la maternité :									
Allocation pour jeune enfant	18 547	1 595	2 677	17 944	1 497	2 465	16 362	1 263	2 183
Allocation parentale d'éducation	5 138	158	515	7 385	275	762	11 436	409	1 046
Allocation de garde d'enfant à domicile	513	25	53	923	46	99	1 673	66	142
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle	4 037	268	309	5 444	321	507	6 760	378	599
Allocation d'adoption	...	...	...	5	1	2	11	1	2
Prestations spécifiques :									
Allocation de soutien familial	3 890	458	775	4 099	468	794	4 173	478	811
Allocation d'éducation spéciale	1 392	84	89	1 465	86	209	1 515	88	214
Allocation de rentrée scolaire	7 170	2 462	4 620	7 265	2 521	...	4 826	2 509	6 038
Aide à la scolarité	...	...	...	652	626	1 890	669	647	1 922
Logement :									
Allocation de logement à caractère familial	13 082	986	1 822	13 595	1 018	1 887	13 881	1 030	1 914
Prime de déménagement	18	...	///	22	...	...	23	...	...
Dépenses diverses :									
Prestations versées à l'étranger et accords CEE	181	65	211	161	179	179	148	53	...
Allocation différentielle	153	12	29	172	25	25	158	13	24
Frais de tutelle	715	///	///	792	///	///	856	///	///
Solde des prêts à l'amélioration de l'habitat	11	///	///	///	///	///	///	///	///
Total des prestations familiales (1)	**125 060**	///	///	**131 208**	5 036	10 496	**133 997**	5 029	10 571
Prestations versées au titre du Fonds national d'aide au logement [FNAL] (2) :									
Allocation de logement à caractère social	17 298	1 787	3	18 205	1 892	4	18 838	1 965	4
Prestations versées au titre du Fonds national de l'Habitat (FNH) :									
Aide personnalisée au logement	32 499	2 618	3 585	34 086	2 684	3 583	34 788	2 744	3 570
Prime de déménagement	24	///	///	///	///	///	///	///	///

(1) Hors allocation de logement virtuelle.
(2) Régime général, mines, régimes agricoles seulement.

TABLEAU C.04-15

Montant mensuel moyen des retraites de droit direct selon le régime de base d'affiliation et le type de carrière

Ensemble des retraités de droit direct de 60 ans et plus
(échantillon interrégimes de retraités 1997)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI)

	Ensemble des carrières			Carrières complètes (1)		
	Montant moyen (en francs)	Effectifs (en %)	Durée de cotisation (en trimestres)	Part des carrières complètes (%)	Montant moyen (en francs)	Effectifs (en %)	Durée de cotisation (en trimestres)
Un seul régime de base : retraités unipensionnés							
Salarié du secteur privé (régime général et régimes complémentaires)	5 787	45,4	128	50,8	8 936	38,4	172
Agents de la fonction publique d'État	10 897	4,9	143	63,7	12 314	5,2	155
Agents des collectivités locales (CNRACL)	6 907	1,0	118	26,1	10 075	0,5	153
Salariés agricoles (MSA)	3 179	1,1	103	41,0	5 470	0,8	168
Autre régime (EDF, SNCF, RATP, Mines, Marine...)	8 741	2,0	136	39,9	10 762	1,4	157
Ensemble des anciens salariés	**6 326**	**55,0**	**129**	**50,9**	**9 324**	**46,2**	**169**
Exploitants agricoles	1 977	8,0	142	62,5	2 302	8,4	167
Artisans (CANCAVA)	3 340	n.s (3)	123	45,7	4 895	0,2	174
Commerçants (ORGANIC)	2 203	1,0	92	15,0	3 616	0,2	162
Professions libérales	11 995	n.s (3)	129	17,3	15 823	0,1	159
Ensemble des anciens non salariés	**2 213**	**9,0**	**137**	**57,4**	**2 474**	**8,9**	**167**
Ensemble des unipensionnés	**5 727**	**64,0**	**130**	**51,8**	**8 218**	**55,1**	**169**
Plusieurs régimes de base : retraités polypensionnés							
RG (2) et régime salarié agricole	5 804	7,0	152	68,4	7 207	8,5	177
RG et régime exploitant agricole	3 783	4,0	156	63,7	4 655	4,6	186
RG et régime artisan	6 082	2,0	166	82,1	6 716	3,2	179
RG et régime commerçant	5 558	4,0	150	60,9	7 196	3,5	178
RG et régime fonctionnaire ou CNRACL	9 448	4,6	172	78,9	10 416	6,1	185
RG et un autre régime de base	10 062	3,2	170	81,7	10 869	4,4	180
RG et deux autres régimes ou plus	7 326	4,2	181	84,7	7 771	5,9	189
Salarié agricole et exploitant agricole	3 633	3,0	163	80,5	3 931	3,4	174
Salarié agricole, exploitant agricole et autre régime	4 942	3,0	177	83,4	5 384	3,7	189
Autres situations à deux régimes ou plus	7 718	1,0	167	70,3	8 707	1,6	186
Ensemble des polypensionnés	**6 434**	**36,0**	**164**	**74,4**	**7 432**	**44,9**	**182**
Ensemble des régimes	**5 983**	**100,0**	**142**	**60,0**	**7 865**	**100,0**	**175**

(1) Carrières complètes : retraités de 60 ans ou plus ayant cotisé 150 trimestres ou plus.
(2) RG : régime général.
(3) n.s : non significatif.

TABLEAU C.04-16

Montant mensuel moyen des avantages composant la retraite globale selon le sexe

(échantillon interrégimes des retraités)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI)

Unité : Franc

	1993				1997				
	Avantages principaux de droit direct	Avantages accessoires (1)	Pension de réversion	**Retraite totale**	Avantages principaux de droit direct	Avantages accessoires (1)	Pension de réversion	Allocations du FSV	**Retraite totale**
Retraités de droit direct ayant exercé une carrière complète (2) (3)									
Hommes	8 071	453	28	**8 552**	8 877	401	30	25	**9 333**
Femmes	5 014	262	490	**5 766**	5 926	176	519	44	**6 665**
Ensemble	**6 987**	**386**	**192**	**7 565**	**7 865**	**324**	**198**	**31**	**8 418**
Ensemble des retraités de droit direct de 60 ans ou plus (4)									
Hommes	7 462	467	31	**7 960**	8 344	385	31	45	**8 805**
Femmes	3 217	285	828	**4 330**	3 894	183	885	72	**5 034**
Ensemble	**5 094**	**366**	**476**	**5 936**	**5 983**	**278**	**484**	**59**	**6 804**

(1) Bonification pour enfants, majoration pour conjoint à charge, majoration pour tierce personne à charge.
(2) Carrière complète : retraité de 60 ans ou plus ayant cotisé 150 trimestres ou plus.
(3) Champ : Retraités ayant exercé une carrière complète.
(4) Champ : Ensemble des retraités (durée de carrière quelconque).

TABLEAU C.04-17

Montant mensuel moyen des différents avantages vieillesse composant la retraite globale

(échantillon interrégimes de retraités 1997)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI) — *Unité :* Franc

	60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 74 ans	75 à 84 ans	85 ans et plus	Ensemble
Retraités de droit direct ayant effectué une carrière complète (1)						
Hommes						
Droits directs	8 763	8 863	8 986	9 084	8 087	8 877
Droits dérivés (réversion)	9	18	31	49	104	30
Avantages accessoires (2)	344	387	425	455	415	401
Allocations du FSV	10	13	25	35	116	25
Retraite globale	**9 126**	**9 281**	**9 467**	**9 623**	**8 722**	**9 333**
Femmes						
Droits directs	6 678	6 102	5 854	5 602	4 818	5 926
Droits dérivés (réversion)	257	332	532	750	949	519
Avantages accessoires (2)	182	183	160	184	156	176
Allocations du FSV	5	12	22	57	243	44
Retraite globale	**7 122**	**6 629**	**6 568**	**6 593**	**6 166**	**6 665**
Ensemble						
Droits directs	8 147	7 968	7 905	7 781	6 527	7 865
Droits dérivés (réversion)	82	120	204	311	507	198
Avantages accessoires (2)	296	321	334	353	291	324
Allocations du FSV	9	13	24	44	177	31
Retraite globale	**8 534**	**8 422**	**8 467**	**8 489**	**7 502**	**8 418**
Retraités de droit direct de 60 ans ou plus (durées de carrières quelconques) (3)						
Hommes						
Droits directs	8 202	8 455	8 478	8 524	7 254	8 344
Droits dérivés (réversion)	10	21	30	50	107	31
Avantages accessoires (2)	327	379	412	435	380	385
Allocations du FSV	25	31	50	53	143	45
Retraite globale	**8 564**	**8 886**	**8 970**	**9 062**	**7 884**	**8 805**
Femmes						
Droits directs	4 903	4 149	3 779	3 567	3 087	3 894
Droits dérivés (réversion)	352	550	825	1 203	1 573	885
Avantages accessoires (2)	195	190	169	193	157	183
Allocations du FSV	35	39	50	76	215	72
Retraite globale	**5 485**	**4 928**	**4 823**	**5 039**	**5 032**	**5 034**
Ensemble						
Droits directs	6 830	6 338	5 944	5 609	4 323	5 983
Droits dérivés (réversion)	152	281	458	728	1 138	484
Avantages accessoires (2)	272	286	281	293	223	278
Allocations du FSV	29	35	50	67	194	59
Retraite globale	**7 283**	**6 940**	**6 733**	**6 697**	**5 878**	**6 804**

(1) Champ : retraités de droit direct de 60 ans et plus, ayant exercé une carrière complète (retraités de 60 ans ou plus ayant cotisé 150 trimestres ou plus).
(2) Bonification pour enfants, majoration pour conjoint à charge, majoration pour tierce personne à charge.
(3) Champ : ensemble des retraités de droit direct de 60 ans et plus.

TABLEAU C.04-18A

Bénéficiaires et prestations vieillesse versées par le FSV et FSI

France entière

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (Direction de la Sécurité Sociale)
Caisse des Dépôts et Consignations

Unités : Effectifs : Millier
Montant : Million de F

	1985	1990	1993	1994	1995	1996
Fonds de solidarité vieillesse :						
Effectifs	1 539,5	1 212,9	1 061,7	1 040,9	989,0	943,0
Montants versés	20 675	17 827	15 920	15 357	14 901	14 602
Fonds spécial d'invalidité :						
Effectifs	139,2	133,0	110,5	109,3	104,7	102,5
Montants versés	1 542	1 633	1 526	1 512	1 534	1 591

TABLEAU C.04-18B

Bénéficiaires et montants des prestations vieillesse versées par le FSV et le FSI selon l'organisme verseur

France entière

Au 31 décembre 1996

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (Direction de la Sécurité Sociale)
Caisse des Dépôts et Consignations

Montants en million de F

	Fonds de solidarité vieillesse		Fonds spécial invalidité	
	Effectifs	Montants	Effectifs	Montants
Régime général (métropole)	401 262	5 994	86 362	1 268
Exploitants agricoles	287 659	3 871	6 517	129
SASV	70 227	1 587	///	///
Salariés agricoles	41 044	653	5 755	112
ORGANIC (commerçants)	23 043	449	343	5
CANCAVA (artisans)	22 532	374	937	19
CAMAVIC (cultes)	6 152	94	20	–
Professions libérales	514	7	14	–
Régimes spéciaux (1)	8 827	89	1 209	18
SNCF	2 485	...	229	...
Mines	1 224	...	129	...
Marins	1 896	...	109	...
Ouvriers de l'État	751	...	100	...
Collectivités locales	2 033	...	576	...
Autres régimes spéciaux	438	...	66	...
Total métropole	**861 260**	**13 118**	**101 157**	**1 550**
DOM	**81 321**	**1 484**	**1 300 *e***	**41**

(1) Non compris les fonctionnaires (environ 3 000 pour un montant de 20 millions de francs).

TABLEAU C.04-19

Minimum vieillesse

Montant annuel moyen des allocations constituant le minimum vieillesse au 1er juillet

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI)

Unité : Franc

	1985	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS)	12 990	14 990	16 010	16 330	16 610	16 943	17 147
Allocation supplémentaire au Fonds de Solidarité Vieillesse (FSV)	17 480	19 500	21 560	21 990	23 259	23 764	24 050
Minimum vieillesse :							
Personne seule	30 470	33 990	37 570	38 320	39 870	40 707	41 197
Couple	55 220	60 990	67 400	68 750	71 525	73 028	73 906

TABLEAU C.04-20

Signataires de contrat d'insertion (1)

France entière

Année 1994

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI) %

	Hommes	Femmes	Ensemble
Selon le statut d'occupation du logement (2)			
Propriétaire (y compris accédant)	–	–	8,3
Locataire d'un particulier	–	–	50,2
Locataire d'un meublé loué à un professionnel ou d'une chambre d'hôtel	–	–	0,9
Logé gratuitement ou hébergé dans la famille ou chez des amis	–	–	34,9
Hébergé en centre d'hébergement de longue durée	–	–	2,3
Habitant en hébergement mobile	–	–	1,8
Hébergé dans un hébergement d'urgence, une habitation précaire ou sans abri	–	–	1,6
Total	–	–	**100,0**
Selon le niveau de formation			
Niveau baccalauréat, brevet de technicien, brevet professionnel ou enseignement supérieur	15,5	12,7	14,1
Niveau CAP, BEP, apprentissage complet, première ou seconde	29,1	24,6	26,8
Obtention du certificat d'études primaires, niveau troisième, début de formation professionnelle	17,2	21,6	19,5
Études primaires (sans certificat d'études), niveau inférieur à la 3ème, formation pré-professionnelle, enseignement spécialisé	32,3	35,9	34,1
Aucune scolarisation	5,9	5,2	5,5
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon la qualification			
Ouvrier sans qualification, O.S, manœuvre, manutentionnaire, ouvrier agricole non qualifié	30,7	11,9	21,2
Ouvrier qualifié, conducteur d'engin ou de véhicule	27,9	4,5	16,1
Agent de service, femme de ménage, gardien, gardienne d'enfants, employé hôtellerie-restauration	7,0	25,4	16,3
Vendeur, employés de commerce	4,5	9,5	7,0
Employé sans qualification, agent de bureau, planton	2,5	5,7	4,1
Employé qualifié (secrétaire, sténo-dactylo, aide-comptable, dactylo-codeur, pupitreur etc.)	3,1	8,6	5,9
Technicien, dessinateur, agent de maîtrise, cadre, profession intellectuelle, artistique, sociale	7,2	3,7	5,4
Artisan, commerçant, travailleur indépendant, aide familial de travailleur indépendant	6,7	2,7	4,7
Agriculteur exploitant, aide familial agricole	2,4	1,5	2,0
N'a jamais travaillé	8,0	26,5	17,3
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon la situation professionnelle			
Travaille à son compte ou comme aide familial	3,2	1,9	2,5
Salarié sous contrat à durée indéterminée (y compris intermittent)	2,0	2,9	2,5
Salarié sous contrat à durée déterminée, intérimaire, saisonnier ou excerce des emplois occasionnels	3,7	3,2	3,4
Salarié sous contrat aidé (CRE, CES, contrat d'adaptation, contrat de qualification, emploi dans une entreprise d'insertion ou une association intermédiaire etc.)	13,5	12,6	13,0
A une activité d'insertion	1,6	1,7	1,7
Suit un stage de formation (AIF, stage modulaire etc.)	3,0	2,7	2,8
Chômeur inscrit à l'ANPE	56,3	44,6	50,4
Chômeur non inscrit à l'ANPE	10,1	10,8	10,5
Inactif (y compris étudiant)	6,6	19,6	13,2
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Les bénéficiaires du RMI peuvent signer plusieurs contrats dans l'année. C'est la situation lors du dernier contrat qui est indiquée.
(2) Répartition par famille (1couple = 1 unité).

TABLEAU C.04-21

Bénéficiaires du RMI payés et allocation moyenne selon la situation familiale (1)

France entière

Au 30 juin 1997

Source : Caisse nationale des allocations familiales

	Métropole			DOM		
	Effectif	%	Allocation moyenne (F/mois)	Effectif	%	Allocation moyenne (F/mois)
Personne sans conjoint :						
Sans enfant	545 709	59,6	1 885	56 055	51,2	1 621
Avec un enfant	113 606	12,4	2 012	15 111	13,8	1 619
Avec deux enfants	53 297	5,8	1 989	9 348	8,5	1 367
Avec trois enfants et plus	25 437	2,8	1 615	4 949	4,5	1 526
Couple :						
Sans enfant	39 198	4,3	2 081	3 536	3,2	1 825
Avec un enfant	45 744	5,0	2 160	5 893	5,4	1 868
Avec deux enfants	42 462	4,6	2 225	6 972	6,4	1 853
Avec trois enfants et plus	50 738	5,5	2 140	7 639	7,0	1 866
Total	**916 191**	**100,0**	**1 951**	**109 503**	**100,0**	**1 647**

(1) Nombre d'enfants à charge au sens du RMI.

TABLEAU C.04-22

Allocataires du RMI selon l'âge (1)

France entière

Situation au 30 juin 1997

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales)

	Métropole		DOM	
	Effectif	%	Effectif	%
Âge :				
Moins de 25 ans	30 994	3,4	4 891	4,5
De 25 à 29 ans	240 410	26,2	25 175	23,0
De 30 à 39 ans	284 978	31,1	35 946	32,8
De 40 à 49 ans	209 866	22,9	22 442	20,5
De 50 à 59 ans	117 046	12,8	16 607	15,2
60 ans et plus	32 897	3,6	4 442	4,0
Total	**916 191**	**100,0**	**109 503**	**100,0**

(1) Il s'agit du nombre d'allocataires payés par les caisses d'allocations familiales.

TABLEAU C.04-23

Allocataires du RMI

payés en décembre

France entière

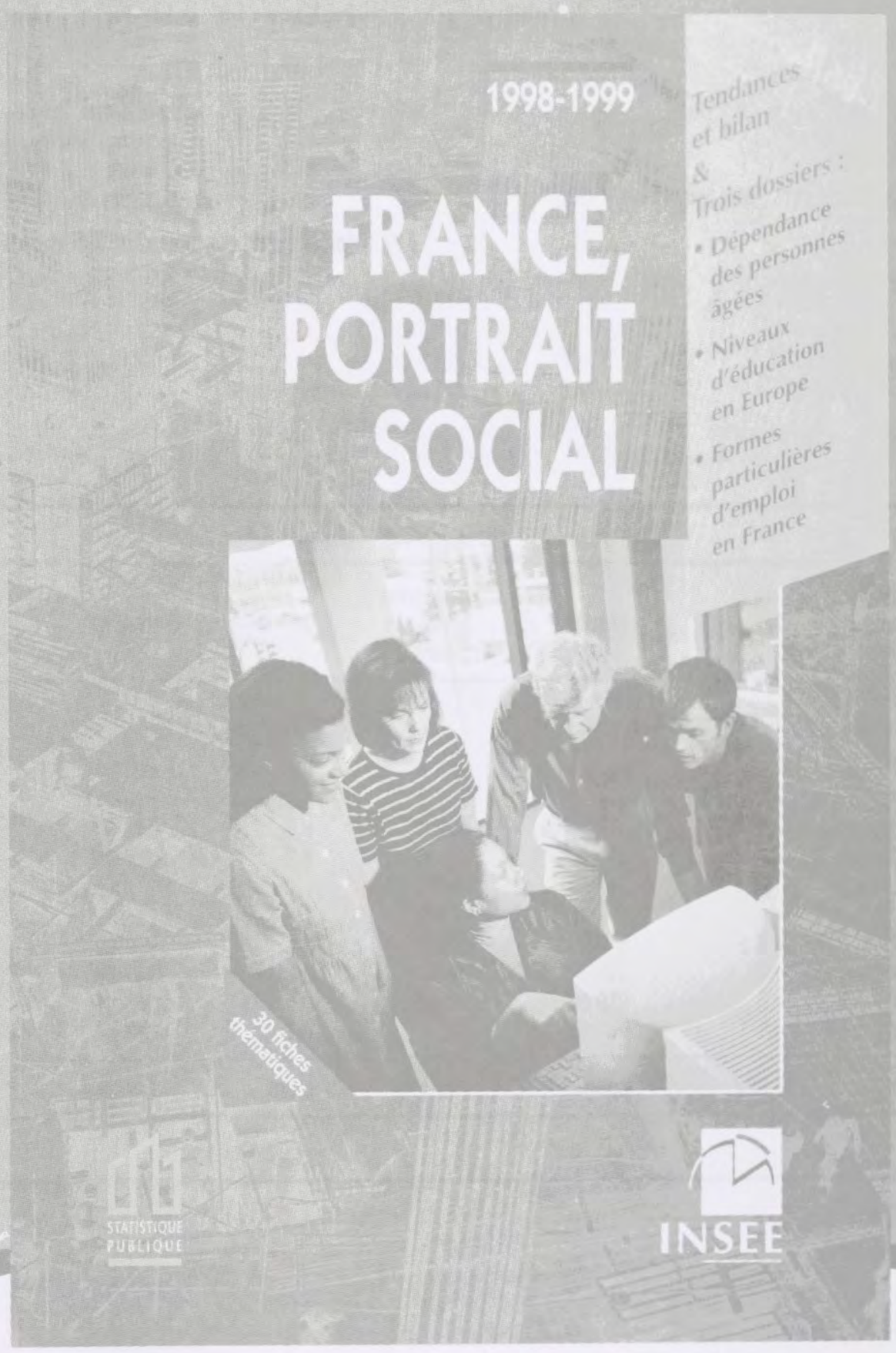
Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales), MSA (Mutualité sociale agricole) — *Unité :* Individu

	1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Métropole	422 102	575 035	696 592	803 303	840 839	903 804	956 596
D.O.M.	88 044	96 208	96 355	105 033	105 171	106 668	111 305
Total	**510 146**	**671 243**	**792 947**	**908 336**	**946 010**	**1 010 472**	**1 067 901**

L'information dont vous avez besoin
se trouve à l'INSEE

SOCIAL : POUR ALLER À L'ESSENTIEL

79 FF - 210 pages
Également disponible en librairie.



Éducation en Europe, réduction du temps de travail, situation de l'emploi...
La société française change et s'interroge.
Vous avez besoin de savoir ce qui se passe ? Vous voulez comprendre, participer au débat, faire des choix ?
France, portrait social vous éclaire et vous informe.
Cette deuxième édition restitue les événements marquants de l'année sociale écoulée, les interprète, décrypte les mutations de la société française, et approfondit les questions-clés.
Trois dossiers détaillés, trente fiches thématiques : découvrez l'analyse la plus fiable de la société.
Commandez dès aujourd'hui *France, portrait social*.

INSEE

Serveur vocal :
08 36 68 07 60 (2,23 F la minute)
Minitel :
3615 INSEE (1,01 F la minute)
Web :
http://www.insee.fr

BON DE COMMANDE

Je commande.....ouvrage(s) "France, portrait social 1998/1999"

Ci-joint mon règlement de.....FF*
**majoré d'une participation forfaitaire aux frais d'envoi : France : 15 FF, Étranger : 30 FF*

❑ par chèque (à l'ordre de l'INSEE)

❑ par carte bancaire : ❑ Visa ❑ Mastercard ❑ Eurocard *(seules cartes acceptées)*

Carte n° |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| Date d'expiration : |_|_|_|_|

Date de la commande :

Signature *(obligatoire)* :

À retourner accompagné de votre paiement à : Service vente par correspondance
INSEE Info Service - Tour Gamma A - 195, rue de Bercy - 75582 PARIS cedex 12

Nom : _____
Prénom : _____
Société : _____
Service/Fonction : _____
Téléphone : _____
Adresse : _____
_____
Code postal : _____ Ville : _____

D

Consommation et conditions de vie

Chapitre D.01

Consommation et modes de vie des ménages

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Consommation et pouvoir d'achat.

1A. Consommation des ménages par fonction en valeur.
1B. Consommation des ménages par fonction en volume.
2A. Consommation des ménages par catégorie de produits selon leur durabilité en valeur.
2B. Consommation des ménages par catégorie de produits selon leur durabilité en volume.
3. Principales quantités consommées en France par les résidents et non-résidents.
4. Équipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage.
5A. Équipement des ménages en biens durables selon l'âge de la personne de référence du ménage.
5B. Équipement des ménages en biens durables selon leur taille.
6. Poids des repas et consommation extérieurs dans le budget alimentaire des ménages selon le type d'habitat de résidence.
7. Taux d'équipement des ménages européens en biens durables.
8. Le budget des ménages en 1995.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du département « Prix à la consommation, ressources et conditions de vie des ménages » et la division « Synthèses des biens et services » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En 1997, avec + 0,7 % en volume, la croissance de la consommation des ménages est une des plus faibles depuis trente ans. Elle n'était passée sous la barre des 1 % que deux fois auparavant, en 1983 (+ 0,9 %) et en 1993 (+ 0,1 %). Ce résultat est dû à une baisse importante des achats d'automobiles et à la faiblesse des dépenses d'énergie au premier trimestre. Les ménages ont consacré la forte hausse de leur pouvoir d'achat davantage à l'augmentation de leur épargne qu'à leur consommation.

2. MÉTHODOLOGIE

Les informations relatives à la consommation des ménages et à son évolution sont ici de trois types :

— dépenses globales de consommation au sens des comptes nationaux;

— estimation des quantités consommées de certains produits alimentaires et de quelques autres biens et services, parcs de biens durables;

— données issues de diverses enquêtes auprès des ménages, apportant un éclairage sur leurs modes de vie et leurs comportements.

Consommation des ménages en comptabilité nationale

Les estimations présentées dans la consommation des ménages (tableaux D.01-1 et D.01-2) sont homogènes aux autres données de la comptabilité nationale (dans le système élargi de comptabilité nationale – SECN – « base 1980 ») : leur addition forme exactement le total « Consommation des ménages » qui constitue le principal emploi du compte d'utilisation du revenu des ménages (1). Ces tableaux analysent, avec un certain détail, la structure de la consommation des ménages et son évolution récente (2).

Les évaluations de la consommation sont obtenues à partir de trois sources principales :

- les enquêtes directes (générales ou spécialisées) auprès des ménages.

Elles sont réalisées par sondage auprès d'échantillons aléatoires de 5 000 à 15 000 ménages. Elles ne sont pas parfaitement adaptées aux évaluations des comptes nationaux car elles ont un champ et une périodicité différents. Mais elles constituent le seul moyen de saisir les disparités entre les catégories socioprofessionnelles et permettent la description d'autres aspects des modes de vie (niveau d'équipement, déplacements, etc.). Les principales enquêtes utilisées sont les suivantes :

— l'enquête permanente sur les conditions de vie (EPCV). Elle est effectuée trois fois par an auprès de 8 000 ménages. L'enquête de mai fournit des informations sur l'équipement des ménages en biens durables.

L'effectif de ménages répondant pour certaines catégories socioprofessionnelles est parfois petit; par exemple, le tableau D01-4 a été élaboré à partir des réponses de 108 ménages d'exploitants agricoles; par conséquent, les résultats sont à utiliser avec précaution.

— l'enquête sur le budget des familles.

Les données sur les dépenses des ménages (tableau D01-8) sont issues de l'enquête sur le budget des familles réalisée en 1995; de périodicité quinquennale, elle fait suite aux précédentes enquêtes effectuées en 1979, 1984-1985 et 1989. L'échantillon de 1995 est constitué par 9 634 ménages.

— l'enquête logement qui a lieu tous les quatre ans;

— les enquêtes transports.

- les statistiques de production et du commerce extérieur.

Elles permettent de calculer, pour un produit donné, les ressources sur le territoire. Elles sont établies soit en valeur, soit en quantités physiques.

Les statistiques de production en valeur résultent le plus souvent de l'exploitation des déclarations fiscales des chiffres d'affaires des différents secteurs d'activité (principalement déclarations de bénéfices industriels et commerciaux) et des enquêtes annuelles d'entreprise.

Les statistiques de production en quantités physiques sont, elles aussi, largement utilisées. Souvent d'origine professionnelle (enquêtes de branche), elles sont centralisées par les services statistiques des différents ministères (ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, ministère de l'Agriculture et de la Pêche, etc.).

Pour la consommation des ménages, les indices de prix à qualité constante résultent de très nombreuses observations effectuées mensuellement par l'INSEE pour l'établissement de l'indice de prix des 296 postes, 265 postes depuis le 1er janvier 1993.

- les statistiques de distribution.

Différentes sources sont utilisées : les statistiques fiscales des chiffres d'affaires des entreprises commerciales, l'enquête annuelle d'entreprise du commerce, les enquêtes directes auprès de détaillants (notamment l'enquête mensuelle sur les chiffres d'affaires du commerce de détail indépendant effectuée par l'INSEE), les statistiques professionnelles établies pour certains circuits de distribution (grands magasins, magasins populaires, coopératives de consommation).

Les statistiques de distribution ne permettent pas d'estimer la consommation dans une nomenclature aussi fine que les équilibres « Ressources-Emplois ».

L'imperfection des sources disponibles (statistiques de production et du commerce extérieur, enquêtes auprès des ménages ou des détaillants), dont aucune ne peut être utilisée comme base exclusive, impose de faire une synthèse qui consiste en l'établissement de bilans des ressources et des emplois pour chaque bien ou service.

Les ressources sont constituées par la production intérieure hors TVA et les importations, augmentées des droits de taxes sur les importations, par les marges commerciales et par la TVA. Les emplois se répartissent entre la consommation intermédiaire, la consommation des ménages, la formation brute de capital fixe, les exportations et enfin les variations de stocks.

---

(1) Voir le chapitre G.01 « Comptabilité nationale » du présent annuaire et le « Rapport sur les comptes de la nation » dont la référence figure en sources de documentation.

(2) Pour plus de détails, voir la publication annuelle *INSEE-Résultats*, série Consommation-modes de vie, sous le titre : « Consommation des ménages de l'année n », cf. Sources de documentation.

L'intérêt des statistiques de distribution réside dans le fait que les chiffres d'affaires du commerce sont très proches de la consommation des ménages. Par contre, les équilibres « Ressources-Emplois » nécessitent de faire une estimation des variations de stocks et des marges, variations qui sont mal connues.

Si chaque élément est connu à partir de sources indépendantes et ayant leur propre marge d'incertitude, l'ensemble des estimations permet, par cohérence, d'améliorer notablement les chiffres les plus incertains, ou même de déduire des éléments non saisis directement. Il ne faut donc pas s'étonner de rencontrer des divergences appréciables, qui peuvent exister en certaines occasions, entre les statistiques brutes, tels par exemple les résultats globaux des enquêtes, et les évaluations retenues dans les comptes nationaux puisque celles-ci résultent de l'examen critique de l'ensemble des sources disponibles.

La détermination des niveaux est effectuée lors de l'élaboration des comptes de l'année de base. Ces évaluations résultent de la confrontation et de l'harmonisation des quatre sources déjà citées, dans le cadre des équilibres « Ressources-Emplois ».

La détermination des évolutions annuelles s'effectue chaque année en calculant les indices de valeur, de prix et de volume, sans remettre en question les niveaux de la base en cours.

Nomenclatures

- **Nomenclature de fonction**

Elle correspond à un classement selon les besoins auxquels la consommation répond. Alimentation, articles d'habillement y compris chaussures, logement chauffage et éclairage, équipement du logement, santé, transports et communications, loisirs culture, autres biens et services constituent les huit grandes fonctions. Les biens et services destinés à satisfaire un même besoin sont ainsi regroupés dans cette nomenclature. Par exemple, la fonction « transports et communications » regroupe les achats de véhicules, leurs frais d'entretien et de réparation, la consommation de carburants, l'assurance automobile, les dépenses de transports en commun, et enfin les dépenses de télécommunications et postes.

- **Nomenclature de durabilité**

Elle oppose les biens durables aux biens fongibles et distingue les biens des services. Elle classe les biens en trois groupes : biens durables importants (véhicules, meubles, équipement ménager ou de loisir), biens semi-durables (textile, habillement) et biens non durables (alimentation, énergie).

Quantités consommées

Les évaluations relatives aux quantités (tableau D.01-3) ne sont pas toujours homogènes aux estimations, aux prix de l'année de base, de la comptabilité nationale. Des notes précisent le contenu exact de chaque ligne.
Les quantités de produits alimentaires ont été retenues après comparaison des statistiques de production et de celles du commerce extérieur. Dans certains cas, on a pu tenir compte de statistiques de distribution; ainsi s'expliquent les divergences entre les quantités retenues et certaines statistiques de production. Les quantités sont données par habitant.

Pour les produits non alimentaires et les services, ce sont les quantités totales qui figurent dans les tableaux; dans la plupart des cas, en effet, la notion de quantité par habitant n'a pas de sens.

Panel communautaire des ménages

Le panel communautaire des ménages, enquête multidimensionnelle européenne, coordonnée par Eurostat, a pour objectif principal de suivre les dynamiques individuelles d'emploi et de revenus. La première vague a eu lieu en 1994 dans les douze États membres formant l'Union européenne à l'époque. L'échantillon total comprenait environ 60 500 ménages sélectionnés de façon aléatoire. En France, 7 344 ménages ont été interrogés. L'enquête « panel communautaire des ménages » fournit des statistiques comparables entre pays.

3. DÉFINITIONS

La consommation finale des ménages

La consommation finale des ménages représente la valeur des biens et services utilisés pour la satisfaction des besoins individuels de ces ménages. Elle ne comprend pas la consommation des entrepreneurs individuels liée à leur activité, qui est une consommation intermédiaire. Elle représente la valeur des biens et services marchands et non marchands.

La consommation marchande territoriale

Les ménages sont supposés, dans le cadre de leur activité domestique, consommer immédiatement les biens qu'ils achètent et ne pas constituer de stocks. La consommation comprend donc les biens durables (autos, matériel ménager, etc.) et les biens stockables (certains produits alimentaires, le fioul, le charbon, etc.) acquis au cours de la période analysée par les comptes. Les achats de logement et le gros entretien des logements ne font pas partie de la consommation mais des investissements des ménages (formation brute de capital fixe).

Les biens durables achetés en « leasing » ou à tempérament sont également comptabilisés en consommation finale à leur date d'acquisition, pour leur prix au comptant; la différence entre ce prix et le total des remboursements est comptabilisée comme le paiement d'intérêt et n'apparaît pas dans la consommation.

Les achats d'occasion sont repris en principe dans la consommation des ménages. Seuls les achats d'automobiles d'occasion et d'antiquités font l'objet d'une évaluation dans la consommation de ces « produits industriels » sous forme de marges ou commissions lorsqu'ils s'échangent de ménages à ménages par le biais du commerce. Mais lorsque ces biens passent d'un secteur institutionnel à un autre (exemple : véhicules de démonstration des concessionnaires automobiles vendus aux ménages), la transaction est évaluée à sa valeur totale.

Les services de santé, en dehors des hôpitaux publics ou participant au service public (PSPH), restent marchands et couvrent la dépense effective des ménages (débours) plus les remboursements de sécurité sociale et des mutuelles (ou tiers payant).

L'action sociale marchande porte uniquement sur le service des établissements pour personnes âgées; celui-ci est évalué y compris les subventions des municipalités, des caisses d'allocation vieillesse ou autres. Il ne concerne pas les logements - foyers assimilés à des locations de logements.

● L'autoconsommation

L'autoconsommation est la consommation finale de biens et services par leur producteur.

Dans la pratique, l'autoconsommation de produits marchands est limitée par convention à deux catégories de biens et services :

— produits alimentaires des jardins et élevages familiaux ou des exploitations agricoles, consommés par le ménage non agricole ou l'exploitant agricole qui les a produits;

— services des logements occupés par leurs propriétaires (loyers fictifs).

L'autoconsommation ne comprend pas d'évaluation de la valeur ajoutée des travaux faits chez eux par les membres des ménages (travaux ménagers, petits travaux d'entretien, bricolage, peinture, etc.), ni d'évaluation des prélèvements effectués par les commerçants sur leurs stocks (autofourniture); ces derniers sont assimilés à des achats.

L'autoconsommation de service du logement ou loyers fictifs que paieraient les propriétaires s'ils étaient locataires de leur logement, est évaluée au prix des loyers des locataires correspondants; le reste de l'autoconsommation est évalué au prix à la production.

À l'exception de l'autoconsommation alimentaire, la consommation marchande des ménages est évaluée au prix du marché, même quand tout ou partie de ce prix est pris en charge par les pouvoirs publics (réduction des tarifs de transports en commun pour les familles nombreuses, prise en charge des coûts médicaux par la Sécurité sociale, etc.) ou par l'employeur (repas à prix réduit dans les cantines d'entreprises ou d'administration). Lorsqu'il y a une telle réduction, les revenus des ménages sont augmentés d'un transfert égal à la réduction de prix qui leur est consentie.

On notera que les produits alimentaires comptabilisés dans la consommation alimentaire ne correspondent qu'à la consommation alimentaire effectuée « à domicile ». Les denrées alimentaires consommées « hors du domicile », dans les hôpitaux privés d'une part, et les cantines, établissements scolaires et restaurants d'autre part, sont comprises dans la valeur du service rendu par ces établissements et comptabilisées dans les consommations de services marchands d'« Hôpitaux, cliniques » et de « Cantines » ou « Cafés-restaurants ». La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par ces branches elles-mêmes. Par contre, la consommation alimentaire des militaires du contingent est également comptabilisée dans le service de « Cantines » mais correspond à une vente résiduelle du secteur administration. La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par la branche « Services non marchands ». La consommation correspondante des ménages est, ici encore, marchande.

Certaines dépenses, qu'on pourrait considérer comme des dépenses de consommation, sont rangées en fait parmi les opérations de répartition, parce que la prestation correspondante n'est pas considérée par la comptabilité nationale française comme la production d'un service. C'est ainsi que les cotisations aux administrations privées (syndicats, cultes, etc.), certains droits à acquitter auprès d'administrations publiques (redevances pour passeport, permis de chasse, permis de conduire, frais de justice, droits d'inscription aux examens) sont repris dans les opérations de répartition.

Les dépenses de consommation occasionnées par un sinistre (par ex. : accident d'auto) et remboursées par les compagnies d'assurances sont comptées en consommation. Les ressources correspondantes sont imputées au compte de revenu, comme cela se fait pour les dépenses de santé.

La consommation finale nationale

La consommation finale nationale (des résidents) est l'agrégat total de la consommation des ménages en base 1980; elle est constituée par la consommation des résidents sur le territoire économique et dans le reste du monde (leurs dépenses de tourisme à l'extérieur du territoire, y compris DOM-TOM).

Mais, faute d'informations détaillées, les consommations des non-résidents en France (essentiellement les touristes étrangers) et des résidents français dans le reste du monde sont évaluées globalement et forment le produit « solde territorial ». Les autres produits ne couvrent donc que la consommation territoriale.

La consommation nationale est ainsi égale à la consommation des ménages sur le territoire économique plus celle des résidents dans le reste du monde, mais moins celle des non-résidents sur le territoire économique.

Cette consommation nationale est liée au revenu disponible des résidents par l'égalité suivante :

Revenu disponible = consommation nationale + épargne, le tout concernant les résidents.

La consommation non marchande

Les services non marchands consommés par les ménages se décomposent en services des domestiques et en paiements partiels.

Les services procurés par l'emploi de salariés domestiques sont produits par les ménages par le biais de l'acquisition d'un facteur de production sur le marché du travail. Ceci exclut donc le travail non salarié (travail au foyer).

Ces services sont par nature autoconsommés dans leur totalité par les ménages.

Un paiement partiel est un paiement de principe demandé aux ménages en échange de services que les administrations, publiques ou privées, leur rendent, par exemple :

— droits de scolarité pour tous les établissements publics ou sous contrat d'association;

— ticket modérateur, forfait journalier ou suppléments divers pour les hôpitaux publics ou participant au service public (PSPH);

— frais de garde pour les crèches;

— frais d'hébergement, d'éducation ou autres pour l'enfant ou l'adulte handicapé ou inadapté.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE;

— Office statistique de la Communauté européenne (OSCE).

Publications :

— Publications concernant les méthodes et les résultats d'ensemble :

« Système élargi de comptabilité nationale. – Méthodes de la base 1980 », *Les Collections de l'INSEE,* série C, nº 140-141, juin 1987;

« Les notions de consommation élargie », *Économie et Statistique,* nº 100, mai 1978. Problématique du concept de consommation;

« 35 ans de consommation des ménages », principaux résultats de 1959 à 1993, et séries détaillées 1959-1970. *INSEE-Résultats,* nºs 69-70, Consommation et modes de vie, mars 1995.

Sur disquette :

« Les séries de consommation des ménages par produit, par fonction et par durabilité en valeur, au prix de l'année précédente et aux prix de 1980 » :

— de1959 à 1970, 1970 à 1993, 1994 à 1997.

— Publications des résultats d'enquête sur les conditions de vie des ménages :

« Les vacances des Français, tendances longues, résultats détaillés de 1990 à 1992 », *INSEE-Résultats,* nº 250-251, août 1993;

« L'équipement des ménages en 1993 », nº 408, *INSEE-Résultats,* juin 1995;

« Les vacances des Français, tendances longues, résultats détaillés de 1993 à 1994 », *INSEE-Résultats,* nºs 451-452, mars 1996;

« Le budget des ménages en 1995 », *INSEE-Résultats*, nº 550, juillet 1997;

« La consommation des ménages en 1997 », *INSEE-Résultats*, nº 612-613, juin 1998;

« Les dépenses pour les loisirs depuis 1960 », *INSEE-Première,* nº 306, mars 1994;

« La moitié des Français ont recours au crédit », *INSEE-Première,* nº 345, novembre 1994;

« L'endettement domestique des ménages », *INSEE-Première,* nº 395, juillet 1995;

« Recourir à une femme de ménage », *INSEE-Première,* nº 411, novembre 1995;

« La voiture : une habitude qui se prend jeune », *INSEE-Première*, nº 474, juillet 1996;

« Faire garder ses enfants », *INSEE-Première,* nº 481, août 1996;

« Pauvreté des familles, pauvreté des enfants » *INSEE-Première*, nº 499, décembre 1996;

« Consommation des ménages et dépense publique », *INSEE-Première,* nº 514, mars 1997;

« La consommation des ménages en 1997 », *INSEE-Première,* nº 585, mai 1998;

« Horizon 2000, consommation : l'effet du vieillissement », *Économie et statistique,* nº 243, mai 1991.

— *Données sociales 1999*, INSEE :

« Modes de vie et consommation en France de 1980 à 1996 », N. Herpin, D. Kerger;

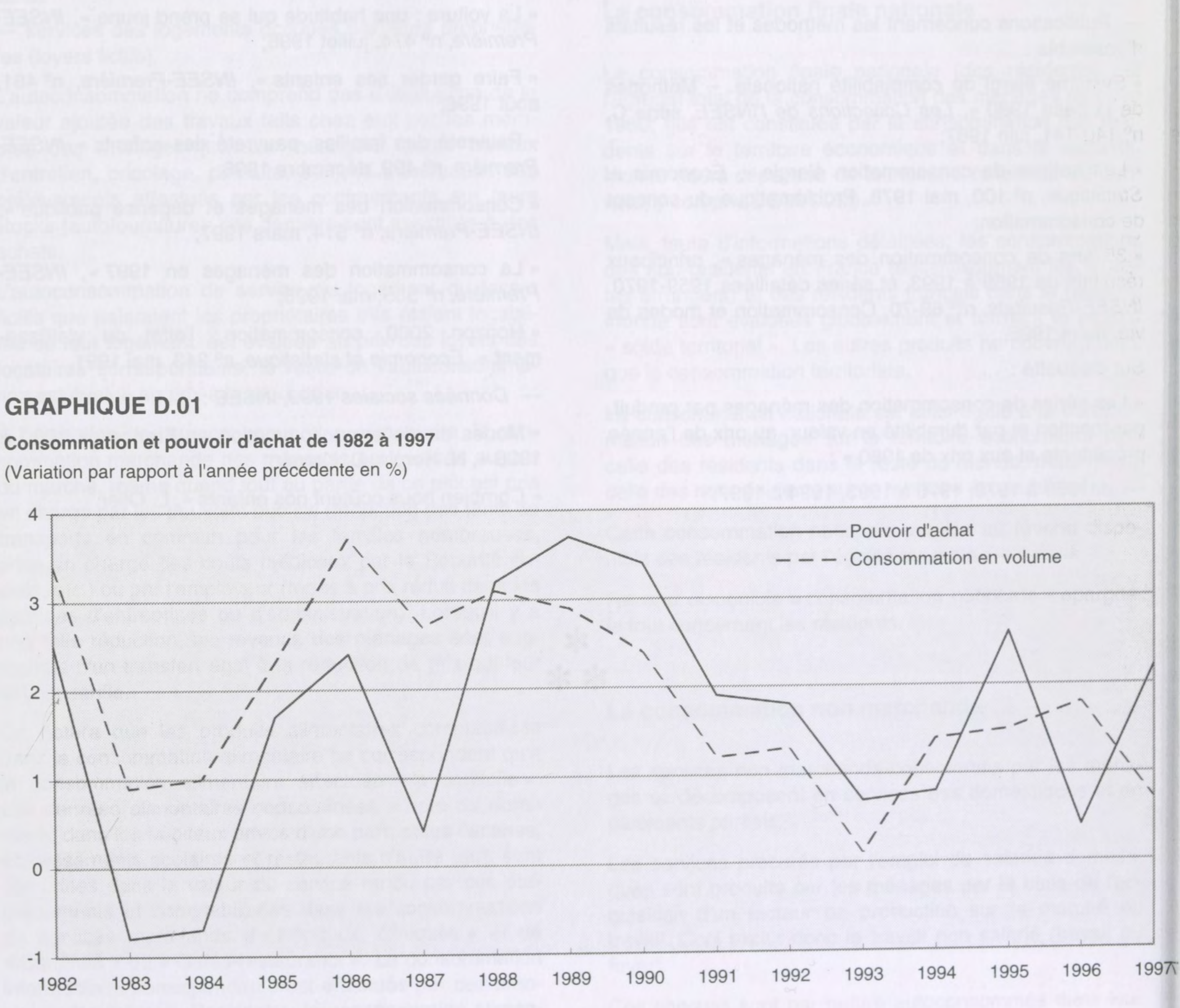
« Combien nous coûtent nos enfants », L. Olier.

*
* *

GRAPHIQUE D.01

Consommation et pouvoir d'achat de 1982 à 1997

(Variation par rapport à l'année précédente en %)



Source : INSEE (Comptes de la Nation)

TABLEAU D.01-1A

Consommation des ménages par fonction (en valeur)

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Unité : Million de francs

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants					Coefficients budgétaires %		
		1980	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997	1995	*r* 1996	*p* 1997
Pain et céréales	111	39 561	88 359	90 017	93 236	94 845	2,0	2,0	2,0
Viandes	112	101 699	204 278	207 121	206 588	213 648	4,5	4,3	4,4
Poissons	113	13 612	38 476	39 143	39 817	40 999	0,9	0,8	0,8
Lait, fromages et œufs	114	40 545	95 852	97 443	99 133	101 570	2,1	2,1	2,1
Huiles et graisses	115	14 604	22 521	22 425	22 985	23 614	0,5	0,5	0,5
Fruits et légumes sauf pommes de terre	116	40 473	90 296	91 858	93 368	93 891	2,0	2,0	1,9
Pommes de terre et autres tubercules	117	3 391	8 742	10 116	8 554	8 535	0,2	0,2	0,2
Sucre	118	2 608	3 642	3 696	3 664	3 608	0,1	0,1	0,1
Café, thé	119	9 280	12 867	15 768	16 265	16 836	0,3	0,3	0,3
Autres produits alimentaires, y.compris confiserie	11A	22 382	70 526	72 882	73 600	75 869	1,6	1,5	1,6
Produits alimentaires	**11**	**288 155**	**635 559**	**650 469**	**657 210**	**673 415**	**14,2**	**13,8**	**13,9**
Boissons non alcoolisées	**12**	**7 225**	**25 580**	**27 427**	**28 221**	**29 475**	**0,6**	**0,6**	**0,6**
Boissons alcoolisées	**13**	**38 625**	**86 537**	**88 989**	**91 115**	**92 862**	**1,9**	**1,9**	**1,9**
Produits alimentaires, boissons, non compris tabac	**1.S**	**334 005**	**747 676**	**766 885**	**776 546**	**795 752**	**16,7**	**16,3**	**16,4**
Tabac	**14**	**17 549**	**64 002**	**68 303**	**72 202**	**75 250**	**1,5**	**1,5**	**1,5**
Produits alimentaires, boissons, tabac	**1**	**351 554**	**811 678**	**835 188**	**848 748**	**871 002**	**18,2**	**17,8**	**17,9**
Articles d'habillement sauf chaussures, y.compris réparation	**21**	**97 006**	**202 554**	**197 724**	**197 904**	**202 034**	**4,3**	**4,2**	**4,2**
Chaussures	221	22 711	47 050	47 048	47 651	48 367	1,0	1,0	1,0
Réparation de chaussures	222	997	2 181	2 272	2 352	2 414	0,0	0,0	0,0
Chaussures, y.compris réparation	**22**	**23 708**	**49 231**	**49 320**	**50 003**	**50 781**	**1,1**	**1,0**	**1,0**
Articles d'habillement, y compris chaussures	**2**	**120 714**	**251 785**	**247 044**	**247 907**	**252 815**	**5,4**	**5,2**	**5,2**
Logement	311	191 084	754 691	797 530	841 366	876 433	17,4	17,7	18,0
Charges de distribution d'eau	312	10 837	34 669	37 255	39 687	41 285	0,8	0,8	0,9
Logement et charges de distribution d'eau	**31**	**201 921**	**789 360**	**834 785**	**881 053**	**917 718**	**18,2**	**18,5**	**18,9**
Électricité	321	31 277	91 739	95 730	103 113	98 828	2,1	2,2	2,0
Gaz	322	18 362	37 348	39 129	43 394	43 266	0,6	0,9	0,9
Combustibles liquides	323	30 723	21 942	22 062	25 998	26 105	0,5	0,5	0,5
Autres combustibles	324	5 279	7 338	7 353	7 264	6 908	0,2	0,2	0,1
Chauffage et éclairage	**32**	**85 641**	**158 367**	**164 274**	**179 769**	**175 107**	**3,6**	**3,8**	**3,6**
Logement, chauffage et éclairage	**3**	**287 562**	**947 727**	**999 059**	**1 060 822**	**1 092 825**	**21,8**	**22,3**	**22,5**
Meubles, accessoires, tapis, revêtements de sol y.compris réparation	**41**	**51 115**	**93 811**	**95 294**	**96 905**	**96 152**	**2,1**	**2,0**	**2,0**
Articles de ménage en textile, y.compris réparation	**42**	**10 748**	**17 666**	**17 485**	**17 584**	**17 775**	**0,4**	**0,4**	**0,4**
Appareils de cuisine, de chauffage gros appareils ménagers,y compris réparation	**43**	**25 447**	**49 502**	**50 403**	**50 632**	**51 541**	**1,1**	**1,1**	**1,0**
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	**44**	**24 072**	**49 430**	**50 265**	**50 962**	**51 452**	**1,1**	**1,1**	**1,0**
Articles de ménage non durables	451	23 296	56 500	58 706	60 918	62 950	1,3	1,3	1,3
Services pour l'habitation sauf services domestiques	452	5 369	12 572	12 725	12 904	13 039	0,3	0,3	0,3
Biens et services d'entretien courant pour l'habitation	**45**	**28 665**	**69 072**	**71 431**	**73 822**	**75 989**	**1,6**	**1,5**	**1,6**
Services domestiques	**46**	**16 929**	**49 503**	**53 583**	**59 124**	**63 737**	**1,2**	**1,2**	**1,3**
Meubles, matériel ménager, articles de ménage, entretien	**4**	**156 976**	**328 984**	**338 461**	**349 029**	**356 646**	**7,4**	**7,3**	**7,3**

TABLEAU D.01-1A (suite et fin)

Consommation des ménages par fonction (en valeur)

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Unité : Million de francs

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants					Coefficients budgétaires %		
		1980	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997	1995	*r* 1996	*p* 1997
Médicaments et autres produits pharmaceutiques	51	34 657	121 481	128 635	131 666	136 853	2,8	2,8	2,8
Appareils et matériels thérapeutiques	52	3 720	18 293	18 458	19 263	19 720	0,4	0,4	0,4
Services des médecins, infirmiers et autres praticiens	53	53 227	197 113	202 750	208 665	210 977	4,4	4,4	4,4
Soins des hôpitaux et assimilés	54	29 280	91 475	94 731	98 688	101 107	2,1	2,1	2,1
Assurances maladie et accident	55	6 400	27 312	28 084	26 818	29 364	0,6	0,5	0,6
Services médicaux et de santé	5	127 284	455 674	472 658	485 100	498 021	10,3	10,2	10,3
Achats d'automobiles	611	59 286	150 423	147 398	164 288	132 124	3,2	3,4	2,7
Caravanes, cycles et motocycles	612	7 054	9 960	11 808	13 656	14 102	0,3	0,3	0,3
Achats de véhicules	61	66 340	160 383	159 206	177 944	146 226	3,5	3,7	3,0
Pneus, accessoires, frais de réparations	621	58 567	190 665	210 164	216 393	225 398	4,6	4,5	4,7
Carburants, lubrifiants	622	72 503	153 140	157 726	168 074	175 176	3,4	3,5	3,6
Autres dépenses d'utilisation des véhicules	623	14 472	52 929	52 418	56 472	55 962	1,1	1,2	1,2
Dépenses d'utilisation des véhicules	62	145 542	396 734	420 308	440 939	456 536	9,2	9,3	9,5
Achats de services de transport	63	36 735	93 896	92 371	98 738	104 093	2,0	2,1	2,1
Télécommunications et postes	64	25 025	74 301	76 543	78 766	82 609	1,7	1,6	1,7
Transports et communications	6	273 642	725 314	748 428	796 387	789 464	16,3	16,7	16,3
Radios, téléviseurs, électrophones	711	17 141	34 793	34 812	33 467	33 126	0,8	0,7	0,7
Matériel de photo, instruments de musique, autres biens durables	712	6 475	9 727	9 732	9 583	9 166	0,2	0,2	0,2
Autres articles récréatifs	713	34 540	99 561	102 164	106 451	110 420	2,2	2,2	2,2
Appareils et accessoires électroniques et récréatifs, y compris réparations	71	58 156	144 081	146 708	149 501	152 712	3,2	3,1	3,1
Services de loisirs, spectacles, culture, non compris hôtels, cafés, restaurants	72	31 491	102 217	105 676	110 576	114 778	2,3	2,3	2,4
Livres, quotidiens et périodiques	73	24 194	63 949	64 618	65 480	65 757	1,4	1,4	1,3
Enseignement	74	6 115	26 167	25 650	26 571	27 533	0,6	0,6	0,6
Loisirs, spectacles, enseignement, culture	7	119 956	336 414	342 652	352 128	360 780	7,5	7,4	7,4
Services des salons de coiffure et instituts de beauté	811	11 841	38 528	38 858	38 107	38 107	0,8	0,8	0,8
Articles pour les soins personnels	812	12 997	48 481	49 356	52 003	54 420	1,1	1,1	1,1
Soins et effets personnels	81	24 838	87 009	88 214	90 110	92 527	1,9	1,9	1,9
Bijouterie, horlogerie, y compris réparations	821	19 193	29 964	30 948	31 118	31 942	0,7	0,7	0,7
Autres articles personnels	822	7 083	14 915	15 263	15 674	16 029	0,3	0,3	0,3
Matériel et fournitures de papeterie	823	4 506	9 342	9 849	10 168	10 318	0,2	0,2	0,2
Autres articles non désignés ailleurs	82	30 782	54 221	56 060	56 960	58 289	1,2	1,2	1,2
Hôtels, cafés, restaurants et voyages touristiques	83	105 639	324 317	331 216	340 565	352 934	7,2	7,1	7,3
Services financiers non désignés ailleurs	85	10 839	36 239	36 811	38 683	40 298	0,8	0,8	0,8
Action sociale	861	24 996	80 825	84 337	86 613	90 165	1,8	1,8	1,9
Services divers	862	10 290	2 148	6 520	10 434	1 530	0,1	0,2	0,0
Autres services non désignés ailleurs	86	35 286	82 973	90 857	97 047	91 695	2,0	2,0	1,9
Autres biens et services	8	207 384	584 759	603 158	623 365	635 743	13,2	13,1	13,1
Consommation nationale (y compris non marchande)		1 645 072	4 442 335	4 586 648	4 763 486	4 857 296	100,0	100,0	100,0

TABLEAU D.01-1B

Consommation des ménages par fonction (en volume)

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Intitulé du poste	Code	Indice de volume base 100 de l'année précédente					Taux de variation annuel moyen (%)	
		1980	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997	De 1980 à 1990	De 1991 à 1997
Pain et céréales	111	100,6	100,7	100,9	102,0	99,9	0,5	0,6
Viandes	112	102,5	99,1	100,9	98,3	101,0	1,4	– 0,2
Poissons	113	100,5	100,0	102,9	100,0	99,9	– 2,7	1,5
Lait, fromages et œufs	114	104,2	101,4	101,9	101,0	101,7	2,4	1,3
Huiles et graisses	115	99,0	99,5	97,6	100,5	101,7	– 0,1	– 0,7
Fruits et légumes sauf pommes de terre	116	97,1	101,2	100,3	98,7	99,5	1,1	0,1
Pommes de terre et autres tubercules	117	96,8	95,5	101,3	99,6	99,0	– 1,9	0,1
Sucre	118	101,0	96,1	99,4	97,0	95,5	– 2,9	– 2,5
Café, thé	119	103,1	99,4	97,8	107,9	100,2	0,5	0,8
Autres produits alimentaires, y compris confiserie	11A	105,2	104,0	102,7	100,1	101,5	3,6	2,1
Produits alimentaires	11	101,5	100,5	101,1	99,9	100,7	1,4	0,5
Boissons non alcoolisées	12	100,2	104,1	107,1	101,9	102,9	6,1	3,2
Boissons alcoolisées	13	102,7	98,6	101,2	100,2	100,0	0,6	0,8
Produits alimentaires, boissons, non compris tabac	1.S	101,6	100,4	101,3	100,0	100,7	1,4	0,6
Tabac	14	102,5	97,4	98,4	98,2	96,5	2,0	– 1,8
Produits alimentaires, boissons, tabac	**1**	**101,7**	**100,2**	**101,1**	**99,8**	**100,3**	**1,4**	**0,5**
Articles d'habillement, sauf chaussures, y compris réparation	21	98,8	96,8	97,2	99,2	101,5	0,9	– 1,6
Chaussures	221	100,4	100,1	99,4	100,4	101,4	0,8	– 0,1
Réparation de chaussures	222	93,8	100,0	100,0	101,0	101,0	– 1,3	– 1,1
Chaussures, y compris réparation	22	100,1	100,1	99,4	100,4	101,4	0,7	– 0,1
Articles d'habillement, y compris chaussures	**2**	**99,1**	**97,4**	**97,6**	**99,4**	**101,5**	**0,9**	**– 1,3**
Logement	311	104,6	102,8	103,4	103,2	102,7	3,7	3,0
Charges de distribution d'eau	312	100,7	98,3	100,5	100,3	100,3	1,2	0,1
Logement et charges de distribution d'eau	31	104,4	102,6	103,3	103,1	102,6	3,6	2,9
Électricité	321	105,8	98,4	103,4	106,6	98,0	4,0	2,4
Gaz	322	106,5	94,0	104,7	109,5	94,2	1,4	2,3
Combustibles liquides	323	92,6	92,5	102,8	104,7	96,8	– 4,9	– 0,4
Autres combustibles	324	89,9	101,4	99,7	96,5	94,7	– 3,1	– 2,7
Chauffage et éclairage	32	100,2	96,5	103,5	106,6	96,8	0,5	1,7
Logement, chauffage et éclairage	**3**	**103,2**	**101,5**	**103,3**	**103,7**	**101,6**	**2,8**	**2,7**
Meubles, accessoires, tapis, revêtements de sol, y.c. réparation	41	103,8	100,6	100,1	99,6	98,4	0,6	– 2,0
Articles de ménage en textile y compris réparation	42	99,4	95,7	97,5	98,3	99,9	– 1,3	– 2,3
Appareils de cuisine, de chauffage, gros appareils ménagers, y.c.réparation	43	102,9	102,2	102,2	99,7	102,0	2,0	1,0
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	44	98,0	99,1	99,1	98,8	100,1	0,4	– 1,3
Articles de ménage non durables	451	103,0	100,5	102,9	102,4	102,7	2,2	1,7
Services pour l'habitation sauf services domestiques	452	101,2	98,0	99,2	99,4	100,1	– 0,4	– 0,6
Biens et services d'entretien courant pour l'habitation	45	102,7	100,1	102,2	101,8	102,3	1,8	1,3
Services domestiques	46	93,3	104,8	104,2	106,3	103,6	– 0,3	4,9
Meubles, matériel ménager, articles de ménage, entretien	**4**	**101,0**	**100,8**	**101,3**	**101,0**	**100,9**	**0,8**	**0,2**

TABLEAU D.01-1B (suite et fin)

Consommation des ménages par fonction (en volume)

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Intitulé du poste	Code	Indices de volume base 100 de l'année précédente					Taux de variation annuel moyen (%)	
		1980	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997	De 1980 à 1990	De 1991 à 1997
Médicaments et autres produits pharmaceutiques	51	106,2	101,6	105,0	101,5	103,5	8,1	4,2
Appareils et matériels thérapeutiques	52	100,7	104,7	99,5	102,8	102,3	6,6	3,3
Services des médecins, infirmiers et autres praticiens	53	105,6	100,2	99,7	101,9	100,5	7,2	2,2
Soins des hôpitaux et assimilés	54	100,9	103,2	100,8	100,7	101,0	2,6	2,2
Assurances maladie et accident	55	106,3	97,8	90,0	98,8	103,5	1,4	– 1,0
Services médicaux et de santé	**5**	**104,6**	**101,2**	**100,7**	**101,4**	**101,7**	**6,2**	**2,6**
Achats d'automobiles	611	96,3	114,7	96,7	111,4	82,5	4,1	– 3,3
Caravanes, cycles et motocycles	612	97,5	90,6	117,4	114,1	103,6	– 1,9	2,0
Achats de véhicules	61	96,4	112,9	98,0	111,6	84,1	3,6	– 2,9
Pneus, accessoires, frais de réparations	621	99,7	104,4	107,1	99,8	103,4	1,7	2,2
Carburants, lubrifiants	622	101,0	100,1	99,3	99,3	100,7	1,9	0,1
Autres dépenses d'utilisation des véhicules	623	100,4	98,6	106,0	104,1	100,9	1,6	2,8
Dépenses d'utilisation des véhicules	62	100,4	101,9	104,0	100,1	102,0	1,8	1,5
Achats de services de transport	63	101,1	101,4	96,6	106,1	102,6	1,9	0,4
Télécommunications et postes	64	115,7	100,4	103,7	104,5	107,2	6,7	4,3
Transports et communications	**6**	**100,8**	**104,0**	**101,7**	**103,8**	**98,6**	**2,7**	**0,7**
Radios, téléviseurs, électrophones	711	110,0	104,3	104,6	101,1	106,4	10,6	2,6
Matériel de photo, instruments de musique, autres biens durables	712	109,0	98,9	99,9	98,0	97,1	0,5	– 2,7
Autres articles récréatifs	713	99,9	104,2	102,5	103,1	103,2	4,0	1,9
Appareils et accessoires électroniques et récréatifs, y compris réparations	71	103,8	103,8	102,9	102,3	103,5	5,6	1,7
Services de loisirs, spectacles, culture, non compris hôtels, cafés, restaurants	72	101,6	101,1	101,2	101,4	100,8	1,9	2,9
Livres, quotidiens et périodiques	73	100,5	100,5	99,2	99,6	99,5	1,3	– 0,6
Enseignement	74	105,8	105,4	96,1	102,1	102,3	4,7	0,7
Loisirs, spectacles, enseignement, culture	**7**	**102,7**	**102,5**	**101,1**	**101,5**	**101,8**	**3,7**	**1,5**
Services des salons de coiffure et instituts de beauté	811	101,4	97,5	98,7	96,1	99,0	2,0	– 1,2
Articles pour les soins personnels	812	99,8	102,4	101,4	102,8	101,6	4,9	1,7
Soins et effets personnels	81	100,6	100,2	100,2	99,9	100,5	3,5	0,5
Bijouterie, horlogerie, y compris réparations	821	71,5	100,9	103,8	100,5	102,9	0,1	2,3
Autres articles personnels	822	97,5	100,5	101,9	102,2	102,6	2,0	– 0,8
Matériel et fournitures de papeterie	823	99,6	99,3	101,5	100,9	101,2	– 0,2	0,4
Autres articles non désignés ailleurs	82	81,4	100,5	102,9	101,0	102,5	0,5	1,1
Hôtels, cafés, restaurants et voyages touristiques	83	100,8	100,7	99,7	100,5	101,9	1,8	0,4
Services financiers non désignés ailleurs	85	115,3	104,3	103,8	99,5	101,7	6,6	2,0
Action sociale	861	103,7	102,9	102,0	101,0	103,1	3,4	3,1
Services divers	862	91,7	300,4	293,5	147,0	10,1	– 8,3	– 52,1
Autres services non désignés ailleurs	86	99,9	104,7	106,9	104,4	93,1	0,7	0,4
Autres biens et services	**8**	**98,3**	**101,4**	**101,3**	**101,0**	**100,4**	**2,0**	**0,6**
Consommation nationale (y compris non marchande)		**101,4**	**101,4**	**101,5**	**101,8**	**100,7**	**2,4**	**1,1**

TABLEAU D.01-2A

Consommation des ménages par catégorie de produits selon leur durabilité (en valeur)

Source : INSEE (Comptabilité nationale) — *Unité* : Million de francs

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants					Coefficients budgétaires %			
		1980	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997	1980	1995	*r* 1996	*p* 1997
Automobiles neuves	111	49 823	127 303	122 961	139 928	109 002	3,03	2,7	3,0	2,2
Automobiles autres	112	9 463	23 120	24 437	24 360	23 122	0,58	0,5	0,5	0,5
Automobiles	**11**	**59 286**	**150 423**	**147 398**	**164 288**	**132 124**	**3,60**	**3,2**	**3,5**	**2,7**
Téléviseurs	**12**	**9 126**	**11 956**	**11 798**	**11 113**	**11 140**	**0,55**	**0,3**	**0,2**	**0,2**
Réfrigérateurs, congélateurs	**13**	**3 702**	**6 687**	**6 812**	**6 680**	**6 893**	**0,23**	**0,1**	**0,1**	**0,1**
Machines à laver	**14**	**3 684**	**7 713**	**7 642**	**7 457**	**7 565**	**0,22**	**0,2**	**0,2**	**0,1**
Meubles	**15**	**39 622**	**70 685**	**72 400**	**73 697**	**72 872**	**2,41**	**1,6**	**1,6**	**1,5**
Autres biens durables importants	**16**	**31 642**	**64 446**	**67 119**	**68 846**	**69 909**	**1,92**	**1,5**	**1,4**	**1,4**
Biens durables importants	**1**	**147 062**	**311 910**	**313 169**	**332 081**	**300 503**	**8,94**	**6,8**	**7,0**	**6,2**
Textiles et cuirs	**21**	**139 541**	**284 365**	**279 133**	**280 304**	**285 607**	**8,48**	**6,1**	**5,9**	**5,9**
Autres biens semi-durables	**22**	**135 624**	**315 703**	**334 340**	**340 774**	**348 425**	**8,24**	**7,3**	**7,2**	**7,1**
Biens semi-durables	**2**	**275 165**	**600 068**	**613 473**	**621 078**	**634 032**	**16,73**	**13,4**	**13,1**	**13,0**
Energie, y compris sylviculture	311	168 981	346 176	359 255	387 530	391 568	10,27	7,8	8,1	8,1
Autres biens non durables non alimentaires	312	116 271	377 307	394 516	409 236	424 423	7,07	8,6	8,6	8,7
Biens non durables non alimentaires	**31**	**285.252**	**723 483**	**753 771**	**796 766**	**815 991**	**17,34**	**16,4**	**16,7**	**16,8**
Alimentation, y compris animale	**32**	**335.739**	**756 685**	**776 073**	**786 069**	**806 522**	**20,41**	**16,9**	**16,5**	**16,6**
Biens non durables	**3**	**620 991**	**1 480 168**	**1 529 844**	**1 582 835**	**1 622 513**	**37,75**	**33,4**	**33,2**	**33,4**
Logement, y compris entretien	**41**	**183 212**	**729 504**	**771 751**	**813 469**	**849 369**	**11,14**	**16,8**	**17,1**	**17,5**
Services de santé, y compris vétérinaires	**42**	**82 841**	**290 152**	**299 096**	**309 056**	**313 821**	**5,04**	**6,5**	**6,5**	**6,5**
Transports en commun, postes et télécommunications	**43**	**66 873**	**191 612**	**193 838**	**203 751**	**214 130**	**4,07**	**4,2**	**4,3**	**4,4**
Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	**44**	**104 327**	**319 536**	**326 355**	**335 493**	**347 580**	**6,34**	**7,1**	**7,0**	**7,2**
Action sociale, y compris services domestiques	451	41 925	130 328	137 920	145 737	153 902	2,55	3,0	3,1	3,1
Autres services divers	452	122 676	389 057	401 202	419 986	421 446	7,5	8,7	8,8	8,7
Autres services	**45**	**164 601**	**519 385**	**539 122**	**565 723**	**575 348**	**10.01**	**11,8**	**11,9**	**11,8**
Services	**4**	**601 854**	**2 050 189**	**2 130 162**	**2 227 492**	**2 300 248**	**36.59**	**46,4**	**46,8**	**47,4**
Consommation nationale (y compris non marchande)		**1 645 072**	**4 442 335**	**4 586 648**	**4 763 486**	**4 857 296**	**100,00**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU D.01-2B

Consommation des ménages par catégorie de produits selon leur durabilité (en volume)

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Intitulé du poste	Code	Indices de volume base 100 de l'année précédente					Taux de variation annuel moyen (%)	
		1980	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997	De 1980 à 1990	De 1991 à 1997
Automobiles neuves	111	94,4	120,1	95,5	113,9	80,0	4,1	– 3,4
Automobiles autres	112	107,9	92,3	103,8	99,1	96,5	3,7	– 1,5
Automobiles	11	96,3	114,7	96,7	111,4	82,5	4,1	– 3,3
Téléviseurs	12	109,0	105,9	102,4	98,5	107,9	4,7	1,7
Réfrigérateurs, congélateurs	13	102,8	107,0	102,5	97,5	103,0	1,9	– 0,1
Machines à laver	14	104,3	105,5	99,8	97,5	102,9	3,8	1,0
Meubles	15	103,6	100,9	100,8	99,6	98,0	0,1	– 2,0
Autres biens durables importants	16	104,3	100,3	106,4	104,5	104,8	5,5	2,7
Biens durables importants	**1**	**101,1**	**107,4**	**100,1**	**106,1**	**92,3**	**3,3**	**– 1,3**
Textiles et cuirs	21	99,1	97,5	97,7	99,5	101,4	0,7	– 1,3
Autres biens semi-durables	22	96,2	102,7	104,7	100,2	102,2	1,5	1,2
Biens semi-durables	**2**	**97,7**	**100,2**	**101,4**	**99,9**	**101,8**	**1,1**	**– 0,0**
Énergie, y compris sylviculture	311	100,6	98,2	101,3	102,7	98,8	1,2	0,9
Autres biens non durables non alimentaires	312	103,0	100,8	102,3	101,2	101,6	4,6	1,7
Biens non durables non alimentaires	31	101,6	99,6	101,8	102,0	100,2	2,7	1,3
Alimentation, y compris animale	32	101,7	100,5	101,3	100,0	100,8	1,4	0,7
Biens non durables	**3**	**101,7**	**100,1**	**101,6**	**101,0**	**100,5**	**2,0**	**1,0**
Logements, y compris entretien	41	104,4	103,0	103,1	103,1	102,9	3,8	3,0
Services de santé, y compris vétérinaires	42	103,9	101,1	100,0	101,5	100,6	5,7	2,2
Transports en commun, postes et télécommunications	43	106,5	101,0	100,1	104,8	104,0	4,0	2,1
Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	44	100,7	100,6	99,7	100,5	101,9	1,8	0,4
Action sociale, y compris services domestiques	451	99,3	103,6	102,8	103,1	103,3	2,0	3,8
Autres services divers	452	101,5	101,0	102,2	101,7	98,4	1,5	0,7
Autres services	45	100,9	101,7	102,4	102,0	99,6	1,6	1,5
Services	**4**	**103,0**	**101,8**	**101,7**	**102,3**	**101,7**	**3,2**	**2,0**
Consommation nationale (y compris non marchande)		**101,4**	**101,4**	**101,5**	**101,8**	**100,7**	**2,4**	**1,1**

TABLEAU D.01-3

Principales quantités consommées en France par les résidents et non-résidents

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Nature des produits, biens et services	Unités	1980	*r* 1994	*r* 1995	*p* 1996
A. CONSOMMATION ALIMENTAIRE (par habitant)					
Population intérieure moyenne	10^6	**53,90**	**57,90**	**58,10**	**58,40**
Semoule de blé dur	kg	0,84	1,11	1,26	1,24
Farine de froment	"	5,20	4,43	4,32	4,27
Riz	"	3,39	3,60	3,72	3,77
Biscottes	"	2,12	1,67	1,68	1,74
Biscuits et pains d'épices	"	5,91	9,24	9,66	10,04
Farines diététiques de l'enfance	"	0,18	0,13	0,13	0,14
Entremets et desserts instantanés	"	0,56	*c*	*c*	*c*
Pâtes alimentaires	"	6,20	6,94	7,16	7,12
Pain, préemballé non compris	"	70,64	60,25	59,59	60,00
Pommes de terre (1)	"	89,01	63,74	64,10	64,51
Légumes frais (1)	"	88,41	90,92	89,68	86,30
Légumes surgelés	"	1,89	6,43	6,44	6,48
Légumes secs (1)	"	1,89	1,59	1,57	1,58
Conserves de légumes	"	17,63	22,68	22,72	22,85
Avocats	"	0,42	1,17	1,33	1,55
Bananes	"	7,07	6,17	7,98	6,59
Agrumes	"	16,03	14,12	13,51	12,59
Autres fruits frais (1)	"	43,37	45,92	46,24	45,77
Fruits surgelés	"	0,12	0,04	0,04	0,04
Fruits secs (1)	"	1,18	1,39	1,40	1,39
Fruits au sirop	"	2,70	2,63	2,07	2,11
Confitures et gelées	"	1,86	2,60	2,58	2,52
Compote de fruits	"	0,94	1,90	1,88	1,89
Porc frais (1)	"	9,25	10,08	9,96	10,04
Jambon (1)	"	5,09	5,38	5,39	5,44
Autres charcuteries et conserves de viande (1)	"	11,59	14,72	14,76	14,73
Triperie (1)	"	5,15	3,83	3,95	3,83
Bœuf (1)	"	19,25	16,46	16,67	15,33
Veau (1)	"	5,43	4,07	4,07	3,94
Mouton, agneau (1)	"	2,91	3,58	3,55	3,49
Cheval (1)	"	1,09	0,38	0,37	0,44
Volailles (1)	"	19,29	22,27	22,60	23,52
Produits carnés surgelés	"	1,43	*c*	*c*	*c*
Lapin, gibier (1)	"	5,49	4,01	3,95	4,12
Œufs (1)	"	14,25	15,17	15,42	14,96
Poissons, crustacés, coquillages (poids après la pêche, vendu aux ménages)	"	12,85	15,83	16,44	16,11
Poissons et crustacés surgelés	"	2,48	4,15	4,16	4,26
Conserves de poisson (rupture de série en 1988)	"	2,75	5,14	4,82	4,96
Laits liquides (1)	litre	74,03	64,80	68,35	66,21
Crème fraîche (1)	kg	1,65	3,70	4,06	4,92
Yaourts	"	8,71	17,72	18,19	18,53
Desserts lactés frais	"	3,04	7,16	7,24	7,63
Fromages frais	"	4,19	6,84	6,93	7,03
Fromages (1)	"	15,25	17,72	18,42	17,87
Beurre (1)	"	9,42	8,07	7,97	7,85
Huile (1)	"	10,84	11,74	12,85	13,55
Margarine	"	2,31	1,79	2,08	2,08
Sucre	"	14,98	8,94	8,88	8,60
Chocolat (poudre et tablettes)	"	2,92	3,97	3,88	3,97
Confiserie de sucre	"	2,79	3,11	3,39	3,37
Confiserie de chocolat	"	1,50	1,61	1,68	1,60
Miel (1)	"	0,36	0,42	0,43	0,45
Crèmes glacées	litre	3,51	6,76	6,83	6,14
Plats cuisinés surgelés	kg	0,40	2,09	2,11	2,18
Vins courants (1)	litre	77,07	40,19	39,98	38,90
Vins AOC et VDQS (depuis 1983) (1)	"	14,92	25,35	25,33	25,82
Vins doux naturels et autres vins de liqueur	"	1,87	1,52	1,36	1,32
Champagne	"	1,69	2,04	2,04	2,06
Apéritifs (à base de vin et spiritueux)	"	4,03	*c*	*c*	*c*
Eaux de vie et liqueurs (1)	"	3,12	*c*	*c*	*c*
Bière	"	44,22	37,76	37,47	37,80

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.01-3 (suite et fin)

Principales quantités consommées en France par les résidents et non-résidents (1)

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Nature des produits, biens et services	Unités	1980	1994	*r* 1995	*p* 1996
Cidre (1)	litre	7,51	6,62	6,79	6,31
Eaux minérales et de source	"	54,68	103,06	119,61	118,54
Boissons gazeuses	"	23,70	35,67 *r*	37,48	37,74
Jus de fruits, y compris nectars	"	2,60	9,59	10,77	10,95
Café (torréfié : en grains, moulu, soluble) (2)	kg	4,71	4,57	4,32	4,59
Thé et maté (2)	"	0,16	0,22	0,20	0,26
Infusions (1)	g	59,80	67,70 *r*	66,73	68,87
B. CONSOMMATION DE BIENS NON ALIMENTAIRES (ENSEMBLE DE LA POPULATION)					
Biens durables :					
Réfrigérateurs (n. c. congélateurs)	10^3	1 500	1 831	1 902	1 824
Machines à laver	"	1 530	1 997	1 957	1 922
Lave-vaisselle	"	475	740	758	762
Récepteurs de télévision	"	2 440	3 690	3 666	3 546
dont : télévision couleur	"	1 720	3 618	3 546	3 496
Automobiles (3)	"	1 873	1 973 *r*	1 931	2 132
Chauffage et éclairage :					
Electricité	10^9 kWh	61,60	108,25	109,08	120,46
Gaz de ville	10^9 kWh	97,10	138,56	146,53	164,02
Butane, propane	10^6 kWh	25,80	21,16	21,48	22,79
Charbon (y. c. houille, coke et agglomérés)	10^6 tonnes	5,00	1,61	1,41	1,49
Fioul domestique (4)	10^3 m^3	33,70	19,00	19,53	20,45
Transports :					
Carburants (5)	10^3 m^3	18 806	18 943	18 048	17 228
Chemins de fer (6) :					
Grandes lignes	10^9 voyag.-km	46,88	49,45	47,08	50,90
Banlieue de Paris	"	7,61	9,48 ■	8,48	8,87
Régie autonome des transports parisiens :					
Réseau ferré :					
Métropolitain et funiculaire de Montmartre	10^6 voyageurs	1 095	1 170	1 029	1 092
Réseau express régional	"	205	364	323	351
Réseau autobus	"	754	824	781	847
Tramway	"	///	17	23	26
Autres biens et services :					
Savon de ménage et savon mou	10^3 tonnes	37,00	17,7	13,9	12,6
Savons de toilette, etc.	"	32,90	24,1	24,0	22,5
Poudres à laver le linge ménagères	"	418,70	508,2	538,6	512,5
Cinéma	10^6 spectateurs	175,40	124,4	130,2	136,7
Cigarettes	10^6	85 650	90 113	88 336	86 163
Cigares et cigarillos	"	1 927	1 408	1 460	1 530
Scaferlatis	tonne	7 037	6 196	6 444	6 998

(1) Produits faisant l'objet d'une autoconsommation.
(2) Les quantités indiquées sont obtenues à partir de statistiques douanières : elles ne tiennent pas compte d'éventuels stockages ou déstockages.
(3) Automobiles : total des immatriculations de voitures particulières et commerciales, non compris les immatriculations de voitures en transit temporaire (TT) et les importations temporaires (IT).
(4) En acquitté total des factures des distributeurs.
(5) Consommation d'essence auto et de supercarburant par les voitures particulières et commerciales, y compris les entreprises et les administrations. Source : Comité Professionnel du Pétrole.
(6) Y compris les déplacements professionnels.

TABLEAU D.01-4

Équipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage

Source : INSEE (Enquêtes Permanentes Conditions de vie - mai 1995, 1996, 1997, 1998)

%

Nature de l'équipement	Date (1)	Agriculteurs exploitants	Artisans commerçants, chefs d'entreprise	Cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres inactifs	Ensemble des ménages
Combiné réfrigérateur-congélateur	1996 à 1998	29	58	64	61	59	55	49	36	55
Congélateur	1996 à 1998	85	54	40	43	41	53	48	14	47
Lave-vaisselle	1996 à 1998	52	59	59	45	28	26	30	7	35
Micro-ondes	1996-1998	43	66	67	63	56	52	35	36	51
Sèche-linge ou lave linge séchant	1996 à 1998	33	43	41	33	25	26	12	4	24
Télévision couleur	1995 à 1997	91	93	88	91	91	93	96	73	92
Magnétoscope	1996	56	74	72	73	65	70	39	23	59
Chaîne hi-fi	1996-1998	50	72	86	79	69	67	32	51	60
Camescope	1995-1997	11	27	27	20	13	15	8	4	15
Répondeur téléphonique	1995-1997	18	39	54	41	34	22	10	23	27
Minitel	1995-1996	35	35	43	29	15	10	13	7	20
Téléphone portable	1997	15	28	29	18	14	10	11	7	15
Micro-ordinateur	1996 à 1998	14	25	45	29	16	11	5	19	17
dont portable	1996 à 1998	1	2	8	3	1	1	–	2	2
non-portable	1996 à 1998	14	23	41	28	15	10	4	17	16
1ère voiture	1996 à 1998	91	91	89	89	74	82	68	41	78
2ème voiture	1996 à 1998	55	43	43	40	22	32	15	4	28
Nombre de ménages (en millions)	**1998**	**0,4**	**1,1**	**2,3**	**3,3**	**3,3**	**5,3**	**7,3**	**0,8**	**23,8**
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**1998**	**108**	**283**	**513**	**764**	**722**	**1 225**	**1 668**	**146**	**5 429**

(1) Le cas échéant, moyenne sur deux ou trois années.

TABLEAU D.01-5A

Équipement des ménages en biens durables selon l'âge de la personne de référence du ménage

Source : INSEE (Enquêtes Permanentes Conditions de vie - mai 1996, 1997, 1998)

%

Nature de l'équipement	Date (1)	Moins de 30 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans et plus	Ensemble des ménages
Combiné réfrigérateur-congélateur	1996 à 1998	53	64	54	52	50	51	47	55
Congélateur	1996 à 1998	20	44	57	58	55	46	29	47
Lave-vaisselle	1996 à 1998	10	36	49	48	36	27	15	35
Micro-ondes	1996-1998	50	62	62	58	45	30	16	51
Sèche-linge ou lave linge sèchant	1996 à 1998	15	35	37	28	16	9	5	24
Télévision couleur	1996-1997	80	91	93	93	95	96	95	92
Magnétoscope	1996	55	76	76	69	51	34	13	59
Chaîne hi-fi	1996-1998	73	80	78	65	43	26	12	60
Camescope	1997	8	23	19	18	12	6	1	15
Répondeur téléphonique	1997	51	48	38	33	18	9	1	32
Minitel	1996	9	21	27	23	17	9	4	18
Téléphone portable	1997	16	17	16	18	13	10	5	15
Micro-ordinateur	1996 à 1998	20	23	27	19	8	2	1	17
dont portable	1996 à 1998	2	3	2	2	1	–	–	2
non-portable	1996 à 1998	18	21	26	18	7	2	1	16
1ère voiture	1996 à 1998	71	87	88	87	79	61	34	78
2ème voiture	1996 à 1998	17	34	42	41	23	9	3	28
Nombre de ménages (en millions)	**1998**	**2,6**	**4,7**	**4,7**	**3,9**	**3,4**	**3,3**	**1,4**	**24,0**
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**1998**	**530**	**1 062**	**1 142**	**916**	**777**	**736**	**287**	**5 450**

(1) Le cas échéant, moyenne sur deux ou trois années.

TABLEAU D.01-5B

Équipement des ménages en biens durables selon leur taille

Source : INSEE (Enquêtes Permanentes Conditions de vie - mai 1995, 1996, 1997, 1998) %

Nature de l'équipement	Date (1)	nombre de personnes du ménage 1	2	3	4	5	6 et plus	Ensemble des ménages
Combiné réfrigérateur-congélateur	1996 à 1998	46	56	61	62	56	66	55
Congélateur	1996 à 1998	24	51	55	63	71	68	47
Lave-vaisselle	1996 à 1998	14	36	45	57	56	38	35
Micro-ondes	1996-1998	31	49	64	71	68	57	51
Sèche-linge ou lave linge sèchant	1996 à 1998	8	19	35	46	50	43	24
Télévision couleur	1995 à 1997	84	94	95	97	97	96	92
Magnétoscope	1996	30	58	78	86	84	78	59
Chaîne hi-fi	1996-1998	40	55	76	83	81	74	60
Camescope	1995-1997	4	13	21	28	27	20	15
Répondeur téléphonique	1995-1997	24	25	32	31	26	22	27
Minitel	1995-1996	11	18	24	29	29	23	20
Téléphone portable	1997	9	15	19	19	17	15	15
Micro-ordinateur	1996 à 1998	8	12	23	30	32	25	17
dont portable	1996 à 1998	1	2	3	2	3	2	2
non-portable	1996 à 1998	7	11	22	29	31	25	16
1ère voiture	1996 à 1998	51	85	92	95	93	88	78
2ème voiture	1996 à 1998	1	27	47	54	50	42	28
Nombre de ménages (en millions)	**1998**	**7,2**	**7,7**	**3,8**	**3,4**	**1,3**	**0,5**	**24,0**
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**1998**	**1 467**	**1 761**	**917**	**832**	**336**	**137**	**5 450**

(1) Le cas échéant, moyenne sur deux ou trois années.

TABLEAU D.01-6

Poids des repas et consommation extérieurs dans le budget alimentaire des ménages selon le type d'habitat de résidence

Année 1995

Source : INSEE (Enquête Budget de Famille)

Unité : francs

Catégorie de commune	Dépense alimentaire annuelle moyenne par ménage	Dépense en repas pris à l'extérieur par an	Part en % des repas pris à l'extérieur dans le budget
Communes rurales	34 714	4 855	14
UU de moins de 20 000 habitants (1)	34 522	4 930	14
UU de 20 000 à 100 000 habitants	32 660	5 105	16
UU de 100 000 habitants et plus sauf UU Paris	33 557	6 089	18
Agglomération parisienne hors Paris	40 692	10 106	25
Ville de Paris	36 723	12 467	34
Ensemble	**34 931**	**6 273**	**18**

(1) UU : Unité urbaine.

TABLEAU D.01-7

Taux d'équipement des ménages européens en biens durables

Année 1994

Source : Eurostat : (panel européen sur l'équipement des ménages)

%

	Automobile	Lave-vaisselle	Magnéto-scope	TV couleur	Four à micro-ondes	Téléphone	Résidence secondaire
Belgique	78	32	63	96	43	93	6
Danemark	58	28	56	95	28	95	10
Allemagne	74	35	54	96	43	90	5
Grèce	56	17	40	87	5	86	14
Espagne	69	16	61	98	27	84	13
France	**78**	**34**	**54**	**92**	**41**	**96**	**11**
Irlande	65	18	64	95	46	77	5
Italie	78	25	51	95	11	91	13
Luxembourg	83	51	62	97	29	98	13
Pays-Bas	56	16	64	97	43	98	3
Portugal	55	17	45	84	11	74	9
Royaume-Uni	70	19	76	96	66	91	6

TABLEAU D.01-8

Le budget des ménages en 1995

Source : INSEE (Enquête budget de famille) %

	Alimentation à domicile	Repas à l'extérieur	Habillement	Habitation	Hygiène santé	Transports et Télécom	Culture et loisirs	Divers	**Total (1)**
Âge de la personne de référence :									
Moins de 25 ans	11,4	5,4	6,2	31,4	4,5	15,5	10,2	15,3	**100,0**
25 à 34 ans	12,7	4,3	5,2	31,1	5,4	14,3	6,9	20,2	**100,0**
35 à 44 ans	14,4	3,6	5,3	30,3	5,6	12,6	7,7	20,4	**100,0**
45 à 54 ans	13,9	3,5	5,1	26,2	5,9	13,1	7,1	25,1	**100,0**
55 à 64 ans	16,4	2,2	4,5	25,8	6,0	13,3	5,5	26,3	**100,0**
65 à 74 ans	18,1	1,9	3,7	25,2	8,3	12,2	4,8	25,8	**100,0**
75 et plus	18,9	2,5	3,5	25,6	10,3	7,5	3,8	27,8	**100,0**
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :									
Exploitants agricoles	20,4	2,1	5,2	22,5	5,5	15,2	7,7	21,5	**100,0**
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	13,4	3,4	5,0	27,0	4,9	11,3	6,6	28,4	**100,0**
Cadres et professions libérales	10,4	3,9	5,2	27,7	5,0	11,8	6,5	29,6	**100,0**
Professions intermédiaires	13,2	4,0	5,3	28,8	6,0	13,7	7,3	21,6	**100,0**
Employés	14,4	3,9	5,5	30,1	5,7	13,8	7,5	19,0	**100,0**
Ouvriers	17,1	3,2	4,9	30,1	6,0	14,6	7,6	16,6	**100,0**
Retraités	18,2	2,1	3,9	25,2	8,2	11,7	4,9	25,7	**100,0**
Autres inactifs	16,2	3,4	5,1	30,3	7,2	11,4	7,5	18,7	**100,0**
Type de ménage :									
Personne seule :									
de moins de 65 ans	11,0	4,8	4,8	30,6	4,3	12,4	6,6	25,4	**100,0**
65 ans et plus	16,7	2,3	3,3	30,0	9,2	7,0	4,1	27,4	**100,0**
Couples sans enfants, personne de référence agée de :									
moins de 35 ans	11,2	5,0	5,7	28,6	4,7	15,7	7,8	21,4	**100,0**
35 à 65 ans	15,0	2,4	4,4	26,1	6,1	13,3	5,2	27,6	**100,0**
65 ans et plus	18,9	2,0	3,6	23,2	9,1	11,9	4,4	26,9	**100,0**
Familles monoparentales	15,1	3,3	5,3	30,3	6,8	12,1	8,1	19,0	**100,0**
Couples avec :									
1 enfant	14,2	3,2	4,9	27,5	5,9	14,3	6,8	23,3	**100,0**
2 enfants	14,8	3,5	5,5	28,8	6,1	13,2	7,4	20,8	**100,0**
3 enfants ou plus	16,1	3,5	5,8	28,9	5,5	12,8	8,5	18,9	**100,0**
Autres ménages de :									
2 personnes	15,8	3,9	5,0	28,2	5,6	11,2	6,6	23,8	**100,0**
3 personnes	18,2	2,1	3,5	27,5	8,4	11,1	6,0	23,1	**100,0**
plus de 3 personnes	18,1	3,5	5,7	24,0	7,0	13,6	7,9	20,1	**100,0**
Type d'habitat de résidence :									
Communes rurales	17,2	2,8	4,5	27,0	6,3	14,6	6,7	20,9	**100,0**
Unités urbaines de moins de 20 000 habitants	15,9	2,6	4,8	28,5	6,1	13,8	6,6	21,7	**100,0**
Unités urbaines de 20 000 à 99 999 habitants	15,4	2,9	5,2	27,6	6,3	13,1	6,3	23,2	**100,0**
Unités urbaines de 100 000 habitants et plus.	14,8	3,3	5,0	28,0	6,5	12,7	6,8	23,0	**100,0**
Complexe agglomération de Paris	12,0	4,4	4,9	28,3	6,2	10,2	6,4	27,7	**100,0**
Revenu moyen par unité de consommation :									
0 à moins de 42 000F/an	20,5	3,0	5,5	29,9	6,1	12,5	7,8	14,7	**100,0**
de 42 000 F à moins de 55 000 F/an	19,9	2,6	4,7	29,5	6,6	13,6	7,2	15,9	**100,0**
de 55 000 F à moins de 67 000 F/an	18,4	2,8	4,8	29,6	6,9	13,7	7,3	16,5	**100,0**
de 67 000 F à moins de 82 000 F/an	17,2	3,0	4,7	29,3	6,6	13,3	6,7	19,2	**100,0**
de 82 000 F à moins de 100 000 F/an	14,9	3,5	4,8	28,5	7,3	13,1	6,6	21,3	**100,0**
de 100 000 F à moins de 130 000 F/an	13,4	3,4	4,8	26,9	6,6	14,0	6,6	24,3	**100,0**
Plus de 130 000 F par an	10,1	3,7	4,8	25,7	5,2	11,1	5,6	33,8	**100,0**
Diplôme le plus élevé de la personne de référence :									
Aucun diplôme	20,2	2,5	4,7	29,2	7,0	12,3	6,2	18,0	**100,0**
De niveau CEP	19,1	2,6	4,4	25,7	8,4	12,3	5,9	21,7	**100,0**
De niveau CAP, BEP	16,3	3,0	4,7	28,1	6,2	14,6	7,2	19,9	**100,0**
De niveau BEPC	14,3	3,8	5,2	28,9	5,8	13,3	6,8	21,9	**100,0**
De niveau Bac technique	13,9	3,5	5,0	28,0	6,2	13,9	7,1	22,4	**100,0**
De niveau Bac général	12,7	3,7	4,9	27,5	6,6	12,1	6,1	26,4	**100,0**
De niveau Bac + 2	11,6	3,9	5,2	29,9	6,1	12,2	6,5	24,6	**100,0**
De niveau supérieur à Bac + 2	10,1	3,5	4,9	26,9	4,7	11,4	6,3	32,1	**100,0**
De niveau non déclaré	9,7	6,2	7,4	30,7	4,1	13,7	12,4	15,8	**100,0**
Ensemble	**14,9**	**3,3**	**4,9**	**27,9**	**6,3**	**12,8**	**6,6**	**23,4**	**100,0**

(1) En dépense annuelle moyenne par ménage.

Chapitre D.02

Logement

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Résidences principales selon le statut d'occupation.

1. Catégorie de logement par catégorie de commune.
2. Résidences principales selon le statut d'occupation et l'âge de la personne de référence.
3. Résidences principales selon le confort et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence.
4. Résidences principales, nombre moyen de pièces selon l'année d'achèvement et le type de l'immeuble.
5. Résidences principales selon l'indice de peuplement et la taille du ménage.
6. Résidences principales, nombre moyen de personnes par logement et par pièce selon l'âge de la personne de référence.
7. Charges financières et taux d'effort selon le secteur de logement.
8. Taux d'effort des ménages selon le secteur de logement et la catégorie socioprofessionnelle.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Logement » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Fin 1996, le nombre de résidences principales est de 23,3 millions, soit une augmentation de 290 000 unités par an depuis fin 1992. Cette forte évolution ne s'explique pas seulement par la croissance démographique mais aussi par des modifications de la composition des ménages : autonomie des étudiants grâce à l'allocation logement, multiplication des séparations de conjoints, vie en couple plus tardive, possibilités pour les ménages âgés de rester plus longtemps autonomes. Les ménages âgés dont la personne de référence a plus de 65 ans représentent le quart des ménages (26 %) soit une augmentation d'un tiers en douze ans; le nombre de ménages ordinaires dont la personne de référence a plus de 84 ans a augmenté de 17 % en quatre ans.

Le taux de ménages propriétaires de leur résidence principale est de 54,3 % en 1996, soit une quasi-stabilité depuis 1988, alors qu'il montait de 50,7 % à 53,6 % entre 1984 et 1988. Cependant, du fait de l'augmentation du nombre des ménages, le nombre de ménages propriétaires croît de façon non négligeable : 730 000 de plus en quatre ans, contre 526 000 sur les quatre années précédentes, mais 1 064 000 entre 1984 et 1988. Les trois cinquièmes des ménages sont propriétaires sans emprunt en cours, contre la moitié en 1984. À 65 ans, les trois quarts des ménages sont propriétaires.

Fin 1996, 56 % des résidences principales sont des maisons individuelles. L'habitat individuel n'a pratiquement pas progressé depuis 1992. Le logement « moyen » compte quatre pièces, sur une surface proche de 88 m^2 (2 m^2 de plus qu'en novembre 1992). Mais, si les maisons individuelles continuent de s'agrandir (102 m^2 en 1992, 105 m^2 en 1996), la surface moyenne des appartements ne dépasse pas les 66 m^2. Dans l'habitat individuel, la surface disponible par personne augmente de 5 % en quatre ans, atteignant aujourd'hui 39 m^2. Dans le parc collectif, chaque personne dispose en moyenne de 30 m^2 comme en 1992.

Le confort des résidences principales continue de s'améliorer. Actuellement moins de 4 % des logements, pour la plupart construits avant 1949, ne disposent pas du minimum de confort, c'est-à-dire de W-C intérieurs et d'au moins une douche ou une baignoire. Cette proportion, qui était de 15 % en 1984 et de 10 % en 1988, ne cesse de se restreindre sous l'effet de la construction neuve d'une part, de la destruction des logements les plus vétustes ou de leur rénovation d'autre part.

Parallèlement à la généralisation du confort sanitaire, le « tout confort », défini de façon normative par l'existence de W-C intérieurs, d'au moins une salle de bains et du chauffage central, est de plus en plus répandu : fin 1996, plus de huit logements sur dix possèdent tous ces équipements, contre sept logements sur dix en 1992. Alors qu'il augmentait depuis les années soixante-dix, le nombre de résidences secondaires et de logements occasionnels baisse. La part des logements vacants est de 7,9 % à la fin de 1996, ce qui est assez stable. Le tiers de ces logements se situe en zone rurale (contre un quart des résidences principales).

La part de revenu que consacrent les ménages à se loger, en hausse depuis le début des années 80, a continué d'augmenter entre 1992 et 1996, beaucoup plus pour les locataires que pour les accédants. Ainsi, le taux d'effort net des locataires passe de 17,1 % en 1992 à 19,6 % en 1996, celui des accédants de 18 % à 18,8 %. Sur cette période, la proportion des ménages n'ayant pas de dépenses de logement a légèrement augmenté; ce sont en majorité des propriétaires ne remboursant pas ou plus de prêts liés à l'acquisition de leur résidence principale.

2. MÉTHODOLOGIE

Les enquêtes « Logement »

L'INSEE a réalisé des enquêtes sur le logement en 1955, 1961, 1963, 1967, 1970, 1973, 1978, 1984, 1988, 1992. Une onzième enquête a été effectuée en 1996-1997. Toutes ces enquêtes, de caractéristiques analogues, ont été faites auprès d'un échantillon représentatif de l'ensemble des logements existant en France à la date de l'enquête. Cet échantillon (40 000 logements en 1996) a été constitué à partir de deux bases de sondage :

— le précédent recensement de la population pour les logements achevés à la date de ce recensement;

— le fichier des logements neufs géré par le ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement pour les logements achevés entre le recensement et la date de l'enquête.

Ces enquêtes comportent des questions :

— sur les caractéristiques physiques du parc (taille, confort, environnement) et sur les caractéristiques démographiques du ménage occupant (catégorie socioprofessionnelle, statut d'occupation, nombre de personnes);

— sur la mobilité des ménages au cours des quatre dernières années et sur leurs souhaits éventuels de déménagement;

— sur les dépenses de logement (loyers, charges, prix d'acquisition, modalités de financement utilisées par les accédants à la propriété, travaux de gros entretien et d'amélioration) et sur le patrimoine-logement des ménages.

Les enquêtes par sondage adoptent les mêmes concepts que les recensements; elles visent à fournir des informations plus complexes et plus nombreuses, mais souvent au seul niveau national. Dans les recensements, les effectifs sont mieux mesurés et les données sont disponibles à des échelons géographiques fins et variés.

Pour la première fois, la précision des résultats a pu être évaluée. C'est sur les résidences principales que la précision est la meilleure : elles sont connues à 100 000 près. Le taux de sondage des autres logements est moins élevé. Le nombre des résidences secondaires est ainsi connu à 90 000 près, celui des logements vacants à 80 000 près. Les logements occasionnels sont estimés à 30 000 près. Le taux de propriétaires est quant à lui, connu à 0,3 % près, c'est-à-dire qu'il a 95 % de chances d'être compris en 54,0 et 54,6.

3. DÉFINITIONS

Catégorie de logement

Les enquêtes « Logement » étudient de façon détaillée la résidence principale des ménages. Elles répertorient néanmoins les autres catégories de logement sans toutefois collecter d'information fine à leur sujet. Quatre catégories de logement sont ainsi repérées :

— les résidences principales (logements ou pièces indépendantes où le ménage vit habituellement);

— les logements ou pièces indépendantes utilisés occasionnellement pour des raisons professionnelles (par exemple, un pied-à-terre professionnel d'une personne qui ne rentre que le week-end auprès de sa famille);

— les résidences secondaires (logements utilisés pour les week-ends, les loisirs ou les vacances et qui ne sont pas des logements occasionnels);

— les logements vacants, sans occupant à la date d'enquête, qu'ils soient disponibles ou non pour la vente ou la location.

Nombre de pièces

On comptabilise le nombre de pièces principales à usage d'habitation.

Sont exclus :

— les pièces à usage exclusivement professionnel (réservées complètement et en permanence à l'activité professionnelle d'un membre du ménage);

— les entrées, couloirs, salles de bains, penderies, alcôves, W.C., offices, vérandas,...

Sont incluses :

— les pièces principales « classiques » (salon, salle à manger, chambre,...);

— les pièces annexes utilisées par le titulaire du logement;

— la cuisine lorsqu'elle mesure plus de 12 m^2.

Indice de peuplement

L'indice de peuplement dit « norme INSEE » est basé sur la comparaison du nombre effectif de pièces composant le logement et d'un nombre normatif de pièces dites « nécessaires » au ménage. Cette norme de « pièces nécessaires » au ménage est calculée en fonction de sa taille, mais aussi de l'âge et de la situation familiale de ses membres.

Schématiquement, on compte :

— une pièce de séjour pour le ménage,

— une pièce pour chaque personne de référence d'une famille,

— une pièce pour les personnes hors famille non célibataires ou les célibataires de 19 ans et plus,

— et, pour les célibataires de moins de 19 ans, une pièce pour deux enfants s'ils sont de même sexe ou s'ils ont moins de 7 ans,

— sinon une pièce par enfant.

Si le nombre de pièces nécessaires au ménage ainsi déterminé est :

— inférieur d'une unité, deux ou plus au nombre de pièces du logement occupé, on parle respectivement de sous-peuplement modéré, prononcé ou très accentué;

— égal au nombre de pièces du logement occupé, il s'agit d'un peuplement normal;

— supérieur d'une unité ou plus au nombre de pièces du logement occupé, on parle respectivement de surpeuplement modéré ou accentué.

Selon cette norme, une personne seule doit pouvoir disposer de deux pièces. En conséquence, tous les studios sont par construction surpeuplés : le surpeuplement est modéré lorsque le ménage est constitué par une personne seule ou un couple, accentué s'il est composé de plus de deux personnes.

Statut d'occupation

Le statut de propriétaire du logement inclut les différentes formes d'accession à la propriété. Le statut de locataire ou de sous-locataire concerne les locations de logements loués vides ou meublés ainsi que les locations de chambres d'hôtel, quand il s'agit de la résidence principale de l'individu ou du ménage.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

— INSEE.

Publications :

« Projection du nombre de ménages à l'horizon 2020 », *INSEE-Résultats,* n° 315, juillet 1994;

« Habitat et occupation du parc de logement en 1988 et 1992 - Enquêtes sur le logement », *INSEE-Résultats,* nos 392-393, mai 1995;

« Dépenses de logement et comportements résidentiels en 1988 et 1992 - Enquêtes sur le logement », *INSEE-Résultats,* n° 77-78, décembre 1995.

« Le logement locatif de 1992 à 1996 », *INSEE-Résultats,* nos 575-576, octobre 1997.

« Tassement de la propriété et redressement du locatif privé », *INSEE-Première,* n° 313, mai 1994.

« De 1988 à 1992, les conditions de logement s'améliorent encore », *INSEE-Première,* n° 343, septembre 1994;

« La demande potentielle de logements neufs à moyen terme », *INSEE-Première*, n° 518, avril 1997.

« Les ménages et leurs logements », *INSEE-Première*, n° 562, décembre 1997.

« Les conditions de logement fin 1996 », *INSEE-Première*, n° 563, janvier 1998.

« Les loyers et les locataires en 1997 », *INSEE-Première*, n° 576, avril 1998.

« Le logement des ménages pauvres en 1996 », *INSEE-Première*, n° 588, juin 1998.

« Les dépenses de logement de 1984 à1996 », *INSEE-Première*, n° 611, octobre 1998.

« L'occupation des logements depuis 1945 », A. Laferrère, *Données sociales* 1999, INSEE.

« Le logement des ménages pauvres », D. Le Blanc, F. Clanché, *Données sociales* 1999, INSEE.

Articles d'*Économie et Statistique* :

« Le nombre de ménages augmentera de moins en moins vite – une projection à l'horizon 2020 », n° 267, juillet 1993;

Dossier « Les ménages et leurs logements au début des années 1990 », n^{os} 288-289, août-septembre 1995.

Autre publication :

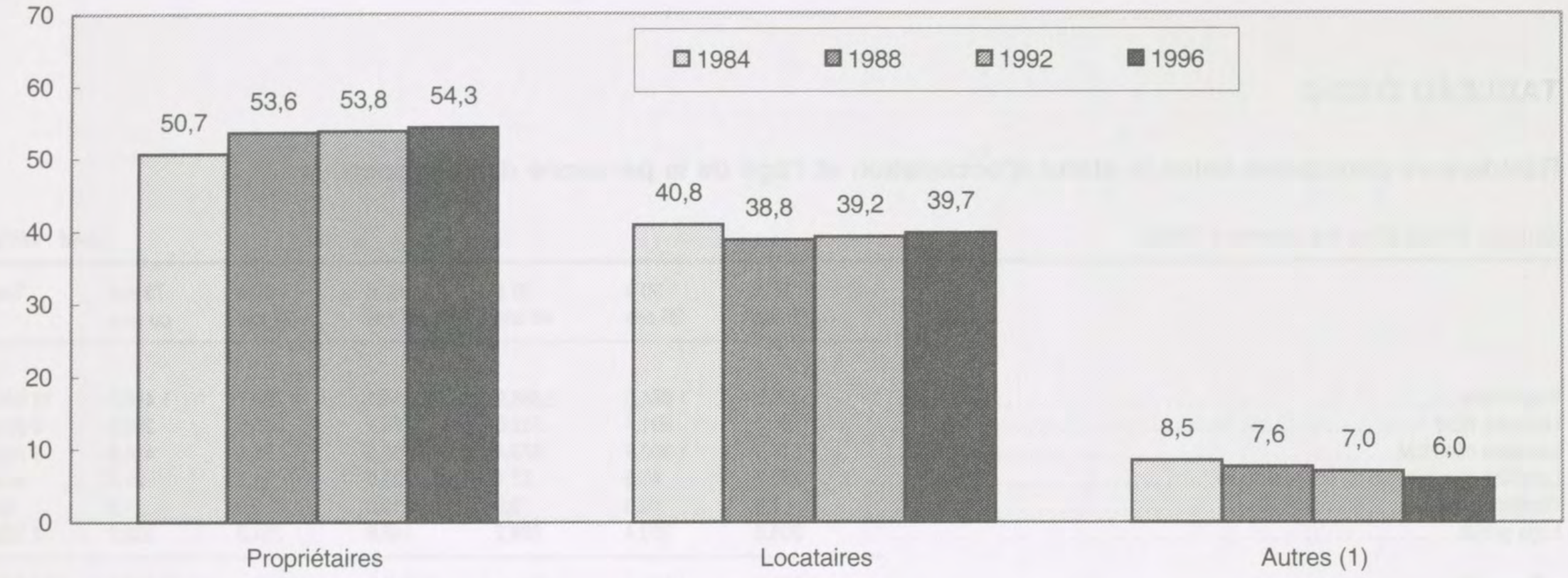
Les ménages et leur logement : analyse des enquêtes logement de l'INSEE. Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction de l'Habitat et de la Construction, Économica, 1997.

* * *

GRAPHIQUE D.02

Résidences principales selon le statut d'occupation

En %



(1) Fermiers, métayers et logés gratuitement

Source : INSEE (Enquêtes logement)

TABLEAU D.02-1

Catégorie de logement par catégorie de commune

Source : INSEE (Enquêtes logement) — *Unité :* Millier

	(1) 1984	(1) 1988	(1) 1992	(1) 1996
Résidences principales :				
Communes rurales	5 081,8	5 447,3	5 339,2	5 615,6
Unités urbaines de moins de 100 000 habitants	5 893,7	6 149,7	6 493,2	6 867,9
Unités urbaines de plus de 100 000 habitants	5 777,3	5 952,7	6 422,2	6 790,1
Agglomération parisienne	3 611,3	3 706,3	3 876,1	4 012,0
Total	**20 364,1**	**21 256,0**	**22 130,7**	**23 285,6**
Logements vacants (2) :				
Communes rurales	683,7	726,3	654,8	724,0
Unités urbaines de moins de 100 000 habitants	555,1	670,2	584,9	636,5
Unités urbaines de plus de 100 000 habitants	429,5	517,3	487,9	555,7
Agglomération parisienne	250,6	241,9	269,3	314,9
Total	**1 918,9**	**2 155,7**	**1 996,9**	**2 231,1**
Résidences secondaires (2) :				
Communes rurales	1 335,7	1 353,0	1 511,3	1 447,5
Unités urbaines de moins de 100 000 habitants	635,0	634,0	882,0	839,2
Unités urbaines de plus de 100 000 habitants	235,7	243,5	320,7	299,4
Agglomération parisienne	87,0	66,3	134,4	118,0
Total	**2 293,4**	**2 296,8**	**2 848,4**	**2 704,1**
Tous logements :				
Communes rurales	7 101,2	7 526,5	7 505,3	7 787,1
Unités urbaines de moins de 100 000 habitants	7 083,8	7 454,0	7 960,2	8 343,5
Unités urbaines de plus de 100 000 habitants	6 442,5	6 713,5	7 230,9	7 645,3
Agglomération parisienne	3 948,9	4 014,6	4 279,8	4 444,9
Total	**24 576,4**	**25 708,5**	**26 976,2**	**28 220,8**

(1) La catégorie de commune retenue pour 1984 et 1988 repose sur le découpage du territoire établi à la suite du recensement de 1982 alors que 1992 et 1996 utilisent le découpage consécutif au recensement de 1990. L'actualisation du zonage géographique réalisée en 1990 explique, pour une part, l'augmentation du nombre de logements en milieu urbain.
(2) L'introduction de la catégorie des logements occasionnels et les progrès du repérage des logements autres que principaux au recensement de 1990 (pourvoyeur de l'échantillon principal de l'enquête logement 1992/93 et 1996/97) perturbent les comparaisons avec les données antérieures.

TABLEAU D.02-2

Résidences principales selon le statut d'occupation et l'âge de la personne de référence

Source : INSEE (Enquête logement 1996)

Unité : Millier

	15 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans ou plus	**Total**
Propriétaire	301,2	1 974,0	2 838,9	2 314,1	3 729,7	1 486,8	**12 644,7**
Locataire HLM	561,7	991,4	752,0	474,1	580,5	296,9	**3 656,6**
Locataire non HLM	1 516,9	1 350,9	873,4	468,9	595,6	414,8	**5 220,5**
Locataire d'un meublé ou sous-locataire	237,2	45,6	27,4	23,5	14,7	21,4	**369,8**
Fermiers métayers	1,9	10,3	9,9	13,6	5,9	1,9	**43,5**
Logé gratuit	208,8	200,4	209,2	148,6	251,3	332,2	**1 350,5**
Ensemble	**2 827,7**	**4 572,6**	**4 710,8**	**3 442,8**	**5 177,7**	**2 554,0**	**23 285,6**

TABLEAU D.02-3

Résidences principales selon le confort et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence

Source : INSEE (Enquête logement 1996)

Unité : millier

	Agri-culteurs	Artisants Commer-çants chefs d'entre-prises	Cadres	Profes-sions intermé-diaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans acti-vité profes-sionnelle	**Total**
Logement sans eau ou eau seule	12,2	5,4	1,9	4,0	24,8	73,8	212,3	53,5	**387,9**
Logement avec eau, WC sans installation sanitaire	4,1	2,9	1,8	3,5	12,5	25,6	209,0	42,2	**301,6**
Logement avec eau, installation sanitaire sans WC	6,5	10,8	5,7	14,2	14,1	57,1	97,3	39,0	**244,7**
Installation sanitaire, sans chauffage central	97,2	146,1	218,0	375,8	365,5	907,0	1 145,9	320,2	**3 575,7**
Installation sanitaire, avec chauffage central	253,7	926,5	1 912,0	2 668,9	2 351,2	3 801,4	5 505,1	1 357,0	**18 775,8**
Total	**373,7**	**1 091,7**	**2 139,4**	**3 066,4**	**2 768,1**	**4 864,9**	**7 169,6**	**1 811,9**	**23 285,7**

TABLEAU D.02-4

Résidences principales, nombre moyen de pièces selon l'année d'achèvement et le type de l'immeuble

Source : INSEE (Enquête logement 1996)

Unité : Millier

Année d'achèvement	Type d'immeuble			Nombre moyen de pièces
	Individuel	Collectif	**Total**	
Avant 1915	3 426,3	1 739,8	**5 166,1**	4,04
De 1915 à 1948	1 986,9	1 143,2	**3 130,1**	3,91
De 1949 à 1967	1 725,3	2 542,6	**4 267,9**	3,83
De 1968 à 1974	1 418,6	1 959,2	**3 377,8**	3,94
De 1975 à 1981	1 870,6	1 198,0	**3 068,6**	4,18
De 1982 à 1989	1 618,0	772,9	**2 390,9**	4,25
1990 et après	1 036,8	847,4	**1 884,2**	3,86
Total	**13 082,5**	**10 203,1**	**23 285,6**	**4,00**

TABLEAU D.02-5

Résidences principales selon l'indice de peuplement et la taille du ménage

Source : INSEE (Enquête logement de 1996) *Unité :* Millier

Indice de peuplement	Nombre de personnes du ménage						Total
	1	2	3	4	5	6 et plus	
Sous-peuplement très accentué	921,9	2 314,3	680,9	514,2	172,8	58,8	**4 662,9**
Sous-peuplement prononcé	1 113,1	1 860,1	781,5	705,4	222,5	56,1	**4 738,7**
Sous-peuplement modéré	1 583,7	1 814,4	1 109,4	1 027,7	401,7	102,1	**6 039,0**
Peuplement normal	1 742,7	1 164,9	909,0	897,7	401,2	140,6	**5 256,1**
Surpeuplement modéré	1 172,1	320,2	231,9	268,9	189,4	147,8	**2 330,3**
Surpeuplement accentué	—	35,5	40,2	44,0	44,1	94,7	**258,5**
Total	**6 533,5**	**7 509,4**	**3 752,9**	**3 457,9**	**1 431,7**	**600,1**	**23 285,5**

TABLEAU D.02-6

Résidences principales, nombre moyen de personnes par logement et par pièce selon l'âge de la personne de référence

Source : INSEE (Enquête logement 1996) *Unité :* Millier

	Effectif	Nombre de personnes par logement	Nombre de personnes par pièce
15 à moins de 30 ans	2 827,7	1,95	0,84
30 à moins de 40 ans	4 572,6	3,18	0,84
40 à moins de 50 ans	4 710,8	3,30	0,77
50 à moins de 60 ans	3 442,8	2,55	0,62
60 à moins de 75 ans	5 177,7	1,85	0,49
75 ans ou plus	2 554,0	1,48	0,47
Total	**23 285,6**	**2,48**	**0,67**

TABLEAU D.02-7

Charges financières et taux d'effort selon le secteur de logement

Source : INSEE (Enquêtes logement de 1992 et 1996)

Secteur	Effectif en milliers	Charge financière brute par logement (F/an)	Charge financière brute au m^2 (F/an)	Taux d'effort brut %	Taux d'effort net %
Année 1996					
Propriétaires non accédants	7 450,6	–	–	–	–
Propriétaires accédants	5 194,2	40 137	370,3	18,8	17,8
Accédants PAP ou PAJ (1)	1 137,5	41 292	381,3	22,5	19,9
Accédants prêts conventionnés	1 158,3	43 697	379,6	20,6	19,5
Autres accédants	2 898,4	38 261	362,0	17,0	16,6
Locataires d'un local loué vide	8 877,2	25 215	367,0	19,6	16,0
HLM conventionnée ou non	3 656,6	20 227	285,3	17,3	12,2
Secteur social non HLM	443,8	22 036	308,6	15,9	13,2
Loi de 1948	337,3	18 337	283,4	15,6	13,1
Autres locataires avant 1949	1 998,8	27 532	409,7	22,0	18,4
Autres locataires après 1948	2 440,7	32 317	483,8	21,9	19,4
Locataires en meublés, sous-locataires	369,7	23 607	632,9	32,0	24,2
Fermiers ou métayers	43,6	–	–	–	–
Logés gratuitement	1 350,4	–	–	–	–
Total	**23 285,6**	**18 941**	**215,0**	**12,1**	**10,6**
Année 1992					
Propriétaires non accédants	6 704,9	–	–	–	–
Propriétaires accédants	5 208,1	37 214	349,0	18,0	17,0
Accédants PAP ou PAJ (1)	1 103,6	40 535	382,7	22,7	19,7
Accédants prêts conventionnés	1 168,4	46 492	414,3	22,2	20,9
Autres accédants	2 936,1	32 274	308,4	15,0	14,7
Locataires d'un local loué vide	8 335,9	21 857	320,1	17,1	14,3
HLM conventionnée ou non	3 375,8	16 692	238,8	14,8	10,7
Secteur social non HLM	399,5	20 183	289,3	12,9	11,3
Loi de 1948	442,3	15 452	253,9	14,5	12,5
Autres locataires avant 1949	1 850,0	24 568	364,9	19,2	16,7
Autres locataires après 1948	2 268,2	28 877	425,6	19,4	17,3
Locataires en meublés, sous-locataires	338,8	21 829	581,2	24,3	20,7
Fermiers ou métayers	55,0	–	–	–	–
Logés gratuitement	1 488,2	–	–	–	–
Total	**22 130,8**	**17 325**	**200,6**	**11,5**	**10,2**

(1) PAJ = prêt d'accession à la propriété à taux ajustable.

TABLEAU D.02-8

Taux d'effort des ménages selon le secteur de logement et la catégorie socioprofessionnelle

Source : INSEE (Enquête logement 1996)

%

	Accédants		Location secteur social		Location secteur privé		Location secteur meublé	
	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net
Agriculteurs exploitants	19,2	17,1	19,2	16,4	14,6	12,7	–	–
Artisans, commerçants	20,6	19,8	18,7	12,8	24,6	22,5	30,2	24,9
Chefs d'entreprise, professions libérales	17,6	17,5	13,0	11,7	16,9	16,6	14,0	14,0
Cadres	16,6	16,5	13,8	12,9	17,5	17,0	18,5	17,4
Professions intermédiaires	18,1	17,6	14,3	12,6	19,5	18,2	22,7	19,0
Employés	20,0	18,8	17,7	12,9	24,4	20,1	30,4	23,5
Ouvriers	21,3	19,1	16,3	10,7	20,8	16,3	24,3	18,3
Retraites	16,5	15,9	18,8	15,0	22,0	19,7	37,2	30,2
Autres personnes sans activité professionnelle	19,6	16,6	26,8	11,1	42,5	28,2	56,8	37,5
Ensemble	**18,8**	**17,8**	**17,1**	**12,4**	**21,6**	**18,7**	**32,0**	**24,2**

Chapitre D.03

Santé

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Part des services de santé dans la consommation finale des ménages dans l'Union européenne.

Graphique. La dépense courante de santé en 1997.

1. Dépense courante et consommation médicale totale.
2. Dépenses courantes de santé.
3. Structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux.
4. Volume d'actes remboursés par le régime général d'assurance maladie.
5. Effectifs des professions de santé.
6. Part de la dépense nationale de santé dans le PIB dans des pays de l'OCDE.
7. Personnels hospitaliers.
8. Quelques professions sociales par secteur d'activité.

9A. Établissements de santé.

9B. Établissements d'hébergement pour personnes âgées et services de soins de longue durée.

10. Accueil des enfants de moins de six ans.
11. Équipement et activité de l'hospitalisation complète.
12. Établissements pour handicapés.
13. Nouveaux cas des affections de longue durée.
14. Nombre de décès selon la cause et le sexe.
15. Répartition des cas de SIDA par groupe de transmission et année de diagnostic.
16. Causes médicales de décès des enfants âgés de moins d'un an.
17. Causes médicales de décès dans les départements d'outre-mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI).

1. PRÉSENTATION

Entre 1996 et 1997, la part de la dépense courante de santé dans le PIB baisse de 0,2 point et se situe à 10 % en 1997 (cf. tableau D.03-1).

En 1997, les Français ont dépensé pour se soigner 729 milliards de F, soit environ 12 431 F par habitant.

Depuis 1970, la progression de la consommation médicale totale ne cesse de ralentir; en 1997, le taux de croissance en valeur est de 1,7 %, taux le plus faible observé sur la période. Cette évolution traduit notamment les effets d'un freinage significatif de la hausse des prix depuis le début des années 1980 ; le ralentissement est net depuis le milieu de l'année 1995 et se poursuit en 1997.

En 1997, la consommation de soins et de biens médicaux a progressé de 1,7 % en valeur contre 2,8 % en 1996. Cette modération est liée à plusieurs facteurs :

— un taux de croissance faible des soins hospitaliers publics (- 1,4 point par rapport à 1996);

— une évolution faible des soins ambulatoires (- 2 points par rapport à 1996);

— en revanche, pour les médicaments, l'évolution est plus forte (+ 1,5 point par rapport à 1996), cette progression s'explique en partie (0,6 point) par la sortie des médicaments antirétroviraux de la réserve hospitalière.

En structure, on observe, par rapport à 1996, une baisse de la part des soins hospitaliers publics et des soins ambulatoires, compensée par une hausse de la part des médicaments.

En 1997, la part des dépenses de soins et de biens médicaux financée par la Sécurité sociale est de 73,8 % (contre 76,5 % en 1980) et celle de l'État et des collectivités locales est de 0,9 % (contre 2,9 % en 1980). En contrepartie, la part des dépenses financée par les ménages et les mutuelles passe respectivement de 15,6 % et 5 % en 1980 à 18,2 % et 7,1 % en 1997.

En 1996, la France est au 2^{e} rang de l'Union européenne (9,8 %), derrière l'Allemagne (10,5 %), pour la part des dépenses de santé dans le PIB. Les États-Unis et le Canada ont des taux qui s'élèvent respectivement à 14,2 % et 9,2 %.

2. MÉTHODOLOGIE

Les comptes de la Santé

Les comptes de la Santé décrivent l'ensemble des activités de santé et leur évolution. Il s'agit tout d'abord des soins médicaux et paramédicaux dispensés sur le territoire. L'effort national en matière de promotion et de développement des politiques sanitaires est également décrit dans ses composantes : prévention, éducation, enseignement et recherche.

Ils fournissent, d'autre part, une analyse du financement de l'ensemble des dépenses engagées dans ces domaines par le système de protection sociale, par les collectivités publiques ou privées, ainsi que par les particuliers eux-mêmes.

La dépense courante de santé

Elle mesure l'effort consacré au cours d'une année au titre de la fonction santé par l'ensemble des agents. En d'autres termes, c'est la somme des dépenses qu'engagent les financeurs de l'ensemble du système. Elle couvre donc un champ plus large que celui de la consommation médicale totale puisqu'elle intègre également les indemnités journalières, la prévention collective, les subventions reçues par le système de santé, le fonctionnement de la recherche, de l'enseignement et de l'administration sanitaire.

Profession de la santé

Médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et pharmaciens sont des professions réglementées, au niveau du diplôme et de l'exercice, par le Code de la santé publique; cette réglementation entraîne l'inscription sur une liste préfectorale et la délivrance d'une carte professionnelle. Pour chacune de ces professions, il existe un ordre professionnel. En outre, elles bénéficient d'un monopole d'exercice. Les auxiliaires médicaux ont également un monopole d'exercice et peuvent exercer sans prescription médicale en application du rôle propre qui leur est dévolu; il s'agit des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, orthophonistes et orthoptistes. Ces professions sont réglementées de la même façon que les professions médicales; du fait de l'absence d'ordre professionnel, c'est le préfet qui délivre la carte professionnelle.

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité recense dans le fichier ADELI tous les médecins actifs, y compris les fonctionnaires ainsi que les praticiens adjoints contractuels ayant une autorisation d'exercice. Les répertoires ADELI sont gérés par les directions départementales des Affaires sanitaires et sociales qui, en vertu des dispositions du Code de la santé, sont tenues d'enregistrer les diplômes de tous les médecins qui commencent à exercer une activité professionnelle et de dresser annuellement la liste des médecins en activité dans leur département. Les directions régionales des Affaires sanitaires et sociales animent et coordonnent l'action des départements et participent au contrôle de la qualité des informations.

Dans les tableaux de ce chapitre, la rubrique « spécialistes » inclut les compétents exclusifs et la rubrique « généralistes », les médecins compétents ou à mode d'exercice particulier. Seules les professions réglementées font l'objet d'une statistique annuelle. Pour les pharmaciens, l'exercice libéral correspond aux pharmaciens titulaires d'officine; pour les autres professions, les libéraux incluent les libéraux exclusifs et partiels.

Le système hospitalier

Le système de santé français fait coexister deux secteurs : un secteur public et un secteur privé. L'hospitalisation est majoritairement publique : deux tiers des lits sont directement gérés par le public. Par contre, pour les soins ambulatoires, l'exercice libéral est prédominant.

La loi du 31 juillet 1991 portant sur la réforme hospitalière amène par la notion de service public hospitalier une nouvelle distinction :

— les établissements publics de santé;

— les établissements de santé privés à but non lucratif admis (sous certaines conditions) à participer à l'exécution du service public hospitalier;

— les établissements de santé privés autres que ceux qui assurent le service public hospitalier.

Les établissements de santé publics et privés, généraux ou spécialisés, de soins aigus, soins de suite ou de réadaptation et de soins de longue durée, assurent principalement des soins avec hébergement complet. Les évolutions récentes des technologies et des pratiques médicales conduisent les établissements d'hospitalisation à s'ouvrir de plus en plus vers de nouvelles prises en charge du malade (hospitalisation de jour, de nuit, à domicile...).

Le fondement de la planification hospitalière repose sur la carte sanitaire et le schéma d'organisation sanitaire (régional ou national pour certaines disciplines) qui ont pour objet de prévoir et de susciter les évolutions nécessaires de l'offre de soins en vue de satisfaire de manière optimale la demande de santé.

Enquête annuelle auprès des établissements de santé

Le SESI exploite depuis 1994 une seule enquête auprès des établissements de santé (dite SAE). Elle couvre l'ensemble des établissements publics y compris les centres hospitaliers spécialisés en psychiatrie (CHS) et les établissements de santé privés, y compris les hôpitaux psychiatriques privés faisant fonction de publics (HPP). Mise en place en 1994, cette enquête fournit des données sur l'équipement et l'activité des établissements de santé (y compris le recensement du personnel).

Hospitalisation complète et hébergement complet

Les lits correspondent aux lits installés au 31 décembre de l'année. Ce nombre peut être différent de celui des lits autorisés.

Les entrées prises en compte sont les entrées totales. Dans une discipline d'équipement, elles représentent la somme des entrées directes et des entrées par mutation dans cette discipline.

La durée moyenne de séjour (DMS) se définit comme le rapport entre le nombre de journées réalisées ou facturées et le nombre d'entrées totales. Pour permettre une comparaison valable de l'activité entre les deux secteurs étudiés, les formules utilisées sont :

— pour le secteur public : journées réalisées / entrées totales;

— pour le secteur privé :

(journées facturées - sorties établissements conventionnés avec la Caisse régionale d'assurance maladie) / entrées;

Enquête sur le SIDA

La surveillance nationale du SIDA provenant de l'injection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) a été mise en place par la direction générale de la Santé en mars 1982. La déclaration des cas est devenue obligatoire en juin 1986 selon la définition de la maladie adoptée par l'Organisation mondiale de la Santé et revue en 1987 et en 1993. Seuls les cas déclarés répondant à cette définition sont retenus pour la surveillance. Les cas déclarés sont répartis par année de diagnostic et par groupe de transmission. Une enquête nationale transversale sur la fréquentation hospitalière des patients infectés par le VIH est réalisée, à l'initiative de la Direction des hôpitaux, par le SESI, en collaboration avec l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris ; elle a lieu deux fois par an, en juin et en décembre.

Causes médicales de décès

Les données sur les causes médicales de décès résultent de l'exploitation des diagnostics portés sur les certificats médicaux de décès établis par les médecins ayant constaté le décès. Ce certificat, envoyé à la mairie, est ensuite joint au bulletin de décès de l'état civil et transmis de façon anonyme au médecin de la Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales, puis à l'INSERM chargé de la codification et de l'analyse de la partie médicale.

Le code utilisé est la CIM 10^{e} révision. Les données retenues ici sont issues de la statistique définitive; elles portent sur la cause principale (initiale) du décès et sont présentées selon les 17 grands groupes de causes qui constituent les chapitres de la CIM.

Les affections de longue durée

L'article L. 322-3-3^{o} du Code de la sécurité sociale prévoit qu'en cas d'affection de longue durée et d'interruption de travail ou de soins continus supérieurs à une durée déterminée, les caisses font procéder à un examen spécial du bénéficiaire conjointement par le médecin traitant et le médecin conseil de la Sécurité sociale.

Sont comptabilisés, dans les statistiques, les nouveaux malades, assurés sociaux et ayants droit du régime général et des régimes qui y sont rattachés pour les soins de santé, vus à cette occasion par diagnostic. Les maladies sont classées selon la CIM 10^{e} révision de l'Organisation mondiale de la Santé.

Depuis 1992, est également décompté l'ensemble des affections de longue durée, un malade pouvant être atteint de plusieurs des affections de la liste.

Cette représentation de la morbidité dans la population a l'intérêt de ne retenir que des pathologies d'une certaine gravité, appréciée par ses conséquences à la fois sur le niveau des soins et sur la capacité des individus à maintenir leur activité. Elle reste cependant soumise aux variations de la réglementation de l'exonération du ticket modérateur, notamment à la liste des maladies longues et coûteuses (décrets du 31 décembre 1986 et arrêté du 30 décembre 1986).

3. DÉFINITIONS

Consommation médicale totale

La consommation médicale totale recouvre les biens et services médicaux suivants :

— les soins hospitaliers, qui correspondent aux soins hospitaliers publics et privés, et en section de cure médicale;

— les soins ambulatoires (médecins, auxiliaires médicaux, dentistes, analyses et cures thermales);

— le transport des malades;

— les médicaments;

— les biens médicaux (prothèse, lunetterie, orthopédie);

— la médecine préventive qui comprend les services de médecine du travail, les services de médecine scolaire, la protection maternelle et infantile, et les autres services sanitaires de prévention individualisée (maladies mentales, toxicomanie, alcoolisme...).

Dépenses courantes de santé

Elles comprennent :

- Les dépenses pour les malades :

— les dépenses de soins et biens médicaux recouvrant :

  - Les soins aux particuliers (soins hospitaliers, soins ambulatoires, transports de malades),
  - Les soins aux collectivités (armées, prisons),
  - Les médicaments,
  - Les prothèses (lunetterie, orthopédie);

— l'aide aux malades qui correspond aux indemnités journalières (maladie, maternité, accidents du travail);

— les subventions au système de soins;

- Les dépenses de prévention qui se composent des dépenses de médecine préventive (médecine du travail, médecine scolaire, protection maternelle et infantile et planning familial, maladies mentales, toxicomanie et les dépenses de prévention collective et de contrôle sanitaire).

- Les dépenses en faveur du système de soins qui, outre les dépenses de recherche médicale, prennent également en compte les dépenses de formation des médecins, des pharmaciens, des infirmiers et des auxiliaires médicaux.

- Les dépenses de gestion de la santé et de son financement qui couvrent les coûts des prestations maladie et les coûts de gestion du système de santé (administration générale).

Établissements pour handicapés

- Enfants et adolescents handicapés.

La création d'une commission départementale d'éducation spéciale (CDES) traduit la volonté du législateur d'attribuer à une même instance la responsabilité de l'ensemble des décisions relatives à l'enfant handicapé. La CDES apprécie pour chaque enfant l'importance du handicap et les mesures appropriées :

— attribution de l'allocation d'éducation spéciale avec ou sans complément;

— attribution de la carte d'invalidité;

— orientation vers un établissement ou service spécialisé.

La prise en charge physique de l'enfance et de la jeunesse handicapées s'organise autour de deux types de structure : les établissements et les services à domicile ou ambulatoires.

Les établissements d'éducation spéciale assurent une éducation et des soins adaptés à chaque catégorie de déficience.

Les services à domicile ou ambulatoires sont des services spécialisés dans le suivi des jeunes handicapés. Ils permettent de maintenir les enfants handicapés dans leur milieu familial, et leur apportent soins et aide pour leur vie quotidienne. Grâce à ces services, l'intégration scolaire et sociale des enfants en milieu ordinaire devient possible. La loi d'orientation en faveur des personnes handicapées a créé l'allocation d'éducation spéciale (AES). L'AES est une prestation familiale. C'est la seule allocation liée au handicap de l'enfant qui subsiste aujourd'hui.

- Adultes handicapés.

Les commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) sont les commissions départementales de décision compétentes pour les adultes handicapés. Les COTOREP sont soumises à une double tutelle administrative : directions départementales du travail et de l'emploi (DDTE) d'une part, directions départementales des affaires sanitaires et sociales (DDASS) d'autre part. L'organisation de la plupart des COTOREP reflète cette double tutelle. Elles sont divisées en deux sections spécialisées.

La première section est compétente pour tout l'aspect travail et emploi. La deuxième section apprécie le taux de handicap, attribue ou non les prestations, décide du placement dans une structure d'accueil.

Les établissements et services pour adultes regroupent trois types d'organismes :

— les structures de travail protégé;

— les structures de réinsertion professionnelle;

— les structures d'hébergement.

Une même personne peut être prise en charge dans deux types de structures : le cas le plus fréquent est celui de l'adulte handicapé hébergé dans un foyer d'hébergement et travaillant dans un centre d'aide par le travail (CAT).

Pour faciliter l'emploi des travailleurs handicapés, les établissements de 20 salariés et plus doivent employer 6 % de personnes handicapées.

Professions de santé

- Mode d'exercice des médecins.

On distingue l'exercice libéral, hospitalier ou salarié et dans chacune de ces catégories, les généralistes, compétents, compétents exclusifs et spécialistes; les effectifs prennent en compte les médecins remplaçants depuis le 1er janvier 1995.

— Médecins libéraux : médecins exerçant en clientèle privée, en cabinet, en hôpital privé ou en laboratoire (à l'exception des hospitaliers plein temps ayant un secteur privé à l'hôpital qui sont classés en salariés).

— Médecins salariés : médecins hospitaliers exerçant en établissement public ou privé. Les non-hospitaliers pratiquent, dans un établissement public ou privé (centre de soins, médecine du travail, médecine scolaire, protection maternelle et infantile, Sécurité sociale...), la médecine de soins, de prévention, de contrôle, enseignent, font de la recherche, ou travaillent dans l'administration. C'est en fonction de l'activité à laquelle ils déclarent consacrer le plus de temps que les médecins sont classés comme libéraux, hospitaliers, ou salariés.

— Médecins spécialistes, compétents exclusifs, compétents : médecins qualifiés par l'Ordre national des médecins dans les différentes disciplines de qualification reconnues par l'Ordre (cf. règlement relatif à la qualification des médecins). Les médecins hospitaliers et salariés possédant un certificat d'études spéciales ou titulaires d'un concours hospitalier sont considérés dans le répertoire ADELI comme des spécialistes.

Les spécialités sont présentées ici selon le regroupement des disciplines de spécialisation mises en place dans le cadre de la réforme des études médicales (internat « nouveau régime »). La filière se divise en six disciplines :

— spécialités médicales;

— spécialités chirurgicales;

— psychiatrie;

— santé publique;

— médecine du travail;

— biologie.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité.

— CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés).

— INSEE.

— INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale).

Publications :

Service des statistiques, des études et des systèmes d'information (SESI) :

● Les Comptes nationaux de la Santé (annuel).

● Annuaire des statistiques sanitaires et sociales (annuel).

● *Solidarité - Santé. – Études statistiques* :

— N° 1, 1994 : « Les Français et leur santé, enquête santé 1991-1992. – La consommation de soins médicaux selon le type de famille. – Deux décennies d'évolution des consommations médicales »;

— N° 3, 1996 : « La croissance du nombre des médecins atteint un palier vers l'an 2000 »;

— N° 4, octobre - décembre 1996 : « Disparité de recours aux soins de ville entre hommes et femmes »;

— N° 2, 1997 : « La prise en charge de l'urgence à l'hôpital »;

— N° 4, 1997 : « Le coût de la santé » (dossier);

— N° 4, 1997 : « Dix ans d'évolution de la dotation globale hospitalière » (dossier);

— N° 4, 1997 : « Handicap et dépendance » (dossier);

● *Documents statistiques :*

— N° 276, janvier 1997 : « Statistique annuelle des établissements de santé - (SAE)- Excercice 1994 - Fiches de synthèses par entité juridique, CHR et principaux établissements publics »;

— N° 278, février 1997 : « Les établissements et services de l'Aide sociale à l'enfance. Activité, clientèle et personnel. Série chronologique : 1985 à 1996 »;

— N° 280, février 1997 : « Les établissements et services en faveur des enfants et adolescents handicapés. Activité, clientèle et personnel - série chronologique - 1985 à 1996 »;

— N° 281, février 1997 : « Les établissements et services en faveur des adultes handicapés. Activité, clientèle et personnel - série chronologique - 1985 à 1996 »;

— N° 282, mars 1997 : « Statistique annuelle des établissements de santé - (SAE) - Excercice 1994 - Fiches de synthèses par entité juridique, centres hospitaliers spécialisés en psychiatrie »;

— N° 283, mars 1997 : « Les médecins en activité au 1er janvier 1997. Résultats synthétiques »;

— N° 284, avril 1997 : « Les services d'aide médicale urgente (SAMU), les Centres 15 et les services d'urgence et de réanimation (SMUR) en 1995 »;

— N° 287, septembre 1997 : « Les commissions départementales d'éducation spéciale (CDES). Enquête annuelle 1995-1996 »;

— N° 290, octobre 1997 : « La formation aux professions de santé en 1996-1997 »;

— N° 291, octobre 1997 : « La formation aux professions sociales en 1996-1997 »;

— N° 293, novembre 1997 : « Les professions de santé »;

— N° 295, décembre 1997 : « Statistique annuelle des établissements de santé - SAE 1995 »;

— N° 296, décembre 1997 : « Enquête sur les médecins salariés »;

— N° 305, mai 1998 : « Les médecins par département au 1er janvier 1998 »;

● *Informations rapides* :

— N° 88, mars 1997 : « Résultats de l'enquête sur l'infection à VIH en milieu pénitentiaire »;

— N° 89, avril 1997 : « Les médecins salariés non hospitaliers : enquête auprès des médecins de prévention et d'administration »;

— N° 95, février 1998 : « L'offre de soins dans les établissements de santé en 1995 »;

— N° 96, mars 1998 : « Médecins, une baisse programmée des effectifs entre 2004 et 2009 »;

— N° 98, mars 1998 : « SIDA : dix ans d'évolution de la prise en charge »;

— N° 99, avril 1998 : « Le recours aux soins hospitaliers pour hépatite C chronique ».

● *Informations rapides - Premiers résultats*

— N° 3, juillet 1997 : « En dix ans, l'accueil en établissement pour adultes handicapés a augmenté de 63 % »;

— N° 4, août 1997 : « L'activité de l'ensemble des hôpitaux publics et privés PSPH - Situation au 31 décembre 1996 - Résultats de l'enquête de conjoncture »;

— N° 5, octobre 1997 : « L'activité de l'ensemble des hôpitaux publics et privés PSPH - Situation au 31 décembre 1997 - Résultats de l'enquête de conjoncture »;

— N° 6, janvier 1998 : « L'activité de l'ensemble des hôpitaux publics et privés PSPH - Situation au 30 septembre 1997 ».

INSEE :

● *INSEE-Première*

— « L'assurance complémentaire maladie : une diffusion encore inégale », n°523, juin 1997;

● *Données sociales,* INSEE, 1999

— « La santé comparée en Europe et en Amérique », G. Badeyan, D. Foulon, J. Gottely, P. Gottely, P. Pauriche;

— « Les différences de mortalité par milieu social restent fortes », A. Mesrine;

— « Les disparités spatiales de mortalité en France : la mortalité des adultes en âge d'activité », S. Rican, G. Salem, G. Badeyan;

— « La périnatalité et la première année de la vie », G. Badeyan;

— « La prise en charge des personnes âgées : maintien à domicile ou hébergement collectif », C. Aliaga, M. Neiss;

— « Les maladies traitées dans les hôpitaux et les cliniques », M. C. Mouquet;

— « Les risques professionnels pour la santé », O. Héran-Le Roy.

● *Économie et statistique (INSEE)*

— « Les médecins de demain », n° 274, 1994-4;

— « Dossier santé », n° 315, mai 1995.

● *INSEE-Résultats*

— « Enquête sur la santé et les soins médicaux 1991-1992 » (consommation, modes de vie), n° 64-65-66, novembre 1994.

Autres publications ou sources :

● *Statistiques en bref,* EUROSTAT;

— « Série population et conditions sociales, « Données sur les systèmes de santé dans l'Union européenne (1980-1993) », n° 4, septembre 1996;

— « La santé en France en 1996 », Haut comité de la santé publique, la Documentation française;

● *Base de données Eco-santé, OCDE 1998;*

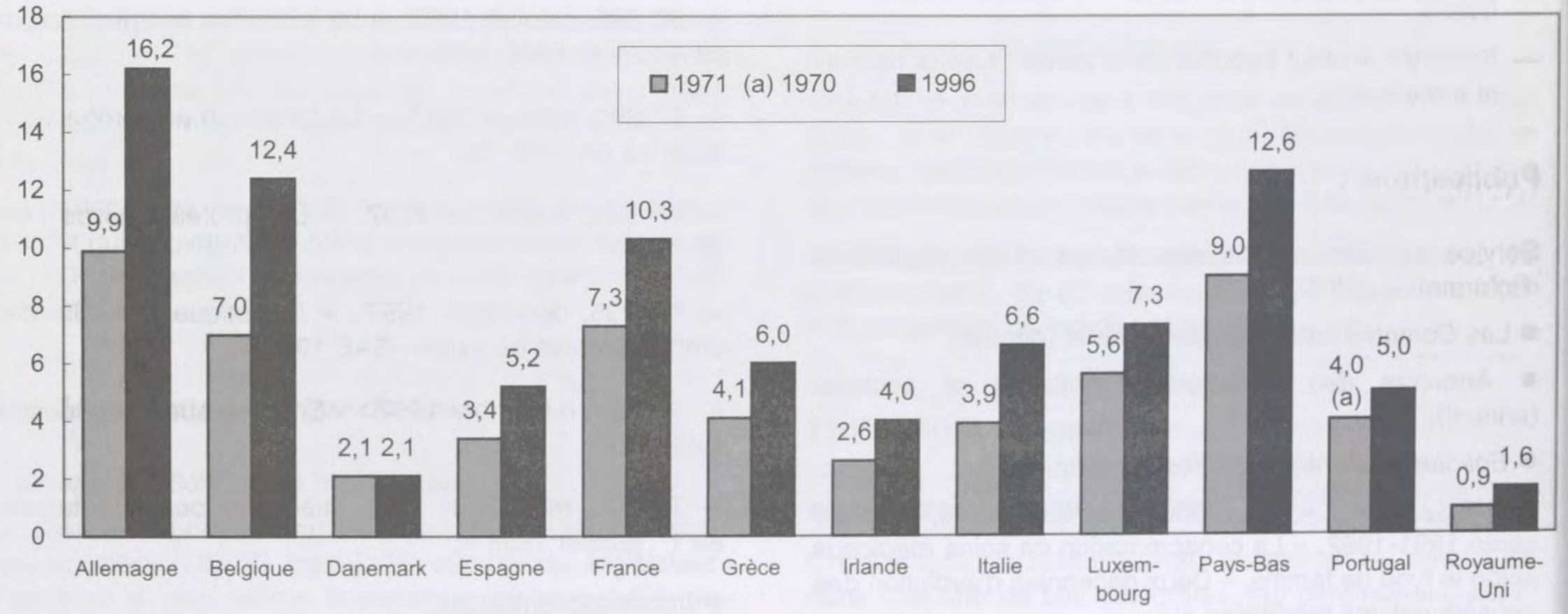
● *Annuaire statistique des assurances 1989-1996, OCDE.*

*
* *

GRAPHIQUE D.03-1

Part des services de santé (1) dans la consommation finale des ménages dans l'Union européenne

En %

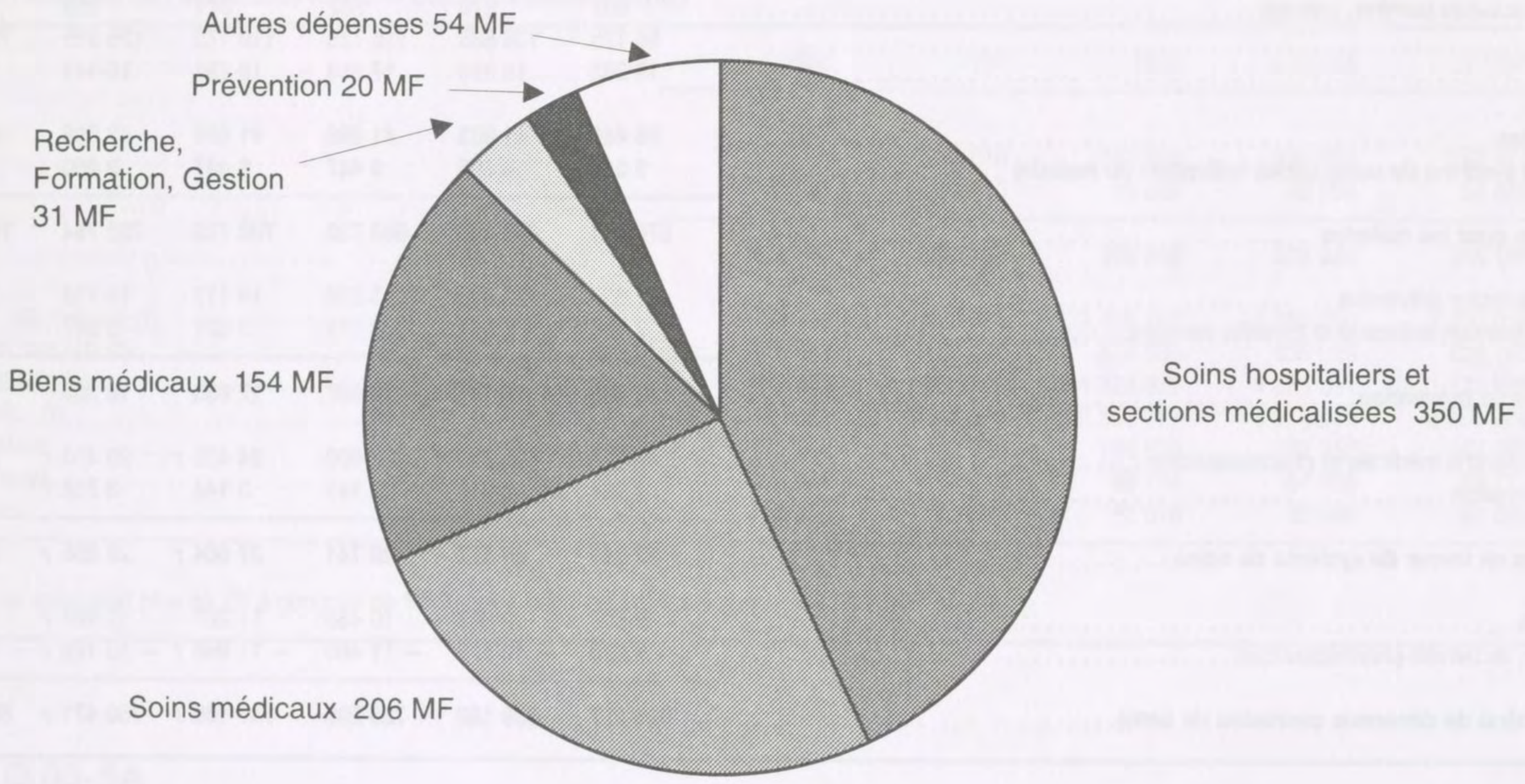


(1) Services de santé : services médicaux et dépenses de santé

Source : Eurostat

GRAPHIQUE D.03-2

La dépense courante de santé en 1997



Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

TABLEAU D.03-1

Dépense courante et consommation médicale totale

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI)

	1990	1992	1993	1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Dépense courante de santé :							
En valeur (en millions)	606 227	689 183	726 295	747 184	780 671	801 621	815 115
Taux d'évolution en %	7,8	6,6	5,4	2,9	4,5	2,7	1,7
En % du produit intérieur brut	9,3	9,8	10,3	10,1	10,2	10,2	10,0
Consommation médicale totale :							
En valeur (en millions)	540 035	612 552	647 169	666 467	696 680	716 141	728 516
Taux d'évolution en %	7,8	6,5	5,7	3,0	4,5	2,8	1,7
En % du produit intérieur brut	8,3	8,8	9,1	9,0	9,1	9,1	9,0

TABLEAU D.03-2

Dépenses courantes de santé

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI) — *Unité :* Million de francs

	1990	1992	1993	1994	1995	*r* 1996	*p* 1997
Dépenses de soins et biens médicaux	**528 407**	**598 136**	**632 337**	**651 584**	**681 106**	**699 512**	**710 830**
Soins aux particuliers	418 213	472 013	497 500	513 157	535 379	549 875	555 560
Soins hospitaliers et en sections médicalisées	255 647	288 238	306 789	320 241	336 166	345 417	349 843
Soins ambulatoires	155 114	174 658	181 286	182 950	188 888	193 904	195 298
Transports de malades	7 452	9 117	9 425	9 966	10 325	10 554	10 419
Soins aux collectivités (armées, prisons)	807	879	952	971	958	989	1 064
Médicaments	96 125	108 885	116 725	119 175	126 325	129 355	134 400
Prothèses	13 262	16 359	17 160	18 281	18 444	19 293	19 806
Aide aux malades	**36 480**	**41 953**	**41 898**	**41 674**	**42 998**	**43 023**	**43 390**
Subventions au système de soins (aides indirectes au malade)	**5 544**	**8 393**	**9 487**	**9 467**	**9 650**	**9 959**	**10 373**
Dépenses pour les malades	**570 431**	**648 482**	**683 722**	**702 725**	**733 754**	**752 494**	**764 593**
Dépenses de médecine préventive	11 634	12 996	13 536	14 117	14 716	15 228	15 779
Dépenses de prévention collective et contrôle sanitaire	2 364	3 051	3 271	3 521	3 547	3 715	3 877
Dépenses de prévention	**13 998**	**16 047**	**16 807**	**17 638**	**18 263**	**18 943**	**19 656**
Dépenses de recherche médicale et pharmaceutique	19 077	22 367	23 600	24 420 *r*	26 403 *r*	27 778	29 248
Dépenses de formation	2 934	3 010	3 141	3 144	3 252 *r*	3 298	3 387
Dépenses en faveur du système de soins	**22 011**	**25 377**	**26 741**	**27 564** *r*	**29 655** *r*	**31 076**	**32 635**
Gestion générale	8 807	9 849	10 485	11 267	11 924 *r*	12 568	13 228
Double compte : recherche pharmaceutique	– 9 020	– 10 572	– 11 460	– 11 998 *r*	– 13 125 *r*	– 13 899	– 14 997
Total général de dépenses courantes de santé	**606 227**	**689 183**	**726 295**	**747 196** *r*	**780 471** *r*	**801 182**	**815 115**

TABLEAU D.03-3

Structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI) — %

	r 1980	*r* 1990		*r* 1994		*r* 1995		*r* 1996		*p* 1997	
		T.A.N (1)	Effectif	T.A.N (1)	Effectif	T.A.N (1)	Effectif	T.A.N (1)	Effectif	T.A.N (1)
Sécurité sociale	76,5	74,3	73,5	73,4	73,8	73,9	73,9	73,8	73,8	73,9
État et collectivités locales	2,9	1,1	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	0,9	0,9
Mutuelles	5,0	6,1	6,8	6,8	6,9	6,9	7,0	7,0	7,1	7,1
Sociétés d'assurances	...	...	3,1	3,1	3,0	3,0	3,0	3,0	3,1	3,1
Institutions de prévoyance	15,6	18,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7	1,7	1,7	1,7
Ménages	...	...	14,2	14,3	13,9	13,8	13,4	13,5	13,4	13,3
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Taux en année normale.

TABLEAU D.03-4

Volume d'actes remboursés par le régime général d'assurance maladie

Source : Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés — *Unité :* Millier

	1985	1990	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Consultations	168 003	212 610	242 956	249 934	257 477	263 083
Visites	58 567	60 515	63 862	60 298	58 669	58 885
Total	**226 570**	**273 125**	**306 818**	**310 232**	**316 146**	**321 968**
Spécialités (K, KC, KE, forfaits) (1)	705 793	1 022 004	1 235 460	1 283 690	1 280 019	1 309 449
Radiologie (Z et ZN, etc.) (1) (2)	624 031	807 498	824 685	835 025	833 163	858 334
Auxiliaires (AM, AIS SFI) (1)	718 683	1 089 399	1 323 972	1 363 391	1 373 891	1 395 623
Analyses (B, BP, etc.) (1)	4 469 339	6 611 548	7 550 777	6 915 945	6 901 708	6 854 802
Indemnités journalières	172 248	162 216	166 538	162 552	162 969	158 563
dont : moins de 3 mois	106 998	101 912	96 779	94 938	95 721	92 907
plus de 3 mois	58 678	53 684	62 876	60 868	60 563	59 258

(1) Coefficients.
(2) Cette rubrique ne comprend plus de ZB à compter de 1993, cette lettre clé ayant été supprimée fin 1989.

TABLEAU D.03-5A

Effectifs des professions de santé

Situation au 1er janvier

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI), Ordre des Pharmaciens

	1990	1993	1994	1995	1996	Densité (1)
Professions médicales et pharmaceutiques						
Médecins	148 089	158 968	160 235	169 554	171 704	294,4
Chirurgiens-dentistes	37 931	38 868	39 284	39 714	39 565	67,8
Sages-femmes	10 705	11 479	11 957	12 218	12 662	86,1
Pharmaciens (2)	51 367	52 673	53 085	53 810	55 153	91,8
Auxiliaires médicaux						
Infirmiers diplômés d'État et autorisés	242 953	261 525	272 722	281 764	289 974	497,2
Infirmiers de secteur psychiatrique	61 527	58 980	58 221	58 853	53 680	92,0
Masseurs-kinésithérapeutes	38 257	41 858	43 968	45 783	48 819	83,7
Orthophonistes	10 000	10 986	11 359	12 056	12 649	21,7
Orthoptistes	1 445	1 582	1 606	1 814	1 886	3,2

(1) Densité pour 100 000 habitants ou pour 100 000 femmes de 15 à 49 ans (sages-femmes).
(2) Jusqu'en 1990, pharmaciens inscrits à l'ordre, toutes activités confondues, chaque pharmacien n'étant compté qu'une fois (activité principale)

TABLEAU D.03-5B

Effectifs des professions de santé

Départements d'outre-mer

Situation au 1er janvier 1996

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI)

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion
Médecins	690	214	680	1 257
Pharmaciens	220	40	230	317
Chirurgiens-dentistes	129	35	130	295
Sages-femmes	140	25	150	164
Infirmiers diplômés d'État	1 500	500	1 700	2 445
Infirmiers psychiatriques	290	4	260	340
Masseurs-kinésithérapeutes	158	30	150	309
Orthophonistes	53	8	50	101
Orthoptistes	6	4	6	10
Nombre de médecins pour 100 000 habitants	169	183	163	204

TABLEAU D.03-6

Part de la dépense nationale de santé dans le PIB dans des pays de l'OCDE

Source : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

%

	r 1980	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996
Allemagne (1)	8,8	9,3	8,7	10,0	10,0	10,4	10,5
Autriche	7,7	6,7	7,2	8,0	8,0	8,0	8,0
Belgique	6,5	7,3	7,5	8,1	8,0	7,9	7,8
Danemark	8,7	8,2	8,2	8,4	8,2	8,0	8,0
Espagne	5,6	5,6	6,9	7,5	7,4	7,3	7,4
Finlande	6,5	7,3	8,0	8,4	7,9	7,6	7,4
France	**7,6**	**8,5**	**8,9**	**9,8**	**9,7**	**9,8**	**9,8**
Grèce	3,6	4,0	4,2	5,0	5,4	5,8	6,8
Irlande	8,7	7,9	6,7	7,3	7,2	7,0	7,0
Italie	7,0	7,1	8,1	8,6	8,4	7,7	7,8
Luxembourg	6,2	6,1	6,6	6,7	6,5	6,7	6,8
Pays-Bas	7,9	7,9	8,3	9,0	8,8	8,8	8,6
Portugal	5,8	6,3	6,5	7,7	7,8	8,2	8,3
Royaume-Uni	5,6	5,9	6,0	6,9	6,9	6,9	6,9
Suède	9,4	9,0	8,8	8,9	8,7	8,5	8,6
Canada	7,3	8,4	9,2	10,2	9,9	9,7	9,6
États-Unis	9,1	10,6	12,6	14,1	14,1	14,1	14,0
Japon	6,4	6,7	6,0	6,6	7,0	7,2	7,2

(1) RFA avant la réunification, Allemagne réunifiée depuis 1991.

TABLEAU D.03-7A

Personnels hospitaliers

Effectif au 1er janvier 1997

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI)

	Public		Privé		**Ensemble**	
	Total	*Dont* temps plein	**Total**	*Dont* temps plein	**Total**	***Dont* temps plein**
Médecins, biologistes, odontologistes et pharmaciens	**115 568**	38 812	**68 853**	16 295	**184 421**	**55 107**
Internes en médecine, en odontologie et en pharmacie (1)	**18 933**	...	**1 775**	...	**20 708**	...

(1) Y compris les faisant fonction d'interne (FFI) et les Diplômés interuniversitaires de Spécialité (DIS).

TABLEAU D.03-7B

Personnels hospitaliers

Effectif au 1er janvier 1997

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI)

	Public		Privé		**Ensemble**	
	Total	*Dont* temps plein	**Total**	*Dont* temps plein	**Total**	***Dont* temps plein**
Personnel de direction	**3 942**	3 746	**5 404**	3 918	**9 346**	**7 664**
Autre personnel administratif	**71 347**	55 255	**31 158**	22 863	**102 505**	**78 118**
Personnel d'encadrement du personnel soignant (1)	**25 940**	24 259	**7 435**	6 629	**33 375**	**30 888**
Infirmiers (y compris de secteur psychiatrique)	**168 037**	133 042	**55 188**	41 851	**223 225**	**174 893**
Infirmiers spécialisés	**14 630**	11 721	**5 327**	4 165	**19 957**	**15 886**
Autres personnels des services médicaux	**13 116**	7 644	**9 908**	4 608	**23 024**	**12 252**
Aides soignants	**162 339**	138 943	**47 987**	38 849	**210 326**	**177 792**
Agents des services hospitaliers at autres personnels secondaires des services médicaux	**78 158**	69 993	**34 392**	27 428	**112 550**	**97 421**
Psychologues	**5 511**	3 309	**1 478**	401	**6 989**	**3 710**
Sages-femmes	**6 735**	4 830	**3 344**	2 254	**10 079**	**7 084**
Personnels des services de soins	**474 421**	393 709	**165 075**	159 929	**639 496**	**553 638**
Personnels éducatifs et sociaux	**7 890**	5 707	**4 851**	3 118	**12 741**	**8 825**
Personnels médico-techniques	**34 114**	26 801	**9 550**	3 534	**43 664**	**30 335**
Personnels techniques	**89 255**	83 375	**33 706**	26 110	**122 961**	**109 485**
Total	**681 058**	**568 655**	**249 744**	**188 502**	**930 802**	**757 157**

(1) Y compris les infirmiers généraux.

TABLEAU D.03-8

Quelques professions sociales par secteur d'activité

France entière

Situation au 1er janvier 1994

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI)

	Éducateur spécialisé (1)	Moniteur éducateur (1)	Éducateur de jeunes enfants	Éducateur technique spécialisé	Éducateur technique	Aide médico-psychologique (1)	Animateur socio-culturel
Hôpitaux	2 665	1 106	981	122	378	959	258
Établissements sociaux (2) et d'hébergement pour personnes âgées (3)	34 357	16 100	1 862	13 016	3 147	11 148	2 185
DDASS, État et départements (4)	3 166	98	128	–	–	–	–

(1) Y compris le personnel non diplômé faisant fonction dans les « établissements sociaux ».
(2) Établissements et services pour enfants et adultes handicapés ou en difficulté au 1er janvier 1992.
(3) Au 1er janvier 1993.
(4) Y compris services conventionnés. DDASS : Direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

TABLEAU D.03-9A

Établissements de santé

Équipement par catégorie d'établissements

Situation au 1er janvier 1997

Source : Ministère de l' Emploi et de la Solidarité (SESI)

Catégorie d'établissements	Établissements (1) ou entités juridiques	Lits en hospitalisation complète	Lits d'hébergement	Places en hospitalisation de jour ou de nuit	Places en anesthésie ou chirurgie ambulatoire	Places en hospitalisation à domicile	**Total des lits et places**
Public							
Centre hospitalier régional	29	88 866	3 640	4 885	464	317	**98 172**
Centre hospitalier	562	174 929	63 306	7 275	399	324	**246 233**
Hôpital local	350	23 292	33 403	51	–	–	**56 746**
Centre hospitalier spécialisé en psychiatrie	97	39 743	1 371	14 575	–	554	**56 243**
Autres établissements	25	1 681	688	13	6	10	**2 398**
Total public	**1 063**	**328 511**	**102 408**	**26 799**	**869**	**1 205**	**459 792**
Privé							
Établissement de soins de courte durée	1 127	102 087	1 141	2 214	5 637	53	**111 132**
Établissement d'enfants à caractère sanitaire	82	4 707	66	132	–	–	**4 905**
Établissement de soins de suite et réadaptation, de soins de longue durée	727	48 284	1 498	2 684	16	–	**52 482**
Hôpital psychiatrique privé faisant fonction de public	21	8 714	119	2 093	–	–	**10 926**
Autres établissements de lutte contre les maladies mentales, les toxicomanies et l'alcoolisme	320	15 724	–	3 299	13	5	**19 041**
Traitements et soins à domicile, dialyse ambulatoire	496	48	–	–	–	1 213	**1 261**
Autres établissements (2)	350	–	–	–	–	–	–
Total privé	**3 123**	**179 564**	**2 824**	**10 422**	**5 666**	**1 271**	**199 747**
Total public et privé	**4 186**	**508 075**	**105 232**	**37 221**	**6 535**	**2 476**	**659 539**

(1) On recense des entités juridiques pour le secteur public et les hôpitaux privés faisant fonction de publics et des établissements pour le secteur privé, à l'exception des hôpitaux psychiatriques privés.
(2) Établissements titulaires d'autorisation d'équipement lourd.

TABLEAU D.03-9B

Établissements d'hébergement pour personnes âgées et services de soins de longue durée

France entière (pour les établissements)

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI)

	1990	1992	1994	1996
Établissements				
Hébergement pour personnes âgées				
Hôpitaux publics (sections hospices et maisons de retraite)	855	854	859	845
Hospices et maisons de retraite publics	1 353	1 428	1 486	1 544
Hospices et maisons de retraite privés	2 568	3 036	3 328	3 472
Logements-foyers	2 587	2 721	2 853	2 932
Autres établissements autonomes	315	196	179	170
Établissements d'hospitalisation privés	10	8	12	22
Hospitalisation en services de soins de longue durée				
Hôpitaux publics	736	786	820	853
Établissements d'hospitalisation privés	81	95	107	120
Hospices et maisons de retraite publics	n.s	n.s	n.s	n.s
Capacité d'accueil (en lits ou logements)				
Hébergement pour personnes âgées				
Hôpitaux publics (sections hospices et maisons de retraite)	107 432	103 774	100 079	97 655
Hospices et maisons de retraite publics (1)	102 725	108 063	112 848	115 979
Hospices et maisons de retraite privés (1)	139 797	162 196	179 600	190 916
Logements-foyers	142 150	148 422	153 050	155 365
Autres établissements autonomes	7 929	4 416	4 109	3 533
Établissements d'hospitalisation privés	709	416	691	1 801
Total	**500 742**	**527 287**	**550 377**	**565 249**
Hospitalisation en services de soins de longue durée				
Hôpitaux publics	63 711	68 277	71 770	74 115
Établissements d'hospitalisation privés	4 820	5 495	6 051	6 585
Hospices et maisons de retraite publics	337	80	n.s	n.s
Total	**68 868**	**73 852**	**77 821**	**80 700**
Total général (en lits ou logements)	**569 610**	**601 139**	**628 198**	**645 949**

(1) Comprend uniquement les sections d'hébergement pour personnes âgées.

TABLEAU D.03-10

Accueil des enfants de moins de six ans

Situation au 31 décembre.

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI)

	1990	1992	1993	*r* 1994	*r* 1995
Accueil collectif (en nombre de places)					
Crèches collectives	112 400	122 200	126 800	130 100	134 700
Jardins d'enfants	12 300	11 700	11 800	12 200	11 700
Haltes-garderies	52 900	58 400	60 100	63 300	64 700
Accueil familial					
Crèches familiales (en nombre d'enfants inscrits)	61 500	65 900	65 300	64 900	63 100
Assistantes maternelles agréées à la journée (en capacité d'accueil) [1]	246 000	340 000	411 000	489 700	592 000

(1) Non compris l'aide sociale à l'enfance et les crèches familiales.

TABLEAU D.03-11A

Équipement de l'hospitalisation complète

Situation au 1er janvier 1997 (p)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI)

	Public	Privé	**Total**
Lits installés			
Médecine et spécialités médicales	97 535	26 018	**123 553**
Chirurgie et spécialités chirurgicales	51 091	59 473	**110 564**
Obstétrique	15 551	10 608	**26 159**
Total soins de courte durée (1)	**164 177**	**96 099**	**260 276**
Soins de suite ou de réadaptation	39 072	53 132	**92 204**
Soins de longue durée	74 115	6 585	**80 700**
Psychiatrie	50 018	22 778	**72 796**
Toxicomanie et alcoolisme	1 129	970	**2 099**
Total	**328 511**	**179 564**	**508 075**

(1) Les services d'urgence en hospitalisation complète ne sont plus inclus dans les disciplines « soins de courte durée » depuis 1994.

TABLEAU D.03-11B

Activité de l'hospitalisation complète

Année 1996 (p)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI)

	Journées			Entrées		
	Public	Privé	**Total**	Public	Privé	**Total**
Médecine et spécialités médicales	26 870 847	8 230 937	**35 101 784**	4 072 496	1 067 919	**5 140 415**
Chirurgie et spécialités chirurgicales	11 887 255	18 190 342	**30 077 597**	2 297 218	3 142 597	**5 439 815**
Obstétrique	3 690 267	3 236 031	**6 926 298**	781 037	515 264	**1 296 301**
Total soins de courte durée (1)	**42 448 369**	**29 657 310**	72 105 679	**7 150 751**	**4 725 780**	11 876 531
Soins de suite et de réadaptation	11 297 986	16 256 753	**27 554 739**	360 778	461 939	**822 717**
Soins de longue durée	26 038 756	2 288 207	**28 326 963**	51 438	4 565	**56 003**
Psychiatrie	13 926 178	7 454 954	**21 381 132**	396 854	164 165	**561 019**
Toximanie et alcoolisme	278 832	309 554	**588 386**	14 091	8 288	**22 379**
Total	**93 990 121**	**55 966 778**	**149 956 899**	**7 973 912**	**5 364 737**	**13 338 649**

(1) La discipline médecine intègre la lutte contre le cancer.

TABLEAU D.03-12

Établissements pour handicapés

France entière

Au 1er janvier

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI)

	Nombre d'établissements			Nombre de places		
	1992	1994	1996	1992	1994	1996
Établissement pour enfants déficients mentaux et polyhandicapés	1 304	1 300	1 301	81 915	81 679	78 969
Instituts de rééducation	266	285	327	13 715	14 804	16 195
Établissement pour enfants déficients moteurs	123	125	129	7 439	7 826	8 034
Établissement pour enfants déficients sensoriels	155	156	146	12 600	13 301	12 367
Établissement et service d'hébergement pour enfants handicapés	92	86	91	2 143	1 876	2 002
Total des établissements d'éducation spéciale pour les enfants handicapés	**1 940**	**1 952**	**1 994**	**117 812**	**119 486**	**117 567**
Centre médico-psycho-pédagogique	543	557	554	91 159	97 681	106 212
Centre d'action médico-sociale précoce	187	197	208	13 610	12 013	14 162
Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (1)	466	583	739	9 735	12 611	15 837
Total des services à domicile ou ambulatoires pour enfants handicapés	**1 196**	**1 337**	**1 501**	**114 504**	**122 305**	**136 211**
Foyer d'hébergement pour handicapés adultes	1 096	1 152	1 210	35 005	36 589	38 607
Maison d'accueil spécialisée	190	208	249	7 534	8 469	10 193
Foyer de vie pour handicapés	606	718	831	20 752	24 422	27 500
Foyer à double tarification pour adultes handicapés lourds	///	102	149	///	3 312	4 860
Total des établissements d'hébergement pour adultes handicapés	**1 892**	**2 180**	**2 439**	**63 291**	**72 792**	**81 160**
Centre d'aide par le travail (CAT)	1 123	1 216	1 284	73 576	78 849	83 666
Atelier protégé	268	306	382	9 813	11 433	13 446
Centre de rééducation, réadaptation et formation professionnelle	84	83	85	9 459	9 266	9 546
Centre de pré-orientation	8	12	13	///	///	///
Équipe de préparation et de suite du reclassement	16	18	32	///	///	///
Total des établissements de rééducation et de réinsertion professionnelle pour adultes handicapés	**1 499**	**1 635**	**1 796**	**92 848**	**99 548**	**106 658**

(1) Comprend à la fois les SESSAD autonomes et les établissements faisant de l'éducation spéciale et des soins à domicile.

TABLEAU D.03-13

Nouveaux cas des affections de longue durée

France entière

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) - Service médical de l'Assurance Maladie

Nature de l'affection	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Tuberculose évolutive	8 851	8 473	7 221	6 917	7 457	6 247
Lèpre	106	89	93	103	75	56
Bilharziose compliquée	80	74	51	40	54	29
Tumeurs malignes	143 262	143 109	126 499	124 736	147 975	140 033
Diabète	60 848	59 403	50 928	50 282	66 564	64 299
Hémophilie	400	386	343	361	445	458
Maladies mentales	102 523	82 031	88 585	84 726	94 332	87 436
Accident vasculaire cérébral	26 393	29 122	19 932	18 569	22 337	19 841
Sclérose en plaques	2 525	2 569	2 401	2 390	2 736	2 543
Maladie de Parkinson	6 282	6 630	4 578	4 480	6 216	5 750
Paraplégie	4 205	2 030	3 640	3 380	3 657	3 356
Infarctus aigu du myocarde	13 848	15 081	12 189	11 723	13 181	11 493
Hypertension artérielle	52 644	51 683	37 387	35 234	51 237	46 558
Néphropathie chronique grave	4 816	4 614	3 980	3 827	4 741	4 381
Spondylarthrite ankylosante	2 430	2 538	2 318	2 213	2 484	2 445
Polyarthrite chronique évolutive	8 453	8 394	7 299	6 790	8 299	7 677
Troubles neuro-musculaires	5 481	2 392	4 831	4 830	5 719	5 236
Mucoviscidose	263	252	223	205	195	203
Artériopathies chroniques évolutives	65 920	62 141	48 547	45 576	59 965	54 330
Cardiopathie congénitale	34 677	31 426	27 884	26 998	35 126	31 899
Insuffisance respiratoire	23 615	12 321	19 208	18 064	23 615	22 154
Aplasie médullaire	1 123	586	1 021	994	1 185	1 125
Cirrhose du foie décompensée	9 662	10 119	9 192	10 189	12 540	13 316
Déficit immunitaire primitif	...	...	252	304	268	181
Syndrome immunitaire acquis	7 319	9 180	8 914	12 076	10 895	9 022
Hémoglobinopathies homozygotes	566	564	563	502	538	559
Maladies métaboliques héréditaires	3 600	1 241	3 266	3 214	3 963	3 521
Périartérite	2 130	2 095	1 974	1 929	2 402	2 342
Rectocolites hémorragiques	4 574	4 896	4 966	5 185	6 322	6 000
Scoliose structurée évolutive	2 674	2 886	2 350	2 310	2 443	2 093
Suite de transplantation d'organes	242	203	154	126	195	159
Total	**599 512**	**556 528**	**500 789**	**488 273**	**597 161**	**554 742**

TABLEAU D.03-14

Nombre de décès selon la cause et le sexe

Source : INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) - SC8

Principales causes de décès	1993			1994			1995		
	Deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Maladies infectieuses et parasitaires (1)	**11 803**	**7 209**	**4 594**	**12 321**	**7 604**	**4 717**	**12 542**	**7 643**	**4 899**
Tumeurs	**146 464**	**88 683**	**57 781**	**144 746**	**87 608**	**57 138**	**146 641**	**88 378**	**58 263**
dont : Tumeurs malignes de la cavité buccale et du pharynx	**5 332**	4 658	674	**5 059**	4 369	690	**5 166**	4 460	706
Tumeurs malignes de l'œsophage	**4 684**	4 055	629	**4 689**	4 019	670	**4 614**	3 948	666
Tumeurs malignes de l'estomac	**9 935**	3 667	2 601	**5 986**	3 585	2 401	**5 886**	3 534	2 352
Tumeurs malignes de l'intestin	**16 555**	8 584	7 971	**16 027**	8 285	7 742	**16 430**	8 506	7 924
Tumeurs malignes autres parties, appareil digestif et péritoine	**11 302**	7 104	4 198	**11 123**	7 063	4 060	**11 040**	6 941	4 099
Tumeurs malignes de la trachée, des bronches et du poumon	**23 270**	20 013	3 257	**23 131**	19 797	3 334	**23 929**	20 325	3 604
Tumeurs malignes du sein	**10 813**	122	10 691	**10 911**	128	10 783	**10 897**	108	10 789
Tumeurs malignes de l'utérus	**3 177**	///	3 177	**3 086**	///	3 086	**2 979**	///	2 979
Tumeurs malignes de la prostate	**9 241**	9 241	///	**9 274**	9 274	///	**9 263**	9 263	///
Leucémies	**4 754**	2 533	2 221	**4 691**	2 546	2 145	**4 802**	2 571	2 231
Maladies endocriniennes	**13 538**	**5 082**	**8 456**	**13 454**	**5 223**	**8 231**	**13 886**	**5 299**	**8 587**
dont : Diabète sucré	**6 574**	2 663	3 911	**6 357**	2 595	3 762	**6 437**	2 677	3 760
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	**2 725**	**1 236**	**1 489**	**2 625**	**1 232**	**1 393**	**2 892**	**1 326**	**1 566**
Troubles mentaux	**12 919**	**5 361**	**7 558**	**13 111**	**5 507**	**7 604**	**13 259**	**5 408**	**7 851**
dont : Psychose alcoolique et alcoolisme	**2 614**	2 075	539	**2 597**	2 035	562	**2 418**	1 929	489
Maladies du système nerveux et des organes des sens	**11 593**	**5 417**	**6 176**	**12 041**	**5 630**	**6 411**	**12 515**	**5 823**	**6 692**
Maladies de l'appareil circulatoire	**174 121**	**79 614**	**94 507**	**167 535**	**76 854**	**90 681**	**171 652**	**78 961**	**92 691**
dont : Cardiopathies ischémiques	**48 898**	26 608	22 290	**46 407**	25 521	20 886	**47 055**	25 935	21 120
Maladies vasculaires cérébrales	**45 764**	18 869	26 895	**43 386**	17 890	25 496	**43 553**	18 160	25 393
Maladies de l'appareil respiratoire	**40 377**	**20 832**	**19 545**	**37 174**	**19 518**	**17 656**	**40 130**	**20 992**	**19 138**
Maladies de l'appareil digestif	**26 153**	**13 713**	**12 440**	**25 545**	**13 462**	**12 083**	**26 136**	**13 735**	**12 401**
dont : Cirrhose alcoolique ou sans précision du foie	**8 790**	6 088	2 702	**8 602**	6 010	2 592	**8 875**	6 136	2 739
Maladies des organes génito-urinaires	**7 333**	**3 590**	**3 743**	**7 209**	**3 606**	**3 603**	**7 370**	**3 665**	**3 705**
Complications grossesse-accouchement	**66**	///	**66**	**83**	///	**83**	**70**	///	**70**
Maladies de la peau, du tissu cellulaire sous-cutané	**2 245**	**663**	**1 582**	**2 446**	**718**	**1 728**	**2 516**	**721**	**1 795**
Maladies du système ostéo-articulaire	**2 663**	**841**	**1 822**	**2 580**	**847**	**1 733**	**2 642**	**865**	**1 777**
Anomalies congénitales	**1 670**	**922**	**748**	**1 613**	**855**	**758**	**1 558**	**790**	**768**
Affections dont l'origine se situe dans la période périnatale	**1 308**	**781**	**527**	**1 350**	**766**	**584**	**1 308**	**764**	**544**
Symptômes, signes et états morbides mal définis	**30 569**	**13 451**	**17 118**	**31 075**	**13 822**	**17 253**	**31 663**	**13 598**	**18 065**
Causes extérieures de traumatismes et empoisonnements	**46 716**	**28 282**	**18 434**	**45 057**	**27 497**	**17 560**	**44 838**	**27 139**	**17 699**
dont : Accidents de la circulation	**8 773**	6 346	2 427	**8 297**	5 937	2 360	**8 132**	5 834	2 298
Suicides	**12 251**	8 861	3 390	**12 041**	8 872	3 169	**11 819**	8 605	3 214
Total (toutes causes)	**532 263**	**275 677**	**256 586**	**519 965**	**270 749**	**249 216**	**531 618**	**275 107**	**256 511**

(1) Y compris le SIDA depuis 1987.

TABLEAU D.03-15

Répartition des cas de SIDA par groupe de transmission et année de diagnostic

France entière

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI) - DGS - Réseau national de Santé publique — *Unités* : nombre et %

Groupes de transmission	Avant 1990	*r* 1990	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*p* 1996	(1) 1997
Homosexuel / bisexuel masculin	6 062	2 115	2 338	2 233	2 322	2 002	1 330	236
%	53,5	49,1	45,3	40,9	41,1	38,9	36,1	37,2
Usager de drogues IV	2 091	1 078	1 342	1 484	1 361	1 287	892	124
%	18,5	25,0	26,0	27,1	24,0	25,0	24,2	19,6
Homosexuel / bisexuel masculin et usager de drogues IV	246	53	56	41	48	45	27	2
%	2,2	1,2	1,1	0,7	0,8	0,9	0,7	0,3
Hémophiles et troubles de la coagulation	186	41	62	62	72	50	29	1
%	1,6	1,0	1,2	1,1	1,3	1,0	0,8	0,2
Contamination hétérosexuelle	1 470	613	886	1 057	1 290	1 258	1 050	203
%	13,0	14,2	17,2	19,3	22,8	24,5	28,5	32,0
Transfusés	767	189	183	166	129	98	51	6
%	6,8	4,4	3,5	3,0	2,3	1,9	1,4	0,9
Transmissions materno-fœtale	221	60	44	52	53	45	26	3
%	2,0	1,4	0,9	0,9	0,9	0,9	0,7	0,5
Autre, inconnu	269	161	254	382	391	356	279	59
%	2,4	3,7	4,9	7,0	6,9	6,9	7,6	9,3
Total	**11 312**	**4 310**	**5 165**	**5 477**	**5 666**	**5 141**	**3 684**	**634**
%	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Décédés par année de décès	**4 849**	**2 439**	**3 484**	**3 754**	**4 131**	**3 850**	**2 653**	**383**

(1) Uniquement le premier semestre.

TABLEAU D.03-16

Causes médicales de décès des enfants âgés de moins d'un an

Source : INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) - SC8

Principales causes de décès	1993			1994			1995		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Maladies infectieuses et parasitaires	56	51	**107**	51	37	**88**	37	40	**77**
dont : Maladies infectieuses intestinales	26	19	**45**	15	11	**26**	20	14	**34**
Infections à méningocoques	2	–	**2**	–	–	**–**	2	2	**4**
Septicémie	7	4	**11**	7	4	**11**	1	4	**5**
Sida et infections par le V.I.H	4	2	**6**	2	1	**3**	–	2	**2**
Tumeurs	18	22	**40**	19	18	**37**	13	14	**27**
dont : Tumeurs malignes des tissus lymphatiques et hématopoïétiques	4	3	**7**	5	6	**11**	3	2	**5**
Maladies endocriniennes, de la nutrition, du métabolisme et troubles immunitaires	30	24	**54**	31	27	**58**	27	21	**48**
dont : Maladies des glandes endocrines	–	–	**–**	2	–	**2**	3	1	**4**
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	7	5	**12**	10	4	**14**	4	7	**11**
dont : Anomalies de la coagulation	3	–	**3**	2	4	**6**	3	5	**8**
Maladies du système nerveux et des organes des sens	104	67	**171**	113	82	**195**	88	79	**167**
dont : Méningite, encéphalite, myélite et encéphalo-myélite	24	13	**37**	25	14	**39**	11	12	**23**
Maladies de l'appareil circulatoire	35	44	**79**	27	27	**54**	27	24	**51**
Maladies de l'appareil respiratoire	89	45	**134**	61	27	**88**	32	22	**54**
dont : Affections aiguës des voies respiratoires	56	23	**79**	33	10	**43**	17	9	**26**
Pneumonie et grippe	17	11	**28**	19	11	**30**	11	9	**20**
Maladies de l'appareil digestif	56	19	**75**	45	24	**69**	23	16	**39**
Maladies des organes génito-urinaires	8	3	**11**	12	3	**15**	10	4	**14**
Anomalies congénitales	572	436	**1 008**	499	436	**935**	445	404	**849**
dont : Anomalies congénitales du système nerveux	79	49	**128**	63	55	**118**	53	45	**98**
Anomalies congénitales de l'appareil circulatoire	291	233	**524**	244	230	**474**	228	216	**444**
Affections dont l'origine se situe dans la période périnatale	781	527	**1 308**	763	582	**1 345**	764	541	**1 305**
dont : Prématurité	55	36	**91**	64	49	**113**	72	38	**110**
Hypoxie intra-utérine et asphyxie à la naissance	122	97	**219**	142	110	**252**	138	100	**238**
Syndrome de détresse respiratoire	154	105	**259**	110	81	**191**	124	60	**184**
Autres affections respiratoires du nouveau-né	120	72	**192**	121	79	**200**	96	71	**167**
Infections spécifiques de la période périnatale	81	48	**129**	74	40	**114**	63	50	**113**
Hémorragie néonatale	78	54	**132**	80	60	**140**	84	68	**152**
Symptômes, signes et états morbides mal définis	870	548	**1 418**	707	412	**1 119**	451	294	**745**
dont : Syndrôme de la mort subite chez le nourisson	717	416	**1 133**	569	311	**880**	339	199	**538**
Autres causes et causes inconnues ou non précisées	103	104	**207**	102	80	**182**	92	87	**179**
Traumatismes et empoisonnements	105	80	**185**	107	69	**176**	81	76	**157**
dont : Accidents de la circulation	8	11	**19**	12	9	**21**	13	15	**28**
Aspiration ou indigestion de produits alimentaires provoquant obstruction des voies respiratoires ou suffocation	48	37	**85**	55	29	**84**	24	21	**45**
Total	**2 732**	**1 872**	**4 604**	**2 445**	**1 748**	**4 193**	**2 002**	**1 543**	**3 545**

TABLEAU D.03-17

Causes médicales de décès dans les départements d'outre-mer

Année 1995

Source : Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM) - SC8

	Guadeloupe		Guyane		Martinique		Réunion	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Maladies de l'appareil circulatoire	791	32,0	123	22,1	794	33,9	1 107	31,8
Tumeurs	497	20,0	75	13,4	523	22,4	659	18,9
Traumatismes et empoisonnements	296	11,9	104	18,6	199	8,5	409	11,7
Maladies de l'appareil digestif	124	5,0	26	4,7	106	4,5	208	6,0
Maladies de l'appareil respiratoire	141	5,7	21	3,8	159	6,8	308	8,8
Maladies endocriniennes	119	4,8	17	3,0	105	4,5	141	4,0
Troubles mentaux	67	2,7	13	2,3	75	3,2	171	4,9
Maladies infectieuses	116	4,7	56	10,0	93	4,0	83	2,4
Autres	328	13,2	123	22,1	286	12,2	402	11,5
Total	**2 479**	**100,0**	**558**	**100,0**	**2 340**	**100,0**	**3 488**	**100,0**